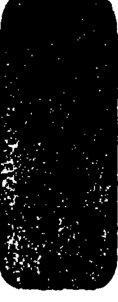
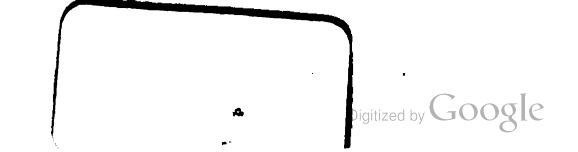

NEDL TRANSFER
HN 61CG W





Le R. P. A. BERTHE
De la Congrégation du T. S. Rédempteur

GARCIA MORENO

PRÉSIDENT DE L'ÉQUATEUR

VENGEUR ET MARTYR

DU DROIT CHRÉTIEN

(1821-1875)

Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. (Garcia Moreno.)

ONZIÈME ÉDITION
(Cinquante-troisième mille)

TOME PREMIER

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE LA « SAINTE FAMILLE »
11, RUE SERVANDONI, 11
PARIS
et chez les principaux libraires
1903



IMPRIMI POTEST.

D. Castelain, Sup. Prov. Parisien.

2 Februarii 1903.

IMPRIMATUR.

G. Lefebvre, Vic. Gen.

Parisiis, 7 Februarii 1903.

AUX LECTEURS

Garcia Moreno a paru en mai 1887. Depuis ce temps cinquante mille exemplaires de ce livre ont publié, en France et à l'étranger, les hauts faits du héros-martyr et cependant on le demande encore de tous côtés. C'est que partout où il a pénétré, dans les familles, les presbytères, les collèges, les séminaires, les universités, partout il a fait battre les cœurs et ravivé des espérances, hélas! presque éteintes. Des centaines de lettres écrites sous l'impression laissée dans l'âme par la rencontre inattendue d'un Charlemagne en plein dix-neuvième siècle, paraissent dictées par des condamnés à perpétuité qui tout à coup, je ne sais par quel miracle, verraient tomber leurs fers et s'ouvrir leur prison. Elles se terminent presque invariablement par l'exclamation que poussait un prince en achevant cette lecture : « Un pays tout entier ramené dans l'ordre chrétien par un seul homme et en peu d'années, quel enseignement! Dieu réserve-t-il à notre chère France un Garcia Moreno? Nous en avons plus besoin encore que cette république américaine. »

Ce sentiment, nos lecteurs seront heureux de le retrouver, magnifiquement exprimé, dans plusieurs lettres épiscopales où la politique chrétienne du grand chef de l'Équateur est glorifiée comme elle doit l'être par nos pères dans la foi. Nous plaçons en première ligne celle qu'a daigné nous adresser l'illustrissime Cardinal Rampolla, au nom de Sa Sainteté le pape Léon XIII.

LETTRE DE S. E. LE CARDINAL RAMPOLLA

SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE SA SAINTETÉ.

Mon Révérend Père,

La biographie d'un grand personnage, surtout d'un homme d'État, qui, par sa foi, ses sentiments politiques et son attachement à la cause de la Justice pourra dans tous les temps servir d'exemple, est d'une incontestable utilité. La tâche que vous avez entreprise de raconter les hauts faits et de faire admirer les vertus d'un héros chrétien, mérite donc toute louange en même temps qu'elle vous donne droit à la reconnaissance des gens de bien.

Et c'est pourquoi, quand je déposai à ses pieds un exemplaire de cette biographie, le Saint-Père me chargea de vous remercier de cet hommage, et de vous transmettre la Bénédiction apostolique que Sa Sainteté vous accorde du fond de son cœur comme gage de sa bienveillance paternelle.

Je dois aussi vous témoigner ma vive reconnaissance pour l'offrande que vous avez bien voulu me faire d'un

exemplaire de votre ouvrage, et je joins à mes remercîments l'assurance de la considération distinguée avec laquelle je suis

Votre très affectionné en N.-S.

M. Cardinal RAMPOLLA.

Rome 25 octobre 1887.

LETTRE DE S. E. LE CARDINAL DESPREZ,

ARCHEVÊQUE DE TOULOUSE.

Toulouse, 11 juin 1887.

Mon cher Père,

Dans ce temps de scepticisme politique, il a plu à la divine Providence de montrer au monde ce qu'est le pouvoir vraiment chrétien. Elle a choisi pour ce but une des petites républiques de l'Amérique méridionale, celle de l'Équateur, et elle a mis à sa tête un président de haute intelligence, de grand caractère, profondément pénétré des vérités de la foi, et comprenant l'accord qui doit exister entre les institutions politiques et la loi de l'Église. Faire connaître au monde Garcia Moreno, le restaurateur du droit chrétien au dix-neuvième siècle, telle est, mon cher Père, l'œuvre que vous avez entreprise et heureusement menée à terme. Ce grand homme nous apparaît, dans votre récit, comme un nouveau saint Louis, comprenant le rôle providentiel des pouvoirs humains, laissant à l'Église pleine liberté d'action pour le salut des peuples, lui prêtant au besoin le secours de son épée, et mettant dans une heureuse harmonie les lois civiles et les canons ecclésiastiques. Qui n'admirerait ici les prodiges de la Providence? Ce n'est pas dans un État monarchique, et sous l'empire de vieilles traditions, que s'opérait ce mi-

racle, mais dans une république et sur les bords lointains du Pacifique : comme si Dieu eût voulu prouver que nulle forme de gouvernement n'est incompatible avec le droit chrétien.

Quel bonheur pour l'Amérique du Sud si le président Garcia Moreno avait réalisé complètement ses plans de civilisation chrétienne! Il l'eût fait assurément si Dieu lui avait accordé une plus longue existence. Mais ses jours étaient comptés. La franc-maçonnerie lui déclara d'abord une guerre sourde; elle entrava tant qu'elle put son action, puis, voyant échouer ses manœuvres, elle recourut à son arme de prédilection : le poignard. Trahi par les sectaires, il tomba sous leurs coups. Mais le héros mourant fit entendre ce cri sublime : *Dieu ne meurt pas!*

Garcia Moreno était adoré de son peuple. Malgré les intrigues des loges, il s'était vu porté quatre fois à la présidence de la République. Sa mort fut un deuil national. Le Congrés, véritable interprète des sentiments populaires, lui érigea une statue, avec une inscription rappelant à la postérité le souvenir du héros chrétien.

Vous lui avez érigé, mon cher et Révérend Père, un monument plus beau et plus utile dans votre belle biographie. Si jamais, prenant en pitié notre malheureuse France, Dieu nous rend un gouvernement chrétien, les restaurateurs de la patrie étudieront l'histoire que vous avez écrite. Dans les exemples de Moreno ils apprendront à mettre les intérêts religieux au-dessus des biens passagers de ce monde.

Alors se fermera l'ère des révolutions; et notre nation, heureuse de se retrouver sous le regard de Dieu, reverra la prospérité des âges chrétiens.

Recevez, mon bien cher Père, l'assurance de mes sentiments affectueusement dévoués en N.-S. J.-C.

† FLORIAN cardinal DESPREZ.

Archevêque de Toulouse.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr LEUILLEUX,

ARCHEVÊQUE DE CHAMBÉRY.

Chambéry, 3 juillet 1887.

Mon révérend Père,

Quand vous avez bien voulu me faire hommage de la *Vie de Garcia Moreno,* j'étais, depuis plus d'un mois, en visites pastorales. Ces visites, qui seront terminées le 10 juillet, ne m'ont pas empêché de lire attentivement votre livre, parce qu'après les labeurs d'une journée consacrée, du matin au soir, au ministère des âmes, je trouvais un véritable repos d'esprit et de cœur à suivre vos récits si attachants, durant une partie de la nuit.

Je ne viens pas, mon révérend Père, vous louer d'avoir, en un style toujours pur, concis et nerveux, reproduit fidèlement tous les traits caractéristiques de votre héros. D'autres se sont plu, et ils ont bien fait, à vous dire que vous avez su admirablement montrer la hauteur de son génie, l'énergie indomptable de son caractère, la constance avec laquelle, invariablement, il poursuivait chacun de ses desseins, et, pardessus tout, la vivacité de sa foi catholique et la sainteté de sa vie. D'autres aussi ont pu vous féliciter des considérations philosophiques, politiques et sociales, dont vous avez accompagné vos récits, et la finesse avec laquelle, de temps à autre, vous en avez fait l'application aux institutions qui nous régissent.

Pour moi qui suis un de vos plus vieux amis, je vous remercie d'une seule chose, c'est d'avoir, sans ménagements et sans pitié, en racontant la vie de Garcia Moreno, attaqué de front ce libéralisme, ce ver rongeur de nos sociétés chrétiennes, soit en France, soit en Italie, soit en Autriche, soit même en Espagne, soit partout ailleurs où la sainte Église ne devrait compter que de vrais enfants, soumis au *Syllabus*

promulgué par Pie IX et confirmé par l'autorité infaillible de Léon XIII son illustre successeur.

Non, il n'y a rien qui soit plus opposé à la *loi de parfaite liberté*, dont l'esprit de Dieu est la source unique et intarissable, que ce libéralisme dont tant d'âmes, même les plus nobles et les plus intelligentes, ne veulent pas se déprendre: *ubi Spiritus Domini, ibi libertas*. Il n'y a rien qui soit plus contraire à la splendeur de la gloire des enfants de Dieu; *libertatem gloriæ filiorum Dei;* il n'y a rien qui favorise plus constamment et qui multiplie davantage les occasions de répondre aux désirs de la chair, ce dont le grand Apôtre voulait préserver les Galates en leur prêchant la vraie liberté : *vos in libertatem vocati estis, tantum ne libertatem in occasionem detis carnis.*

Ils étaient nombreux déjà à l'origine des siècles chrétiens, les libéraux: ils cherchaient dès lors à s'introduire par surprise dans l'Église, pour ruiner dans les âmes cette vraie liberté que nous avons en Jésus-Christ et la réduire en servitude : *qui subintroierunt explorare libertatem nostram quam habemus in Christo Jesu, ut nos in servitutem redigerent ;* et le grand Apôtre déclarait hautement qu'il ne les souffrirait pas, qu'il était décidé à ne leur faire aucune concession, pas même *pour un temps*, afin que la vérité de l'Évangile demeurât entière parmi les vrais fidèles : *quibus neque ad horam cessimus subjectione, ut veritas Evangelii permaneat ad vos.* Sans s'arrêter à ce que ces libéraux avaient su être dans le passé, sans tenir compte de la considération dont ils jouissaient encore; — car Dieu, disait-il, n'a d'égard pour personne, et je constate que les plus considérables parmi ces hommes ne m'ont rien appris de nouveau : *mihi enim qui videbantur esse aliquid, nihil contulerunt ;* — il les combattait ouvertement, dans la crainte de rendre la grâce de Dieu inutile.

Voilà ce qu'a fait Garcia Moreno; étant libre, comme l'a dit le prince des apôtres, il n'a d'abord jamais voulu promettre à ses sujets la liberté dans le cas où ils auraient voulu continuer d'être les esclaves de la corruption : *libertatem illis promittentes, cum ipsi servi sint corruptionis.* Il n'a jamais,

non plus consenti à se servir lui-même « de la liberté comme d'un voile pour couvrir les actions mauvaises, mais il en a usé uniquement pour agir en vrai serviteur de Dieu, rendant à tous les hommes l'honneur qui leur était dû, aimant ses frères, craignant le Seigneur », mais, en même temps, endurant d'un cœur magnanime, et pour se conformer à Jésus-Christ, les maux, les peines, les injures et tout ce qu'on lui ferait souffrir avec injustice, et cela jusqu'au jour de sa glorieuse mort.

Encore une fois, je vous remercie, mon révérend Père, d'avoir donné à notre siècle cette importante leçon, la plus importante, à mon avis, de toutes celles dont il a besoin.

Puisse-t-elle profiter à un grand nombre de vos lecteurs! Puisse-t-elle contribuer à faire surgir, au sein de notre bien-aimée patrie, un de ces hommes qui soit de la race des vrais libérateurs d'Israël, et que la divine Providence aurait choisi pour venger le Droit chrétien, non point à la condition de succomber par le martyre, comme Garcia Moreno, sous le poids de sa grande œuvre, mais afin d'être le restaurateur de ce droit sacré et imprescriptible, afin de se voir acclamé par les multitudes, approuvé par tous les hommes droits, sensés, fermes et solidement chrétiens, afin de pouvoir vivre ici-bas assez longtemps pour affermir ses voies, pour y marcher avec persévérance et atteindre le but de ses pensées, de ses résolutions et de ses actes, sous la conduite de la divine Providence.

Agréez, mon révérend Père, ces vœux, qui sont les vôtres, et demeurons toujours unis dans la vérité et l'amour de notre très saint Rédempteur.

† FRANÇOIS DE SALES-ALBERT,

Archevêque de Chambéry.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr GAY,

ÉVÊQUE D'ANTHÉDON.

Mon Révérend Père,

Je viens bien tard vous remercier de l'envoi de votre admirable livre. Je voulais le lire en entier avant de vous en écrire, et les circonstances m'ont mal servi. Maintenant, grâce à Dieu, l'ouvrage est connu, loué comme il le mérite par les juges les plus compétents, apprécié de tous les fidèles, prêtres, religieux et laïques qui en ont pris connaissance. Que puis-je donc vous dire qui déjà ne vous ait été dit?

La publication de *Garcia Moreno* est un très grand bienfait que Dieu accorde à son Église. L'erreur si dangereuse et si répandue, hélas! du naturalisme social a été bien des fois et péremptoirement réfutée par les maîtres de la doctrine. Elle ne tient pas devant la saine théologie, non plus que devant la science du droit ecclésiastique : aucune réfutation raisonnée ne me semble pourtant avoir contre elle la puissance de votre récit. On sait la simple et triomphante réponse de cet ancien qui, entendant un sophiste nier la possibilité du mouvement, se contenta, pour le faire taire, de marcher devant lui. Ainsi l'histoire de Garcia Moreno fait-elle évanouir ces impossibilités prétendues d'appliquer le droit chrétien aux sociétés modernes et d'établir le règne social du Christ sur les ruines de la Révolution.

Non, le pouvoir humain n'est pas dispensé désormais d'obéir à ce premier souverain dont il est institué « le ministre », tirant de lui son autorité, mais à la condition de tout ordonner suivant ses lois et de faire ici-bas son œuvre. Non, les peuples ne sont point condamnés sans retour à vivre (si c'est vivre) dans ce déplorable à-peu-près qu'on nomme l'hypothèse, qui, ne rendant pas « gloire à Dieu », ne donnera jamais « la paix aux hommes », et dont le résultat le plus clair a été de laisser le passage libre à toutes les erreurs

d'où naissent les impiétés légales et où s'appuient toutes les tyrannies.

Quand, instruits par Dieu même, nous prions chaque jour pour que « son règne arrive », nous ne rêvons pas une chimère, et ne demandons pas un bien qu'il faille renoncer d'avance à voir jamais sur la terre, autant qu'il y peut être. Le passé, au besoin, garantit ici l'avenir. Ce que le monde a vu depuis Constantin et Charlemagne jusqu'aux révoltes du seizième siècle, ce que, grâce à l'initiative de Garcia Moreno, la république de l'Équateur voit encore à présent, pourquoi l'Europe ne le reverrait-elle pas, avec les modifications de forme que la différence des temps exige? Que tous les chrétiens fassent leur devoir, et d'abord le premier de tous, qui est d'avoir en Dieu et en son Christ cette foi pleine et inébranlable qu'avait le vaillant martyr de Quito et que l'Évangile nous commande ; que, selon leurs conditions, leurs aptitudes et leurs ressources, ils agissent toujours à la clarté et dans la vertu de cette foi, « qui triomphe du monde », dit saint Jean, et à laquelle Notre-Seigneur déclare que « rien n'est impossible », pourquoi ne mériteraient-ils pas le régime social et politique qu'ils désirent, et avant tout le héros et le saint qui peut seul le fonder?

Dieu, « qui ne meurt pas », disait Garcia Moreno, « ne change pas » non plus, lisons-nous dans nos Écritures. Ni sa miséricorde n'est épuisée, ni son bras raccourci. Que sont pour lui les obstacles? Y en a-t-il à sa toute-puissance? Au quinzième siècle, au milieu de « cette grande pitié qui était au royaume de France » et lorsque tout semblait désespéré pour nous, Dieu ne nous a-t-il pas envoyé sa Jeanne d'Arc pour sauver par avance notre foi religieuse en sauvant notre indépendance politique? Ne peut-il pas, quand il lui plaira (et il lui plaira sans doute dès que nous en serons dignes), susciter dans notre chère patrie l'homme de son cœur et de sa droite, qui renouvellera la face de la France en y rétablissant un pouvoir franchement chrétien?

En éclairant bien des esprits où le libéralisme a amassé bien des nuages, votre livre, mon révérend Père, rendra l'espérance à un grand nombre d'âmes ; il imprimera un nouvel

élan à l'activité catholique déjà si excitée, et il avancera pour sa part la venue des jours heureux où, par la confession publique des droits de Dieu et de son Christ, nous verrons refleurir chez nous cette justice qui n'est point un mot, cette liberté qui n'est point un mensonge, et cette prospérité qui n'est point un mirage et un leurre.

Soyez béni pour un si grand service, et agréez l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués en Notre-Seigneur.

CHARLES, évêque d'Anthédon,

Ancien auxiliaire du cardinal Pie, évêque de Poitiers.
2 septembre 1887, en la fête de St Étienne, roi de Hongrie.

LETTRE DU T. R. PÈRE DOM COUTURIER,

ABBÉ DE SOLESMES.

Solesmes, le 8 septembre 1887.

Mon Révérend Père,

Je ne sais quel sort la presse ou l'opinion réserve à votre beau livre sur Garcia Moreno; mais certainement pour tous ceux qui savent lire et comprendre, amis et ennemis, l'apparition de ce livre est un événement.

La Révolution a pris définitivement possession du monde ; elle règne presque partout, souvent même chez ceux qui prétendent la combattre. Ses idées ont tout envahi.

C'est pourquoi l'Église a dû essayer de mettre une digue à ce torrent. Le *Syllabus* a condamné, en les énumérant un à un, tous les principes révolutionnaires, et Léon XIII, dans son admirable encyclique *Immortale Dei*, où il renouvelle ces condamnations, nous a donné, avec l'autorité infaillible de ses jugements, la synthèse complète de la société catholique.

Malheureusement un enseignement si solennel n'avait rien changé au courant révolutionnaire. Les catholiques libéraux voulaient en amoindrir la portée en l'expliquant; d'autres, plus francs dans leur foi et leur obéissance au Saint-Siège, mais *modérés* par principe et par caractère, avaient inventé les mots nouveaux de thèse et d'hypothèse pour distinguer la vérité absolue de l'application pratique que réclament les circonstances. Dans quelle mesure devions-nous accepter cette distinction? Est-ce qu'elle constitue désormais un état normal universel et permanent pour la société, sans espoir de remonter jamais jusqu'à la restauration complète d'une vraie société catholique?

Tous le pensaient ainsi, et ils se persuadaient qu'ils avaient seuls pour eux la prudence et la raison.

Or, votre livre aujourd'hui, mon révérend Père, vient nous montrer par les faits que tous ont tort, qu'un État chrétien est encore possible de nos jours, qu'il est possible de remonter le torrent révolutionnaire, possible de se débarrasser de l'hypothèse et de prendre le *Syllabus* pour règle des États et des sociétés, possible enfin d'attaquer dans sa source les principes de la Révolution.

Votre héros Garcia Moreno l'a fait, au milieu de difficultés inouïes : l'ennemi au dehors; au dedans une armée désorganisée, une magistrature sans traditions et sans principes, un clergé dans la révolte, ne connaissant plus les lois de la hiérarchie, des ordres religieux sans autre règle que la licence, tous les caractères amoindris par le catholicisme libéral, et enfin, pour profiter de ces éléments de désordre, les francs-maçons partout.

La tâche était impossible; Garcia Moreno n'a pas reculé, et son éternelle gloire est d'avoir réussi.

Par le côté humain et vulgaire de l'histoire, Garcia Moreno devrait avoir sa place sans conteste parmi les plus grands noms. Son courage invincible dans les dangers, son énergie en face des obstacles où tous ont échoué, la sagesse de ses vues pour organiser et réformer, sa force indomptable de caractère pour dominer les hommes, son habileté et sa prudence pour les conduire et les entraîner, sa gloire enfin dans

les combats, où il égale et souvent surpasse ce que la valeur guerrière a de plus étonnant : aucun genre de grandeur n'a manqué à votre héros, et, à la mesure de l'histoire même la plus sévère dans ses jugements, il en faudrait moins pour faire de Garcia un grand homme.

Mais ce n'èst pas là son vrai titre à l'admiration du monde. Ses talents prodigieux, ses succès inouïs n'ont été pour lui que des moyens. Il avait une pensée plus haute, qui a fait l'unité de sa vie et l'inspiration de sa noble nature. Il était Catholique et il aimait l'Église, la gardienne infaillible de la vérité.

Or, il savait par la parole du divin Maître que la vérité seule délivrera le monde, les sociétés aussi bien que les individus. C'est pourquoi il voulut faire de la vérité catholique la règle invariable et absolue de sa conduite, dans la vie politique comme dans la vie privée.

C'est là le trait caractéristique de Garcia Moreno, que vous avez su mettre en lumière, mon Révérend Père, avec le talent de l'écrivain qui aime son héros et le fait aimer de ses lecteurs.

Aussi cette vie, comme je le disais en commençant, a-t-elle été la démonstration très complète par le fait que l'État chrétien n'est pas une utopie, que nous pouvons encore demander un gouvernement où le Christ soit vraiment roi et l'Église reconnue comme reine.

La mort de Garcia Moreno n'a pas détruit cette conclusion; mais elle laisse aux chefs des gouvernements, princes ou présidents de république, une grande leçon, en leur apprenant que le pouvoir n'est pas seulement un droit à des honneurs, mais un devoir imposé par Dieu, qu'il faut savoir embrasser et accomplir malgré les contradictions et les menaces, dût-on y laisser la vie.

Une société est heureuse quand Dieu lui donne des hommes de cette trempe. Puisse votre livre, mon Révérend Père, éclairer et préparer les âmes à recevoir la lumière divine de la foi, qui a fait la force de Garcia Moreno! Elle est la première condition nécessaire au salut des peuples.

Veuillez agréer, mon Révérend Père, avec mes remerci-

ments, mes très vives félicitations et l'hommage de mon profond respect.

† Fr. J. Charles Couturier,

Abbé de Solesmes.

LETTRE DE SA GRANDEUR Mgr SEBAUX,

ÉVÊQUE D'ANGOULÊME.

Angoulême, le 17 février 1888.

Mon Révérend Père,

Vous avez bien voulu, il y a déjà longtemps, m'envoyer votre beau travail sur D. Garcia Moreno, président de la République de l'Équateur. Vous dire que je l'ai lu avec un vif intérêt, en louer le style et la forme, n'exprimerait pas suffisamment l'impression que j'en ai gardée. De cette étude se dégage un grave enseignement, qui lui donne une valeur exceptionnelle : c'est la démonstration éclatante du bien qu'est appelé à faire le pouvoir chrétiennement compris et exercé.

Partout, hélas, et depuis trop longtemps, l'autorité civile tend à se séparer de l'Église et à se soustraire à l'influence religieuse; suivant un mot nouveau et triste, elle se *sécularise;* elle se croirait humiliée de tenir compte, dans la direction des choses humaines, des droits de Dieu, de la dignité et des destinées surnaturelles des âmes. L'expérience est assez longue déjà pour montrer tout ce que les peuples ont à perdre à l'application d'un système réprouvé par la raison et par la foi; leur état moral en reçoit les plus douloureuses atteintes et leur prospérité matérielle elle-même n'est pas moins compromise. On se demande avec effroi ce que deviendraient nos sociétés modernes si les idées, les doctrines et les habitudes chrétiennes qui persévèrent malgré une

opposition incessante et souvent la persécution, n'arrêtaient en partie les effets désastreux du régime auquel ces sociétés sont soumises.

La Providence semble avoir suscité le grand homme dont vous avez retracé la vie, pour nous faire voir ce qu'un gouvernement chrétien assure d'avantages de toute sorte à un peuple. Servi par une haute intelligence, un noble cœur, une volonté énergique, mais surtout par sa foi, et avec l'aide de Dieu, D. Garcia Moreno a été le libérateur et le restaurateur de l'État qui lui avait confié ses destinées, et il l'a conduit en peu d'années à une prospérité ailleurs inconnue.

L'orgueil qui ne veut ni règle ni maître, ni Dieu et son Église surtout, les passions mauvaises qui n'aspirent qu'à la licence, ne le lui ont pas pardonné; le héros est tombé martyr du devoir; mais son exemple demeure, et la voie qu'il a suivie au milieu de contradictions et d'épreuves inouïes reste ouverte, dans son pays et partout, aux hommes de conscience et de cœur; il est vrai qu'il l'a arrosée de son sang, mais après avoir rendu à son peuple la vraie liberté, la grandeur et la paix.

Garcia Moreno aimait passionnément sa patrie. Quel est le chrétien, quel est le prêtre ou l'évêque qui n'aime pas la sienne? Et c'est pour cela que nous voudrions voir régner partout, dans les lois et dans les âmes, cette *justice qui élève les peuples*. Que le pouvoir se rapproche de sa source première; qu'il ait le respect de l'autorité suprême, dont il procède et relève; qu'il en reconnaisse les droits; qu'il ait le sentiment de sa propre responsabilité; que dans cet esprit, tout en poursuivant le bien temporel du peuple, qui est sa fin, il prête son appui et son concours à la religion dont l'action salutaire fait non seulement des serviteurs de Dieu, mais encore des citoyens justes, honnêtes, soumis et dévoués à l'intérêt commun : l'État verra fleurir en son sein l'ordre, l'union et la paix, et sa prospérité sera assurée.

Votre ouvrage, mon Révérend Père, a servi et servira encore à jeter une vive lumière sur ces principes en les présentant sous la forme toujours saisissante des faits. Puisse-t-il être lu par tous ceux qui, à degrés divers, dirigent les affaires

publiques, ou leur consacrent leur parole, leur plume ou leur influence personnelle. Nos peuples égarés ou incertains ont besoin qu'on les ramène dans la véritable voie. L'Église ne cesse de la leur montrer; la grande parole de Léon XIII leur disait, il y a quelques années, ce que doit être la constitution chrétienne des sociétés civiles. Par le grave et si intéressant récit que nous vous devons, vous aurez une part dans cette œuvre de restauration sociale, et je joins bien volontiers mes félicitations et mon suffrage à tous ceux que vous avez déjà reçus.

Veuillez bien agréer, mon Révérend Père, l'expression de mon religieux dévouement en N.-S.

† A.-L.,

Évêque d'Angoulême.

Après ces lettres magistrales sur les doctrines exposées dans cet ouvrage, je me contenterai de répéter ici ce que j'ai dit, dans ma première édition, sur les faits, parfois incroyables, qu'on va lire. « Ces faits nous ont été racontés dans leurs plus minimes détails par des témoins oculaires, membres du clergé, de la magistrature, du parlement ou de l'armée, amis et ennemis politiques de Garcia Moreno. Les jugements sur les actes de notre héros variaient selon les opinions de chaque individu, mais leurs narrations concordaient parfaitement. Du reste, pour contrôler leurs témoignages, nous avons consulté tous les documents qui peuvent éclairer un historien, en particulier les écrits polémiques de Garcia Moreno, ses lettres, et notamment ses messages aux chambres, lesquels suffiraient, à eux seuls, pour composer un magnifique abrégé de sa vie politique. Malgré des lacunes que nous regrettons, le journal officiel, les feuilles périodiques, les brochures écloses sous l'in-

fluence des différents partis, nous ont fait assister presque jour par jour aux actes des personnages que nous mettons en scène. Cependant, malgré les soins que nous avons pris pour éviter toute erreur, il est possible qu'en écrivant sur un pays aussi différent du nôtre par ses habitudes et sa législation que par son aspect physique, certaines inexactitudes se soient glissées dans notre travail. Sous ce rapport nous réclamons l'indulgence de nos lecteurs, surtout américains. »

Or voici comment à Quito sur le théâtre même des événements, une revue catholique[1] apprécie nos informations : « Sans aucun doute, depuis la mort de Garcia Moreno, on n'a publié, ni ici ni ailleurs, une biographie aussi importante, aussi complète, du célèbre président. Le livre du R. P. Berthe, fruit de dix ans d'investigations continues, présente une telle abondance de documents qu'il est impossible de s'imaginer comment un étranger a pu les recueillir. Tel a été son opiniâtre travail qu'il a consulté les pièces officielles, presque tous les écrits de Garcia Moreno même antérieurs à sa présidence, écrits aujourd'hui très rares à l'Équateur, un grand nombre de journaux périodiques, et jusqu'aux feuilles volantes imprimées pour ou contre son héros durant plus de quinze ans. Cela n'a pas suffi à l'infatigable biographe : il a compulsé les lettres autographes et inédites du Président, interrogé les témoins oculaires des faits qu'il raconte, et vérifié jusqu'aux détails les plus insignifiants. Aussi nous ne craignons pas de dire que sous le rapport de l'érudition cet ouvrage, absolument transcendant, devra être consulté par tous ceux qui voudront parler de Garcia Moreno. Néanmoins on

1. *La Republica del Sagrado Corazon*, Agosto de 1887.

rencontre dans le cours de la narration certaines inexactitudes de détail, inévitables pour quiconque n'a pas visité notre pays, et que l'auteur devra faire disparaître dans une autre édition. »

Depuis ce temps, nous avons prié des hommes compétents de vouloir bien nous signaler les inexactitudes dont il est ici question. Les unes portaient sur des particularités relatives aux faits relatés, et d'autres sur l'appréciation plus ou moins exacte de plusieurs personnages qui figurent accessoirement dans cette histoire. Nous avons introduit dans notre texte les rectifications qui nous ont paru motivées, et de plus certains traits anecdotiques qui compléteront le portrait moral de Garcia Moreno. Ainsi corrigé et augmenté, ce livre ne sera pas encore, quoi qu'en dise notre trop bienveillant critique des Andes, « le monument *ære perennius* élevé à la gloire du héros martyr », mais il témoignera, malgré ses défauts, de notre admiration toujours croissante pour le grand libérateur et pour le peuple qui, sauvé par lui, continue à porter haut et ferme, au milieu des nations apostates, le drapeau de Jésus-Christ et de son Église,

PROLOGUE

L'ÉQUATEUR AVANT GARCIA MORENO

I

LE PAYS DE GARCIA MORENO.

Quand le voyageur a traversé l'Atlantique, franchi l'isthme de Panama, et fait sur le grand océan un nouveau trajet de deux cent cinquante lieues vers le midi, il arrive enfin à Guayaquil, le port principal de la République de l'Équateur. S'il se tourne alors vers l'orient, il a devant lui, entre les États-Unis de Colombie au nord et le Pérou au sud, la patrie du héros dont nous écrivons l'histoire.

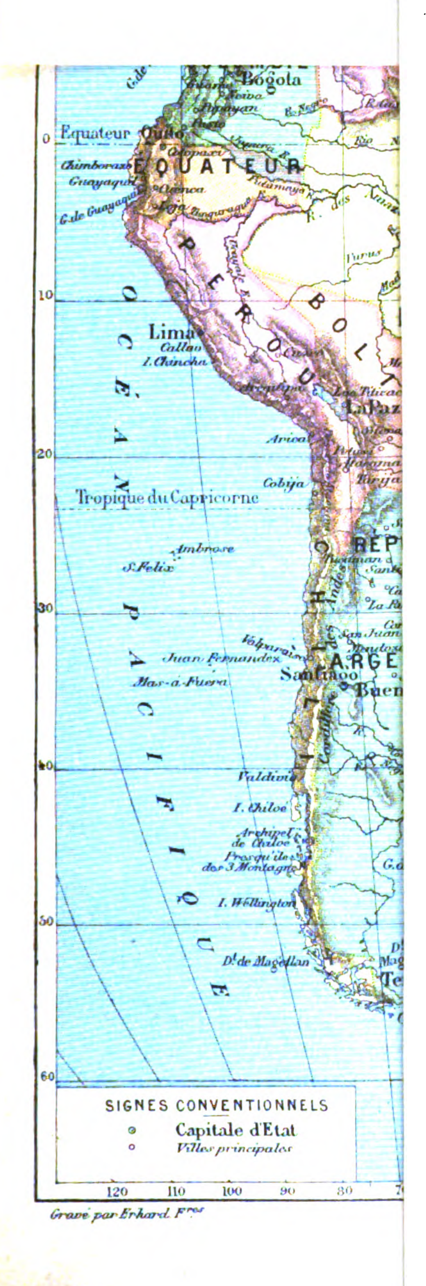
La république de l'Équateur est baignée sur une longueur de deux cents lieues par le grand Océan. Des extrémités de cette frontière occidentale, partent vers le levant deux lignes qui, se rejoignant à trois cents lieues du littoral, forment un immense triangle de huit cent cinquante mille kilomètres carrés, presque le territoire actuel de la France. L'Équateur est cependant le plus petit des états sud-américains, un point presque imperceptible si on le compare à l'empire du Brésil, qui forme sa limite orientale; mais le Nouveau-Monde

n'offre à l'œil que des immensités, et l'on sent qu'il faudrait des géants, au moins par le génie, pour se les assujettir.

Traversée dans toute sa longueur par la double chaîne des Andes, la république de l'Équateur présente au touriste émerveillé trois régions absolument distinctes : la plaine du littoral, le plateau des hautes montagnes, et la région sauvage de l'Orient, sur lesquelles il faut jeter un regard pour se faire une idée de cette riche et grandiose nature.

Dans la plaine magnifique qui s'étend du rivage aux Cordillères sur un espace de quinze à vingt lieues, le soleil verse à flots ses rayons brûlants; mais, comme ils tombent sur une terre excellente, arrosée par les torrents et les rivières qui descendent des hautes montagnes, détrempée pendant de longs mois par des pluies quotidiennes, la végétation y est splendide. Partout d'immenses forêts que la hache n'a point touchées, des arbres gigantesques auprès desquels nos chênes d'Europe paraîtraient de misérables nains; partout les essences les plus variées et les plus précieuses, comme l'amarilla, le nopal, l'acajou, le cèdre, le poivrier, le figuier, l'oranger, le palmier colossal. La terre produit, presque sans travail, nombre de plantes dont l'exportation constitue la richesse principale du pays, telles que le coton, la canne à sucre, le café, le cacao, sans compter une multitude de fruits délicats et savoureux. L'œil ravi s'arrête sur une variété de fleurs du plus brillant coloris, pendant que des légions d'oiseaux, au plumage étincelant, mêlent leurs joyeux concerts aux rugissements des animaux qui errent dans les bois.

Après avoir parcouru cette plaine enchanteresse, le voyageur arrive au pied des Andes. Les Alpes et les Pyrénées disparaissent devant ces monts géants, dont



Bogota
Equateur
Quito
Chimborazo
EQUATEUR
Guayaquil
G. de Guayaquil
Cuenca
P E R O U
B O L I
O C É A N P A C I F I Q U E
Lima
Callao
I. Chincha
Arequipa
La Paz
Arica
Cobija
Tropique du Capricorne
Ambrose
S. Felix
Valparaiso
Juan Fernandez
Mas-a-Fuera
Santiago
Valdivia
I. Chiloe
Archipel de Chiloe
Presqu'île des 3 Montagnes
I. Wellington
Dt de Magellan
0
10
20
30
40
50
60
120
110
100
90
80
SIGNES CONVENTIONNELS
Capitale d'Etat
Villes principales
Gravé par Erhard Fres

la stature n'est dépassée sur notre globe que par les seuls Himalayas. Les habitants de Guayaquil, brûlés par le soleil équatorial, aperçoivent, à trente lieues de distance, le Chimborazo toujours couvert de neige. Sa tête s'élève à six mille mètres au-dessus des vaisseaux qui stationnent dans le port. Pour faire l'ascension des Cordillères, il faut errer dans les bois durant plusieurs jours au milieu de gorges sauvages, de torrents impétueux, de fondrières et de précipices, où l'homme trouverait infailliblement la mort s'il n'avait à son service le mulet au pied sûr, à l'instinct merveilleux, que la Providence a placé sur son chemin. Mais quel spectacle ravissant s'offre au voyageur exténué, quand il arrive enfin sur le plateau des Andes! A ses pieds, du côté de l'Océan, se déroule la plaine qu'il vient de quitter, véritable Éden parsemé de forêts, de rivières, de prairies verdoyantes, de villages assis sur les coteaux ou dans les vallées profondes. Au fond du tableau, l'Océan sans limites. Du côté de l'orient, à vingt ou trente lieues, apparaît la seconde chaîne des Andes avec ses pics majestueux qui se dressent dans l'espace sous leur manteau de neiges éternelles, avec cette rangée de volcans qu'on appelle le Cayambe, le Cotopaxi, le Sangaï, dont les cratères s'ouvrent à une profondeur de cinq à six mille mètres, vomissant parfois la fumée, la lave brûlante, des nuées de cendre ou des déluges d'eau, sur la contrée qui les environne. Devant cette scène qui dépasse en solennelle grandeur tout ce que l'imagination peut rêver, l'homme anéanti tombe à genoux et répète instinctivement le chant du prophète-roi : « Fleuves et mers, vallées et montagnes, et vous, soleil étincelant, bénissez le Seigneur! »

Le plateau compris entre les deux chaînes parallèles des Andes se développe sur une longueur de cent cinquante lieues et sur une largeur moyenne de dix à

quinze lieues; splendide oasis placée par le Créateur a trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer. C'est dans ce nid perché sur les montagnes et favorisé, sous la Ligne, d'un printemps éternel, que la majeure partie de la population équatorienne se trouve concentrée. Là s'élèvent Quito, capitale du pays, les villes importantes de Cuenca, de Riobamba, d'Ambato, d'Ibarra, de Loja, entourées elles-mêmes de nombreux villages et hameaux. Dans ces parages s'étendent des propriétés appelées *haciendas*, vastes parfois comme un de nos cantons ou même de nos arrondissements, sur lesquelles vivent des troupeaux de trois ou quatre mille bœufs, de quinze ou vingt mille brebis.

En descendant le versant oriental des Andes, après avoir suivi durant cinq ou six jours des défilés affreux au milieu de rochers et de précipices, on arrive à l'immense plaine qui va rejoindre la frontière du Brésil. C'est la nature dans toute sa sauvage majesté. Des solitudes sans fin, des forêts vierges peuplées d'arbres gigantesques, que les liserons et les lianes entrelacées soutiennent en l'air quand leurs racines mortes ne les attachent plus au sol; des rivières larges comme des fleuves, qui découpent en tous sens cette terre féconde avant de se jeter dans l'Amazone, la Méditerranée du continent austral : tel est l'aspect de cette belle et riche contrée, qui nourrirait des millions d'hommes et qu'habitent à peine deux cent mille sauvages. Enfants de la nature, ces pauvres Indiens perdus dans les bois vivent du produit de leur chasse et de leur pêche ou des fruits qu'un soleil bienfaisant fait mûrir pour eux à chaque saison de l'année. Cette région s'appelle la province Orientale, ou encore le Napo, du nom d'un de ces énormes cours d'eau qui la traversent de part en part avant de se jeter dans l'Amazone.

Voilà sur quel majestueux théâtre va se jouer la

grande tragédie dont Garcia Moreno[1] sera tout à la fois le principal acteur et la glorieuse victime. Mais, pour comprendre son rôle et les différentes péripéties de ce drame, il est nécessaire d'initier le lecteur au tempérament particulier, aux habitudes religieuses, aux idées politiques, en un mot à la civilisation particulière du peuple équatorien. Une revue rapide des révolutions qui ont bouleversé ce pays pendant les quatre derniers siècles, et amené sur la scène les différentes races dont il se compose, nous dessinera le portrait moral, non seulement de l'Équateur, mais de toutes les républiques sud-américaines dont l'histoire sera parfois mêlée à celle de notre héros.

II

L'ESPAGNE EN AMÉRIQUE.

Des traditions plus ou moins authentiques font remonter le royaume de Quito aux premiers siècles de notre ère. Diverses tribus venues du nord se seraient fixées sur le plateau des Andes, et la plus puissante, celle des Quitus, aurait fini par absorber les autres : d'où le nom de Quito donné à la principale résidence du chef.

Quoi qu'il en soit, au milieu du XVe siècle, l'inca[2], c'est-à-dire l'empereur du Pérou, battit dans un combat sanglant ses trop remuants voisins et réunit leurs terres à son immense domaine; bien plus, afin de les tenir sous sa main, il abandonna son ancienne capitale pour

1. Prononcez *Moréno*.
2. Il s'appelait Huanacapac.

s'installer à Quito, où il régna trente-huit ans, non moins habile dans l'art de gouverner les peuples que vaillant à les conquérir.

En dehors des forêts du Napo où ne vécurent jamais que des tribus sauvages, les indiens de l'Équateur, dont le nombre s'élevait à cinq ou six millions, jouissaient sous les incas d'une certaine civilisation. Simples et dociles comme des enfants, ils suivaient sans mot dire l'impulsion donnée par leurs chefs, adoptant toutes les superstitions idolâtriques auxquelles donnaient créance les traditions du pays ou les calculs de la politique. Ils considéraient comme leur grand dieu ce soleil qui dardait perpendiculairement ses rayons sur leur tête; la lune était son épouse, et les incas qui les gouvernaient, les augustes fils de ces deux astres. Leurs princes avaient senti d'instinct que, pour obtenir obéissance sur terre, l'autorité doit descendre du ciel. La société se divisait en quatre classes : nobles, fonctionnaires, agriculteurs et artisans. Au-dessus de tous planait l'inca, personnage mystérieux, presque divin, devant lequel on ne paraissait que nu-pieds, les yeux baissés, la tête profondément inclinée. Il rendait bonne et prompte justice, et surveillait les magistrats à tous les degrés de la hiérarchie. Dans ce pays aux mines inépuisables l'or et l'argent abondaient. Les indiens en usaient pour la confection d'ouvrages d'orfèvrerie et l'ornementation de tissus précieux qui aujourd'hui encore défient l'imitation. Leurs temples, leurs forteresses prouvent qu'ils possédaient quelques connaissances en architecture; toutefois, leur occupation principale consistait dans le travail des champs : les incas avaient le bon sens de considérer l'agriculture comme la source féconde de la richesse et du bonheur.

Or, malgré les splendeurs de leur dieu-soleil, ces peuples restaient depuis leur origine assis dans les

ténèbres de l'idolâtrie et courbés sous le poids des vices les plus dégradants, lorsque, à la fin du XVe siècle, il plut à leur Père du ciel de leur révéler Jésus-Christ, le rédempteur et le sauveur de toutes les nations, le divin soleil qui illumine et purifie toutes les âmes. Mais quel sera l'apôtre choisi pour porter la croix à ces pauvres tribus indiennes? Dieu promena son regard sur ses fils aînés, les chrétiens d'Europe. Au lieu de messagers disposés à étendre son règne, il trouva sur presque tous les trônes des princes apostats, en guerre ouverte contre son Église. En Allemagne, les empereurs persécutaient depuis plusieurs siècles le pontife romain; en France, les rois n'avaient que trop développé les germes de révolte semés par Philippe le Bel, le persécuteur du pape Boniface VIII; en Angleterre, on voyait poindre Henri VIII; partout les souverains proclamaient leur absolutisme, et préludaient ainsi aux crimes de Luther et des antéchrists qui lui ont succédé.

Restait cependant, au fond de l'Europe, un vrai chevalier de la croix, le peuple espagnol. Descendu des Asturies avec Pélage, il avait reconquis pied à pied, durant une croisade de huit siècles, le terrain usurpé par les Sarrasins. Il comptait des saints parmi ses rois, le cid Campéador parmi ses gloires. Il aimait avec passion l'Église catholique, ses évêques, ses prêtres, ses temples, ses cérémonies saintes : aussi poursuivait-il sans pitié le juif déicide, l'hérétique renégat, et ces fils odieux de Mahomet, qu'il venait de chasser de Grenade, leur dernier boulevard.

C'est à ce peuple profondément catholique que Dieu confia l'évangélisation de ses millions d'enfants ensevelis jusque-là dans le sein de la *mer ténébreuse*. Depuis dix-huit ans déjà, Christophe Colomb, le génie mystérieux à qui Dieu avait fait pressentir l'existence de mondes inconnus, errait de royaume en royaume,

cherchant un prince qui voulût bien être le messager du Christ; mais partout, à Gênes, à Venise, en France, en Angleterre, on l'avait traité de visionnaire et d'aventurier. Dieu le conduisit enfin à la cour d'Espagne, où Isabelle la Catholique, non moins zélée que lui pour le salut des âmes, favorisa son expédition. Quelques mois après, Colomb découvrait l'Amérique, et le Souverain Pontife, au nom du Christ, roi de tous les peuples qui sont sous le soleil, donnait aux rois d'Espagne l'investiture de toutes les îles et continents nouveaux « à condition pour eux de faire connaître Jésus-Christ dans ces lointaines contrées, et d'envoyer à cet effet aux îles et terres susdites des hommes probes et craignant Dieu, pleins de doctrine, de sagesse et d'expérience, pour instruire les habitants dans la foi catholique et les former aux bonnes mœurs[1]. »

Les rois d'Espagne s'acquittèrent avec fidélité de l'auguste mission que leur avait confiée le Vicaire de Jésus-Christ. Chrétiens, ils se préoccupaient du salut de leurs sujets; politiques, ils comprenaient qu'il n'y a point de colonisation possible sans la fusion des races, ni de fusion sans une religion commune à tous. Aussi chaque vaisseau quittant les côtes d'Espagne emportait-il avec les colons de nouveaux missionnaires de la croix, des évêques, des prêtres séculiers, des dominicains, des franciscains, des religieux de la Merci, des jésuites, des augustins. Chaque évêque créait un nouveau centre pastoral, les prêtres séculiers rappelaient leurs devoirs aux colons et aux indiens déjà baptisés, les missionnaires s'en allaient à la recherche des tribus nomades.

Qui racontera les voyages, les souffrances, le martyre de ces héros du christianisme, dignes des premiers

1. Bulle *Inter cætera*, 1493.

apôtres? Au sein de ces immensités, de ces fleuves, de ces montagnes, de ces forêts vierges sans ombre de routes, sous les feux d'un soleil brûlant, ils couraient comme Jésus-Christ après les brebis égarées. En 1581, saint Turibe, archevêque de Lima, écrivait au pape Clément VIII : « J'ai visité plusieurs fois mon diocèse. Je prêchais aux Espagnols et aux indiens, à chacun d'eux dans leur propre langue. Il m'a fallu pour cela faire plus de cinq mille deux cents lieues de marche, d'autres disent sept mille lieues, le plus souvent à pied, dans des sentiers raboteux et difficiles. J'ai dû traverser de très larges fleuves, franchir de hautes montagnes, dans une grande disette et nécessité de toutes choses. Souvent je ne trouvais rien à manger ni à boire, et je couchais sur la terre nue. Néanmoins j'ai pu pénétrer dans les parties les plus reculées de ces provinces, où habitent les indiens convertis, toujours en guerre avec les infidèles et les sauvages [1]. »

Des ouvriers comme ce Xavier de l'Amérique, qui confirma de sa main plus d'un million d'hommes, plantèrent la croix en moins d'un siècle au Pérou, à l'Équateur, à la Nouvelle-Grenade, au Chili, partout où la race conquérante établissait sa domination. L'Amérique devint une nouvelle Espagne où l'on vit s'élever comme par enchantement de nombreuses villes, des universités florissantes, des collèges, des écoles, des établissements religieux destinés à répandre, avec les bienfaits de l'instruction, les secours de la charité. Dans toutes les classes de la société, la vie chrétienne se développa d'une manière remarquable au moyen de pieuses confréries d'hommes et de femmes ; et bientôt, sur ces montagnes, naguère le théâtre d'odieuses superstitions, l'œil de Dieu se reposa sur des âmes vraiment

1. *Vie de saint Turibe*, par dom Bérengier, p. 80.

saintes, des prêtres héroïques, des missionnaires toujours en quête d'une âme à sauver, des religieux comme le B. Martin de Porrez, et le B. Pierre Claver, s'installant au lit des pestiférés; des vierges arrivées au sommet de la perfection, comme sainte Rose de Lima et cette bienheureuse Marianne de Jésus que ses contemporains surnommèrent le lys de Quito.

C'est ainsi que, fidèles à leur mission divine, les monarques espagnols firent du Nouveau-Monde la terre de la Sainte-Croix, *Tierra de Santa Cruz*, comme on l'appelait au XVIe siècle. Ces peuples conquis par leur épée, ils les ont dotés de la vraie foi et de la vraie civilisation; et cette foi, nous en verrons bien souvent la preuve, ils l'ont tellement ancrée dans les cœurs, qu'il semble impossible de l'en arracher. Pourquoi faut-il qu'après ce juste hommage rendu aux rois d'Espagne, les premiers colonisateurs du monde [1], nous soyons obligé de signaler la grande faute qui prépara la ruine de ces admirables colonies, le plus beau fleuron de leur couronne?

III

RÉGALISME ET RÉGICIDE.

Au siècle dernier, dans l'odieux dessein de fomenter l'insurrection et de ruiner le catholicisme aux colonies,

1. « Il y a une grande différence entre les colonies fondées par les Français, les Portugais, les Espagnols, et celles formées par les Anglais et les Américains des États-Unis. Les trois premiers peuples ont laissé partout des germes abondants de catholicisme et de civilisation, tandis que, si les Anglais et les Américains se retiraient de leurs possessions, il ne resterait après eux que des ruines dans un désert et la nuit dans l'erreur. » (Manning, *Discours prononcé à Mill-Hill*, 1869.) Avis à nos modernes colonisateurs de l'Algérie, du Tonkin, et de Madagascar.

les encyclopédistes accablèrent d'anathèmes les monarques espagnols qu'ils accusaient d'avoir tyrannisé pendant trois siècles les indiens et les colons du Nouveau-Monde. Et l'on trouve encore aujourd'hui des catholiques qui, sur la foi de ces faux humanitaires, nous parlent sérieusement des « trois siècles d'esclavage ».

Admettons qu'aux jours troublés de la conquête, des chercheurs d'or venus en Amérique à la suite de ces chercheurs d'âmes dont nous venons de rappeler les dévouements sublimes, se soient déshonorés par des actes de barbarie, ainsi que le prouvent les protestations immortelles bien qu'un peu déclamatoires du dominicain Las Casas : est-il juste de faire retomber sur les rois d'Espagne ou sur la nation espagnole la responsabilité de ces méfaits individuels? L'histoire vraie démontre, au contraire, par des faits irrécusables que Ferdinand et Isabelle, Charles-Quint et Philippe II, ont employé toute leur puissance à sauvegarder la liberté et le bien-être des indigènes. Qu'on lise dans le recueil des lois espagnoles les règlements contenus sous le titre de *Bon traitement des Indiens* [1], et l'on verra que ces dispositions ont été dictées par un amour profond de l'humanité et de la justice. Pour assurer le respect et l'observation de ces lois, les rois catholiques créèrent un protectorat spécial des indiens, protectorat dont furent investis les Frères-Prêcheurs, qui toujours s'étaient montrés les ardents défenseurs des opprimés. Quant aux exacteurs et aux malfaiteurs, il les punirent autant que le permirent l'éloignement et l'étendue des provinces conquises.

S'ils ont autorisé les *répartitions* ou distributions de travailleurs entre les colons, c'est que, dit le protestant

1. *Recopil.* VI, titre X.

Robertson, de cette question du travail, longtemps débattue, dépendait l'avenir et même l'existence des colonies. Le grand ministre Ximénès, d'accord avec Las Casas, envoya sur place une commission de religieux et de jurisconsultes pour la résoudre. Or, après de longues informations et de mûres délibérations, ces commissaires reconnurent « que les Espagnols établis en Amérique étaient en trop petit nombre pour exploiter les mines ouvertes et cultiver le pays; que pour ces deux genres de travaux, ils ne pouvaient se passer des indiens; que si on leur ôtait ce secours, il faudrait abandonner les conquêtes, et qu'enfin, sans l'autorité d'un maître, il n'y avait aucun moyen assez puissant pour faire surmonter aux indiens leur aversion naturelle pour toute espèce de travail [1]. Pour tous ces motifs, ils jugèrent nécessaire de tolérer les *repartimientos* ». Et cependant les rois n'y consentirent qu'après avoir édicté de nouveaux règlements pour empêcher les abus. « Nous vous ordonnons, écrivait Charles-Quint à l'évêque du Pérou, nommé protecteur des indiens, de faire toutes les perquisitions nécessaires pour vous assurer du bon traitement des indiens. Si les colons qui les ont en garde abusent de leur autorité, nous vous donnons le droit de les punir, soit par la prison, soit par une amende pécuniaire. » Donc si l'on commit des crimes au Nouveau-Monde, il faut en accuser, non les rois catholiques qui ont tout fait pour les prévenir, mais cette *auri sacra fames,* cette maudite passion de l'or qui désola le monde ancien et courbe aujourd'hui l'Europe esclave, en dépit des lois républicaines ou monarchiques, aux pieds de quelques banquiers juifs.

1. Aujourd'hui encore, après trois siècles de civilisation, les propriétaires d'haciendas sont obligés de recourir aux moyens de coercition pour vaincre l'incroyable paresse de l'indien.

De là aussi l'importation des nègres dans les colonies. Les rois catholiques s'y opposèrent d'abord, mais on leur représenta que les Portugais et les Anglais faisaient sans scrupule ce commerce de chair humaine. Pourquoi ne pas utiliser ces africains que les négriers amenaient aux Antilles? Plus robustes et plus courageux que les indiens, ils donneraient leur travail et recevraient en échange les bienfaits d'une civilisation à laquelle, dans leur pays, ils resteraient fatalement étrangers. Débordés par les nécessités d'un empire qui s'étendait du Mexique au détroit de Magellan, les rois d'Espagne tolérèrent chez eux un ordre de choses établi partout. Les papes seuls, Léon X, Paul III, Urbain VIII, Benoît XIV, qui, au nom du droit naturel, proscrivirent l'infâme traite des noirs, peuvent leur reprocher cette tolérance, car les colonies portugaises, anglaises, françaises, regorgeaient de nègres aussi bien que les colonies espagnoles. Le grand apôtre de l'humanité, Voltaire, s'enrichissait en faisant la traite des noirs, et ce trafic souriait si bien au philosophe Mably qu'il proposait d'établir l'esclavage en Europe pour améliorer la culture.

Enfin, pour ne rien dissimuler, on a reproché à la mère-patrie un système économique qui, pour lui être commun avec d'autres pays, n'en était pas moins funeste au progrès matériel des colonies. Tout pour la métropole et par la métropole, semblait être la devise du Grand Conseil des Indes. De là centralisation de toutes les affaires ecclésiastiques, militaires et commerciales, création de monopoles et de prohibitions préjudiciables aux intérêts de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, et par suite plaintes et récriminations des colons assez forts, après deux siècles de travail et d'organisation, pour sortir de l'enfance et voler un peu de leurs propres ailes.

Telle était la tendance des esprits au milieu du dix-huitième siècle, mais, il faut le reconnaître, entre cet adolescent qui réclame de sa mère un peu plus de liberté, et le rebelle qui, les armes à la main, demandera tout à l'heure indépendance et séparation, il y a un abîme. L'américain aimait l'Espagne, il aimait ses rois, il leur faisait d'humbles remontrances, mais jamais il ne lui vint à l'idée de se déclarer indépendant à leur égard avant qu'eux-mêmes se fussent déclarés indépendants de Dieu, du Christ et de son Église. Le Roi du ciel avait donné l'Amérique aux rois catholiques, il l'enleva aux rois philosophes et régaliens.

C'était le temps où, sous l'impulsion donnée par les Luther et les Machiavel, continuée par les Buchanan et les Pithou, le césarisme antique relevait la tête sous le nom de régalisme. Oublieux du Christ et du vieux droit chrétien, les princes mettaient la couronne au-dessus de la tiare et se proclamaient libres de tout contrôle ici-bas. L'Allemagne, la Suisse, l'Angleterre, la Suède, le Danemark, avaient rompu avec le pape pour fonder des églises nationales sous la juridiction du roi, redevenu l'*imperator et pontifex* du vieux paganisme. Les caprices du monarque se transformèrent en lois d'État, selon la formule du droit absolutiste : « ce qui plaît au roi a force de loi [1] ». Au nom du droit de Dieu, les pontifes réclamèrent contre cette nouvelle invasion d'un despotisme qu'on croyait mort à jamais. Louis XIV leur déclara dans ses quatre articles de 1682 : « que les papes n'ont aucun pouvoir direct ni indirect sur le temporel des rois, et que d'ailleurs le concile l'emporte sur le pape, dont les actes sont limités par les saints canons et les jugements réformables. » C'était la confiscation de l'autorité pontificale au profit de l'absolutisme royal.

1. Quidquid placuit regi, legis habet vigorem.

En vrais descendants de Louis XIV, les princes espagnols adoptèrent ces maximes païennes. Abusant du droit de patronage, que les pontifes romains leur avaient bénévolement accordé, ils se crurent trop souvent les maîtres absolus des personnes et bénéfices ecclésiastiques. Cette tyrannie régalienne, doublée d'impiété philosophique, s'afficha d'une manière particulièrement révoltante dans la conduite du roi Charles III à l'égard des jésuites.

On connaît l'inique procès intenté à la compagnie de Jésus dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Des parlements jansénistes osèrent condamner des constitutions approuvées par l'Église, et les courtisans de la Pompadour, incriminer la morale prétendûment relâchée de saints religieux. La vérité, c'est que les jésuites, éducateurs de la jeunesse, orateurs, écrivains, missionnaires, rendaient d'immenses services à l'Église, à l'État et aux familles. On n'avait contre eux d'autre grief que leur ardente et brillante défense de la papauté durant ces derniers siècles. Protestants, jansénistes, légistes, gallicans, jurèrent donc d'exterminer ces « gardes du corps » des pontifes romains, ainsi que les appelait Voltaire. Le roi de Portugal, obsédé par l'odieux marquis de Pombal, commença l'exécution aussi bien dans son royaume que dans les colonies de l'Inde, du Brésil et du Paraguay ; puis, entre deux orgies, le triste Louis XV signa l'arrêt sauvage; enfin, dans ce massacre des innocents, on vit apparaître le véritable Hérode, Sa Majesté Catholique Charles III.

La compagnie de Jésus était la gloire de l'Espagne et des colonies espagnoles. L'Amérique du Sud possédait plus de cent collèges, dirigés par deux mille cinq cents jésuites. Dans les déserts, cinq cent mille indiens, convertis par ces admirables missionnaires, jouissaient, sous leur conduite, d'une civilisation patriarcale qui rap-

pelait les plus beaux temps de l'Église. Or, sans aucune forme de procès, sans même consulter le souverain pontife, voici l'ukase que le roi Charles III expédia, de sa propre main, à tous les gouverneurs de province tant en Espagne qu'aux colonies :

« Je vous revêts de toute mon autorité et puissance royale pour vous transporter sur-le-champ, avec main-forte, au couvent des jésuites. Vous ferez saisir tous les religieux et les ferez conduire dans les vingt-quatre heures au port les plus rapproché, où ils seront embarqués sur des vaisseaux à ce destinés. Au moment de l'exécution, vous ferez apposer les scellés sur les archives de la maison et sur les papiers des individus, sans permettre à aucun d'eux d'emporter autre chose que ses livres de prière et le linge strictement nécessaire pour la traversée. Si, après l'embarquement, il existe un seul jésuite, même malade ou moribond, dans votre département, vous serez puni de mort. Moi, le roi d'Espagne. »

Est-ce d'un chrétien ou d'un caraïbe qu'émane ce décret barbare? Mais que dire de son exécution? Au jour fixé, 2 avril 1757, sous le coup de minuit, les jésuites furent saisis partout, en Espagne, en Amérique, dans les îles, entassés pêle-mêle sur des vaisseaux comme des nègres destinés à l'esclavage, et bientôt jetés, morts ou vifs, dans les états du pape. Le jour même, le roi signa un édit déclarant « que les motifs de cette proscription resteraient ensevelis dans son cœur royal, » et défendit « de parler ou d'écrire pour la réprouver, sous peine d'être traité comme coupable de lèse-majesté, attendu qu'il n'appartient pas aux particuliers de juger ou d'interpréter les volontés du souverain ». Néron n'eût pas mieux fait.

Cependant le pape, en apprenant ces crimes, écrit à Charles III : « *Tu quoque fili!* Ainsi le roi catholique,

toujours cher à notre cœur, emplit le calice de nos souffrances, plonge notre vieillesse dans les larmes, et nous précipite au tombeau! » Pour toute réponse, le despote sans cœur jette six mille de ses victimes sur les côtes de l'État pontifical. Le pape l'excommunie; le roi lui pose l'alternative ou de retirer son bref ou de voir ses États envahis. « Faites, répond l'intrépide Clément XIII, traitez le pape comme le dernier des hommes : il n'a ni armes, ni canons, on peut tout lui prendre; mais il est hors du pouvoir des hommes de le faire agir contre sa conscience. » Les conjurés lui enlèvent le Comtat Venaissin. Clément XIII mort de douleur, ces misérables despotes exigent de son successeur, Clément XIV, la suppression de la compagnie de Jésus sous peine d'entraîner, comme Henri VIII, leurs sujets dans le schisme. Devant cette menace, le pape signe le bref de suppression, et meurt six mois après, criant au milieu des angoisses de l'agonie : « Ils m'ont forcé! *Compulsus feci!* »

Ce fut la dernière victime du despotisme régalien. « Craignez, avait dit Clément XIII à Louis XV, craignez que Jésus-Christ ne venge lui-même son Église outragée! » Le vengeur s'appellera la Révolution, et le régalisme enfantera le régicide comme une nécessité logique. La monarchie, telle que Dieu l'avait faite soumise à l'Église et contrôlée par elle, garantissait tous les droits : on obéissait facilement à un roi qui obéissait lui-même aux commandements de Dieu. Mais la monarchie sans l'Église, c'était la volonté de l'homme omnipotente et irresponsable, l'arbitraire et l'injustice divinisés, les peuples jetés sans défense entre les mains d'un Tibère et d'un Néron. Les théoriciens de la Révolution, Rousseau et consorts, oposèrent aux droits régaliens les *Droits de l'homme,* et aux quatre articles de Louis XIV sur la souveraineté absolue des rois,

quatre autres articles sur la souveraineté du peuple qu'on peut résumer ainsi :

Article I. — Les rois ayant répudié la souveraineté de Dieu qui s'exerce par l'Église, il ne reste d'autre souveraineté que celle du peuple : donc toutes les monarchies sont abolies en principe. On établira partout des républiques, et, s'il faut encore tolérer des rois en certains pays, on constituera des monarchies républicaines où le roi règne et ne gouverne pas.

Art. II. — La volonté du peuple sera l'unique loi des républiques. Nous déclarons le peuple souverain absolu, par conséquent au-dessus de Dieu, de la religion, de la justice, et même de la raison. Le peuple n'a pas besoin d'avoir raison pour valider ses actes.

Art. III. — La multitude ne pouvant gouverner par elle-même, le peuple se fera représenter par un certain nombre d'individus qu'il élira lui-même au suffrage universel. Ses représentants feront les lois à la majorité des votes, et cette légalité s'imposera comme suprême justice, fût-elle contraire aux lois de Dieu, de l'Église et de la nature.

Art. IV. — Ces principes du droit nouveau, absolument destructifs du trône et de l'autel, sont confiés à la garde d'une société secrète, la Franc-Maçonnerie. Les loges les feront triompher par des clubs, des journaux, des assemblées populaires et législatives. Pour désarmer l'opposition, elle emploiera tous les moyens, y compris le poignard.

Telle fut la réponse de la Révolution aux princes insurgés contre l'Église. « La déclaration de 1682, dit un écrivain révolutionnaire, ne changeait rien à la nécessité du droit de contrôle. Elle l'enlevait au pape, mais pour le transporter au parlement d'abord, puis à la multitude. La nation s'aperçut que l'indépendance des rois, c'était la servitude des peuples. Les juges de la

royauté manquant, la nation se fit juge elle-même, et l'excommunication fut remplacée par un arrêt de mort[1]. » En effet, Charles Ier, roi d'Angleterre, comparait devant un parlement, qui le juge et le fait décapiter. Le descendant de Louis XIV, le pieux Louis XVI, ne quitte la barre de la convention nationale que pour monter à l'échafaud. Son fils subit le martyre; ses frères, l'exil. Les autres rois d'Europe, si fiers de leur omnipotence, sont broyés par la « Révolution à cheval ». Leurs trônes volent en éclat partout où passe l'Empereur, tenant d'une main le drapeau de la liberté, son épée nue de l'autre.

Le roi d'Espagne n'échappa point au châtiment. La trombe révolutionnaire passa sur ses États comme les flots d'une mer en furie, et lui enleva ses colonies américaines. C'est cette guerre de l'Indépendance et la transformation de l'Amérique royaliste en petits états républicains qu'il faut maintenant esquisser rapidement.

IV

BOLIVAR.

A la fin du siècle dernier, un événement extraordinaire survenu dans l'Amérique du Nord surexcita violemment les colonies espagnoles. Après dix ans de luttes, les colonies anglaises venaient de triompher de la mère-patrie et d'organiser sous la conduite de Washington la République des États-Unis. L'idée d'émancipation germa si bien dans toutes les têtes que d'Aranda,

1. Louis Blanc, *Histoire de dix ans.*

ministre de Charles III, après un voyage aux colonies, osa proposer à son maître d'aller au-devant d'inévitables revendications, et de constituer en faveur de trois Infants d'Espagne, trois royautés autonomes, avec Mexico, Bogota, et Lima pour capitales. Mais le persécuteur des jésuites ne savait pas « son métier de roi », comme le disait très bien Joseph II. Assez stupide pour aider les Américains du Nord à chasser les Anglais de leurs colonies, il ne comprenait pas, qu'entraînés par cet exemple, les Américains du Sud organiseraient bientôt la chasse aux Espagnols.

La révolution française activa singulièrement la fermentation des esprits. En substituant la volonté d'une multitude aveugle aux lois du Christ et de son Église, la souveraineté du peuple élevait le despotisme à sa plus haute puissance ; mais on décora ce despotisme du beau nom de liberté ; on exalta les droits de l'homme et du citoyen. On déclama contre la tyrannie des Espagnols, contre le système colonial, et finalement les meneurs organisèrent des ligues de patriotes dont la mission fut de préparer le pays à une levée de boucliers. Plusieurs tentatives d'insurrection eurent lieu au commencement de ce siècle, mais sans succès. Pour triompher des armées espagnoles, il fallait un homme de la taille des Alexandre et des Napoléon : l'Amérique vit surgir tout à coup l'incomparable Bolivar.

Simon Bolivar naquit à Caracas, capitale du Vénézuela, le 24 juillet 1783, d'une famille riche et chrétienne. Orphelin dès l'enfance, il tomba malheureusement entre les mains d'un précepteur révolutionnaire, fanatique admirateur de Voltaire et surtout de Rousseau. Simon Rodriguez, c'était le nom de ce patriote exalté, fit de l'enfant un type de républicain, surtout un ennemi acharné de l'Espagne. A quinze ans, Bolivar fut

envoyé à Madrid pour y terminer son éducation. Introduit à la cour par un de ses oncles, il jouait un jour au volant avec le prince des Asturies, plus tard Ferdinand VII, lorsqu'il lui donna par mégarde un coup à la tête. « Je ne me doutais pas, disait-il plus tard, que bientôt je ferais tomber de cette tête le plus beau joyau de sa couronne. » En 1801, visitant Paris, il admira le républicain Bonaparte, « vainqueur des rois et libérateur des peuples; » mais, quelques années après, le républicain devint empereur, et Bolivar répudia son idole, dont la gloire apparut dès lors à ses yeux, « comme un éclat de l'enfer ou la flamme sinistre d'un volcan ». En 1805, de passage à Rome, électrisé par les souvenirs de l'antiquité, il jura sur le mont Aventin de délivrer sa patrie des « tyrans espagnols ». Il parcourut ensuite les États-Unis et revint à Caracas juste au moment de tirer l'épée pour accomplir son serment.

Napoléon venait de détrôner Ferdinand VII et d'installer à Madrid son frère Joseph en qualité de roi d'Espagne. Sous prétexte de soutenir contre l'usurpateur les droits du monarque déchu, les patriotes du Vénézuela, de la Nouvelle-Grenade et de l'Équateur, ces trois grands districts dont se composait la vice-royauté de Santa-Fé, s'organisèrent en juntes délibératives et s'insurgèrent bientôt, au nom de Ferdinand VII, contre les autorités espagnoles. Quito donna l'exemple le 10 août 1809; Santa-Fé de Bogota venait de l'imiter, lorsque Bolivar entra en scène pour se placer à la tête du mouvement.

Le 19 avril 1810, ayant mis la main sur le gouverneur du Vénézuela, Bolivar proclama la déchéance des autorités établies et la création d'une junte suprême, libre, et indépendante, dont l'autorité ne devait cesser qu'avec la captivité de Ferdinand VII. Cette dernière clause avait pour objet de dissimuler aux yeux du

peuple, généralement très royaliste, la portée de la Révolution : un an plus tard, le congrès mettait en délibération la question de l'indépendance absolue. Certains députés hésitaient à passer le Rubicon, quand le jeune Bolivar s'écria dans un club patriotique : « L'inaction, c'est de la trahison! Que nous importe, à nous qui voulons être libres, si l'Espagne vend ses esclaves à Bonaparte ou les conserve pour elle! Un projet de cette nature doit se mûrir dans le calme, ajoute-t-on. — Est-ce que trois cents ans d'accalmie ne vous suffisent pas? Vous faut-il trois autres siècles pour prendre une décision? Posons aujourd'hui la première pierre de l'édifice, et sachez qu'hésiter c'est périr. » Sous le feu de ces ardentes paroles, le congrès vota l'acte d'indépendance et bâcla une constitution républicaine avec la déclaration des Droits comme préface et l'abolition de l'Inquisition en guise de post-scriptum. La nation qui plus tard devait comprendre le Vénézuela, la Nouvelle-Grenade et l'Équateur, prit dès lors le nom de Colombie en l'honneur de l'immortel révélateur du nouveau monde. Dans les actes publics on data de l'ère colombienne, « l'ère à jamais glorieuse de l'indépendance ».

C'était jeter le gant à l'Espagne. A la tête des troupes royalistes, le général Monteverde, eut bientôt réoccupé les positions prises par les insurgés; il allait même attaquer Caracas, lorsque le jeudi-saint, 26 mars 1812, un tremblement de terre ensevelit cette ville sous ses ruines. Debout sur ses décombres, au milieu d'une population affolée de terreur, Bolivar poussa ce cri : « La nature lutte contre nous, nous lutterons contre elle et la vaincrons. » Quelques jours après, combattant aux avant-postes, il apprend que son général en chef, Miranda, après avoir livré Caracas à Monteverde, venait de signer une honteuse capitulation. Furieux, il court au port,

décidé à s'expatrier, quand soudain il voit arriver le malheureux Miranda qui, lui aussi, voulait passer à l'étranger. Aidé de ses amis, Bolivar le saisit et l'emprisonne jusqu'au lendemain, avec l'intention bien arrêtée de lui faire rétracter la capitulation ou de le fusiller comme traître. Monteverde les mit d'accord en tombant sur eux inopinément. Les uns furent condamnés aux galères, d'autres à l'exil ou à la mort. Miranda mourut en 1816 sur les pontons de Cadix. Quant à Bolivar, protégé par un ami de Monteverde, il obtint un passeport pour l'étranger. « Je te le donne, lui dit l'Espagnol, comme récompense du service que tu as rendu au roi en emprisonnant Miranda. — Je l'ai fait, répondit fièrement l'Américain, pour châtier un traître, et non pour servir le roi. » Monteverde fronça le sourcil en voyant s'éloigner ce rebelle opiniâtre. Que de fois il dut se repentir de ne l'avoir pas fait fusiller!

Ainsi disparut, après deux ans d'une existence assez précaire, la jeune et brillante Colombie, avec son congrès, sa constitution, son armée et ses beaux rêves d'indépendance. Mais cet échec ne découragea pas son indomptable champion. Vaincu au Vénézuela, il court offrir son épée à la Nouvelle-Grenade, alors en pleine insurrection contre les Espagnols. « Quel espoir nous reste-t-il? s'écria Bolivar. — La guerre, rien que la guerre! Quel Américain digne de ce nom ne pousse un cri de mort en contemplant les innombrables victimes dont le sang a rougi les plaines du Vénézuela? En avant donc, et vengeons la mort de nos frères! » A la tête de cinq cents hommes déterminés, il s'empare du fort de Ténériffe qui commande le Magdalena, balaie les rives de ce fleuve jusqu'à Ocagna, et lance sa troupe dans la montagne avec l'intention de la franchir et de traverser au pas de charge les quatre cents lieues qui le séparent de Caracas, pour en chasser Monte-

verde. De fait, il culbute les détachements ennemis embusqués dans la Cordillère, et remporte une brillante victoire à Saint-Joseph de Cucuta, de l'autre côté des monts. Foulant alors le sol de la patrie, il adresse à ses soldats cette ardente proclamation : « Mes amis, le Vénézuela va respirer une fois encore à l'ombre de vos drapeaux. En moins de deux mois vous avez achevé deux campagnes; la troisième se terminera dans la cité qui m'a donné le jour. Républicains fidèles, vous marcherez à la délivrance de ce berceau de l'unité colombienne, comme autrefois les croisés s'élançaient à la conquête de Jérusalem, le berceau du Christianisme. » Il part comme la foudre, prend en courant Mérida, Truxillo, Barinas, Victoria, et marche sur Caracas après avoir battu tous les généraux de Monteverde. Incapable de défendre sa capitale, ce dernier demande une capitulation honorable. « Les Américains victorieux, répond Bolivar, useront de modération même envers des ennemis assez perfides pour violer le droit des gens et les traités les plus solennels. La capitulation, religieusement observée, couvrira de gloire le nom américain et de honte le nom de Monteverde. » Monteverde ne l'attendit pas. Il s'embarqua avec six mille hommes et se jeta dans Porto-Caballo, son dernier refuge. Bolivar fit son entrée à Caracas le 6 août 1813. Trente mille hommes l'accueillirent en criant : « Vive le *Libertador!* » Par acclamation la municipalité lui décerna le beau nom de *Libérateur,* sous lequel il est connu dans l'histoire.

Mais, pour conserver sa conquête, Bolivar devait lutter contre l'armée espagnole, contre le peuple resté fidèle à la monarchie, et surtout contre ses généraux, jaloux de sa gloire. Sous l'influence de ces différentes causes, il perdit en 1814 tout ce qu'il avait gagné en 1813. Par leur entêtement à suivre leurs idées personnelles, ses généraux

se firent battre sur toute la ligne. En vain multiplia-t-il les prodiges de valeur au combat de Carabobo où, avec cinq mille hommes, il écrasa littéralement les bataillons ennemis; débordé de tous côtés par les Espagnols, trahi par les siens, une seconde fois il dut quitter sa chère patrie. Sur le pont du navire qui l'emportait à Carthagène, il dit à ses compagnons : « Il n'y a pas de triomphe durable contre la liberté. Les fiers dominateurs qui nous chassent aujourd'hui de la Colombie en seront chassés demain, et la patrie, je vous le jure, deviendra libre et indépendante. » En attendant, un coup plus sensible encore allait lui être porté à la Nouvelle-Grenade. Au récit de ses victoires et de ses défaites, le congrès le félicita chaudement : « Général, lui dit le président, votre patrie ne mourra pas : il lui reste votre épée. La fortune a trahi Bolivar, mais Bolivar est un grand homme. » On lui confia la glorieuse mission de reprendre la ville de Santamarta, l'unique place qu'occupaient encore les Espagnols sur le littoral; mais le gouverneur de Carthagène, jaloux de cet étranger dont le nom éclipsait déjà tous les noms, lui refusa opiniâtrément les forces dont il avait besoin. Ne voulant pas être un brandon de discorde pour cette jeune république, le seul espoir de l'avenir, Bolivar prit le généreux parti de se retirer à la Jamaïque, en attendant de meilleurs jours: « Soldats, dit-il à ses compagnons d'armes, je m'exile volontairement pour ne pas vous mettre en guerre avec vos compatriotes. Je sacrifie ma fortune et ma gloire; mais votre salut est à ce prix : je n'hésite pas. » Le 19 mai 1815, il quittait le port de Carthagène, suivi de quelques officiers fidèles. Les Espagnols battirent des mains, croyant le lion mort : ils assisteront bientôt, épouvantés, à son terrible réveil.

Comme son héros, la Colombie s'éclipsa durant les

années 1815 et 1816. La chute de Napoléon ramena Ferdinand VII sur le trône de ses pères. Celui-ci envoya son maréchal de camp, Morillo, avec dix mille hommes de bonnes troupes pour pacifier l'Amérique. Morillo pacifia, comme la mort, écrasant sur son passage Vénézuela et Nouvelle-Grenade. Carthagène résista quatre mois, puis le fer et le feu détruisirent ce que les horreurs du siège avaient épargné. Bogota se rendit à son tour ; six cents Américains payèrent de leur tête la bienvenue du pacificateur. La Colombie succombait dans le sang et les ruines, lorsque tout à coup on apprit que Bolivar, avec quelques officiers et une poignée de braves, avait quitté son île et envahi de nouveau le Vénézuela, bien décidé cette fois à vaincre ou à mourir.

En effet, le 1er janvier 1817, il entrait à Barcelone à la tête de sa petite troupe. « Quand nous aurons des armes, dit-il alors, nous mettrons dix mille hommes en ligne, nous marcherons sur la Nouvelle-Grenade et le Pérou, nous délivrerons l'Amérique entière du joug des tyrans. » La prophétie s'accomplit à la lettre.

Pour se créer une base d'opérations, il traverse avec quelques centaines d'hommes d'immenses forêts, passe l'Orénoque, et s'établit à Angostura, chef-lieu de la Guyane, au fond du Vénézuela, où il établit un conseil d'État pour préluder aux institutions républicaines, son rêve et sa chimère. Au commencement de 1818, il fait trois cents lieues de gauche à droite, et tombe à l'improviste sur Morillo. Obligé de traverser une rivière assez large, il dit à son guide, le chef Paëz, la terreur de la plaine : « Où sont donc vos canots ? — Les voilà ! » dit Paëz, en montrant à l'autre bord ceux de l'ennemi. Et se jetant à l'eau avec ses guerriers, l'héroïque Paëz sabre les gardes espagnoles, et revient avec les canots. Bolivar passe le fleuve, fond sur Morillo, et remporte la fameuse victoire de Calabozo. Le pacifi-

cateur, poursuivi l'épée dans les reins, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Le 1er janvier 1819, de retour à Angostura, Bolivar préside le congrès chargé par lui d'organiser l'État. Il expose ses idées sur le gouvernement de la future Colombie : république centrale et non fédérative, chambre élue, sénat héréditaire, président à vie. A ces conditions, selon lui, la République pourrait se mouvoir dans l'ordre et la liberté. Mais il avait trop exalté les droits de l'homme et du citoyen pour ramener le congrès à ses idées conservatrices. A ces républicains affamés de places, il fallait des changements à vue, des élections continuelles, une constitution comme celle des États-Unis. Bolivar s'inclina devant le peuple souverain, et, le laissant organiser à sa fantaisie la machine gouvernementale, il refit de nouveau trois cents lieues pour combattre Morillo qui venait de passer l'Apure avec six mille hommes.

Ici commence une odyssée qui dépasse de beaucoup l'imagination des romanciers les plus inventifs. Bolivar se tint d'abord sur la défensive, amusant son adversaire jusqu'à la saison des pluies, pendant laquelle les opérations militaires sont regardées comme impossibles. Au moment où aurait dû se terminer cette campagne de 1819, il abandonne au chef Paëz le soin de surveiller Morillo, qui déjà prenait ses quartiers d'hiver, et propose à ses troupes d'envahir la Nouvelle-Grenade, de reconquérir Bogota, et d'arborer à nouveau les couleurs de l'indépendance dans cette capitale de la Colombie. Après une course de trois cents lieues sous les feux d'un soleil brûlant, il s'agissait pour ces braves d'en faire trois cents autres en plein cœur de l'hiver, au milieu des pluies, à travers les fleuves débordés, pour escalader ensuite les pics neigeux de la Cordillère; mais Bolivar parle avec tant d'enthousiasme, que déjà tous

ces guerriers, enflammés d'ardeur, se croient à Bogota. « En avant! s'écrie l'un d'eux, nous vous suivrons jusqu'au cap Horn! »

Le 25 mai, commence le mouvement des troupes; le 10 juin, après avoir traversé l'Arauca, on arrive au pied de la montagne. Sur ces monts géants, il fallut traîner les bagages, les canons, les munitions, à travers les bois, dans des défilés impraticables, au milieu des précipices et des pluies glaciales. Le passage des Alpes par Annibal était égalé. Le 5 juillet, Bolivar apprend que le général Barreiro arrive à sa rencontre avec cinq mille hommes de troupes fraîches et aguerries. Il le bat à Guaruaza le 15, l'écrase à Vargas le 25, et le rejette sur la capitale. Le 10 août, il remporte l'immortelle victoire de Boyaca, enferme dans un cercle de feu les troupes réunies de Barreiro et du vice-roi, et les force à se rendre avec armes et bagages. Le jour même, il entrait à Bogota, au milieu d'un peuple ivre de joie, aux acclamations mille fois répétées de : « Vive Bolivar, le libérateur de la Colombie, le père de la patrie! » Cette campagne du « délire militaire », ainsi que la qualifia très justement le congrès d'Angostura, n'avait duré que soixante quinze jours. Mieux que le capitaine romain, Bolivar pouvait dire : *Veni, vidi, vici!*

Les années 1820 et 1821 furent consacrées à consolider la conquête par la fondation de l'Union colombienne. Le congrès d'Angostura décréta que le Vénézuela et la Nouvelle-Grenade formeraient une seule nation. En conséquence, Bolivar convoqua un nouveau congrès pour élaborer la constitution de la Colombie. Nommé président de la République, il abandonna le pouvoir au vice-président Santander pour reprendre aussitôt l'œuvre d'affranchissement. Tournant les yeux vers le sud, où se trouvaient encore vingt mille Espagnols, il brandit son épée, et dit à ses soldats : « En avant!

portons le drapeau de l'indépendance à l'Équateur, au Pérou, et jusqu'au sommet du Potosi! » Il se mit en marche au mois de janvier 1822.

Pour arriver à l'Équateur en longeant le plateau des Andes, il fallait traverser la province de Pasto, qui passait à bon droit pour une espèce de Vendée. Ces braves montagnards, hommes, femmes et enfants, peuple et clergé, embusqués derrière les rochers, protégés par les torrents, les fleuves, les fondrières, avaient pris la résolution de vaincre les révolutionnaires ou de mourir pour leur roi et pour leur Dieu. Le général Garcia, commandant de la province, avait même juré au gouverneur de Quito qu'il lui amènerait enchaîné le traître Bolivar.

Après avoir franchi des obstacles insurmontables pour tout autre que pour lui, le Libertador arrive avec sa troupe près du volcan de Pasto, au lieu appelé Bombona. « La position de l'ennemi est formidable, dit-il à ses soldats, mais nous ne pouvons ni rester ici ni reculer : il faut avancer ou mourir! » Or, pour avancer, il fallait déloger des troupes échelonnées sur une hauteur voisine. « Général Torrès, s'écrie-t-il, emparez-vous de cette colline. » N'ayant pas saisi l'ordre au milieu du bruit, Torrès fait un faux mouvement : « Passez le commandement au colonel Bareta, reprend Bolivar furieux; il s'en acquittera mieux que vous. » Torrès descend de cheval, saisit un fusil : « Libertador, dit-il, si je ne suis pas digne de commander comme général, je servirai du moins comme grenadier. » Bolivar l'embrasse, et lui rend son commandement. Torrès s'élance comme un tigre blessé à l'assaut de la colline. Il tombe, dix autres après lui sont cloués sur place. *Viva Colombia!* crient les assaillants en courant, comme des démons, au milieu des balles et de la mitraille. La position enlevée, Bolivar entre triomphant à Pasto. L'évêque, royaliste

fidèle, lui demande un sauf-conduit pour retourner en Espagne. « Jamais! lui répond Bolivar; l'héroïsme de Caton ne doit pas servir de modèle aux pasteurs de notre sainte religion. Au lieu d'accomplir un devoir, vous vous rendriez coupable en abandonnant le poste que l'Église vous a confié. » L'évêque resta fidèle à son troupeau.

Bolivar apprit bientôt une nouvelle qui le combla de joie. Le général Soucre[1], qu'il avait lancé dans l'Équateur pour lui préparer les voies, venait de remporter une éclatante victoire sur le général Aimerich, gouverneur de Quito. La bataille livrée sur le mont Pichincha, qui domine Quito, terminait la campagne. « La Colombie est libre! » s'écria Bolivar. C'était son dessein, comme nous l'avons vu, d'annexer les provinces de l'Équateur à la grande république colombienne. Il se rendit donc à Quito, où il fut reçu en triomphateur. Pour perpétuer le souvenir du 24 mai, date de la victoire du Pichincha, la municipalité décida l'érection d'une pyramide sur laquelle serait gravée cette inscription : *A Simon Bolivar, l'ange de la paix et de la liberté!* Guayaquil paraissait fortement tentée de s'incorporer au Pérou, mais Bolivar ne voulut point lâcher ce joyau du Pacifique. Après une proclamation solennelle aux délégués de la province, l'annexion à la Colombie fut votée aux cris mille fois répétés de : « Vive Bolivar! Vive le Libertador!

La Colombie affranchie, restait encore aux Espagnols le beau royaume du Pérou, révolutionné depuis plusieurs années, mais dont les patriotes, par suite d'interminables discordes, n'avaient pu achever la conquête. Bolivar leur offrit son concours, qu'ils acceptèrent en hésitant, car la gloire du grand général offusquait déjà

[1] En espagnol *Sucre*.

les démagogues de Lima comme ceux de Bogota. Il passa l'année 1823, année de véritable agonie, à préparer la campagne. Environné de traîtres, de troupes prêtes à se mutiner ou à déserter, malade d'épuisement et de fatigue, Bolivar travailla jour et nuit à créer une armée capable de battre les vingt mille Espagnols campés au Pérou. Argent, chevaux, munitions, provisions, jusqu'aux détails les plus minimes, rien ne lui échappa. « Il faut absolument vaincre, disait-il, car cette fois il s'agit de la ruine du Pérou, de la Colombie et de ma gloire. » Les préparatifs terminés, il écrivit, le 15 avril au général Soucre, qui explorait le pays : « En mai nous marchons à l'ennemi, en juin nous combattons. Nous aurons devant nous huit mille Espagnols, nos forces seront presque égales : la victoire est certaine. »

Ces prévisions se réalisèrent de point en point. Bolivar traversa la Cordillère à la tête de ses troupes et rejoignit, après trois cents lieues de marche, le général Soucre dans les plaines du Sacramento : « Soldats, dit-il aux vieux Colombiens qui formaient le noyau de son armée, vous allez compléter l'œuvre la plus grande que le ciel puisse confier à des hommes : délivrer un monde! L'Amérique vous regarde avec amour, elle attend de vous paix et liberté. Que dis-je? l'Europe entière vous contemple, car l'indépendance du nouveau monde fera tressaillir l'ancien. » L'action s'engagea dans les plaines de Junin. Les deux cavaleries se précipitèrent l'une sur l'autre : on lutta pendant une heure corps à corps, poitrine contre poitrine, à l'arme blanche, sans échanger un coup de fusil. Enfin les Espagnols prirent la fuite, laissant derrière eux deux mille cadavres et un immense butin. Les troupes républicaines acclamèrent le grand Bolivar. Dans son enthousiasme, le général Soucre s'écria : « Sous la conduite du Libertador, on est sûr de vaincre. — Oui, répliqua Bo-

livar, avec des soldats comme ceux qui m'entourent. »

Quelque temps après, le vice-roi Laserna tenta une revanche dans les champs d'Ayacucho. Avec dix mille hommes et onze pièces d'artillerie, il vint attaquer Soucre pendant une absence de Bolivar. Soucre le cerna si bien qu'il n'eut d'autre alternative que de se rendre ou d'être haché sur place. Vice-roi, officiers et soldats tombèrent entre les mains du vainqueur. Soucre fit hommage de sa victoire au Libertador, qui lui répondit en le nommant grand maréchal d'Ayacucho.

Cependant le général Olaneta occupait encore le Haut-Pérou avec huit mille Espagnols. Bolivar envoya Soucre conquérir ce lointain pays, pendant que lui-même organisait les provinces péruviennes. Après une marche de trois cent cinquante lieues, l'armée républicaine arriva au pied du Potosi, et, le 1er avril 1825, écrasa les royalistes dans un combat qui fut le dernier.

Bolivar visita les grandes villes du Pérou, Aréquipa, Cuzco, Pazco, et descendit enfin à La Paz, capitale du Haut-Pérou, où il rejoignit son armée triomphante. Là il reçut les députés qui, pour immortaliser le nom de leur libérateur, avaient appelé leur république « Bolivia ». Ils le prièrent de donner au pays qu'il avait sauvé du despotisme un gouvernement tout à la lois libéral et conservateur. Édifié sur les défauts de la constitution colombienne, qui déjà tendait à l'anarchie, Bolivar établit un pouvoir solide et durable. La présidence à vie, en décourageant les ambitieux, devait assurer la stabilité des institutions. Alors, au comble de ses vœux, il ne put s'empêcher d'exprimer à ses officiers les sentiments qui débordaient de son cœur. Un jour, des sommets du Potosi, promenant avec eux son regard sur cette chaîne de montagnes tant de fois franchie durant ces quinze années de combats, sur la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, la Nouvelle-Grenade, le Vénézuela, délivrés

par ses armes, il prit en main l'étendard de la Colombie, rappela aux grenadiers qui l'entouraient les journées mémorables de San-Felice, de Boyaca, de Carabobo, du Pichincha, de Junin, d'Ayacucho : « Des côtes de l'Atlantique, s'écria-t-il, nous sommes venus jusqu'ici sur les ailes de la victoire. En quinze années d'une lutte de géants, nous avons jeté par terre l'édifice de la tyrannie qu'avaient élevé pierre par pierre trois siècles d'usurpations et de violences. Quelle joie de voir affranchis par votre invincible constance des millions et des millions de nos frères réduits à l'esclavage le plus dégradant! Pour moi, les pieds sur cette montagne d'argent, dont les veines inépuisables ont rempli durant trois siècles le trésor espagnol, je déclare qu'à mes yeux tous ces biens sont un pur néant si je les compare à l'honneur d'avoir arboré l'étendard de la liberté des plages brûlantes de l'Orénoque au sommet du Potosi, la merveille de l'univers! »

Pauvre Bolivar! à peine descendu de la montagne, tu vas apprendre à tes dépens que l'étendard de la liberté n'est déjà plus, dans les mains de la Révolution, que le sombre drapeau d'un despotisme bien plus lourd que celui des rois. La Colombie va périr, parce que tu as oublié d'y planter l'étendard de Colomb, la sainte croix!

V

LA TYRANNIE RÉVOLUTIONNAIRE.

Bolivar avait affranchi l'Amérique de l'Espagne, mais l'avait-il affranchie de la tyrannie, ainsi qu'il l'affirme dans toutes ses proclamations? Non. Du joug régaliste il l'a fait passer sous le joug plus écrasant des révolu-

tionnaires. Rien de plus vrai que ce dicton trouvé en 1822 sur les murs de Quito :

> Despotisme hier, despotisme aujourd'hui :
> Autre est son nom, mais c'est bien toujours lui[1].

Le Libertador et sa chère Colombie vont l'apprendre à leurs dépens.

Grand guerrier et grand orateur, mais politique à courte vue. Bolivar, comme tous les hommes issus de 1789, identifiait dans sa pensée la monarchie avec le despotisme et la république avec la liberté, confondant ainsi la forme avec le fond. Sa philosophie, c'est le Contrat social; son évangile, la Déclaration des droits de l'homme ; son principe de gouvernement, la souveraineté du peuple, thème invariable de ses discours, proclamations ou messages : « L'autorité du peuple, disait-il aux guerriers d'Ayacucho, voilà le seul pouvoir qui existe sur cette terre. » Devant le Parlement, c'est-à-dire devant la majorité qui représente le peuple, tout doit plier; sous la légalité imposée par elle, tout doit s'incliner. On reconnaît la théorie libérale et parlementaire, véritable résurrection, sous une autre forme, du despotisme régalien. « La loi du monarque, disent les révolutionnaires, a pour principe la volonté de l'homme. » — Un parlement n'est-il donc pas composé d'hommes? « Un roi pourra renouveler les crimes de Néron ou les folies de Caligula. » — Est-ce qu'une majorité devient infaillible ou impeccable? Est-ce qu'un parti, parce qu'il arrive au pouvoir, se dépouille de ces passions tyranniques qu'on appelle l'ambition, la cupidité, la vengeance, l'impiété? Le parlement souverain, c'est le despotisme du nombre substitué au despotisme d'un seul, avec cette aggravation qu'un tyran couronné

[1] *Ultimo dia del despotismo*
Y el primero de lo mismo.

peut toujours craindre le poignard ou l'insurrection, tandis que les tyranneaux sans couronne de nos assemblées, rouages impersonnels de la machine législative, sont absolument irresponsables. Comment Bolivar pouvait-il ignorer cette vérité, lui qui imprimait ce sanglant stigmate sur le front de la république française : « Le gouvernement républicain de France a creusé sous lui un abîme d'exécration. Les monstres qui dirigeaient ce pays étaient aussi cruels qu'ineptes. » — Très bien! mais alors ne faites pas de la république le synonyme de la liberté. Vaut-il mieux avoir affaire à la convention de 1793 qu'à Dioclétien ou à Néron? Il est permis d'en douter.

Pour fonder un gouvernement libre, il faut trouver un frein moral qui bride la volonté humaine, impériale, royale ou parlementaire, lorsque cette volonté emportée par les passions, devient tyrannique. Ce frein de justice n'est autre que la loi de Dieu, interprétée par l'Église, son organe officiel. Seul, Dieu ne peut commander en despote parce qu'il est la vérité souveraine et la souveraine justice. On peut discuter sur le mérite respectif des formes gouvernementales, sur leur convenance relative à tel état particulier; mais au fond le pouvoir, individu ou assemblée, dégénérera toujours en tyrannie si, l'affranchissant des lois divines, vous proclamez sa souveraineté absolue. Cet axiome politique, les libéraux de la naissante Colombie se chargèrent de l'enseigner à Bolivar.

Pendant qu'il combattait pour l'indépendance, un homme qui lui devait ses titres militaires et civils, administrait la Colombie en qualité de vice-président de la république. Le général Santander, démocrate comme Bolivar, entendait autrement que lui la souveraineté du peuple. Bolivar eût volontiers laissé l'Église vivre librement dans l'État libre; mais son lieutenant, en vrai

sectaire, pensait que, si l'État est souverain, il doit dominer l'Église et même la briser, pour peu qu'elle résiste aux ukases des majorités parlementaires. Ainsi du reste le veut la logique : la Révolution, basée sur le satanique principe de la souveraineté absolue de l'homme, doit fatalement persécuter l'Église, laquelle n'abdiquera jamais la souveraineté qu'elle tient de Dieu.

Mais, au sein des populations essentiellement catholiques, comment créer dans les chambres une majorité hostile à l'Église? Santander n'ignorait sous ce rapport aucune des manœuvres européennes. D'abord, il établit à Bogota une loge de francs-maçons, qu'on décora, pour ne pas effaroucher le peuple, du beau nom de « Société des lumières ». On y donnait aux naïfs des leçons d'anglais et de français, puis on les enrégimentait dans la secte, qui bientôt fut très en vogue. A côté de Santander déclaré Vénérable, et des ministres, grands dignitaires de la loge, figuraient des généraux, des commerçants, des avocats, des prêtres, et même des religieux plus ou moins libéralisants. On y banquetait, on invectivait contre l'Espagne, l'Inquisition, l'intolérance des papes, la domination du clergé. « La religion ferait de grands progrès, disait-on à ces apprentis, si le clergé se désintéressait de la politique. » Pour répandre dans le peuple le poison élaboré dans les loges, les journaux de la secte se mirent à saper tous les principes sociaux, à dénaturer l'histoire et à vilipender chaque jour les gens de bien et les membres du clergé. Ces disciples de Voltaire avaient appris de leur maître qu'à force de mentir on finit par infiltrer le mensonge dans les esprits. Se croyant alors en mesure de dresser contre l'Église le formidable engin de la souveraineté du peuple, Santander insinua que pour donner à la Colombie un code vraiment libéral qui l'émancipât à jamais de sa trop longue servitude, les électeurs devaient écarter

du congrès les réactionnaires, les fanatiques, les partisans occultes du gouvernement déchu. Appuyées de savantes manœuvres électorales, ces perfides déclamations produisirent un tel effet que ce peuple catholique députa, pour lui fabriquer sa constitution, une imposante majorité de francs-maçons.

C'était en 1821, alors que Bolivar, plus préoccupé de battre les Espagnols que de légiférer, entreprenait sa grande expédition de l'Équateur et du Pérou. Les constituants se réunirent à Cucuta sous la direction de Santander. Toujours dans les actes législatifs précédents, figurait un article déclarant la religion catholique religion de l'État à l'exclusion de toute autre. Le congrès biffa cet article sous l'hypocrite prétexte qu'une pareille mention n'a point de raison d'être dans un pays catholique. En vain la minorité démasquait-elle un sophisme qui voilait mal les desseins des francs-maçons : ceux-ci votèrent la suppression et expulsèrent même du congrès le docteur Banos qui refusa d'apposer sa signature au bas d'une constitution « entachée d'un vice capital ».

On n'avait plus à se gêner avec une religion dont les droits étaient exclus de l'acte constitutionnel. Le congrès vota l'abolition de l'Inquisition et de l'*index* ecclésiastique, et attribua au gouvernement la censure des livres et des journaux. En preuve de son respect pour l'Église, Santander autorisa immédiatement la publication des œuvres de Voltaire, Rousseau, Diderot, Bentham, sans compter bon nombre de pamphlets immoraux et impies. Il ne recula pas même devant l'organisation d'un schisme. Pour des raisons graves, le Saint-Siège avait accordé aux monarques espagnols des privilèges très étendus relativement à la nomination des dignitaires ecclésiastiques, ainsi qu'à l'administration de leurs biens et revenus, privilèges connus sous le nom

de patronat royal. Évidemment ces concessions gracieuses, octroyées aux rois catholiques, disparaissaient avec la royauté, et l'Amérique républicaine retombait dans le droit commun. Le congrès prétendit, contre toute justice, hériter des rois d'Espagne ces droits et privilèges. On eut beau s'élever contre cette prétention schismatique : la majorité franc-maçonne ne s'en déclara pas moins investie du droit de patronat. Elle compléta l'œuvre de destruction en substituant dans les écoles un enseignement impie à l'enseignement traditionnel. Sous prétexte de faire oublier les erreurs apprises durant les siècles de servitude, le congrès imposa aux facultés universitaires et même aux séminaires un nouveau plan d'études. On introduisit dans tous les cours des auteurs dangereux, quelques-uns ouvertement impies, comme par exemple Bentham, le professeur d'athéisme et de matérialisme. Malheur à qui osait critiquer ce favori de Santander! Le docteur Margallo fut jeté en prison pour avoir flétri du haut de la chaire cet enseignement impie, devenu officiel et obligatoire.

Quatre ou cinq ans de ce régime mille fois plus tyrannique que l'absolutisme royal suffirent pour exaspérer les populations. Les plus acharnés défenseurs de la Révolution, comme Restrepo, l'historiographe de la Colombie, sont obligés d'en convenir. « La législation imposée par le congrès, dit cet ami de Santander, dérogeait à des habitudes séculaires, faisait table rase des us et coutumes, ainsi que des préoccupations religieuses de la nation, en un mot constituait une anomalie complète avec les mœurs du pays. Aussi la simple annonce d'une nouvelle session parlementaire jetait-elle l'effroi dans le peuple, comme si on lui eût prédit un ouragan ou un tremblement de terre. De fait, ces congrès, presque exclusivement composés

d'avocats et de jouvenceaux farcis des théories françaises, ne se préocupèrent que d'acclimater en Colombie les doctrines de Voltaire et de Rousseau [1]. »

Si encore, en échange de leurs blasphèmes et de leurs impiétés, les persécuteurs de l'Église avaient travaillé à la prospérité matérielle du pays! Mais, depuis quinze ans, ils avaient accumulé plus de ruines que l'Espagne en trois siècles. La Colombie devenait un enfer d'où l'ordre était banni. Plus de lois protectrices du foyer, des personnes, des propriétés; le brigandage militaire sous toutes ses formes; les maisons pillées, les couvents transformés en casernes, les églises profanées; des razzias de jeunes gens opérées à main armée sur les places publiques; des provinces entières, comme celle de Pasto, livrées à l'extermination pour cause de royalisme : des exécutions de huit cents, de mille prisonniers; sur toutes les routes, comme dans les villes et les villages, des bandes de soldats en guenilles, perdus de vices, vivant de rapines, excitant le mépris et le dégoût par l'excès de leur immoralité et de leur impiété : voilà le spectacle déshonorant qu'offrait ce malheureux pays. La guerre, la guerre toujours, et par suite plus d'agriculture, plus de commerce, plus de travail, mais des corvées écrasantes, des contributions forcées, la misère partout, la banqueroute en perspective, la ruine infaillible.

Rongé, corps et âme, par cette bande de vautours, le peuple souverain se mit à pousser des cris qui retentirent jusqu'à l'oreille de Bolivar, au moment où il descendait de son trépied du Potosi, encore tout enivré de sa victoire sur les tyrans et tout fier du cadeau qu'il avait fait à l'Amérique, en la dotant du système parlementaire. Agriculteurs, commerçants, prêtres, magis-

[1] Restrepo, *Historia de la Colombia.*

trats, maudissaient le nouveau régime et demandaient un sauveur. Arrivé à Lima, les doléances de son peuple lui parvinrent plus nombreuses et plus vives. Après avoir chassé les Espagnols, il lui restait, disait-on, à débarrasser le pays des tyrans libéraux et de leur exécrable constitution. Les uns lui conseillaient de restaurer la royauté; les autres, de ceindre lui-même la couronne sous le nom d'empereur des Andes. Son brave Paëz, qu'il avait nommé gouverneur du Vénézuela, ennemi personnel de Santander, le sommait d'imiter Bonaparte au retour d'Égypte et de jeter à la porte tous les idéologues du congrès. C'était l'agonie. Sous l'empire du mécontentement général les éléments divers dont se composait la Colombie se désagrégeaient : Paëz travaillait à séparer le Vénézuela de l'Union, d'autres ambitieux agitaient les provinces de l'Équateur; la dislocation et la mort s'annonçaient à bref délai. Malgré sa haine pour Bolivar, haine dont il avait donné bien des preuves, Santander se vit obligé de faire appel comme les autres à la puissante intervention du Libertador : « Venez, lui écrivait-il, venez vite, président de la république, libérateur du pays, père de la patrie! Premier soldat de la liberté, premier sujet de la constitution, vous prendrez le parti qui vous paraîtra le plus apte à sauver l'Amérique. La Colombie vous doit sa naissance et son éducation : à vous de la fortifier sous les suaves influences de la constitution. Menacé de mort à son berceau, l'enfant n'a que vous pour le sauver. »

Hélas! nous allons voir le vainqueur de la nature et de l'Espagne, vaincu lui-même par le faux principe dont il s'est fait l'esclave, se débattre en vain contre la tyrannie révolutionnaire. Au nom du peuple souverain, les Santandéristes vont coucher dans le même sépulcre Bolivar et la Colombie.

Bolivar connaissait à fond le mal dont souffrait son

pays. A la constitution anarchiste, antisociale et antireligieuse de Cucuta il eût voulu substituer le système bolivien : un président à vie investi de pouvoirs étendus, un sénat inamovible, une chambre élective, en un mot une sorte de royauté constitutionnelle, moins l'hérédité dans le chef de l'État. Ce moyen terme entre la vraie république et la vraie monarchie lui paraissait répondre aux exigences du tempérament américain, aux souvenirs du passé comme aux aspirations du présent. Le 25 mai 1826, il le déclarait nettement au général Paëz, qui voulait faire de lui un Napoléon : « La Colombie n'est pas la France, lui disait-il, et je n'ai ni la taille ni l'ambition de Napoléon. Je crois qu'au temps marqué pour la réforme des lois constitutionnelles, il faudra les améliorer notablement dans le sens du principe conservateur, mais sans sortir du système républicain. Je vous enverrai un projet de gouvernement élaboré pour la Bolivie, lequel réunit toutes les garanties de stabilité, d'ordre et de vraie liberté. Si vous l'approuvez, tâchez de former l'opinion dans ce sens : c'est le plus grand service que nous puissions rendre à la patrie. »

Pour opérer cette évolution, il comptait sur son influence, sur la sagesse d'un futur congrès, peut-être aussi sur un reste de dévouement patriotique de la part des Santandéristes; mais il prétendait ne pas sortir de la légalité pour imposer ses vues. Au mois de septembre 1826, il arrivait à Guayaquil, en marche sur Bogota. Les autorités des trois départements de l'Équateur le supplièrent de prendre en main le pouvoir dictatorial, nécessaire, à leur avis, pour combattre avec succès les anarchistes de la Colombie et les révoltés du Vénézuela. Enchaîné par son principe de la souveraineté des majorités, Bolivar répondit « que la légalité suffisait pour sauver le pays et qu'il ne voulait pas entendre

parler de dictature ». Puis, dans une proclamation aux Colombiens, il poussait ce cri plutôt d'un père que d'un maître : « Le bruit de vos discordes est arrivé jusqu'à moi. Je viens à vous, avec une branche d'olivier à la main. Cessez vos funestes dissensions, ou bientôt la mort, succédant à l'anarchie, planera sur des déserts et des ruines. »

Les libéraux de Bogota, Santander en tête, se moquaient bien de sa branche d'olivier. Afin de paralyser d'avance les efforts du réformateur, ils invectivèrent dans leurs journaux contre le despote « qui brûlait de ceindre la couronne et d'imposer au peuple la charte d'esclavage dont il avait doté la Bolivie ». Santander échauffa si bien ses avocats, ses étudiants, sa populace, que Bolivar, après cinq ans de triomphe et d'ovations à travers l'Amérique, fut reçu comme un ennemi dans son propre pays. Aux portes de la capitale, l'intendant du département, entouré de la municipalité, crut devoir le haranguer sur le respect dû à la constitution et sur le devoir qui s'imposait à tous de garder les serments prêtés. Indigné d'une telle audace, Bolivar répondit « qu'en arrivant en Colombie à la tête d'une armée couverte de lauriers, il avait droit de s'attendre à des félicitations et non à d'intempestives rodomontades sur la constitution et les lois ». Un peu plus loin, il lut sur un écriteau gigantesque ces mots significatifs : « Vive la constitution pour dix ans! » Au palais, le vice-président Santander le complimenta sur ses triomphes militaires, déclarant « que lui, Santander, avait mis sa gloire, pendant ces cinq années, à gouverner selon la loi. Du reste il serait toujours l'esclave de la constitution et grand admirateur de Bolivar ».

A ces démonstrations, le Libertador comprit la nécessité de tenir dans l'ombre, au moins pour le moment,

son plan de réforme. Il parla d'indépendance, de l'armée, de l'union, de la volonté nationale « souveraine et infaillible, » et enfin de la constitution, « le livre sacré, l'évangile du peuple colombien ». — « On m'accuse d'aspirer au trône, ajouta-t-il : on devrait savoir que le nom de Libertador me suffit, et que je n'aspire pas à descendre. » Là-dessus, il reprit sa glorieuse épée, et partit au Vénézuela pour ramener de gré ou de force les séparatistes à l'union.

En applaudissant aux déclarations libérales de Bolivar, les Santandéristes n'ignoraient pas sa pensée intime sur leurs lois exécrables, ni son grand désir d'une revision. Ils l'avaient appelé pour mettre Paëz à la raison, mais avec la volonté bien arrêtée de renverser leur sauveur quand ils n'auraient plus besoin de son appui. A peine eut-il quitté Bogota que les journaux recommencèrent à hurler contre le tyran et à cribler de leurs sarcasmes la constitution de Bolivie. Pour monter les têtes, Santander publia une adresse au président, signée par un grand nombre d'habitants et de fonctionnaires de Bogota, dans laquelle, au milieu des louanges plus ou moins venimeuses, on le suppliait de ne pas changer le système de gouvernement. A force d'intrigues, il parvint même à soulever contre Bolivar la division colombienne qui l'avait suivi au Pérou. Le colonel Bustamante et soixante-dix officiers, ses complices, emprisonnèrent leurs chefs, sous prétexte que la République était en danger, à Lima aussi bien qu'à Bogota. « Leurs chefs, disaient-ils, traîtres à la patrie, se faisaient les auxiliaires de Bolivar pour déchirer le pacte constitutionnel. » Au lieu de destituer l'auteur de cet indigne pronunciamento, Santander lui envoya ses félicitations, le remerciant du bon exemple qu'il avait donné. De pareilles manœuvres exaspérèrent tellement Bolivar qu'il résigna immédiatement ses pouvoirs. « On

parle d'usurpation tyrannique, écrivit-il au congrès en signifiant sa démission, on dit que tous mes pareils sont ambitieux : l'exemple de Washington aurait dû me protéger contre cette imputation. Je suis décidé à quitter le pouvoir, et je vous avertis que ma décision est irrévocable. »

Le congrès n'en examina pas moins la question de savoir s'il convenait, oui ou non, d'accepter la démission du président. Les Bolivaristes, ou partisans de la revision, opinèrent pour la négative, alléguant la nécessité d'un bras puissant et fort dans les circonstances difficiles où se trouvait la Colombie. Les Santandéristes, furieux, se prononcèrent pour l'acceptation : « Les Colombiens, disaient-ils, répugnent à l'esclavage ; il n'y a pas d'homme nécessaire ; et d'ailleurs pourquoi refuser à Bolivar un repos qu'il a si bien mérité? » Un député ajouta « qu'ayant l'honneur d'appartenir à l'espèce humaine, il voterait contre Bolivar, attendu que le code bolivien ne convenait qu'à des bêtes de somme ». Après ce coup de massue, on passa au vote, mais pourtant cinquante députés contre vingt-quatre refusèrent d'accepter la démission.

Les Santandéristes battus, Bolivar garda le pouvoir et convoqua une grande convention qui terminerait tous les différends en tranchant la question des réformes constitutionnelles. Toujours respectueux de la souveraineté nationale, il recommanda aux agents du gouvernement de proposer au choix des électeurs des hommes de probité et de patriotisme, puis de laisser à chacun sa liberté. Là-dessus, ces fonctionnaires se croisèrent les bras, pendant qu'une légion de Santandéristes dénonçaient aux villes et aux villages le tyran, l'usurpateur, l'ennemi de la patrie. Comme d'ordinaire, le peuple trompé prit parti pour les plus actifs et les plus audacieux, et députa à la convention une forte majorité

de Santandéristes. L'assemblée se réunit à Ocagna le 6 avril 1828. Toujours en campagne contre les insurgés, Bolivar adressa aux députés un message fortement motivé, sur la nécessité de fortifier le pouvoir exécutif. Après avoir énuméré les réformes qui lui paraissaient indispensables, il concluait en ces termes : « La patrie réclame un gouvernement juste et fort. Cinquante mille hommes morts pour sa délivrance vous demandent, du milieu des tombeaux et des ruines, que leur sang n'ait pas été inutilement versé ; et moi, qui ai voué un culte à ma patrie et à la liberté, je vous adjure de constituer un pouvoir capable de faire observer la loi et de rendre le peuple libre. N'oubliez pas que l'énergie de la force publique est la sauvegarde de la faiblesse individuelle, l'espérance des bons, et la terreur des méchants. »

L'assemblée écouta ce message dans un profond silence ; mais bientôt les Santandéristes vomirent un flot d'injures contre le dictateur, réclamant à grands cris sa déchéance. Santander avait du reste affirmé qu'il se ferait sujet du Grand Turc, plutôt que d'obéir à Bolivar. En présence de ce parti pris, la minorité refusa d'assister aux sessions, ce qui, faute du nombre requis pour délibérer, entraîna la dissolution de l'assemblée. Les Santandéristes eurent beau affirmer avec leur Bentham « qu'en aucun cas on ne peut résister à la majorité, même quand elle légifère contre la religion et le droit naturel, même quand elle commande aux enfants d'immoler leur père[1], » on les laissa débiter leurs extravagances pour aviser un moyen de sauver la patrie.

La situation devenait très grave. Les libéraux parlaient d'exiler ou même d'étrangler Bolivar. Dans une pareille extrémité, le colonel Herran, chef du départe-

[1] *Traité de législation*, tome I, p. 298.

ment, convoqua une junte populaire, « à l'effet, disait-il, de sauver la République insultée par le Pérou, menacée par l'Espagne, et trahie par une assemblée qui refusait au Libertador les pouvoirs nécessaires pour remplir sa mission ». Le peuple décréta d'emblée la dissolution du congrès et la dictature temporaire du président. Aussitôt le conseil d'État, les autorités civiles et militaires se rallièrent à la junte, et Bolivar rentra dans la capitale au milieu d'un peuple en liesse. Il consentit à prendre le pouvoir jusqu'au 2 janvier 1830, date fixée pour la convocation d'un nouveau congrès.

Mais la Révolution ne désarme jamais : ceux qu'elle ne peut abattre, elle les assassine. Un mois après leur échec, le 25 septembre 1828, vers minuit, une bande d'insurgés et de soldats mutinés assaillirent le palais présidentiel en vociférant contre le tyran. Déjà ils avaient forcé la porte et se dirigeaient, le poignard à la main, vers la chambre de Bolivar, lorsque celui-ci, réveillé par le tapage, s'enfuit par une issue secrète. Ayant ainsi manqué leur coup, les assassins furent enveloppés par la troupe et jetés en prison. On fusilla les plus coupables, et Santander lui-même, convaincu d'avoir trempé dans l'assassinat, fut banni.

Bolivar comprit alors la tyrannie révolutionnaire et la triste situation d'un peuple livré sans défense aux ambitieux et aux scélérats qui l'exploitent. Ne consultant que la justice et l'intérêt de la patrie, il dicta ces deux décrets : « Considérant 1° que l'impunité accordée aux criminels et aux pervers amènerait à bref délai la dissolution de l'État, je prends en main l'autorité dictatoriale que le peuple m'a confiée. Considérant 2° que les sociétés secrètes ont pour but principal de préparer les révolutions politiques et que le mystère dont elles se couvrent révèle suffisamment leur caractère nuisible,

j'ordonne la dissolution de ces sociétés et la fermeture des loges. » Afin de rétablir l'union intime entre l'Église et l'État, union qu'il avait appelée jadis l'arche d'alliance, il exhorta vivement le clergé à prêcher sans cesse la morale chrétienne, la concorde et la paix. « Parce qu'on a déserté les vrais principes, disait-il, l'esprit de vertige s'est emparé du pays. Pour neutraliser les doctrines criminelles dont on a saturé le peuple, il faut que les pasteurs prêchent à tous l'obéissance et le respect. » Enfin, persuadé que l'enseignement universitaire empoisonnait la jeunesse, il en ordonna la réforme complète, expulsa des écoles les auteurs dangereux, et y introduisit l'étude approfondie de la religion, « afin de fournir aux jeunes gens des armes contre les attaques de l'impiété et l'entraînement de leurs propres passions ».

Bolivar avait pour lui la raison, mais non pas la logique. L'homme de 1789 avait trop caressé, trop vanté, trop divinisé la Révolution, pour qu'elle se laissât finalement museler par lui. La mégère poussait des hurlements furieux; sous ses efforts, l'édifice colombien craquait de toutes parts, le Pérou menaçait même de l'envahir. En vain Bolivar se multipliait-il pour réparer les brèches, pacifiant en personne le Cauca soulevé, triomphant du Pérou par ses généraux Soucre et Florès : la date solennelle du 2 janvier 1830 allait le remettre en présence du peuple souverain.

Durant l'année entière, ses ennemis avaient employé les moyens les plus ignobles pour le discréditer auprès des électeurs. A force d'entendre dire que la dictature était le marche-pied du trône, le peuple s'imagina qu'en votant pour des partisans de Bolivar, il voterait le rétablissement de la royauté; et les Santandéristes triomphèrent sur toute la ligne. Outré d'une pareille ingratitude, brisé de fatigue, malade, Bolivar succomba sous

le poids du découragement et du chagrin. Ne voyant aucun moyen légal de résistance aux oppresseurs de sa patrie, il laissa dire et faire. A un ami qui lui proposait de rédiger un plan de constitution, il répondit qu'il avait déjà fabriqué trop de constitutions et qu'il abandonnait le congrès à ses inspirations. Dans une proclamation au peuple, il annonça que chacun restait parfaitement libre d'exprimer ses idées sur la forme comme sur le personnel du futur gouvernement; pour lui, sa décision irrévocable était de rentrer dans la vie privée. Son conseil d'État, d'accord avec les diplomates étrangers, projeta un instant de lui offrir la couronne, afin d'arracher la malheureuse Colombie aux ambitieux qui brûlaient de s'en partager les lambeaux; mais il menaça de quitter immédiatement le pouvoir si ce projet n'était point abandonné.

Le 15 janvier 1830, eut lieu l'ouverture du congrès. Aussitôt Bolivar envoya sa démission dans des termes qui ne laissaient aucun doute sur ses intentions. Après avoir déploré l'instabilité des institutions et l'anarchie qui en résultait, il déclara que ses fonctions politiques avaient cessé pour toujours. « Que mon dernier acte, ajouta-t-il, soit de recommander au congrès de protéger toujours notre sainte religion, cette source féconde des bénédictions du ciel, et de restituer à l'instruction publique, dont on a fait le chancre de la Colombie, ses droits sacrés et imprescriptibles. » Puis, d'un mot qui résumait l'histoire des vingt dernières années, il établit ce triste mais fatal bilan de la tyrannie révolutionnaire : « Concitoyens, je le dis, le rouge au front, nous avons conquis l'indépendance, mais au prix de tous les autres biens. » Sans tenir compte des instances du congrès qui le priait de garder le pouvoir jusqu'après le vote de la constitution et l'élection des autorités nouvelles, il fit part au peuple de sa retraite définitive. « J'ai servi

vingt ans, disait-il, en qualité de soldat et de magistrat. Durant cette longue période, nous avons reconquis la patrie, délivré trois républiques, conjuré bien des guerres civiles, et quatre fois j'ai remis au peuple, dans les congrès constituants, le pouvoir suprême qu'il m'avait confié. Aujourd'hui je crains d'être un obstacle à votre bonheur, et je me dépouille une dernière fois de la magistrature que je tiens de votre bienveillance. J'ai vu peser sur moi les soupçons les plus indignes, et cela sans pouvoir me défendre. Des hommes qui rêvent pour eux le pouvoir suprême n'ont pas rougi de me prêter des aspirations à une couronne qu'ils m'ont offerte plus d'une fois et que j'ai toujours refusée avec l'indignation d'un vrai républicain. Jamais, je le jure, l'ambition du trône n'a souillé mon âme. Colombiens, n'écoutez pas les calomnies de mes détracteurs. Au nom de la Colombie, je vous en conjure, entendez mon dernier vœu : restez unis, et ne devenez pas les assassins de la patrie. »

Le 8 mai, Bolivar partit pour Carthagène avec le dessein de passer en Europe. Des bords de la mer où il s'était rendu pour rétablir sa santé délabrée, il vit s'écrouler l'édifice qu'il avait bâti. Le Vénézuela s'organisait en république indépendante sous la présidence du général Paëz. Les trois départements de l'Équateur, Quito, Cuenca, et Guayaquil, brisant à leur tour la chaîne qui les attachait à la Colombie, se déclaraient autonomes sous les ordres du général Florès. Moins heureux qu'Alexandre, Bolivar assistait de son vivant au démembrement de sa grande république, dont ses officiers, jaloux les uns des autres, se disputaient les débris. On lui apprit bientôt que le maréchal Soucre, le vainqueur d'Ayacucho, son meilleur ami, avait succombé dans les sombres défilés du Cauca, lâchement assassiné par des rivaux. Ému jusqu'au fond de l'âme, le Libertador

s'écria : « C'est le sang d'Abel qu'ils ont versé! » Du reste ces Caïns commettaient à Bogota des infamies non moins révoltantes. Les étudiants s'amusaient à fusiller le portrait de Bolivar; les soldats libéraux insultaient ses amis, qu'on qualifiait de serviles. Le désordre prit de telles proportions que le général Urdaneta, s'étant rendu maître de la ville par un coup de force, institua un gouvernement provisoire dont le premier acte fut d'envoyer une commission à Bolivar pour le supplier de reprendre le commandement. « Une barrière de bronze, répondit-il, me sépare du pouvoir : la légalité. Je ne puis m'arroger une autorité dont un autre est investi. » Ses amis insistaient au nom de la patrie expirante : « Il n'y a plus de salut pour la patrie, répliqua-t-il : c'est ma conviction et mon désespoir. Tout est perdu, et pour toujours! Que peut un homme contre un monde? Et puis, il n'y a plus de patrie pour moi : les tyrans m'en ont chassé! »

Non seulement ils l'avaient chassé, mais ils l'avaient tué. Quelques mois de cette agonie morale suffirent pour le conduire au tombeau. Le 8 décembre, dans la ville de Santamarta, où ses amis l'avaient conduit pour réparer ses forces avant de prendre la mer, il se sentit défaillir. Averti par l'évêque que la mort approchait il reçut les derniers sacrements de la manière la plus édifiante; puis il dicta ses derniers adieux au peuple colombien : « Vous avez été témoins de mes efforts pour implanter la liberté là où régnait autrefois la tyrannie. Je n'ai cherché ni le repos ni la fortune, et j'ai quité le pouvoir quand j'ai cru n'avoir plus votre confiance. Mes ennemis ont abusé de votre crédulité pour détruire ma réputation et attaquer mon libéralisme, deux choses qui me sont plus chères que la vie. Victime de mes persécuteurs, je leur pardonne avant de mourir.

Et maintenant au moment de quitter ce monde, je vous

adresse mes derniers vœux pour la gloire et la consolidation de notre chère Colombie. Travaillez tous, je vous en conjure, à rétablir l'union : citoyens, en obéissant au gouvernement ; ministres de Dieu, en élevant vos prières vers le ciel ; soldats, en vous servant de votre épée pour défendre la société. Colombiens, ma dernière pensée est pour la patrie. Si ma mort peut contribuer à vous rendre plus unis, volontiers je descends au tombeau. »

Le 17 décembre 1830, il rendit le dernier soupir. Agé seulement de 47 ans, que de services Bolivar eût pu rendre à son pays sans les misérables qui empoisonnèrent sa vie et hâtèrent sa mort ! Du reste, fils de la Révolution, il devait s'attendre à être dévoré par elle : n'est-ce point le sort qu'elle réserve, comme Saturne, à tous ses enfants ?

VI

UN LIBÉRATEUR.

En dépit du glorieux titre de *Libertador*, Bolivar ne fut donc pas un vrai libérateur. S'il chassa de l'Amérique les tyrans qui l'opprimaient au nom de l'omnipotence royale, ce fut pour la livrer à une horde de tyranneaux qui l'écrasèrent au nom du peuple souverain ; s'il lui donna l'indépendance, « ce fut au prix de tous les autres biens, » comme lui-même l'avouait à la fin de sa carrière. Pour sauver l'Amérique, il fallait un autre Bolivar, assez fort pour chasser les révolutionnaires, assez chrétien pour remplacer la souveraineté du peuple par la souveraineté du Christ et les droits de l'homme par les droits de Dieu. Mais est-il possible

aujourd'hui de détrôner le peuple souverain pour replacer la société sur la base divine? Bolivar ne le pensait pas. En voyant les éléments de discorde qui bouillonnaient dans la fournaise, les hommes qui attisaient le feu, le combustible dont ils disposaient, son impuissance à réagir en faveur de l'ordre et de la religion, il prophétisa que les républiques nées du démembrement de la Colombie aboutiraient, comme la Colombie elle-même, à un épouvantable cataclysme. « L'Amérique est ingouvernable, disait-il peu de jours avant sa mort; travailler sur ces peuples, c'est labourer sur les flots. L'Américain n'a qu'une chose à faire : émigrer. Ces pays vont tomber sous les coups d'une populace sans frein, et passer ensuite aux mains d'imperceptibles rongeurs qui les dévoreront sans pitié comme sans vergogne. S'il se pouvait qu'une partie du globe retombât dans le chaos primitif, telle serait la dernière phase des révolutions américaines. Tout est perdu, et perdu pour toujours : que peut un homme contre un monde! »

De fait, tout le contient américain, du Pacifique à l'Atlantique, des plaines de La Plata aux forêts du Haut-Canada, exaltait la Révolution. Le Vénézuela, la Nouvelle-Grenade, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili, la République Argentine, érigés en États indépendants, avaient adopté dans ses grandes lignes la fameuse constitution de Cucuta, basée sur la souveraineté du peuple et sa subordination de l'Église à État. Le Brésil, avec sa monarchie parlementaire trop souvent dirigée par une majorité de francs-maçons, et, par delà les Antilles, la grande fédération des États-Unis exaltant les droits de l'homme et du citoyen, se trouvaient en parfait accord avec les républiques sœurs du Pacifique. Malheur à qui dès lors eût osé, sur le continent de Colomb, médire du peuple souverain, le grand dieu des deux Amériques, ou affirmer que l'Église est au-

dessus de l'État ; la loi évangélique, au-dessus des décrets du parlement !

L'ancien monde, infatué plus que le nouveau des conquêtes de 1789, tendait la main aux révolutionnaires d'outre-mer. Sous les noms barbares de sécularisation, de laïcisation, euphémismes qui signifient répudiation, les peuples européens n'ont-ils pas tous, comme les américains, brisé les liens qui les unissaient à Jésus-Christ et à son Église? S'il existe encore des princes chrétiens dans leur conduite privée, vous n'en trouvez plus un seul qui, en tant que législateur et chef d'État, accepte la direction de l'Église. On a remplacé le Dieu en trois personnes par cette divinité à sept ou huit cents têtes qu'on appelle le parlement, délaré le Sinaï moins respectable que la tribune des députés, et abrogé le Décalogue éternel pour lui substituer le Bulletin des lois. L'Europe entière en est là, aussi bien dans les monarchies que dans les républiques, à Londres comme à Paris, à Rome comme à Madrid. Les quelques empereurs encore debout devant le peuple souverain, mettent en avant, non pas la souveraineté de l'Église, mais leur propre omnipotence. Du reste, la démocratie entend bien les courber tous à ses pieds, vivants ou morts. Parlementarisme ou nihilisme, constitution ou dynamite : Sire, faites votre choix !

Ce n'est donc pas un monde, comme le disait Bolivar, ce sont les deux mondes qui se dresseraient devant l'homme assez audacieux pour replacer une nation dans son état normal, c'est-à-dire à genoux devant Dieu. Les partis qui divisent l'opinion se réuniraient en une armée compacte pour sauver le principe sacro-saint de la souveraineté du peuple, le palladium des sociétés modernes. Sans doute, libéraux et radicaux se font la guerre pour savoir qui gouvernera l'État, mais ils s'entendent à merveille pour proclamer la suprématie abso-

lue de l'État et son divorce avec l'Église. La seule différence entre ces frères et amis, c'est que les radicaux, par amour de l'État, voudraient tuer l'Église afin de se débarrasser à jamais de ses revendications, tandis que les libéraux consentent à la laisser vivre, sauf à la jeter en prison toutes les fois qu'elle oppose les lois divines aux ukases du peuple souverain. Il y a plus : ces principes rationalistes ont tellement pénétré l'opinion qu'on voit nombre de catholiques s'y rallier : chrétiens, l'Église est leur mère, ils consentent à lui obéir; citoyens, ils la regardent comme une étrangère dont ils n'acceptent pas la suprématie. Que l'Église catholique soit libre comme le protestantisme, le judaïsme, le mahométisme; mais que l'État soit libre aussi, et absolument indépendant. Ce droit moderne constitue pour ces politiques un progrès dans la civilisation, de sorte qu'on ne peut plus même travailler à rétablir le droit ancien sans mériter l'épithète de réactionnaire et de rétrograde.

Comment donc faire remonter le courant révolutionnaire à ce monde épris de 1789? La solution du problème qui désespérait Bolivar, apparaîtra plus difficile encore si l'on considère l'inanité des efforts tentés depuis un siècle pour désabuser les princes et les peuples. La première autorité de ce monde, l'Église, n'a pas manqué de s'opposer de tout son pouvoir aux envahissements de la Révolution. Chaque pontife en passant a jeté l'anathème à cette grande hérésie non moins antisociale qu'antichrétienne. Pie VI, dès 1791, flétrit « les prétendus droits de l'homme, la liberté absolue, les droit de professer n'importe quelle opinion religieuse, le pouvoir de penser, d'écrire et même d'imprimer arbitrairement en matière de religion ce qui plaît à chacun ». Pie VII reproche à Napoléon de rompre l'union de l'Église et de l'État en soumettant l'Église à l'escla-

vage des articles organiques. En 1814, à l'aurore de la Restauration il réprouve un projet de constitution dans lequel, au lieu de reconnaître les droits exclusifs de l'Église à la protection des lois, on autorise la liberté de conscience, et l'on promet appui et protection aux ministres de ce qu'on appelle *les cultes,* mettant ainsi au rang des sectes hérétiques et de l'impiété judaïque, l'Épouse immaculée du Christ[1]. « Les princes et les puissances, s'écrie Léon XII, sont établis de Dieu pour défendre la foi, protéger l'Église, et procurer par tous les moyens convenables la soumission aux Constitutions apostoliques. » Dans une Encyclique mémorable, Grégoire XVI condamne solennellement l'indifférentisme en matière de religion, et ne craint pas de qualifier de délire, « cette fausse et pernicieuse maxime qu'on doit procurer et garantir à chacun la liberté de conscience et la liberté absolue des opinions[2] ». De nos jours enfin, Pie IX et Léon XIII ont poursuivi l'erreur libérale jusque dans ses ramifications les plus éloignées. Le *Syllabus* a foudroyé ce naturalisme maudit qui prétend gouverner la société humaine sans tenir plus compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins sans faire aucune différence entre la religion vraie et les religions fausses. « Aujourd'hui comme aux siècles passés, lisons-nous dans ce célèbre document, il est expédient de déclarer la religion catholique religion de l'État à l'exclusion des autres cultes. La liberté civile de tous les cultes et le pouvoir accordé à chacun de manifester publiquement ses idées et ses opinions corrompt les mœurs, pervertit l'esprit, et propage le fléau de l'indifférence. Aussi le pontife romain ne peut ni ne doit se réconcilier ou transiger avec le progrès, le libéralisme

1. Lettre de Pie VII à Mgr de Boulogne, 29 avril 1814.
2. Encyclique *Mirari vos,* 15 août 1832.

et la civilisation moderne [1], » c'est-à-dire avec les principes de la Révolution. Résumant les définitions de ses prédécesseurs [2], le docteur du XIXe siècle, Léon XIII, les harmonise et les fait resplendir dans sa magistrale Encyclique *sur la Constitution chrétienne des États*, où la philosophie, le droit canonique et l'histoire prêchent d'un commun accord la nécessité de rétablir l'union entre le sacerdoce et l'empire, union qui a fait l'Europe, si l'on ne veut aboutir à d'épouvantables catastrophes.

Voilà donc le libéralisme d'État réprouvé par les papes comme attentatoire aux droits de Jésus-Christ et de son Église. Devant les anathèmes pontificaux, la Révolution a-t-elle reculé? Non. Les avancés ont rejeté le droit chrétien au nom de la thèse naturaliste, et les modérés l'ont déclaré de tout point inapplicable, vu l'hypothèse des divisions religieuses et politiques au sein desquelles se meut le monde moderne. Sans doute, on trouve encore des catholiques qui ne feront jamais leur deuil de la constitution chrétienne des États ; des politiques qui, tout en distinguant le fait et le droit, travaillent de toutes leurs forces à la restauration des vrais principes sociaux; mais, pour accabler ces revenants d'un autre âge, quelle rage et quelle entente de tous les partis! Peu s'en faut que ces champions du droit ne soient rendus responsables des maux qui désolent l'Église et le monde.

Nous étonnerions peut-être nos lecteurs en affirmant que l'instinct révolutionnaire l'emporte, dans les classes dirigeantes, non seulement sur l'esprit catholique que les pontifes tâchent en vain de réveiller, mais même sur l'instinct naturel de la conservation. Toujours pro-

1. Derniers articles du *Syllabus*.
2. Lire sur ce sujet l'Encyclique *Immortale Dei*, 1er novembre 1885.

phètes, les papes ont dépeint la Révolution comme le puits de l'abîme d'où jaillit, au milieu d'affreuses convulsions, la lave impure qui obscurcit le soleil. Convulsions de 1789 et de 1793, convulsions de 1800 et de 1815, convulsions de 1830 et de 1848, de 1852, et de 1870; déchirements intérieurs, pillages, incendies, commune de Paris; catastrophes militaires, telles que Waterloo et Sedan : la France s'agite comme une bacchante échevelée, ou plutôt comme le lunatique de l'Évangile. Elle aussi tombe du mal caduc depuis son enfance; c'est-à-dire depuis l'origine du droit révolutionnaire. Elle le sait, elle voit son état d'épuisement, de temps en temps elle jette un cri comme pour appeler l'homme qui pourrait la sauver de ses propres fureurs; puis, la crise passée, elle s'étourdit en poussant de nouveau des hourrahs frénétiques en l'honneur du progrès et la liberté. Deux faits, aussi étranges l'un que l'autre, prouvent jusqu'à quel point princes et peuples subissent la fascination du serpent révolutionnaire.

En 1852, à deux doigts de sa ruine, la France éperdue se jeta dans les bras de Napoléon III. Acclamé par huit millions de suffrages, Napoléon pouvait tout, puisqu'il osa restaurer l'empire; il recula cependant devant une restauration chrétienne de la société, ne se croyant pas de force à lutter contre l'Université, les sociétés secrètes, et l'opinion publique travaillée par ces deux formidables puissances. Le célèbre évêque de Poitiers essaya de lui donner du courage : « Ni la Restauration, ni vous, lui dit-il un jour, n'avez fait pour Dieu ce qu'il fallait faire, parce que ni l'un ni l'autre n'avez relevé son trône, parce que ni l'un ni l'autre n'avez renié les principes de la Révolution, parce que l'Évangile social dont s'inspire l'État est encore la Déclaration des droits de l'homme, laquelle n'est autre

chose que la négation des droits de Dieu. Notre constitution n'est pas celle d'un État chrétien et catholique. Notre droit public établit bien que la religion catholique est celle de la majorité des Français, mais il ajoute que les autres cultes ont droit à une égale protection. N'est-ce pas proclamer équivalemment que la constitution protège également la vérité et l'erreur? »

L'Empereur répondit par l'argument des faibles : « Croyez-vous que l'époque où nous vivons comporte cet état de choses et que le moment soit venu d'établir le règne exclusivement religieux que vous me demandez? Ne pensez-vous pas que ce serait déchaîner les mauvaises passions? »

L'Évêque avait d'autres idées, lui qui écrivait un jour : « Jamais je n'accepterai pour la France la nécessité absolue et définitive de ce qu'on appelle l'hypothèse, en haine de la thèse chrétienne. J'estime trop mon pays pour le croire irrémédiablement assis dans le mensonge. La France n'est point apostate à toujours. On ne parle ainsi qu'auprès d'un moribond désespéré ou d'un criminel incorrigible. » Cependant, ne voulant point entamer de controverse, il se contenta de cette prophétique réponse : « Sire, le moment n'est pas venu pour Jésus-Christ de régner : alors le moment n'est pas venu pour les gouvernements de durer [1]. »

Le second fait est plus caractéristique encore. En 1870, la Révolution mit à la porte l'homme qui avait tremblé devant elle : Napoléon eut le sort de Bolivar, et la France tomba dans cette effroyable anarchie qu'on appelle la Commune. Sur le point d'expirer, elle chercha un sauveur. Depuis un demi-siècle, au moment des grands périls, le noble descendant des rois de France, exilé par la Révolution, lui tendait la main par-dessus

1. *Le cardinal Pie*, par Mgr Baunard, tome I, pages 668-669.

la frontière. Cette fois encore, il se présenta pour prendre les rênes, mais comme roi très chrétien, comme fils de saint Louis. « L'avenir est aux hommes de foi, écrivait-il, à la condition d'oser dire à la Révolution triomphante ce qu'elle est dans son essence et dans son esprit, et à la contre-révolution ce qu'elle doit être dans son œuvre de réparation et d'apaisement. Je veux sauver la France, mais il faut que Dieu y rentre en maître pour que j'y puisse régner en Roi. » Les représentants de la France lui préférèrent un bourgeois révolutionnaire. Quand Thiers eut reconduit le pays sur le bord de l'abîme, le Roi cria encore : « Ouvrez, je suis le sauveur! — Abdiquez le vieux droit, lui cria-t-on de toutes parts, et prenez en main l'étendard de 1789. — Jamais, répondit-il, je ne serai le roi légitime de la Révolution. — Restez donc en exil; la France aime mieux retomber dans le chaos primitif que d'être gouvernée par un saint Louis. »

La conclusion qui semble s'imposer comme la résultante forcée de cet état des esprits, n'est-ce point celle de Bolivar : les peuples doivent périr parce qu'aucun homme au monde n'est assez fort pour les tirer des griffes de la Révolution? — J'écris ce livre pour protester contre cette conclusion désespérante et pourtant si logique en apparence. Non, la Révolution n'a pas tellement assujetti et abêti les peuples qu'un Hercule chrétien ne puisse encore les arracher à son joug pour leur rendre Jésus-Christ et son Église, et c'est précisément pour relever nos courages abattus que Dieu suscita, dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ce phénomène politique qui s'appelle Garcia Moreno.

Il y a dix ans, les journaux signalèrent la mort d'un personnage étrange. Il était président de la République de l'Équateur, un de ces États révolutionnaires que nous avons vus naître du démembrement de la Colombie.

Trente ans seulement après Bolivar, sans aucun respect pour les immortels principes, cet homme avait par un coup de force balayé les misérables qui s'engraissaient au dépens du peuple souverain, installé dans son pays un gouvernement aussi catholique que celui de saint Louis, et tiré la nation du chaos où elle expirait. En 1862, en dépit des libéraux et des émeutiers, il signait un concordat qui restituait à l'Église son entière liberté, et, en 1867, une constitution destinée à faire de son peuple, au milieu des nations sans Dieu, le vrai peuple du Christ. En 1870, il eut la hardiesse de protester seul contre l'envahissement des États pontificaux, alors que, par la reconnaissance officielle d'un pouvoir usurpateur, les rois se faisaient les complices des brigandages italiens; il obtint même du congrès, en 1873, un subside national en faveur du pontife captif et dépouillé. En même temps, il consacrait la République au Sacré-Cœur de Jésus, et ordonnait de placer aux frais de l'État dans toutes les cathédrales une pierre commémorative de ce grand événement. Dans un pays pauvre et ruiné, il trouva moyen de réaliser en dix ans, au point de vue matériel et intellectuel, des prodiges tels que l'imagination la plus audacieuse n'eût osé les concevoir. Naturellement les démocrates qu'il avait évincés du gouvernement, et même les théoriciens de l'Église libre dans l'État libre firent rage contre lui; mais son bras de fer les écrasa toutes les fois qu'ils ouvrirent leurs serres pour ressaisir leur proie. Enfin, comme le peuple, reconnaissant envers son bienfaiteur, venait de lui confier une troisième fois la suprême magistrature, sa mort fut décrétée dans les loges maçonniques. Il l'apprit, et écrivit au pape cette parole sublime : « Puissé-je être jugé digne de verser mon sang pour la cause de l'Église et de la société! »

Dieu l'en jugea digne : le 6 aout 1875, il tomba sous

le poignard de la Révolution. Sa dernière parole fut le cri du martyr : « *Dios no muere*, Dieu ne meurt pas! » A l'Équateur, des jours de deuil et de désespoir suivirent l'exécrable assassinat. En Europe, aussi bien qu'en Amérique, retentit le nom à jamais mémorable de Garcia Moreno. Pie IX éleva une statue au nouveau Charlemagne dans cette Rome dont il avait si noblement revendiqué les droits, et le congrès de l'Équateur lui décerna ce solennel hommage :

« Considérant que l'excellentissime seigneur don Gabriel Garcia Moreno, par sa puissante intelligence comme par ses hautes vertus, a mérité d'occuper la première place entre tous les enfants de l'Équateur;

« Qu'il a consacré sa vie et son génie à la régénération et à la grandeur de la République, en basant les institutions politiques sur le fondement solide du principe catholique;

« Qu'avec la magnanimité des grands hommes, il affronta sans crainte la diffamation, la calomnie et les sarcasmes impies, donnant ainsi au monde l'exemple unique d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir;

« Qu'il aima la religion et la patrie jusqu'à souffrir le martyre pour elles, léguant à la postérité une mémoire illustrée de l'immortelle auréole dont le ciel couronne les vertus héroïques;

« Qu'il combla la nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et religieux;

« Et qu'enfin la nation doit gratitude, honneur et gloire aux citoyens qui, sous l'inspiration du plus pur patriotisme, savent ainsi l'ennoblir et la servir :

« L'Équateur, par la voix de ses législateurs, donne à Garcia Moreno le titre de *Régénérateur de la patrie* et de *Martyr de la civilisation*. Afin de recommander ce

noble héros à l'estime et au respect de la prospérité, il lui sera élevé une statue en marbre, portant cette inscription : « A l'excellentissime Garcia Moreno, le plus grand des enfants de l'Équateur, mort pour la religion et la patrie, la République reconnaissante[1]! »

Il est donc possible de vaincre la Révolution et d'arracher les peuples à ses mortelles étreintes, puisque Garcia Moreno, dans cette Amérique anarchiste qui désespérait Bolivar, l'a tenue quinze ans frémissante a ses pieds. Seulement, pour délivrer les peuples de cette robe empoisonnée dont la Déjanire de 1789 les a revêtus, il ne faut point qu'Hercule, je veux dire Bolivar, porte lui-même la tunique dévorante; autrement, il mourra comme son peuple dans les convulsions d'une affreuse agonie; il faut un Hercule chrétien, un Garcia Moreno, couvert de l'armure du Christ, c'est-à-dire des vérités sociales dont l'Église seule a le dépôt. Le vrai, le seul libérateur, c'est Jésus-Christ, parce qu'il est la vérité, et que la vérité seule peut délivrer les peuples : *Veritas liberabit vos.*

Seul de tous les chefs d'États, depuis le péché originel de 1789 et la déchéance des sociétés qui en a été la suite, Garcia Moreno a restauré le gouvernement chrétien et mérité le nom glorieux de *régénérateur de la patrie;* seul, au milieu des rois soliveaux, des princes décrépits, des vils flatteurs d'une vile populace, en dépit des calomniateurs et des assassins, *il a donné au monde le noble exemple d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir;* seul au milieu des tyrans et des anarchistes qui s'abattent tour à tour sur les peuples pour vider leur bourse, leur esprit et leur cœur, *il a comblé sa nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et reli-*

1. *Décret du Congrès,* 16 septembre 1875.

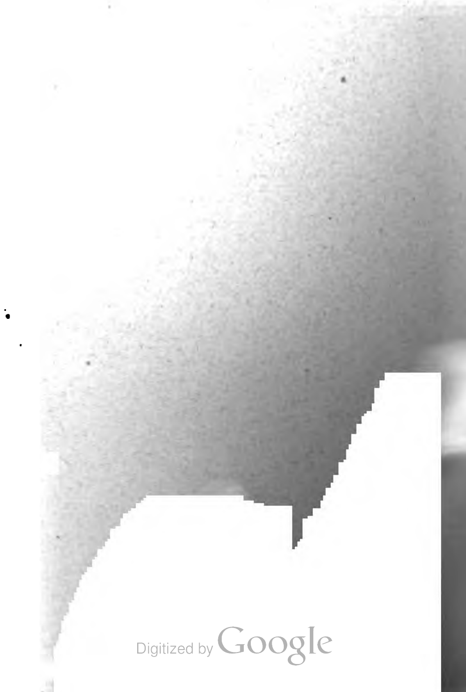
gieux; seul enfin, héroïque martyr de la civilisation catholique, il a donné son sang pour la noble cause qu'il a défendue : il apparaît donc comme le grand politique du dix-neuvième siècle, comme le type trop longtemps perdu d'un sauveur de peuples.

Voilà pourquoi nous avons cru que Garcia Moreno ne devait point comme un météore passer au milieu de ses contemporains, sans laisser de trace après lui. Ne pas mettre en lumière une telle personnalité, ce serait ravir à Dieu la gloire de ses œuvres, et à cet homme de Dieu l'immortalité, à laquelle il a droit, même sur cette terre. De plus, ce serait priver l'humanité d'un grand secours, car l'histoire de Garcia Moreno donne au monde une leçon providentielle, la dernière peut être avant le cataclysme que tout le monde prévoit et que lui seul a essayé de conjurer. Daigne le Dieu « qui ne meurt pas » rendre fécond le sang du noble martyr, et susciter sur sa tombe d'autres régénérateurs assez intelligents pour le comprendre, assez courageux pour l'imiter!

PREMIÈRE PARTIE

LE CHEVALIER DU DROIT

(1821-1856)



PREMIERE PARTIE

LE CHEVALIER DU DROIT

CHAPITRE I

PREMIÈRES ANNÉES

(*1821-1836*)

Garcia Moreno naquit à Guayaquil le 24 décembre 1821, six mois avant la prise de Quito par les troupes républicaines. Il reçut au baptême le nom de Gabriel, qui était celui de son père.

Il appartenait à une famille ancienne, aussi distinguée par sa noblesse que par ses mérites. Son père, don Gabriel Garcia Gomez, natif de Villaverde, dans la Vieille-Castille, avait fait de brillantes études à Cadix et travaillé quelque temps dans les bureaux d'un de ses oncles[1], lorsqu'il lui prit fantaisie de s'expatrier pour chercher fortune en Amérique. Sur la fin de 1793, il embarqua sur la frégate *Notre-Dame des Neiges* une importante cargaison dont il était propriétaire, et vint s'établir à Guayaquil, où il épousa la señora Moreno.

Doña Mercédès était fille de don Manuel Ignacio Moreno, chevalier de l'ordre de Charles III, et membre

1. Don Martinez de Aparicio, autrefois secrétaire de Charles IV.

inamovible de la municipalité de Guayaquil. Elle eut dans sa parenté deux hommes qui illustrèrent l'Église et l'État, son oncle, don José Ignacio Moreno, archidiacre de Lima, l'auteur très estimé des *Lettres Péruviennes,* ainsi que d'un essai *sur la Suprématie du Pape,* et son frère, don Michel Ignacio Moreno, promu par le roi d'Espagne à l'Audience de Guatemala. Ce dernier fut le père du cardinal Moreno, naguère archevêque de Tolède.

Les deux époux étaient dignes de leurs ancêtres par de rares qualités personnelles et surtout par leur invincible attachement à la religion catholique. Garcia Gomez, homme de foi, serviteur dévoué de l'Église, professait un souverain mépris pour ces faux indépendants qui visaient à s'affranchir, non seulement de l'Espagne, mais des habitudes religieuses dont elle avait pénétré ses colonies. D'un caractère doux et aimable, il savait au besoin montrer une intrépidité que tous admiraient. Pendant que les révolutionnaires criblaient de balles les maisons de son quartier, on le voyait paraître au balcon avec un calme imperturbable. En témoignage de leur estime, ses concitoyens le nommèrent procureur municipal. La señora Mercédès, son épouse, se signalait par la supériorité de son esprit, sa solide piété, la dignité de son caractère, et je dirai presque l'austérité de sa conduite. Aussi ardente royaliste que son mari, elle refusa jusqu'à la fin de sa vie d'illuminer et de pavoiser sa maison le jour de la fête de l'Indépendance, aimant mieux payer l'amende imposée aux contrevenants que de paraître se réjouir au souvenir d'une révolution.

Dieu récompensa les vertus de ces généreux chrétiens par une magnifique couronne d'enfants qui tous firent leur consolation et dont le plus jeune sera éternellement leur gloire. L'aîné se consacra au service des

autels. Le second, bien que laïque, fit une étude approfondie de la liturgie catholique. Le troisième, don Pedro Pablo Garcia Moreno, un des riches propriétaires de l'Équateur, aida son jeune frère, devenu président de la République, à réaliser ses grandes entreprises. Plus tard, témoin de l'ingratitude de ses concitoyens, il lui disait souvent : « Retire-toi n'importe où hors de l'Équateur, et puise dans ma bourse autant que tu voudras. » Mais don Gabriel répondait invariablement : « Dieu ne m'a pas créé pour faire le bien n'importe où, mais à l'Équateur. » Le quatrième fut Michel Garcia Moreno, que le président préposa plus tard à l'administration des salines de l'État. Homme intègre et habile, au lieu de profiter de sa position pour s'enrichir, il ne voulait pas même s'attribuer, comme ses prédécesseurs, les déchets[1] que la loi lui accordait. Don Gabriel avait aussi trois sœurs, Rosario, Mercédès et Carmen. Toutes trois ont été la joie et l'ornement de leur famille, l'honneur de la Vierge bénie, dont elles portaient les noms; toutes trois n'ont quitté la terre qu'après l'avoir édifiée par une vie sainte et irréprochable.

Gabriel Garcia Moreno fut le dernier rejeton de cette nombreuse et intéressante famille au sein de laquelle il puisa ces sentiments de foi vive, d'honneur chevaleresque, et surtout cette noble passion du devoir qui caractérisent sa vie entière. Du reste, pour mieux tremper son âme et la préparer au rôle exceptionnel qu'il lui destinait, Dieu prit soin d'ajouter aux enseignements de la famille les rudes leçons de l'adversité.

Par suite des révolutions incessantes qui bouleversaient l'Amérique, don Garcia Gomez essuya de grands revers de fortune. D'opulente qu'elle était, sa famille

1. Déchets du sel, *merma de la sal.*

tomba dans la médiocrité puis dans la gêne, et bientôt ce fut la pauvreté avec son cortège de privations d'autant plus pénibles qu'elles se dissimulaient à tous les yeux. Les deux époux en souffrirent surtout pour le petit Gabriel. Leurs aînés avaient terminé leur éducation, ils pouvaient prendre leur vol et se frayer un chemin dans le monde; mais qui s'occuperait du pauvre déshérité?

Dona Mercédès comprit la tâche que les circonstances lui donnaient à remplir. Elle se chargea de former l'esprit et le cœur de l'enfant, comptant sur Dieu pour son avenir. Entouré des soins les plus tendres, il s'habitua, sous la direction de cette bonne mère, à vivre dans la piété, l'amour du devoir et de la régularité, surtout à ne jamais se plaindre des peines de la vie. Dona Mercédès se fit de plus son institutrice assidue, et l'enfant profita si bien qu'à sept ans il savait parfaitement lire et écrire. Son intelligence trop précoce se développa aux dépens de ses forces physiques; il devint chétif et maladif, ce qui redoubla encore les sollicitudes maternelles. Le petit Gabriel, dont le cœur s'épanouissait au contact de cette noble femme, comprenait tous les sacrifices qu'elle s'imposait pour lui. Il aimait sa mère avec passion, et jamais il n'oublia l'admirable dévouement dont elle lui donna tant de preuves pendant cette période de sa vie. Plus tard en parlant de Guayaquil, la cité par excellence des révolutions et des pronunciamentos, il disait agréablement : « Je n'y connais que deux bonnes choses : ma mère et... la banane[1] ! »

Chose étrange! l'homme qui plus tard étonna le monde par son audace, se montra dans son enfance timide et craintif à l'excès. Les ténèbres, les tempêtes, les morts surtout lui causaient de mortelles frayeurs,

1. *En Guayaquil no hai sino dos cabezas buenas, la de mi madre y la... de platanos.* Intraduisible en français.

à tel point que son père, vrai chevalier sans peur, crut devoir employer les moyens les plus énergiques pour le guérir d'une pusillanimité qui l'inquiétait à bon droit. Un jour que l'ouragan ébranlait les maisons de la ville, il enferma dans un balcon l'enfant affolé, et le laissa seul s'accoutumer aux bruits du vent, des vagues et du tonnerre. Dans une autre circonstance, un cadavre gisait au milieu d'une chambre isolée; quatre cierges éclairaient seuls, au milieu de la nuit, la face du défunt; Garcia Gomez commanda au petit Gabriel d'aller, de ses mains tremblantes, allumer une bougie aux terribles veilleuses qui, bon gré mal gré, lui mirent devant les yeux le spectre redouté. Du reste, les événements dont Guayaquil fut le théâtre en ces temps troublés, n'aidèrent pas peu à dissiper ces terreurs imaginaires et initièrent l'enfant à la vie tourmentée qui l'attendait. On peut dire qu'il fut élevé au bruit de la fusillade et du canon. A peine âgé de neuf ans, sans avoir quitté sa ville natale, il avait passé par quatre nationalités successives. Sujet, à son entrée en ce monde, de la grande République colombienne, il devint, en 1827, membre de la *Republiquita* de Guayaquil, libre et indépendante; puis, citoyen du Pérou qui, dans sa lutte contre Bolivar, avait trouvé bon de s'annexer cette « perle du Pacifique ». Enfin, en 1830, lors des derniers déchirements de la Colombie, on l'improvisa citoyen de la République de l'Équateur, constituée définitivement en état souverain. Ces changements à vue, fruits d'insurrections de caserne ou d'invasions triomphantes, ces hordes qui passaient et repassaient en hurlant contre les tyrans, ces bombardements dont la ville était sans cesse menacée, familiarisèrent l'enfant avec les révolutions, les coups de main, les dangers de tout genre, et contribuèrent sans doute à doter son âme de cette insensibilité stoïque qu'on remarqua

bientôt en lui, même dans les conjonctures les plus périlleuses.

A cette époque, un nouveau malheur, plus grand que tous les autres, acheva de désoler l'enfant et sa mère : Garcia Gomez fut ravi à leur amour au moment où son appui devenait plus nécessaire que jamais. C'était le temps pour le jeune Gabriel de fréquenter les écoles, d'apprendre les langues, et d'acquérir cette science dont son âme avait déjà soif. Or, la mort de son père, en privant la famille de son unique soutien, ne permettait plus à l'enfant d'aspirer à une instruction quelconque. Combien de fois, les larmes dans les yeux, il suivit du regard ses jeunes camarades plus heureux, mais inconscients de leur bonheur, quand ils allaient chercher la leçon du maître? Désespérée de cette pénible situation, Doña Mercédès n'avait d'autre ressource que de se plaindre au ciel, quand le Dieu qui compte les larmes des mères vint à son secours d'une manière inattendue.

Non loin de la maison qu'elle habitait alors, se trouvait un vieux couvent de Notre-Dame de la Merci. L'un des religieux de ce couvent, le P. Bétancourt, confident des secrètes anxiétés de la señora Mercédès, s'offrit à donner à l'enfant des leçons de grammaire. Au comble de la joie, le petit Gabriel se jeta sur le rudiment avec une véritable fureur. En dix mois, il acquit une connaissance approfondie de toutes les règles de la langue latine; en quelques années, il parcourut le cercle entier des études élémentaires. Le P. Bétancourt admirait dans son élève une singulière pénétration qui lui faisait saisir au premier coup d'œil les questions les plus difficiles, une mémoire qui tenait du prodige, une passion du travail qu'on rencontre rarement à cet âge, même dans les natures privilégiées. Il avait évidemment devant lui une intelligence

d'élite à exploiter; mais où trouver les ressources nécessaires pour lui donner la culture dont elle était susceptible?

L'enfant allait atteindre sa quinzième année. Son digne professeur ne pouvait continuer une éducation qui lui demandait trop de temps et d'efforts, et, d'un autre côté, Guayaquil ne possédait point alors de collège où l'on trouvât un enseignement complet. L'unique moyen d'arriver à la science était de se transporter à Quito pour fréquenter les cours de l'Université. En dépit des obstacles et des impossibilités, le jeune Gabriel décida qu'il continuerait ses études à l'Université. On eut beau lui remettre sous les yeux que jamais sa mère ne pourrait pourvoir aux frais d'un long séjour dans la capitale : rien n'ébranla sa volonté de fer. Les moyens lui restaient inconnus, mais il déclara qu'il arriverait au but. En attendant, il dévorait les livres.

A force de chercher, ce fut encore le P. Bétancourt qui triompha d'une difficuté en apparence insurmontable. Le vénérable religieux se souvint qu'il avait à Quito deux sœurs aussi bonnes et aussi charitables que lui, d'une fortune plus que modique, mais d'un cœur excellent, près de qui son jeune protégé trouverait, outre le logement et la nourriture, toutes les facilités pour suivre, sans frais et sans périls, les cours de l'Université. Les deux sœurs saisirent de grand cœur l'occasion d'être utiles à un jeune homme de brillant avenir, et il fut convenu qu'à la rentrée des classes, Garcia Moreno prendrait le chemin de la capitale.

Il quitta donc sa famille pour se rendre à Quito, au mois de septembre 1836. Il était au comble de ses vœux; mais comment peindre l'émotion douloureuse qu'il éprouva en disant adieu à sa mère tendrement aimée, à ses frères et sœurs, ses seuls amis en ce monde, et à ce bon religieux qui depuis plusieurs années, rem-

plaçait ici-bas le père que Dieu lui avait enlevé? Pour apprécier les angoisses de cette première séparation, il faut se rappeler que l'Amérique a conservé les mœurs patriarcales d'autrefois, et surtout la vie de famille avec sa douce tendresse, sa cordiale hospitalité, ses habitudes religieuses, sa naïve et franche expansion. Comment quitter sans déchirement de cœur le foyer tout embaumé de ces purs et nobles sentiments?

Mais à quinze ans on sèche vite ses larmes, surtout quand on entreprend un long voyage avec l'inconnu devant soi. Seul avec les rudes muletiers auxquels on l'avait confié, insensible aux fatigues et aux périls du voyage, le jeune Gabriel s'élança plein d'ardeur sur cette route de Guayaquil à Quito, dont les accidents aussi variés que pittoresques exaltent l'imagination des touristes les plus blasés. De ce beau fleuve Guayas qui l'entraînait vers la *tierra fria*[1], il voyait se rapprocher les cimes neigeuses des Andes, ces géants qu'il avait contemplés de loin, au milieu desquels il allait maintenant habiter. Des hauteurs du Chimborazo, il envoyait une dernière pensée à sa chère cité de Guayaquil, ensevelie au loin dans les brumes de l'Océan, puis ses idées se concentraient sur la vieille capitale des Incas, le pays de ses rêves et de ses espérances.

A Quito il fut reçu à bras ouverts par ses nouvelles mères, tout heureuses de faire retrouver sous leur toit à cet étudiant, devenu leur enfant, les soins et les douceurs de la maison paternelle.

1. On distingue à l'Équateur la plaine maritime exposée aux ardeurs d'un soleil brûlant, *tierra caliente*, et la région montagneuse naturellement plus froide, *tierra fria*. La plaine s'appelle *la costa* et la montagne *la sierra*.

CHAPITRE II

L'ÉTUDIANT

(1836-1840)

A l'encontre de beaucoup de jeunes gens obligés de quitter la famille pour le collège, Garcia Moreno envisageait la salle d'étude, non comme une monotone et ennuyeuse prison, mais comme une sorte de paradis terrestre où les élus seuls pouvaient pénétrer. C'est que, pure encore de toute influence vicieuse, son âme n'avait d'autre aimant pour l'attirer que le désir insatiable de savoir. Il s'y livra avec tout l'élan de ses puissantes facultés et d'un courage à toute épreuve.

On décida qu'avant d'aborder les études philosophiques, le jeune Gabriel compléterait ses humanités en suivant le cours supérieur de grammaire que professait à l'Université le docte Bonaventura Proano. Ce maître expérimenté eut bientôt apprécié le nouvel élève, qui d'un bond prit la tête de ses condisciples. Il admirait les éminentes qualités de son esprit, sa parfaite régularité, son ardeur au travail, mais par-dessus tout une fermeté de caractère qu'il n'avait jamais rencontrée dans un enfant de cet âge : aussi lui confia-t-il sans hésitation la surveillance des *transitos,* c'est-à-dire des galeries dans lesquelles les élèves se promenaient silencieusement en préparant leurs leçons avant l'heure des classes.

L'inspecteur de quinze ans ne trompa point les pré-

visions du maître. Bientôt les paresseux, les étourdis, les délinquants habitudinaires et incorrigibles, durent compter avec lui. Par sa tenue sévère, son ton d'autorité, son regard d'aigle attaché sur le coupable, il acquit sur ses camarades un tel ascendant qu'il prévint presque toutes les infractions au règlement. Déjà on voyait poindre en lui cet esprit dominateur, qui ne souffrait ni observation, ni insoumission. Ennemi des lâches condescendances, il notait sans respect humain les auteurs du moindre désordre et les dénonçait aux sévérités des supérieurs. Un jour que les élèves travaillaient sous les yeux de leur Argus, les moins absorbés virent pénétrer dans la galerie deux personnages qui paraissaient fort désorientés et décontenancés de tomber en cette compagnie. C'était un pauvre tailleur français, attaché depuis peu à l'établissement, qui s'était fourvoyé avec sa fille au milieu de ces lutins sans pitié. L'étrange accoutrement des nouveaux venus, leur air passablement morfondu, furent salués par un gros éclat de rire, bientôt suivi de quolibets et de lazzis de toute espèce. Argus eut beau lancer des éclairs : toute la classe émancipée prit part au tumulte, sauf quatre imperturbables qu'aucun esclandre n'avait le don d'émouvoir. En pareil cas, il est prudent de faire l'aveugle et d'accorder aux coupables une amnistie intéressée ; don Gabriel n'eut pas même cette tentation : il dénonça le scandale, et les espiègles furent impitoyablement fouettés. On s'en souvint longtemps à Quito.

C'est aussi dans l'exercice de sa charge de surveillant qu'il donna la preuve de sa merveilleuse mémoire. Tous les jours, matin et soir, il faisait, sans consulter son registre, l'appel nominal par ordre alphabétique des trois cents élèves placés sous son inspection. Il savait même par cœur le nombre des points, bons ou mauvais, mérités par chacun de ses élèves.

Ainsi se passa cette première année d'études, excellente à tout point de vue pour don Gabriel. Il gagna l'estime de ses maîtres et même, malgré son inflexible rigidité, l'amitié de ses camarades, j'oserai presque dire leur respect. Bientôt il se lia d'une manière intime avec plusieurs d'entre eux dont les familles occupaient un rang distingué dans la capitale. Les parents avaient connu son digne père et sa vertueuse mère ; sans tenir compte de la position inférieure que les événements lui avaient faite, ils furent très heureux de voir leurs fils s'attacher à cet écolier d'avenir, aussi recommandable par ses vertus que par les nobles qualités de son esprit.

Le 1er septembre 1837, don Gabriel entra au collège San Fernando, pour y étudier la philosophie, les mathématiques et les sciences naturelles. Durant trois années, l'adolescent allait sucer le lait fortement sécularisé de l'*Alma mater*.

Jadis fondée par les Espagnols et pourvue par l'Église de l'institution canonique, l'Université de Quito avait joui dans l'Amérique du Sud d'une grande célébrité surtout par son dévouement aux doctrines thomistes. Mais, une fois émancipée de l'Espagne, l'Amérique avait cru devoir s'émanciper de l'Église et de son enseignement traditionnel[1]. L'ange de l'école, à Quito comme à Paris, ce ne fut plus saint Thomas, mais le novateur Descartes. Aussi demanda-t-on à grands cris la sécularisation, ou, comme on dirait aujourd'hui, la laïcisation de l'Université. De fait, excepté la théologie qui restait sous la direction de l'Église, toutes les facultés, lettres, sciences, droit, médecine, avaient été confiées à des laïques imbus des nouvelles doctrines. La

[1] Il est vrai de dire, que, même sous les derniers monarques espagnols, l'Université laissait à désirer en matière de doctrine. Sur les questions relatives à l'autorité civile, elle exhalait déjà une forte odeur de régalisme.



philosophie s'enseignait au collège San Fernando, propriété des dominicains, que le président Rocafuerte, grand sécularisateur, avait trouvé à sa convenance et baptisé sans plus de façons du nom de Collège national de l'Université. Fort heureusement les maîtres valaient mieux que les institutions, et le tempérament chrétien des élèves réagissait contre les influences de cette atmosphère viciée. Garcia Moreno échappa, lui, à tout danger, grâce aux fortes préoccupations qui dominèrent son âme dès cette époque de sa vie.

A cause de l'éminente supériorité dont il avait fait preuve durant ses humanités, le gouvernement lui octroya une des bourses dont il disposait à la condition de professer la grammaire, tout en assistant au cours de philosophie. Il continua aussi de surveiller les élèves avec plus d'autorité qu'un maître de discipline rompu au métier. On se demandait comment il menait de front ces différentes besognes et parvenait à éclipser ses émules; mais, ce qui attira surtout l'attention durant sa première année de philosophie, ce fut un progrès très sensible dans la piété. On le voyait assister aux exercices religieux avec plus d'assiduité et de ferveur, s'approcher chaque semaine des sacrements, et prendre à cœur, avec plus d'amour que jamais, tout ce qui pouvait contribuer au service de Dieu ou à la gloire de l'Église.

Son esprit était en ce moment envahi par l'idée que Dieu l'appelait à l'état ecclésiastique. Il lui paraissait beau de se faire soldat du Christ et champion de l'Église en ce temps de révolution où les braves auraient sans doute à livrer de rudes combats. Il s'en ouvrit un jour à l'évêque désigné de Guayaquil, Mgr Garaïcoa, qui se trouvait à Quito pour la cérémonie de son sacre. Connaissant la pieuse famille et les antécédents si honorables de son diocésain, l'évêque non seu-

lement l'encouragea dans ce qu'il croyait être sa vocation, mais vu les renseignements qui lui parvinrent de tous côtés, il lui conseilla même d'entrer immédiatement dans la cléricature. Quelques jours après le sacre, don Gabriel recevait de la main du nouveau pontife la tonsure et les ordres mineurs.

Dès ce jour il tint à honneur de porter la couronne cléricale et le collet distinctif des clercs. Déjà même il s'était procuré la soutane dont il devait se revêtir au jour où l'évêque lui conférerait les ordres majeurs. Ce saint habit était précieusement serré dans sa chambre, comme un signe extérieur destiné à lui rappeler sans cesse l'excellence et les obligations de son état. Il se trouvait bien parmi ses camarades quelques loustics disposés à plaisanter le jeune tonsuré, mais on n'allait jamais au delà de quelques quolibets inoffensifs dont il était le premier à rire : aucun n'eût osé pousser plus loin la pointe, car dès lors don Gabriel était le clérical qu'on n'attaque jamais en face sans avoir à s'en repentir.

Ce grand fait religieux domina cette première année de philosophie, marquée d'ailleurs par les plus brillants succès. Déjà sa mère, en vaillante chrétienne, le félicitait de sa détermination ; son frère aîné, alors curé de Monte Christi dans le diocèse de Guayaquil, s'offrait à pourvoir à tous les frais de son éducation ecclésiastique, lorsqu'une passion puissante, tyrannique, absorbante comme toutes les passions, vint l'arracher à ses préoccupations religieuses et captiver son âme.

A dix-huit ans, le jeune homme subit généralement une crise. Souvent d'ignobles instincts s'emparent de l'étudiant et le jettent, pieds et poings liés, dans l'égout de la volupté. Heureux ceux qui échappent aux enchantements de Circé, et ne se laissent point, comme les compagnons d'Ulysse, métamorphoser par elle en

animaux immondes. Trop élevée, trop pieuse aussi pour ramper dans le vice, l'âme ardente de don Gabriel se laissa dominer et comme posséder par la noble passion de la science.

Durant ces dernières années à Quito comme à Guayaquil, il avait attiré l'attention de ses maîtres par un amour extraordinaire de l'étude; mais ni ses facultés n'étaient assez développées, ni l'objet de son travail assez attrayant pour subjuger son âme. Aujourd'hui qu'à l'aide des notions élémentaires, il pouvait se mettre en rapport avec la vérité elle-même, contempler dans ses études philosophiques Dieu, l'âme, le monde matériel avec ses innombrables substances, descendre par l'analyse scientifique jusqu'aux éléments de ces êtres mystérieux, il entra pour ainsi dire dans une sorte de ravissement qui augmentait à chaque instant sa soif de connaître et de tout connaître.

Il visait en effet à une universalité de connaissances dont le besoin s'explique par la trempe particulière de son âme. Contrairement à ces spécialistes dans lesquels un don quelconque prédomine au détriment des autres, ses facultés également puissantes, parfaitement équilibrées, se prêtaient un mutuel appui. Intelligence d'une pénétration presque intuitive, raison vigoureuse et logique, mémoire facile et tenace, imagination brillante, âme de feu, il possédait cet assemblage de qualités départies par la Providence à certains hommes exceptionnels. Sollicité par chacune de ses facultés, il voulut tout savoir, tout creuser, tout approfondir, la littérature et l'histoire, la philosophie et les sciences exactes, les sciences naturelles aussi bien que l'éloquence et la poésie. De fait, il cultiva chaque branche de l'enseignement avec l'amour et l'acharnement d'un spécialiste. Doué d'une surprenante facilité d'assimilation, il alliait les études les plus contradictoires

et quelquefois s'y adonnait à la même heure. On le vit suivre les démonstrations d'un professeur, tout en lisant un livre traitant d'autres matières. Appelé inopinément au tableau pédagogique, il laissait sa lecture et poursuivait aussitôt l'opération commencée.

On comprendra maintenant que Garcia Moreno ait pu être à la fois orateur incisif, poète entraînant, polémiste vigoureux, homme d'État incomparable, mathématicien et chimiste sans rival. S'il eut dans ses études une prédilection quelconque, ce fut pour les mathématiques et la chimie. Pendant ses années de philosophie, il leur consacra la majeure partie de son temps et finit par dépasser ses maîtres, ce qui donnait lieu parfois à des anecdotes moins amusantes pour eux que pour leurs élèves. Dans un examen de mathématiques, comme personne ne trouvait la solution d'un problème, d'ailleurs très difficile, le docteur Angulo, professeur émérite, s'approcha du tableau pour faire lui-même sous les yeux des étudiants l'opération demandée. Et déjà il alignait les chiffres avec toute l'assurance que donne le savoir, quand tout à coup du groupe des spectateurs silencieux part une voix stridente : « Le professeur se trompe. » C'était la voix de Garcia Moreno. — « Je ne me trompe nullement, » répond le docteur un peu piqué. — Voulez-vous que je vous montre l'erreur? » réplique l'audacieux; et d'un bond il s'élance au tableau, saisit le crayon, signale la bévue du professeur, et résout le problème avec tant d'exactitude et de rapidité que tous les assistants éclatent en applaudissements. Un ingénieur français, le docteur Wyse[1], dont il devint bientôt l'ami, lui enseigna en ce temps les hautes mathéma-

[1] M. Sébastien Wyse fut appelé à l'Équateur en 1839. On lui doit une carte topographique du pays et plusieurs traités scientifiques très estimés.

tiques. Il avouait aussi que son élève le stupéfiait par la facilité avec laquelle il faisait les calculs les plus longs et les plus compliqués. Pendant que ce savant distingué cherchait la solution d'un problème au moyen des règles ordinaires, don Gabriel, par des méthodes personnelles et les ressources de sa prodigieuse mémoire, arrivait au résultat bien avant le maître.

Toutefois, même avec des aptitudes exceptionnelles, il est impossible de mener de front des études si nombreuses et si variées, sans se livrer à un travail excessif. Don Gabriel vivait comme un reclus au milieu de ses livres : pour lui ni fêtes, ni congés, ni sociétés, ni plaisirs d'aucune sorte. Il se reposait d'un travail plus sérieux par l'étude des langues étrangères, le français, l'anglais, l'italien, qu'il parlait avec aisance ; s'il se délassait avec quelques amis, c'était en commentant au milieu d'eux quelque ouvrage nouveau de littérature ou d'histoire[1]. La nuit, quand la ville entière était endormie, il veillait, à la clarté d'une pauvre lampe, courbé sur un volume de philosophie ou d'algèbre. Vaincu enfin par la fatigue, il enlevait de son lit matelas et couvertures et se couchait tout habillé sur les planches, pour ne pas s'exposer à prolonger son sommeil au delà des limites qu'il s'était fixées. A trois heures du matin il était debout et à l'œuvre. Si ses paupières se fermaient malgré lui, il se lavait le visage ou passait de longues heures les pieds dans l'eau froide pour réveiller ses sens engourdis. Ces excès longtemps prolongés lui occasionnèrent des maux d'yeux, des névroses et d'au-

[1] Dans ces lectures en commun, ses compagnons eurent bien souvent l'occasion de constater sa vaste érudition et la sûreté de sa mémoire. Il s'inscrivit un jour en faux contre une citation de Tacite par M. Nettement, et rétablit de mémoire ce qu'il disait être le vrai texte de l'historien romain. On ouvrit un Tacite et l'on vit, non sans ébahissement, qu'il avait raison.

tres désordres graves, dont il ne se débarrassa que par les traitements les plus douloureux.

Nobles excès que la raison condamne sans doute, mais qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, surtout quand on rapproche ces nuits de travail, ces nuits fécondes, de ces nuits infâmes où tant de jeunes gens usent leurs forces et abêtissent leur âme dans l'orgie et la débauche! Garcia Moreno avait vingt ans, il était libre, il n'avait à craindre ni les yeux, ni les reproches d'une mère qui vivait à quatre-vingts lieues de lui de l'autre côté des montagnes. Les passions, dont les jeunes gens se disent forcément esclaves, bouillonnaient aussi dans son cœur, mais à ces sirènes il opposait Dieu et la science. C'est alors qu'il écrivait des poésies, que ses compagnons n'ont point oubliées, et dans lesquelles on trouve cette strophe bien significative :

Je vis loin, oui, bien loin des beautés décevantes,
Loin de l'amour trompeur,
Loin des fêtes bruyantes,
Où trop souvent l'on rit en pleurant dans son cœur[1].

Le jeune homme aux mœurs sévères, à l'âme grande et pure, devinait le monde avec ses douleurs et ses hontes. Que l'Europe sortirait vite des six pieds de fange où elle est ensevelie, si tous ses quartiers latins possédaient dix étudiants de sa taille et de sa trempe !

Naturellement, avec de tels efforts, don Gabriel obtint dans tous ses cours des succès hors ligne. Son nom acquit une véritable célébrité dans la ville de Quito. Les professeurs le désignaient de préférence pour soutenir les thèses publiques, de sorte qu'on eut l'occasion à di-

1. Amores no quiero,
Hermosas muchachas,
Amores que solo
Dan penas al alma.

verses reprises de remarquer l'étendue de son savoir, l'inflexible logique de ses raisonnements, la finesse et la vivacité de ses réparties, et surtout son laconisme incisif et pénétrant, fidèle expression de son caractère. Pour ses maîtres comme pour le public, il fut dès lors bien établi, que, dans n'importe quelle carrière, ce jeune homme arriverait prochainement à jouer le premier rôle.

CHAPITRE III

L'AVOCAT

(1840-1845)

Avant d'aborder les études spéciales, don Gabriel dut penser au choix définitif d'un état de vie. Ses sentiments religieux n'avaient subi aucune altération depuis son entrée dans la carrière ecclésiastique ; mais son caractère, ses aptitudes, ses pressentiments, les conseils de ses maîtres et de ses amis, le poussaient vers un poste plus militant. L'avenir nous montrera que Dieu l'avait créé, non pour être prêtre, mais pour escorter le prêtre, l'épée à la main, c'est-à-dire pour être l'évêque du dehors, selon la belle expression de l'empereur Constantin. Garcia Moreno ne devinait point encore cette mission; il s'y prépara néanmoins en se décidant à suivre le cours de droit, acheminement à la vie publique et moyen de satisfaire sa noble passion de la justice.

Malheureusement, étudier le droit c'est de nos jours désapprendre souvent les notions du vrai et du juste, surtout quand il s'agit du droit social, politique et religieux. La Déclaration des droits de l'homme a purement et simplement biffé de nos codes les droits de Dieu, de l'Église, de la famille, principes fondamentaux de la société, pour concentrer tous les pouvoirs dans les

mains du dieu-État. En conséquence, dans les universités sécularisées par la Révolution, on a supprimé les chaires de droit naturel et de droit canonique comme n'ayant plus d'objet. Rien de plus logique, car si le peuple est l'unique souverain, il est aussi l'unique législateur, et le droit se trouve tout entier dans le Bulletin des lois : le droit naturel devient une fiction, et le *Corpus juris* un anachronisme. De là cette race d'avocats ignorants et impies qui, dans les deux mondes, oppriment l'Église et la société au nom d'une légalité absurde et souvent infâme. Pour un jeune homme désarmé, l'étude du droit n'est aujourd'hui que l'apprentissage systématique de la tyrannie.

Quand don Gabriel prit ses inscriptions à l'Université de Quito, la faculté de droit enseignait la suprématie absolue de l'État. Dans les rapports de l'Église avec le pouvoir temporel, elle investissait la république des franchises et privilèges accordés autrefois aux rois d'Espagne sous le nom de patronat royal, prétention évidemment schismatique, qu'aggravaient encore d'autres usurpations calquées sur nos articles organiques, par exemple le recours comme d'abus devant les tribunaux séculiers.

Un jeune homme de vingt ans, même aussi chrétien que don Gabriel, se soustrait difficilement à l'infection de ces doctrines corruptrices. Sans doute le bon sens naturel éclairé par la foi proteste instinctivement contre cette servitude de l'Église; mais comment réagir à cet âge contre l'autorité des auteurs, l'ascendant des maîtres, les institutions et la législation du pays? Avec son esprit investigateur, don Gabriel comprit vite qu'il y avait là des mystères à élucider, des compétitions à concilier. Toutefois, ne se sentant pas de force à débrouiller des questions aussi ardues, il fit comme tout le monde : il accepta les textes officiels sans se mettre

beaucoup en peine de les confronter avec les lois de l'éternelle justice.

Réduite à ces proportions, l'étude du droit n'est plus qu'une affaire d'emmagasinage : il s'agit de se bourrer la tête d'une formidable nomenclature de titres, de chapitres et d'articles. Don Gabriel n'eut qu'à mettre à contribution son incomparable mémoire pour éclipser tous ses rivaux ; encore réservait-il le meilleur de son temps à ses études favorites.

Ce qui caractérisa cette période de sa vie, ce fut le développement progressif de l'énergie morale dont il avait déjà donné tant de preuves. L'étudiant comprenait que, pour être un vrai justicier au milieu du monde, un jurisconsulte ne suffisait pas ; qu'il fallait un Bayard, un chevalier sans peur et sans reproche, décidé à briser toute opposition et toute insurrection pour arriver au triomphe du droit. Aussi travaillait-il, comme nous allons le voir, à devenir cet homme de fer dont parle Horace, qui ne broncherait pas même devant l'écroulement d'un monde[1].

Don Gabriel était alors un jeune homme accompli. De haute taille, d'une figure régulière et expressive, son âme se peignait dans sa physionomie. On voyait briller dans ses grands yeux noirs la flamme de son intelligence, et sur son large front une franchise et une loyauté qui lui gagnaient tous les cœurs. Ses brillants succès, son caractère ouvert, expansif même dans les conversations intimes, le faisaient naturellement rechercher de la société.. Jusque-là son idole, je veux dire la science, l'avait écarté des salons. S'il y paraissait quelquefois, c'était pour lier conversation avec les livres étalés sur la table, dont il feuilletait avidement

1. Justum ac tenacem propositi virum...
Et si fractus illabatur orbis
Impavidum ferient ruinæ.

les pages tout en répondant aux interpellations qui lui étaient adressées. Mais vers ce temps, soit lassitude d'esprit, soit diminution de ferveur, soit entraînement naturel à son âge, on s'aperçut qu'il prenait goût aux réunions plus ou moins mondaines et sacrifiait moins à ses chers livres. A Quito comme à Guayaquil, on ne trouve ni cafés ni théâtres, excepté quand une troupe d'infortunés comédiens, chassés de partout, se décide à escalader les montagnes pour dresser ses tréteaux dans la capitale durant quelques semaines; on passe les soirées au salon à dire ces mille riens spirituels qui font couler de longues heures sans qu'on s'en aperçoive. Invité partout, choyé de tous, don Gabriel se laissa prendre au charme des doux amusements, et le sauvage finit par s'apprivoiser. Il le voyait, il se reprochait ces heures perdues; mais une fois dans les liens du monde, comment les briser?

Pour couper court à toute tergiversation, l'étudiant prit une résolution héroïque : il se fit raser la tête comme un moine et s'enferma chez lui durant six semaines sans donner signe de vie. Rien de plus radical ni de plus efficace pour rompre une habitude. Mentor jeta Télémaque à la mer pour l'arracher à une enchanteresse : don Gabriel fut à lui-même son Mentor. On peut le qualifier d'original, on ne lui refusera pas la virilité de l'âme. Avis à ces jurisconsultes en herbe, moins assidus aux cours de droit qu'aux bals de barrières, aujourd'hui étudiants sans livres et demain avocats sans causes!

Fort contre lui-même, don Gabriel n'était pas moins intrépide quand il s'agissait de tenir tête à un adversaire. Chez lui l'énergie dégénérait alors en audace et quelquefois en violence. Un jeune officier l'apprit un jour à ses dépens. Dans une discussion avec l'étudiant il s'emporta jusqu'à le provoquer en duel. Oubliant

son devoir de catholique, l'étudiant releva le gant, et l'on prit jour pour une rencontre. Mais l'officier, trop prudent, conta l'affaire à son colonel qui tout naturellement le consigna à la caserne, la loi interdisant le duel sous les peines les plus sévères. Au jour et à l'heure convenus, don Gabriel se rendit sur le terrain; à sa grande surprise, l'adversaire si prompt à le défier ne parut point. Évidemment il s'était fait interner pour n'avoir point à combattre : l'étudiant furieux courut à la caserne, le traita de lâche, et, dans l'exaspération de sa colère, lui appliqua un vigoureux soufflet; puis, il quitta la place, laissant le bravache à ses réflexions. On applaudit à cet acte de violence; mais l'emportement n'est pas de la force, pas plus que le faux point d'honneur n'est de la dignité. Don Gabriel le savait mieux que tout autre; il avouait que s'il est beau de ne pas craindre l'homme, c'est une folie de ne pas craindre Dieu.

Il voulait arriver à cette intrépidité que rien n'émeut pas même l'imminence d'un péril grave, pas même la subite apparition de la mort. Et comme la nature, en pareil cas, excite dans l'âme des impressions instinctives dont la volonté n'est pas maîtresse, il essayait de se raidir contre ces mouvements indélibérés en se familiarisant avec le danger. Un jour qu'il se promenait à la campagne un livre à la main, il se trouva en face d'un énorme rocher qui formait une voûte naturelle sous laquelle les rayons du soleil ne pouvaient pénétrer. Profitant de cet abri pour prendre un instant de repos sans discontinuer sa lecture, il s'aperçut tout à coup que ce bloc gigantesque, suspendu au-dessus de sa tête, était presque entièrement détaché de sa base et pouvait à la moindre commotion le broyer dans sa chute. Mû comme par un ressort, il s'élança d'un bond hors de cette dangereuse caverne. Mais aussitôt, rou-

gissant d'avoir cédé à la peur, il retourna s'asseoir sous la roche branlante et y demeura durant une heure. Plusieurs jours consécutifs, afin d'assujettir l'instinct à la volonté il revint faire sa lecture au même endroit. Évidemment un homme de cette trempe ne reculera pas devant le poignard d'un bravo ni la fureur d'une assemblée.

L'expédition qu'il entreprit en 1845, de concert avec le docteur Wyse, peut-être la plus aventureuse qu'on ait jamais risquée par amour de la science, témoignera mieux encore de son audace. Il s'agissait d'explorer l'intérieur du Pichincha, le terrible volcan dont les éruptions ont fait plusieurs fois de la ville de Quito un monceau de ruines. En suivant un chemin plein de détours pour éviter les profonds ravins qui sillonnent les flancs de la montagne, ils arrivèrent après deux jours de marche à une altitude d'environ quatre mille cinq cents mètres, en face du cratère. L'immense cavité du volcan présente deux orifices semblables à deux entonnoirs, l'un à l'est, l'autre à l'ouest. Ils descendirent d'abord dans le cratère oriental, chargés de leurs instruments et accompagnés du seul indien qui eût osé les suivre, puis ils s'enfoncèrent dans le cratère occidental jusqu'à une profondeur de quatre cent quinze mètres. Ensevelis vivants dans ces abîmes, ils y passèrent plusieurs jours, au milieu de quartiers de roche mesurant jusqu'à quatre mètres de côté, et de soixante-dix soupiraux d'où s'échappait une fumée assez chaude pour brûler, assez épaisse pour asphyxier. Ces énormes rochers noircis par le temps, l'obscurité des cratères dans lesquels les rayons du soleil ne pénètrent que cinq ou six heures par jour, ces bouches volcaniques lançant des colonnes de fumée d'un gouffre de sept cent cinquante mètres de profondeur, le sifflement que produisent les gaz en s'échappant des cheminées,

semblable à celui qui jaillit de la soupape d'une machine à vapeur, tout donnait à ces cavernes un aspect mystérieux et terrible.

Après quatre jours d'exploration, ils quittèrent le fond du cratère occidental, mais l'ascension se fit péniblement à cause d'un brouillard très épais qui les empêchait de voir à dix pas devant eux. Pour comble de malheur, la pluie ne cessa de tomber durant toute la journée. A un moment donné, Garcia Moreno et l'indien échappèrent à la mort comme par miracle. Ils montaient un ravin et changeaient de direction lorsqu'un coup de tonnerre épouvantable retentit dans la hauteur, et aussitôt une nuée de gros projectiles s'abattit avec un fracas et un sifflement horribles à deux mètres de leurs têtes. Quelques pas de plus, et l'avalanche les emportait au fond du gouffre.

Vers cinq heures du soir, trempés par la pluie, brisés de fatigue et couverts de blessures, ils atteignirent le fond du cratère oriental. Force leur fut cependant de passer encore la nuit au fond du volcan, car leurs jambes endolories et engourdies refusaient de les porter. Ils prirent un peu de glace pour leur souper; puis blottis derrière un rocher, la tête entre les genoux à la mode des indiens, ils essayèrent de dormir. Au point du jour, lorsqu'ils se remirent en route, ils éprouvaient une telle difficulté à se mouvoir qu'ils crurent leurs membres paralysés et comme pétrifiés. Garcia Moreno courut encore à ce moment un grand danger. Tandis qu'il montait un plan très incliné, le pied lui manqua, et il glissa sur le dos la longueur de dix mètres, jusqu'à la rencontre d'une pierre contre laquelle il vint heurter. Enfin, après des fatigues et des peines inouïes, ils arrivèrent vers neuf heures au sommet du volcan[1].

1. Le compte rendu de cette exploration, signé Sébastien Wyse et

Au milieu de ces distractions scientifiques et des luttes politiques auxquelles son nom était déjà mêlé, don Gabriel avait achevé ses quatre années de droit, conquis à vingt-trois ans le grade de docteur, et commencé son stage au barreau sous la direction du savant jurisconsulte Joachim Henriquez. On connaîtra le jugement que portaient alors sur Garcia Moreno les hommes les plus compétents, et le prestige dont il jouissait à Quito, par le certificat qu'Henriquez signa de sa main le jour où son pupille, après quelques années de jurisprudence pratique, fut reçu dans l'ordre des avocats. Mettant en relief ses talents, déjà de notoriété publique, il s'exprime ainsi : « Ses conférences ne se bornent point à élucider une thèse ou à démontrer par de bonnes raisons les questions qu'il a entrepris de prouver : son rare jugement lui fait mettre le doigt sur toutes les réformes à introduire dans nos codes pour améliorer la procédure et arriver à une plus parfaite équité dans les arrêts. Sa constante application à étudier la jurisprudence, son tact exquis du bien et du juste, en font un maître distingué dans sa profession, un jurisconsulte éminent à qui l'on peut confier sans crainte le soin de défendre la propriété, l'honneur et la vie de ses semblables. En outre, chacun sait que Gabriel Garcia Moreno possède des connaissances très étendues en littérature et surtout des vertus très rares dont la République a le plus grand besoin. Le bien général, le progrès, la gloire de l'Équateur, voilà les idoles de ce noble cœur, et c'est à ces grands objets qu'il a

Garcia Moreno, publié par l'*Équatoriano* de Quito, puis par les *Nouvelles Annales des Voyages*, fut communiqué à l'Académie des sciences, le 6 juillet 1846. On le retrouve dans les *Lectures Géographiques* de C. Raffy, 1867. Laissant de côté la partie scientifique, qui est très remarquable, nous y avons puisé les détails qui intéressent l'histoire.

consacré jusqu'aujourd'hui ses travaux et ses efforts. »

Garcia Moreno exerça peu ses fonctions d'avocat : à la date de ce certificat si plein d'éloges, les affaires publiques absorbaient déjà son attention. Jamais cependant, il ne refusa d'aider le pauvre qui réclamait son appui, et c'est ainsi que le plus grand nombre de ses clients furent des malheureux dont il se constitua gratuitement le défenseur. La charité fut toujours sa vertu favorite : nous en citerons plus tard des traits sublimes.

Exemptes du verbiage ordinaire aux avocats, ses plaidoiries se distinguaient par leur clarté, leur concision, la vigueur du raisonnement et la fermeté des conclusions. Il pensait que l'orateur du barreau n'a pas pour mission d'embrouiller les causes, mais de les éclaircir. Il n'avait pas à surprendre la bonne foi du juge, estimant assez la profession de l'avocat pour ne point la prostituer à la défense de l'injustice. Jamais il n'eût consenti à plaider une cause mauvaise ou simplement suspecte : c'était chez lui une répugnance invincible. Le président du tribunal voulant un jour lui imposer d'office la défense d'un assassin notoire, il refusa net et se tira d'affaire par cette boutade : « Soyez sûr, monsieur le président, qu'il me serait plus facile d'assassiner que de défendre un assassin. » Il éconduisit de la même manière un Espagnol, procureur des procès nationaux qui, connaissant son grand talent, voulut le charger d'une affaire embrouillée et peu délicate. Après avoir examiné le dossier, don Gabriel refusa son concours, malgré les instances de son client, qui plaida quand même et perdit son procès. Le lendemain de sa déconfiture, il exhalait son mécontentement devant Garcia Moreno : « Si j'ai perdu mon procès, c'est votre faute! lui disait-il avec animation. — Vous l'avez perdu parce que votre cause était mauvaise, répondit l'avocat. — N'importe,

ajouta l'Espagnol, vous l'auriez rendue bonne, si vous l'aviez défendue. »

Cependant, malgré son amour passionné de la justice et sa scrupuleuse délicatesse dans le choix de ses causes, il y eut un jour où sa prudence fut en défaut. Nous avons parlé de l'enseignement universitaire sur les rapports de l'Église et de l'État : un procès scabreux dont Garcia Moreno ne craignit pas de se charger, lui fit toucher du doigt l'iniquité d'une telle législation.

Un ecclésiastique indigne avait surpris la bonne foi du jeune avocat au point de s'insinuer dans son intimité. Or, il arriva que l'archevêque de Quito, instruit de la conduite de son subordonné, le suspendit de ses fonctions. Au lieu de demander grâce, le malheureux prêtre protesta de son innocence avec tant de chaleur et d'apparente sincérité que, le croyant victime de fausses dénonciations, Garcia Moreno s'autorisa des lois existantes pour en appeler comme d'abus contre la sentence archiépiscopale. Il était tellement confiant dans la justice de sa cause que, durant une année entière, il soutint ce procès avec acharnement afin de forcer le prélat à lever l'interdit. Ce ne fut qu'après avoir obtenu la preuve irrécusable de l'indignité de son client, qu'il consentit à se désister.

La Providence permit cette malencontreuse aventure pour l'obliger à faire de sérieuses études sur le droit ecclésiastique et sur le virus révolutionnaire dont les modernes législations sont infectées. A cet esprit investigateur il ne put échapper que la loi du patronat, avec ses appels comme d'abus devant les tribunaux séculiers, consacrait tous les empiètements de l'État sur les droits et immunités de l'Église, et son cœur de chrétien dut gémir de voir sa divine mère traitée non comme une reine mais comme une esclave avilie, justiciable d'un tribunal laïque, exposée à ses condamnations !

En vertu de ces usurpations despotiques, lui homme de foi, catholique dévoué, avait traîné à la barre du pouvoir civil le premier représentant de l'Église dans son pays, avec la volonté de faire casser par la force les actes du ministère spirituel! Évidemment, comme il le disait plus tard en gémissant, il fallait attribuer cette erreur de sa vie à ce libéralisme antichrétien dont l'enseignement officiel lui avait inoculé le poison.

Comment ce jeune avocat, qui livrait consciencieusement son évêque au bras séculier, a-t-il pu se transformer en champion des droits de l'Église, jusqu'à détruire de ses mains cette loi du patronat, sur laquelle il appuyait ses revendications laïques? Comment le droit chrétien s'est-il révélé à son âme, alors que livres, magistrats, professeurs, hommes d'État, n'avaient pas assez d'anathèmes pour le foudroyer? Les événements auxquels il va coopérer et l'étude attentive de l'histoire seront les deux grands instruments de Dieu pour amener sa conversion.

Avant d'entrer avec lui dans l'arène politique, jetons un dernier coup d'œil sur sa vie intime. Depuis longtemps son esprit transcendant, sa conduite irréprochable, et le brillant avenir qui se dessinait devant lui avaient fait oublier son humble situation de fortune. Il lui était certainement permis d'aspirer à une alliance honorable dans les familles distinguées de Quito. Ses amis le lui disaient souvent; lui seul avait l'air de n'y pas penser.

Or, dans les premiers mois de 1846, il voyageait un jour à travers les montagnes pour se rendre à Guayaquil avec un de ses plus intimes amis. La nuit venue, ils s'arrêtèrent dans un *tambo*, espèce de hutte où l'on recueille les voyageurs. L'ami dormait profondément, quand tout à coup don Gabriel le réveille en sursaut et lui dit très sérieusement : « Sais-tu qu'il y a deux heures

j'ai contracté mariage? » Son compagnon lui demanda s'il avait le cauchemar. « Je te dis la vérité, reprit-il; j'ai laissé ma procuration en quittant la ville, et voilà deux heures que le contrat est signé. » Il avait conduit cette affaire, comme toutes les choses graves dont il s'occupait, sans laisser soupçonner ses intentions même à son meilleur ami.

Il épousait la señora Rosa Ascasubi, noble dame dont les ancêtres avaient été mêlés aux luttes de l'Indépendance. Ses deux frères, Manuel et Robert, vivaient en parfaite communauté de sentiments avec Garcia Moreno. Ils aimaient en lui l'ardent patriote, l'homme d'action qui deviendrait au besoin un chef de parti. Outre les biens de la fortune, la señora Rosa lui apportait beaucoup d'esprit et de dignité, et une parfaite conformité d'idées et de caractère avec l'homme dont elle allait partager les destinées. Jamais union n'eût été plus heureuse si les orages de la vie publique n'avaient bien vite troublé les joies intimes du foyer.

Mais, à cette date, Garcia Moreno avait déjà le pressentiment du rôle important que les circonstances et son amour du bien public allaient lui imposer. A ses amis qui le pressaient d'écrire l'histoire de l'Équateur, il répondit en souriant : « Il vaut mieux la faire. » En effet, son histoire va désormais se confondre avec celle de son pays. Toutefois, pour la comprendre et pour la juger, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rétrospectif sur l'Équateur et ses vicissitudes politiques de 1830 à 1845, c'est-à-dire depuis sa constitution en État indépendant jusqu'à la première révolution à laquelle prit part Garcia Moreno.

CHAPITRE IV

FLORÈS

(1830-1845)

La république de l'Équateur était née, nous l'avons vu, du démembrement de la Colombie, cette brillante mais éphémère création de Bolivar. L'enfant hérita du vice originel qui tua la mère.

Au nom du peuple souverain, les députés des trois grands départements qui composaient le nouvel État, Quito, Guayaquil et Cuenca, réunis en convention, bâclèrent à la hâte une constitution calquée sur celle de la défunte Colombie, mais d'un républicanisme encore plus accentué. Droit de suffrage à tous les citoyens majeurs en possession de quelques piastres, chambre unique et souveraine, président élu pour quatre ans, exclusion de tout pouvoir extraordinaire, *l'ennemi fût-il aux portes de la capitale*, naturalisation de tous les étrangers militaires ou civils : tels étaient les articles fondamentaux de cette charte ultra libérale.

Quant à la présidence, le choix des députés s'arrêta tout naturellement sur le général Florès[1]. Étranger à l'Équateur, mais depuis longtemps chef militaire du pays, un des plus brillants officiers de Bolivar après le maréchal

1. Florès était originaire du Vénézuela.

Soucre, le héros de Tarqui, dont la vaillance avait sauvé l'Équateur d'une invasion péruvienne : nul ne pouvait lui disputer le premier rang. C'était du reste un parfait gentilhomme, aussi distingué dans un salon que brave au champ d'honneur. On lui reprochait bien d'être ambitieux, peu religieux, ami de la guerre, plus ami du plaisir, mais la gloire couvre tout. Élu président par dix-neuf voix sur vingt, un décret déclara que Florès avait bien mérité de la patrie.

Toutefois la lune de miel s'obscurcit bien vite : entre le nouveau président et la nouvelle république, les sujets de divorce étaient trop nombreux pour ne pas amener des querelles.

L'Équateur se voyait littéralement rongé par la soldatesque étrangère qu'on avait fait la sottise de naturaliser. Ces vieux soudards sans patrie, sans famille, vrais juifs-errants de l'Indépendance, avaient pris l'habitude de rôder d'une province à l'autre, de voler, de tuer, de commettre impunément tous les brigandages. Les officiers ne valaient pas mieux que les soldats, sauf qu'ils faisaient bonne chère, tandis que ceux-ci, souvent sans solde, mouraient de faim. Quant à Florès, considérant cette armée comme sa garde, il refusait de la réduire, et comblait d'honneurs ces étrangers au mépris des indigènes.

Cètte jacquerie militaire menait fatalement le pays à la banqueroute. L'agriculture et le commerce ruinés, le trésor se trouvait à sec, et les services de l'État forcément supprimés. C'était pour tous la famine en perspective et la ruine. Florès, lui, banquetait tranquillement au milieu de ses joyeux convives. A voir ces *tertullias* animées et brillantes, personne n'eût soupçonné que le peuple et l'armée étaient aux abois. On l'accusait de se procurer de l'argent par des spéculations et des tripotages indignes d'un homme d'État. On

lui reprochait encore de livrer le pays à des étrangers, pendant que les Matheu, les Saenz, les Montufar, les Elizalde, les Gomez de la Torre, enfants de l'Équateur, vieux guerriers de l'Indépendance, végétaient dans l'oubli et le mépris. On ajoutait, non sans colère, que le président, esprit fin et caustique, n'épargnait point l'ironie, même les lazzis sanglants, aux familles aristocratiques de la capitale.

Il n'en fallait pas tant pour mettre le feu aux poudres. Une guerre malheureuse avec la Nouvelle-Grenade, dans laquelle Florès dut battre en retraite après avoir solennellement promis la victoire, acheva de soulever le peuple contre lui. Le parti des patriotes profita de l'incident pour créer des journaux d'opposition, tels que *l'Homme-libre* à Guayaquil et *le Libre-Quitonien* dans la capitale. Mais pour manier ces engins d'insurrection, il fallait un homme rompu au métier : on le trouva dans Rocafuerte.

Homme de naissance et de talent, mathématicien, géographe, publiciste, Rocafuerte n'avait pas donné jusque-là sa mesure politique. Lors d'un voyage en France, au commencement du siècle, il avait connu le jeune Bolivar, avec lequel il fut vite en pleine communion d'idées républicaines. En 1812, nommé député aux cortès, il quitta Madrid après avoir fait une violente opposition à Ferdinand VII. On le retrouve en 1820 au Mexique, écrivant des pamphlets contre le catholicisme à propos de tolérance religieuse. Il donnait des leçons de français, mais il n'avait d'autres livres pour son enseignement que le *Contrat social* et l'*Esprit des lois*. Il revint à Guayaquil sa patrie, en 1833, juste à temps pour mener la campagne contre Florès.

Sous sa direction, les journaux, multipliant les accusations et les suppositions les plus injurieuses, rendirent le gouvernement à peu près impossible. On insinua

enfin que Florès, malgré la constitution, voulait s'armer de pouvoirs extraordinaires et se perpétuer au fauteuil. Celui-ci laissa dire; mais dans un congrès composé en majorité de ses créatures, il se fit en effet investir de la dictature et bannit du territoire les membres les plus influents des clubs patriotiques, notamment Rocafuerte. Les patriotes furieux coururent aux armes. A Guayaquil, Rocafuerte, arraché aux sbires qui le traînaient en exil, fut proclamé chef suprême, pendant qu'à Quito des bandes d'insurgés s'organisaient sous le nom d'armée libératrice. Mais Florès était un homme de ressources. Pris entre deux feux, il tourna d'abord ses armes contre Guayaquil dont il s'empara sans difficulté; et comme Rocafuerte, suivi des patriotes irréconciliables, s'était réfugié sur les vaisseaux du port, Florès le fit saisir au milieu de la nuit et amener dans son quartier. Celui-ci pouvait s'attendre à tout, lorsqu'à son grand étonnement, il entendit Florès lui représenter les malheurs d'une guerre civile, le conjurer de travailler à la pacification du pays, et finalement lui offrir le poste de gouverneur de Guayaquil. L'ambitieux Rocafuerte accepta de grand cœur, et l'Équateur se réveilla ayant deux maîtres au lieu d'un.

Pendant que ce coup de théâtre s'exécutait à Guayaquil, l'armée libératrice s'était emparée de Quito aux applaudissements de la noblesse et du peuple. Les provinces allaient se déclarer les unes après les autres contre Florès, quand celui-ci, revenant de Guayaquil avec ses troupes victorieuses, écrasa les patriotes dans les champs de Minarica. On ne peut se faire une idée de la consternation qui régna dans le pays à cette nouvelle, ni de la rage des patriotes, courbés de nouveau sous un joug odieux. Certains députés, fous de désespoir, ne parlaient de rien moins que d'incorporer le pays à la Nouvelle-Grenade, pour échapper aux deux tyrans.

De fait, l'Équateur était à leur merci. Son mandat accompli, Florès pesa si bien sur les électeurs que Rocafuerte fut porté au fauteuil présidentiel, tandis que lui, Florès, s'adjugeait le gouvernement de Guayaquil. Les patriotes essayèrent quelques soulèvements partiels, mais Rocafuerte avait la main ferme : il exila les uns et fusilla les autres. Ennemi de la religion et du clergé, il sécularisa l'Université, travailla de toutes ses forces à laïciser les écoles, et même essaya d'introduire le protestantisme à l'Équateur par des machinations indignes de son caractère. Un malheureux quaker, introduit subrepticement à Quito, fut chargé par lui d'une école de jeunes filles. Celles-ci s'étant un jour agenouillées spontanément au passage du Saint-Sacrement, le quaker se mit à rire et proféra des propos irrévérencieux pour nos augustes mystères. Aussitôt les enfants désertèrent l'école. Le quaker voulut continuer sa propagande en colportant des bibles falsifiées; mais les curés le dénoncèrent à leurs paroissiens, et il n'eut que le temps de s'enfuir pour ne pas être lapidé. Du reste, si Rocafuerte avait l'âme d'un sectaire, il était supérieur à Florès comme administrateur. Pendant ses quatre années de gouvernement, il restaura les finances, maintint la paix au dehors et, grâce à son implacable sévérité, fit régner un semblant d'ordre à l'intérieur.

A l'expiration de son pouvoir, Rocafuerte céda la place à Florès et reprit tranquillement son poste à Guayaquil. Pour regagner le cœur ulcéré des patriotes, Florès fit nommer un vice-président qui leur était sympathique, et renonça au droit de bannissement si cher à Rocafuerte. « Aucun Équatorien, leur dit-il, ne sera déporté sans arrêt judiciaire. Tout les citoyens seront indistinctement appelés aux charges de l'État, selon leurs mérites et leurs aptitudes. Il n'y a pour tous qu'une cause à servir : la cause de la nation. » C'est

l'antique manifeste des républicains assis à l'usage de ceux qui sont debout. Ce qu'ils appellent la nation, ce sont les deux ou trois cents ambitieux qui les ont nommés, et qu'il faut maintenant servir en leur fournissant des places. Florès toutefois se refit une certaine popularité en rappelant de l'exil quelques victimes de Rocafuerte, puis on put constater le même despotisme militaire que durant sa première présidence, le même gaspillage des finances, le même trafic électoral, les mêmes entreprises ruineuses, si bien qu'en 1843, l'exaspération étant à son comble, peuple et président résolurent d'en finir par un coup d'État. Florès prit les devants.

Décidé cette fois à ne plus céder le fauteuil à son compère, il réglementa les élections de manière à s'assurer dans la future convention une majorité certaine, ce qui excita un cri de rage d'un bout de l'Équateur à l'autre. Ses créatures nommées et installées, Florès leur adressa un message sur la nécessité de réformer les institutions existantes. Rien de plus curieux que ce factum académique, où l'on voit défiler tour à tour les républiques anciennes et modernes, Sparte, Athènes, Thèbes avec le conseil des Amphictyons et des Archontes, Rome avec son Sénat, Venise avec le conseil des Dix, la grande République des États-Unis; le tout, pour montrer que les États à constitution faible meurent dans l'anarchie ou deviennent la proie des États à constitution forte. La pièce se terminait par une sommation aux députés d'avoir à sauver le pays en fabriquant une de ces constitutions qui rendent les républiques éternelles.

La convention n'avait pas l'oreille dure, elle vota tout ce que voulut le maître : la présidence pour huit ans, le sénat pour douze, la chambre des députés pour quatre ans. De plus, le président jouissait du droit de

veto contre tout projet de loi qui ne réunirait pas les trois quarts des voix. C'était l'absolutisme présidentiel très peu déguisé, décrété par Florès pour Florès, car bientôt on apprit qu'il était renommé président par trente-deux voix sur trente-quatre.

Impossible de décrire la fureur des patriotes et l'exaltation populaire contre Florès et sa convention. Interprète des sentiments du pays, Rocafuerte protesta contre « la charte d'esclavage, produit honteux de l'avarice et de l'ambition. » — « Citoyens, s'écria-t-il, comme homme et comme patriote, je répéterai à la convention ce qui se dit partout, dans nos rues comme dans nos maisons. Votre constitution, fruit d'une intrigue infâme, n'a pour objectif que la réélection du général Florès, au grand détriment du trésor et de l'honneur du pays. Je proteste contre cette élection et je demande la mise en accusation du président, du parjure qui n'a pas rougi de déchirer la constitution après avoir fait le serment de lui garder une inviolable fidélité. » Il partit ensuite pour Lima, d'où il ne cessa de lancer contre Florès de nouvelles et foudroyantes philippiques. Et cependant, malgré son indignation, le peuple eût peut-être rongé son frein en silence, si la convention, une fois lancée dans la voie du despotisme, n'eût ajouté à ses violences politiques de véritables attentats contre la religion du pays.

Florès n'avait point le tempérament d'un persécuteur; mais, en bon libéral de 1789, il nourrissait dans son cœur une secrète hostilité contre la suprématie de l'Église, l'indépendance du clergé, et cette unité de culte qui faisait la gloire de l'Amérique espagnole. En outre, il était lié avec les francs-maçons de la Nouvelle-Grenade qui, sous prétexte de bienfaisance, avaient tenté quelques années auparavant d'établir des loges à Quito et dans les autres centres importants de l'Équa-

teur. Ignorant le piège caché sous le voile humanitaire, bien des catholiques prirent part à ces conventicules; mais, quand les affidés commencèrent à prôner la tolérance religieuse et la liberté des cultes, les loges se vidèrent comme par enchantement. Florès s'était montré fort indifférent à cet échec des maçons; la convention, plus hostile, se crut assez puissante pour reprendre à ciel ouvert le travail des loges et démanteler à coups de décrets la vieille citadelle catholique.

Avec de grands airs d'orthodoxie, les députés glissèrent dans la constitution un article stipulant que « la religion de l'État est la religion catholique, apostolique et romaine, à l'exclusion de tout autre culte *public* ». On ouvrait ainsi la porte aux juifs et aux protestants, qui formeraient d'abord des réunions *privées* sous prétexte que le culte public seul était interdit, sauf à demander, après le recrutement d'un certain nombre d'adeptes, l'autorisation d'ériger un temple ou une synagogue, autorisation qu'on ne pourrait plus leur refuser. Ainsi s'implantait dans un pays où n'existait pas un seul dissident, le germe des divisions et des haines religieuses. Bientôt ces conventionnels, si pressés d'accorder aux faux cultes des licences que personne ne réclamait, affichèrent leur intolérance envers le clergé catholique en excluant tous ses membres de la représentation nationale. Ouvertes aux fonctionnaires de tout ordre, les chambres étaient fermées aux prêtres et aux évêques, traités en véritables parias.

Le gouvernement allait apprendre à ses dépens qu'on ne violente pas impunément la conscience d'un peuple dont la foi, pure du venin libéral, n'est point paralysée par cette fatale léthargie qu'on appelle l'indifférence. L'Équatorien aime son Église, ses prêtres, ses religieux, son culte, ses cérémonies saintes. Il déteste le judaïsme qui crucifie Jésus-Christ et l'hérésie qui déchire le

sein de l'Église. On a beau lui vanter hypocritement les bienfaits de la tolérance : le vieux sang espagnol bouillonne à la pensée que les autels de Baal viendraient souiller ces nobles montagnes où jusqu'ici le catholicisme a brillé sans ombre, comme ce splendide soleil qui resplendit sans nuages au-dessus de ses temples. Et voici que, non content de favoriser les faux cultes, le gouvernement ne reculait pas devant l'ostracisme des ministres du vrai Dieu ! Le peuple tout entier, prêtres et laïques, répondit à cet acte insensé par une protestation solennelle contre la constitution. Comme il fallait grouper toutes ces volontés, impuissantes quand elles restent isolées, terribles si l'on parvient à les réunir en faisceau, des sociétés patriotiques se formèrent dans les grandes cités pour organiser la résistance. Les unes réunissaient les citoyens influents, officiers, avocats, négociants, propriétaires, tous hommes de bon conseil. Les autres se composaient plus spécialement de jeunes gens aptes aux coups de main, parmi lesquels on ne sera pas surpris de retrouver notre Garcia Moreno.

Agé de vingt-trois ans à cette époque, il achevait son cours de droit. Depuis longtemps, uni de cœur et d'âme avec les patriotes contre la tyrannie, avec les survivants de Minarica contre les oppresseurs de son pays, il avait espéré voir la jeune république de l'Équateur s'établir et prospérer à l'ombre de la religion, de la justice, de la science et des arts, sous un gouvernement honnête, laborieux, dévoué au bien public. Comment aurait-il pu rester indifférent devant la force écrasant la religion et la justice? Il se dit que si la force a sa raison d'être, elle doit sauver le peuple, non l'opprimer; défendre la religion, cette clef de voûte de la société, non la détruire. Depuis quelques années il faisait partie d'un cercle littéraire composé de jeunes

gens de talent et d'avenir, tels que le docteur Carvajal, le docteur Nicolas Martinez et autres, dont la plupart s'unirent à lui d'étroite amitié et devinrent plus tard ses appuis et ses collaborateurs dans sa grande œuvre de restauration sociale. Naturellement à leur tête par son éloquence, son esprit de suite, son caractère décidé, il ne manquait pas une occasion de les exciter à la lutte en mettant sous leurs yeux les erreurs et les fautes du gouvernement. Au lieu d'exercices académiques, il leur commentait avec sa véhémence ordinaire des articles de *La lanterne magique*, publication incendiaire qui tous les jours jetait feu et flamme contre le général Florès et ses partisans. Ainsi transformée par son influence en club d'opposition politique, la *Société Philanthropique Littéraire*, c'était le nom du cercle des jeunes gens, ne tarda pas à porter ombrage au pouvoir et dut même disparaître pour ne pas trop éveiller ses défiances.

La résistance s'ouvrit par une protestation du clergé contre la situation que faisaient à l'Église les décrets de la convention. Au nom de la religion catholique et de la dignité de ses ministres, on réclamait à la fois l'abrogation de l'article relatif à la tolérance des cultes, et l'éligibilité pour le prêtre comme pour tout autre citoyen. La convention répondit par une fin de non-recevoir, « attendu que l'Inquisition était abolie, que la liberté ne compromettait en aucune manière les intérêts de l'Église catholique bien compris, » et autres rengaines à l'usage des francs-maçons au pouvoir. Quant à l'exclusion du clergé des chambres législatives, « la convention avait agi dans la plénitude de son droit, et personne n'avait qualité pour faire la leçon au peuple souverain. »

Cette déclaration déchaîna la tempête dans tout le pays. Des bandes parcoururent les rues en criant :

« Vive la religion! A bas la constitution! » Au lieu de se rendre aux vœux de la nation, le gouvernement mit au jour un ukase présidentiel enjoignant à tous les fonctionnaires civils, militaires, ecclésiastiques, de prêter serment à la constitution maudite. Un grand nombre de laïques ignorants ou pusillanimes, et même certains membres du clergé partisans de la conciliation à outrance, prêtèrent le serment exigé; mais la masse du clergé résista. Évêques, docteurs en théologie, professeurs, curés, déclarèrent le serment illicite et les décrets attentatoires aux droits imprescriptibles de l'Église, ce qui exaspéra les membres de la convention. Pour avoir raison des réfractaires ecclésiastiques ou civils, ils les condamnèrent à la privation de leurs droits politiques, emplois ou bénéfices, et même à l'expulsion s'ils devenaient une cause de trouble pour l'ordre public. C'était la persécution de 93 moins l'échafaud.

C'était aussi la guerre civile. « Impossible, dit l'historien de l'Équateur [1], que la partie plus éclairée de la nation se résignât à vivre sous cette loi d'esclavage, sans même que la presse bâillonnée pût faire entendre une plainte; impossible que les curés et bénéficiers restassent indéfiniment privés de leurs emplois et de leurs biens pour avoir refusé de souscrire à une constitution réprouvée par leur conscience; impossible que les assermentés ne conçussent pas de scrupules en présence de leurs frères plus timorés; impossible que les peuples écrasés d'impôts, vexés et torturés de mille manières, se contentassent toujours de pleurer et de gémir; impossible enfin que les patriotes attendissent huit ans la fin de cette tyrannie, surtout avec la perspective de voir le dictateur s'éterniser au pouvoir. »

1. Don P. Cevallos, *Historia del Ecuador*, V, 534.

Aussi, dès que l'édit de proscription fut connu, le peuple se souleva en masse dans toutes les provinces. Comme le gouvernement, à bout de fonds, avait eu la malencontreuse idée de faire voter par les chambres un impôt de capitation de trois piastres, on poussa le cri de guerre : « Vive la religion! A bas les trois *pesos!* » Sur tous les points du territoire eurent lieu des escarmouches entre citoyens et soldats, préludes d'une insurrection générale. Pour lutter avec avantage contre les bataillons aguerris de Florès, il fallait trouver des chefs, de l'argent et des armes; les sociétés patriotiques se mirent à l'œuvre avec ardeur, s'efforçant par tous les moyens possibles de se ménager des intelligences dans les places fortes et de se procurer des engins de guerre.

On apprit un jour que le président Florès devait expédier une certaine quantité de fusils au gouverneur du Napo. Des troupes d'indiens étaient chargés d'exécuter ces transports. Garcia Moreno, suivi d'une escouade de jeunes patriotes, s'embusqua dans les montagnes, attendant le caravane et son chargement. Bientôt il vit arriver les naïfs indigènes qui firent halte pour prendre leur repas non loin de l'endroit où il était caché. Garcia Moreno s'approcha du groupe avec quelques-uns de ses compagnons et se mit à raconter des histoires jusqu'au moment où, sous l'influence de la fatigue et de la *chicha* [1], ses auditeurs s'endormirent d'un profond sommeil. A leur réveil, ils furent tout étonnés de ne retrouver ni leur joyeux narrateur, ni leur cargaison de fusils. Garcia Moreno les avait mis en lieu sûr.

Enfin toutes les mesures prises, la révolution éclata à Guayaquil, le 6 mars 1845, sous la direction du général Elizalde. Une partie de la garnison essaya de

1. Bière du pays.

résister, mais les notables, les jeunes gens, les hommes du peuple assiégèrent les casernes et les forcèrent à capituler. Ce coup de main mit à la disposition des patriotes les troupes de la place, l'arsenal et les embarcations de guerre. Aussitôt tous les pères de famille, réunis en conseil, cassèrent les actes de la convention et prononcèrent la déchéance du président. Un gouvernement provisoire, composé de personnages éminents, Olmédo, Roca et Noboa, se chargea du pouvoir exécutif et fit un appel au peuple en vue de la lutte qui allait s'engager.

A la nouvelle de cette insurrection, Florès dirigea sur Guayaquil un corps d'armée qu'il fit camper dans son hacienda d'Elvira, près de Babahoyo. De là il expédia au gouvernement provisoire un projet d'arrangement; mais on lui signifia que le seul moyen pour lui de mettre fin à la guerre civile c'était de quitter le pays. Il se décida donc à fortifier l'Elvira, où deux assauts infructueux et sanglants lui furent livrés par les patriotes, ce qui donna lieu à de nouvelles explosions de haine et de vengeance. La lutte aurait pu se prolonger fort longtemps, si la révolution ne s'était propagée comme une traînée de poudre dans tout l'Équateur. Pendant que Florès tenait en échec les troupes de Guayaquil, derrière lui, à Loja, à Riobamba, à Cuenca, on arborait sur les places publiques et dans les casernes le drapeau du 6 mars. Les patriotes de Quito, enrôlés sous la bannière de José Maria Guerrero, soulevaient les provinces du nord. Garcia Moreno était du nombre de ces volontaires, qui, après avoir battu les troupes du gouvernement à plusieurs reprises, forcèrent le pouvoir exécutif à quitter la capitale. Chaque jour apportait à Florès une nouvelle alarmante : les communications étaient interrompues, les troupes en révolte, les lettres interceptées par le peuple; de

sorte que, ne pouvant lutter contre l'armée et la nation il prit le parti de capituler.

Le 17 juin 1845 après deux mois de guerre, le gouvernement provisoire conclut avec le général Florès le traité de la Virginia [1]. Il fut arrêté que le nouveau gouvernement convoquerait immédiatement une convention pour régler les affaires de l'Équateur, et que l'ex-président passerait deux années en pays étranger, afin qu'en son absence on pût travailler librement à la réforme des institutions. A cette condition, on lui maintiendrait son titre de général en chef, ses dignités, ses propriétés, et la juste considération dont jouissait sa famille. Le 24 juin, monté sur le brigantin *Seis de Marzo* [2], en partance pour Panama, Florès put entendre les cris de joie mêlés aux salves d'artillerie qui saluaient le triomphe du droit sur le despotisme.

Garcia Moreno avait été l'un de principaux acteurs dans ce drame national. Frappé de l'ascendant qu'il exerçait sur tous, le gouvernement ne craignit point, après la victoire, de lui confier une mission bien délicate pour un jeune homme de vingt-quatre ans. Comme il fallait, avant de les licencier, payer aux volontaires l'arriéré de leur solde, et que le trésor était à sec, on eut recours à un impôt extraordinaire. Déjà écrasés sous le poids de leurs charges, les contribuables refusèrent de payer. Le gouvernement chargea Garcia Moreno du recouvrement de cette taxe. Celui-ci, par son sang-froid, sa ténacité, son indomptable énergie, triompha de toutes les clameurs et désarma toutes les oppositions. Il s'acquitta de cette ingrate et pénible besogne avec un désintéressement absolu, comptant pour rien les sacrifices personnels, pourvu que son pays sortît enfin de l'impasse où le despotisme l'avait acculé.

1. Hacienda du poète Olmédo.
2. *Le six mars.*

CHAPITRE V

LE FOUET

(*1846-1847*)

La joie fut grande à l'Équateur quand on apprit l'heureuse issue de la révolution du 6 mars et le départ pour l'Europe du général Florès. Après quinze années d'agitation et d'exactions, la jeune République allait donc enfin respirer librement sous un pouvoir réparateur. Pleins de généreuses illusions, les patriotes voyaient déjà le pays voguer à pleines voiles vers le port si longtemps désiré du vrai progrès social, Hélas! l'expérience leur apprendra bientôt que, depuis 1789, si l'on change souvent de gouvernants, on ne change presque jamais de gouvernement.

Après avoir élaboré une nouvelle constitution, la convention s'occupa de pourvoir au remplacement de l'ex-président. Deux candidats se trouvaient en présence, aussi opposés d'esprit et de caractère que le blanc et le noir : le poète Olmédo et le commerçant Roca. Celui-ci s'était distingué dans ces derniers temps par une grande animosité contre le général Florès. Il ne pouvait pardonner à cet ancien ami d'avoir fait échouer sa candidature à la vice-présidence de la république. Bien que d'origine plébéienne et de sang très mélangé, il aspirait ouvertement au fauteuil, et bon nombre de

conservateurs, connaissant son habileté dans les affaires, son esprit pratique, son énergie poussée quelquefois jusqu'à la dureté, n'étaient pas loin de lui donner leurs suffrages pour l'opposer comme un rempart aux entrepreneurs de révolutions. Les jeunes gens au contraire, les patriotes, les lettrés, pleins de mépris pour ce politique terre-à-terre, pour ce mulâtre enrichi par la contrebande, appelaient au pouvoir de tous leurs vœux le sympathique Olmédo, l'homme d'État incorruptible, le grand poète national, le chantre immortel de Bolivar [1]. Entre ce génie et cet homme vulgaire, la convention, pensaient-ils, ne pouvait hésiter un instant.

Les députés, au contraire, se partagèrent en deux camps opposés, très décidés l'un et l'autre à faire prévaloir leur élu. En vain pendant quatre ou cinq jours multiplia-t-on les scrutins, aucun des deux candidats n'obtenait la majorité requise par la loi. Tous les yeux étaient tournés vers l'assemblée, déjà on parlait dans le public d'électeurs prêts à vendre leurs suffrages, quand tout à coup on apprit que le député Vallejo avait passé du camp d'Olmédo dans celui de Roca, et déterminé par son vote l'élection de ce dernier. Rocafuerte protesta de toutes ses forces contre cette élection qu'il supposait entachée de vénalité. Vallejo eut beau affirmer qu'en se décidant à voter pour Roca contrairement à ses suffrages précédents, il n'avait obéi qu'à sa conscience et au désir de terminer des divisions funestes à la patrie, un sentiment d'indignation éclata dans le public. Bientôt, en voyant certains députés de la majorité nommés par le gouvernement à des emplois honorables ou lucratifs, on en conclut qu'eux aussi

1. Il venait d'écrire un remarquable poème sur les victoires du *Libertador*.

avaient vendu leurs votes : conclusion injuste et forcée, mais d'autant plus naturelle que l'agiotage le plus effréné, le plus scandaleux, envahit dès l'avènement de Roca toutes les branches de l'administration.

Il n'en fallait pas tant pour révolter Garcia Moreno, jeune et rigide patriote que la moindre apparence d'injustice ou de corruption faisait bondir. N'écoutant que sa colère surexcitée encore par l'amertume de ses déceptions, il enveloppa dans le même anathème le président Roca et les vingt-huit députés qui l'avaient porté au fauteuil. Au mois d'avril 1846, quatre mois après l'élection il lança dans le public un journal humoristique intitulé : *Le Fouet* [1], véritable Fouet de Juvénal dont il cingla, chaque semaine ceux qu'il appelait les vendus, sans se demander s'il avait le droit, sur de vagues rumeurs, de flageller de la sorte des hommes d'une parfaite honorabilité, qui ont pu commettre des fautes politiques, mais dont la plupart étaient aussi incapables que lui de commettre une infamie. Mais raisonne-t-on dans le feu d'une bataille, surtout quand on croit la patrie en danger? Aussi, dans les satires aussi mordantes qu'originales du nouveau publiciste, faut-il voir plutôt le talent du justicier, ennemi déclaré de la vénalité et de corruption, que la justice des accusations lancées contre tel ou tel personnage. Rien de plus spirituel ni de plus sanglant, par exemple, que la *Soirée de l'élection*, pièce étincelante de verve, où il raconte à sa manière l'embauchage des conventionnels par le président Roca.

« C'était la veille du grand jour où l'on devait résoudre ce fameux problème : l'Équateur aura-t-il enfin un gouvernement juste, ou sera-t-il toujours une boutique entre les mains de la corruption? impossible d'en

1. *El Zurriago*, n. 2.

préjuger la solution avant le combat qui allait s'engager entre la vénalité d'une part et le patriotisme de l'autre. En effet, la convention, telle qu'elle était composée, ne ressemblait pas mal à un sphinx du genre de celui de Thèbes ; voix d'homme, tête de femme, griffes de lion, ailes de vautour et... queue d'âne. Toutefois, on pouvait croire que la voix tonnante de Rocafuerte et des autres patriotes aurait fait reculer la foule des vendus.

« Aussi l'alarme était-elle grande dans le camp de ces cyniques. Exaspérés par la perspective d'une déroute, ils n'avaient point assez de malédictions pour ces austères que ni menaces ni promesses ne pouvaient fléchir. Ils se creusaient la tête pour deviner le vainqueur, afin de lui offrir leur vote en échange d'un petit emploi. Parfois, se supposant vaincus, ils cherchaient par quel sentier fangeux ils pourraiennt se replacer sur le chemin de la fortune. Enfin, ne tenant plus en place et désirant connaître à fond la force de leur parti, ils se dirigèrent instinctivement vers l'habitation d'un personnage, où par hasard tous se rencontrèrent comme s'ils s'étaient donné rendez-vous.

« B., l'air déconfit, arriva le premier. Son visage était pâle, ses yeux enflammés, ses lèvres blêmissantes : on eût dit un damné sous le poids du désespoir. Mais, en vrai saltimbanque habitué à jouer tous les rôles, il se métamorphosa en un clin d'œil. Sur un ton jovial, digne d'un collégien ou d'une maritorne, il adressa quelques paroles flatteuses à l'illustre seigneur que nous allons vous présenter.

« Gravement enseveli dans un large fauteuil, emmitouflé dans une ample robe de chambre de couleur pourpre, coiffé d'une toque de bourreau, des lunettes sur le nez, le susdit personnage avait l'aspect de Marius, le cœur de Sylla et des entrailles aussi tendres que le

roc[1]. Ses traits étaient teints de cette couleur indécise que revêtent les objets à l'heure du crépuscule. De sa bouche s'échappaient parfois des mots sentencieux et solennels qui faisaient pressentir un triomphe certain.

— « Avez-vous parlé à C.? dit-il en s'adressant au polichinelle qui venait de le complimenter.

— J'ai tout fait pour le gagner, répondit le pauvre diable, mais il résiste à tous les efforts. Il préfère rester pauvre curé que de souiller son nom par ce qu'il appelle une infamie.

— Tant pis pour lui! reprit l'homme à la toque, il s'en repentira. »

A l'instant, l'air contrit et plein de componction, entra dans la salle le révérend A. [2], vivante image du chat ermite.

— « Béni soit Dieu! s'écria-t-il en prenant son siège et bénie soit la miséricordieuse Vierge! X... a juré de voter pour nous, pourvu que les emplois promis soient accordés aux membres de sa famille. Il fera du zèle pour Votre Excellence qui sera demain, si Dieu veut bien nous bénir, président de la république.

— « *Deo gratias!*... cria sur le seuil de la porte un clerc graisseux, déguenillé, nasillard. C'était le fameux V..., savant pour les idiots, idiot pour les savants... J'ai travaillé en pure perte, ajouta-t-il; rien à faire avec des niais qui ne convoitent ni préfectures, ni ministères, ni prébendes d'aucune sorte.

— « C'est-à-dire, observa le fin matois à la robe pourpre, que nous pouvons compter sur vingt-sept voix. Or il en faut vingt-huit : où trouver la vingt-huitième?

Immobile comme un poteau, les yeux cloués au sol, père A. répondit :

1. De *Roca*, rocher : jeu de mots sur le nom du président.
2. Recteur laïque de l'Université.

— « Seigneur, la bonne Providence, qui prend soin même d'un ver de terre, saura bien faire passer l'un des quatorze opposants à une meilleure vie, ou lui inspirer la sainte pensée d'accepter une petite sinécure pour l'aider à vivre chrétiennement, sans offenser Dieu ni le prochain. »

B. l'interrompt en étouffant un éclat de rire. S'adressant à l'homme de couleur indécise, il dit d'un ton inspiré:

— « Rien de plus facile que de conquérir un vote, à condition qu'on s'y prenne adroitement. Quand un général veut s'emparer d'une forteresse, il commence par chercher l'endroit faible. Il dirige de ce côté ses formidables batteries, et le canon lui ouvre, au milieu des ruines, le chemin de la victoire. Faites de même dans la lutte électorale : cherchez le côté faible de votre adversaire, et vous vaincrez. S'il penche d'un côté, donnez-lui pour le soutenir un bâton.... d'or; mettez-lui dans la main une plume... d'or pour signer son bulletin de vote, et je vous assure qu'il fera bon marché de son honneur.

« Un murmure d'approbation accueillit ce discours prophétique, pendant qu'un doux sourire aplatissait encore les lèvres démesurément larges du prétendant. Pour encourager ses créatures, il leur remit sous les yeux les places qui leur seraient octroyées si le succès couronnait leurs efforts. Loin de rougir de cet ignoble marché, plusieurs demandèrent des postes plus à leur convenance, comme on choisit dans un étalage des mets à son goût; et, pleins d'allégresse, ils coururent au combat, les yeux fixés sur l'avenir enchanteur qui s'ouvrait devant eux, lequel consiste à manger de belles rentes les bras croisés. Ainsi l'on se moque insolemment de la patrie; ainsi, dans leur dégradante et crapuleuse oisiveté, ces pervers s'encouragent à de nouveaux forfaits. »

On conçoit, à la lecture de pareils articles, la rage des gouvernants, livrés chaque semaine aux risées et aux colères du public. Quand la prose ne suffisait pas à déchirer les chairs, le « Fouet » s'armait de pièces de vers que ne désavoueraient par les satiriques romains.

Écoutez plutôt la pièce du *Quémandeur*.

« Docteur gradué... en malice, et qui pourrais l'être aussi bien en bêtise, pourquoi viens-tu frapper à ma porte? Pourquoi interrompre mon sommeil, ce doux sommeil qui fait oublier un instant les chagrins de la vie, et la patrie expirante, et cette cohue bruyante de faux patriotes qui déclament aujourd'hui contre le tyran [1], après avoir mendié ses faveurs?

« Que viens-tu demander, maudit? Parle et décampe au plus vite, car je suis capable de fuir aux enfers pour ne t'avoir plus sous les yeux.

« Tu quêtes un emploi, me dis-tu? Tu me donnes pour raison que tu t'estimes trop honnête homme pour te dégrader en travaillant. Un métier est chose vile : aux hommes de ton rang, il sied de vivre sans rien faire.

« D'ailleurs personne n'a servi comme toi la cause de la liberté. Sans toi le despote régnerait encore dans une paix profonde. Évidemment, sans toi aucune insurrection ne peut réussir.

« Et puis, tu as des enfants, une femme, et le diable au fond de ta bourse.

« C'est bien, mais veux-tu m'en croire? Apprends un métier, et mets-toi bien dans la tête que ce n'est pas le travail, mais la fainéantise qui déshonore un homme.

« Cesse de vanter tes mérites : aussi bien personne

1. Florès.

ne te croira. Il y a de beaux jours qu'à l'Équateur il suffit de mentir pour ne plus tromper personne.

« Ne mets pas en avant ta pauvreté; si c'est un mérite, tous les habitants de Quito peuvent s'en draper aussi bien que toi.

« Que si tu répugnes absolument au travail, si tu t'obstines à te tirer d'affaire par la politique, fais-toi député.

« Tâche d'avoir deux consciences, deux figures, deux langages et une demi-douzaine de volontés. Montre en toute circonstance un babil de perroquet, des griffes de vautour, l'astuce d'un renard et la voracité d'un loup. Sois vil comme B., cynique comme C., hypocrite comme A. et vends-toi comme V [1].

« Et je t'assure, docteur, qu'avant peu tu te feras faire un coffre-fort. Voilà la route à suivre : à toi de naviguer sagement. Maintenant, file au plus vite, et que je ne te revoie jamais!

« C'est ainsi que je parlai l'autre jour au docteur don Boniface, qui s'en allait mendiant une place... par charité. »

Comme on le voit, Garcia Moreno avait pris à tâche de flageller l'abjecte race des budgétivores, de ces vampires qui s'attachent aux flancs des peuples sous prétexte de les représenter ou de gérer leurs intérêts, et n'ont d'autre souci que d'accaparer les emplois, tripoter à la Bourse, lancer des spéculations véreuses, en un mot, profiter de leurs mandats pour se gorger d'or et d'argent aux dépens de leurs mandataires. Il les chassait à coup de fouet du temple de la loi, comme le

1. Comme dans tout ce chapitre la verve du polémiste s'exerce surtout à propos d'un fait très contesté et aux dépens de personnages très honorables, dont certains furent plus tard ses amis dévoués, nous avons remplacé les noms propres par des lettres qui ne sont pas même toujours les initiales de ces noms.

Maître avait autrefois chassé les vendeurs du temple de la prière. Il dénonçait avec indignation ce monde moderne qui ne reconnaît plus qu'une science, le calcul. « Autrefois disait-il, l'arithmétique servait de guide dans le maniement des intérêts matériels, mais aujourd'hui son domaine est grand comme le monde. Elle dicte ses oracles à des prosélytes sans nombre; elle impose ses décisions à la justice; elle donne des lois à la conscience. L'amitié, la douce amitié ne dispense point ses consolations sans consulter « la règle d'intérêt ». L'amour, avant de bander son arc, étudie avec soin « la table de Pythagore », et il n'est point jusqu'à la gratitude elle-même qui ne sache varier ses « démonstrations » pour arriver à des résultats plus avantageux. Mais c'est surtout dans la politique que cette belle science des nombres trouve de merveilleuses applications, comme on peut s'en convaincre en jetant les yeux sur la liste des hommes d'État issus de la glorieuse convention.

« Non, non, concluait-il ironiquement, l'Équateur n'est pas un État stationnaire comme on veut bien le dire. Il faut reconnaître, au contraire, qu'il marche à grands pas dans la voie de la démoralisation. Il ne laissera aux générations à venir aucune vilenie à commettre. Tels sont les fruits qu'a produits jusqu'ici l'arbre de la liberté. Et, en parlant ainsi, je n'accuse point la liberté, mais les misérables qui abusent de son nom pour satisfaire leur égoïsme. A l'Équateur, la liberté a toujours été une vierge innocente violée par d'affreux libertins, une fleur suave dans un fumier, un parfum qui s'évapore dans la putréfaction d'un cercueil [1]. »

1. Son style revêtait toutes les formes pour stigmatiser le président et ses électeurs. Un jour, il fit paraître, sous leur signature, des « aphorismes moraux » dont voici quelques échantillons.

— L'homme sage use de la religion comme un pilote de ses

A ce point de vue général de la corruption qui régnait alors, le pamphlétaire avait cent fois raison, aussi le gouvernement rugissait-il contre ces terribles exécutions. Ses journaux tâchaient de panser les plaies des pauvres fonctionnaires, mais le lendemain le « Fouet » déchirait les bandages et ravivait les blessures. Il fallait en finir ou tomber sous le mépris public. Le pouvoir prit l'offensive et menaça des poursuites le publiciste frondeur. On incrimina le titre même du journal, ses tendances anarchiques, son opposition systématique. On l'accusa d'immoralité, on lui reprocha sa couardise : il se couvrait du voile de l'anonyme, n'osant attaquer à visage découvert. Enfin on fit miroiter à ses yeux le spectre du juge, les amendes, et, qui sait? peut-être la déportation. C'était le vrai moyen d'échauffer l'intraitable polémiste. Sa défense, que nous ne pouvons que résumer, fut plus virulente et plus audacieuse que l'attaque.

« Vous dites que le nom même du journal est ignoble. — Allons donc! Ignoble, le malfaiteur condamné à la flagellation, non celui qui manie le fouet par châtier le malfaiteur. Ignoble, le misérable qui expie son crime sur l'échafaud, non le juge qui l'y fait monter.

voiles. Si le vent est favorable, il les hisse entièrement; si la tempête gronde, il les cargue prudemment. Ainsi on évite les naufrages. — (R...)

— Un libéral sans emploi, c'est une lampe qui s'éteint, faute d'huile. L'amour de la liberté, c'est la rage de parvenir. — (M...)

— De rien, on ne fait rien, dit-on. Mensonge fieffé : de rien, on fait sans peine un chef de ministère et peut-être avec le temps, quelque chose de plus. — (A...)

— Le temps, c'est de l'argent, disent les Anglais. J'aime mieux mon adage : le bulletin de vote, c'est de l'or. — (V...)

— Pour moi, la patrie est un emploi; la liberté, une rente, et le bonheur... une bourse bien garnie. — (R...)

— Le serment dans ma bouche ressemble aux protestations d'une coquette. Les serments mauvais sont ceux qui ne rapportent rien. Il faut les maudire comme le figuier stérile. — (C...)

« *Le Fouet,* une feuille immorale! — Et pourquoi donc? Un écrit n'est pas immoral parce qu'il révèle des faits immoraux, pas plus qu'un juge n'est immoral parce qu'il châtie l'immoralité. L'immoralité ne gît pas dans la peine du crime, mais dans le crime lui-même. Or, *le Fouet,* c'est la peine; et le crime, c'est la vente scandaleuse des suffrages.

« *Le Fouet,* une feuille anarchique! — L'anarchie, c'est vous; vous, le vice; vous, le désordre; vous, le crime provocateur; non pas moi, qui m'efforce d'introduire un peu d'air pur dans la sentine électorale. Les traîtres qui se moquent du peuple, les députés sans conscience qui se traînent comme des reptiles à l'assaut des emplois : voilà les vrais fauteurs de guerre civile!

« *Le Fouet*, un journal d'opposition! — Oui, nous sommes hostiles au gouvernement, et nous le serons toujours, parce qu'il procède de l'infâme vénalité; oui, toujours, parce qu'il met à néant les espérances de la patrie; oui, toujours, parce que son chef, après avoir envahi la maison, la pille et la ruine. Aujourd'hui même, le président Roca, d'accord avec les trafiquants de son espèce, conclut une négociation immorale au premier chef, mais qui lui rapportera de beaux deniers. Depuis longtemps, les employés n'ont point touché leur solde : ils attendaient en silence, espérant qu'au rétablissement de la paix, ils seraient intégralement payés. Et voilà qu'il se trouve un homme assez dur pour spéculer sur le pain de ces malheureux, c'est-à-dire pour racheter au rabais leurs mandats échus, qu'il se fera rembourser un de ces jours en bons du trésor, avec 50 ou 60 % de bénéfice. A ce compte, il suffirait d'une petite circulaire ordonnant de ne plus payer un seul agent de l'administration, pour que la société Roca et Cie empochât tous les revenus de la république. Il vous

sied bien d'accuser Florès! en fait d'arbitraire et de brigandage, il y a longtemps que les disciples ont surpassé le maître.

« Enfin, votre grand grief contre nous, c'est que *le Fouet* est anonyme! Vous demandez à grands cris les noms des rédacteurs. — Je vais vous satisfaire et vous pourrez exercer contre eux vos redoutables vengeances. Les rédacteurs du *Fouet* sont les vingt-huit auteurs de la farce exécutée par la convention, le jour où elle nous fit admirer la métamorphose du phénix changé en corbeau. En effet, que contient *Le Fouet?* La révélation des actes criminels des vingt-huit et l'expression du mépris public qui s'attache à leur nom. Or, nous le demandons à notre tour : qui sont les rédacteurs *du Fouet?* Ceux qui ont commis le crime, ou ceux qui l'affichent dans les colonnes du journal? Quel est l'auteur d'une lettre, celui qui dicte ou celui qui tient la plume? Vous êtes bel et bien les rédacteurs du journal que vous incriminez, et c'est vous que la police doit poursuivre. Quant à nous, vous devriez nous remercier pour avoir publié votre histoire, sans exiger de salaire. »

Cette lutte acharnée, qui dura trois mois acheva de déconsidérer le président Roca. On le détestait à cause de son caractère dur et hautain; après cette polémique, on fit le vide autour de lui. Les nobles fuyaient le mulâtre; les partisans de Florès, l'ennemi de leur maître; les patriotes, l'homme qui livrait le pays aux agioteurs. Le mécontentement allait croissant et la crise tournait à l'aigu, quand une échauffourée du général Florès arriva fort à propos pour rendre au président une certaine popularité, et fournir à Garcia Moreno l'occasion d'entreprendre une campagne vraiment patriotique.

CHAPITRE VI

LE VENGEUR

(*1847-1849*)

Le général Florès avait quitté l'Équateur, humilié mais non résigné. Après avoir régné sur ce pays avec autant d'honneur que de profit, il en voulait à la République non seulement de l'avoir chassé, mais de ne pas respecter même le traité de la Virginia, la convention ayant infirmé, en vertu de son droit souverain, des stipulations qui lui parurent trop onéreuses pour le trésor. Dans un moment d'optimisme, l'audacieux général conçut le dessein d'équiper en Europe une flottille et de reconquérir, avec quelques milliers de mercenaires, un pouvoir dont il se croyait injustement dépossédé.

C'était vers la fin de 1846. L'ex-président se trouvait à la cour d'Espagne, où son prestige d'homme de guerre et d'homme d'État, son bel extérieur, sa tenue noble et digne, sa conversation spirituelle, éblouissaient et fascinaient les grands et les princes. La reine Christine elle-même s'occupait beaucoup du brillant officier, qui réussit à s'insinuer dans ses bonnes grâces. Après une grande revue dont elle lui fit les honneurs, elle accepta de coopérer à l'aventureuse expédition. Il fut convenu qu'elle ouvrirait un crédit de dix millions pour armer une flotte et recruter un corps de volontaires, à la con-

dition, dit-on, que Florès accepterait pour chef de l'Équateur un prince espagnol dont il serait le premier ministre et le protecteur.

Malgré tous les soins que l'on prit pour tenir secrets les préparatifs de l'invasion, Roca en fut averti par des communications particulières. Du reste, les journaux annoncèrent bientôt que Florès avait acquis quatre vaisseaux de guerre, enrôlé cinq cents hommes en Irlande, sans compter les officiers et soldats embauchés en Espagne, et que, ses armements achevés, il ferait voile pour Guayaquil.

Ces nouvelles mirent en feu non seulement l'Équateur mais toute l'Amérique méridionale, dont l'indépendance était menacée si l'Espagne parvenait à rétablir sa domination sur un point quelconque du continent américain. Toutefois, il ne manquait pas d'hommes à l'Équateur qui, par égoïsme, désiraient le retour de leur ancien patron et se montraient disposés à favoriser son expédition. Ils ne faisaient point mystère de leurs espérances, d'autant plus que le peuple, ignorant et indifférent, s'inquiétait assez peu de savoir s'il serait dépouillé par Roca ou par Florès. Dans de pareilles conjonctures, un hardi coup de main pouvait décider des destinées du pays.

Pendant que les patriotes se lamentaient, Garcia Moreno comprit qu'il fallait agir promptement et résolûment. La première chose à faire était de sacrifier tout ressentiment, de cesser toute opposition, et de prêter main forte au gouvernement dans une question où il s'agissait de l'existence même de la patrie. Il offrit donc généreusement ses services au président Roca, et, grâce à l'influence qu'il exerçait sur ses amis politiques, on ajourna toute récrimination pour aviser uniquement au salut de la nation. Comme il était impossible de résister à une invasion étrangère sans

organiser un soulèvement général, une croisade patriotique, Garcia Moreno créa un nouveau journal, *Le Vengeur* [1], dont le programme fut un vrai coup de tocsin.

« Nous n'aurions pas pensé, dit-il, à mettre au jour cette nouvelle feuille, si le danger qui menace jusqu'à notre existence ne nous forçait d'élever la voix pour réveiller le peuple de son sommeil et le préparer à vaincre ou à mourir. L'abandonner dans sa léthargie sur le bord de l'abîme, ce serait une lâcheté et un crime. Le peuple dort, et le tyran s'approche. Le peuple dort, et une horde de flibustiers, rapaces, perdus de vices, s'apprête à fondre sur le beau pays des Incas. Le peuple dort, et dans son sein d'exécrables traîtres ourdissent contre la patrie la plus scélérate des conspirations. Le peuple dort, et les bourreaux cherchent déjà les victimes pour les égorger. L'Amérique dort, et Florès tient dans ses mains les chaînes qui vont une fois encore nous river au despotisme espagnol.

« Que veut donc *Le Vengeur*? — Réveiller par ses accents patriotiques tous les cœurs que la servitude n'a point flétris, défendre notre indépendance contre les ennemis de l'intérieur et du dehors, montrer aux républiques américaines qu'elles doivent se confédérer pour sauver leur existence et l'honneur national. Tel sera le cri du *Vengeur*, et nous espérons qu'il aura de l'écho dans toutes les poitrines républicaines. »

Ce premier article signale déjà le danger qui préoccupait surtout Garcia Moreno : les ennemis de l'intérieur. Florès avait en effet de nombreux partisans, pour ne pas dire des complices, dans les commerçants qu'il avait enrichis, les fonctionnaires qu'il comblait jadis de ses faveurs, les officiers et soldats dont il autorisait ou du

1. *El Vengador*.

moins tolérait les déprédations; en un mot, dans cette masse de viveurs qui attendaient son retour pour émarger au budget. *Le Vengeur*, ne craignit pas de dénoncer à la vindicte publique ces hommes égoïstes qu'il appelait les « Janissaires » du tyran.

« Chose étrange, disait-il, l'expédition de Florès jette l'alarme dans tous les cœurs américains et en même temps comble d'allégresse des citoyens de l'Équateur. Le contentement qu'ils éprouvent se peint malgré eux sur leur visage et met sur leurs lèvres un sourire infernal. Ces complices du vaincu de l'Elvira se délectent à l'avance du beau spectacle qu'ils vont avoir sous les yeux. Des campagnes dévastées, des populations affamées, des femmes en deuil poursuivies par de féroces envahisseurs, des poignards levés partout pour immoler les fils de la liberté : voilà ce qui les fait tressaillir d'aise. Ils ont raison du reste : il leur fallait travailler pour vivre, et voici venir l'homme qui va les nourrir à rien faire. Périsse la patrie, pourvu qu'ils profitent de sa ruine.

« Équatoriens, ces janissaires de Florès sont ceux qui déjà ont souillé notre sol de cruautés capables d'épouvanter le bourreau lui-même; ceux qui ont versé par torrents le sang de nos pères pour éterniser la servitude; ceux qui, vaincus en 1845, n'ont pas cessé de compter sur des révolutions de casernes pour remonter au pouvoir. Ils supputent déjà les milliers de têtes qu'ils pourront abattre, ils stipendient les assassins qui préparent les voies au tyran, ils rient au spectacle de nos cités fumantes et de nos campagnes couvertes de cadavres!

« Pour vaincre, Florès compte bien moins sur ses bandits espagnols que sur ses janissaires de l'intérieur. Il sait qu'un traître caché fait plus de mal que cent ennemis luttant à découvert. Si donc nous voulons

nous défendre, il faut attaquer d'abord ces satellites de l'envahisseur qui, en ce moment, ruinent l'ordre public, provoquent l'abandon des emplois et spéculent pour tout oser sur la vénalité des juges. Contre les pirates de Florès, nous avons l'enthousiasme populaire, l'énergie du gouvernement et la valeur de nos généraux; contre les traîtres de l'intérieur, il faut au pouvoir exécutif assez de fermeté pour les consigner en lieu sûr.

« Le gouvernement tient du congrès les pouvoirs nécessaires pour sauver notre indépendance. S'il les juge insuffisants, qu'il fasse usage de ceux que la nécessité confère. C'est un axiome connu de tous que le salut du peuple est la loi suprême [1]. Des politiques à courte vue, des janissaires déguisés vous diront que la constitution est inviolable en toute circonstance et dans n'importe quel danger public, comme si la constitution, qui doit assurer la vie de la société, ne cessait pas d'obliger quand elle se transforme en lacet fatal qui l'étrangle. La constitution pour le peuple, et non le peuple pour la constitution; la médecine pour le malade, et non le malade pour la médecine : voilà ma devise. Quel imbécile aimerait mieux mourir que de violer les ordonnances de nos modernes Hippocrates? Le premier objet d'une constitution, c'est sans contredit de sauvegarder la nationalité, je veux dire l'existence d'un peuple. Donc la constitution cesse d'exister quand elle devient impuissante à sauver la nation. »

« Si nous étions le gouvernement, nous mettrions l'Océan entre les janissaires et nous, et, en cas de récidive, l'éternité. Nos conseils sont d'autant plus faciles à suivre, que peu d'Équatoriens sa vantent d'appartenir à Florès. Qu'ils s'en aillent donc, emportant avec eux les malédictions de la patrie et le mépris de tous

1. Salus populi suprema lex esto.

les siècles. Au surplus, ils ne doivent pas oublier que, si nous avons été cléments après la victoire, ils nous trouveront implacables au moment du danger. Nous présenterons nos poitrines aux balles de l'étranger, mais après avoir arraché le poignard des mains des fratricides.

« Et maintenant, union et courage! Au lieu de nous terrifier, les rugissements du lion de Castille réveilleront notre ardeur. Les canons de l'Espagne ne prévaudront par contre les lances américaines. Janissaires! en dépit de vos malédictions et de vos sourires, le peuple se sauvera sans vous et contre vous. Nous jurons de défendre la patrie jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Plutôt la mort que l'esclavage! »

Dans la composition de l'armée qu'il voulait opposer à Florès, le gouvernement, aveugle et indécis, semblait ne pas tenir compte de ce péril intérieur. Obéissant à des considérations de convenance ou d'amitié, il nommait aux différents commandements des chefs plus ou moins dévoués à l'ex-président. Garcia Moreno ne craignit pas de dénoncer cette fausse manœuvre comme une imprudence et une trahison : « Qu'attendez-vous donc de ces officiers? s'écriait-il. De la loyauté? ils vous en ont donné depuis trente-trois ans des preuves inoubliables. Des services? Rappelez-vous les plaines de Minarica et vos pères lâchement assassinés. Vous devez attendre d'eux l'infidélité et la trahison : le passé vous pronostique l'avenir. Pour les janissaires, il ne devrait y avoir que deux chemins : le chemin de l'exil ou celui de l'échafaud. »

Pendant que, soulevé par ces virulentes catilinaires, le peuple courait aux armes, Garcia Moreno suscitait à l'envahisseur des adversaires dans toutes les républiques américaines, et s'efforçait même d'intéresser les cours de l'Europe à la cause de l'Équateur. *Le Vengeur*

lança ce projet de coalition dans une suite d'articles où la violence se combine très habilement avec toutes les finesses de la diplomatie.

« Sans doute, disait Garcia Moreno, nous devons fortifier Guayaquil, la clef de nos provinces; mais le Pérou n'est pas moins obligé de fortifier ses ports, en particulier le Callao[1], et d'équiper une armée pour couvrir sa capitale à l'approche de Florès. L'escadre des quatre républiques du Pacifique, pourrait anéantir en un combat toutes les forces expéditionnaires. Que notre gouvernement se mette donc d'accord avec les républiques sœurs, puisque tous manifestent hautement leur volonté d'assurer envers et contre tous le triomphe de l'indépendance américaine.

« Nous appelons, en outre, l'attention de tous les Américains sur la perfidie du cabinet de Madrid, de ce cabinet assez cynique pour se faire le complice d'une odieuse invasion. Sans respect pour la souveraineté de l'Équateur reconnue par la mère-patrie, sans considération pour les liens d'amitié qui unissent les deux pays, au mépris des règles les plus vulgaires de l'honneur et de la civilisation, l'Espagne souffre qu'on embauche des troupes sur son territoire contre une nation pacifique et amie. Devant un procédé qui équivaut à une rupture, l'Équateur insulté n'a que deux partis à prendre : employer la force pour se faire rendre justice ou dénoncer le traité d'union. Le premier est impossible pour le moment; reste donc à réaliser le second sans délai. Rappelons notre représentant de Madrid, fermons nos ports aux vaisseaux espagnols, et poussons tous les États d'Amérique à prendre des résolutions semblables. Ce sera le châtiment de la déloyauté castillane et le dernier coup porté au commerce de la péninsule. »

1. Le port de Lima, capitale du Pérou.

Cet appel chaleureux fut entendu. Les États du Pacifique s'unirent à l'Équateur pour repousser l'ennemi commun. Le Pérou arma des vaisseaux pour défendre ses ports; le gouvernement chilien proposa aux chambres de suspendre toute relation commerciale avec l'Espagne et de négocier une alliance offensive et défensive avec l'Équateur; le président de la Nouvelle-Grenade, Thomas Mosquera, adressa au peuple une proclamation énergique, dans laquelle il déclare marcher avec les peuples du Pacifique contre « les sacrilèges profanateurs du sol américain ». Cette ligue se montrait si belliqueuse qu'au printemps de 1847, les nouvelles devenant plus alarmantes, Garcia Moreno put dire sans trop d'outrecuidance :

« Florès arrive avec ses flibustiers. Partira-t-il des côtes d'Espagne ou des côtes d'Angleterre? on l'ignore; mais enfin dans quelques mois il apparaîtra sur nos rivages. Qu'il vienne donc : nous tâcherons de le bien recevoir et de lui préparer une tombe assez profonde pour l'ensevelir, lui et ses crimes. Qu'il vienne : nous irons à sa rencontre pour exterminer la race des traîtres! Qu'il vienne : nous argumenterons contre ses bandits avec des raisons, subtiles comme la lance et solides comme le plomb. Qu'il vienne, et de toutes les poitrines sortira ce cri vainqueur : mort aux envahisseurs et vive l'Amérique! »

Cette levée patriotique de tous les peuples du continent sud-américain força les diplomates européens à se préoccuper d'une expédition réprouvée par le droit des gens, d'autant plus que *Le Vengeur* excitait les républiques confédérées à fermer leurs ports, non seulement à l'Espagne, mais à tous les pays où Florès avait recruté ses vaisseaux et ses soldats. L'Angleterre se sentit atteinte dans ses intérêts, et dès lors l'expédition fut très compromise. Au moment même où la petite flottille

allait quitter les ports de la Grande-Bretagne, les journaux supplièrent le gouvernement de mettre l'embargo sur les vaisseaux. Tremblants pour leurs comptoirs d'Amérique, les commerçants de la cité présentèrent un mémoire à lord Palmerston, dans lequel on rappelait que « le général Florès, manifestement d'accord avec le gouvernement espagnol, se préparait à envahir l'Amérique du Sud; que l'expédition comptait déjà quatre mille hommes bien armés, des vapeurs de grande force et des transports de guerre; que cet armement se faisait, au vu et au su de tout le monde, en Angleterre aussi bien qu'en Espagne et au Portugal; que d'ailleurs, les produits des manufactures anglaises se consommant surtout en Amérique, et de nombreux emprunts ayant été contractés en Angleterre par les républiques du Pacifique, les intérêts britanniques seraient évidemment très menacés par cette expédition. » En conséquence, les négociants de la Cité priaient instamment le ministre de s'opposer à une invasion tout à fait désastreuse pour ses nationaux.

Garcia Moreno avait touché la corde sensible. Lord Palmerston s'occupait peu du droit des gens, mais les représentations du commerce anglais devaient toucher son cœur. Le gouvernement mit l'embargo sur la flottille expéditionnaire, et Florès, obligé de licencier ses Irlandais et ses Espagnols, dut ajourner sa téméraire et coupable entreprise.

Cette nouvelle inattendue fut saluée dans toute l'Amérique par un cri d'allégresse. A l'Équateur particulièrement, on se félicitait d'en avoir été quitte pour la peur, grâce à la vaillante attitude des patriotes, et surtout de l'homme énergique qui avait conduit la campagne. Tout en se réjouissant avec le public de cet heureux dénouement, Garcia Moreno prétendait que cet insuccès ne découragerait ni Florès ni ses partisans.

Il conseillait donc au gouvernement de surveiller plus que jamais les « janissaires ». — L'avortement de l'expédition, disait-il dans un des derniers numéros du *Vengeur*, n'est pour Florès qu'un contre-temps, et non comme on se l'imagine trop facilement, le renversement absolu de ses projets. Son auguste protectrice fera de nouveaux sacrifices d'argent, ne serait-ce que pour ne pas perdre les millions déjà déboursés. N'eût-il que vingt hommes à sa disposition, il tentera quelque mauvais coup, car il sait, lui, que sa grande force, c'est la bande de traîtres disséminés dans nos cités. Fort de cette avant-garde, il n'abandonnera jamais ses idées de conquête. Si le gouvernement veut annihiler les forces de Florès à l'étranger, qu'il commence par détruire son armée de l'intérieur. »

L'événement lui donna raison. L'année n'était pas écoulée qu'on découvrit à Guayaquil un complot ourdi par les *Floréanos* [1], pour renverser le gouvernement au profit de leur ancien maître. Le pronunciamento allait éclater quand les principaux conjurés, dont les mesures avaient été mal combinées, furent saisis et jetés en prison. En présence des partis violemment surexcités, le gouverneur écrivit à Roca qu'il ne répondait plus de l'ordre. Comprenant alors la gravité de la situation, le président fit appeler Garcia Moreno et le chargea sous sa responsabilité de pacifier cette cité de Guayaquil, livrée aux fureurs de l'anarchie. Celui-ci, bien que malade, n'hésita pas devant cette redoutable mission et partit à marches forcées pour Guayaquil.

On vit en cette circonstance ce que peut un homme énergique et résolu. Il trouva les têtes montées jusqu'au dernier degré de l'exaltation ; l'émeute vaincue, mais frémissante ; les patriotes, animés d'une vraie rage

1. C'est ainsi qu'on désignait les partisans de Florès.

contre les Floréanos, se livrant à de véritables actes de sauvagerie. Le colonel Soler, l'un des conspirateurs, avait été poignardé par les soldats chargés de le garder; les autres prisonniers attendaient le même sort. Garcia Moreno n'eût qu'à paraître au milieu de ces insurgés furibonds et de ces soldats en délire pour imposer à tous le respect de la loi. Froid comme le marbre, il dicta ses ordres d'un ton qui ne souffrait pas de réplique, et tous comprirent qu'il fallait obéir. En huit jours, l'ordre était rétabli, le sort des prisonniers assuré, la conspiration anéantie. Le pacificateur revint à Quito, trop heureux d'avoir rendu service au pays et aussi trop désintéressé pour accepter la rémunération qu'on voulait lui offrir sous forme de solde, ou d'indemnité, ou de récompense civique. Une autre raison pour laquelle il ne voulait rien recevoir du gouvernement de Roca, c'est qu'après l'avoir servi six mois par amour du bien public, il prévoyait que ce même amour le forcerait derechef à le combattre.

En effet, Garcia Moreno ne pouvait sympathiser avec cette bande d'agioteurs pour qui l'exercice du pouvoir n'était qu'un commerce un peu plus lucratif que les autres. L'équipée de Florès avait troublé leur digestion pendant quelques mois, mais Florès n'était plus à craindre : son parti avait tenté une révolution, mais en somme le gouvernement avait eu le dessus. On pouvait donc se livrer à la joie, draîner la richesse du pays pour la convertir en or et en plaisirs, et puis dormir tranquille. Afin d'effacer tout souvenir importun, le congrès de 1847 vota un acte d'amnistie destiné à jeter le voile de l'oubli sur les rébellions passées. Son naïf président déclara solennellement que « ces insurrections devaient être attribuées à des égarements d'opinion bien plus qu'à une volonté criminelle ou coupable ». Là-dessus, ministériels et Floréanos s'embrassè-

rent comme des frères en libéralisme. Ils avaient échangé des coups de fusil pour savoir à qui appartiendrait le gâteau, mais le plus fort consentait à en céder une partie au plus faible pour ne pas être troublé dans son festin.

Garcia Moreno reprit son fouet. Ses coups furent plus terribles, sa forme plus sarcastique et plus acérée que jamais. Il appela son nouveau journal *El Diablo,* et comme on lui demandait, à ce diable, ce qu'il voulait, il ne cacha point son but : « Je ne suis, dit-il, ni employé, ni quêteur d'emploi, comme tant de pauvres diables de ma connaissance; je ne suis pas militaire comme tant de charlatans qui se vantent à tout propos des bons coups qu'ils ont donnés; je ne suis pas ministériel, n'ayant jamais voulu me vendre, ni janissaire, parce que le crime me répugne. Ami loyal d'un peuple infortuné qui n'a sur la terre d'autre défenseur que le diable, je viens combattre ceux qui le martyrisent, et dissiper les flots de poussière dont on obscurcit l'air pour couvrir l'arrivée des bandits de Florès. »

Naturellement, la verve railleuse d'*El Diablo,* s'exerça sur l'amnistie de ces nouveaux Iscariotes « saluant la patrie par un baiser avant de lui planter un poignard dans le cœur; abattant les murs de la moderne Troie pour y faire entrer leur cheval plein de janissaires. » — « Ils chantent l'union, ajoutait-il, boivent à la concorde, s'endorment dans l'enchantement de leurs rêves d'azur, quand soudain, au signal convenu, entre dans le port l'escadre de notre Ulysse du Vénézuela. Les assassins débarquent en silence et égorgent pendant leur doux sommeil ces naïfs héritiers de la simplesse troyenne. »

Pour justifier l'amnistie, le congrès avait fait appel aux grands principes d'humanité et de justice : *El Diablo,* demanda méchamment « pourquoi, dans ce malheureux ciel tout peuplé d'esprits rétrogrades, il ne se

rencontrait pas un génie assez progressif pour solliciter de Dieu un décret d'amnistie en faveur des anges rebelles, ses congénères? On n'aurait, disait-il, qu'à lui souffler les beaux traits de la harangue sénatoriale « sur ces pauvres disgraciés qui ont erré dans leurs opinions, à la suite de Lucifer. Évidemment Dieu se rendrait à des raisons de cette gravité, l'enfer se dépeuplerait, et le ciel deviendrait un pandémonium, comme le sera l'Équateur jusqu'à la consommation des siècles. »

Pas une bévue qu'*El Diablo* ne relève avec son infernale malice. Pris subitement d'un tendre amour pour Florès, le congrès avait biffé d'un décret précédent l'appellation d'*ex-général,* pour lui substituer ce titre honorifique : *El Señor don Juan José Florès.* Le malin, émerveillé de cette exquise politesse, chercha quel pouvait bien en être le mobile. Il raconta qu'étant de garde auprès d'un moribond, ci-devant ministre des finances, et peu pressé de rendre ses comptes, il entendit un révérend père qui lui disait d'un ton contrit : « Mon fils, il faut renoncer au démon, si vous voulez vous sauver. » L'agonisant, qui avait vécu dans des temps difficiles, était devenu prudent; d'une voix défaillante, il balbutia ces mots : « Je renie *el Señor don Demonio.* » Le bon père, étonné, demanda au pauvre malheureux pourquoi il traitait avec tant de courtoisie un être aussi ennemi de l'âme que Florès l'est de l'Équateur, et le ministère, du sens commun. « Ah! *padre mio,* répliqua le mourant, je voudrais tant n'être mal avec personne! » « De là l'urbanité plus que raffinée du congrès envers *el Señor don Juan José Florès;* de là aussi l'aveuglement de cet Argus aux cent yeux, dont les uns sont crevés par la vanité stupide, et les autres restent hermétiquement fermés par le narcotique puissant de la popularité malsaine. Et pendant qu'Argus endormi contemple avec amour le fantôme de ses rêves, les hom-

mes clairvoyants découvrent les signes avant-coureurs de la tempête, aperçoivent le sillon de l'éclair, et entendent déjà retentir au loin les sourds grondements de la foudre. »

L'apparition d'*El Diablo* troubla bien un peu la douce quiétude du président Roca, de ses ministres et fonctionnaires, sans déranger toutefois leurs opérations de finances. Jusqu'à l'expiration de leur mandat, ils continuèrent d'exploiter l'Équateur, dévalisant les contribuables et déportant les mécontents, pendant que Florès parcourait l'Amérique à la recherche d'un gouvernement qui voulût bien épouser sa querelle. Dans ces conditions, l'Équateur n'était plus pour notre implacable satirique « qu'une espèce d'enfer où le désordre et la confusion paraissaient aussi bien naturalisés que dans le bagne éternel ». Et cependant sa grande âme ne perdait pas tout espoir : « A côté des traîtres, disait-il, grandit un peuple courageux, décidé à verser la dernière goutte du sang de ses fils plutôt que de sacrifier l'existence, l'honneur et la liberté de la patrie. » C'était vrai dans une certaine mesure ; mais, à ce peuple que ses catilinaires avaient réveillé, il fallait un chef : où le trouver à cette misérable époque ? D'ailleurs, Garcia Moreno ignorait encore jusqu'où peut aller la patience d'une nation livrée aux oiseaux de proie de la Révolution. Dans cet enfer dont parlait *El Diablo,* comme dans celui du Dante, il y a différents abîmes dont son œil n'avait pas encore mesuré toute la profondeur. Nous allons le voir aux prises avec une race autrement perverse que celle des Florès et des Roca.

CHAPITRE VII

LA DÉFENSE DES JÉSUITES.

(*1850-1851*)

Durant ces vingt premières années de son existence, l'Équateur avait vécu sous la domination du libéralisme prétendûment conservateur. Florès, Rocafuerte, Roca, ces trois types de faux conservateurs et de faux libéraux, n'avaient pas la moindre idée des droits de l'Église, ni même des principes naturels qui régissent les sociétés. Leur libéralisme consistait à vanter le peuple souverain, et leur *conservatisme* à se maintenir au pouvoir envers et contre tous ; du reste, ennemis des émeutes organisées contre eux ; amis de ceux qui se faisaient leurs soutiens, et jusqu'à un certain point de l'Église, si l'Église avait pu consentir à n'être qu'un simple rouage de l'État.

Ce faux libéralisme est surtout à craindre parce qu'il porte dans ses flancs un fils plus repoussant que lui, je veux dire le radicalisme. A force d'être exploité et pressuré, le peuple se demande un jour pourquoi, lui souverain, ne mènerait pas un train de roi comme les mandataires éhontés qui vivent à ses dépens. Des orateurs de club et des barbouilleurs de journaux lui répètent tous les jours que, pour arriver à ce progrès social, il suffit de modifier tant soit peu l'Église, la fa-

mille et la propriété, ces trois moyens d'oppression inventés par les tyrans. La multitude imbécile confie à ces tribuns le mandat d'opérer les destructions nécessaires, et les radicaux succèdent ainsi très naturellement et très légalement aux libéraux leurs pères. L'Équateur était mûr pour cette ignominie. Les hommes de valeur avaient disparu de la scène : Rocafuerte depuis quelques années; Olmédo, le seul espoir de Garcia Moreno, depuis quelques mois. Florès, mort civilement, fournissait par ses complots au parti avancé une excellente occasion de hurler contre les conservateurs, qualifiés sans distinction de *Floréanos*. Un intringant, le général Urbina, profita de ce moment d'atonie pour arborer le drapeau du radicalisme et livrer l'Équateur à ses séides.

Comme ce triste personnage va jouer un rôle important dans notre histoire, il convient de rappeler en quelques mots ses antécédents. A dix-huit ans, simple enseigne de vaisseau, on le rencontre dans les antichambres du général Florès, qui l'honorait de ses bonnes grâces et même de son intimité. Le protégé partageait les goûts du maître, et lui rendait, dit-on, des services qui lui valurent bientôt le grade de colonel. En 1837, on le retrouve à Bogota, comme chargé d'affaires. Dans ce nid de francs-maçons, il se lia tout naturellement avec les meneurs de la révolution. Ennemi acharné des institutions religieuses, fougueux partisan des idées anarchiques, on le voyait, au milieu des frères et amis, insulter sans vergogne le général Florès, son bienfaiteur, et même comploter contre le gouvernement qui l'accréditait. Rocafuerte, mis au courant de ses intrigues, l'exila pour cause de rébellion; mais, en remontant au fauteuil, Florès lui donna le gouvernement de la province de Manabi. En guise de remercîment, Urbina souleva les casernes contre le président au

profit de la révolution du 6 mars 1845, et s'en vint, d'un cœur léger, prêter main-forte aux assaillants de l'Elvira, ce qui lui valut le grade de général. Nommé gouverneur de Guayaquil par Roca, il fit rage contre Florès et les *Floréanos*.

Dès lors, la seconde place ne suffisant plus à son ambition, il se dit qu'avec son astucieuse habileté, son audace de conspirateur, son habitude de la trahison, rien n'était plus facile que d'arriver à la présidence. Cependant, en octobre 1849, à l'expiration des pouvoirs de Roca, pour ne pas se démasquer prématurément, il soutint de toute son influence la candidature de Diego Noboa, vieux conservateur sans portée politique dont il se proposait d'exploiter la simplicité. Ses plans avortèrent grâce aux divisions du congrès qui, ne pouvant réunir sur la tête d'un candidat le nombre de voix exigé par la constitution, remit le gouvernement aux mains du vice-président, Manuel Ascasubi, homme intègre, intelligent, économe des deniers publics, ardent patriote, et de plus beau-frère de Garcia Moreno. Ce dénoûment imprévu ne faisait point l'affaire d'Urbina. A son instigation, le 20 février 1850, la garnison de Guayaquil fit un pronunciamento contre Ascasubi et proclama chef suprême l'ambitieux gouverneur, qui, cédant aux protestations indignées de la population tout entière, remit en avant son homme de paille, le trop confiant Noboa. Acclamé, le 20 mars, par la même garnison de Guayaquil, le bon vieillard accepta le patronage d'Urbina qui l'entoura des soins les plus affectueux et convoqua une convention à l'effet de transformer son élu en président définitif.

Garcia Moreno n'assista point à ces pronunciamentos du général Urbina contre le gouvernement de son beau-frère, Manuel Ascasubi. Fatigué des luttes politiques, il avait quitté l'Équateur à la fin de 1849, et

fait voile vers l'Europe, non sans prévoir les nouvelles crises dont son pays allait être victime. En passant à Guayaquil, il comprit à la fermentation des esprits qu'une révolution était proche et avertit même son beau-frère de se précautiônner contre les mesures d'Urbina. Peut-être avait-il alors l'intention de se lancer dans le commerce, à l'imitation de son frère Pablo; mais à peine eut-il mis le pied sur le continent européen, que son esprit se reporta dans les régions qu'il habitait depuis longtemps. En parcourant l'Angleterre, la France et l'Allemagne, il étudia l'état politique de ces pays presque aussi révolutionnés que l'Amérique et en plein désarroi depuis le cataclysme de 1848. Ce qui le frappa surtout en France, ce fut le retour aux idées religieuses. A la vue du gouffre entr'ouvert, les journaux du libéralisme faisaient leur paix avec l'Église, prônant à l'envi les ordres religieux si souvent insultés par eux, et même cette instruction cléricale toujours bafouée par leur antichrétienne et antisociale Université. Sans doute, l'instinct de conservation, plus que la foi, opérait cette soudaine métamorphose, mais le témoignage de ces impies n'en était que plus concluant pour tout observateur impartial. Après six mois passés dans la vieille Europe, Garcia Moreno reprit la mer, de plus en plus convaincu que Jésus-Christ est l'unique sauveur des peuples et qu'un État sans religion est irrémédiablement voué au sabre d'un autocrate ou au poignard des anarchistes.

De retour à Panama, il fit une rencontre qui, malgré les bonnes résolutions qu'il avait prises, le rejeta immédiatement dans la lutte. Au moment de s'embarquer pour Guayaquil, il aperçut un certain nombre de religieux tristement groupés près d'un navire à destination de l'Angleterre. C'étaient des religieux de la compagnie de Jésus que le gouvernement franc-maçon de la

Nouvelle-Grenade venait d'expulser, sans autre raison que la haine de cette Église catholique dont les jésuites sont partout les plus ardents défenseurs. Appelés six ans auparavant par le parti conservateur, alors au pouvoir, leur crime était d'avoir fondé plusieurs collèges dans les villes et un centre d'apostolat dans la région encore sauvage du pays. Naturellement les radicaux avaient dénoncé le grand péril que courait la liberté, non seulement à Bogota, mais dans toute l'Amérique; et il s'était trouvé un congrès pour chasser ignominieusement les jésuites, après les avoir couverts de calomnies et d'outrages. A la recherche d'un sol plus hospitalier, les victimes allaient quitter l'Amérique quand Garcia Moreno se présenta devant le supérieur pour lui faire une proposition aussi simple qu'inattendue. Se demandant pourquoi l'Équateur ne profiterait pas du crime stupide de ses voisins, il offrit aux exilés un refuge à Quito, où depuis longtemps nombre de familles désiraient leur confier l'éducation de la jeunesse. Il leur rappela qu'en différentes circonstances des démarches avaient été faites à cet égard, démarches restées infructueuses faute du personnel nécessaire à la fondation d'un nouveau collège. Or, grâce à l'injustice de leurs persécuteurs, ce personnel longtemps cherché était maintenant trouvé.

Habitués de longue date à suivre le précepte du Maître : « si l'on vous chasse d'une ville, allez dans une autre », les jésuites se montrèrent tout disposés à s'embarquer pour l'Équateur sous l'égide de Garcia Moreno; mais pouvait-il assurer que les autorités de son pays ne s'opposeraient pas à leur débarquement? La question était douteuse; toutefois, Garcia Moreno opinait pour l'affirmative. Il connaissait particulièrement don Diego Noboa, le nouveau chef suprême, esprit débonnaire, disposé par goût à favoriser le catholi-

cisme. Sans doute, ce bon vieillard était à la merci d'Urbina, qui l'avait élevé au pouvoir pour gouverner sous son nom et le supplanter à la première occasion; mais, avec un peu d'adresse, on pouvait obtenir le *placet* du bienveillant Noboa avant qu'il eût le temps de consulter son mauvais génie. Garcia Moreno exprimant le ferme espoir de réussir, les jésuites prirent place sur le vaisseau.

Ni les religieux, ni leur guide, ne se faisaient une idée de la rage obstinée des francs-maçons de la Nouvelle-Grenade. Pendant la traversée, Garcia Moreno remarqua, parmi les passagers, un personnage qui l'observait attentivement tout en se dissimulant de son mieux. Quel ne fut pas son étonnement de reconnaître le général Obando, l'un des plus acharnés persécuteurs des jésuites et le principal auteur de leur expulsion? Évidemment cet espion, chargé de les suivre, allait leur fermer tous les ports de l'Amérique; il n'aurait qu'à faire un signe au général Urbina pour leur interdire l'entrée de Guayaquil. Cette découverte ne laissa pas que de déconcerter un peu le protecteur et les protégés, mais les difficultés ne faisaient que stimuler le courage de Garcia Moreno.

Arrivé au port de Guayaquil, il s'empressa de débarquer avant tous les voyageurs, courut, sans perdre une minute, chez Noboa, lui parla chaleureusement de la bonne rencontre qu'il venait de faire et lui demanda l'autorisation d'introduire à Quito les religieux expulsés. Toute la république saurait gré au nouveau chef suprême de cet acte d'humanité et de justice.

Préoccupé de se concilier l'opinion, surtout dans la capitale, où le congrès allait procéder à l'élection présidentielle, le bon vieillard accueillit favorablement cette requête. Quelques heures après, la petite caravane s'embarquait précipitamment sur le fleuve Guayas pour

gagner les Cordillères. Quand Obando vint à son tour, au nom de son gouvernement, réclamer l'interdiction des jésuites, on lui répondit qu'il était trop tard, et que d'ailleurs l'Équateur n'avait pas à s'immiscer dans les querelles politiques ou religieuses de la Nouvelle-Grenade. Pauvre Noboa! Il ne s'imaginait pas que cette affaire, si minime en apparence, habilement exploitée par son cher Urbina, deviendrait une machine de guerre pour le renverser.

Dès ce moment, la question des jésuites fut à l'ordre du jour et passionna tous les esprits. La convention nationale en fut saisie immédiatement après le vote de la constitution et l'élection définitive de Noboa comme président de la république. Devait-on faire une loi de rappel ou confirmer le décret de bannissement de Charles III édicté contre les jésuites au siècle précédent? telle était l'alternative posée aux législateurs. La discussion fut longue, l'opposition violente, mais enfin la majorité, cédant au vœu populaire exprimé par des pétitions aussi pressantes que nombreuses, vota l'acte solennel de réparation. La foule salua le décret par des applaudissements enthousiastes. On rendit à la compagnie de Jésus l'église qui lui avait appartenu avant la suppression; on lui alloua de plus un couvent spacieux, ainsi que l'hôtel de la Monnaie pour y établir un collège. Un article du décret portait en outre que les pères rentreraient en possession de tous leurs biens non aliénés. Le jour de leur réinstallation dans l'église de Jésus, après un exil de quatre-vingt-trois ans, fut pour les jésuites un jour d'ovation triomphale. Les rues de la capitale étaient tapissées de draperies; la foule se pressait joyeuse sur leur passage. Pour la première fois depuis près d'un siècle, on revoyait à l'autel ces hommes de Dieu dont le dévouement et la science étaient connus de tous, ces héroïques missionnaires qui n'avaient pas

craint de s'aventurer dans les déserts et les forêts de l'Amazone, pour y fonder d'admirables *réductions*, aujourd'hui anéanties. A voir l'émotion et l'enthousiasme de la population, on eût dit que chaque famille retrouvait un ami et un père.

Garcia Moreno triomphait : il pouvait espérer en effet que la loi de rappel, réclamée par un pétitionnement général de la capitale et des provinces, votée par la convention après un débat contradictoire, sanctionnée par le président de la république, fêtée par les acclamations de tout un peuple, il pouvait espérer, dis-je, que cette loi serait respectée de l'opposition prétendûment libérale. Mais les frères et amis, furieux jusqu'à l'exaspération, se chargèrent de lui prouver une fois de plus, et d'une manière péremptoire, qu'ils s'inspirent, non des volontés du peuple, mais uniquement de leur haine contre l'Église et ses institutions. Ils dressèrent aussitôt un plan de campagne d'une simplicité remarquable : il s'agissait d'abattre révolutionnairement Noboa, puis de jeter brutalement les jésuites hors de l'Équateur.

Le général Urbina ne demandait pas mieux que de profiter de cette excellente occasion pour renverser et remplacer le faible Noboa. Ses journaux représentèrent le président comme un esclave des jésuites, et de plus un floréano déguisé. « Il avait évidemment manqué à tous ses devoirs en sanctionnant la loi de rappel. Quelle honte pour le pays de se voir courbé de nouveau sous le joug odieux du jésuitisme ! D'un autre côté, quoi de plus inopportun et de plus funeste pour l'Équateur que cette espèce de défi jeté à la Nouvelle-Grenade ? Car n'était-ce point condamner audacieusement la politique d'un gouvernement voisin, politique vraiment progressiste et vraiment libérale, que d'ouvrir ses portes à des religieux expulsés comme fauteurs de troubles et de rébellion ? »

Encouragé par ces insinuations et d'autres non moins antipatriotiques, le gouvernement grenadin, qui s'entendait avec Urbina, ne craignit point de soulever un conflit international et de réclamer le bannissement des jésuites au nom de je ne sais quelle théorie franc-maçonnique. On lui répondit, comme on devait le faire, en envoyant une division à la frontière.

Les radicaux ne connurent plus de bornes. La patrie était menacée, et cela pour l'amour des jésuites, ces hommes exécrés du monde entier. Furieux de son échec, l'agent diplomatique de la Nouvelle-Grenade s'oublia jusqu'à publier contre la compagnie de Jésus un pamphlet odieux, dans le goût et le style de ces venimeuses productions tant de fois rééditées depuis un siècle. Les constitutions de l'ordre, sa doctrine, sa morale, la conduite de ses membres, leurs actes à la Nouvelle-Grenade, y étaient représentés comme des monstruosités. Ces mensonges, ajoutés à d'insolentes menaces, ne laissaient pas que d'impressionner la masse des conservateurs, trop souvent timides et faibles. Aussi le champion du droit, le chevaleresque Garcia Moreno comprit-il qu'il était de son devoir d'intervenir. Introducteur des jésuites dans son pays, c'était à lui que revenait la tâche et l'honneur de les défendre. Reprenant donc sa plume vengeresse, il opposa au pamphlet du diplomate sa *Defensa de los Jesuitas* [1], un des plus beaux plaidoyers qui aient été composés en faveur de la compagnie de Jésus. On reconnaît l'homme à la déclaration qui termine la préface :

« On m'appellera fanatique et jésuite, parce que j'ai consacré mes loisirs à écrire cette défense, mais cela m'importe peu. Je suis catholique et fier de l'être, bien que je ne puisse compter au nombre des chrétiens fer-

1. Opuscule de 60 pages in-8°. Quito, 1851.

vents. J'aime ma patrie avec passion, et j'estime que c'est un devoir de travailler à son bonheur. Chrétien et patriote, je ne puis garder le silence sur une question qui intéresse au plus haut degré la religion et la patrie. D'ailleurs, mon caractère me porte naturellement à prendre en main la cause du faible et de l'opprimé. La tyrannie me révolte partout où je la rencontre, et je déteste la froide barbarie de ces hommes qui savent rester neutres entre la victime et le bourreau. »

Après cette profession de foi, empreinte de tant de noblesse et de grandeur, commence l'exécution de l'étourdi pamphlétaire :

« L'auteur d'un écrit calomnieux, récemment publié contre les jésuites, nous avertit qu'il est jeune encore et il le prouve incontinent par un début tout à fait enfantin. Selon lui, nous sommes obligés de le croire, pour plusieurs raisons : d'abord, parce qu'il a vu ce qu'il raconte; puis, parce qu'il se présente comme interprète de son siècle; ensuite, parce qu'à son âge on est d'une sincérité ingénue; enfin parce qu'entre républicains démocrates règnent toujours la franchise et la loyauté. On enseignait autrefois que pour mériter créance, il fallait simplement ne pas se tromper et ne pas vouloir tromper les autres, savoir ce que l'on dit et dire ce que l'on sait. Mais comme cet ingénu ne sait pas toujours ce qu'il dit et dit encore moins ce qu'il sait, il a inventé ces motifs de crédibilité plus que puérils, afin de déraisonner et de mentir à son aise.

« Apprenez donc, jeune homme, que pour avoir droit à notre foi, un témoin oculaire doit se montrer encore témoin intelligent et rapporteur fidèle. Trop souvent, en effet, l'esprit de parti fait de notre instrument d'optique un prisme trompeur. — Vous parlez, dites-vous, au nom de vos contemporains : mais il y en a qui mentent en parlant au nom de Dieu! — Cinq lustres à peine

pèsent sur votre tête, et à cet âge on est candide : à cet âge les vices les plus honteux peuvent déshonorer le cœur de l'homme; à cet âge, Néron avait tué sa mère, sa femme et ses maîtres, brûlé Rome pour s'amuser, puis calomnié les chrétiens pour avoir le plaisir de les brûler aussi. — Vous affirmez que les républicains se doivent la vérité les uns aux autres : sont-ils donc si francs, les républicains? Dans leur bouche hypocrite, patriotisme n'est-il pas souvent synonyme d'ambition, liberté de tyrannie, justice et progrès de vol et de vengeance? Combien de constitutions républicaines où l'on parle de garanties qui ne garantissent rien, et d'un peuple souverain, toujours couronné d'épines, vêtu de haillons et entouré de bourreaux? En tout cas, si vous êtes franc et loyal avec vos amis, il n'y paraît guère, jeune homme, dans votre pamphlet.

« Vous prétendez nous faire croire que vous exterminez les jésuites par amour et pour la plus grande gloire du catholicisme. — Fourberie et mensonge! Vous ne frappez les jésuites que pour atteindre le catholicisme. C'est une vérité désormais historique que tous les ennemis de l'Église abhorrent la compagnie de Jésus. Vous dites avec Calvin : « Les Jésuites sont nos grands adversaires; il faut les tuer, ou les chasser, ou les écraser sous le mensonge et la calomnie. » Avec d'Alembert : « La ruine de l'Église suivra de près l'anéantissement des jésuites. » Avec Manuel de Roda : « L'opération ne laisse rien à désirer; nous avons tué la fille, il ne nous reste plus qu'à tuer la mère, notre sainte Église romaine. » Vous voulez ébranler les colonnes pour renverser le temple, et désarmer l'Église avant de l'opprimer. »

Entrant alors dans le vif du débat, Garcia Moreno poursuit son adversaire pied à pied, jetant par terre tout son échafaudage de calomnies. A propos des tendances

politiques de l'Institut, qui, d'après le jeune diplomate, « élève son pouvoir sur des monceaux de cadavres et offre des sacrifices sanglants sur l'autel du Sacré-Cœur, » le vigoureux polémiste lui lance cette apostrophe :

« Comment osez-vous publier ces grossières impostures quand il est notoire qu'à la Nouvelle-Grenade, comme du reste en tous lieux, les jésuites ont uniquement prêché la morale évangélique, le respect dû aux autorités, et même la soumission à la loi quand cette loi les condamnait injustement à l'exil? Ils fomentaient, dites-vous, les passions politiques : mais, à leur arrivée dans votre pays, deux partis se faisaient une guerre sans merci, et tel fut sur tous l'ascendant de ces religieux, telle fut la puissance de leur prédication que, pendant les six années de leur résidence à la Nouvelle-Grenade, la concorde et l'union n'ont pas cessé d'y régner, tandis que leur départ devient le signal de nouvelles guerres. Hommes étranges, n'est-ce pas? qui maintiennent l'ordre en prêchant le désordre, et font naître la discorde aussitôt qu'ils ne la prêchent plus. Malheureux! si vos provinces du sud sont en conflagration, la faute n'en est pas aux jésuites, mais au général Obando qui, en lançant sur elles une horde de brigands, a mis les citoyens dans la nécessité de recourir aux armes pour défendre leur honneur, leurs biens et même leur vie. »

L'impitoyable athlète poursuit ainsi son adversaire durant soixante pages, l'enserre dans les liens de sa logique de fer, et finit par l'écraser sous le poids du ridicule. Sa conclusion, c'est le cri d'indignation d'un vrai patriote :

« Des calomnieuses et audacieuses invectives lancées contre la compagnie de Jésus, vous inférez que votre gouvernement a le droit d'exiger de nous le renvoi des jésuites. Or, nous venons de voir que vos accusations ne sortent jamais du vague ou de la déclamation, et

que si d'aventure vous hasardez une preuve, c'est un texte falsifié. Votre prétendu droit repose donc sur une fiction et votre justice sur un mensonge.

« Mais eussiez-vous cent fois raison et les jésuites fussent-ils cent fois plus criminels que vous ne les faites, de quel droit une nation étrangère vient-elle nous mettre en demeure de les chasser? Qu'on demande l'extradition d'un individu dans les cas prévus par les traités, d'accord; mais exiger l'expulsion de réfugiés parfaitement inoffensifs que nous avons recueillis par un sentiment de généreuse pitié, c'est un attentat contre la souveraineté d'un peuple indépendant.

« La Nouvelle-Grenade n'aura garde de réclamer de l'Angleterre ou des États-Unis l'expulsion des jésuites. Elle sait trop bien qu'une pareille prétention serait regardée comme une injure par les gouvernements de ces deux pays; mais avec l'Équateur on peut tout se permettre. Elle nous outrage parce qu'elle nous croit faibles ; elle nous menace parce qu'elle nous croit tout au plus capables de faire des pronunciamentos. En cela elle se trompe : l'amour de la patrie n'est pas mort dans le cœur des Équatoriens. Au jour du danger, tous les partis s'uniront pour défendre l'indépendance nationale, et le gouvernement s'ensevelira sous les ruines de la république plutôt que de mettre son honneur à la merci de l'injustice : telle est son inébranlable résolution.

« Quant à nous, nous savons que la guerre est déclarée, non pas aux jésuites mais au sacerdoce et à la foi catholique. On proscrira les jésuites, puis le clergé séculier, puis tous les enfants de l'Église. Ainsi sera creusé l'abîme où s'engloutiront la Nouvelle-Grenade, et l'Équateur, et toutes les républiques catholiques, si nous poussons la lâcheté jusqu'à nous soumettre aux infernales exigences de la bande rouge. Mais non, cela ne sera pas; la foi de nos pères ne cessera jamais d'il-

luminer notre Équateur. Pour la défendre, le clergé ne montrera pas d'apathie, le peuple ne s'endormira point dans une silencieuse résignation. Nous marcherons au combat sous la conduite de l'éternelle Providence. Si nous devons, comme les Hébreux, passer par les flots de la mer rouge, Dieu ouvrira un chemin à son peuple choisi, et nous entonnerons sur l'autre rive le cantique du triomphe et de la délivrance. »

Cet écrit, jeté au milieu des passions ardentes, commenté d'un bout de l'Équateur à l'autre, accueilli favorablement par les libéraux eux-mêmes, fit sur les ennemis des jésuites l'effet d'un coup de foudre. Leurs machinations étaient déjouées, les prétentions de la Nouvelle-Grenade ridiculisées, le gouvernement affermi dans sa détermination de ne pas capituler devant l'intimidation, les patriotes énergiquement décidés à lui prêter main-forte. Aussi le gouvernement grenadin cessa-t-il d'enfler la voix, le diplomate imberbe disparut de la scène, et l'intrigant Urbina attendit qu'un nouvel incident lui fournît l'occasion de s'asseoir sur le siège présidentiel, convoité depuis si longtemps. Quant au pacifique Noboa, il s'endormit dans une sécurité absolue. Les provinces de l'intérieur avaient confiance dans son gouvernement conservateur; et, si les provinces maritimes se montraient plus turbulentes, son fidèle Urbina, son cher enfant, comme il l'appelait, n'était-il pas gouverneur de Guayaquil?

CHAPITRE VIII

URBINA AU PILORI

(*1851-1853*)

Dans les premiers mois de 1851, alors que le peuple était encore sous l'impression des événements que nous venons de raconter, le bruit se répandit dans tout l'Équateur qu'un grand danger menaçait la ville de Guayaquil. Il s'agissait d'une nouvelle invasion du général Florès, lequel voulait à toute force rentrer en vainqueur sur ces montagnes équatoriales, considérées par lui comme son apanage. Après l'avortement de son expédition d'Espagne, il s'était réfugié à New-York où longtemps il avait cherché des auxiliaires sans pouvoir réussir. On venait d'apprendre, non sans stupéfaction, son arrivée à Lima et l'organisation à bref délai d'une nouvelle expédition de flibustiers, avec la complicité du gouvernement péruvien et le secours de gros capitalistes dévoués à l'ex-président. Il n'en fallait pas tant à un conspirateur de la force d'Urbina pour semer dans tout le pays les germes d'une révolution.

Après avoir fait miroiter à tous les yeux le spectre de Florès, les journaux du parti avancé dénoncèrent tous les conservateurs, Noboa en tête, comme des floréanos déguisés. L'on n'avait rappelé les jésuites que pour aplanir les voies au tyran; si l'on ne déjouait au plus

tôt leurs manœuvres, c'en était fait de l'Équateur, menacé d'un côté par l'armée de la Nouvelle-Grenade, de l'autre par les bandes péruviennes de Florès. A peine émise, cette idée de trahison fit son chemin dans le peuple et surexcita toutes les têtes. La ville de Guayaquil en particulier, où la main cachée d'Urbina remuait les matières inflammables, fut bientôt dans un état de véritable ébullition.

C'était pour l'habile intrigant l'heure de pêcher en eau trouble. Dans les premiers jours de juillet 1851, Noboa reçut des lettres de son très dévoué gouverneur de Guayaquil, dans lesquelles ce maître en dissimulation l'avertissait qu'une certaine agitation régnait toujours dans la cité au sujet des dissentiments avec la Nouvelle-Grenade, et de l'arrivée de Florès au Pérou. Il ajoutait que la présence du chef de l'État, ardemment désirée de tous, contribuerait singulièrement à faire renaître le calme dans les esprits. Pour vaincre les hésitations du bon vieillard, une seconde missive annonçait que l'effervescence allait croissant et qu'une démarche de sa part devenait urgente. Urbina lui conseillait même de se présenter, en grand apparat, afin d'agir plus puissamment sur ce peuple, que la magnificence de ses chefs ne manque jamais d'éblouir. Les intimes de la présidence, flairant en piège, déconseillaient ce voyage, mais Don Diégo, plein de confiance en son favori, ne voulut rien entendre, et se mit en route avec toute la pompe qui convient au premier magistrat du pays.

Pendant qu'il descendait les Cordillères, le bruit de la prochaine arrivée du président se répandait à Guayaquil. On faisait de brillants préparatifs pour le recevoir. Des arcs de triomphe s'élevaient, par ordre d'Urbina, le long de la route qu'on devait parcourir.

Or, le 17 juillet, le jour même où le président devait

faire son entrée dans sa bonne ville de Guayaquil, trois généraux vendus à Urbina, Villamil, Roblez et Franco, entraient dans les casernes et distribuaient de l'argent aux troupes; puis, après avoir exalté leur amour de la liberté, les poussaient à prononcer la déchéance de Noboa, cet esclave des aristocrates, des conservateurs et des jésuites, et finalement à proclamer Urbina chef suprême de la République. Habitués aux pronunciamentos, les officiers se laissèrent acheter; les soldats applaudirent; Urbina consentit à prendre sur ses épaules le fardeau du pouvoir et répondit à l'adresse de ses complices par une proclamation cynique, dans laquelle il transforme ces vendus en « vaillants et incorruptibles soldats de la liberté. Ils n'avaient pu voir sans frémir la présence de Florès au Pérou, la réinstallation scandaleuse de ses séides dans tous les emplois, en un mot, la trahison perfide du gouvernement. Incapables de rester indifférents à l'asservissement de la patrie, ils avaient poussé le cri redoutable qui l'avait sauvée en 1845. » Ces braves étaient d'autant moins indifférents que chefs et soldats avaient reçu un fort pourboire aux dépens de la trésorerie de Guayaquil.

Cependant le vieux Noboa, toujours radieux malgré les inquiétudes de son entourage, avait franchi les pentes du Chimborazo, et se préparait à descendre majestueusement le cours de Guayas. Un vapeur, orné comme aux grands jours de fête, l'attendait à Babahoyo. Une garde d'honneur le reçut avec force démonstrations enthousiastes. Don Diégo monta sur le vaisseau, s'applaudissant d'avoir fermé l'oreille aux insinuations des craintifs. Dans l'excès de sa joie, il ne vit point une barque légère descendre rapidement le cours du fleuve pour annoncer à Urbina que sa proie ne pouvait lui échapper.

En approchant du quai, le vaisseau qui portait le président vira de bord inopinément, et se dirigea vers un bâtiment à voiles qui semblait l'attendre. Avant que Noboa eût pu demander compte de cette manœuvre, le capitaine des gardes mit la main sur lui, en disant : « Président, je vous arrête. — Vous m'arrêtez, s'écria le vieillard stupéfait, et en vertu de quel droit? — En vertu du mandat que m'a donné le général Urbina, le nouveau chef suprême! » Au nom de l'Iscariote, Noboa baissa la tête comme un homme frappé de la foudre, et ne fit entendre aucune protestation. On le transborda dans le vaisseau à voiles qui leva l'ancre aussitôt et gagna la haute mer. Durant plusieurs mois, Noboa erra sur l'Océan, sans que personne, pas même les membres de sa famille, pussent savoir ce qu'il était devenu. On apprit plus tard, quand Urbina n'eut plus rien à craindre de la réaction, que l'ex-président avait été jeté sur les côtes du Pérou pour y passer le temps de son exil.

Sans perdre de temps, Urbina fit ratifier ce brigandage par un semblant de réunion populaire, puis se laissa conduire triomphalement à l'hôtel de ville où il jura sur l'Évangile fidélité à la nation. Quelques jours après, il lança un corps d'armée dans la montagne pour soumettre les provinces de l'intérieur, qui se rendirent après quelques escarmouches. Une convention, composée presque exclusivement de ses créatures, inaugura le règne de la terreur, en rapportant toutes les lois conservatrices émanées du pouvoir déchu.

Naturellement, pour satisfaire sa haine autant que pour payer sa dette à la Nouvelle-Grenade, le persécuteur s'acharna contre les jésuites. Il voulait à toute force un décret d'expulsion; mais pour ne pas assumer sur lui la responsabilité d'une mesure absolument impopulaire, il fit rendre ce décret par sa convention. Au dernier jour de leur mandat, en séance secrète, comme des criminels

qui assassinent dans l'ombre, les députés votèrent la déportation des jésuites malgré les cris d'un peuple exaspéré, malgré d'innombrables pétitions couvertes de milliers de signatures. Encore une fois qu'importe à ces hommes la volonté de ce peuple qu'ils appellent ironiquement leur souverain?

Le décret rendu, le peuple s'obstinait à croire que Garcia Moreno pourrait en empêcher l'exécution. En ce mois de décembre 1852, celui-ci s'était blessé gravement à la jambe en déchargeant un revolver. Comme il revenait un soir à son domicile, marchant péniblement appuyé sur un bâton, il se vit tout à coup entouré d'une grande foule qui le suppliait d'agir en faveur des victimes; mais Urbina comprit le danger des manifestations populaires. Le lendemain, ordre fut donné au soudard Franco et à cinquante de ses bandits d'expulser les jésuites de leurs résidences sans leur laisser aucun délai, sans même leur permettre d'emporter avec eux les effets nécessaires au voyage. Comme on pouvait craindre dans les grands centres l'explosion d'une indignation difficile à contenir, on traîna les exilés par des chemins déserts vers le petit port de Naranjal, où, sans s'inquiéter de la destination choisie par eux, on les jeta sur un vaisseau qui les conduisit à Panama.

Dès ce moment, l'Équateur fut traité en pays conquis. Le despote s'installa dans sa capitale comme un sultan dans son sérail, sous la garde de ses mameluks, les célèbres Tauras, espèces de sauvages qu'il appelait plaisamment « ses chanoines ». Roblez et Franco, les principaux instruments du pronunciamento qui avait renversé Noboa, surveillèrent les provinces maritimes en qualité de gouverneurs de Guayaquil et de Manabi. Le vol, le pillage, l'assassinat, le sacrilège furent à l'ordre du jour, aussi bien que les contributions forcées et les déportations au Napo. L'Équateur goûtait

les douceurs du radicalisme démocratique, c'est-à-dire de l'état sauvage. Armés de lances et de poignards, les Tauras vagabondaient à leur aise, attaquant les citoyens inoffensifs, insultant les femmes, assassinant sans pitié quiconque osait se défendre. Si l'on s'enhardissait jusqu'à porter plainte contre eux, le tyran répondait qu'à partir de six heures un honnête homme devait se renfermer dans sa maison, et qu'en tout cas il ne répondait point de l'ordre après le coucher du soleil. Pour mener joyeuse vie avec ses prétoriens, Urbina épuisait le trésor public et commettait les plus infâmes exactions contre les particuliers. La convention, avant de se dissoudre, avait décidé qu'un si grand homme était au-dessus de tout contrôle, et qu'on ne pouvait sans affront lui demander des comptes. Comment d'ailleurs mettre sur la sellette cet usurpateur éhonté, quand la moindre allusion à ses crimes était punie journellement de la prison ou de l'exil? La tête courbée sous le joug, les conservateurs recevaient en silence les coups de cravache du tout-puissant dictateur.

Il y a dans la vie des peuples modernes de ces moments d'expiation douloureuse. Comme Adam, ils ont rejeté Dieu pour être libres : ils deviennent comme lui les esclaves du serpent révolutionnaire, qui les fascine jusqu'à leur faire perdre l'idée de la vraie liberté. Alors on voit les bornes de l'avilissement se reculer comme à l'infini. Les uns encensent humblement les tyrans au pouvoir, les autres mendient platement ses faveurs; ceux-ci prêchent la conciliation entre Bélial et Jésus : il faut céder quelque chose à Bélial pour ne pas l'irriter davantage et l'amener doucement à résipiscence; ceux-là prétendent que, de nos jours, le meilleur moyen de sauver le monde, c'est de hurler avec les loups en arborant franchement le drapeau de la Révolution. Si quelqu'un relève le drapeau du Christ de dessous les

pieds ignobles qui le foulent, on l'accuse d'exagération et de témérité, on le dénonce comme un ennemi public.

Un homme cependant ne put se résigner à contempler froidement le meurtre d'une nation. « Incapable de rester indifférent entre la victime et le bourreau », Garcia Moreno était non moins incapable de rester cilencieux. Il savait par cœur toutes les raisons des prudents; mais il pensait qu'il est toujours opportun de troubler le repos des méchants en donnant une voix à la conscience publique; que plus les voleurs aiment le silence, plus on a raison de faire du bruit; et qu'enfin à force de patience, les peuples habitués au joug finissent par s'endormir dans le plus abject matérialisme. Au milieu d'un peuple terrorisé, alors que la presse était bâillonnée et la chaire muette, il ne craignit pas de clouer au pilori le tout-puissant dictateur. L'indignation dont son cœur débordait fit explosion dans une satire d'une virulence sans égale et dont chaque trait restera comme un honteux stigmate sur le front du coupable. La pièce signée et adressée « au général Urbina », portait cet en-tête :

« Non contents d'oublier qu'ils ont autrefois traîné votre nom aux gémonies, vos vils adulateurs déchargent aujourd'hui leur colère sur l'auteur supposé de je ne sais quelle pièce satirique. Ces écrivains de taverne, qui chantent vos louanges à tant par jour, devraient bien se contenter de faire leur besogne avec l'irrésistible logique et le gracieux langage qui les distinguent, sans attribuer à un mien ami une œuvre dont il est aussi innocent que je le suis des vôtres. Ne croyez pas que le repentir ou la crainte me dictent cette rectification, car, avec votre permission, je vais ajouter à la susdite pièce un autre essai que vous pourrez appeler défectueux, prosaïque, illisible même; toutefois, comme il est signé de ma main, vos illustres apologistes ne

pourront plus équivoquer sur le nom de l'auteur. »

Après cette préface, où le poète se livre aux vengeances d'Urbina, vient cette épigraphe de Moratin : « J'ai vu d'audacieux tyrans s'élever de la poussière, régner un instant et périr ». Puis la flagellation commence sous la forme antique d'une ode « *à Fabius* ».

« Fuis loin d'ici, vertueux Fabius, si tu veux préserver du vice ton âme candide encore. Ici, tu le vois, le crime lève bien haut son front déshonoré; ici l'astucieuse ambition, après s'être roulée dans la fange des égouts, monte subitement au pouvoir comme ces miasmes infects qui s'élèvent en empoisonnant les airs. Ici sous des oripeaux guerriers, se cache l'infâme!... Son bras énervé brandit le fer immaculé, que n'empourpra jamais le sang d'un ennemi! Son pâle visage est marqué de stigmates indélébiles [1] ... Aucun des vices qui ont souillé l'humanité en de longs siècles de perversité ne lui est inconnu : trahison, parjure, escroquerie, brigandage, barbarie, sauvagerie, rien n'y manque. Son ignoble vie est racontée, chapitre par chapitre, dans les articles du code!

« Et ce composé de toutes les corruptions, ce monstre qui par son contact déshonorerait jusqu'à l'échafaud, il triomphe, il règne, il vit en paix! De sa voix perfide, il fait appel au peuple imbécile, pour l'outrager ensuite avec un cynisme brutal. Et le peuple ainsi torturé pleure et... se résigne. La probité proscrite est réduite à se cacher, traquée pour délit d'innocence, exposée aux embûches du délateur vendu qui l'espionne.

« Fuis loin d'ici, te dis-je, et ne tarde pas. N'espère point améliorer par la patience ta condition misérable : le sentier de l'honneur ne mène point à la fortune.

1. Nous retranchons plusieurs vers contenant des allusions à la vie privée.

Celui qui poursuit sa marche audacieuse jusqu'au sommet des hautes montagnes, n'obtient d'autre résultat que de s'approcher de la foudre; mais, s'il laisse les Andes pour les vallées fécondes de la terre de feu, il arrête bientôt ses regards enchantés sur les campagnes fleuries et les bois verdoyants. Ainsi, l'homme intrépide qui gravit les cimes orageuses de la vertu marche sûrement à sa ruine, tandis que le méchant, dans les sentiers de l'ignominie, recueille fortune et jouissances.

« Veux-tu à toute force arriver à l'opulence ou au pouvoir? Tu n'as qu'à regarder autour de toi pour découvrir le secret. Sois menteur, calomniateur, voleur; profane à tout propos les noms de patrie et de liberté; bassesses ignobles, adulations hypocrites, noires dissimulations, n'épargne rien. Fais du sordide intérêt ta loi suprême, et tes infortunes disparaîtront comme les terreurs d'un songe.

« N'entends-tu pas le cynique Espino entonner l'*hosanna* triomphal sur les pas du vainqueur du jour? Que le malheureux monte au Golgotha, Espino le poursuivra de ses cris de mort. Eh bien! de trahison en trahison, sa vie se déroule paisiblement, comme un torrent de lave impure s'écoule, au milieu des cendres et des quartiers de roches, sur les flancs déchirés du Sangaï. Et Corredor, et Viperino, et tous ces rebelles qui doivent leurs galons, non aux luttes guerrières, mais aux lâches séditions; et ce renégat de Turpio Vilio, qui se donne à tous les partis pour les vendre tous, n'ont-ils pas fini par émerger de la poussière, et par conquérir la célébrité de l'ignominie?

« Sur cette terre de malédiction, à quoi servent la loyauté, la bravoure, la constante honorabilité, l'héroïsme d'un grand cœur qui poursuit la gloire, même au prix de la vie? L'ingratitude l'abreuve de son fiel, l'envie lui distille ses poisons, et trop souvent le poi-

gnard d'un assassin!... Telle est la récompense que l'Équateur réserve à la vertu. Malfaiteur ou malheureux, pas d'autre alternative : choisis bien vite, avant que la sombre disgrâce ne t'enveloppe de son voile funèbre.

« Mais non! intrépide et magnanime, méprise ces lâches calculs. Incline la tête sous le couteau, jamais sous l'affront. Que la grande voix de l'ouragan résonne, que la foudre éclate et tombe : reste immobile et sans peur. Ils pourront te traîner à l'échafaud, mais non t'avilir.

« Je sais, oui, je sais le sort qui m'attend. De sombres présages attristent mon âme, des images sanglantes tourbillonnent autour de moi dans mes nuits agitées. Je vois, je vois l'avenir qui s'ouvre devant moi; je sens les dures épines qui vont blesser mon front. J'approcherai de mes lèvres le calice des douleurs;... la balle d'un scélérat me percera le cœur!... Mais si ma patrie, délivrée de l'oppression qui l'étouffe, peut enfin respirer librement, c'est avec joie que je descendrai au tombeau. »

Il est difficile de se figurer l'impression que produisit cette espèce d'éruption volcanique sur des natures équatoriales, inflammables comme la poudre, à ce moment surtout où personne n'osait espérer un vengeur. Plusieurs fois déjà, Garcia Moreno avait exercé sa verve satirique aux dépens des puissants, jamais avec cette énergie solennelle d'un homme qui, à défaut de juges, se fait lui-même grand justicier. On lut cette pièce comme on va voir les criminels marqués à l'épaule. C'était bien le despote dans sa hideuse laideur; c'étaient bien ses séides, peints au naturel et très reconnaissables sous le voile transparent du pseudonyme. On éprouva l'intime satisfaction que durent ressentir les cœurs honnêtes lorsque l'anathème tomba des lèvres du Maître sur les hypocrites pharisiens.

Urbina frémit de rage, mais devant l'effervescence publique il crut prudent de dissimuler. Poursuivre Garcia Moreno, c'était attirer l'attention sur le portrait sorti de sa plume et par là même en multiplier les exemplaires; le déporter sans aucune forme de procès, c'était peut-être provoquer une insurrection. Il voua une haine implacable à l'homme qui venait de le fustiger devant tout le pays, attendant toutefois pour se venger une occasion moins compromettante.

Garcia Moreno n'était pas d'humeur à le faire attendre longtemps. L'ode « à Fabius » inaugurait une guerre à outrance, dans laquelle il ne reculerait pas devant le sacrifice de sa vie pour délivrer sa patrie. Familiarisé, comme il le dit lui-même, avec les « images sanglantes, » il prévoyait qu'un jour « le poignard ou la balle d'un scélérat » lui percerait le cœur. Cette sinistre perspective, il l'a bien montré depuis, ne pouvait l'émouvoir. Il entreprit donc de continuer l'agitation au moyen de sa vaillante plume, afin de réveiller dans les masses, avec la honte de la servitude, les nobles passions qui donnent le courage de s'en affranchir.

Uu mois à peine après le cri d'alarme qui avait retenti dans tous les cœurs, il fonda de concert avec quelques amis un journal hebdomadaire intitulé : *La Nacion*[1]. Ce titre indiquait suffisamment l'idée des rédacteurs : la nation esclave allait tous les huit jours agiter ses chaînes et protester contre l'oppresseur.

Dans le premier numéro, Garcia Moreno traçait un programme net et fier. On relevait de dessous les pieds du président le drapeau de la civilisation catholique, le vrai drapeau de la patrie. On l'arborait intrépidement en face de l'ennemi. « Il était temps, disait-on, de déchirer tous les voiles et de montrer au pays que, sous

1. *La Nacion* parut le 8 mars 1853.

le gouvernement des radicaux, la loi constitutionnelle n'est qu'un leurre, la souveraineté du peuple, une chimère, et les garanties légales de ridicules fictions. » On apportait en preuve les illégalités sans nombre, les proscriptions, les crimes honteux qui composaient l'histoire du dictateur. Les principes étaient fermes, le style nerveux, le ton d'une ironie sanglante.

« Vous parlez de progrès et de civilisation, s'écriait *La Nacion :* sachez-le donc, point de progrès ni de civilisation là où ne progressent pas simultanément la société et l'individu ; nul progrès social là où règne le mépris du progrès matériel, où la misère dévore la population, où l'astuce révolutionnaire devient le seul moyen de s'enrichir. Nul progrès individuel là où l'intelligence abrutie s'endort dans les bras de l'ignorance, où les doctrines désorganisatrices relâchent chaque jour les liens de la morale, et éteignent avec une rapidité terrible la brillante lumière des révélations divines. »

Urbina comprit que *La Nacion* allait devenir une véritable machine de guerre contre son gouvernement. Il avait pu tolérer une poésie fugitive, mais la seule pensée d'une feuille périodique d'opposition le rendit furieux. En vertu de son pouvoir discrétionnaire sur la presse, il informa Garcia Moreno que, s'il osait lancer un second numéro de *La Nacion*, lui et ses complices seraient inexorablement déportés, ce qui signifiait internés au milieu des sauvages du Napo, ou fusillés dans un défilé quelconque par une escouade de Tauras. Le commandant général de Quito reçut l'ordre de lui notifier cet ukase.

— « Dites à votre maître, lui répondit Garcia Moreno, qu'aux nombreux motifs de continuer le journal, se joint maintenant celui de ne point me déshonorer en cédant à ses menaces. »

La ville entière, vivement surexcitée, observait avec

attention ce duel d'un nouveau genre. Au jour marqué, parut le second numéro de *La Nacion,* plus fort, plus agressif que le premier. Comme on n'avait pas longtemps à vivre, il fallait s'expliquer clairement. Sous ce titre : « Politique du cabinet, » on lisait en tête du journal une critique violente des actes du gouvernement depuis son origine; puis Garcia Moreno libellait contre Urbina ce formidable réquisitoire :

« Il y a longtemps que le pouvoir est débarrassé des périls extérieurs qui lui servaient de prétexte pour couvrir ses fautes et colorer ses erreurs. Une invasion inattendue[1], moins redoutable par les forces de l'ennemi que par les mécontentements d'un peuple opprimé, faisait oublier en partie les horreurs de la dictature. Quand une nation combat pour son existence, les autres intérêts deviennent secondaires. Ceci soit dit sans vouloir excuser les spoliations et autres agissements « démocratiques » qui ont valu aux agents du gouvernement une juste célébrité. Je crois, au contraire, que ces exactions ont créé un péril imminent et que les autorités, eussent-elles été payées par l'envahisseur, n'auraient pu lui rendre un plus grand service que de pousser la population au désespoir en la broyant sous leurs pieds.

« Quoi qu'il en soit, depuis le mois de juillet, les obstacles à l'action régulière du gouvernement ayant disparu, on pouvait croire qu'il chercherait un titre de légitimité dans le bien qu'il ferait au peuple. Vain espoir! Plein de témérité et d'insanité, il veut dominer par la terreur; il voile son impuissance sous les apparences de la force : il met sa gloire à insulter l'opinion. Fier de récolter la haine pourvu qu'il sème l'effroi, il di-

1. L'invasion de Florès, dix mois auparavant. Le 14 mars 1852, après le renversement de Noboa, Florès avait en effet paru devant Guayaquil avec quelques vaisseaux équipés au Pérou; mais, le 4 juillet, ses braves condottieri livrèrent la petite flottille à Urbina.

rait volontiers comme Tibère : *Oderint dum metuant*[1]!

« Dans notre système actuel d'administration, on n'aperçoit pas le moindre atome d'esprit, de cœur ou de bons sens. Le trésor est à sec, le budget de l'année courante dévoré, le soldat sans solde. N'importe; au lieu d'introduire dans les finances une économie sévère et de réduire les dépenses militaires, on continue les dilapidations, les négociations ruineuses, les malversations les plus révoltantes. On maintient sur pied une armée déguenillée et affamée, insuffisante pour une guerre extérieure, écrasante pour un pays pauvre et ruiné. Avec tout cela, le gouvernement affecte des airs belliqueux qui font pitié. S'il se rencontre quelque part un jeune rodomont aussi couard que rapace, aussi rapace qu'insolent, on peut être sûr que ce propre à rien deviendra gouverneur d'une province ou premier magistrat d'un canton. Il volera; il écrasera le peuple jusqu'à ce qu'il ait enfin lassé sa stoïque patience. »

Après ce tableau de la politique gouvernementale, Garcia Moreno rappelait les crimes commis contre l'Église et notamment la scandaleuse et brutale expulsion de la compagnie de Jésus. Il montrait comment « un perfide et lâche conspirateur n'avait pas craint d'acheter la protection d'un État voisin au prix du sang du juste et de l'honneur national; comment une assemblée prostituée, composée de toutes les incapacités, plus platement servile que le parlement de Cromwell, n'avait pas reculé devant l'exécution de l'infâme complot tramé par un assassin et un traître; comment elle avait voté son décret de proscription, dans le huis-clos d'une session secrète, à la dernière minute de son existence, et comme en se bouchant les oreilles pour ne pas entendre les cris de réprobation d'un peuple exaspéré. »

1. Qu'on me haïsse pourvu qu'on me craigne.

Il stigmatisait enfin la barbarie de l'exécution et l'ignoble conduite d'un gouvernement assez éhonté pour calomnier ses victimes avant de les torturer. « Honte éternelle, ajoutait-il, à ces lâches oppresseurs de l'innocence, à ces implacables persécuteurs de la vertu ! »

En guise de conclusion, il dépeignait, avec son pinceau d'artiste, les terreurs et les affolements de ce gouvernement sans boussole. « C'est, disait-il, un homme ivre, à la démarche incertaine, à la vue trouble, à la voix balbutiante. Il fait mille détours pour trouver son chemin, heurte à toutes les bornes, et attribue ses vertiges à la hauteur des édifices. Toujours vacillant, il se plaint qu'on le pousse et qu'on lui fait perdre l'équilibre. Il roule des yeux hagards, lève la main pour saisir une ombre tenace, sans se douter qu'elle est produite par son propre corps. Il accuse le soleil et se plaint qu'il fait nuit en plein midi, parce que ses yeux obscurcis ne distinguent plus les objets. Épouvanté, il affirme que le sol tremble, parce qu'il ne tient plus sur ses jambes, jusqu'à ce qu'enfin, haletant, somnolent, n'en pouvant plus, il tombe et s'endorme pour cuver son vin. C'est la parfaite image de notre gouvernement : il prépare sa chute, et sa chute sera celle d'un ivrogne[1]. »

Garcia Moreno ne se fait aucune illusion sur le dénoûment de cette tragédie. Avec un dévouement digne des anciens Romains, il sacrifiait à l'amour de la patrie son repos et son bonheur. Il avait trente-deux ans; il venait d'épouser une femme digne de lui; un avenir brillant s'offrait à ses regards. Lancer sa feuille, c'était l'exil, mais c'était aussi pour l'homme néfaste qui égorgeait son pays un coup de massue capable de l'étourdir. La persécution qui allait l'atteindre rendrait le persécuteur plus odieux encore et réveillerait dans les

1. Voir *La Nacion* du 15 mars 1853.

cœurs la noble passion du devoir. Sans hésitation il lança sa feuille et attendit le bourreau.

La Nacion parut dans la matinée du 15 mars 1853 : deux heures après, Urbina signait l'arrestation de Garcia Moreno. L'irritation du président ne connaissait plus de bornes, mais l'exaltation du peuple croissait aussi. Averti que la police avait reçu l'ordre de le saisir, Garcia Moreno sortit de sa demeure, escorté de deux complices comme lui décrétés d'exil, et se rendit sur la place publique afin de forcer les sbires à l'appréhender en pleine rue devant toute la population. De fait, on vit arriver bientôt les agents de la force publique, en nombre respectable. Après qu'ils eurent exhibé le mandat d'arrêt, les trois prisonniers montèrent à cheval sans opposer de résistance; puis, saluant leurs amis, ils sortirent de Quito sans savoir où leur escorte allait les conduire.

Au silence de mort qui accueillit cette nouvelle infamie, à la sombre indignation peinte sur tous les visages, aux larmes qui coulaient de tous les yeux, Urbina put savoir combien il était craint, mais aussi combien il était détesté. Évidemment le cœur du peuple accompagnait l'exilé, et tous allaient l'attendre comme un libérateur.

CHAPITRE IX.

UNE VOIX DE L'EXIL

(*1853-1854*)

L'homme vraiment héroïque, c'est celui qui poursuit sa noble tâche aussi bien dans les revers qu'au milieu des succès, sans tenir compte des sacrifices auxquels il se condamne ni des dangers qu'il rencontrera sur son chemin. Ce caractère chevaleresque était si naturel à Garcia Moreno qu'en suivant les sbires sur la route de l'exil, il pensait moins à son infortune qu'aux moyens à prendre pour délivrer son pays. Cependant, tout en rêvant de nouvelles luttes, il s'aperçut que l'odyssée menaçait d'être des plus aventureuses. La caravane se dirigeait, par les provinces du nord, vers la Nouvelle-Grenade. Sans doute, Urbina voulait confier les trois déportés à ses bons amis, les francs-maçons de Bogota. En peu de jours, ils arrivèrent à Pasto, premier poste du territoire grenadin, où le gouverneur les fit incarcérer.

De pareils hommes on pouvait tout craindre. Estimant moins dangereux de tenter une évasion que de rester entre leurs mains, Garcia Moreno profita d'un moment où la garde n'avait point l'œil sur lui pour franchir subtilement les portes de sa prison, traverser le ville à la faveur des ténèbres et se jeter dans la cam-

pagne. Quelques jours après, à la faveur d'un déguisement, il rentrait à Quito pour combiner avec ses amis un nouveau plan d'attaque. Mais il s'aperçut bien vite que, si l'indignation était grande chez les conservateurs, ils n'avaient pas encore assez souffert pour regimber contre l'autocrate. Il prit alors le chemin de Guayaquil, voulant voir par lui-même avant de s'expatrier si, dans cette province plus ardente, il trouverait les esprits disposés à secouer le joug. Des entrevues secrètes avec ses amis politiques suffirent pour lui démontrer que le moment de la délivrance n'était point venu. Jugeant inutile dans ces conditions de prolonger son séjour au milieu de ses ennemis, il s'embarqua sur un vaisseau étranger qui faisait voile vers le Pérou.

Toutefois il acquit bientôt la preuve de l'immense influence que les protestations d'un homme de cœur exercent sur l'opinion publique, surtout s'il affronte l'exil et la prison plutôt que de fléchir le genou devant un tyran. A peine sur la terre étrangère, il apprit que, malgré les déclarations furibondes des journaux ministériels, les conservateurs de Guayaquil l'avaient choisi comme leur représentant au sénat, en vue du congrès qui devait s'ouvrir au mois de septembre. C'était une condamnation de l'odieuse conduite du président et même une invalidation indirecte du décret d'exil, car la constitution stipulait l'inviolabilité des membres du congrès pendant la durée des sessions [1]. La loi interdisait de plus d'exercer des poursuites contre eux ou de les mettre en arrestation avant d'avoir obtenu l'autorisation de la Chambre à laquelle ils appartenaient. En vain le gouvernement employa-t-il les moyens les plus iniques pour tromper ou intimider les électeurs; ils résistèrent à toutes les séductions, et Garcia Moreno

1. Article 92.

fut élu sénateur à une forte majorité. La résistance active portait ses fruits.

Cet affront, d'autant plus sanglant qu'il lui venait de sa bonne cité de Guayaquil, jeta le président dans une grande perplexité. Garcia Moreno, usant de son droit, ne manquerait pas d'occuper son siège au congrès, ni de profiter de l'occasion pour mettre à nu devant le pays les turpitudes du dictateur. Il fallait à tout prix conjurer cet éclat. D'un autre côté, après tant de méfaits révoltants, fouler aux pieds l'immunité d'un sénateur légitimement élu, immunité garantie par le pacte constitutionnel, n'était-ce point serrer trop violemment les freins et s'exposer à un soulèvement populaire? Urbina balança les chances, et, comptant avec raison sur la servilité des députés comme sur le dévoûment de son ami Roblez, il décida que Garcia Moreno ne siégerait pas au congrès.

Celui-ci s'attendait bien à un coup de force, mais il entrait précisément dans ses vues de pousser le despote à multiplier les actes de brutalité afin de le mettre au ban de l'opinion. Il se présenta donc, à l'ouverture des chambres, pour prendre possession de son siège. Le gouverneur de Guayaquil, l'âme damnée d'Urbina, l'ivrogne Roblez, exécuta ponctuellement la consigne qu'il avait reçue du maître. Ses agents empoignèrent le sénateur sans plus de façon que s'il se fût agi d'un simple vagabond, et le traînèrent, après quelques jours de détention, sur un vaisseau de guerre qui le déposa sur les côtes du Pérou, dans le petit port de Payta.

Cette audacieuse violation des droits les plus sacrés marquait au peuple de l'Équateur son degré de servitude. Non seulement on l'écrasait sans pitié, mais on se moquait ouvertement de ses suffrages et de sa prétendue souveraineté. Le congrès, véritable réunion d'esclaves, fit à peine de cet abus de pouvoir l'objet d'une

13

motion dérisoire. *La Democracia,* organe du ministre Espinel, déclara que « c'était un scandale de confier le mandat de député à un équatorien expulsé du territoire, et indigne par le fait même de la confiance publique. » Prenant un ton de pédagogue, elle administrait ensuite une verte correction au peuple souverain. « Voilà où aboutissent, s'écriait-elle en se voilant la face, ces intrigues électorales où pour suivre l'inspiration de passions mesquines et de basses vengeances, l'on ne tient compte ni de la morale, ni de la politique. La mesure que vient de prendre le gouvernement rendra les électeurs plus avisés ; ils apprendront à se défier des suggestions perverses et à repousser ces prétendus défenseurs de la religion, dont l'unique objectif est l'intérêt personnel, mais qui se drapent d'un manteau d'emprunt pour tromper les âmes candides et forcer ainsi les portes des assemblées législatives. » Quelle âme candide que cet Espinel ! On ne peut pas se moquer plus ouvertement des électeurs, après avoir jeté à la porte leur candidat.

Pour colorer les violences dont on s'était rendu coupable à l'égard de Garcia Moreno, il fallait aussi travailler à le perdre dans l'esprit public ; Urbina s'y essaya de son mieux. Dans son message au congrès, il présenta ses exécutions non seulement comme opportunes, mais comme absolument urgentes ; il parla vaguement de « conspirations », de « plans liberticides », de « traîtres à la patrie », de « perturbateurs de l'ordre public ». Son digne Espinel vint à la rescousse dans son « Exposition politique », accusant nettement les rédacteurs de *La Nacion* d'avoir tenté d'embaucher différents officiers de l'armée pour organiser un mouvement révolutionnaire contre le gouvernement établi. Ces deux misérables croyaient pouvoir calomnier et mentir à leur aise parce qu'ils avaient étouffé la voix

du grand justicier. Ils oubliaient qu'il lui restait une plume.

Garcia Moreno habitait alors, avec ses compagnons d'exil, le petit bourg maritime de Payta, sur les confins de l'Équateur. Cette plage déserte, sablonneuse, sans aucune trace de végétation, convenait bien à un proscrit de sa trempe et de son caractère. Travailleur opiniâtre, son suprême bonheur était de s'isoler des foules bruyantes, pour s'ensevelir dans un cabinet d'étude au milieu des livres. Une fois dans la solitude, la passion de savoir, plus vivante que jamais, revint tourmenter son esprit, et déjà il se replongeait avec délices dans ses méditations scientifiques, oubliant les repas, la promenade, et jusqu'au soin de ses yeux fatigués et malades, lorsque les journaux de l'Équateur vinrent lui apprendre que, non content de l'avoir chassé, Urbina s'efforçait encore de le déshonorer.

Cette nouvelle lâcheté ne l'étonna point, car il connaissait de longue date « ces hommes habitués à mentir sans pudeur [1] ». Il avait prévu que, pour justifier leur infâme conduite, ils n'hésiteraient pas « à appeler la calomnie au secours de l'injustice ». Et même en lisant leurs odieuses imputations, il ne pensait point d'abord à les réfuter, « car le nom de leurs auteurs suffisait à les flétrir ». — « Des Espinel et des Urbina, disait-il, ne déshonorent point ceux qu'ils insultent, mais ceux qu'ils osent louer. Ils ne louent que leurs valets, et, pour se faire les valets de pareils hommes, il faut avoir bu toute honte. »

Cependant il ne voulut point, en se taisant, faire le jeu de Machiavels au petit pied qui n'eussent pas manqué de « signaler son silence comme un argument incontestable à l'appui de leurs inventions ». Ensuite, il

1. Les mots placés entre guillemets sont extraits de *La Verdad* opuscule de Garcia Moreno dont nous allons parler.

n'était pas fâché de saisir l'incident pour « expliquer la véritable cause de ses deux expulsions, arracher au tyran hypocrite le masque dont il osait se couvrir, et le flageller une fois de plus devant le public ». — « Ils pousseront des cris de rage, dit-il, des imprécations de vengeance, des hurlements de désespoir; mais à qui la faute? Ils m'obligent à dire la vérité pour me défendre, et la vérité, c'est le feu qui éclaire, mais aussi qui dévore. »

Le pamphlet qu'il lança contre Urbina et les siens, daté du 17 novembre 1853, porte en titre : *La vérité à mes calomniateurs* [1]. Certains passages paraîtraient injurieux, si l'on ne se rappelait que la victime a le droit de dire la vérité au bourreau qui l'insulte après l'avoir frappée. L'homme qui se défend contre un injuste agresseur, n'a pas à répondre des blessures qu'il lui inflige. Du reste, Garcia Moreno ne croyait pas blesser la charité en dénonçant à la vindicte publique les assassins de l'Église et de la société. *La Verdad* débute par ce portrait du président et de son ministre.

« Voulez-vous connaître mes accusateurs? Demandez à Espinel ce qu'il pense d'Urbina, et à Urbina ce qu'il pense d'Espinel. Dans *Le Vétéran* de 1849, Espinel disait d'Urbina, que, c'était le général [2]..... expression outrageante au premier chef, qu'on emploie dans les provinces pour désigner les maritornes de l'armée. De sorte que, si l'on en croit son digne ministre, Urbina n'est qu'un être dégradé, aussi corrompu que la plus avilie des créatures. Entendons maintenant Urbina sur son comparse Espinel. Dans son journal *L'Opposition* il le dépeint comme un « salarié du despotisme, un diffamateur à gages, dont le vocabulaire consiste à calom-

1. *La verdad a mis calumniadores*, Payta, 1853.
2. Nous suprimons l'adjectif.

nier, et le gagne-pain, à semer la discorde ». Tel est Espinel dépeint par Urbina. Ainsi d'après leurs propres aveux, de mes deux accusateurs, l'un est calomniateur de profession ; l'autre, un type d'immoralité. »

Abordant ensuite les charges que ces deux cyniques personnages faisaient peser sur lui, au lieu de se défendre il prend l'offensive. Les coups de massue tombent sur eux, drus comme grêle.

« Dans leur odieux factum, mes persécuteurs se gardent bien de traiter la question de proscription au point de vue constitutionnel et légal. Ils préfèrent se rabattre sur l'opportunité, les convenances, l'urgence même de leurs décrets sauvages. L'opportunité! la convenance! Est-ce que je reconnais au général de toutes les hontes et de toutes les souillures le droit de bannir du pays quiconque lui déplaît, sous prétexte que cela lui paraît opportun ou convenable? Admettre cette théorie, que le Grand Turc repousserait avec horreur, ce serait légitimer le vol, la trahison, l'assassinat, tous les crimes enfin qu'un Urbina déclare opportuns pour se hisser ou se cramponner au pouvoir. Et quel est donc le misérable qui professe ces scandaleuses doctrines? Un Espinel, un républicain, un libéral, un démocrate. Et cela en face du congrès, devant toute l'Amérique!

« On m'accuse d'avoir conspiré contre le gouvernement. J'ai tenté, paraît-il, de séduire les officiers de l'armée : eux-mêmes m'ont dénoncé. — Je réponds à Espinel, à l'homme « dont la calomnie est le seul gagne-pain, » qu'il en a menti. Si ce mot l'offusque, qu'il publie la preuve de ses accusations, qu'il publie les dénonciations des militaires embauchés par moi ; oui, qu'il les publie, si le rouge de la honte peut encore se peindre sur son front d'airain. Non, je n'ai pas commis le crime de conspiration ; si j'ai commis un crime, c'est celui de ne pas conspirer contre un régime d'oppression

et d'ignominie, contre l'organisation du vol et du brigandage. Voilà le délit de lèse-patrie que je confesse et que je me reprocherai toujours.

« On m'accuse d'avoir qualifié de « prostituée » l'assemblée de Guayaquil et d'avoir affirmé que toutes les incapacités y étaient largement représentées. » — Oui, je l'ai dit, seigneur Espinel; et suis-je donc un conspirateur pour avoir délivré un brevet d'incapacité à des rustres qui ne pourraient pas même concourir avec l'âne de Balaam? Mais, dans ce cas, je conspire depuis que je suis au monde, car la nature m'a mis au cœur le penchant irrésistible de donner à chaque chose son vrai nom, et, comme Boileau, j'appelle un chat un chat, Urbina un traître, et la convention de Guayaquil une prostituée. De quelle épithète qualifier une assemblée qui, en dépit de la constitution, de la justice, de la volonté du peuple, de l'honneur national, décrète la barbare expatriation des jésuites, uniquement parce que l'assassin Obando réclame du traître Urbina l'exécution d'un pacte infâme?

« On m'accuse d'avoir paralysé l'action du gouvernement au moment de l'invasion et de n'avoir pris la plume que pour favoriser la faction de Florès. — J'aurais été bien étonné de ne pas voir Florès dans cette affaire. Florès répond à tout, Florès tient lieu à Urbina de raison et de logique, Florès légitime les décrets de proscription et toutes les formes de contribution. Un « floréano », ce n'est plus un partisan de l'ex-despote, mais l'homme de bien qui censure un scélérat dont tous les châtiments de la justice humaine ne sauraient assez punir les excès; un floréano, c'est le citoyen indépendant qui vote par conviction ou dévoile, chiffres en main, les mystérieuses opérations des financiers au pouvoir; un floréano, c'est le riche propriétaire, le négociant heureux dont les biens provoquent l'insatiable

voracité de la bande officielle. Le rusé général délivre même des brevets de floréano à ses créanciers, ce qui le débarrasse du soin de payer ses dettes. Évidemment cette arme qu'on emploie contre tous, on devait s'en servir contre moi.

« J'ai donc, en favorisant Florès, annulé l'action du gouvernement. — Et la preuve, ô Espinel? Rien, rien d'autre que votre insolente affirmation. Ce qui paralyse un gouvernement, misérables hypocrites, c'est son impopularité. La nation finit par se redresser contre ses oppresseurs et cherche à les abattre par l'hostilité ouverte ou la force d'inertie. Les partisans de Florès, les organisateurs de ses futurs triomphes, c'est vous, dilapidateurs des deniers publics; vous, fauteurs de trahisons; vous, cyniques violateurs des lois constitutionnelles, qui autorisez tous les délits en jetant vous-mêmes l'odieux et le mépris sur votre gouvernement. Les vrais agents de Florès, ce sont les Espinel et les Urbina.

« La cause réelle de mon expulsion, c'est d'avoir créé un organe périodique pour dénoncer au peuple les abus et les crimes dont le gouvernement se rend journellement coupable. Le tyran ne peut supporter cette voix importune, écho de la conscience publique et de sa propre conscience. Il étouffa cette voix; il me bannit de Guayaquil malgré l'inviolabilité parlementaire; il me bâillonna, sachant bien que j'aurais fait sans crainte le hideux tableau de ses brigandages. J'aurais dit pourquoi il refusait de rendre des comptes; comment six mille piastres ont disparu mystérieusement du trésor de Manabi; comment Urbina paya son médecin, le docteur Arcia, sur la caisse des contribuables; par quels moyens il tenta de s'approprier sept mille piastres, destinées à différents commerçants de Guayaquil et de Quito; avec quelle générosité il assigna au général Roblez mille piastres au-dessus de sa solde ordi-

naire; avec quel désintéressement il remit vingt-sept mille piastres au receveur de Babahoyo sur les quarante mille que ce dernier devait verser au trésor. Vous avez craint ces révélations, et voilà pourquoi vous m'avez jeté hors de l'Équateur. »

Ces quelques citations suffisent pour expliquer l'émoi que produisit sur le peuple cette véhémente catilinaire. Malgré la surveillance de la police, le pamphlet circula dans la capitale et les provinces avec un tel succès que le président et ses ministres, flétris publiquement comme imposteurs, crurent devoir se disculper. Dans une nouvelle apologie de leur conduite, Espinel discuta les faits déshonorants reprochés à Urbina, ainsi que les dénégations de Garcia Moreno relativement au crime de conspiration. C'était d'une faiblesse et d'une pauvreté décourageantes, mais au moins espérait-on avoir le dernier mot. Malheureux Espinel! le 15 mars 1854, se répandait en dépit des sbires un second numéro de *La Verdad,* plus écrasant, et, si je puis parler ainsi, plus outrageant que le premier. Les essais d'arguments y étaient pulvérisés, les justifications mises en pièces. A propos de l'embauchage militaire, Garcia Moreno avait donné au ministre un démenti formel, le sommant de produire ses preuves. Espinel ne s'avisa-t-il pas de répondre « qu'il fournirait ses preuves quand cela lui conviendrait. » — Non pas, réplique son antagoniste : il y a pour vous devoir d'honneur de prouver immédiatement vos accusations. « Accuser sans preuves, avez-vous dit vous-même dans votre brochure, c'est faire acte de mensonge et d'imposture, puisque en bonne justice on tient tout homme pour innocent aussi longtemps qu'il n'est pas déclaré coupable. Espinel, vous avez vous-même prononcé votre sentence : vous n'êtes qu'un menteur et un imposteur. A la critique violente des pouvoirs dictato-

riaux usurpés par Urbina, Espinel répondait qu'autrefois, dans *Le Vengeur*, Garcia Moreno en avait reconnu la nécessité éventuelle. « Je la reconnais encore, s'écrie le rude logicien, dans un cas de nécessité sociale, quand l'intérêt de tout le peuple l'exige. Mais je suis loin d'identifier Urbina avec l'Équateur, et les intérêts d'un traître avec le salut de la nation. Il est trop absurde d'entendre un scélérat réclamer, au nom du salut public, l'autorisation de commettre tous les crimes. »

Les dernières pages de la brochure sont consacrées à prouver les dilapidations d'Urbina. L'auteur établit, pièces en main, les faits allégués, de manière à défier toute objection; puis il ajoute ces paroles qui durent exciter un certain frémissement dans tout le pays : « Le budget de la guerre, si écrasant pour nos provinces de l'intérieur, devient le patrimoine de ces hommes rapaces; le soldat marche sans solde; l'employé mendie son pain; le docteur Cueva, l'honorable ministre de notre cour suprême, se voit contraint d'abandonner son poste, parce que, ne recevant plus de traitement, il lui est impossible de subsister à Quito. *La Democracia*, qui connaît ces faits, s'applaudit néanmoins de voir « le maniement des finances confié à des citoyens dont l'honorabilité et la probité offrent toutes les garanties désirables. » Si ce n'est point là le comble de l'ironie, je ne sais ce qu'il faut appeler de ce nom. Espinel, le ministre des finances, accusé par Urbina lui-même de spéculations immorales sur la dette étrangère, enrichi subitement par son passage aux affaires; Espinel, un citoyen probe et honnête! Urbina, qualifié de bandit par Espinel, poursuivi par une armée de créanciers, ignominieusement châtié par Rocafuerte pour avoir extorqué et dissipé en orgies des sommes considérables, Urbina, le Colomb de l'infamie, qui dans le monde des vices a découvert des régions ignorées jusqu'à lui;

Urbina un homme honorable! Franco... mais suffit : il ne manque que l'honorable Briones[1] pour compléter la série. »

Il termine par ces accents prophétiques, véritable inspiration du patriotisme dont brûlait son grand cœur :

« Je pardonnerais à mes ennemis tout le mal qu'ils ont voulu me faire, s'ils eussent travaillé au bonheur de mon pays au lieu d'accroître chaque jour sa disgrâce et de ruiner ses espérances. Je leur pardonnerais, s'ils n'abusaient de la stupeur d'un peuple aux abois pour s'engraisser de sa chair comme de vils oiseaux de proie. Ils ont cru que la léthargie, c'était la mort, et, semblables à des chacals affamés, ils ont bondi sur le pauvre patient comme sur un cadavre. Ils ont cru que l'éternelle Providence permettrait toujours de décerner au brigandage un culte et à la prostitution des autels. Mais qu'ils se détrompent! l'aiguillon de la douleur va tirer le peuple de son engourdissement, un cri de fureur s'échappera bientôt de toutes les poitrines, et le cadavre, retrouvant la chaleur et la vie, se redressera dans la conscience de son droit et le sentiment de sa dignité. Vienne alors l'heure de la justice, et nous jetterons à la côte la horde des tyrans. Avant peu, quiconque voudra trouver Urbina, ira chercher sa tombe dans le champ réservé aux infâmes et aux parricides. »

Garcia Moreno entrevoyait le jour de la délivrance, parce que, grâce à ses excitations énergiques, les tyrans n'avaient pu assez chloroformiser le peuple pour le rendre insensible à leurs attentats. Sans doute ce peuple laissait sous ses yeux ébranler la morale et la religion, les deux colonnes de la société; mais, à ses sourds rugissements, on entrevoyait le moment où l'instinct

1. Briones était une espèce de Barabbas. « Malvado mas sanguinario y feroz que en el Ecuador se ha conocido. » (*La Verdad*, II, 1.)

de conservation lui arracherait le cri redoutable qui met en fuite les assassins. Alors, si un homme se rencontrait, capable de faire l'œuvre de Dieu, la nation se relèverait de ses ruines. L'ardent patriote pressentait vaguement qu'il était cet homme, et que la plume bientôt devrait le céder à l'épée. Il résolut donc, pendant qu'Urbina comblerait la mesure de ses iniquités, de consacrer à son propre perfectionnement le temps qu'il devait passer encore sur la terre étrangère. Et comme il ne pouvait dans ce désert de Payta, sans maîtres et sans ressources, pousser bien loin ses observations scientifiques et politiques, il prit le parti de traverser une seconde fois les mers et de demander asile à la France. Vers le mois de décembre 1854, après dix-huit mois passés à Payta, il dit adieu à ses compagnons d'exil et s'embarqua pour Panama. Un mois après, il arrivait à Paris.

CHAPITRE X

PARIS

(1854-1856)

Paris est pour les étrangers de toute provenance et de toute condition, Européens, Asiatiques, Américains, littérateurs ou politiques, exilés ou touristes, jeunes princes ou empereurs déjà mûrs, la ville par excellence des plaisirs et du *dolce far niente*. C'est la Babylone moderne : dans ses murs, on trouve peu de Juifs qui pleurent Jérusalem, je veux dire la patrie absente. Garcia Moreno n'allait-il pas, après tant d'autres, se laisser prendre au sourire de la grande fascinatrice, et subir, après avoir résisté dix ans aux tyranneaux de son pays, le joug d'une tyrannie plus ignoble et plus impérieuse? A trente-trois ans, à deux mille lieues de ses montagnes, après un long internement dans les sables de Payta, n'irait-il pas chercher dans les plaisirs faciles l'oubli de ses chagrins? Sans doute, il emportait dans son cœur l'image de son pays martyrisé; mais à cette distance, on n'entend ni les cris des persécuteurs, ni le râle des victimes, et l'on s'endort, comme Renaud, aux pieds d'une nouvelle Armide. Que de belles âmes ont connu ces défaillances!

L'exilé de Quito n'eut pas même à combattre cette tentation. Son cœur était trop élevé, son tempérament

trop chrétien, son caractère trop énergique, pour dévier un instant du chemin de l'honneur. D'ailleurs, le pressentiment dont nous avons parlé « pressentiment qui ne manque jamais aux grandes âmes, l'avertissait qu'avec le temps il aurait quelque chose à faire pour son pays [1] ». Or, pour travailler à la régénération d'un peuple, il faut monter, non descendre. Il le comprit, et Paris devint le Manrèze où tous les nobles germes déposés par Dieu dans son cœur, reçurent leur complet épanouissement.

Nos lecteurs se souviennent de sa constante passion pour l'étude et de ses brillants succès à l'Université de Quito. Depuis ses jeunes années, malgré ses devoirs d'avocat, ses préoccupations et travaux politiques de chaque jour, il n'avait jamais cessé d'approfondir les sciences du droit, de l'histoire, et surtout les sciences naturelles et mathématiques. Il professait un culte spécial pour la chimie, et ce qu'il chercha de prime abord à Paris, ce furent des maîtres, des instruments, des laboratoires. Il eut la bonne fortune de trouver, dans l'illustre naturaliste Boussingault, un professeur distingué entre tous. Boussingault avait, vingt ans auparavant, parcouru l'Équateur, étudié ses volcans, distancé Humboldt lui-même dans l'ascension du Chimborazo : il se lia d'amitié avec ce singulier exilé, qui trouvait moyen de pénétrer dans le cratère du Pichincha, en même temps qu'il travaillait à endiguer les torrents de lave impure du volcan révolutionnaire. Malgré ses nombreuses occupations, l'illustre maître consentit à le recevoir au nombre de ses élèves privilégiés.

Dès lors, Garcia Moreno reprit la vie d'étudiant, d'étudiant reclus, sans autres compagnons que ses livres. Confiné dans un appartement très modeste, rue

1. Louis Veuillot.

de la Vieille-Comédie, loin des boulevards tumultueux, des théâtres bruyants, de la foule oisive, il se levait de grand matin, travaillait toute la journée, et bien avant dans la nuit, les habitants du quartier voyaient briller la lampe qui veillait à côté de l'infatigable chercheur. Aussi les maîtres de la maison où il était logé, ses commensaux, et jusqu'aux simples serviteurs, témoignaient-ils le plus profond respect pour cet étranger dont la vie et les habitudes contrastaient si étrangement avec l'immoral vagabondage du trop fameux quartier latin.

Il écrivait en ce temps à l'un de ses anciens compagnons d'exil : « J'étudie seize heures par jour, et, si les jours avaient quarante-huit heures, j'en passerais quarante avec mes livres, sans broncher. » De fait, ces seize heures de travail opiniâtre lui paraissant trop courtes, il voulut économiser les quelques minutes consacrées à une distraction bien inoffensive. Comme tous les Américains, il était grand fumeur. Aussi, en passant aux Antilles pour se rendre en France, avait-il fait une ample provision de cigares de qualité superfine. Un jour qu'un de ses amis, sur le point de retourner à l'Équateur, lui faisait ses adieux, Garcia Moreno lui offrit pour son voyage le coffret qui contenait son trésor. Son interlocuteur lui faisant observer qu'il ne trouverait rien de comparable à Paris, tandis que lui serait bientôt à la source : « Prenez, lui dit-il, vous me rendrez un grand service. Il me faut étudier, étudier toujours, et je ne veux plus perdre le temps que je passe à allumer ces malheureux cigares. » Il n'était point de la race de ces sybarites qui s'entretiennent télégraphiquement de leurs « cigares exquis », pendant que leur pays agonise sous les coups de cinq cent mille envahisseurs.

Avec un pareil régime, il fit en peu de temps des progrès merveilleux. Il recevait les leçons du professeur en compagnie d'un Américain du nord, familiarisé

depuis deux ans avec les matières dont il entreprenait l'étude. « Il sera peut-être difficile de vous mettre à son niveau, » avait dit le maître. — « Nous essayerons, » répondit l'élève, et en quelques semaines, il avait atteint son compagnon. Il trouva bientôt que celui-ci marchait lentement, trop lentement à son gré. Le malheureux Yankee, piqué au vif, jura de le suivre ou de mourir à la tâche, et tint si bien son serment que l'excès d'application le conduisit au tombeau cette année-là même. D'une constitution robuste, habitué depuis l'adolescence à se surmener sans pitié, Garcia Moreno ne souffrit aucunement de ce labeur exagéré.

Pour se délasser, il se mettait au courant du mouvement politique, littéraire, industriel et militaire de la France. Il étudiait spécialement nos collèges, nos lycées, nos écoles primaires, en un mot, l'organisation de l'instruction publique. Rien ne lui était indifférent, parce qu'il ne voulait rester étranger à aucune des connaissances qu'un homme d'État doit posséder. Une fois renseigné sur les méthodes, sur les systèmes, il se réservait de les juger à la triple lumière de la religion, de l'expérience et du bon sens.

Paris fut donc pour Garcia Moreno une école de haute science; mais, par la grâce de Dieu qui voulait faire de cet homme un instrument de salut pour tout un peuple, « cette vaste fabrique d'antechrists et d'idoles [1] » devint encore pour lui le foyer de la vraie vie chrétienne. Depuis plusieurs années, sa piété, autrefois si fervente, s'était sensiblement refroidie. Les luttes politiques et les préoccupations de la science avaient trop absorbé son âme, et naturellement cette surexcitation des facultés intellectuelles avait fini, en desséchant le cœur, par compromettre la vie surnaturelle. Quand il

1. Louis Veuillot.

disait, dans sa belle défense des jésuites : « Je suis catholique, je suis fier de l'être, *bien que je ne puisse compter au nombre des chrétiens fervents,* » l'exacte vérité sortait de son noble cœur. Enfant dévoué de l'Église, soumis à toutes ses lois, il n'avait plus pour Dieu la filiale piété d'autrefois. Sa conscience le lui reprochait souvent, mais qu'il est difficile de retrouver la vie du cœur!

Un singulier incident vint donner à cette âme engourdie le coup d'éperon dont elle avait besoin. Garcia Moreno se promenait un jour dans les allées du Luxembourg avec quelques compatriotes, exilés comme lui, mais dont les idées religieuses différaient des siennes. L'entretien roula bientôt sur un malheureux qui, s'obstinant dans son impiété, avait refusé les sacrements en face de la mort. Quelques-uns, fanfarons d'athéisme, trouvaient cette conduite irréprochable, car enfin, disaient-ils, cet homme a pris son parti dans la plénitude de sa conscience et de sa liberté. Garcia Moreno prétendait, au contraire, que si l'irréligion s'explique assez facilement pendant la vie, par suite de la légèreté humaine et des affaires qui absorbent l'attention, l'impiété à la mort est une véritable monstruosité. Ses adversaires s'en prirent alors au catholicisme, ressassant toutes les objections que l'incrédulité oppose à nos dogmes; mais, sur ce terrain encore, ils virent bientôt qu'ils avaient affaire à plus fort qu'eux. Avec sa foi ardente, sa logique impitoyable, il mit en poussière leurs vaines arguties; puis, s'animant par degrés, il leur montra non seulement la vérité, mais encore la souveraine grandeur et l'idéale beauté des mystères chrétiens, et cela avec tant d'enthousiasme et de sagacité qu'un de ses interlocuteurs, pour esquiver la discussion, lui dit avec une franchise un peu brutale : « Vous parlez très bien, cher ami; mais cette religion si belle, il me semble

que vous en négligez un peu la pratique. Depuis quand vous êtes-vous confessé? »

Cette observation, qui frappait juste, arrêta court l'éloquent polémiste. Déconcerté, il baissa la tête un instant, puis regardant dans les yeux son contradicteur : « Vous m'avez répondu, dit-il, par un argument personnel qui peut vous paraître excellent aujourd'hui, mais qui demain, je vous en donne ma parole, ne vaudra plus rien. » Et il quitta brusquement la promenade. Rentré dans sa chambre, en proie à une vive surexcitation, il médita longtemps sur les années écoulées depuis le jour où, plein de ferveur, il se consacrait à Dieu aux pieds de l'évêque de Guayaquil. Dieu ne l'avait point appelé au service des autels, mais l'avait-il dispensé de l'aimer de tout son cœur? Sous une vive impression de douleur, il tombe à genoux dans sa chambre, prie longtemps, et s'en va, le soir même, se confesser au premier prêtre qu'il rencontre dans une église. Le lendemain, il était à la sainte table, remerciant Dieu de l'avoir forcé à rougir de sa négligence et de sa tiédeur.

Dès lors il reprit ses habitudes de piété, pour ne plus les quitter jamais. On le rencontrait presque tous les jours à Saint-Sulpice, où il entendait la messe avant de se mettre au travail. Chaque jour aussi, il récitait le chapelet en l'honneur de la sainte Vierge, dévotion que sa pieuse mère avait inspirée à tous ses enfants. Le dimanche, les paroissiens de Saint-Sulpice admirèrent longtemps un étranger, au maintien noble et sérieux, à l'air profondément recueilli, priant assidûment devant l'autel : c'était l'exilé, recommandant à Dieu son âme, sa famille et sa patrie. On le coudoyait aussi parfois dans la chapelle des Missions-Étrangères, où il allait demander aux martyrs l'héroïsme qui ne recule jamais, même devant la mort, alors qu'il s'agit d'accomplir un devoir.

14

Aux sciences humaines il joignit ainsi la science de Dieu qui les domine toutes, pour en faire les instruments et les ornements de la véritable civilisation.

Soutenu par ces deux forces, le travail et la prière, Garcia Moreno vécut à Paris aussi solitaire qu'à Payta. Jamais il ne mit le pied dans un théâtre, jamais il ne chercha d'autre distraction qu'une promenade, le dimanche, dans les environs de la ville. Les grandes *attractions,* rendez-vous des foules superficielles, le faisaient fuir. Ce qu'il admirait dans notre capitale, c'étaient les merveilles de la science et de l'industrie, et non cette corruption dorée du Bas-Empire qui se glorifie de payer une actrice autant qu'un maréchal de camp, fait litière de la morale et abaisse les caractères en dégradant les âmes. Il s'indignait de l'ignoble vie d'un grand nombre d'étudiants, qui perdent leur temps, leur argent et leur honneur, au milieu d'ignominieuses créatures. « Quand une de ces *étudiantes*, disait-il, m'adressait un sourire en s'attachant à mes pas, je lui criais avec mépris : inutile! ma bourse est vide. Avec ce refrain, à Paris comme ailleurs, on se débarrasse vite de ces faméliques à qui tant de jeunes gens sacrifient leur avenir. »

Si nous ajoutions maintenant qu'avec la science et la piété, Garcia Moreno trouva dans la capitale de la France le complément de son éducation politique, nous comprendrons par quel dessein providentiel Dieu permit ce douloureux mais nécessaire repos de l'exil.

Garcia Moreno était trop bon appréciateur des hommes et des choses pour n'avoir pas remarqué l'immense influence que peut exercer une personnalité puissante sur les destinées d'un peuple. Même quand les vents sont déchaînés et que les peuples, secoués par l'ouragan révolutionnaire, sont comme pris de frénésie, le mot du poète reste vrai : qu'un dominateur apparaisse sur

la scène, le calme se fait à l'instant[1]. Il sentait d'instinct qu'un jour il aurait à exercer le rôle de dompteur : aussi fut-il heureux d'étudier sur place une de ces soudaines métamorphoses opérées dans une nation par la volonté d'un homme. De 1848 à 1852, la France, semblable à une furie, se débattait dans une sorte de rage épileptique. Le monde tremblait à l'aspect de ses convulsions, et l'on se demandait si l'année 1852 ne serait point l'année fatidique de l'agonie d'un grand peuple. Lors de son dernier voyage, Garcia Moreno avait pu entendre ses cris de fureur à la seule pensée d'un maître et d'un frein quelconque. Le maître était venu, lui avait mis le frein, et la bacchante, souple et calme, se taisait. Ses journaux les plus échevelés, comme ses énergumènes de tribune, avaient retrouvé la raison; sauf quelques enragés de parlementarisme, la France s'applaudissait de n'avoir plus en main le poignard avec lequel elle voulait se suicider. De cette expérience accomplie sous ses yeux, Garcia Moreno concluait qu'avec le secours d'en haut, un homme sage et fort sauve un peuple malgré lui, et il demandait à Dieu assez d'énergie pour délivrer son pays du banditisme révolutionnaire.

Mais à quoi sert d'arracher une nation au Moloch démocratique, si on la livre aux étreintes du Moloch césarien? Le vrai sauveur, c'est celui qui rend la vraie liberté en la courbant devant Dieu seul. Plus heureux que Napoléon III, qui substitua la tyrannie impériale à la tyrannie républicaine, Garcia Moreno eut encore la bonne fortune, en ce temps-là, de s'initier à la plus magnifique révélation du droit chrétien.

Nous connaissons l'enseignement universitaire de Quito sur les rapports de l'Église et de l'État : union

1. Virum... si quem conspexere... silent. *Virgile.*

des deux puissances, mais à la condition pour l'Église d'accepter la suprématie de l'État. Nous avons dit comment Garcia Moreno, induit en erreur, comme tous ses contemporains, par les doctrines officielles, avait été amené, par suite d'un procès scandaleux, à étudier d'une manière plus attentive les rapports du droit canonique avec le droit civil. Mais pour étudier, il fallait des livres. Or, depuis plusieurs siècles, les livres de droit, comme les livres d'histoire, avaient pour objectif principal de ruiner, au profit des rois, l'autorité souveraine de l'Église. Les histoires ecclésiastiques, gallicanes ou libérales, torturaient les faits pour les plier à leur thèse. Fleury dénonce, en vingt volumes in-folio, les usurpations de l'Église romaine sur les libertés gallicanes. Les plus modérés de cette école écrivent timidement que, si les papes au moyen âge ont déposé les rois, ils n'agissaient point en vertu de leurs prérogatives divines, mais d'un droit concédé par les peuples, d'où il suit qu'à notre époque, les peuples ayant changé d'avis, le droit des papes n'existe plus.

Tel était le chaos doctrinal dans lequel les universités gallicanes avaient replongé le monde, pour la plus grande gloire de l'omnipotence royale, quand, au milieu du dix-neuvième siècle, Dieu suscita un vrai missionnaire des droits de l'Église et de la papauté. Ce missionnaire, l'abbé Rohrbacher, éleva le gigantesque monument qui tua le gallicanisme dans tous les esprits sérieux, je veux dire *l'Histoire universelle de l'Église catholique* [1]. Dans cette encyclopédie doctrinale, la théologie, la politique et l'histoire, harmonieusement fondues ensemble, s'appuient sur la tradition des siècles comme sur les mystères les plus profonds de la nature

1. Le premier des vingt-neuf volumes qui composent cette *Histoire* parut en 1842, le dernier en 1849.

humaine, pour arriver à cette conclusion que personne n'ébranlera jamais : l'Église catholique est la reine du monde, à laquelle doivent obéir les rois aussi bien que les peuples; elle est la tête du grand corps social dont l'État n'est que le bras : donc, pas de lutte entre l'État et l'Église; pas de divorce non plus, mais l'harmonie la plus intime par la subordination de l'État à l'Église. La chute des empires dans l'antiquité et les révolutions incessantes du monde moderne servent de contre-épreuve à cette exposition saisissante.

A la lecture de cet ouvrage qu'on peut appeler providentiel, Garcia Moreno vit s'élever devant ses yeux éblouis comme une apparition de la céleste vérité, devant laquelle s'évanouirent ces droits révolutionnaires tant vantés : quatre articles, droits de l'homme, lois du patronat, articles organiques, et autres chaînes forgées par l'État pour garrotter l'Église. Il comprit dès lors que le peuple du Christ a le droit d'être gouverné chrétiennement, et qu'on ne peut le déposséder de l'Église sans lui ravir la liberté, le progrès, la civilisation. Il comprit également que la tyrannie ne peut être inviolable. Le Christ Rédempteur a dû pourvoir son Église du droit de sauver les âmes et les peuples, en écartant les tyrans qui lui barrent le chemin. Les peuples de leur côté, guidés par leur céleste directrice, ont le droit de choisir le moment opportun pour défendre, même par les armes, leurs autels et leurs foyers.

Garcia Moreno aimait dans le nouvel historien de l'Église précisément ce que d'autres lui ont reproché, le mélange de la théologie avec l'histoire. Son génie scrutateur éprouvait le besoin d'analyser les faits pour en chercher la raison dernière, c'est-à-dire la loi théologique. Il estimait aussi, dans ce défenseur de la vérité, l'homme entier, ennemi des compromis et des palliatifs, le chevalier sans peur et sans reproche, frappant et

de taille et d'estoc sur l'erreur, cette erreur eût-elle pour patrons Fleury, Bossuet ou Pascal. Ce paladin à l'humeur joyeuse, mais terrible jusque dans ses joyeusetés, allait tout naturellement à son caractère franc et généreux.

Nous devions insister sur cette *Histoire*, car en lui révélant le rôle politique de l'Église, que tant d'hommes d'État mourront sans connaître, elle fit pénétrer dans son âme l'esprit de Charlemagne et de saint Louis. Aucun livre sorti de la main des hommes n'exerça sur lui pareille influence. Il en lut trois fois les vingt-neuf volumes, approfondissant à chaque reprise les thèses exposées par l'auteur, dont il admirait de plus en plus le génie. Grâce à son excellente mémoire il en citait souvent des pages entières pour appuyer ses opinions.

L'exil avait donc grandi et mûri Garcia Moreno. Assez fort pour se mesurer avec la Révolution, assez humble pour s'agenouiller devant l'Église, il était de la race des vrais libérateurs, et Dieu pouvait lui rouvrir les portes de sa patrie. Avant de le montrer aux prises avec l'ennemi, qu'on nous permette encore, sur son séjour à Paris, d'emprunter quelques lignes au grand écrivain qui fut, avec Rohrbacher, le plus vaillant défenseur des droits de l'Église en notre siècle : « Sur la terre étrangère, seul, inconnu, mais soutenu de sa foi et de son grand cœur, Garcia Moreno s'éleva lui-même pour régner, si telle était la volonté de Dieu. Il apprit ce qu'il devait savoir afin de gouverner un peuple autrefois chrétien, mais qui redevenait sauvage et ne pouvait plus être ramené à la civilisation de la croix qu'avec un frein brodé des verroteries de l'Europe. Dans ce but, il avait voulu être savant. Paris, où l'amenait la Providence, était bien l'atelier convenable à cet apprenti. Paris, chrétien aussi, et en même temps barbare et sauvage, offre le spectacle du combat des deux élé-

ments. Il a des écoles de prêtres et de martyrs, il est une vaste fabrique d'antechrists, d'idoles et de bourreaux. Le futur président et le futur missionnaire de l'Équateur avait là sous les yeux le bien et le mal..... Quand il retourna dans son lointain pays, son choix était fait. Il savait où se trouvaient la vraie gloire, la vraie force, les vrais ouvriers de Dieu. S'il fallait préciser le seuil d'où il partit, le dernier lieu où s'attacha son cœur, nous nommerions sa chère église de Saint-Sulpice, ou peut-être quelque humble chapelle de missionnaires où il avait coutume de venir prier pour sa patrie[1]. »

1. Louis Veuillot, *Univers*, 27 septembre 1875.

SECONDE PARTIE

LA CROISADE

CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

(*1857-1869*)

SECONDE PARTIE

LA CROISADE

CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE I

LE RÉVEIL D'UN PEUPLE

(1857)

Pendant que Garcia Moreno se préparait dans l'exil à son rôle de régénérateur, sa patrie descendait rapidement les degrés de l'abîme où les nations se décomposent et périssent. Ne pouvant régner que par la force brutale, le président Urbina, comme tous les despotes, travaillait à la dégradation progressive du peuple, afin d'étouffer dans ce naufrage universel des consciences toute idée de revendication ou de révolte. Pour porter un jugement équitable sur les graves événements qui vont suivre, il est donc nécessaire de retracer succinctement le tableau de cette intelligente, mais exécrable tyrannie.

L'Église étant la première force vitale d'une nation, Urbina vit en elle la grande ennemie à détruire ou du moins à enchaîner. Il n'eût point osé chasser les évêques et leurs prêtres comme il avait chassé les jésuites, mais il espérait qu'en usant largement des prétendus droits

conférés par la loi du patronat, il parviendrait à les corrompre ou à les dominer. Dès son arrivée au pouvoir, il destitua l'évêque de Guayaquil, régulièrement nommé et pourvu de l'institution canonique, pour lui substituer une de ses créatures. Naturellement l'intrus n'obtint pas l'investiture du Saint-Siège, et Urbina recula devant le schisme; mais il se vengea de sa déconvenue sur son agent d'affaires à Rome, le marquis de Lorenzana, qu'il révoqua brutalement, sous prétexte qu'un marquis ne peut représenter dignement un État démocratique[1].

Alors commença une longue série d'attentats contre le clergé régulier et séculier, dans le but évident de le démoraliser. Prétextant l'insuffisance des casernes, comme aux beaux temps des guerres de l'Indépendance, le dictateur fit main basse sur les couvents pour y loger ses soldats. De là des excès et des désordres qui achevèrent de ruiner la régularité déjà fort ébréchée. Nul moyen de protester, nul espoir de réforme, car la loi du patronat investissant Urbina du droit d'*Exequatur* dans l'élection des supérieurs provinciaux et locaux, il en usait contre tout religieux assez fort pour contrarier son œuvre de corruption systématique. Ainsi désorganisés, les corps religieux tombèrent très vite dans un état de décadence irrémédiable.

Le clergé séculier n'avait pas moins à souffrir. A la faveur des lois qui lui donnaient la haute main sur les séminaires, Urbina choisit pour directeurs des hommes

1. Dans le même temps, il essaya de jouer du rodomont avec le chargé d'affaires de France, M. de Montholon, qu'il soupçonnait faussement d'avoir favorisé l'expédition de Florès. Il l'exposa aux injures de la populace et aux diatribes de ses journaux. M. de Montholon, indigné, demanda ses passeports, puis quelques vaisseaux français apparurent devant Guayaquil. Le brave Urbina s'empressa de s'humilier aux genoux des puissants de ce monde, moins tolérants que les jésuites.

dévoués à sa politique, sans tenir nul compte de la science ou de la vertu. Il tenta même de séculariser complètement les établissements ecclésiastiques en y introduisant des administrations mixtes, composées de prêtres et de laïques si bien triés que, dans les conseils, jamais l'évêque ne parvenait à faire prévaloir une idée salutaire. Pour déconsidérer le ministère paroissial, les journaux libéraux, favorisés par ce grand maître en corruption, ne cessaient d'entretenir le peuple des abus et des scandales du clergé, exagérant les moindres fautes, dénaturant les actes les plus innocents, ou même calomniant avec la plus cynique audace. Système exécrable, mais toujours en faveur près de ceux qui conspirent la ruine de toute morale et de toute religion!

L'instruction publique ne trouva point grâce devant cet Érostrate. On vit bientôt les collèges transformés en casernes, les leçons données au milieu des exercices militaires ou même suspendues pour un temps indéterminé, les écoles primaires complètement abandonnées. L'Université aurait pu faire entendre une voix accusatrice : Urbina la tua par une loi, dite de la liberté des études, qui autorisait les élèves à prendre leurs grades sans suivre les cours des facultés. Il s'ensuivit qu'après avoir parcouru rapidement un traité, les étudiants couraient au bureau d'examen et, moyennant quelques recommandations ou quelques piastres, revenaient coiffés du bonnet doctoral. De là, paresse, ignorance, corruption, ruine absolue des études, extinction calculée de toute civilisation, abrutissement général de la nation.

Dès ce moment, l'autocrate gouverna l'Équateur comme un pays de nègres ou d'ilotes. Pendant que les provinces de l'intérieur gémissaient sous son joug de fer, ses deux satrapes, Roblez et Franco, terrorisaient le littoral. On ne racontait qu'assassinats d'officiers, de

juges, et même de prêtres. Lè brave général Campos, saisi par les sicaires du président, tomba sous leurs coups. Partout le vol, le brigandage, la licence la plus effrénée.

Pour remplir ses coffres toujours vides, le despote avait inventé, comme nous l'avons vu, le délit de floréanisme. Depuis la tentative d'invasion qui avait servi de prétexte à sa dictature, ses journaux signalaient à chaque instant de nouvelles bandes révolutionnaires organisées par Florès, demandant à grands cris de nouveaux enrôlements. Aussitôt apparaissait un décret financier qui prenait le nom de contribution forcée. Les caisses du fisc remplies, l'ombre de Florès s'évanouissait comme par enchantement. Urbina riait sous cape avec ses « chanoines », du bon tour qu'il venait de jouer aux bourgeois. Si les spoliés se montraient récalcitrants, il les jetait en prison, ou vendait leurs meubles à l'encan.

Seigneur et maître du pays, il osa concevoir le dessein d'aliéner une partie du territoire. En 1864, les Équatoriens apprirent un beau matin, par une notification du journal officiel, que les îles de Gallapagos[1] renfermaient d'immenses dépôts de guano. Le ministre Espinel, comme témoin oculaire, certifiait l'existence de ces trésors que personne n'avait jusque-là soupçonnés. Or, le gouvernement de l'Équateur ne possédant pas une flotte assez considérable pour défendre cette précieuse Californie contre les pirates de toutes les nations, en avait très judicieusement cédé l'exploitation aux États-Unis, moyennant une somme de trois millions de piastres[2]. On applaudissait à cette découverte, qui venait parfaitement à point pour combler les vides du

1. Groupe d'îlots, situé à quatre-vingts lieues de Guayaquil, et partie intégrante de la république de l'Équateur.

2. La piastre équivaut à 5 fr. environ de notre monnaie.

trésor, quand le corps diplomatique, informé que les îles de Gallapagos ne renfermaient aucune parcelle de guano, mais qu'Urbina les avait purement et simplement vendues aux États-Unis, éleva une protestation solennelle contre cet odieux marché. Là-dessus, grand émoi dans toute l'Amérique, résiliation forcée du contrat, et pour Urbina perte sèche des trois millions de piastres. On ne peut dire qu'il y perdit son honneur, qui depuis longtemps n'était plus en cause, mais il descendit encore d'un degré dans le mépris de ce peuple qu'un jour ou l'autre il vendrait comme un vil bétail.

On se demandera peut-être comment une dictature aussi insolente peut s'exercer sous un gouvernement constitutionnel parlementaire? C'est que les deux chambres étaient faites à l'image du maître, par le maître lui-même. Les comices électoraux se hasardaient-ils à nommer quelques députés consciencieux et indépendants, Urbina réclamait leur invalidation, et la majorité servile applaudissait. Le message du président annonçait alors une ère de prospérité sans pareille, si toutefois le congrès consentait à l'investir, contre les partis vaincus, de pouvoirs extraordinaires, ce que évidemment la susdite majorité ne pouvait refuser à son chef. Alors, aussi libre dans ses allures qu'un pacha turc, l'autocrate exilait les opposants au Pérou, à la Nouvelle-Grenade, et jusque dans les plaines sauvages du Napo. On n'épargnait ni le sexe, ni l'âge, ni le rang : de nobles dames, des jeunes filles même, furent jetées en prison ou internées dans des couvents pour raisons politiques.

Quant aux journaux, leur mission consistait à encenser le maître qui les payait. Loin de blâmer sa tyrannie, *La Democracia* ne croyait pas encore Urbina suffisamment armé contre les floréanos, c'est-à-dire les prêtres, les nobles et les riches. Cette aimable feuille

demandait « qu'on les traitât, non comme un parti politique, mais comme un ramassis de bandits. » Elle invitait le gouverneur de l'Orient à préparer des logements pour les futurs déportés, car il fallait, disait-elle, « couper les ailes aux oiseaux de nuit, avant qu'ils prissent leur vol. » On rencontre de ces plats valets dans toutes les démocraties. Il se trouva même des jeunes gens, habitués des orgies présidentielles, qui ne rougirent pas de fonder un nouveau journal, *La Liberté*[1], pour saper, de concert avec Urbina, toutes les institutions sociales et religieuses.

Cependant, lorsque Urbina fut sur le point de terminer sa carrière présidentielle, des citoyens courageux, décidés à combattre pour s'assurer un meilleur avenir, s'enhardirent jusqu'à créer à Quito un organe périodique, *L'Expectateur*[2], dans le but de revendiquer les droits « de la religion et de la patrie ». « Nous ne voulons, disaient les rédacteurs, ni du despotisme qui enchaîne la pensée, ni de la démagogie qui la corrompt. Nous haïssons également le cimeterre des tyrans et le poignard des révolutionnaires. Catholiques et patriotes, nous voulons la religion, parce qu'elle a brisé les chaî-

1. *La Libertad*. Une feuille étrangère, ennemie d'Urbina, avait montré l'Équateur honteusement réduit à ne lire d'autre journal que le Journal officiel. Urbina aida quelques jeunes gens de ses amis à fonder *La Libertad*, puis, par l'intermédiaire d'un de ses affidés à Cuenca, poussa le P. Solano, vieux franciscain de grand mérite, à réfuter la nouvelle feuille. Celui-ci fonda *La Escoba*, c'est-à-dire *Le Balai*, et balaya si bien les étourneaux de la capitale que les rieurs ne furent pas longtemps de leur côté. Un jour qu'il les avait criblés de ses mordantes ironies, ils s'avisèrent de lui répondre qu'il était facile à un vieux moine de soixante ans d'avoir raison de jeunes gars de vingt ans. — « Qui est plus vieux, à votre avis, répliqua Solano, un âne de vingt ans ou un moine de soixante? » Urbina riait plus fort que tous les autres. « Voyez-vous, disait-il à ses censeurs, que la liberté de la presse règne à l'Équateur ! »

2. *El Expectador*, janvier 1855.

nes de la servitude et relevé les malheureux broyés sous le pied des despotes. Cette religion, nous la défendrons jusqu'au dernier soupir. »

Ce dernier soupir, *l'Expectateur* n'eut pas à l'attendre longtemps. Dans un de ses numéros, les rédacteurs s'enhardirent jusqu'à comparer Urbina à l'autocrate de toutes les Russies. « Le tzar, disaient-ils, fait trembler son monde en criant toujours : Sibérie! Sibérie! Fier de l'imiter, notre gouvernement répète du matin jusqu'au soir : Au Napo! Au Napo! » Naturellement *la Democracia* se mit à rugir. On osait critiquer Urbina, parler d'abus, de décrets illégaux, de libertés violées, de guano problématique : autant de crimes de lèse-majesté, pour lesquels la feuille gouvernementale, trouvant le Napo trop doux, réclamait la déportation au Pont-Euxin ou en Afrique. Ainsi s'annonçait une nouvelle exécution. On apprit en outre que le prétendant Florès, ayant gagné les bonnes grâces du général Castilla, président du Pérou, allait fondre sur l'Équateur avec une armée d'auxiliaires, auxquels il avait promis la riche province d'Esmeraldas et tous les terrains qui bordent l'Amazone depuis la Cordillère jusqu'à la frontière du Brésil. Pour sauver l'État d'un pareil danger, Urbina s'empressa de lancer un décret de proscription contre toutes les familles suspectes de floréanisme. Des vieillards, des soldats, des généraux furent nuitamment arrachés de leurs lits, internés à Guayaquil, transportés à Panama, ou déportés en Orient. C'est dans ces déserts du Napo, pour y mourir d'une mort lente mais sûre, que furent confinés les rédacteurs de *l'Expectateur*. Une fois encore le silence régnait à Quito.

Cette razzia de conservateurs, au moment de l'élection présidentielle, était tout simplement un coup de maître. Le parti décapité par la perte de ses chefs, son

organe tué, les électeurs terrorisés, il fallait renonce non seulement au triomphe, mais même à la lutte. Ce quatre années qui pesaient sur l'Équateur comme qua tre siècles, allaient fatalement aboutir à une nouvell période d'oppression. De fait, les patriotes ne présentè rent pas même de candidat, et le débat se circonscrivi entre cinq ou six personnalités appartenant aux diffé rentes nuances du parti démocratique, tels que Pedr Moncayo, un des docteurs du radicalisme; Gomez de l Torre, riche propriétaire, désireux de faire prédomine l'élément civil sur l'élément militaire; le ministre Bus tamante, ennemi des persécutions religieuses; le gé néral Roblez, gouverneur de Guayaquil, créature e doublure d'Urbina. Au milieu de ces rivalités, Urbin pensa peut-être un instant conserver le pouvoir, mais le démocrates mécontents s'étant ralliés autour de Gome de la Torre, il soutint la candidature du général Roblez lequel manœuvrerait selon ses désirs et assurerait s réélection dans quatre ans.

Le difficile était d'imposer au pays ce ridicule man nequin, surtout en présence d'un concurrent aussi ho norable que Gomez de la Torre. Urbina trouva le moye de tourner les cœurs, même vers Roblez. Comme les pri sons et les casernes de Guayaquil regorgeaient des mal heureux incarcérés par ses ordres, il investit subitemen le gouverneur Roblez d'un pouvoir discrétionnaire su ces pauvres disgraciés, justement inquiets du sort qu les attendait. Roblez n'eut que la peine de les mettre e liberté pour se faire couvrir de bénédictions, juste a moment de chauffer sa candidature. Moyennant ces hy pocrisies raffinées, jointes aux menaces et aux pro messes du gouvernement, il l'emporta de soixante-dix neuf voix sur son concurrent.

Avant de lui céder le fauteuil, Urbina lut au congrè un compte-rendu de sa gestion. Il montra « qu'il avai

tiré l'Équateur d'un abîme pour le lancer dans la voie du progrès. Sa gloire, c'était d'avoir sauvé la République des invasions de Florès. Cette besogne avait coûté plus d'un million de piastres, mais un pareil bienfait ne saurait être payé trop cher. Il laissait du reste l'Équateur pacifié, et ennobli par le développement progressif des libertés publiques, des bonnes mœurs, de la prospérité matérielle, et des vertus nécessaires à un peuple libre. » Jamais charlatan sur ses tréteaux ne se moqua plus effrontément d'une nation ruinée et assassinée.

Un mois après, Roblez prenait possession de la présidence, sans autre consolation pour les martyrs que de voir au bas des décrets d'exil son nom remplacer le nom d'Urbina. Pour le reste, ainsi que s'exprime un orateur du Chili, « c'était toujours la révolution, toujours la guerre civile et la guerre étrangère se disputant les lambeaux des cadavres sanglants, toujours la persécution de l'Église, l'usurpation sacrilège de ses biens, la proscription de ses ministres, la profanation de ses temples, la déportation de ses enfants, la banqueroute en permanence, le commerce anéanti, l'instruction publique transformée en poison corrupteur, tous les vices s'étalant au grand jour, en un mot, le règne du mal dans toute son horreur[1]. » Et tout était perdu, si Dieu qui dirige invisiblement le cours des événements, n'eût ramené à l'Équateur, contre toute prévision, l'homme qu'il tenait en réserve, dans une cellule de Paris, pour en faire le porte-drapeau de la contre-révolution.

A la fin de 1856, après une délibération du congrès sur une proposition d'amnistie, les amis de Garcia

1. Voir *Coleccion de algunos escritos* por Eloy Proano : *Oracion funebre del Exc. d. Gabriel Garcia Moreno*, por el Señor D. V. S. Chaparro.



Moreno, demandèrent au président Roblez un sauf-conduit pour ce grand citoyen, depuis si longtemps éloigné de sa famille et de son pays. Roblez l'accorda, comme don de joyeux avènement et peut-être aussi par un sentiment d'intérêt personnel. Redevable de sa popularité d'un moment à l'élargissement des prisonniers de Guayaquil, il put croire que le rappel d'un homme aussi apprécié du public que Garcia Moreno, lui gagnerait le cœur des habitants de Quito. C'était une faute que l'implacable et prudent Urbina n'eût pas commise, mais Roblez n'avait pas assez d'intelligence pour deviner l'homme à craindre.

L'exilé rentra dans la capitale avec tout le prestige d'un chevalier qui a beaucoup souffert pour la sainte cause de la religion et de la patrie. On ne l'avait point perdu de vue durant ses trois années d'absence; on vantait sa force d'âme qu'aucune persécution n'avait pu abattre, mais plus encore cet intrépide courage qui lui avait fait préférer les veillées solitaires de l'étude aux distractions bruyantes du monde parisien; on savait qu'il revenait à l'Équateur muni de toutes les connaissances nécessaires pour élever son pays au niveau des nations les plus civilisées de l'Europe, et l'on comptait sur son audace bien connue pour terrasser ceux qu'on appelait déjà *les deux jumeaux*, Urbina et Roblez.

A peine arrivé, les distinctions les plus flatteuses et les plus honorables vinrent le chercher avec un empressement d'autant plus marqué qu'on voulait, en l'exaltant, rabaisser ses persécuteurs. La municipalité de Quito le nomma d'abord *alcade*, emploi qui correspond à celui de juge de première instance. C'était un témoignage rendu à sa noble passion de la justice, dans un temps où, comme il l'avait dit, « l'arithmétique imposait trop souvent ses décisions aux tribunaux ». Quel-

que temps après, la charge de recteur de l'Université étant devenue vacante, les docteurs, investis du droit de nomination, n'hésitèrent pas à la lui conférer comme au plus digne d'occuper ce poste éminent mais difficile. Il fallait relever l'enseignement du mépris dans lequel il était tombé sous l'administration précédente, et opérer pour cela des réformes radicales que n'accepterait jamais le gouvernement de Roblez. Toutefois Garcia Moreno se mit à l'œuvre, résolu de faire le possible en attendant des temps meilleurs. Il stimula au travail les professeurs et les élèves en accordant les grades non plus à la faveur, mais au savoir. Lui-même présidait aux examens, écartant impitoyablement tout candidat incapable. Cette mesure contraignit les étudiants à fréquenter les cours, en dépit de la liberté que leur octroyait la loi des études.

La Faculté des sciences n'existait que de nom. Elle n'avait ni professeur, ni cabinet de physique, ni cabinet de chimie, ni laboratoires, ni instruments d'aucune sorte. Le gouvernement estimait les expériences dangereuses, et en tout cas trop coûteuses. Tout dévoué à son œuvre, Garcia Moreno fit présent à l'Université d'un magnifique cabinet de chimie qu'il avait apporté de Paris pour son usage personnel, et se chargea lui-même d'enseigner cette science, alors presque inconnue. Ses élèves apprécièrent bientôt l'étendue de ses connaissances, sa puissance d'investigation, et surtout la ténacité de sa mémoire qui lui permit de réciter un jour, sans hésiter un instant, toute la nomenclature des éléments simples. Aux leçons quotidiennes il ajouta des cours publics, dans lesquels il montra par des expériences saisissantes l'application des sciences à l'agriculture et à l'industrie, de manière à en faire ressortir, même aux yeux des plus aveugles, l'excellence et l'utilité. Aussi tous l'admiraient, mais parti-

culièrement les jeunes gens, que passionne et subjugue toujours la flamme du génie, jointe à l'énergie du caractère.

Cependant le plaisir de présenter à ses compatriotes ces « verroteries de l'Europe » ne lui faisait pas oublier le grand but à poursuivre, c'est-à-dire la délivrance de son peuple. Il considérait les charges publiques comme un acheminement aux fonctions parlementaires qui lui permettraient de débattre les grands intérêts de la nation. Aussi, comme en mai 1857 devait avoir lieu l'élection des membres du congrès, il résolut d'entrer au sénat avec quelques-uns de ses amis politiques et d'y arborer enfin le drapeau de l'opposition en face des adulateurs dont le pouvoir s'entourait depuis cinq ans. Il n'ignorait pas qu'il faudrait forcer les portes, mais on ne sauve point sans combattre un pays livré à la Révolution.

Pour poser sa candidature, il fallait créer un journal, arme dangereuse qui lui avait valu, à lui, trois années d'exil, et naguère aux rédacteurs de *l'Expectateur*, l'internement au milieu des sauvages. Il y avait tout à craindre, si l'on dressait contre le gouvernement une nouvelle machine de guerre. Cette considération l'arrêta si peu que, quatre mois après son retour de France, paraissait à Quito le premier numéro de *la Union Nacional*[1], organe électoral des candidats de l'opposition.

Le titre seul était un programme. Il s'agissait de grouper en faisceau tous les mécontents pour écraser sous cette coalition les candidats du gouvernement. Lors de l'élection présidentielle, Roblez n'avait obtenu, sur neuf cents votants, qu'une majorité de soixante-dix-neuf voix. En embrigadant dans une liste de conci-

1. *La Union Nacional*, fit son apparition le 21 avril 1857.

liation tous les ennemis d'Urbina, catholiques déterminés, patriotes libéraux, démocrates avancés, on avait l'espoir de contrebalancer l'immense influence dont disposait le gouvernement au profit des candidatures officielles. Sans doute, on ne fonde rien avec des coalitions, mais ce sont d'excellents béliers pour démolir. Garcia Moreno traça d'une main ferme le but que poursuivait le nouveau journal.

« Quand une cité ensevelie dans les ténèbres d'une nuit profonde se livre aux douceurs du sommeil, un grand silence règne autour d'elle : c'est à cette heure que l'assassin saisit son poignard, quitte son repaire, et se rend sur le théâtre choisi par lui pour un nouveau crime. Sûr de l'impunité, car la nuit lui sert de voile et ses victimes sont endormies, il avance hardiment, attaque dans l'ombre la demeure paisible de l'honnête homme, et d'une main le dévalise pendant que de l'autre il s'apprête à l'égorger. Mais que soudain retentisse le cri d'alarme, que les citoyens émus se précipitent au secours de la victime, le brigand s'enfuit en jetant son butin.

« De même, une nation, abreuvée d'outrages, réduite au désespoir par une longue série de revers, cherche dans le sommeil l'oubli de ses douleurs. Malheur à elle, si elle ne se réveille pas avant l'attentat final! Malheur à ses fils, si au lieu de voler à son secours, ils se plongent dans un lâche repos, ou se livrent aux fureurs de la discorde!

« L'Équateur se trouve-t-il aujourd'hui dans cette effroyable passe? Les actes, ou plutôt les scandales du gouvernement répondent douloureusement à cette question. Or, sachez-le, si dans une monarchie le silence des peuples est la leçon des rois, dans une république, c'est la mort à bref délai. Inutile de chercher en pays étranger la preuve de cette vérité ; qu'il suffise d'évoquer le nom

maudit d'Urbina, ce synonyme de toutes les infamies et de tous les crimes.

« Aujourd'hui que les urnes électorales vont décider de l'avenir de la république, le silence du peuple équivaudrait à l'atonie du cadavre. Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut l'union loyale et le concours de tous les citoyens qui s'intéressent encore à l'honneur de la patrie. Voilà pourquoi nous agitons le drapeau de l'*Union Nationale*, persuadés que, si nous marchons ensemble, on ne verra plus se hisser au pouvoir des misérables qui devront, au jour de la justice, gravir les marches de l'échafaud[1]. »

Après ce coup d'éperon aux engourdis, toujours très nombreux dans le parti de l'ordre, Garcia Moreno les pousse aux urnes, l'épée dans les reins, en leur faisant remarquer que les électeurs primaires, dont les comices vont faire choix à l'occasion du renouvellement du congrès, auraient à nommer plus tard le futur président. Il s'agissait donc ou de préparer la réélection d'Urbina ou d'éliminer à jamais le despote exécré. A la pensée que cet homme de malheur pourrait régner encore sur son pays, le polémiste donne libre cours à son indignation :

« Cinq ans durant, il a fait peser sur nous son despotisme immoral, sans qu'un acte honorable ait légitimé son usurpation, ni couvert ses crimes aux yeux de la postérité. Bâillonner la presse pour étouffer la conscience publique, transformer les collèges en casernes, abrutir la nation en supprimant toute espèce d'enseignement, ériger le vol en système sous le nom d'emprunts forcés, décréter l'impunité des bandits à sa solde, calomnier pour persécuter, persécuter pour terroriser, exiler au désert des innocents, des prêtres

1. *La Union Nacional*, 21 avril 1857.

même, trop fiers pour l'encenser du haut de la chaire, s'abreuver du sang et des larmes d'un peuple : tel fut le gouvernement d'Urbina à l'intérieur. Dans ses relations avec les nations étrangères, duplicité, mauvaise foi, mensonge, couardise, félonie : voilà sa politique. Et cet homme ressaisirait le pouvoir ! Et nous serions ainsi livrés au crime et à la barbarie à perpétuité ! Donc voter pour les listes ministérielles, c'est se déshonorer, car derrière ces noms se cache celui d'Urbina ! Hormis les employés besogneux ou les courtisans faméliques qui sacrifient le patriotisme au salaire, le peuple tout entier, las d'être victime, marchera comme un seul homme à la conquête de ses droits[1]. »

A la suite de ces excitations virulentes, le peuple se réveilla en effet de sa longue léthargie. Les jeunes gens surtout, que l'air malsain de la servitude n'avait pas eu le temps de corrompre, se préparaient à lutter énergiquement pour la bonne cause et pour l'homme héroïque qui les menait au combat. De son côté, le gouvernement, décidé à triompher *per fas et nefas*, employait tous les moyens de pression et d'intimidation dont sont coutumiers les pouvoirs d'aventure. Les municipalités suspectes de patriotisme, comme celle de Quito, furent désorganisées par d'indignes procédés; des chefs de police, arbitrairement destitués pour faire place aux hommes de poigne; les gardes nationaux, embrigadés par leurs chefs respectifs, afin de marcher aux urnes avec ensemble. Même on ne rougit pas d'afficher au début de la période électorale l'édit concernant la provision des cures vacantes, afin d'influencer les candidats aux cures et bénéfices, et par eux tout le public. Les agents de police et la troupe des employés furent lancés sur chaque électeur pour en faire le siège.

1. *La Union Nacional*, 28 avril 1857.

Urbina, comprenait, lui aussi, que son avenir dépendait du scrutin.

Garcia Moreno dénonça au pays ces scandaleuses pratiques. « Vous nous disiez autrefois, s'écrie-t-il, que Florès s'éternisait au pouvoir par son adresse, sa force, et surtout la pression qu'il exerçait sur les électeurs; mais un tour d'adresse que n'a pas trouvé Florès, c'est de créer des gardes nationaux au moment de l'élection pour les faire voter militairement; un magnifique tour de force, c'est d'escorter les citoyens jusqu'aux urnes; le comble de la pression, ne serait-ce pas d'ouvrir un marché simoniaque de bénéfices ecclésiastiques? Équateur, les voilà ces hommes qui te vantent chaque jour la souveraineté du peuple! Voilà comme ils t'outragent en préparant ta ruine [1]. »

Après trois mois de préparatifs, arriva le jour de la grande bataille. Pour animer ses troupes, Garcia Moreno ne craignit pas de comparer cette lutte à celle de 1845: « Les 3 et 10 mai 1845, dit-il, vous avez enterré vos chaînes dans les tranchées de l'Elvira, d'où vous pensiez qu'elles ne sortiraient jamais. Vous vous trompiez : pour être libres, il faut encore vous débarrasser d'Urbina, le plus méprisé mais aussi le plus astucieux des séides de Florès. En 1845, vous avez salué l'aurore de la liberté; en 1857, vous chasserez les nuages qui ont empêché le soleil de la régénération d'illuminer notre beau pays. »

Au moment du vote, les deux partis se trouvèrent en présence, comme deux corps d'armée prêts à fondre l'un sur l'autre. Les employés du gouvernement, transformés en espions, surveillaient chaque électeur pour surprendre le secret des votes. On ne s'approchait des urnes qu'en traversant les bataillons parqués sur la

1. *La Union Nacional*, 5 mai 1857.

place. Leurs dignes officiers, l'épée au poing, répétaient les commandements du colonel Patricio Vivero, la terreur du pays. Des menaces, des injures même, étaient adressées aux citoyens calmes et inoffensifs. Irrités de ces violences, de nombreux jeunes gens appartenant aux meilleures familles de la capitale, décidés à repousser la force par la force pour maintenir la liberté du vote, vinrent se placer en escouades devant les soldats. Ceux-ci dégainèrent, les jeunes patriotes ripostèrent à coups de canne, et le sang coula dans les rues de Quito.

Néanmoins, en dépit de ses illégalités tyranniques, le gouvernement fut battu par Garcia Moreno, qui l'emporta de haute lutte, entraînant après lui un assez grand nombre de candidats de l'opposition. Déroute pour le ministère, mais triomphe national dont l'organisateur ne manqua pas de faire ressortir l'importance pour l'avenir :

« Pénétré de cette vérité que l'union fait la force, et que pour vaincre il faut énergie et discipline, le peuple de Quito a sacrifié sur l'autel de la patrie les germes de division qui fermentaient dans son sein. La nation entière, enveloppant dans ses rangs enthousiastes tous les citoyens distingués par leur probité et leur patriotisme, s'est rendue aux urnes bien déterminée à exclure pour toujours du gouvernement le misérable tyranneau qui nous a perdus. Avec de tels combattants, la victoire ne pouvait être douteuse. En vain les agents ministériels prodiguèrent-ils promesses et menaces ; en vain les officiers de la garnison entourèrent-ils l'urne électorale, comme l'avant-garde de la violence et du désordre ; en vain versa-t-on le sang du peuple, le sang du peuple cette fois encore fertilisa le champ sacré de la liberté.

« Le ministère a prouvé, par ses mesures de rigueur et de vengeance, qu'il avait conscience de son impopularité. Le peuple, au contraire, en opposant une invin-

cible fermeté aux provocations d'une soldatesque arrogante, a montré que, pour vaincre des ennemis acharnés, l'union suffit, sans qu'il soit besoin de sortir de la légalité. Qu'il forme un corps solide et compact, et nul tyran ne pourra le subjuguer. Les gouttes de pluie dispersées dans les champs sont absorbées par la terre ou s'évaporent aux rayons du soleil ; rassemblées au contraire, elles forment un torrent impétueux dont la force irrésistible brise tous les obstacles. Ainsi une nation bien unie s'avance d'un pas rapide, dans le sentier que lui ouvre la main de la Providence. »

Urbina comprit que cette défaite était un coup mortel porté à son despotisme jusque-là sans contrôle. Désormais il aurait dans les chambres à compter avec l'opposition, et de plus avec un peuple honteux de sa trop longue patience. Quatre ans auparavant, il avait fait empoigner pour le déporter au Pérou le sénateur élu de Guayaquil; mais qui donc oserait aujourd'hui mettre la main sur le sénateur élu de Quito? Le 15 septembre 1857, aux applaudissements de tout le peuple, Garcia Moreno, entouré de ses collègues de l'opposition, prenait place au congrès.

CHAPITRE II

OPPOSITION PARLEMENTAIRE

(*1857-1859*)

La session législative s'ouvrit par un de ces messages optimistes qui feraient sourire de pitié si la littérature officielle pouvait exciter dans l'âme un sentiment quelconque. Roblez « adressait de ferventes actions de grâces au suprême Législateur de ce que la République, pendant cette première année de l'administration nouvelle, avait suivi une marche tranquille, normale, constitutionnelle et progressive à l'intérieur, cordiale et harmonieuse avec les nations étrangères. » On était bien en procès avec le Vénézuela, en discussion avec la Nouvelle-Grenade, en délicatesse avec le Pérou, mais ces dissonances ne brisaient point l'harmonie. A l'intérieur, un gouverneur de province avait failli périr sous les coups de ses subordonnés; mais on avait fini par s'arranger avec les mutins. L'instruction publique, l'armée, les finances étaient en désarroi; mais rien de tout cela n'arrêtait la marche du progrès. Quant au scandale électoral, le gouvernement préparait un petit projet de loi destiné à ruiner l'influence et l'action des municipalités, afin de laisser au gouvernement le soin de diriger les électeurs sans aucune opposition.

Roblez pouvait se permettre ce langage insensé, car

il comptait à bon droit pour le soutenir sur la majorité des députés. Même au sénat, où l'opposition dominait, figuraient plusieurs démocrates qui, bien que hostiles à la politique générale du gouvernement, voteraient selon ses idées dans les questions d'affaires. Quant aux irréconciliables, on en aurait raison, fallût-il revenir au régime de la terreur dont Urbina s'était si bien trouvé. Déjà l'on avait brisé les employés réfractaires, menacé les municipalités, et si bien accrédité certains bruits de vengeance particulière que *la Union Nacional,* après plusieurs interpellations restées sans réponse, avait cru prudent de cesser sa publication. On pouvait donc espérer que le peuple, un instant ému par la lutte électorale, reprendrait sa « marche tranquille et normale » sous la férule du gouvernement.

Garcia Moreno espérait bien troubler un peu cette quiétude. Sans faire d'opposition systématique, il avait résolu de battre en brèche le ministère toutes les fois que les droits de l'Église ou du peuple le demanderaient. En pareil cas, la paix lui paraissait une lâcheté, et le silence une complicité. De plus, pour affermir ses collègues contre toute tentative de séduction, il reprit, peu après l'ouverture des chambres, la publication de *la Union Nacional,* interrompue depuis trois mois. Un compte-rendu des séances du congrès mettait tous les jours sous les yeux des députés la terrible responsabilité qu'ils encouraient devant la nation.

« L'immunité d'un représentant, disait-on, n'existe pas devant l'opinion, qui voit tout et juge tout sans se laisser dérouter ni pervertir par l'imposture ou la déloyauté. Les oui et les non, donnés au sein du congrès pour la ruine ou la prospérité de la nation, ont leur retentissement au delà de l'enceinte où nous siégeons. Ils seront répétés par un million de voix avec accompagnement d'opprobres ou de bénédictions. Chacune de nos

paroles sera jugée par un tribunal incorruptible, sévère comme la vérité, terrible comme la conscience, puissant comme le peuple qui nous a confié la défense de ses droits. La nation se tait, mais elle écoute. Elle n'oublie ni ne pardonne. Le législateur et le magistrat ne peuvent impunément faire le mal ou omettre le bien. Parfois le jour des responsabilités se fait attendre, mais il finit toujours par arriver.

Guidé par cette main ferme, le sénat ne se laissa point entamer. Tous les projets ministériels destinés plus ou moins, sous le nom de réformes constitutionnelles, à satisfaire les rancunes du pouvoir, furent impitoyablement jetés par terre. Lors de la discussion des lois de finances, Garcia Moreno demanda un compte scrupuleux des dépenses, et s'exprima d'une manière si violente et si indignée contre les dilapidateurs de la fortune publique qu'on hésita à reproduire ses discours dans le journal officiel. Il intervint surtout dans trois délibérations d'une souveraine importance.

La première concernait l'impôt de capitation, qui pesait depuis le temps de la conquête sur la pauvre race indigène. Véritables parias exclus de toutes les charges publiques, les indiens payaient annuellement au trésor la somme de trois piastres, comme l'équivalent des services qu'ils étaient impropres à remplir. Rien de plus odieux qu'un pareil tribut dans une république basée sur l'égalité devant la loi. Sous les précédentes législatures, on avait souvent tonné contre cet impôt, mais d'une manière tout à fait platonique. Au moment d'en voter l'abolition, on évoquait le spectre de la banqueroute, et l'on remettait à des temps plus heureux la libération des bons indigènes. La question de nouveau mise sur le tapis, les libéraux plaidèrent, comme de coutume, le renvoi aux calendes grecques, tout en ver-

sant des larmes de crocodile sur la misère des pauvres indiens; mais, d'un mot, Garcia Moreno pulvérisa leur sempiternelle objection.

« Pourquoi, dit-il, tant de discours sur une loi de justice et d'humanité? Laissez donc là tous ces prétextes, et soyez conséquents avec vous-mêmes. Si ce tribut vous paraît manifestement contraire à l'égalité, pourquoi en différer l'abolition et conserver au milieu de nous ce que vous appelez une révoltante iniquité? Vous cherchez une matière imposable pour remplacer cette contribution! Depuis 1846, vous cherchez cet impôt nouveau sans le trouver, et voilà dix ans que ce sophisme vous sert à prolonger l'esclavage des indigènes. Dans dix ans vous nous chanterez le même refrain, et ainsi jamais ne s'accomplira l'acte de rigoureuse justice que la nation réclame. »

On voulut temporiser au moins jusqu'au renouvellement de l'année afin de ne pas susciter des embarras au gouvernement, et aux employés, des tentations de fraude. « Pas de délai, s'écria Garcia Moreno. Le mal que vous maintenez surpasse celui que vous craignez. Si vos employés profitent de la loi pour voler les indiens ou le fisc, jugez-les et châtiez-les selon la rigueur du code. » Le tribut fut aboli, aux applaudissements de tout le peuple.

Une autre question, l'instruction publique, préoccupait à bon droit celui que ses concitoyens avaient jugé digne de diriger l'Université centrale de Quito. Peu d'écoles, très peu de collèges, et, depuis l'abominable loi de la liberté des études, presque pas d'étudiants sérieux : c'était, en dépit de tous les efforts, l'ignorance progressive et la décadence irrémédiable. Roblez l'avait avoué dans son message, mais sans proposer aucune amélioration pratique. Garcia Moreno présenta, sur l'enseignement à tous les degrés, une loi organique éla-

borée avec le plus grand soin d'après les lumières puisées dans l'étude des systèmes européens ainsi que dans ses méditations personnelles. Mais il échoua, malgré son éloquence, contre l'obstination du gouvernement, l'entêtement de la routine, et surtout cette raison dernière qu'on opposait à toute espèce de progrès : la pénurie du trésor. Avant de donner la science aux jeunes gens, il fallait donner du pain aux fonctionnaires et aux soldats : donc le *statu quo* sans espoir. « Ainsi, disait Garcia Moreno dans un rapport au ministre de l'instruction publique, on légalise la paresse, on éteint toute lumière, et l'on se tranquillise parce qu'on a sauvé les apparences au moyen de faux titres et de grades immérités[1]. » Cette protestation n'empêcha pas Roblez de répéter aux députés, un an après, la même hypocrite complainte : « L'enseignement, disait-il, reste stationnaire, faute d'argent et d'organisation ; mais le gouvernement, ne possédant aucun moyen d'écarter ces obstacles, n'est pas responsable de l'ignorance qui pèse sur les jeunes générations. A vous, législateurs, de multiplier les foyers de lumière et de moralité sans lesquels, vous ne l'ignorez pas, la République démocratique ne peut se perfectionner, ni même se conserver[2]. » Et voilà comment tous les ans, après avoir mangé les rentes de l'État, ces misérables farceurs gémissaient sur l'ignorance du peuple !

Garcia Moreno réussit mieux dans une autre discussion qui passionna singulièrement l'opinion publique. Urbina avait laissé plusieurs loges maçonniques s'établir subrepticement à Guayaquil. Au nom de la religion qui les anathématise, et de la société dont ces institutions sataniques ne cessent de saper les fondements, Garcia Moreno demanda la fermeture des loges. Il

1. *El Seis de Marzo*, 26 octobre 1858.
2. Message de 1858.

parla contre ces frères et amis du gouvernement ave une passion si éloquente et si communicative, que l motion fut votée dans des termes assez désagréabl pour le ministère. « La religion catholique étant la re ligion de tous les citoyens, la seule reconnue par l constitution, on ne peut sans inconséquence admettr la création de sociétés irréligieuses; cependant, comm par négligence ou connivence, on a laissé s'introduir à l'Équateur des sociétés secrètes d'un caractère notoi rement irréligieux, le congrès décrète la dissolution de loges maçonniques et autres associations réprouvée par l'Église [1]. »

Il en fut de cette loi comme de toutes les autre issues de l'initiative parlementaire. Usant de ses pré rogatives, le gouvernement en appela au congrè mieux informé. Dans l'intervalle des sessions, ses jour naux représentèrent les membres de la majorité comm des apôtres de l'intolérance, des nouveaux Torquema das, impatients de rallumer à l'Équateur les bûcher de l'Inquisition; puis quand il crut l'opinion suffisam ment préparée, le ministre remit la question sur l tapis, prétendant que les sociétés visées n'avaient aucu caractère irréligieux; et que, d'ailleurs, fussent-elle impies et réprouvées par l'Église, ni la constitution n la loi n'autorisaient le gouvernement à les dissoudre. La majorité libérale consentit à se déjuger, et la loi resta lettre morte.

Sauf l'abolition du tribut indien, cette session de 1857 fut donc absolument stérile au point de vue législatif. Moralement, elle exerça une immense influence sur le pays, car il fut désormais prouvé à tous, qu'après avoir jeté le peuple au plus bas degré de l'abjection, le gouvernement se trouvait impuissant à le relever.

1. Loi du 13 novembre 1857.

L'instruction radicalement détruite, le trésor épuisé par le militarisme et la bureaucratie, les hommes du gouvernement livrés aux sociétés maçonniques jusqu'à prendre leur défense contre le congrès : il n'en fallait pas tant pour exciter le mépris et la colère contre les détenteurs exécrés du pouvoir. De plus, ce pouvoir absolu et despotique avait enfin devant lui une opposition résolue à le contrôler, à le renverser même, plutôt que de tolérer de nouveaux attentats contre la nation. Conduite par un homme de la trempe de Garcia Moreno, elle n'hésiterait pas à se mesurer avec le despote : Roblez en eut bientôt la preuve.

En dépit de ses affirmations emphatiques, les relations avec les puissances étrangères n'étaient ni « cordiales » ni « harmonieuses ». Depuis longtemps déjà une question litigieuse, relative aux frontières, tenait en agitation l'Équateur et le Pérou. En vue d'amortir sa dette extérieure, l'Équateur avait cédé à ses créanciers anglais et américains des terrains assez considérables dans la province orientale, terrains incultes, forêts vierges, contrées absolument improductives, que les émigrants coloniseraient à leur profit, mais dont l'État conservait le haut domaine. Le Pérou réclama contre cette aliénation d'un territoire qu'il prétendait injustement lui appartenir en vertu d'anciennes délimitations. A l'âpreté des revendications se joignait une antipathie profonde pour Urbina et Roblez, antipathie du reste parfaitement justifiée.

Le général Castilla, président du Pérou depuis 1856, avait refusé de se faire l'exécuteur des hautes œuvres d'Urbina contre Florès. Urbina voulait absolument fermer tous les ports d'Amérique à son ancien seigneur et maître, dont l'ombre seule lui donnait maintenant le cauchemar. Loin d'acquiescer à cet ostracisme, Castilla reçut Florès à Lima avec toutes sortes de démonstra-

tions d'amitié et lui accorda même une pension. Selon ses habitudes, Urbina se vengea bassement, favorisa des tentatives de révolution contre Castilla, dépouilla ou emprisonna même des nationaux du Pérou, enfin prodigua l'insulte et l'outrage par ses scribes officiels à l'ambassadeur Cavero, qui de son côté révoltait les Équatoriens par sa hauteur et ses prétentions outrecuidantes. A la suite d'une correspondance diplomatique d'une nature très violente, Roblez rompit les négociations avec Cavero, et lui envoya ses passeports. Castilla répondit par un ultimatum dans lequel il exigeait la réadmission de l'ambassadeur outragé et menaçait en cas de refus de bloquer immédiatement le port de Guayaquil.

Ceci se passait en octobre 1858, juste au moment où le congrès venait de retirer, sur les instances et doléances du gouvernement, la loi précédemment édictée contre les loges maçonniques. Dieu finit toujours par prendre en main sa cause et celle des nations opprimées : il intervient par la guerre qui purifie les peuples et balaie les tyrans. Les francs-maçons de l'Équateur eurent bientôt l'occasion de s'en convaincre.

Députés et sénateurs avaient suivi avec attention les péripéties de cette longue négociation qui paraissait devoir se dénouer par une guerre avec le Pérou. Tout en blâmant les formes peu courtoises des diplomates équatoriens, ils s'accordaient à trouver injustes les revendications de Castilla. Aussi, quand Roblez réclama du congrès les pouvoirs extraordinaires nécessités par la situation, les représentants, sous la seule inspiration du patriotisme, rendirent un décret qui autorisait le gouvernement « à transporter le siège de l'État à Riobamba ou à Cuenca tout le temps que durerait le péril actuel, et de plus à contracter un emprunt de trois millions de piastres. » Toutefois, pour ne pas confier des pouvoirs illimités à des autocrates tels que Urbina

et Roblez, le congrès spécifia certaines restrictions, par exemple la défense de transférer la capitale à Guayaquil ou de conserver après la guerre les facultés exceptionnelles dont le gouvernement se trouvait momentanément investi.

Telles étaient les dispositions des représentants et l'on peut dire de tous les citoyens, quand Urbina quitta son gouvernement de Guayaquil et revint s'installer à Quito, pour exercer, au nom de son comparse, les pouvoirs dictatoriaux, je veux dire ses basses vengeances. Le recrutement des soldats s'opéra d'une manière arbitraire et de façon à froisser toutes les populations. On décréta des emprunts forcés, dont la répartition injuste et souverainement déloyale excita de telles fureurs qu'il fallut mettre la troupe sur pied pour en opérer le recouvrement. Le gouvernement paraissait faire ses préparatifs de combat, non contre le Pérou, mais contre l'Équateur. Diverses nouvelles plus ou moins alarmantes circulaient dans la capitale ; on parlait ouvertement d'un coup d'État, de la dissolution des chambres, de la translation de la capitale à Guayaquil malgré le décret du congrès. Le gouvernement, disaient les officieux, avait les baïonnettes pour se soutenir : les délibérations de caserne l'emporteraient sur les radotages des députés. Enfin, un écho de Guayaquil acheva de bouleverser les têtes : on racontait qu'Urbina et Roblez traitaient de nouveau avec un agent des États-Unis de la cession des îles de Gallapagos contre une somme de trois millions de piastres. S'ils s'obstinaient à transférer le gouvernement à Guayaquil, cette mesure inconstitutionnelle au premier chef, absurde au point de vue de la défense, s'expliquait par la nécessité de fuir la capitale pour conclure ce honteux marché.

Sous le coup de l'émotion générale, le congrès se réunit d'office afin de conjurer le nouveau danger qui

menaçait le pays. Dans une séance des plus agitées, le sénat délibéra sur le retrait des pouvoirs extraordinaires, concédés au gouvernement, en alléguant pour motif que l'imminence de la guerre avait disparu. « Le président, disait-on, ne semble pas croire à de prochaines hostilités; au lieu de fortifier son armée, il venait de dissoudre et de désarmer la garde nationale de Quito. Urbina n'y croyait pas davantage : autrement il n'eût pas quitté Guayaquil, le vrai poste de combat, pour demeurer dans la capitale, où sa présence n'était nullement requise. » Garcia Moreno insista vivement sur la nécessité de dépouiller le gouvernement de pouvoirs facultatifs dont on abusait jusqu'à l'extrême licence; il montra le despotisme relevant la tête, et le devoir, pour le congrès, de défendre la constitution menacée. Après une discussion des plus orageuses, l'assemblée se sépara sans rien conclure.

Le lendemain, le président intervint dans la délibération par un message où l'indignation était jouée à merveille. « Il avait appris l'odieuse accusation qu'on avait colportée jusqu'au sein du Sénat. Lui, Roblez, vendre les îles de Gallapagos! Il fallait que les sénateurs eussent été bien peu maîtres de leurs impressions pour discuter sérieusement une pareille imposture, suspecter la loyauté d'un soldat de sa trempe, mettre tout l'Équateur en émoi, donner au Pérou le spectacle de divisions intestines au moment où il s'apprête à envahir le sol de la patrie. Quelle indignité! Évidemment l'horrible faction de Florès avait mis en avant cette infâme calomnie. Du reste, si le président consentait à se défendre, c'était moins pour venger son honneur outragé, que pour rejeter sur les sénateurs la responsabilité du décret par lequel ils allaient enlever au pouvoir le moyen de sauver la patrie[1]. »

1. Voir message du 28 octobre 1858.

Cette irritation, ce dédain blessèrent au vif les membres du sénat. Le message fut discuté avec une sanglante acrimonie. Plusieurs sénateurs du parti démocratique mirent le gouvernement au défi de nier les charges qui pesaient sur lui. « Oui ou non, le cabinet avait-il eu la pensée de dissoudre les chambres? Oui ou non, avait-il essayé de mutiler le sénat pour empêcher le cours de ses sessions? Oui ou non, avait-il décrété la translation de la capitale à Guayaquil, malgré l'interdiction formelle du congrès? N'est-ce pas à cause de ce décret, déjà rédigé, qu'un ministre avait démissionné, sans qu'on pût trouver un homme pour ramasser son portefeuille? » Garcia Moreno mit à néant le message, en prouvant que le gouvernement possédait les moyens de résister à l'ennemi, c'est-à-dire des hommes et de l'argent, et que, s'il exigeait des pouvoirs arbitraires, c'était uniquement pour continuer ses brigandages.

Après deux jours de délibération, la ville entière participait à l'effervescence qui animait les sénateurs. Urbina voulut en finir. Comme Garcia Moreno ne manquait pas une occasion de le mettre en scène et de lui attribuer tous les crimes imputés au gouvernement, il donna l'ordre à une escouade de Tauras de se porter le lendemain à la barre de l'assemblée et d'arrêter en pleine séance le terrible lutteur s'il se permettait de nouvelles invectives. Heureusement la capitale était en éveil par la crainte d'un coup d'État. Le bruit de ce guet-apens ayant transpiré dans le public, les jeunes gens, enthousiastes de Garcia Moreno, le supplièrent de ne pas assister à la séance du lendemain parce que les sbires apostés par Urbina n'hésiteraient pas à l'assassiner. Il répondit que jamais il ne reculerait devant ces vils criminels, ni devant un danger quelconque. En effet, à l'heure accoutumée, il se rendit au

vieux couvent de Saint-Bonaventure, où le sénat tenait ses séances. Dès son arrivée, il se trouva escorté d'une nombreuse compagnie de jeunes patriotes accourus de tous les points de la ville pour le défendre en cas de besoin.

Cette garde improvisée n'était point inutile. Les Tauras, à leur poste, l'œil enflammé, l'épée au poing, la menace à la bouche, regardaient fièrement l'assemblée. Le public attendait avec effort le dénouement d'une tragédie si bien préparée, quand Garcia Moreno reprit les débats avec plus d'animosité que la veille. Jamais il ne fut plus agressif ni plus mordant. Amené par son sujet à dépeindre les brutalités du gouvernement, son mépris de la loi, de la constitution, des assemblées souveraines, il s'interrompt tout à coup et, désignant du geste les odieux sicaires debout à la barre, il dénonce d'une voix vibrante l'abominable projet d'Urbina contre la représentation nationale ainsi que la lâcheté de ces soldats transformés en bourreaux. Il les presse, les poursuit tellement de ses paroles enflammées, que les malheureux perdent contenance et quittent la salle en tremblant. Le retrait des pouvoirs fut enfin voté à une grande majorité. Après la séance, les Tauras stationnaient à la porte du couvent, bien décidés à mettre la main sur Garcia Moreno au moment où il regagnerait sa demeure, mais les patriotes avaient deviné leur dessein. Au sortir de la salle ils entourèrent le vaillant tribun, le comblèrent de félicitations et le reconduisirent triomphalement à son domicile.

Les deux despotes crurent qu'il serait plus facile d'intimider la chambre des députés. Pendant qu'elle délibérait à son tour sur le retrait des pouvoirs, Roblez fulmina un nouveau message contre l'opposition; les sbires d'Urbina se montrèrent chaque soir, le poignard en main, près de la demeure des députés hostiles,

comme pour leur signifier le sort qui les attendait; mais rien ne put décider la majorité à laisser la nation sous l'arbitraire de ces deux misérables, mille fois plus à craindre que les flottes du Pérou : elle vota le retrait des pouvoirs.

Toutefois le congrès prouva bientôt qu'en opposant une inébranlable barrière au despotisme dictatorial, il n'entendait nullement mettre obstacle à la défense nationale. Dans les premiers jours de novembre, parvint à Quito la nouvelle du blocus de Guayaquil. Les deux chambres offrirent immédiatement leur concours au gouvernement avec l'intention de voter les ressources nécessaires en hommes et en argent pour soutenir l'honneur et l'indépendance de la nation; mais cela ne suffisait point à Urbina, qui guettait cette circonstance pour se débarrasser de tout contrôle et s'engraisser aux dépens du peuple. N'osant employer la force pour dissoudre le congrès, il eut recours à la ruse. Onze députés à sa dévotion désertèrent lâchement le poste d'honneur qu'on leur avait confié et, par cette manœuvre déloyale, rendirent impossible toute délibération de l'assemblée. Faute du nombre de votants exigé par la constitution, la représentation nationale fut anéantie de fait, pour faire place à une nouvelle dictature qui prit le nom de « Direction suprême de la guerre ». Après avoir créé Urbina général en chef de l'armée, Roblez, le « Directeur suprême, » partit pour Guayaquil, muni, disait-il dans une adresse à la nation, « des pouvoirs que le peuple lui avait confiés ».

Roblez se moquait du peuple, après avoir foulé aux pieds ses représentants. Il oubliait, l'insensé! qu'on n'entreprend pas une guerre avec l'étranger, en laissant derrière soi une nation au paroxysme de la fureur. Mais Dieu aveugle ceux qu'il veut perdre.

CHAPITRE III

SOULÈVEMENT NATIONAL

(1859)

On ne peut se faire une idée de l'exaspération des esprits après le coup d'État du gouvernement contre le congrès. Sauf pour les employés et les radicaux, habitués à baiser la main qui les nourrit, Urbina et Roblez apparurent comme deux mauvais génies dont il fallait se débarrasser sous peine de mort. Le brigandage érigé en système, les contributions forcées, les déportations arbitraires, l'écrasement des populations, et cela devant l'invasion menaçante : n'était-ce pas la mort à bref délai? Guidé par son patriotisme et sa religion, le peuple allait se sauver lui-même, ou c'en était fait de l'Équateur. Dans ces conjonctures, les représentants de la majorité, injustement dépossédés de leur mandat, comprirent toute l'étendue du péril et résolurent de ne point abdiquer. Sous l'impulsion de Garcia Moreno, députés et sénateurs rédigèrent une protestation indignée contre la dissolution du congrès, surtout contre les manœuvres déloyales auxquelles le gouvernement avait eu recours pour annuler la représentation. Après avoir dénoncé la dictature comme absolument illégale et inconstitutionnelle, ils déclaraient laisser aux deux usurpateurs la responsabilité des effroyables calamités

qui allaient fondre sur le pays et peut-être l'anéantir. Urbina essaya de réfuter ce manifeste, mais quel moyen d'obscurcir des faits aussi éclatants que la lumière du jour? Le peuple tout entier applaudit ses représentants.

Alors, comme pour lasser la patience de ce peuple, le gouvernement quitta la capitale pour se transférer à Guayaquil, en face de l'ennemi. C'était narguer la majorité, qui avait accordé tous les pouvoirs sauf celui de transporter à Guayaquil le siège du gouvernement; c'était en outre abandonner les provinces de l'intérieur à la merci d'une soldatesque sans frein et provoquer la guerre civile. Au nom de la ville délaissée, au nom de tous les intérêts compromis, le conseil municipal de Quito protesta contre l'illégalité et l'iniquité d'une pareille mesure. Ses énergiques réclamations parvinrent à la connaissance du public, grâce à l'héroïque dévouement de l'imprimeur Valencia, qui ne craignit point d'affronter la colère des deux despotes.

Cette colère devint bientôt du délire. Sur l'ordre du gouvernement, plusieurs conseillers municipaux, des vieillards aussi distingués par leurs talents que par leurs services, furent saisis et déportés. L'imprimeur Valencia condamné à l'exil quittait la patrie sous bonne escorte avec les docteurs Harrera, Mestanza et autres victimes de la tyrannie, lorsque ces malheureux prisonniers s'aperçurent qu'ils avaient affaire, non à des soldats, mais à des assassins. Arrivés dans la plaine de Cunchibamba, il essayèrent de fuir, mais Valencia, monté sur un mauvais cheval, fut repris, attaché à un arbre et fusillé, pendant que ses compagnons, plus heureux, parvenaient à s'évader. Il n'y eut qu'une voix pour flétrir cet attentat aussi lâche que féroce. Garcia Moreno prit la plume pour dénoncer au pays l'incarcération barbare de nobles généraux que tout le peuple vénérait et admirait. Les démocrates eux-mêmes stigmatisèrent le régime

barbare qui s'imposait à l'Équateur. Alors, traqués de toutes parts, comme l'animal en fureur qui se jette sur le premier venu, les dictateurs ne distinguèrent plus entre amis et ennemis. Le docteur Moncayo, un des soutiens d'Urbina, fut appréhendé et jeté en prison. « Ce noble martyr, disait son journal le lendemain de l'arrestation, vient d'être pris d'assaut par un des « chanoines » envoyés ici pour terroriser et assassiner les gens de cœur. Inutile de demander à ces magistrats de la mort quel crime a commis notre illustre compatriote. Chacun sait qu'aujourd'hui les exploits sanguinaires, les violences, les crimes, les assassinats, sont comptés par leurs auteurs comme titres de gloire. Moncayo gémit dans les fers pour avoir réclamé l'exécution des lois, blâmé la dictature et défendu la constitution. » Peu s'en fallut que Garcia Moreno ne subît le même outrage. S'étant rendu à Guayaquil pour conférer avec ses amis sur le moyen de sauver le pays, on le suspecta de comploter contre le gouvernement. Décrété d'exil, il n'eut que le temps de gagner un vaisseau et s'enfuir au Pérou.

Réduits à cette espèce d'agonie, les hommes influents dans l'armée comme dans la noblesse et la bourgeoisie pensèrent qu'on ne doit pas assister impassible au meurtre d'une nation, mais que le moment était venu de proclamer la république en danger et de combattre pour l'autel et le foyer, comme autrefois nos braves Vendéens. D'ailleurs, en ordonnant le blocus de Guayaquil, le général Castilla avait déclaré faire la guerre, non au peuple équatorien, mais aux tyrans qui l'opprimaient; les dictateurs à bas, on se délivrait du même coup de la guerre étrangère.

Le ciel sembla donner lui-même le signal du bouleversement. Le 22 mars, un épouvantable tremblement de terre, en moins d'une minute, menaça de ruiner la capi-

tale. Les temples, les palais, les monuments ébranlés ou sérieusement endommagés, nombre de maisons renversées, parurent le triste présage d'ébranlements plus profonds dans l'ordre politique et moral. Le 4 avril, l'armée de Guayaquil aux ordres du très brave, mais très imprudent général Maldonado se prononça contre les dictateurs. A onze heures du soir, le commandant Darquea, suivi de vingt hommes bien armés, se présenta chez le président Roblez, qu'il trouva jouant tranquillement aux cartes avec son ami Franco. Il l'arrêta sans éprouver de résistance, et l'emmenait à la caserne pour l'y incarcérer, lorsque Franco, qui s'était échappé, revint sur la petite troupe, le pistolet au poing, et brûla la cervelle à Darquea. Pendant ce temps, au lieu d'appuyer le mouvement de ses inférieurs, Maldonado campait sur une hauteur avec ses meilleures troupes. En apprenant la mort de Darquea, il perdit contenance, et, sur les avances qu'on lui fit, entra en pourparlers avec Roblez. Les troupes mutinées rentrèrent dans leurs quartiers, sauf cinq cents hommes qui profitèrent de la bagarre pour déserter.

Cet échec était de mauvais augure pour les patriotes. Les dictateurs enhardis exercèrent de nouvelles vengeances contre les chefs de l'opposition ; mais ils n'avaient pas fini de plaisanter sur l'échauffourée de Guayaquil qu'une insurrection populaire balayait leur gouvernement à Quito. Comme le gros de l'armée se trouvait soit à Guayaquil sous les ordres de Roblez, soit à Cuenca sous ceux d'Urbina, il ne restait dans la capitale que quelques bataillons de garde nationale et un peloton de cavalerie. Ces forces ne suffisaient pas pour contenir le parti des mécontents qui grossissait chaque jour. Aussi le 1er mai 1859, une troupe de jeunes gens, armés de vieux fusils, de lances et de bâtons, se ruèrent sur la caserne qui se rendit après

une résistance assez faible. Quand le ministre Espinel, dépositaire du pouvoir, accourut avec quelques démocrates de son espèce pour prêcher la soumission, il trouva les militaires fraternisant avec les civils et jugea prudent de s'éclipser. La déchéance du gouvernement fut prononcée aux acclamations de la multitude. A entendre les cris d'allégresse et d'enthousiasme qui retentissaient dans toute la ville, on eût dit que Quito venait d'échapper à un nouveau tremblement de terre.

Il fallait substituer un gouvernement à celui qu'on venait d'abattre. A cet effet, les personnages influents de la cité, convoqués par les chefs du mouvement, se réunirent au palais de l'Université, et décidèrent de former un gouvernement provisoire composé de trois membres. Dans l'élection qui suivit immédiatement, on ne pouvait oublier le grand patriote dont la parole et les écrits avaient depuis dix ans, au prix de son repos et de sa liberté, préparé ce grand jour de la délivrance. Le nom de Garcia Moreno retentit le premier au milieu d'une tempête d'applaudissements. On lui adjoignit comme membres du triumvirat Carrion et Gomez de la Torre[1]; puis, le pouvoir ainsi constitué, l'assemblée signifia le pronunciamento du 1er mai aux gouverneurs de province. Le mouvement s'étendit comme une traînée de poudre dans tout l'intérieur, et bientôt, des cantons et des cités, arrivèrent de chaleureuses lettres d'adhésion au gouvernement provisoire. Il ne resta de fait aux deux dictateurs que les districts occupés par leurs troupes, Cuenca et Loja à l'intérieur, Guayaquil et Manabi sur la côte.

Tout en se félicitant de cet heureux coup de main, les patriotes comprenaient qu'il était plus facile de ré-

1. L'asssemblée nomma aussi trois suppléants : Chiriboga, Avilez et Carvajal.

volutionner le pays que de le défendre contre les bataillons aguerris d'Urbina et de Roblez. Il fallait se préparer à une lutte terrible, et l'on ne connaissait qu'un homme assez hardi pour l'entreprendre, assez fort pour la mener à bonne fin : l'intrépide Garcia Moreno, alors réfugié au Pérou. Le gouvernement provisoire lui dépêcha un courrier pour lui annoncer comment le peuple avait disposé de lui sans le consulter, persuadé que son courage serait toujours à la hauteur des circonstances. On le conjurait d'arriver en toute hâte pour se mettre à la tête des volontaires embrigadés pour faire face à l'armée des despotes. Le vaillant patriote n'était pas homme à temporiser en un pareil moment. Pour éviter les embuscades de l'ennemi, il prit le chemin de Quevédo et s'en vint à marches forcées, au milieu des forêts et des déserts, par les défilés des montagnes, vers la capitale de l'Équateur. Mais que d'épreuves l'attendaient sur cette route ! Bientôt son guide, piqué par une vipère, expira sous ses yeux. Ne sachant plus alors comment se diriger sur les hauteurs des Cordillères, il s'égara dans ces affreuses solitudes. Ses vivres étaient épuisés et depuis deux jours il n'avait pris aucune nourriture, quand, pour comble de malheur, sa mule, à bout de forces, s'affaissa sur le chemin. Force lui fut de continuer la route à pied. Après une journée de marche, brisé de fatigue, mourant de faim, il aperçut une hutte de berger, mais il eut beau frapper à la porte pour demander un peu de nourriture, personne ne lui répondit. Il ouvrit alors la pauvre cabane, trouva un peu de farine d'orge, s'en fit une espèce de gâteau, et, après avoir ainsi réparé ses forces, continua sa route jusqu'à Quito, où les patriotes l'accueillirent comme un sauveur.

Sans prendre un instant de repos, Garcia Moreno voulut se rendre compte de la situation, et converser avec ses collègues sur les nécessités les plus urgentes.

Pour entretenir dans le peuple le feu sacré du patriotisme et la volonté de lutter jusqu'à la mort contre les tyrans, il créa une organe périodique dont le titre seul, *le Premier Mai*, rappelait à tous l'aurore de la régénération. Le programme, qui parut bientôt, était écrit en traits de flammes. « A bas les tyrans! Tel fut le cri qui s'échappa de la poitrine du peuple, lorsque le 1er Mai il brisa ses chaînes. Ce cri de liberté, la presse de l'Équateur si longtemps bâillonnée par Urbina et Roblez, doit le répéter tous les jours, unissant sa voix à la grande voix de la nation pour la défendre contre la force brutale et les entreprises criminelles.

« A bas les tyrans! Là où ils règnent, l'intelligence est enchaînée, la loi violée, la nation martyrisée, la république au bord de l'abîme.

« A bas les tyrans! Ils ont confisqué l'Équateur par la force des baïonnettes, ils en ont fait leur patrimoine, ils l'ont opprimé, dégradé, saccagé. Le pauvre esclave n'a plus qu'à rendre l'âme sur le vil grabat où ils l'ont couché!

« A bas les tyrans! que tous les citoyens s'unissent au gouvernement provisoire pour créer enfin des institutions civilisatrices et une république digne de ce nom! C'est dans ce but que *le Premier Mai* fait aujourd'hui son apparition. »

Quelques jours après, Garcia Moreno déposait la plume du journaliste pour prendre en main l'épée du capitaine. Cédant le commandement des troupes de Guayaquil au général Franco, Roblez gravissait les Cordillères avec douze ou quinze cents hommes bien armés, et s'avançait à grands pas vers la capitale. Un corps de volontaires marchait à sa rencontre; mais à ces soldats improvisés il fallait un chef, et ce chef ne pouvait être que Garcia Moreno. Sans être soldat de profession, il s'était initié au noble métier des armes.

Dans un pays si souvent troublé par des révolutions de caserne, où l'escarmouche la plus insignifiante peut décider du sort des citoyens, on n'exerce une influence sérieuse qu'à condition de défendre son droit. Aussi voulut-il par l'exercice acquérir l'adresse et la vigueur d'un soldat, et par l'étude, les ressources et les capacités d'un général. Maniant l'épée comme un maître d'escrime, très habile tireur, il passait également pour le plus fort lancier et le meilleur cavalier de tout l'Équateur, ce qui n'est pas peu dire. Pour se former au commandement, il avait étudié avec grand soin les ouvrages les plus remarquables sur l'art militaire, comparé la tactique des différents pays, assisté fréquemment aux manœuvres et consulté sur les détails de la stratégie les officiers de tout grade. Avec cela, corps vigoureux et robuste, tempérament de fer, coup d'œil d'aigle, audace de lion. Si l'on pouvait regretter quelque chose dans un pareil chef, c'était un excès de bravoure qui confinait à la témérité, et cette ardeur impatiente du résultat qui précipite l'action quand il faudrait gagner du temps.

Les recrues lancées contre le corps d'armée de Roblez se composaient de sept à huit cents hommes, raccolés en toute hâte, mal équipés, mal exercés, véritable troupeau envoyé à la boucherie. Il fallait encore plus d'abnégation que de courage pour se mettre à la tête d'une pareille troupe. Garcia Moreno se dévoua sans hésitation. Après avoir recueilli l'impôt volontaire que les patriotes souscrivirent avec une généreuse émulation, il partit pour Santiago, village des environs de Guaranda, où les soldats, impatients de combattre, l'accueillirent avec des transports de joie.

Emporté par cette ardeur un peu fébrile qui ne connaissait ni délai ni retard, Garcia Moreno ne tarda pas à subir l'entraînement impétueux de ses bandes inex-

périmentées. Inférieur en nombre et surtout en armement, il aurait dû peut-être éviter une rencontre immédiate avec Urbina, accouru de Cuenca pour se mettre à la tête de l'armée ennemie. Sans doute Urbina ne passait pas pour un foudre de guerre, mais il commandait à quinze cents hommes habitués au feu. Quoi qu'il en soit, le lendemain de son arrivée, 3 juin, Garcia Moreno rencontra l'ennemi campé près de Tumbuco dans une excellente position qui lui permettait de combattre à l'abri de retranchements naturels, tandis que les patriotes entièrement découverts se trouvaient exposés à tous les coups. Le combat s'engagea vers dix heures du matin et dura jusqu'à quatre heures du soir. Chefs et soldats firent des prodiges de valeur. Garcia Moreno affronta vingt fois la mort, se multipliant pour exciter ses soldats là où l'action paraissait faiblir. Mais ce fut en vain; la déroute fut complète. Vers 4 heures du soir, la majeure partie de ses compagnons jonchaient de leurs cadavres le champ de bataille; les survivants fuyaient dans les montagnes, traqués par les vainqueurs.

Garcia Moreno montra dans cette circonstance une bonté d'âme égale à son intrépidité. On le vit, au milieu du feu oubliant tout danger personnel, s'occuper activement des blessés et verser des larmes sur un malheureux jeune homme expirant à côté de lui. Il ne pouvait se résoudre à quitter ce champ de mort où il laissait tant de braves sacrifiés à la patrie. Quand il voulut fuir pour ne pas tomber entre les mains de l'ennemi, il se trouva seul, à pied, car son cheval avait été tué sous lui, perdu dans des défilés inconnus, exposé à rencontrer à chaque détour des soldats d'Urbina qui se fussent réjouis de cette glorieuse capture. Tout à coup, il voit passer devant lui le colonel Vintimilla qui, monté sur un beau cheval, cherchait aussi son salut dans la fuite.

En l'apercevant, Vintimilla met pied à terre et lui offre généreusement sa monture. — « Non, dit Garcia Moreno : que deviendrez-vous si je vous laisse ici ? — Peu m'importe, s'écrie noblement le colonel, il ne manquera jamais de Vintimillas, mais nous n'avons qu'un Garcia Moreno. » Et, d'un geste qui ne souffrait point de réplique il le força de prendre son cheval et de s'éloigner au galop [1].

Garcia Moreno disparut dans les bois. Sur la route il vit couler bien des larmes, il entendit des cris de joie. On pleurait les morts, on oubliait tout à la pensée qu'il était vivant. A Ambato, l'on put juger de l'ascendant qu'exerçait sur tous cet homme extraordinaire. En apprenant la déroute de Tumbuco, déroute à laquelle ne survivrait pas selon toute apparence la révolution du premier mai, les urbinistes joyeux avaient repris leurs emplois. Ils se félicitaient de l'événement avec leurs partisans de l'endroit, quand tout à coup, vers 8 heures du matin, on vit arriver le vaincu de Tumbuco, absolument seul, monté sur une pauvre bête de somme qu'il avait louée en chemin [2], les pieds embarrassés dans de mauvais étriers de bois et de jonc, les vêtements en lambeaux, la tête couverte d'un vieux sombréro de laine. En l'apercevant dans ce triste équipage, ses amis, qui six jours auparavant, l'avaient félicité à son passage, l'entourèrent pour lui exprimer leurs condoléances. « Je vous remercie, leur dit-il, mais avant tout, un morceau de pain, car voilà trois jours que je n'ai rien pris. » Après qu'il se fut réconforté, on lui donna des habits décents, un bon cheval, un écuyer, et il reprit sa route. Or de toute la multitude qui l'outourait, dans laquelle se trouvaient de nombreux urbinistes, deux

1. Ignacio Vintimilla fut président de la république de 1876 à 1884. *Quantum mutatus ab illo!*

2. Après avoir perdu le cheval de Vintimilla.

voix seulement osèrent insinuer qu'on ne ferait pas mal de livrer à Urbiña ce chef de la révolution ; encore ces deux voix furent-elles étouffées par les cris d'indignation de toute l'assemblée.

Au sortir d'Ambato, Garcia Moreno rencontra un de ses plus fidèles amis, le docteur Léon Méra. En quelques minutes il lui raconta les détails et la malheureuse issue du combat qui venait de se livrer, et comme celui-ci lui demandait ce qu'il pensait faire dans une situation aussi désespérée : « Je vais continuer ma tâche, répondit-il, jusqu'à ce que nous en ayons fini avec Urbina et les urbinistes. Nous dominerons la situation, si difficile qu'elle soit, pourvu que nous ne perdions ni confiance ni courage. » Deux jours après, il arrivait à Quito où la population, bien qu'abattue, le reçut avec enthousiasme, heureuse de le voir sain et sauf et de lui montrer que, malgré cet insuccès, il restait l'homme de la patrie.

Les circonstances étaient extrêmement critiques. Dans une conférence avec ses collègues du gouvernement provisoire, Garcia Moreno émit l'opinion que, la lutte à main armée devenant absolument impossible, il fallait recourir à la diplomatie. Il se proposait donc de retourner immédiatement au Pérou, afin de s'entendre avec le président Castilla sur les difficultés pendantes entre les deux pays, et obtenir son appui contre Urbina et Roblez. Durant ces négociations, le gouvernement quitterait la capitale qu'il était impossible de défendre, et se transférerait dans les provinces du Nord, sur les frontières de la Nouvelle-Grenade. Il exhortait vivement ses collègues à ne pas capituler avant de connaître les résultats de la mission qu'il allait remplir.

Ce plan accepté, Garcia Moreno partit en toute hâte pour Payta, où se trouvait alors le président du Pérou. mais cette fois encore il ne parvint au littoral qu'en

courant les plus grands dangers. Urbina avait pris toutes les précautions imaginables pour s'emparer de son ennemi mortel ; ses agents le suivaient partout, ses espions surveillaient toutes les routes. Après avoir traversé la Cordillère par le chemin d'Angamarca, le voyageur trouva un canotier qui consentit, moyennant une forte somme, à le transporter jusqu'à la mer, mais comment éviter, le long de la rivière, les regards des gens intéressés à faire une aussi bonne capture? Garcia Moreno se fit entourer et couvrir de dattes et fruits de toute espèce, de sorte que le patron de la barque, ainsi transformé en marchand de comestibles, arriva à destination, sans que personne eût pu soupçonner qu'il avait à son bord celui que cherchaient tous les sbires d'Urbina.

Cependant le gouvernement provisoire, avec la petite garnison de Quito, les épaves de Tumbuco, et trois ou quatre cents notables trop compromis dans la révolution pour n'avoir pas tout à craindre des vengeances d'Urbina, se retirait à Ibarra. Mais ce dernier, rentré victorieux dans la capitale le 15 juin, ne tarda pas à poursuivre l'ennemi. Le gouvernement provisoire recula jusqu'à San-Vicente, à deux journées de la frontière où il attendit avec anxiété des nouvelles du Pérou. Aucun secours n'étant annoncé, l'un des membres du triumvirat, Carvajal passa la frontière avec quelques chefs militaires, pour n'avoir point à signer la capitulation. Resté maître de tout le pays, Urbina accorda une amnistie générale en se réservant de torturer à son aise ceux dont il voulait se venger, sous prétexte que, sur les trois membres du gouvernement provisoire, un seul avait signé l'acte de soumission. Bientôt après, Roblez rentra dans sa capitale, écrasée plutôt que pacifiée; Urbina revint à Cuenca piller les caisses publiques; Franco gouverna Guayaquil sous le titre de commandant militaire. Avec un triumvirat de cette force et

toute l'armée pour l'appuyer, la révolution du 1er mai, plus qu'agonisante, n'avait guère chance de revivre. Il lui restait cependant une lueur d'espoir. Le brave Carvajal organisait une nouvelle armée de volontaires sur le territoire de Pasto; sa petite troupe comptait déjà un millier d'hommes, décidés à passer la frontière au moment favorable pour réorganiser le gouvernement provisoire. D'un autre côté, Garcia Moreno, toujours à Payta, n'avait pas dit le dernier mot du général Castilla. Celui-ci, plein d'égards et de courtoisie, affirmait encore qu'il s'était vu forcé de bloquer Guayaquil pour obtenir réparation des injures faites à son ambassadeur, qu'il répugnait aux sentiments fraternels du Pérou d'infliger à l'Équateur les calamités d'une guerre entreprise par un gouvernement de flibustiers contre la volonté de la nation, et qu'il règlerait les questions en litige avec le successeur de Roblez. Mais, en dépit de ses belles paroles, Garcia Moreno s'en convainquit bien vite, Castilla convoitait tout simplement une portion du territoire équatorien, et n'accorderait ses faveurs qu'à l'homme assez lâche pour conclure avec lui un odieux marché. On ne pouvait donc, sans forfaire à l'honneur, rien attendre de ce politique.

En désespoir de cause, le négociateur résolut de s'adresser au patriotisme du général Franco. S'étant rendu à Guayaquil sur un vaisseau péruvien, il lui proposa par lettres d'abandonner le parti des deux misérables que le pays repoussait avec horreur, pour se rattacher avec son armée au gouvernement provisoire. Franco sollicita une entrevue, dans laquelle Garcia Moreno essaya de lui faire comprendre que jamais la nation ne subirait le joug des deux dictateurs, et que d'ailleurs, Castilla refusant de traiter avec eux, la guerre civile et la guerre étrangère dureraient aussi longtemps qu'ils exerceraient le pouvoir. Le commandant de

Guyaquil suivait parfaitement ce raisonnement simple et logique, mais il avait aussi son plan secret qui l'empêchait d'accepter les conclusions de son interlocuteur. Il voulait débarrasser l'Équateur d'Urbina et de Roblez, non au profit du gouvernement provisoire, mais pour s'élever lui-même à la présidence de la république. Au fond, Castilla et Franco s'entendaient comme deux larrons en foire : Franco deviendrait président par la grâce de Castilla, et Castilla obtiendrait du très peu scrupuleux Franco un lambeau de territoire, peut-être même cette perle de Guayaquil que le Pérou n'a cessé de convoiter. Un mois après cette entrevue, le 21 août, on apprit non sans stupéfaction, que, par suite d'une convention entre Castilla et Franco, les provinces maritimes allaient se donner au gouvernement. C'était l'annonce d'un pronunciamento en faveur de Franco contre Urbina et Roblez. Ce dernier le comprit si bien, qu'à cette nouvelle il se rendit à Guayaquil pour aviser aux moyens de parer ce coup imprévu. Mais Dieu attendait ce moment pour arracher aux deux despotes le pouvoir dont ils abusaient depuis huit ans. Au lieu de discuter avec Roblez, le sauvage Franco le fit saisir et déporter sans aucune forme de procès. Et comme Urbina, informé de l'exil du président, venait se mettre à la disposition du nouvel autocrate, celui-ci l'embarqua sur un vaisseau qui venait de Panama et l'envoya brutalement rejoindre son comparse en pays étranger. Ainsi l'Équateur fut débarrassé de ces deux hommes néfastes par un troisième larron.

Sur ces entrefaites, de graves événements se passaient à Quito, où régnait une grande effervescence depuis le départ de Roblez. On apprit que Carvajal avait, avec sa petite armée, battu à Cuarantum, dans la province d'Ibarra, les troupes du gouvernement. Il marchait sur la capitale, mais les patriotes n'eurent pas la

patience de l'attendre. Le 4 septembre, à la suite de nouvelles vexations du gouverneur, la population se souleva tout entière contre ses oppresseurs. Armés de fusils, de pierres, de tous les instruments qui leur tombaient sous la main, les insurgés se ruèrent sur la caserne d'artillerie, et forcèrent les soldats à mettre bas les armes. Le commandant de place, plusieurs militaires et patriotes restèrent sur le terrain. Quelques jours après cette victoire du peuple, Carvajal arrivait à Quito avec sa troupe, et le gouvernement provisoire, solennellement rétabli, reprenait ses fonctions dans la capitale. De son côté, le général Franco, jouant à Guayaquil la comédie concertée avec Castilla, convoquait les citoyens pour l'élection d'un chef suprême. Le 6 septembre, sans tenir compte des provinces de l'intérieur, ni même des populations du littoral dévouées au gouvernement de Quito, au mépris des règles les plus élémentaires du droit électoral qui dans un vote de cette nature exigent la majorité absolue, il mettait en avant une majorité relative de cent soixante-une voix contre cent soixante données spontanément à Garcia Moreno, et se proclamait chef civil et militaire de la République.

Ainsi se termina cette première campagne.

CHAPITRE IV

LE DRAME DE RIOBAMBA

(*1859*)

L'Équateur était délivré des « deux jumeaux », mais à ses flancs restait attaché le sauvage Franco, le dernier survivant de l'infâme triumvirat, le traître qui ne rougissait pas de s'appuyer sur l'invasion étrangère pour accaparer le pouvoir suprême. Il s'agissait maintenant pour Garcia Moreno de l'envoyer rejoindre ses deux compagnons, projet éminemment patriotique, mais de tout point irréalisable si l'on considère les forces respectives des deux partis au moment de la révolution de septembre.

Le gouvernement provisoire représentait presque toute la nation. Les provinces d'Imbabura, de Pichincha, du Chimborazo, s'étaient dès l'abord prononcées en sa faveur; Cuenca fit acte d'adhésion immédiatement après le départ d'Urbina. Sauf trois cents hommes ralliés au parti de Franco, les troupes du despote prirent fait et cause pour le gouvernement de Quito. Même dans la province de Guayaquil, la majorité n'hésitait point à adhérer par des protestations publiques au pronunciamento de septembre. A ne considérer que la volonté populaire, Garcia Moreno et ses collègues avaient pour eux le droit; mais comment vaincre et dé-

sarmer l'usurpateur? Avec la petite armée de Carvajal et les bataillons indisciplinés d'Urbina, sans arsenaux, sans approvisionnements, quel moyen de tenir tête aux soldats de Franco, appuyés par cinq ou six mille Péruviens et les canons de l'escadre qui bloquait Guayaquil?

Garcia Moreno embrassa d'un coup d'œil toutes ces difficultés, et, néanmoins, déclara résolûment qu'il ne se donnerait pas une minute de repos avant d'avoir assuré le triomphe complet de la nation. Il lui faudrait jouer tous les rôles, se faire recruteur, instructeur, ingénieur, diplomate, général, chef d'État, mais il sentait en lui ce génie universel qui suffit à toutes les nécessités.

L'expérience de Tumbuco lui avait appris que la bravoure est impuissante contre le nombre et la tactique. Point de victoire sans une armée régulière, armée qui n'existait pas même à l'état d'embryon. Il commença par envoyer au camp de Guaranda des recrues destinées à former le noyau des troupes libératrices. Les bataillons d'Urbina, sur lesquels il comptait moins, restèrent en réserve à Riobamba. Il fit ensuite un appel chaleureux aux volontaires, qui accoururent de toutes les provinces pour contribuer au salut de la nation. Des officiers dévoués les exercèrent aux manœuvres militaires, souvent sous les yeux de Garcia Moreno qui, présent partout, inspirait à tous le courage, l'esprit d'ordre et de discipline.

La difficulté n'était pas tant de recruter des soldats que de les empêcher de déserter. Les jeunes gens arrivaient de tous côtés, et l'effectif des compagnies diminuait au lieu d'augmenter. Pour couper le mal dans sa racine, Garcia Moreno crut devoir recourir aux grands moyens : il annonça dans les casernes que dorénavant tout déserteur serait immédiatement fusillé. On s'imagina que c'était une vaine menace, et cette nuit-là même

plusieurs recrues prirent la fuite. Trois furent saisis, jugés et fusillés sans miséricorde. A partir de ce moment, les chefs ne constatèrent plus une seule désertion. Mais comment créer des ressources pour l'entretien de cette armée? Où trouver, dans ce pays épuisé, de l'argent, des vivres, des chevaux, des approvisionnements de toute espèce? Il mit à contribution la bonne volonté de tous. Ce qu'il ne put obtenir du libre sacrifice, il l'exigea par des réquisitions et des impôts répartis avec justice et impartialité. Ses ennemis les plus acharnés n'osèrent jamais articuler à ce sujet une plainte contre lui.

La question en apparence insoluble était celle de l'armement. Fusils, canons, munitions se trouvaient aux mains de Franco, qui se disposait à les braquer contre le gouvernement provisoire. Et comme on ne pouvait espérer aucun secours de l'étranger, il s'ensuivait que pour avoir des armes, il fallait en créer sur place. Garcia Moreno ne recula pas devant cette extrémité. A quatre lieues de la capitale, dans l'hacienda de Chillo, propriété d'un de ses intimes amis[1], existait une grande manufacture de coton : il en fit une fabrique d'armes. Par ses soins les vieux canons, les fusils hors de service trouvés dans les arsenaux de Quito, et d'autres qu'il réussit à introduire dans le pays, furent transportés dans ce chantier improvisé, où, à force de recherches et de combinaisons, il parvint à les transformer et à leur donner la justesse et la sûreté de nos meilleurs produits. De là sortirent les boulets, les obus, la poudre et autres munitions dont on fit usage pendant cette guerre; de là les lances dont furent armés les jeunes recrues. Mais que de travaux et d'études pour établir ses calculs avec la précision mathématique exi-

1. M. Juan Aguirre.

gée en pareille matière, renseigner les ouvriers sur chaque branche de leur art, surveiller même en détail chacune de leurs opérations! Le jour, on le voyait partout donnant ses ordres; le soir, au milieu des livres, la tête dans les mains, il cherchait la solution d'un problème ou d'une difficulté. Souvent il devait interrompre les calculs les plus compliqués pour traiter une affaire urgente ou entreprendre un long voyage. Doué d'une activité prodigieuse et d'une santé de fer, il suffisait à toutes ces besognes.

Jamais il n'abandonna pendant la durée de cette guerre les travaux de Chillo, les regardant à bon droit comme les plus nécessaires. Un jour qu'il revenait de Guayaquil à marches forcées, on lui annonça qu'ils étaient suspendus. Immédiatement il se mit en route au milieu des ténèbres, fit à cheval les quatre lieues qui séparent la capitale de Chillo, et ne consentit à prendre un peu de repos qu'après avoir vu les ouvriers à la besogne. Dans une autre circonstance, après une course non interrompue de quarante-huit heures à travers les montagnes, il arriva au milieu des ouvriers tellement accablé de lassitude et de sommeil qu'il s'endormit en descendant de cheval et ne se réveilla que fort longtemps après. « Je puis tout dominer, disait-il, même la faim; mais le sommeil je ne puis le vaincre. » Il le regrettait amèrement, car la journée lui paraissait de beaucoup trop courte pour toutes les tâches si importantes et si disparates que la force des choses lui mettait sur les bras.

Cependant, tout en se préparant à la guerre, Garcia Moreno ne désespérait point encore d'arriver à un arrangement pacifique. Dans les premiers jours d'octobre, c'est-à-dire un mois après la chute des dictateurs, il se rendit à Payta, où se trouvait l'escadre péruvienne. Là, dans une dernière entrevue avec Castilla, il lui

remit sous les yeux sa proclamation dans laquelle il affirmait n'avoir point pris les armes contre le peuple équatorien mais contre ses oppresseurs. En supposant cette parole sincère, les hostilités n'avaient plus de raison d'être après la disparition de Roblez et d'Urbina. Poussé dans ses derniers retranchements, Castilla démasqua ses batteries et demanda formellement, comme condition du retrait des troupes, la cession du territoire en litige. Indigné d'une conduite aussi déloyale. Garcia Moreno répondit que jamais le gouvernement de Quito, le seul gouvernement de l'Équateur, n'accepterait une proposition absolument contraire à la justice et à l'honneur national. Alors, en vrai chevalier qui met sous le pied toute répugnance quand le salut de la patrie est en jeu, il condescendit à s'aboucher avec le traître Franco pour lui proposer une dernière fois d'unir leurs forces contre l'ennemi commun. Il lui montra la tache indélébile dont il allait souiller son nom s'il acceptait le démembrement du territoire, et, afin de lui prouver son absolu désintéressement, offrit de donner à l'instant sa démission pour introduire dans le gouvernement provisoire un membre de celui de Guayaquil et céder à Franco le titre de général en chef de l'armée. Ainsi s'éteindraient les divisions des Équatoriens, qui tourneraient leurs armes contre l'étranger au lieu de s'égorger dans ces luttes fratricides. Ne pouvant opposer à ce noble langage aucune raison spécieuse, Franco se tira d'affaire en feignant d'accepter ce compromis ; mais Garcia Moreno déjoua sa ruse en lui proposant d'amener immédiatement des renforts à Guayaquil pour commencer les hostilités contre Castilla. Pris dans ses filets, Franco refusa net et rompit la conférence.

Après avoir ainsi passé tout le mois d'octobre en négociations infructueuses, Garcia Moreno reprit la

route de Quito, avec l'intention de visiter les troupes échelonnées sur son passage. Il apprit dans son voyage à mieux connaître les moyens que ne rougissent pas d'employer les politiques peu scrupuleux pour se débarrasser d'un ennemi gênant. A peine avait-il quitté Guayaquil, que des scélérats, armés de poignards et de revolvers, s'élancèrent à sa poursuite. Ils croyaient l'atteindre facilement, mais il trompa leurs prévisions par sa manière extraordinaire de voyager. Il franchissait en effet les étroits défilés des montagnes, leurs escarpements tortueux et presque impraticables, avec une telle célérité que personne ne pouvait le suivre. Grâce à cette course furibonde, les assassins apprirent à chaque station qu'il gagnait du terrain sur eux et renoncèrent à leur criminel projet. Mais, à peine échappé aux sicaires, le fugitif tomba dans une embuscade plus dangereuse encore, où son âme héroïque dut déployer toute son énergie. Malgré les invraisemblables péripéties de ce drame tant soit peu romanesque, nos lecteurs sont priés de croire à la parfaite exactitude de notre récit.

Après la fuite d'Urbina, les troupes, en grande majorité attachées au gouvernement de Quito, se trouvaient, comme nous l'avons dit, casernées à Riobamba. Tout naturellement, Franco, pour amoindrir les forces du gouvernement provisoire, entreprit de gagner à sa cause ces vétérans d'Urbina et de Roblez, dont il connaissait mieux que tout autre l'esprit d'indiscipline et de violence. Ayant parmi leurs officiers des amis d'ancienne date, il ne lui fut pas difficile d'entretenir des intelligences avec eux et de semer ainsi au milieu des régiments des germes de discorde et de rébellion. On en a la preuve écrite[1], Franco et même Castilla

1. Voyez *El Primero de Mayo*, n° 8 : *Documentos importantes*.

étaient renseignés avant l'évènement sur les troubles futurs de Riobamba, ce qui prouve évidemment leur complicité.

Quoi qu'il en soit, après avoir visité les troupes campées à Guaranda, Garcia Moreno arrivait, le 7 novembre, à Riobamba, avec l'intention de s'y reposer quelques jours de ses travaux et de ses courses. Voilà qu'en pleine nuit, au bruit des cris tumultueux, ses serviteurs effarés se précipitent dans sa chambre et le réveillent en sursaut, lui annonçant que les casernes mutinées sont en pleine insurrection; les soldats ameutés se plaignent d'être mal nourris, mal vêtus, et de ne pas recevoir leur solde; les chefs déclament avec fureur contre le gouvernement provisoire, en particulier contre le chef suprême; les têtes sont tellement échauffées qu'on peut craindre les plus grands malheurs. Calme et silencieux, Garcia Moreno réfléchissait aux moyens d'étouffer cette sédition, lorsque le commandant Cavero se présente avec l'arrogance d'un révolté, et lui intime l'ordre de renoncer au mandat qu'il a reçu du peuple. — « Jamais! » lui répond fièrement Garcia Moreno. Et comme le commandant se permettait de le menacer : — « Assez! s'écrie-t-il, vous pouvez briser ma vie, mais aucun de vous n'est assez fort pour briser ma volonté » Sur un signe de Cavero, le capitaine Palacios, désigné pour une telle besogne par ses tristes antécédents, arrêta l'intrépide représentant du pouvoir et le jeta en prison, en lui signifiant que s'il persistait dans sa résolution, le lendemain serait son dernier jour.

Débarrassés de leur chef, officiers et soldats se répandirent dans les divers quartiers de la ville pour se livrer au pillage, à l'ivrognerie et à la débauche, selon leurs vieilles habitudes. Seules quelques sentinelles de faction à la porte du cachot se désolaient de ne pou-

voir prendre part au sac de la cité. Un gardien veillait dans une chambre attenante à celle du prisonnier. La première pensée de Garcia Moreno fut de recommander son âme à Dieu, n'ignorant pas que ces brigands étaient hommes à l'assassiner sans miséricorde; puis, avec un admirable sang-froid, il s'occupa tranquillement des moyens de prolonger une vie qu'il n'estimait pas inutile à la patrie. D'une lucarne donnant sur la rue, on voyait les gardes, l'air assez maussade, suivre de l'œil leurs compagnons plus heureux; d'où le prisonnier conjectura que, l'instinct triomphant de la consigne, ils ne tarderaient pas à déserter le poste pour se gorger avec les autres de liqueurs et de butin. En ce moment, le serviteur d'un de ses amis fidèles ayant obtenu sous un prétexte quelconque la faveur de l'entretenir un instant, lui fit observer qu'il était facile d'escalader le mur de sa prison, après avoir descellé les barreaux d'une fenêtre. Une fois libre, il trouverait à la porte de la ville un cheval tout sellé pour fuir. — « Dites à votre maître, répondit le prisonnier, que je sortirai d'ici, non par la fenêtre, mais par où je suis entré. »

Ses prévisions se réalisèrent de point en point. Les gardes disparurent les uns après les autres, abandonnant toute surveillance à la sentinelle de l'intérieur. Après quelques instants de réflexion, Garcia Moreno s'approche de cet unique gardien et lui dit d'un ton de maître, ou plutôt de juge : — « A qui donc as-tu fait serment de fidélité? — Au chef de l'État, répond le soldat tremblant. — Le chef légitime de l'État, c'est moi : tu me dois donc obéissance et fidélité; tes officiers sont des rebelles et des parjures. N'as-tu pas honte de leur prêter main-forte et de trahir ainsi ton Dieu et ta patrie? » Le soldat effrayé tombe à genoux et demande grâce : « Je te ferai grâce, si tu veux m'obéir et accomplir ton devoir. »

Quelques instants plus tard, avec l'aide de ce brave militaire, il avait franchi les portes de la prison. Accompagné d'un fidèle général, il sortait de Riobamba et s'élançait à bride abattue sur la route de Calpi, où il avait donné l'ordre à ses partisans les plus résolus de le rejoindre sans délai.

Après cette étrange aventure, voyant le terrain s'effondrer partout sous ses pas, va-t-il désespérer du succès et abandonner la partie? Le croire ce serait méconnaître l'homme qui ne connut jamais d'obstacle, parce que jamais il ne recula devant la mort. Une heure après sa sortie de Riobamba, il se trouvait à Calpi avec quatorze braves, accourus pour se mettre à sa disposition et décidés à le suivre partout où il les conduirait. Sans leur laisser le temps de réfléchir, il leur suggère l'étrange idée de reprendre à l'heure même le chemin de Riobamba, pour ressaisir le commandement des troupes mutinées et châtier les principaux rebelles. Tous l'approuvent, et la petite troupe se met en marche, comptant, pour l'exécution du projet, sur l'audace bien connue de son chef. À leur entrée dans la ville, au milieu des maisons saccagées, régnait le calme plat qui suit une nuit d'orgie. Plusieurs chefs, chargés de butin, avaient disparu avec leurs compagnies; les autres, parmi lesquels le capitaine Palacios, le grand fauteur de la rébellion, étaient ivres ou endormis. Sans perdre un instant, Garcia Moreno saisit Palacios avec les principaux bandits, et les traîne sur la place où il installe un conseil de guerre composé de ses quatorze compagnons à cheval et armés jusqu'aux dents. Palacios comparaît le premier sans trop se rendre compte, par suite de l'ivresse, de sa terrible position. Condamné à mort, il répond à ses juges par des insolences; mais bientôt la voix sévère de Garcia Moreno le rappelle à la réalité : « Vous avez une demi-heure pour vous préparer à la mort, s'écria-t-il,

pas une minute de plus. » Un prêtre était là pour réconcilier ces coupables avec Dieu, mais Palacios refusa son ministère. A l'heure fixée, le bandit tomba sous les balles du peloton d'exécution.

Un autre officier avait subi le même sort, lorsque comparut devant le conseil de guerre un malheureux capitaine qui protestait de son innocence. On avait cru le reconnaître comme un des principaux meneurs de l'insurrection, mais une dame des plus honorables de Riobamba affirma qu'en effet, au lieu d'exciter à la rébellion, cet homme s'était tenu caché dans sa maison aussi longtemps qu'avait duré le sac de la ville. Implacable devant le crime, mais toujours juste, Garcia Moreno s'en remit au témoignage de cette dame et rendit la liberté au condamné.

Ce coup d'audace terrifia cette soldatesque aussi lâche qu'indisciplinée. En voyant tomber ses chefs, elle comprit qu'elle avait un maître et rentra dans l'ordre. Alors, non content d'avoir éteint le foyer de l'incendie, l'infatigable lutteur résolut de poursuivre les fuyards, afin de les châtier et de les assujettir, eux aussi, au joug de la discipline. Au déclin du jour, il partit avec ses quatorze compagnons renforcés de quelques autres braves, pour donner la chasse au gros de la troupe, qui avait pris la direction de Mocha. Arrivés dans cette petite ville à la tombée de la nuit, les brigands s'étaient couchés dans les galeries qui entourent la place, leurs fusils en faisceaux à côté d'eux. Ils dormaient profondément sous la garde des sentinelles placées à toutes les avenues.

L'épée au poing, Garcia Moreno, suivi de ses compagnons, arriva vers minuit à Mocha. Le temps était pluvieux, les ténèbres assez épaisses. A leur approche soudaine, la sentinelle voulut fuir, mais un coup de baïonnette l'étendit par terre. Surpris dans leur sommeil au milieu de l'obscurité, les bandits se crurent envelop-

pés par une troupe nombreuse et n'essayèrent pas même de résister. Quelques-uns furent blessés dans la bagarre, d'autres réussirent à s'enfuir, quatre-vingts désarmés et garrottés furent expédiés à Riobamba sous la garde de cinq braves, qui reçurent l'ordre de les fusiller tous à la première tentative de fuite ou de rébellion.

Garcia Moreno se croyait maître du terrain, quand tout à coup on lui signale dans les environs une autre troupe de plusieurs centaines d'hommes. Il lance ses compagnons à leur rencontre; on se bat avec fureur dans les ténèbres; plusieurs tombent morts ou blessés. — « Rendez-vous, crie Maldonado, au chef de la bande. — Jamais! répond celui-ci percé d'un coup de lance. — Rendez-vous, brigands, » crie Moreno à son tour, frappant de son épée à droite et à gauche. Un soldat reconnaît sa voix, le nom de Garcia Moreno vole de bouche en bouche, et l'on reconnaît avec douleur que de part et d'autre on a été victime d'une fatale méprise. Cette troupe, composée non de pillards, mais de soldats fidèles, arrivait d'Ambato pour combattre les insurgés de Riobamba.

Après avoir pleuré la mort du malheureux chef et de ses compagnons, Garcia Moreno, à la tête de ces renforts, continua la poursuite des révoltés, et réussit enfin à en incarcérer trois cents qui, leur peine terminée, furent réincorporés dans l'armée. Les restes insignifiants de ces cohortes prétoriennes, si chères à Urbina et à Roblez, se dispersèrent dans les montagnes pour y vivre en brigands, ce qui n'était pas pour elles changer de métier.

Ainsi se termina cette sombre tragédie qui aurait dû finir par un désastre. Le génie et la valeur d'un seul homme avaient triomphé des traîtres, d'une armée en révolte et de la mauvaise fortune la plus opiniâtre. Brisé de fatigue, mais plus encore de douleur à la pen-

sée de l'anarchie qui désolait son pays, Garcia Moreno revint en toute hâte à Quito, pour activer les préparatifs d'une campagne, désormais inévitable, contre le pseudo-gouvernement de Guayaquil.

CHAPITRE V

NÉGOCIATIONS ET BATAILLES

(*1859-1860*)

Pendant que Garcia Moreno désarmait les insurgés de Riobamba, Castilla et Franco découvraient plus clairement leurs projets. Au milieu de novembre, Castilla paraissait à l'embouchure du Guayas avec une escadre forte de six mille hommes. Le lâche Franco autorisait le débarquement de ces soldats étrangers, livrant ainsi au Pérou la clef de son pays; puis, pour colorer cette trahison, il signait, le 4 décembre, une convention avec Castilla à l'effet d'ouvrir des négociations, auxquelles serait convié le gouvernement de Quito, pour statuer définitivement sur les revendications territoriales du Pérou. Traiter avec Castilla, entouré de six mille troupiers! Quel habile diplomate que ce Franco!

Édifié sur ces deux larrons, Garcia Moreno savait qu'aucune négociation n'empêcherait le démembrement de l'Équateur, parce que aucune considération ne les ferait renoncer à leurs plans ambitieux. Il fallait donc selon lui, payer d'audace et répondre à la force par la force. Dans cet ordre d'idées, il envoya un renfort de mille hommes au camp de Guaranda pour surveiller les opérations de Franco; mais évidemment on ne pouvait, avec des recrues peu exercées, alors que les travaux

d'armement commençaient à peine, tenir tête à une armée régulière soutenue par toutes les forces d'un État étranger. Garcia Moreno entretint donc ses collègues d'une pensée qui dominait son esprit, surtout depuis l'insurrection de Riobamba. Au milieu de pareilles dissensions, de soldats sans discipline et sans mœurs, de traîtres prêts à toutes les félonies, l'existence même de la République lui paraissait menacée, si on ne l'abritait sous le protectorat d'une puissance européenne. Il nomma la France, qui toujours tint à honneur de protéger les faibles, et qui naguère encore avait tiré l'épée pour arracher le turc aux serres du vautour moscovite. Il avoua qu'il avait à ce sujet échangé plusieurs lettres [1] avec le représentant du gouvernement français à l'Équateur.

Il ne s'agissait pas, fit remarquer Garcia Moreno, d'annexer l'Équateur à la France, ni d'en faire une colonie dépendante ou vassale, mais de se couvrir du pavillon français pour échapper à une invasion de pirates, appelés au sac du pays par une horde de traîtres. Le noyé s'attache à la barre de fer qu'on lui présente, fût-elle rougie au feu : pourquoi une nation devrait-elle mourir, sans crier au secours? La non-intervention dans un cas d'égorgement est un principe sauvage. Ainsi pensait Bolivar qui, dans des circonstances analogues, avait tenté de placer sa naissante Colombie sous le patronage d'un peuple illustre et puissant. Du reste, il avouait que ni lui, chef suprême, ni ses collègues du gouvernement provisoire, n'avaient mission pour réaliser ce projet. Le peuple seul, consulté directement ou par l'organe de ses représentants, pouvait décider de ses destinées.

Telle fut la proposition de Garcia Moreno. On se demande encore en quoi cette idée de protectorat, quand il

1. Ces lettres, divulguées plus tard, fournirent aux ennemis de Garcia Moreno une ample matière d'accusations et d'insultes.

s'agit d'un pays agonisant comme l'était l'Équateur, répugne à l'honneur national, ainsi qu'on l'a tant de fois affirmé depuis. Comment des hommes assez peu fiers pour se traîner à la remorque d'un Urbina et d'un Franco, osent-ils donner des leçons d'honneur à des patriotes tels que Bolivar et Garcia Moreno?

Du reste, cette proposition resta toujours à l'état de projet. Elle parut inefficace aux autres membres du gouvernement provisoire et de plus, vu les dispositions du gouvernement français, irréalisable. Nous pouvons ajouter qu'elle était inutile. Sans doute Castilla paraissait incomparablement le plus fort, mais avec un homme de la taille de Garcia Moreno, d'un génie aussi élevé, d'un courage aussi chevaleresque, on peut espérer des prodiges. Le génie, plus que l'épée de Washington et de Bolivar, a délivré les deux Amériques. A ceux qui blâment Garcia Moreno d'avoir trop souvent compté sur lui-même, nous osons répondre qu'en cette circonstance, et surtout après le drame de Riobamba, il ne se rendit pas suffisamment justice.

L'idée de protectorat écartée, le gouvernement provisoire, voulant épuiser tous les moyens de pacification, accepta la conférence officiellement proposée par Castilla et Franco au sujet de la délimitation du territoire. Dans les dépêches expédiées de Guayaquil, on demandait que quatre plénipotentiaires, choisis dans les deux camps, fussent autorisés à régler cette question spéciale. En conséquence, le gouvernement de Quito députa deux de ses membres, Avilez et Gomez de la Torre, munis de pleins pouvoirs, mais sous la réserve expresse de ne « compromettre en rien l'intégrité du territoire ni l'indépendance de la nation ». Le premier janvier 1860, ces deux délégués, mis en rapport avec ceux de Franco, arrêtèrent un projet de *convenio* stipulant que « le gouvernement de Guayaquil, chargé dans cette circons-

tance de représenter tout l'Équateur, ne pourrait ni céder, ni annexer la moindre parcelle du territoire à un gouvernement quelconque, et cela sous n'importe quelle formule ou prétexte ». Les démarcations des frontières tracées antérieurement resteraient jusqu'à nouvel ordre obligatoires pour les deux États. Les doutes relatifs aux terrains situés à l'orient de la Cordillère seraient soumis à un tribunal arbitral, et ces terrains déclarés neutres jusqu'à la délimitation définitive.

Rien de plus équitable que cette convention, dont les termes du reste furent acceptés sans difficulté par les représentants de Franco. Ils reconnurent qu'on ne doit jamais, dans l'intérêt de la paix, sacrifier la nationalité d'un pays. « Le gouvernement de Guayaquil, ajoutèrent-ils, saurait répondre à la confiance qu'on voulait bien lui témoigner. » Déjà les deux délégués de Quito se félicitaient d'avoir eu plus de foi que Garcia Moreno dans leurs peu scrupuleux adversaires, mais ils furent bientôt détrompés. La clause restrictive insérée dans le *convenio* déplut à Castilla. Il n'avait pas mis six mille hommes sur pied pour s'en retourner les mains vides : aussi s'efforça-t-il de faire comprendre au général Franco qu'on les avait dupés tous deux. Sur ce, l'irritable « doyen des chanoines » entra dans une violente colère contre les plénipotentiaires de Quito qui lui avaient tendu ce piège et contre ses ministres assez stupides pour s'y être laissé prendre, et refusa nettement de ratifier la convention. Ajoutant les voies de fait à la déraison, il fit jeter en prison et tenir au secret les deux délégués; puis, quand il les crut assez démoralisés pour céder à ses volontés, il leur offrit la liberté mais à la condition qu'ils bifferaient de la convention la clause relative à l'aliénation du territoire. « Ils devaient se rappeler que Franco avait à sa disposition l'armée de la République, la forteresse de Guayaquil et l'escadre de

Castilla! En cas d'obstination de leur part, Franco gravirait la Cordillère avec ses bataillons, et les gens de Quito, au premier coup de clairon, verraient leurs misérables recrues de Guaranda s'enfuir à toutes jambes. »

Insensibles aux menaces de ce bravache et prêts à sacrifier leur vie plutôt que de compromettre l'honneur du pays, les deux ambassadeurs refusèrent d'outrepasser leurs pouvoirs. Franco allait peut-être céder à un accès de rage furieuse, mais, sur l'intervention du chargé d'affaires de la Grande-Bretagne, il consentit à délivrer des passeports aux deux délégués, en leur intimant l'ordre d'avoir à quitter Guayaquil dans les six heures. Ceux-ci rédigèrent une protestation sévère, dans laquelle, après avoir rappelé les faits ci-dessus mentionnés, ils répondaient aux menaces réitérées d'une invasion prochaine. « Par cette conduite, disaient-ils, le général Franco violera les principes les plus élémentaires de la justice et entassera victimes sur victimes, quand il est si facile de pacifier le pays sans recourir aux armes. Notre gouvernement décline la responsabilité d'une guerre qui va diviser nos forces en présence de l'étranger, et proteste devant le monde entier contre l'inqualifiable politique du gouvernement de Guayaquil. »

Après un tel outrage à ses ambassadeurs, le gouvernement de Quito comprit qu'il fallait vaincre ou mourir. Garcia Moreno démasqua devant tout le peuple l'inqualifiable conduite de Franco. « Équatoriens, vous n'apprendrez pas sans surprise ni sans indignation, qu'à l'issue de la conférence, le général Franco rompit les négociations, jeta nos ambassadeurs en prison malgré l'immunité dont ils jouissaient, et n'eut pas honte de leur donner un délai de six heures pour quitter Guayaquil! Et il nous fait cette sanglante injure, au moment où les soldats du Pérou sont logés dans les caser-

nes de notre vieille cité maritime. L'héroïque peuple de Guayaquil sous la garde d'une armée étrangère, et cela jusqu'au jour où un traité définitif consacrera la honte et la ruine de notre nation! Équatoriens, les lâches seuls préfèrent la trahison à la guerre, l'intrigue à l'épée, l'infamie à la mort. Aux armes donc, pour défendre l'honneur, la nationalité, la patrie! Union et vaillance! La Providence nous protège, et les peuples américains, nos frères, ne regarderont pas avec indifférence la lutte héroïque qui va s'ouvrir! »

Les deux partis brûlaient d'en venir aux mains. Immédiatement après la rupture des négociations, Franco donna l'ordre au colonel Léon de gravir la Cordillère avec un millier d'hommes, pour sonner ce fameux coup de clairon qui devait faire sur le camp de Guaranda l'effet des trompettes de Jéricho. Il comptait d'autant plus sur la victoire que depuis deux mois ses partisans avaient révolutionné l'importante ville de Cuenca, dont un de ses fidèles, le commandant Zerda, avait pris possession. Zerda n'avait qu'à combiner ses mouvements avec ceux du colonel Léon pour mettre entre deux feux la petite armée de Guaranda et l'écraser au premier choc.

Afin de ne pas laisser à ces deux chefs le temps de se concerter, Garcia Moreno se rendit immédiatement au camp pour prendre le commandement des troupes. Ses soldats, exaspérés contre Franco, ne demandaient qu'à combattre. Ce fut avec des trépignements de joie et d'enthousiasme qu'ils entendirent cette proclamation du chef suprême :

« Nobles défenseurs de l'indépendance nationale, après avoir vendu à l'étranger vos frères du littoral pour satisfaire à son ambition, l'infâme gouvernement de Guayaquil tourne contre vous et les peuples de l'intérieur des armes qui auraient dû servir à défendre la

patrie. Il veut ouvrir au perfide envahisseur de nos provinces un chemin couvert de votre sang. Il veut abattre le drapeau national pour arborer celui de l'étranger. Il veut lui faire hommage de notre patrie, de nos foyers, de nos gloires et de nos libertés. Soldats, ce vil instrument du brigandage a oublié sans doute que vous êtes ici les fermes remparts de notre nationalité. A vous de lui faire payer cher ses odieuses insultes et son exécrable trahison.

« Officiers et soldats, comme le gouvernement provisoire, vous n'avez qu'une tâche à remplir : sauver l'honneur et l'intégrité du pays. Le gouvernement a fait pour cela de grands sacrifices; il ne déposera point les armes avant d'avoir assuré l'indépendance de la patrie. Il compte sur vous pour accomplir cette glorieuse mission ; il est à côté de vous, confiant dans la victoire qui fera de vos noms l'honneur du pays et l'orgueil de la postérité. »

Stimulée par les paroles brûlantes de son chef, la petite armée s'élança, le 20 janvier, à la rencontre de l'ennemi. Le colonel Léon s'était fortifié sur les hauteurs de Piscurco, attendant, pour commencer l'attaque, l'arrivée du commandant Zerda, et des renforts de Guayaquil. Il s'agissait de déjouer ce plan en lui livrant immédiatement bataille. Au signal donné par Garcia Moreno, les troupes se ruèrent avec fureur sur leurs adversaires, mais la position était tellement avantageuse, que, malgré les efforts d'une audace plus que téméraire, elles ne purent les déloger de leurs retranchements, Garcia Moreno résolut alors, en tournant l'ennemi, de tomber sur son arrière-garde, ses munitions et sa cavalerie. Pour cacher cette manœuvre, il laissa devant Piscurco le colonel Davallos avec plusieurs compagnies d'infanterie et un escadron de cavalerie, pendant que lui, prenant à droite, se jetait dans le

chemin d'Yagui. Une pluie diluvienne inondait la route en ce moment et la convertissait en un ravin boueux au point qu'il fallut plus de sept heures pour faire un trajet de deux lieues. Enfin, vers deux heures du soir, il rencontra l'ennemi campé dans l'hacienda d'Yagui d'où, par une charge vigoureuse, il le délogea en cinq minutes. C'était assez pour le but qu'on voulait obtenir ; mais, une fois lancées, les jeunes recrues ne connurent plus de rappel. Acharnées à la poursuite des fuyards, elles infligèrent à l'ennemi des pertes considérables et le mirent en complète déroute. De leur côté, le colonel Davallos et ses braves compagnons soutinrent durant trois heures consécutives une très vive fusillade : une charge brillante de lanciers les rendit enfin maîtres du camp et détermina la victoire. Le lendemain, Garcia Moreno chercha de nouveau le colonel Léon, mais, avec les débris de sa troupe, il descendait rapidement les pentes abruptes de la montagne, pour éviter une nouvelle attaque.

L'occasion était excellente pour se débarrasser de tous les adhérents de Franco dans les provinces de l'intérieur. Pendant que les troupes victorieuses rentraient au camp de Guaranda, Garcia Moreno détacha quelques compagnies d'élite, aux ordres du colonel Maldonado, pour marcher à la rencontre du commandant Zerda, qui accourait de Cuenca, comme nous l'avons dit, au secours du colonel Léon. Maldanado attendit son adversaire dans les plaines de Sabun, où nul obstacle ne pouvait entraver la bouillante ardeur de ses soldats. Le 7 février, lorsque les colonnes ennemies se furent assez engagées pour ne pouvoir plus reculer, l'infanterie de Maldonado se précipita sur elles à la baïonnette et les mit en déroute, malgré leur courage. La cavalerie se chargea d'achever les malheureux fuyards. Le gros de la troupe, le commandant Zerda et bon nombre

d'officiers, tombèrent dans les mains du vainqueur.

Maldonado profita de son succès pour marcher sur Cuenca. La place était défendue par le colonel Ayarza, flanqué de soudards urbinistes qui avaient trempé dans toutes les révolutions. Ils sortirent de la ville et attendirent Maldonado dans la plaine de Machangara; mais en voyant l'infériorité numérique de ses bandes, le pauvre Ayarza, qui connaissait du reste la bravoure de Maldonado, capitula sans coup férir. Il s'engagea même à rentrer dans la vie privée, pendant que ses soldats s'incorporeraient à la troupe de Maldonado. La province de Cuenca put enfin respirer à l'aise et suivre ses sympathies en adhérant, comme elle l'avait fait d'abord, au gouvernement de Quito.

Restait à soumettre la province de Loja, située sur les frontières du Pérou. La ville de Loja, hésitante d'abord, s'était rattachée au parti de Franco; mais, depuis le succès de ses adversaires, elle flottait derechef entre les deux gouvernements. C'était de la politique marchande : en réservant l'acte de soumission, on trouverait peut-être moyen de l'échanger contre une exonération totale ou partielle des charges publiques. Pour couper court à ces tergiversations intéressées, Garcia Moreno se rendit personnellement à Loja. En deux jours il aplanit toutes les difficultés, et la ville fit sa soumission, aux acclamations de la province entière.

Cette série de brillants succès ne laissa guère au général Franco que la province de Guayaquil, dévouée de cœur au gouvernement national, mais de fait occupée par l'usurpateur. Garcia Moreno se hâta de rentrer au quartier général de Guaranda pour descendre les Cordillères et se mesurer enfin, dans une action décisive, avec Franco et Castilla.

CHAPITRE VI

PRISE DE GUAYAQUIL

(*1860*)

Après une année de pourparlers infructueux et d'escarmouches sans résultats, il devint clair pour tous que la paix réelle et définitive ne serait signée qu'à Guayaquil. Aussi, bien qu'on se rendît parfaitement compte des difficultés presque insurmontables d'une marche en avant, citoyens et soldats la désiraient de tout leur cœur, confiants dans le Dieu qui bénit les causes justes et dans le patriote incomparable dont on célébrait partout le courage et le génie.

L'admiration pour Garcia Moreno s'accroissait du mépris voué à Franco, mépris qui devint de la haine le jour où se consomma l'attentat préparé depuis longtemps. Le 25 janvier, cinq jours après sa défaite d'Yagui, par un traité signé, ratifié et déclaré immédiatemen exécutoire, Franco cédait au Pérou le territoire en litige, « déclarant nulle et de nul effet l'adjudication faite aux créanciers de l'Équateur, lesquels seraient indemnisés par la concession d'autres terrains non disputés. » En revanche, « le gouvernement du Pérou s'engageait à soutenir celui de Guayaquil jusqu'au jour où l'ordre serait rétabli[1] ».

1. Voir le texte du traité du 25 janvier : *El Primero de Mayo,* 23 mars.

A la divulgation de ce traité, qui stipulait la vente officielle du territoire, un concert de malédictions s'éleva contre Franco. Il n'y a plus à balancer, disait-on de toutes parts : il faut ensevelir le traître dans son repaire, et avec lui son abominable marché. Sous le coup de l'indignation, un riche propriétaire accourut de son hacienda pour offrir à la trésorerie de Quito ses capitaux et ses propriétés, heureux de sacrifier tous ses biens et au besoin d'affronter la mort pour sauver l'honneur de la nation. De toutes les provinces arrivaient au gouvernement provisoire des protestations indignées. Les jeunes gens, les étudiants, par lettres collectives, réclamaient des armes pour voler au secours de la patrie. Garcia Moreno profita de ce mouvement et de quelques mois de répit obtenus par ses récentes victoires, pour discipliner ses troupes, fortifier ses armements, et préparer ainsi le dernier acte de cette longue tragédie.

Toutefois, avant d'affronter les canons de l'ennemi, il se demanda s'il avait assez fait pour que la responsabilité du sang versé ne retombât point sur lui. Trois fois il avait supplié Franco de revenir à des sentiments d'honneur, sans émouvoir cette âme abjecte; mais, aujourd'hui que sa honteuse défaite avait dû lui inspirer quelque crainte relativement au dénoûment final, aujourd'hui qu'un cri de réprobation s'élevait contre lui de tous les points de l'Équateur, refuserait-il un sacrifice à la patrie, si lui, Garcia Moreno, proposait de faire un sacrifice semblable? Sous l'empire de ces généreuses pensées, il écrivit à l'usurpateur l'admirable lettre que voici :

« Général, le désir d'épargner le sang de nos frères me pousse à faire un dernier appel à votre patriotisme. La nation a fait des sacrifices très onéreux, mais absolument nécessaires, pour défendre et son indépendance et l'intégrité de son territoire. Pour défendre votre cause

vous avez versé le sang équatorien ; afin d'empêcher une nouvelle effusion de ce sang au profit du lâche et perfide Castilla, je vous propose un moyen honorable de terminer nos divisions.

« La lutte fratricide que les peuples de l'intérieur ont dû soutenir, a rejeté dans les casernes de Guayaquil les restes de cette armée que vous employez à défendre les intérêts de l'étranger. Ce résultat, c'est-à-dire la victoire du parti national et l'impuissance notoire du parti opposé, doit terminer la guerre. Les défenseurs du pays n'ont à s'occuper désormais que de son organisation et du rétablissement de l'ordre constitutionnel. Castilla, de son côté, doit être satisfait des sacrifices sanglants et des humiliations imposés à notre patrie, sans qu'il lui ait coûté autre chose qu'une vaine parade militaire. Continuer cette lutte atroce, après la résistance scandaleusement obstinée que vous avez opposée à toutes les propositions si honorables et si patriotiques du gouvernement provisoire, ce serait ruiner toute espérance pour le jour du repentir, alors que votre cœur d'Équatorien tremblera sous le poids des anathèmes que lancent déjà contre vous les peuples de l'Amérique. Il est temps, il est plus que temps de mettre un terme à cette guerre sauvage.

« Comme moyen d'en finir, je propose pour vous et pour moi l'exil volontaire. Éloignons-nous tous les deux ; laissons le pays, libre de toute pression étrangère, se constituer selon sa volonté et recueillir enfin le fruit amer de tant de sang répandu. La province de Guayaquil adhérera comme celles de l'intérieur au gouvernement provisoire, et une convention librement élue mettra un terme à nos malheurs. Si vous acceptez cette proposition, qui vous fournit le moyen d'assurer l'intégrité du territoire sans blesser votre honneur, je renonce à l'instant au pouvoir et je quitte le pays.

J'aurais mauvaise grâce de vous demander un sacrifice, si je n'étais disposé à vous donner l'exemple. En m'imposant pour le salut de la patrie cet exil volontaire, mon ambition sera pleinement satisfaite. Ainsi tomberont les misérables calomnies que vos journaux de Guayaquil entassent tous les jours contre moi. »

Loin d'être attendri par ce langage sublime, Franco entra en fureur à la pensée d'abdiquer la présidence, unique objet de ses convoitises. Il se répandit en injures contre Garcia Moreno, déclara sa lettre outrageante, et s'emporta jusqu'à jeter en prison le messager qui l'avait apportée. Garcia Moreno mit sous le pied les ignobles procédés de cette âme vile et n'en fut que plus tenace dans ses efforts désespérés pour éviter l'effusion du sang. Vraiment, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer durant cette période de sa vie, ou de son ardeur à préparer la guerre, ou de son obstination à combiner les moyens d'une paix honorable pour tous. Voici la pièce, que, le 28 avril, un mois après sa lettre à Franco, il adressa comme dernière ressource à tous les agents du corps diplomatique, pour réclamer leur médiation collective :

« Le malheureux traité du 25 janvier a élevé entre le gouvernement de Quito et celui de Guayaquil un mur de séparation qu'aucun des deux ne peut abattre. Le premier ne reconnaîtra jamais un pacte contraire aux droits, aux intérêts, à l'honneur du peuple équatorien ; de son côté, le général Franco ne déchirera pas sa signature, d'autant plus qu'elle lui vaut l'appui des baïonnettes étrangères. Pour renverser ce mur, je ne vois d'autre alternative que l'abdication ou la guerre l'abdication de l'homme qui a signé le traité, ou une guerre d'extermination. Avant d'en venir à cette terrible extrémité, à laquelle cependant nous sommes suffisamment préparés, nous proposons l'abdication du général

Franco, non pas comme une condition humiliante, mais comme un moyen de salut inspiré par le patriotisme et basé sur les considérations de respect et de fraternité que se doivent les habitants d'un même sol et les membres d'une même famille.

« Et pour que le général Franco ne regarde point cette abdication comme déshonorante pour lui, le gouvernement provisoire propose également son abdication, laquelle sera suivie de l'exil volontaire pour un temps déterminé de tous les membres des deux gouvernements. Nous donnerons ainsi un témoignage irrécusable de notre désintéressement; nous aurons la gloire d'avoir terminé nos discordes civiles sans verser le sang de nos frères, et de conserver à la nation des forces si nécessaires à sa défense et à sa sécurité.

« Au moment de l'abdication, il faudra nommer un chef chargé de convoquer une convention nationale. Comme l'élection de ce chef par des assemblées populaires serait difficile et paraîtrait à bon droit suspecte, le gouvernement provisoire disposant de la majeure partie des électeurs, nous proposons aux deux gouvernements de nommer conjointement le citoyen intègre, intelligent et impartial, qui sera jugé digne du pouvoir suprême. Nous demandons en outre l'exclusion des gouvernants actuels, soit pour la présidence, soit pour n'importe quelle charge publique. La patrie n'a besoin de personne en particulier, et le gouvernement provisoire est au-dessus des intérêts de parti ou d'ambition personnelle.

« En vous associant à ces propositions, vous aurez assuré les intérêts les plus chers de l'Équateur, écarté la guerre civile, et contribué au relèvement du pays. Mais si, ce qu'à Dieu ne plaise, cette dernière tentative de conciliation ne devait pas aboutir, elle nous laissera au moins la conviction de n'avoir point assumé sur nous

la responsabilité du sang qui va couler pour l'honneur, l'indépendance et l'intégrité de la République. »

Nous avons voulu citer cette page remplie, à chaque ligne, des sentiments patriotiques les plus purs et les plus généreux. Dans ce siècle d'affaires et de pot-au-feu, où l'on voit fourmiller partout, et à tous les degrés de la hiérarchie, les Castillas et les Francos, on s'émerveille de découvrir un chef d'État qui propose de rentrer dans la vie privée, de s'exiler même pour le salut de son pays. Cette abnégation, véritable anachronisme, nous cause presque autant de surprise et d'aise qu'une bouffée d'air pur au malheureux tombé dans un égout.

Naturellement Franco résista aux instances du corps diplomatique, comme il avait résisté aux efforts de Garcia Moreno. Pour faire diversion, il osa même réclamer l'expulsion de son rude antagoniste, l'auteur principal, disait-il, de tous les maux qui pesaient sur l'Équateur. A l'occasion du 1er mai, glorieux anniversaire de la révolution de Quito, sa rage ne connut plus de bornes. Partout cet anniversaire fut célébré par des acclamations de joie et d'espérance. Des villes même du littoral, de Babahoyo, de Manabi, arrivèrent des protestations d'union au gouvernement provisoire, ainsi que des volontaires désireux de combattre avec leurs frères contre les persécuteurs de la patrie. Pour empêcher ces désertions, Franco fit traquer tous les hommes capables de porter un fusil : on les conduisait enchaînés dans les casernes, où plusieurs expirèrent sous les coups.

La magnanime initiative du gouvernement provisoire produisit un tout autre effet sur Castilla. Le président du Pérou comprit la victoire morale que ses adversaires venaient de gagner, non seulement devant les citoyens de l'Équateur, mais devant les membres du corps diplomatique. Supposé maintenant que les colonnes de Gar-

cia Moreno attaquassent Guayaquil après avoir battu Franco, pouvait-il, lui, président du Pérou, exterminer cette armée victorieuse pour défendre un misérable que tout le pays repoussait avec horreur? D'autre part, lui convenait-il d'assister, les bras croisées, en simple spectateur, à la lutte qui allait s'engager? S'apercevant un peu tard de sa fausse position, Castilla donna l'ordre à ses troupes d'évacuer Guayaquil pour rentrer au Pérou. Quant à lui, il resta dans le port avec quelques divisions et une partie de l'escadre pour suivre les événements, conseiller son ami Franco, et l'appuyer de ses canons si l'intervention du Pérou devenait nécessaire pour sauver le traité du 24 janvier.

La situation s'éclaircissait et les forces des deux partis tendaient à s'équilibrer, quand le gouvernement provisoire reçut un renfort aussi précieux qu'inattendu par l'arrivée au camp de Guaranda du vieux général Florès. Exilé du pays depuis quinze ans, l'ex-président avait fait, comme nous l'avons vu, plusieurs tentatives inutiles pour y rentrer à main armée, puis s'était établi au Pérou grâce à la bienveillance de Castilla dont il était l'ami. Ce dernier se croyant en droit de solliciter la coopération de son protégé dans cette guerre déloyale contre l'Équateur, lui demanda formellement de soutenir la cause de Franco, à la tête d'un corps d'auxiliaires péruviens; mais si le vieux soldat de l'Indépendance voulait bien guerroyer pour régner sur son pays, il se révoltait à l'idée de le livrer à Castilla. Il réprouva publiquement les prétentions du Pérou, le soulèvement militaire de Riobamba qu'on disait organisé par ses partisans et poussa tous ses amis à s'unir au gouvernement provisoire pour défendre l'indépendance, l'honneur et la dignité de la patrie. De plus, oubliant ses malheurs, ses longues années d'exil, ses ressentiments, il écrivit à Garcia Moreno : « Dans les circonstances diffi-

ciles où vous vous trouvez, faites-moi savoir si je puis vous être utile, et je suis à vos ordres. » En recevant cette lettre, Garcia Moreno ne se rappela point ses anathèmes d'autrefois contre le général Florès; il ne vit point dans cet homme de guerre un rival qui venait, au moment de terminer cette mémorable campagne, lui dérober une partie de sa gloire, il ne pensa qu'à remercier Dieu du secours providentiel qu'il lui ménageait au plus fort du danger, et se contenta de répondre à Florès : « Venez immédiatement, et soyez notre général en chef. » Quelques jours après, les deux adversaires politiques, unis dans un même sentiment de patriotisme, s'embrassaient à la vue de toute l'armée, ivre de joie et d'enthousiasme.

Florès prit le commandement des troupes, juste au moment où l'on avait besoin de ses talents militaires et de sa longue expérience des combats. Un mois après son arrivée au camp de Guaranda, l'on apprit que Franco remontait le fleuve Guayas avec ses soldats et ses canons pour s'établir à Babahoyo, au pied de la montagne, et de là s'élancer sur les provinces de l'intérieur. Les deux chefs décidèrent aussitôt qu'on ne lui laisserait pas le temps de gravir la Cordillère, mais qu'on irait le chercher dans la plaine au milieu des populations écrasées sous son joug. En attendant, Garcia Moreno adressa aux habitants de Guayaquil et de Manabi la proclamation suivante :

« Mes chers concitoyens, j'ai vu vos souffrances et j'y ai compati plus que personne. Vos provinces opprimées et humiliées par une horde de bandits ont été comme noyées durant tout le cours de cette année dans l'opprobre et l'infamie. Le trafic exécrable de l'honneur et du territoire, la tyrannie immorale et sauvage, la proscription pour crime de probité, l'enrôlement sous peine de mort, la guerre sans pitié à la propriété et à

l'industrie, les grades conférés aux criminels des prisons, la licence d'une soldatesque sans frein, tout ce que l'immoralité peut inventer et le crime exécuter : voilà l'affreux tableau des misères qui ont couvert de deuil notre beau, mais malheureux pays.

« Concitoyens, l'heure de la justice a enfin sonné. Vos frères de l'intérieur ont pris les armes pour vaincre les barbares qui vous tyrannisent. Dans les rangs de ces vaillants fils des montagnes, trouveront un fraternel accueil tous ceux qui viendront combattre avec nous pour la patrie, la liberté, la propriété, l'honneur et la sécurité des familles. Déjà les belliqueux habitants de Babahoyo et des contrées voisines se sont enrôlés dans l'armée libératrice. La cause sainte que nous défendons compte à Manabi d'intrépides et nombreux partisans. Bientôt vos oppresseurs n'auront pour les escorter que les malédictions du peuple, et les remords qui les accompagneront bien au delà de la vie présente.

« Mes amis, c'est sur la division des gens de bien que les méchants fondent leur puissance. L'union et la concorde seront, dans l'avenir, la solide garantie de l'ordre et le plus sûr présage de la prospérité de la patrie. »

Le même jour, 28 juillet, avant de lever le camp de Guaranda, il adressait à l'armée cette allocution :

« Soldats, grands ont été vos sacrifices, mais aussi grande sera votre gloire. Quand, après avoir vendu le sol de la patrie, on lança contre nous les forces qui auraient dû nous défendre, nous manquions encore de roupes régulières, d'armes et d'approvisionnements. On put taxer de téméraire notre résolution d'accepter le combat sans les éléments de résistance nécessaires; mais nous avions foi dans la protection du ciel : forts de son appui, nous avons marché de victoire en victoire et assuré la liberté de nos provinces intérieures.

« La difficulté de continuer les opérations militaires

par des chemins que l'hiver rend impraticables, la nécessité de reformer vos rangs, et par-dessus tout le désir de terminer à l'amiable cette guerre sanglante, ont forcé le gouvernement provisoire à vous accorder quelques mois de repos; mais en vain avons-nous voulu assurer la paix sans sacrifier nos frontières, en vain avons-nous proposé l'exil volontaire des détenteurs du pouvoir comme moyen de déchirer l'infâme traité du 25 janvier : nos efforts ont échoué contre l'aveuglement de nos ennemis. Ils ont attribué à la faiblesse les avances généreuses du patriotisme ; ils ont poussé l'audace jusqu'à exiger de nous la reconnaissance de leur pacte honteux, et nous ont ainsi placés dans l'alternative de nous déshonorer ou d'en appeler aux armes.

« Soldats, je vois que l'indignation éclate dans vos yeux : prenez donc en main le fer vengeur, et poussez le cri de guerre qui retentira des vallées du Chimborazo au rives de Guayas. Oui, guerre aux traîtres et aux bandits, guerre aux oppresseurs de nos provinces maritimes, guerre sans trêve aux ennemis de la patrie!

« Soldats, l'issue de la campagne n'est pas douteuse. Vous défendez la plus pure, la plus sainte de toutes les causes, la cause de l'indépendance nationale, de la justice et de la civilisation; votre nombre a triplé depuis nos derniers combats; vous avez à votre tête un général illustre, des officiers pleins d'intelligence et de bravoure, et par-dessus tout vous pouvez compter sur la protection visible de la Providence.

« Laissez nos ennemis s'amuser au souvenir des discordes des anciens jours, laissez-les vomir contre nous le torrent fangeux de leurs ignobles calomnies; laissez ces poltrons nous lancer leurs insultes pour se consoler de leurs déroutes, et préparez-vous à de nouveaux combats, je veux dire à de nouveaux triomphes. Sol-

dats, je n'ai qu'un ordre à vous donner : marchez à la victoire ! »

Il ne fallait rien moins que les commotions électriques de cette éloquence passionnée pour inspirer aux soldats confiance et courage au début de cette périlleuse campagne. Le lecteur comprendra les difficultés d'une marche sur Guayaquil, s'il se rappelle la configuration du pays que l'armée devait traverser. Au sortir de Guaranda, se présentaient les pentes abruptes et sauvages de la Cordillère. Plusieurs jours durant, au milieu des précipices, par des sentiers étroits, sinueux, défoncés, impraticables, les troupes avaient à descendre les escarpements de ces monts gigantesques, traînant après elles armes et bagages, munitions et approvisionnements. En débouchant dans la plaine, elles pouvaient s'attendre à rencontrer l'armée de Franco, supérieure en nombre, supérieure surtout en artillerie et en cavalerie. Si, contre toute espérance, la victoire les favorisait en rase campagne, Franco reprendrait le Guayas sur la flotte qui l'avait amené, pour s'abriter derrière les fortifications de Guayaquil où il faudrait l'assiéger. C'était une entreprise formidable et digne des vétérans de Bolivar. De là les plaisanteries des soldats de Franco sur ces pauvres recrues de l'intérieur, qu'ils s'apprêtaient à reconduire la baïonnette dans les reins jusque dans les neiges de leur Chimborazo.

Ils comptaient sans le génie militaire de Florès et l'invincible audace de Garcia Moreno. Ces deux chefs, de nature différente, se complétaient l'un par l'autre. Ils posèrent en principe qu'on chercherait à surprendre l'ennemi et qu'on éviterait toute rencontre directe, sauf à l'attaquer avec la dernière vigueur quand les circonstances paraîtraient opportunes. Ce plan, le seul possible dans les conditions d'infériorité où ils se trouvaient, fut exécuté avec la plus merveilleuse habileté.

Les troupes de Guayaquil formaient deux corps d'armée. Le premier occupait Babahoyo, ville située au pied de la Cordillère, et reliée avec Guayaquil par le fleuve Guayas. Se réservant le soin de défendre cette importante position, Franco commandait ce premier corps. Le second, sous les ordres du général Léon, occupait Catarama, petit village situé sur la route de Ventanas, à droite du fleuve. Or, l'armée de Quito devait nécessairement ou suivre la route ordinaire de Babahoyo et se heurter au corps d'armée de Franco, ou prendre celle de Ventanas, beaucoup plus longue et plus mauvaise, et entrer en collision avec celui du général Léon. Voulant à tout prix empêcher la jonction des deux généraux, Florès entreprit de tourner l'armée de Franco pour l'attaquer à l'improviste, et cela sans donner l'éveil au général Léon.

Afin de masquer ses intentions, il fit descendre une division à Bilovan, près de Babahoyo, pendant qu'à la faveur de cette fausse démonstration, le gros de l'armée se dirigeait à marches forcées, par les sentiers inconnus de la montagne, sur la route de Ventanas. Le 15 août, à six heures du soir, les deux premiers corps étaient arrivés; les autres suivirent de près. Malgré d'indicibles fatigues, il fallut se remettre en route dans le secret de la nuit, en silence, afin d'échapper au général Léon dont le camp n'était pas éloigné. Heureusement les campagnards, dévoués à Garcia Moreno, donnaient les renseignements les plus précis sur la position et les forces de l'ennemi. Servant de guides et même de sapeurs, ils ouvraient à coups de hache un chemin au travers des bois quand les sentiers connus pouvaient être dangereux. On marche de la sorte seize mortelles heures avant d'arriver à Babahoyo. Les mouvements furent si rapideset sibien concertés, le secret si strictement gardé, que le voyage s'effectua sans brûler une cartouche.

Le 7 à dix heures du matin, commença l'attaque de Babahoyo. Surpris dans son quartier, Franco voulut se défendre ; mais ses soldats, décontenancés par cette alerte soudaine et inattendue, ne purent tenir contre l'impétueuse ardeur des troupes de Quito. Toutefois le feu des batteries ennemies avait durant deux heures retardé et même rendu incertaine l'issue du combat, quand Florès donna l'ordre à la cavalerie de charger les artilleurs, qui furent sabrés sur leurs pièces ou mis en fuite. Dès lors la déroute devint générale ; Franco lui-même, blessé à l'épaule, poursuivi par un lancier qui le serrait de près, n'eut que le temps de se jeter sur un vaisseau pour aller cacher sa honte à Guayaquil.

Après trois heures de combat, Garcia Moreno se trouva donc maître de la place importante de Babahoyo. Grand nombre d'officiers et de soldats, trois canons, quantité de fusils et de munitions, l'imprimerie du gouvernement, les salines de l'État, tombèrent en son pouvoir. Un an auparavant, il avait juré de ne prendre aucun repos avant d'avoir assuré le triomphe de sa cause ; après cette victoire, il écrivit à ses collègues du gouvernement provisoire : « J'ai tenu parole, et je crois pouvoir bientôt vous annoncer la fin de cette campagne visiblement bénie du ciel. » Puis, avec un oubli de soi-même dont les grands hommes seuls sont capables, il ajoutait : « Ces avantages, nous les devons principalement au génie guerrier de notre général en chef, nous les devons ensuite aux vertus militaires de nos officiers et soldats.

La prise de Babahoyo avait mis le général Léon dans une situation critique. Coupé de sa ligne de communication, il ne pouvait sans témérité attaquer des troupes supérieures en nombre, et dont la victoire avait décuplé les forces. Pour se dégager, il descendit jusqu'à Zamboroddon avec l'intention d'y embarquer ses troupes

et de rejoindre Franco à Guayaquil; mais déjà Florès, qui l'avait deviné, se trouvait à Bocca Corvina, en face de Zamboroddon, avec artilleurs et canons, pour couler ses vaisseaux. L'infortuné fut réduit à gagner la cité maritime en traversant bois et rivières sous les feux d'un soleil dévorant.

Le terrain balayé, il restait aux vainqueurs à forcer l'ennemi dans la forteresse de Guayaquil, où Franco préparait une résistance désespérée. Tous les cantons de la province fraternisant avec les troupes de Garcia Moreno, le traître, pour colorer ses prétentions, imagina de concert avec Castilla une comédie plus ridicule que toutes les autres. Un certain nombre de mercenaires à sa solde, réunis en comité, proclamèrent Guayaquil ville libre et indépendante sous le protectorat du Pérou. Moyennant cette farce grossière, Franco restait le défenseur de la cité, et Castilla, en sa qualité de protecteur, s'autorisait à bombarder sans scrupule les envahisseurs de Quito. Tel est le respect de ces démocrates pour la volonté nationale!

Il fallut tout un mois pour s'approcher de Guayaquil. Transportées sur le Guayas jusqu'à Zamboroddon, les troupes suivirent alors le chemin de terre au prix d'énormes fatigues et vinrent camper à Mapasingue, en vue de la cité. Les deux chefs y établirent leur quartier général pour combiner les dernières dispositions à prendre avant de livrer le terrible assaut.

L'entrée de Guayaquil est défendue de ce côté par une colline hérissée de batteries qui la rendent inexpugnable. A gauche de cette forteresse naturelle coule le Guayas, dont les eaux vont se jeter à la mer en côtoyant la ville. A droite s'avance l'Estero Salado, espèce de marécage boueux planté de grands arbres appelés mangliers, véritable bras de mer isolant complètement Guayaquil et la belle plaine qu'elle domine.

Pour pénétrer dans la place sans se jeter tête baissée sur les canons de l'ennemi, les deux chefs durent cette fois encore, recourir à un habile et audacieux stratagème.

Depuis quelques jours déjà, Florès préparait ostensiblement un assaut en règle de la colline et du fort qui la relie à l'Estero Salado. De son côté, Franco disposait ses batteries de manière à foudroyer ses adversaires au premier choc. Le 22 septembre au soir, chacun s'en alla prendre son repos, persuadé que la bataille aurait lieu le lendemain, lorsque, la nuit, pendant que les feux brillaient au camp comme à l'ordinaire, l'armée des assaillants se mit en marche, sauf un régiment de lanciers et une compagnie d'artilleurs chargés de défendre en cas d'attaque le quartier général de Mapasingue et d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi. L'armée se transportait à une lieue de là, sur les bords de l'Estero Salado, pour le traverser cette nuit-là même et surprendre Guayaquil du seul côté où Franco ne pouvait l'attendre, car il ne venait à l'imagination de personne que des troupes en armes s'aventurassent jamais dans cet inextricable labyrinthe.

Sous l'habile et énergique direction de leurs chefs, les soldats défilèrent dans le silence et l'obscurité de la nuit, emportant canons et munitions, canots et radeaux, tout le matériel lourd et encombrant qui devait servir à effectuer le passage du Salado et à livrer bataille. Après deux longues heures de marche par des sentiers étroits et tortueux, à travers les collines, les rochers et les broussailles, on déboucha enfin dans une petite vallée où les soldats épuisés se livrèrent au sommeil. Sur pied dès l'aurore, ils arrivèrent promptement à l'Estero Salado. Ce bras de mer, pris dans sa largeur, se divise en trois parties. C'est d'abord un marais fangeux, d'où émerge une forêt de mangliers. Ces arbres étranges élèvent leurs racines jusqu'à plusieurs mètres

au-dessus du sol, de sorte que celles-ci, se croisant et s'entrelaçant comme les mailles d'un tissu, forment une haie impénétrable de cinq à six cents mètres d'étendue. Au delà, le marais est coupé dans toute sa longueur par un canal profond, d'environ trente mètres de large, qu'on appelle le Rio Salado; puis reparaissent les terrains marécageux et le bois de mangliers jusqu'à la savane. C'est cette barrière trois fois infranchissable qu'il fallait traverser pour se jeter dans la vaste plaine qui s'étend de l'Estero jusqu'à Guayaquil.

Le général en chef, entouré d'une compagnie de tirailleurs se rendait compte, avec une grande attention des difficultés du passage, quand un feu de peloton, parti du Salado, lui apprit qu'on l'observait. Sans perdre de temps, il s'élança suivi de ses hommes à travers les mangliers pour connaître l'ennemi. C'étaient des éclaireurs montés sur deux embarcations, qui, aux premiers coups de fusil, s'empressèrent de gagner le large. Le Rio rendu libre, les tirailleurs le traversèrent en canots, pour s'établir sur la rive opposée, et protéger la terrible opération du passage des troupes. De l'autre côté, les canons déjà montés sur leurs affûts attendaient le moment de balayer les lignes ennemies.

Alors, au moyen de canots et de radeaux, les différents corps, compagnie par compagnie, s'efforcent de franchir l'affreux bourbier. On ne voit plus que des soldats accrochés aux mangliers, et suivant péniblement la direction tortueuse des racines, tantôt hissés jusqu'aux branches des arbres, tantôt enfouis dans la boue gluante sous un toit d'arbustes et de broussailles. Plusieurs bataillons avaient heureusement gagné l'autre rive, quand du fort de Liza part une vive fusillade; le canon gronde à son tour; quelques balles, lancées par les tirailleurs, parviennent jusqu'au Salado : ce sont des détachements ennemis qui accourent pour barrer le

passage, difficulté qu'avait prévue l'habile général en chef. A l'instant, sur son ordre, vingt trompettes placées à l'avant-garde au milieu des tirailleurs sonnent la charge comme si toute l'armée suivait. Trompée par cette ruse, une bande de deux cents hommes, après avoir brûlé quelques cartouches, crut prudent de se replier en bon ordre.

Le gros de l'armée se trouvait alors dans les mangliers, déployant une activité prodigieuse. Bientôt les artilleurs, après avoir protégé leurs frères, arrivent eux-mêmes au bord du labyrinthe, traînant leurs canons, leurs affûts, leurs obus, leurs caissons. A la vue de leur chef qui s'élance dans le marais, chargé d'un caisson de cinquante kilos, ces braves le suivent avec leurs pièces. Les canons, attachés dans le sens de la longueur à un levier de quatre mètres de long, sont portés chacun par douze hommes. Dix autres traînent les affûts, pendant que leurs camarades chargent sur leurs épaules ou attachent à leur cou les caissons de munitions. Chacun de ces groupes n'avance de quelques mètres qu'au prix des plus héroïques efforts. Les uns, suspendus aux branches des mangliers, soulèvent le levier, pendant que d'autres, enfoncés dans la vase, soutiennent de leurs bras nerveux les lourds affûts. Ceux-ci les dirigent au moyen de cordes à travers les obstacles; ceux-là écartent les broussailles ou coupent les racines qui embarrassent la marche. Parfois, après de longs efforts, une branche pourrie cède sous le poids de quatre ou cinq hommes qui tombent dans la vase, avec le canon suspendu à leurs bras, et il faut alors tout le génie des officiers pour les dégager de l'ornière. Enfin, la figure couverte de boue, les pieds et les jambes ensanglantés, l'uniforme en lambeaux, ruisselants de sueur, mourants de soif au point d'approcher de leurs lèvres le liquide nauséabond dans lequel ils pataugent, ces

braves aussi durs que le bronze de leurs canons, arrivent dans la plaine avec armes et bagages aux applaudissements de toute l'armée. On avait mis huit heures à franchir l'Estero Salado, huit heures d'héroïsme silencieux dont nous n'avons voulu omettre aucun trait, afin de montrer ce que peuvent des hommes de cœur conduits par des hommes de génie.

Vers le soir, l'armée, formant un vaste quadrilatère, se développa dans la plaine et attendit, frémissante, le signal du combat. Garcia Moreno et Florès parcoururent les rangs pour donner leurs dernières instructions. A onze heures, les clairons sonnèrent la marche en avant, c'est-à-dire la victoire ou la mort. Derrière les combattants s'ouvrait le tombeau de fange qui devait les ensevelir en cas de reculade; devant eux, les canons de Franco. Chefs et soldats n'eurent plus qu'une seule pensée : vaincre les traîtres ou vendre chèrement leur vie.

A ce moment, tonnèrent à l'unisson les batteries de Franco et les canons du vapeur péruvien *Tumbez*. Les assaillants répondirent par un cri formidable de : « Vive l'Équateur ! » et se précipitèrent avec une telle fureur que plusieurs compagnies de l'avant-garde ennemie s'enfuirent en désordre, reconduites au pas de charge, l'épée dans les reins, par le bataillon du colonel Vintimilla. Le commandant Barreda, appuyé par l'artillerie du général Salazar, dispersa un fort bataillon d'artillerie et lui prit une de ses pièces. En même temps, les volées de mitraille balayaient la plaine si bien que les troupes de Guayaquil, qui ne comptaient nullement sur le canon après le passage du Salado, se retirèrent complètement démoralisées derrière les batteries de la colline[1], après avoir abandonné presque sans résistance la caserne et le parc d'artillerie.

1. Le Cerro.

Les hauteurs et les forts continuaient à se défendre. Garcia Moreno et Florès, établis au centre des opérations, donnèrent vers quatre heures le signal d'une attaque générale. Le colonel Vintimilla, sous un feu terrible, prit d'assaut les fortifications de la Legua et s'empara de ses batteries. Vers six heures, le général en chef, entouré d'une faible escorte, s'approcha des retranchements du Cerro pour inviter l'ennemi à ne point prolonger une résistance inutile, et déjà les troupes levaient la crosse en l'air, quand un mulâtre furieux brandit sa lance pour en percer le trop persuasif orateur. Florès n'eut que le temps de fuir au plus vite, sous une pluie de balles auxquelles il échappa comme par miracle. Quelques instants après, il revint à la tête des Vengeurs de Quito, qui, s'élançant à la baïonnette sur les parapets, tuèrent les artilleurs sur leurs pièces et se rendirent maîtres du Cerro. Pendant ce temps, les colonels Salvador et Vintimilla démontaient toutes les batteries depuis la Legua jusqu'à l'hôpital militaire.

L'ennemi affolé s'enfuit à la débandade à travers les rues de la ville, s'embusquant dans les maisons pour tirer encore sur les vainqueurs. A neuf heures, les survivants de cette lutte sanglante étaient tous prisonniers. Le général Franco, embarqué sur un vaisseau péruvien, laissait entre les mains de l'ennemi plus de quatre cents soldats, la plupart de ses officiers, vingt-six pièces d'artillerie, son armement et ses munitions. Après cette brillante victoire, le général en chef put dire sans forfanterie à ses compagnons d'armes : « Maîtres de ce boulevard où s'était réfugié le chef sauvage des Tauras, vous avez ceint votre front de lauriers qui ne se flétriront pas. Le passage du Salado avec nos canons, les combats qui ont décidé notre triomphe, seront des faits mémorables dans l'histoire militaire des nations. »

La prise de Guayaquil, qui terminait cette lutte de

quinze mois, fut saluée par des acclamations qui retentirent jusqu'aux confins de l'Équateur. On eût dit qu'on célébrait la conquête d'une nouvelle indépendance. Pour donner à cet événement sa vraie signification et en perpétuer à jamais la mémoire, Garcia Moreno voulut que la bannière déshonorée par les traîtres disparût avec eux de l'Équateur. « Cette bannière, dit-il dans un décret solennel, portée par un chef indigne, couverte d'une tache indélébile, doit s'effacer devant l'antique drapeau teint du sang de nos braves, drapeau toujours immaculé, toujours triomphant, vrai trophée de nos gloires nationales. A partir de ce jour, le noble drapeau colombien redevient le drapeau de la République. »

Le chrétien se souvint alors que la victoire doit s'attribuer moins au génie de l'homme qu'à l'intervention du Dieu des armées. La prise de Guayaquil ayant eu lieu le 24 septembre 1860, fête de Notre-Dame de la Merci, il décréta que « pour remercier la Mère du divin Libérateur comme pour mériter son assistance dans l'avenir, l'armée de la République serait placée désormais sous la protection spéciale de Notre-Dame de la Merci et que, chaque année au retour de ce grand anniversaire, le gouvernement et l'armée assisteraient officiellement aux solennités de l'Église. » De fait, Notre-Dame de la Merci, l'antique rédemptrice des captifs, l'avait aidé à délivrer son pays d'hommes plus à craindre que les Sarrasins, je veux dire les hommes de la Révolution.

CHAPITRE VII

GARCIA MORENO PRÉSIDENT

(*1860-1861*)

Durant les quinze années que nous venons de traverser, nous avons admiré en Garcia Moreno les merveilleuses qualités d'un chef d'opposition qui, pour délivrer sa patrie des tyrans libéraux ou radicaux, n'a cessé de combattre avec n'importe quelle arme, plume, parole ou épée. Mais tel brille dans l'opposition qui s'éclipse au gouvernement. On s'était heureusement débarrassé du pouvoir révolutionnaire; mais comment restaurer l'édifice social ébranlé jusque dans ses fondements, surtout dans l'Amérique du Sud, cette fille enthousiaste de la liberté, bercée pendant un demi-siècle au bruit des pronunciamentos militaires, des élections bruyantes et des congrès orageux? Éprises de la souveraineté du peuple et du parlementarisme moderne, qui en est l'expression pratique, les républiques américaines consentiront-elles jamais à les répudier? D'autre part, avec un peuple souverain et des chambres omnipotentes, un chef d'État arrachera-t-il jamais son pays à l'odieuse marâtre de 1789 pour le prosterner aux pieds de sa vraie mère, l'Église? A cet émancipé, tout fier des droits de l'homme et du citoyen, comment réapprendre ses devoirs?

Le faible Équateur était moins accessible que tout autre État à cette tentative de restauration. Surveillé par les républiques voisines, jalouses les unes des autres mais toujours prêtes à se donner la main pour soutenir les droits de la Révolution, l'Équateur ne pourrait accepter la direction de l'Église sans soulever des tempêtes à la Nouvelle-Grenade et au Pérou. A l'intérieur, tous les partis infatués des idées modernes, crieraient à la trahison. Les libéraux, en effet, ne voyaient dans l'Église qu'une esclave asservie à l'État; les radicaux francs-maçons, une ennemie à détruire; les catholiques eux-mêmes hésitaient, pour la plupart, entre les droits inaliénables de l'Église et les prétendus droits du peuple. Partisans de la conciliation à outrance, ils s'ingéniaient à résoudre le problème de l'Église libre dans l'État libre, comme autrefois on cherchait la quadrature du cercle. Ces éléments disparates, Garcia Moreno avait pu les rassembler un instant sous le drapeau de l'union nationale : l'instinct de la conservation matérielle suffisait pour déterminer des libéraux et des démocrates comme Borrero, Moncayo, Gomez de la Tore, Pedro Carbo, à lui prêter leur appui contre Urbina, l'ennemi commun ; mais, excellentes pour gagner une bataille, les coalitions présentent de graves inconvénients le lendemain de la victoire : chacun des partis se redresse de toute sa hauteur, et demande sa part de butin, sinon le butin tout entier.

Outre les revendications de ses alliés, Garcia Moreno avait à craindre l'opposition violente du parti vaincu. Le triumvirat Urbina-Roblez-Franco laissait derrière lui des adhérents nombreux dans les administrations civiles et militaires, phalange de viveurs évincés ou qui tremblaient de l'être si un réformateur arrivait au pouvoir. De cette conjuration des vicieux avec les ambitieux, pouvait surgir un danger immédiat : celui d'une

convention semblable à celle de 1845, qui déterrerait dans le clan libéral un nouveau Roca pour exploiter l'Équateur.

Garcia Moreno n'était alors que simple chef du gouvernement provisoire. Son rôle consistait à faire élire la convention nationale, qui devait donner au pays une constitution et un président. Si donc après avoir renversé les révolutionnaires, il aspirait à réformer les institutions, à lui d'obtenir par son influence personnelle une assemblée de représentants conservateurs et catholiques.

En république, la question électorale prime toutes les autres. Aussi doit-on qualifier d'insigne folie la théorie, souvent émise par l'opposition, qu'un gouvernement doit se désintéresser dans les élections. C'est lui demander d'abandonner le peuple aux roueries de plats valets qui le courtisent aujourd'hui et l'écraseront demain sous leurs pieds. Puisque Jacques Bonhomme est souverain, le gouvernement a le devoir d'user des moyens légitimes dont il dispose, pour obtenir du pauvre sire qu'il remette son sceptre entre les mains de ses vrais amis. Or, Garcia Moreno ne pouvait arriver à ce résultat sans réformer complètement le système électoral accepté jusqu'alors.

Sous la domination espagnole, l'Équateur était divisé en trois grands districts ou départements, Quito, Cuenca et Guayaquil. Dès l'origine de la République, on statua que ces trois districts, très inégaux en population, nommeraient chacun six députés à la convention : système injuste et absurde au premier chef, mais contre lequel les révolutionnaires n'avaient jamais protesté parce qu'ils y trouvaient leur profit. Avec cette égalité de représentation, Guayaquil, vrai nid de démocrates, trouvait moyen de faire échec à Quito, dont la population, composée en général de conservateurs, était trois

fois plus nombreuse. La jalouse Cuenca s'unissait volontiers à Guayaquil, pour faire pièce à la capitale. De là cette anomalie d'un peuple catholique presque toujours représenté par des libéraux ou des radicaux ; de là les scandales donnés par les congrès depuis 1830. A l'instigation de Garcia Moreno, le gouvernement provisoire résolut de couper le mal dans sa racine en basant le nombre des députés, non plus sur le nombre des districts, mais sur le chiffre de la population. Chaque fraction de vingt mille âmes aurait droit à un représentant au congrès, ce qui portait un coup mortel à la suprématie révolutionnaire. Les radicaux le comprirent si bien qu'ils mirent tout en œuvre pour intimider le gouvernement et empêcher le fatal décret. Sous la direction de Pedro Carbo, démocrate avancé qu'on avait eu le tort de nommer gouverneur de Guayaquil, les électeurs de cette cité organisèrent même un pronunciamento en faveur de l'ancien mode électoral, enjoignant ainsi au gouvernement d'avoir à se soumettre.

Garcia Moreno releva le gant par une lettre à Pedro Carbo, dans laquelle il le bat en brèche au nom de la souveraineté du peuple, l'arche sacro-sainte des républicains.

« Vous préconisez, dit-il, un principe absurde en théorie, désastreux en pratique, aussi contraire à la raison qu'à la saine morale, car votre égalité de représentation par district constitue une évidente inégalité, relativement à l'étendue du territoire et au chiffre de la population. Votre égalité, c'est la soumission de la majorité à la minorité, et, par conséquent, la destruction du système représentatif, qui exige le respect des majorités; c'est l'inégalité du droit pour chacun; c'est l'antagonisme des provinces, la violation de la justice, le germe de tous les désordres, la consécration de l'anarchie.

« Et de fait vous n'avez qu'à relire, pour vous en convaincre, les pages récentes de votre histoire. Ce système électoral ne manqua jamais de fournir à des gouvernements sans vergogne l'appui d'une majorité stupide et vénale pour étouffer la voix du peuple et légaliser les actes de la plus monstrueuse tyrannie. Sans cette anomalie révoltante, qui donne droit à une province de trente mille âmes de nommer quatre députés pendant qu'une autre de quatre-vingt-dix mille n'en nomme que deux, le pays n'aurait pas roulé de chute en chute jusqu'à cet épouvantable abîme, d'où, grâce à la divine Providence, nous venons de le tirer; jamais ils n'auraient gardé ou usurpé le pouvoir, ces hommes néfastes qui ont trafiqué si longtemps de la richesse, de l'honneur et de l'indépendance du pays.

« J'ai la conviction qu'un régime social fondé sur l'injustice ne peut être ni bienfaisant ni durable. Pour mon compte, je m'opposerai de toutes mes forces à cette menteuse et détestable égalité. Mon opinion, comme membre du gouvernement, comme citoyen, comme enfant de Guayaquil, c'est que la République doit être une famille. Pour cela, brisons les démarcations d'un autre âge, et finissons-en une bonne fois avec toutes ces prétentions de provincialisme. Je sais que cette opinion choquera certains politiques intéressés au maintien des anciens abus, ou incapables de comprendre les leçons de l'expérience. J'écris non pour ceux-là, mais pour l'ensemble de mes concitoyens, persuadé que l'esprit de justice ne s'éteint jamais dans le cœur d'un peuple. »

Les journaux révolutionnaires se jetèrent sur cette lettre avec une rage d'autant plus furieuse qu'elle défiait tout semblant de réfutation. Mais le gouvernement leur ménageait une bien autre surprise, je veux dire l'élection par le suffrage universel et direct.

Jusque-là le peuple formait des comices composés de trois cents électeurs par district, lesquels nommaient ensuite les députés. Cette élection à deux degrés constituait une véritable oligarchie des classes dirigeantes, en général beaucoup moins catholiques et conservatrices que les simples paysans. Isolé dans ses montagnes, préservé des journaux qui chaque matin viennent irriter les passions ou pervertir le bon sens, le peuple a conservé les habitudes de foi, d'ordre et de soumission. Dans les villes, au contraire, à part un petit nombre de familles où l'on garde précieusement le trésor des principes religieux et sociaux, le libéralisme plus ou moins révolutionnaire a envahi les lettrés, et c'est pour la satisfaction de ce millier d'ambitieux que l'anarchie dévore un million d'hommes. Afin de ruiner ces influences démoralisatrices, Garcia Moreno s'appuya sur le peuple et, malgré l'exaspération des faux démocrates, libella ainsi le décret de convocation aux urnes : « L'élection aura pour base le chiffre de la population. Toute fraction de vingt mille habitants nommera un député. L'élection sera directe, et le suffrage, universel. Est électeur tout citoyen de vingt-et-un ans, sachant lire et écrire. »

A ceux qui trouveraient mauvais ce recours au suffrage universel, il faut répondre que, dans les pays réduits au régime parlementaire, le meilleur système électoral est celui qui, vu les circonstances, produit une majorité de catholiques et d'honnêtes gens. Investi par le peuple du pouvoir souverain afin de sauver la patrie agonisante, Garcia Moreno usait d'un droit strict en adoptant le moyen le plus apte à procurer le bien du pays. Les amis secrets du régime déchu ne partageaient pas son avis, cela va sans dire; mais avait-il conquis le pouvoir pour leur plaire et les remettre au pinacle? D'ailleurs n'appliquait-il pas le principe fondamental

du droit constitutionnel républicain, et comment des démocrates osaient-ils invectiver contre un décret si flatteur pour le peuple souverain, leur idole?

Ils invectivaient cependant, et sans même se donner la peine de dissimuler une colère qui prêtait à rire. Dans son journal *l'Industriel,* le docteur Riofrio[1] n'avait pas assez d'anathèmes pour accabler le gouvernement provisoire, et Garcia Moreno en particulier. *La République* de Cuenca s'éleva contre le décret au nom des « capacités ». Le chef de cette opposition insensée, Pedro Carbo, déclara par l'organe du *Progrès* de Guayaquil que, dans de pareilles conditions, il renonçait au mandat de député, ce qui dénotait de sa part autant de prudence que d'indignation. Malgré ces vaines déclamations, le peuple se rendit aux urnes avec allégresse, heureux de donner des collaborateurs au grand homme qui venait de le sauver. La victoire des conservateurs, aussi complète que possible, remplit d'espoir tous les cœurs sincèrement dévoués à la république.

Pour se venger de son échec, l'opposition démocratique eut recours à ses moyens ordinaires : la sédition et le poignard. Quelques jours après les élections, on découvrit le fil d'une conspiration contre le gouvernement. Trois individus mal famés, Cortez, Castro et Proano, avaient formé le projet d'assassiner Garcia Moreno (alors à Guayaquil), de révolutionner les casernes et de proclamer Pedro Carbo chef suprême. Appelé inopinément à Quito avant le jour fixé pour l'assassinat,

1. Le docteur Miguel Riofrio ne manquait ni de talents, ni de patriotisme, mais il était libéral. Partisan de Garcia Moreno jusqu'à Tumbuco, ses idées politiques l'entraînèrent ensuite dans une opposition violente qui ne reculait pas devant les plus atroces calomnies. Un jour que l'*Industriel* se préparait à lancer un numéro plus incendiaire que les autres, Garcia Moreno fit briser les planches avant le tirage. Épouvanté, Riofrio s'enfuit au Pérou et ne revint plus.

Garcia Moreno échappa comme par miracle. On apprit alors, non sans étonnement, que Pedro Carbo, dont la conscience méticuleuse se révoltait à l'idée d'une réforme électorale, entretenait des relations avec les assassins. Sans doute il ignorait leur exécrable dessein, car nous ne pouvons croire qu'aux yeux de ce politique, peu intelligent, il est vrai, mais incapable d'un crime, le poignard paraîtrait un moyen plus honnête que le suffrage universel, de porter au pinacle sa très importante personnalité.

Sur ces entrefaites, s'ouvrit la convention, où Garcia Moreno rencontra des dissentiments plus inquiétants pour ses grands projets que les conspirations des irréconciliables. L'assemblée se composait d'une quarantaine de députés, tous plus ou moins acteurs dans la croisade libératrice. Ils s'entendaient tous pour acclamer Garcia Moreno, le héros de cette croisade; mais, à part ce trait d'union, jamais éléments plus hétérogènes n'avaient figuré dans un parlement.

En tête paraissait le général Florès, encore brillant, bien que sur le retour. Ses collègues n'avaient point perdu le souvenir des quinze années de despotisme, ni de la défaite de l'Elvira, ni des tentatives d'invasion; mais sa noble conduite à l'heure où la patrie expirante réclamait son épée, son héroïsme pendant la campagne de Guayaquil, l'influence de Garcia Moreno, son ennemi d'autrefois, qui ne voulait plus voir en lui que le vieux guerrier de l'Indépendance et le sauveur de la patrie, le firent nommer président du congrès. Néanmoins, les vieux lutteurs de 1845 ainsi que les jeunes patriotes élevés dans l'horreur du *floréanisme* dissimulaient avec peine leur instinctive répulsion. Ils reprochaient au général sa fierté, ses idées dominatrices, ses revendications pécuniaires. De là des sentiments d'aigreur qui trop souvent donnèrent lieu à de véritables batailles

parlementaires, et quelquefois aux apostrophes les plus injurieuses. A propos d'un projet de loi combattu par lui, Florès s'étant avisé de dire que, si ce projet obtenait la majorité des voix, il quitterait « non seulement le Congrès, mais la République » — « *Señor presidente*, répondit le plus jeune des députés, c'est le plus grand service que vous puissiez rendre à la nation. »

Autour du président se groupaient certaines notabilités du parti conservateur et catholique, même quelques membres du clergé ; mais aujourd'hui, grâce au libéralisme qui déteint sur tout, il y a différentes nuances de conservateurs, différentes nuances de catholiques et, faut-il le dire? différentes nuances d'ecclésiastiques. La majorité des députés se composait de jeunes gens dont la plupart avaient fait leurs premières armes, et aussi leurs premiers pas dans la politique, durant la période insurrectionnelle qu'on venait de traverser. Catholiques plus ou moins pratiques, mais presque tous libéraux exaltés, ils arrivaient au congrès la tête farcie des idées américaines sur la séparation de l'Église et de l'État, sur le système fédératif, et autres utopies alors très prônées à la Nouvelle-Grenade. Ils admiraient en Garcia Moreno l'invincible ennemi du despotisme, mais on les aurait bien embarrassés en leur demandant une définition de la liberté. N'était-il pas à craindre que cette assemblée, chargée par la nation de panser ses blessures, ne tuât le malade au lieu de le guérir? Heureusement Garcia Moreno veillait sur ce souverain doué de quarante têtes, et capable par là même d'une infinité de bévues.

Après la séance d'ouverture, qui eut lieu le 10 janvier 1861, le gouvernement provisoire rendit compte de ses actes à la convention et lui remit ses pouvoirs. Au récit de cette épopée de quinze mois, sénateurs et députés ne purent s'empêcher de battre des mains et

de pousser de longues acclamations. Séance tenante on décréta que les membres du gouvernement provisoire avaient bien mérité de la nation et que les bustes de ces illustres citoyens figureraient au palais du gouvernement pour perpétuer le souvenir de leurs services. Garcia Moreno, chaudement félicité devant tout le peuple, fut nommé président intérimaire. Les représentants n'oublièrent point l'armée qui, par sa bravoure, avait sauvé le pays, ni cette Vierge de la Merci dont la fête avait coïncidé avec la prise de Guayaquil. On confirma le décret qui la déclarait patronne spéciale et protectrice de la République. Malheureusement cet enthousiasme du cœur, cette touchante unanimité, fit place à la discorde, dès que s'ouvrirent les débats sur la révision de la constitution.

Garcia Moreno désirait ardemment doter l'Équateur d'une constitution catholique, seul moyen de « moraliser le pays par l'énergique répression du crime et l'éducation solide des jeunes générations, de protéger la sainte religion des ancêtres et de réaliser les réformes que ni le gouvernement ni les lois ne peuvent obtenir par eux-mêmes[1]. » Mais, au lieu de heurter des législateurs incapables de le comprendre, il crut mieux faire d'ajourner à des temps meilleurs l'exécution complète de ses plans et se borna pour le présent à écarter toute disposition de nature à paralyser l'action de l'Église.

Le projet de constitution déclarait la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'État à l'exclusion de toute autre. Loin de constituer une innovation, cet article consacrait un principe toujours admis dans les républiques américaines et, de plus, un fait aussi éclatant que le soleil. Mais le vent était à la li-

1. Message de 1861.

berté des cultes, n'était-ce point là le droit nouveau, accepté dans les deux mondes, et tout récemment à la Nouvelle-Grenade, aux portes de l'Équateur? Après avoir chassé les tyrans qui l'opprimaient, la nation équatorienne ne devait-elle pas entrer résolûment dans le mouvement d'émancipation qui entraînait tous les peuples, abolir une législation rétrograde, effacer les derniers vestiges de l'Inquisition? Une fois lancés dans cette voie, les jeunes politiciens se répandirent en tirades échevelées sur la liberté de conscience, les progrès modernes, et autres clichés à l'usage des parlementaires sans idées. Un ecclésiastique, sous l'action de ce feu très peu sacré, s'oublia jusqu'à déclamer avec emphase un discours de Mirabeau. Il affirma solennellement que Dieu, visible comme le soleil, s'impose à tous et par conséquent c'est une superfluité presque injurieuse de le reconnaître officiellement. On applaudit ce naïf au lieu d'en rire. Pour quelques-uns cependant, toute cette argumentation cachait plus de malice que de niaiserie. En supprimant l'article comme inutile, on ouvrait frauduleusement une porte détournée par laquelle entreraient bientôt les faux cultes. Quant aux jeunes gens, piqués dans leur amour-propre national, ils voulaient montrer à tous les peuples que le soleil de la liberté luit sur leurs montagnes aussi bien qu'à la Nouvelle-Grenade.

Ces ridicules déclamations n'eurent heureusement d'autre effet que de soulever tout le pays contre leurs auteurs. Scandalisé de voir l'abominable hérésie placée sur le même pied que la vieille religion des ancêtres, le peuple fit entendre contre l'assemblée des murmures significatifs. Pour sa part, Garcia Moreno usa de toute son influence pour ramener les égarés à des idées plus saines, et l'article fut maintenu. Dans les délibérations relatives aux rapports de l'Église et de l'État, il réussit

même à briser certaines entraves qui gênaient plus ou moins l'action du clergé.

Une autre question vitale vint alors passionner les esprits au dedans et au dehors de l'assemblée. L'Équateur conserverait-il sa forme unitaire, ou se morcellerait-il en petits États indépendants reliés entre eux par un lien fédératif, comme les États-Unis ou les cantons suisses? Cette discussion était partout à l'ordre du jour depuis que la Nouvelle-Grenade, infatuée de la république modèle de Washington, exaltait avec emphase les avantages du système fédéral et proposait de s'y rallier sous le nom d'États-Unis de Colombie. Beau thème pour nos jeunes constituants, dont la tête abondait en réminiscences de collège. Quoi de plus poétique que les cantons suisses et de plus grandiose que les États-Unis? Avec la fédération, plus de guerres, plus de despotisme, mais la plus touchante fraternité. Sans doute le gouvernement fédéral suisse opprime parfois les cantons catholiques; les États du Nord, en Amérique, écrasent de temps en temps ceux du Sud; mais on n'y regardait pas de si près. Pour les ambitieux, la fédération constituant beaucoup d'États, avait surtout l'immense avantage de nécessiter beaucoup de fonctionnaires, et de favoriser ainsi le rêve des nullités qui veulent régner à tout prix, fût-ce sur les infiniment petits.

Il n'était pas difficile de montrer aux moins clairvoyants que le fractionnement de l'Équateur en plusieurs États, établirait entre eux un antagonisme détestable, fomenterait la guerre civile, et ruinerait d'un coup tout espoir de progrès en anéantissant toute ressource dans ce pays d'une immense étendue et d'une population très restreinte. Garcia Moreno s'opposa énergiquement à la division. « Vous voulez, disait-il agréablement, briser le plat pour en rajuster ensuite les

morceaux. Vous rendra-t-il plus de services, ainsi rapiécé, que dans son état d'intégrité? » Après des débats très orageux, accompagnés d'une inondation de pamphlets, la majorité se rallia au système unitaire. En somme beaucoup de bruit pour rien, et c'est souvent ce qu'on doit espérer de mieux d'une assemblée de constituants.

La convention n'avait plus qu'à délibérer sur les droits constitutionnels du pouvoir exécutif, question brûlante au lendemain d'une insurrection contre la tyrannie. Quelle belle occasion de lancer des fusées oratoires sur les droits de l'homme et les libertés imprescriptibles du citoyen! On rappela que le pouvoir exécutif n'est que le mandataire du peuple souverain; on voua les despotes aux dieux infernaux, on oublia que le gouvernement, chargé de veiller à la sécurité de tous, doit être armé de pouvoirs suffisants pour réprimer les perturbateurs. C'est d'une main parcimonieuse et comme à regret que les députés accordèrent au président les facultés nécessaires pour gouverner, même en temps de paix. Pour l'empêcher de tyranniser les citoyens, on en faisait le jouet des entrepreneurs de révolutions. Aux jours de bouleversement, il se verrait dans l'alternative ou de livrer aux séditieux la société dont il avait la garde, ou d'agir en dictateur pour la sauver. Mais que peut la raison sur des libéraux qui croient avoir gagné tout ce que perd l'autorité? Garcia Moreno se contenta de demander pour le pouvoir une double garantie contre les menées des radicaux : d'abord la ratification de sa réforme électorale, et ensuite la scission en deux parties de la province de Guayaquil[1], afin de soustraire la plaine à l'influence désas-

1. La province issue de ce dédoublement s'appelle *Los Rios*, les Rivières.

treuse de la cité. On lui accorda ces deux points, et l'ensemble de la constitution fut voté.

L'assemblée mit alors à l'ordre du jour l'élection du président. Elle avait décrété que pour l'avenir le suffrage universel nommerait le chef de l'État, mais en se réservant l'élection actuelle. A l'unanimité des voix[1] et sans débats, Garcia Moreno fut élevé à la présidence de la république. Ainsi la nation, par ses représentants, rendit hommage et justice au grand citoyen qui depuis quinze ans n'avait vécu que pour elle. Sauf les urbinistes, qui frémirent de rage, le peuple répondit au choix des députés par d'unanimes applaudissements.

Garcia Moreno refusa d'abord le mandat qu'on lui offrait, alléguant avec raison l'insuffisance des pouvoirs octroyés au gouvernement par la nouvelle constitution. Désarmer l'autorité en face de la Révolution, c'était, disait-il, décréter l'anarchie perpétuelle. On verra plus tard combien ses prévisions étaient justes. Il finit cependant par céder aux instances de ses amis qui, voyant en lui le seul homme capable de régénérer la nation, firent appel à sa conscience et à son dévouement. Du reste, pour lui prouver leur bonne volonté, les représentants votèrent, sous son impulsion, plusieurs lois organiques dont ils n'apprécièrent peut-être pas toute la portée. Ils décidèrent qu'un concordat serait proposé au souverain pontife, et mis à exécution *sans attendre la ratification du futur congrès*. Par cette porte qu'ils lui ouvraient, le président allait à leur insu faire passer toutes les libertés de l'Église. On décréta également la réorganisation des finances, de l'armée, de l'instruction publique, et la construction d'un chemin carrossable de Quito à Guayaquil. Garcia Moreno,

1. Moins une, qui fut donnée à Pedro Carbo.

dont on connaissait le génie et l'activité, reçut la mission d'exécuter ce magnifique programme. C'était précisément le plan du bel édifice dont il voulait doter son pays. En en traçant l'esquisse, les députés obéissaient à ses inspirations, mais nul ne pouvait deviner les proportions colossales qu'il allait lui donner. Somme toute, malgré les dispositions peu favorables de la convention, Garcia Moreno avait écarté tout projet de loi contraire aux intérêts de l'Église et de l'État, et obtenu un blanc-seing pour opérer les réformes qu'il jugerait nécessaires : c'était, pour ses débuts, un assez beau succès.

CHAPITRE VIII

RÉFORMES

(*1861*)

Garcia Moreno se mit immédiatement à son œuvre de réformateur, vrai nettoyage des étables d'Augias dans un pays où la Révolution s'est installée durant un quart de siècle.

Pour apprécier la nécessité du coup de balai donné par Garcia Moreno à tous les échelons de la hiérarchie, il suffit de se remettre sous les yeux un principe cent fois établi par les faits : c'est que le parti révolutionnaire, lugubre essaim de frelons bourdonnants et dévorants, n'a d'autre spécialité que de consommer sans produire. S'il s'empare d'un pays par un coup de force ou par la sottise des électeurs, ce n'est point pour aider le peuple à mieux vivre, mais pour vivre à ses dépens. Sa tactique consiste à mettre la main sur l'Église afin de l'empêcher de crier au voleur, et d'expulser des administrations les hommes honnêtes et consciencieux dont il convoite les places ou craint les regards; puis, quand toutes les abeilles ouvrières et industrieuses d'un pays sont tombées sous l'aiguillon de ces parasites, la curée commence. Les frelons se faufilent dans les ministères, les préfectures, les mairies, les casernes, les tribunaux, les comptoirs, les ban-

ques, les agences financières, partout où l'on trouve à s'engraisser. Là ils dévorent le plus possible, avant qu'un autre essaim de frères et amis les force à vider la place. Après quinze ou vingt ans de ce régime, un peuple, si riche qu'il soit, est rongé jusqu'aux os. Il se réveille un beau matin sans religion, sans honneur, sans crédit, sans agriculture, sans industrie, sans commerce, sans finances, avec des milliards de dettes et la banqueroute à ses portes. Pour consoler le pauvre Job, les frelons gros et gras bourdonnent à son oreille quelque refrain monotone en l'honneur du progrès et de la liberté.

Tel était le misérable état auquel la Révolution avait réduit l'Équateur, quand Garcia Moreno prit en main les rênes du gouvernement. Lui qui considérait le pouvoir comme un instrument non de jouissance mais de bienfaisance, comme un levier placé dans la main d'un homme pour lancer un peuple dans la voie du progrès matériel, intellectuel, moral et religieux, après avoir arraché aux révolutionnaires le cadavre de son pays à demi rongé déjà, que pouvait-il faire pour lui infuser une nouvelle vie, sinon remplacer les frelons par des abeilles, c'est-à-dire s'entourer, dans tous les services publics, de coopérateurs intègres, au risque d'affronter la haine d'une multitude d'individus dont il allait troubler la quiétude ou déranger les calculs?

Son premier soin fut de s'associer un personnel administratif irréprochable, laborieux, dévoué corps et âme à la réalisation de ses gigantesques desseins. Sans égard pour leur noblesse ou leur richesse, il écartait impitoyablement des emplois les hommes incapables de les bien remplir. De plus, les fonctions et services rétribués par l'État, jusque-là véritables sinécures, redevinrent des charges dont le titulaire ne toucha les appointements qu'après les avoir gagnés par un labeur

assidu. Les employés de bureaux restaient à leur poste de dix heures du matin à cinq heures du soir. Le président exerçait lui-même un contrôle sévère et une justice si inflexible que les infracteurs aux règlements, à n'importe quel degré de l'échelle administrative, étaient punis d'un renvoi immédiat. De ce chef, il écarta du budget grand nombre de rongeurs qui naturellement conservèrent une dent contre lui. Si, de nos jours, un président de république s'affranchissait, par impossible, du népotisme, du favoritisme et même du banditisme administratif, quels cris de rage on pousserait de tous côtés contre cet Hercule d'un nouveau genre!

Le département des finances exerça surtout le zèle et l'attention du réformateur. Pour exécuter les entreprises qu'il méditait, il lui fallait, outre un personnel intelligent et actif, des finances prospères. Or, depuis ses trente années d'existence, jamais l'Équateur n'était parvenu à équilibrer ses recettes et ses dépenses. Chargé pour sa quote-part de la dette contractée par la Colombie pendant la guerre de l'Indépendance, ruiné par les parasites et les soudards qui s'engraissaient aux frais de l'État, il n'avait ni crédit ni revenus. L'agriculture restait à l'état d'enfance, faute de routes, de bras, et même d'instruments aratoires. Le commerce végétait, pour ne pas dire se mourait, à cause des révolutions incessantes qui bouleversaient le pays, et plus encore par la difficulté des communications, non seulement avec l'étranger mais encore entre habitants d'une même province. On avait vécu au jour le jour, de la contribution des indigènes, assez productive, mais qu'on venait justement de supprimer comme une odieuse exaction, puis des contributions forcées, plus odieuses encore. Pour se procurer des ressources, un gouvernement honnête ne pouvait avoir recours à des briganda-

ges de prétoriens aux abois : mais comment subsister dans un pays écrasé sous le poids de taxes exorbitantes, et où tout emprunt devenait impossible parce que les emprunteurs avaient prouvé depuis longtemps par leurs dilapidations la nécessité de leur donner, au lieu d'argent, un conseil judiciaire? Garcia Moreno résolut le problème par des moyens qui, malgré leur simplicité, dépassent cependant les capacités de nos plus illustres financiers.

En attendant qu'une administration sage et progressive le mît à même de multiplier les sources de revenus, il établit une stricte économie dans les dépenses. Réduire ses dépenses quand la bourse est vide, cela paraît élémentaire, et cependant cela fait sourire nos économistes modernes, suivant lesquels on est d'autant plus riche qu'on enfle davantage le chiffre de la dette. Encouragé par ces belles doctrines, tel pays que nous pourrions nommer, avec une dette de trente milliards et des déficits annuels de plusieurs centaines de millions, n'hésite pas à voter des milliards nouveaux pour bâtir, non point des écoles, mais des palais scolaires! Garcia Moreno prétendait que seuls les agioteurs et les banqueroutiers s'enrichissent au moyen d'emprunts qu'ils ne pourront jamais amortir; aussi retrancha-t-il impitoyablement du buget tout crédit dont la nécessité ne lui parut pas suffisamment démontrée.

Une autre méthode, tout aussi primitive, de grossir son trésor, fut de ne plus le mettre dans un sac percé, autrement dit de réformer complètement l'administration financière. Inutile de s'ingénier à diminuer ses dépenses si les économies sont absorbées par les publicains et les bureaucrates. Or, sous les gouvernements précédents, le gaspillage des deniers publics, l'agiotage officiel, la contrebande effrontée, florissaient à l'Équateur comme dans leur terre natale. Les présidents donnaient

l'exemple de ces malversations cyniques : Roca spéculait ouvertement sur les créances des employés; Urbina puisait à pleines mains dans les caisses publiques, et faisait déclarer par une convention qu'un homme de son mérite ne s'abaissait pas à rendre des comptes. Naturellement on a mauvaise grâce à morigéner ses subordonnés quand on s'accorde à soi-même de telles licences.

Garcia Moreno entreprit de faire la lumière dans ces antres ténébreux qu'on appelle bureaux de finances. Avant lui, les provinces, les cantons, les municipalités terminaient leurs comptes particuliers sans avoir à redouter l'œil exercé d'un vérificateur suprême. Cet excellent régime de décentralisation forçait un ministre des finances à faire devant les chambres la déclaration suivante : « Après plusieurs mois du travail assidu, je me vois dans l'impossibilité de présenter les comptes en temps opportun. Les complications de notre système de comptabilité, ajoutées aux inexactitudes des pièces envoyées au ministère, rendent tout contrôle impossible. C'est une tâche supérieure aux forces humaines que d'établir, sur de pareilles données, un état sérieux de nos finances. J'ai acquis la preuve que notre comptabilité est un véritable chaos, et c'est le seul fruit que j'ai recueilli de mon travail[1]. » Maintes fois on se plaignit de ce chaos, mais on eut soin de l'entretenir, par la raison que les ténèbres conviennent aux malfaiteurs. Il fallait un homme d'ordre mathématique et de rigoureuse justice, un Garcia Moreno, pour entreprendre de le débrouiller.

Afin de régulariser les livres des comptes, il se condamna à l'ingrat et pénible travail d'une vérification

1. Compte-rendu d'Icaza, ministre de Roblez, 1857. Ce témoignage est d'autant plus probant que le rapporteur était très entendu dans la matière.

générale de toutes les dettes contractées par l'État depuis l'origine de la République. Que de jours il lui fallut passer au milieu de registres trompeurs et de créanciers trompés! Les titres n'étaient pas même enregistrés; les emprunts forcés qu'on décrétait chaque semestre sous prétexte d'invasion ne figuraient pas au grand livre. Garcia Moreno dut se faire présenter tous les bons du trésor, lesquels souvent n'étaient pas légalisés, pour arriver à la liquidation d'une dette qu'il vit monter à quatre millions de piastres. Une fois sorti de ce dédale, il introduisit notre système de comptabilité française, de manière à établir nettement le tableau comparatif des entrées et des sorties, de l'actif et du passif. De plus, une cour des comptes centralisa dans la capitale le contrôle de tous les employés. Déclarés responsables de leur gestion, les agents du fisc comparurent chaque année devant ce tribunal pour y rendre un compte détaillé de leurs opérations. En cas de négligence ou d'infidélité, le coupable était immédiatement jugé, condamné à l'amende, et destitué. Pour prévenir même au sommet de la hiérarchie toute tentation de complaisance ou de fraude, le président revisait lui-même le travail de la cour, et souvent ses yeux d'Argus découvraient des erreurs qui avaient échappé à la perspicacité des plus rigides contrôleurs. Ce n'est pas sous son gouvernement qu'ont eût trouvé trois cent millions de déficit dans la caisse d'un ministre de la guerre [1], sans que la cour des comptes pût mettre la main sur le voleur : Garcia Moreno l'eût trouvé, et de plus il eût osé le punir.

Vint ensuite le tour des agioteurs qui achetaient au rabais les créances arriérées des employés civils, pour en

1. On signala ce déficit énorme dans la caisse d'un de nos ministres après la guerre de 1870.

trafiquer avec les agents du fisc. Il fit rendre gorge aux coupables et destitua les fonctionnaires qui se prêtaient à ces honteuses spéculations sur la misère publique. On profitait même de l'ignorance des contribuables pour substituer aux rôles officiels des pièces fausses portant surtaxe : l'employé, auteur ou complice de la fraude, empochait la différence. Un décret condamna ces malfaiteurs à une amende égale à la somme indûment perçue, puis au châtiment édicté par le code contre les falsificateurs de documents officiels! Il n'épargna pas davantage les contrebandiers ni les employés concussionnaires qui détournaient à leur profit la principale source des revenus de l'État.

L'incorruptible financier donnait à tous l'exemple du plus absolu désintéressement. Bien que sans fortune privée, jamais il ne voulut profiter des douze mille piastres affectées au traitement annuel du président. Vu la pénurie du trésor, il faisait remise à l'État de la moitié de cette somme, et consacrait le reste à des œuvres de charité. Cette noble conduite ne put le soustraire aux rancunes des nombreuses victimes de l'épuration. Les fonctionnaires pris la main dans le sac et chassés sans miséricorde, les parasites congédiés, les paresseux forcés au travail, les escrocs démasqués, crièrent à l'intolérance, et, faut-il le dire, certains libéraux trouvèrent ce nouvel Aristide un peu fatigant, sa chasse aux voleurs trop opiniâtre, et sa justice trop inexorable. Le libéralisme aime les transitions et les transactions.

Une réforme non moins urgente, celle de l'armée, s'imposait au nouveau président. La République se mourait de militarisme. Nous l'avons vu, depuis les guerres de l'Indépendance, les soldats disposaient du pays, des propriétés, de la vie des citoyens et, par leurs pronunciamentos quotidiens, du gouvernement lui-même. Les présidents, portés au pinacle par un pronun-

ciamento, s'appuyaient sur les baïonnettes pour se maintenir. Aussi ces vieux troupiers sans mœurs et sans vergogne, fiers de leur importance, affectaient-ils un profond mépris pour l'élément civil. Ce mal arrivé à son comble sous Urbina et Roblez, Garcia Moreno avait été à même d'en mesurer la profondeur dans la dernière révolte de Riobamba.

En montant au fauteuil, il jura d'en finir avec ce despotisme militaire. « Une armée ainsi constituée, dit-il un jour, c'est un chancre qui ronge la nation : ou je la réformerai, ou je la détruirai. » Il se mit à l'œuvre sans délai, édicta des règlements sévères contre les sorties nocturnes, l'immoralité, le brigandage, et fit jeter en prison tous les récalcitrants, officiers ou soldats. On regimba contre l'aiguillon, on se moqua de ce civil qui prétendait faire la loi aux généraux, on s'efforça de le rendre odieux dans les casernes, et déjà des complots s'ourdissaient contre lui; mais son œil voyait dans les ténèbres, et son bras, prompt comme l'éclair, s'appesantissait sur les coupables.

Dès les premiers jours de son gouvernement, un exemple montra aux émeutiers de caserne que les insurrections coûteraient cher à leurs auteurs. Nous avons dit qu'après la capitulation de Cuenca, le général Ayarza s'était retiré comme simple particulier dans sa résidence de Quito. Profitant de la considération dont il jouissait à juste titre, il ne tarda pas à rallier autour de lui un parti de mécontents pour ourdir de nouvelles trames contre l'autorité. Garcia Moreno sentit qu'il fallait désarmer par un coup de force ces révolutionnaires de profession. Le coupable fut traîné à la caserne et fustigé comme un simple soldat. « Fusillez-moi, s'écriait Ayarza furieux : on ne fouette pas un général, un vieux soldat de l'Indépendance. — On ne gaspille pas de la poudre pour fusiller un traître! » répliqua

Garcia Moreno. Il ne consentit que sur d'instantes supplications à faire grâce d'une partie de la peine. Quelqu'un lui demandait à cette occasion où il voulait en venir par cette implacable sévérité : « Je veux, s'écria-t-il dans son style pittoresque, je veux que l'habit noir commande à l'habit rouge. Ma tête sera clouée au poteau, ou l'armée rentrera dans l'ordre. » Domptée par cette main de fer, l'armée rentra dans l'ordre, mais que de colères concentrées et de rages sourdes au fond des cœurs! On pardonna difficilement à Garcia Moreno d'avoir infligé au vieux général une peine aussi infamante, et quelle que soit notre admiration pour le grand homme qui ne craignit point, selon le mot d'un libéral, « de mettre un de ses pieds sur la souveraineté du peuple et l'autre sur la souveraineté de l'armée, » nous croyons qu'en cette rencontre il eût pu maintenir l'ordre sans recourir à cette extrémité.

Une fois en possession de ce triple d'élément d'action : un personnel dévoué, des ressources financières assurées, une force militaire suffisamment disciplinée pour maintenir la paix à l'intérieur, il jeta immédiatement les bases de cette civilisation chrétienne dont il voulait doter son pays, et qu'il regardait à bon droit comme la condition essentielle du véritable progrès matériel, intellectuel et moral.

Le fondement de toute régénération, c'est l'instruction publique, qui, en pétrissant pour ainsi dire l'esprit et le cœur des enfants, prépare l'avenir d'une société. Les hommes de la Révolution le savaient si bien que leur premier soin en s'emparant du pouvoir, avait été de laïciser les écoles, ce qui veut dire de les isoler de la morale et de la religion. Cette idée franc-maçonnique, ou plutôt diabolique, qui fait aujourd'hui son tour d'Europe, a pris corps en Amérique, sous le nom perfide de neutralité scolaire. Rocafuerte, et plus tard

Urbina, travaillèrent de toutes leurs forces à séculariser l'Université, les collèges, les écoles, et même les séminaires. Pour réussir dans son œuvre, l'homme de la contre-révolution devait donc réformer l'enseignement de fond en comble. En sa qualité de recteur de l'Université, Gracia Moreno avait, sous le gouvernement précédent, indiqué plusieurs fois la nécessité de cette réforme, mais sans pouvoir la réaliser. Le moment était venu, sinon de l'accomplir dans son entier parce qu'il ne disposait ni des forces ni des éléments nécessaires, au moins d'en poser la pierre d'attente par la création d'écoles libres, placées sous la direction de religieux enseignants. Dès l'année 1861, il fit appel au dévouement des congrégations françaises, où l'on trouve toujours disait-il, des ouvriers et des ouvrières pour travailler, sous tous les climats, à la vigne du Christ. Des colonies de frères des Écoles chrétiennes, de dames des Sacrés-Cœurs, de sœurs de Charité, établirent dans tous les grands centres des écoles primaires et des pensionnats. Les jésuites, qu'il avait autrefois ramenés dans la capitale et défendus avec tant de courage, furent rappelés et installés à Quito dans leur antique maison de Saint-Louis, puis dans un établissement d'instruction secondaire, d'où sortirent bientôt des essaims de professeurs pour fonder les collèges de Guayaquil et de Cuenca. L'enseignement catholique s'implantait dans le pays au grand désespoir des radicaux, toujours pressés de semer l'athéisme dans l'âme des enfants, et toujours scandalisés de voir leurs adversaires réparer, autant qu'ils le peuvent, ce crime de lèse-divinité et de lèse-humanité. Ils ne manquèrent pas de transformer Garcia Moreno en jésuite, disposé à faire de l'Équateur un immense couvent, d'autant plus qu'il étendait sa sollicitude religieuse, non seulement aux écoles, mais aux hôpitaux et aux prisons. La di-

rection des hôpitaux fut confiée aux sœurs de Charité, et celle des prisons à des hommes spéciaux que le président sut animer de son esprit.

En même temps, ce que ni les Incas, ni les Espagnols, ni les progressistes de la Révolution n'avaient osé concevoir, le président l'exécuta. Il s'agissait de construire un immense réseau de voies carrossables à travers l'Équateur afin de relier les villes entre elles et le plateau des Cordillères au port du Pacifique : c'était ouvrir des horizons merveilleux à ce pauvre pays perdu dans les montagnes, sans autres voies de communications que des sentiers à peine praticables pour les bêtes de somme, et privé par là même de commerce, d'agriculture et d'industrie. On traita ce projet d'utopie, de rêve absurde, d'abîme sans fond où allaient s'engloutir les dernières ressources des villes et des campagnes : Garcia Moreno laissa clabauder routiniers et gens à courte vue, traça d'une main ferme le grand chemin de la capitale à Guayaquil, et se mit résolument à l'œuvre, au mépris des vaines déclamations et des mille obstacles que lui suscitèrent la paresse, l'égoïsme et la cupidité. Ce travail de géant, entrepris au commencement de sa première présidence, continué jusqu'à son dernier jour, comme nous le verrons plus tard, il suffirait à lui seul pour immortaliser dix présidents de républiques.

Contentons-nous pour le moment d'assister à l'éclosion de ces germes précieux et, pour ainsi dire, à la naissance de l'œuvre immortelle réalisée par Garcia Moreno. Nous la contemplerons dans son épanouissement et sa splendeur quand, après dix ans de nouvelles luttes, maître enfin de la Révolution terrassée et enchaînée à ses pieds, il pourra déployer au service de la civilisation toute son activité et son énergie.

CHAPITRE IX

LE CONCORDAT

(1862)

Garcia Moreno avait émondé l'arbre en s'attaquant aux abus les plus criants dans l'ordre matériel et moral, osera-t-il maintenant porter la cognée jusqu'à la racine du mal, jusqu'au principe fondamental de la Révolution, c'est-à-dire la souveraineté du peuple et la subordination de l'Église à l'État? Depuis plus de quatre siècles, légistes, rois, empereurs, parlements, professaient cette doctrine de l'antique despotisme : un simple président de la république aura-t-il l'audace de s'inscrire en faux contre nos législateurs et de rompre en visière avec nos chefs d'État? Le corcordat négocié avec Pie IX nous fournira la réponse à cette grave question.

Nos lecteurs se rappellent les origines du patronat ecclésiastique. Vu la difficulté des correspondances et pour simplifier l'administration, les rois d'Espagne, avaient obtenu des souverains pontifes de nombreux privilèges relatifs aux propriétés et aux personnes ecclésiastiques, par exemple le droit de présentation aux évêchés. Peu à peu le pouvoir du roi se substitua au pouvoir du pape, et les lois de la couronne aux lois canoniques. De là des abus et des conflits; mais les

Rois Catholiques désirant sincèrement le bien de leurs peuples, la discipline et les mœurs n'avaient pas trop à souffrir de cette situation; la foi, du reste, était sauve, puisque ces privilèges émanaient de l'autorité légitime. Il en fut tout autrement quand la Révolution triomphante, après avoir dépossédé les monarques espagnols, se déclara héritière de tous leurs privilèges, y compris celui de patronage.

Le congrès constituant de la Grande Colombie prétendit que le gouvernement, outre les droits qu'il possédait comme protecteur de l'Église, devait maintenir ceux qui lui étaient dévolus en vertu de la discipline sous laquelle les églises du territoire avaient été fondées. « La république, dit-il, continuant l'exercice du droit de patronat sur les églises métropolitaines, cathédrales et paroissiales, exigera du Saint-Siège qu'il ne soit fait sur ce point aucune innovation[1]. » Ces législateurs n'ignoraient pas qu'en transformant une pure concession du Saint-Siège en un droit inhérent à la nation, ils commettaient une usurpation schismatique : aussi, pour ne pas trop émouvoir les consciences, ajoutèrent-ils qu'on négocierait plus tard un concordat avec le pape, concordat qui resta toujours dans les futurs contingents.

Ces prémisses établies, le congrès attribua au gouvernement la surintendance de toutes les affaires ecclésiastiques. Au pouvoir civil, par conséquent, d'ériger de nouveaux diocèses, d'en tracer les circonscriptions, de déterminer le nombre des prébendes dans chaque cathédrale; à lui de permettre ou de convoquer les conciles nationaux ou provinciaux, et jusqu'aux simples assemblées synodales; à lui d'autoriser la fondation de nouveaux monastères ou de supprimer les anciens, selon qu'il le jugera opportun ou convenable; à lui de nom-

1. Congrès de 1824, *Loi du patronat ecclésiastique.*

mer les évêques, curés, chanoines, et autres dignitaires ecclésiastiques, jusqu'aux prêtres sacristains et vicaires forains; à lui de donner l'*Exequatur* aux bulles pontificales et aux constitutions des réguliers, ou d'en interdire la publication si ces pièces lui paraissaient attentatoires aux droits de l'État. Ajoutez à cela la mainmise du pouvoir civil sur les biens ecclésiastiques, l'appel comme d'abus contre les évêques, le jugement des clercs par les tribunaux ordinaires, et vous aurez l'inféodation complète de l'Église à l'État. En somme, le pouvoir civil se substituait au pape, et se décernait même des attributions plus étendues que celles du pape. L'Église laisse aux évêques la liberté de réunir des conciles provinciaux quand bon leur semble, et de nommer des vicaires généraux, comme elle abandonne aux communautés religieuses le soin de désigner leurs supérieurs : le gouvernement, lui, intervenait dans toutes les questions, jusqu'à exiger des évêques la présentation des décrets rendus en visite pastorale, pour les réformer ou les annuler selon son bon plaisir.

Au fond, c'était un essai d'Église nationale. Les papes maintinrent leurs droits par certaines réserves dont faisaient mention les bulles d'institution canonique expédiées aux évêques nouveaux; ceux-ci se montrèrent généralement dignes, grâce à la miséricordieuse bonté du Dieu qui voulut sauver la religion dans ces contrées; mais la situation n'en était pas moins schismatique et désastreuse pour la discipline et les mœurs. Avec des gouvernements qui laissaient les évêchés[1] vacants pendant un demi-siècle afin d'en toucher les revenus, et nommaient leurs créatures à toutes les fonctions de bénéfices, faut-il s'étonner de voir reparaître les prêtres

1. L'évêché de Guayaquil resta vacant plusieurs années; celui de Cuenca de 1805 à 1818.

courtisans et les scandales du siècle de fer? Pendant que les vrais catholiques soupiraient après le jour de la délivrance et que les curés consciencieux, inquiets sur la validité de leur élection, refusaient de prendre possession de leurs bénéfices avant d'avoir obtenu la sanction du souverain pontife, la force de l'habitude, l'ascendant des doctrines libérales, et la dégénérescence morale façonnaient à la servitude un grand nombre d'ecclésiastiques, au point de les attacher à cette maudite loi du patronat, source de leurs malheurs, Hélas! n'avons-nous pas vu en France les fanatiques partisans des quatre articles rompre des lances en faveur des libertés gallicanes! Quant aux laïques, imbus généralement des théories modernes prêchées par les universités, les légistes et les gouvernements sécularisés de tous les pays, ils vantaient la loi du patronat comme l'application la plus complète de leur dogme fondamental : la suprématie de l'État sur l'Église.

Ce dogme maçonnique, Garcia Moreno l'avait en horreur. Chrétien, il gémissait de voir l'Église, la reine du monde, courbée comme une esclave aux pieds du pouvoir civil; homme d'État, il comptait sur cette divine institutrice des peuples pour régénérer son pays : mais comment pourrait-elle remplir sa mission, si on ne la relevait de son impuissance et de son abjection? Comprenant pourquoi, « Dieu n'aime rien tant que la liberté de son Église [1] » il résolut de briser des chaînes qui paraissaient rivées pour jamais. C'est dans ce but qu'il avait sollicité du congrès l'autorisation de conclure un concordat avec le Saint-Siège. Sans développer toutes ses vues à cet égard, son Mémoire aux députés les laisse cependant pressentir. « Pour que l'influence religieuse, disait-il, s'exerce avec tous ses avantages

1. Saint Anselme.

dans la vie sociale, il faut que l'Église marche à côté du pouvoir civil dans de véritables conditions d'indépendance. Au lieu de l'absorber ou de la contrarier, l'État doit se borner à la protéger d'une manière efficace et conforme à la justice. Donc, plus d'ingérence du pouvoir civil dans la nomination des prélats séculiers ou réguliers, et vous cesserez de voir des prêtres indignes éclipser de vrais apôtres du Christ, au grand préjudice de la religion et de la société; plus d'appels des tribunaux ecclésiastiques aux juges séculiers, et alors disparaîtra le spectacle immoral de criminels assurés de l'impunité. Ensuite, organisons des collèges, des séminaires, des missions, pour que l'influence sociale du clergé réponde enfin au but de son institution [1]. » Ces idées, il sagissait maintenant de les faire passer dans les articles du concordat.

Son premier soin fut de chercher un négociateur bien intentionné, ce qui constituait déjà une difficulté grave. Beaucoup de catholiques, plus ou moins libéraux, désiraient une entente avec Rome pour régulariser une situation fausse; mais dans l'unique but de transformer en lois concordataires les dispositions un peu remaniées du patronat ecclésiastique. Choisir un de ces hommes pour agent, c'était tout perdre : si le pape cédait pour éviter un plus grand mal, l'Église devenait plus esclave que jamais; si, au contraire, le pape exigeait la reconnaissance de ses droits, on aboutirait à une rupture, peut-être même à un schisme. Quelque temps auparavant, le ministre de Buenos-Ayres s'étant opiniâtré à faire entrer dans son concordat une clause favorable à la liberté des cultes, Pie IX avait rompu les négociations. Aussi plusieurs personnages influents, présentés ou recommandés à Garcia Moreno pour rem-

1. *Informe a la Convencion Nacional de* 1861, page 9.

plir cette délicate mission, se virent-ils écartés. Son choix s'arrêta sur un prêtre, jeune encore, mais dont il avait pu apprécier le désintéressement, les idées saines aussi bien que les intentions droites : D. Ignacio Ordonez, alors archidiacre de Cuenca[1].

Envoyé en France vers la fin de 1861, avec mission de ramener une colonie de religieux et de religieuses pour la réorganisation des écoles primaires, D. Ignacio Ordonez avait poussé jusqu'à Rome. Il y reçut de son gouvernement une missive officielle qui l'instituait, à sa grande surprise, ministre plénipotentiaire de l'Équateur près du Saint-Siège, à l'effet de négocier le concordat projeté. Son premier mouvement fut de décliner une charge à laquelle il se croyait insuffisamment préparé; mais Pie IX le rassura par ces paroles pleines de sagesse et de bonté : « Comme prêtre, vous devez connaître les droits de l'Église; et, comme Équatorien, les besoins de votre pays; d'ailleurs, vous êtes muni des instructions de votre président : que voulez-vous de plus? » Et il ajouta avec son fin sourire : « Faut-il donc être un Metternich pour traiter avec Pie IX? »

On pourrait dire qu'il était encore moins difficile de traiter avec Garcia Moreno. Le grand homme d'État donnait à son mandataire ces instructions aussi simples que sublimes :

« 1° Le gouvernement de l'Équateur n'a point la pré-

1. Don Ignacio Ordonez fut toujours honoré de la confiance de Garcia Moreno, confiance qu'il méritait par ses talents et ses vertus. Sénateur, il défendit l'Église dans les congrès; évêque de Riobamba, il créa de ses deniers toutes les œuvres nécessaires à un nouvel évêché; exilé par la révolution qui mit à mort Garcia Moreno, il passa plusieurs années en France, et se démit de son siège de Riobamba avec le plus admirable désintéressement. La paix rétablie, Léon XIII le promut au siège archiépiscopal de Quito, et l'y maintint, malgré les instances de l'humble prélat, qui estimait le fardeau au-dessus de ses forces.

tention d'imposer au Saint-Père des concessions, mais il le supplie humblement de mettre un terme, par les moyens qu'il jugera les plus efficaces, aux maux qui désolent l'Église en ce pays. Notre ministre plénipotentiaire exposera au Saint-Siège l'état des affaires ecclésiastiques, comme un malade expose au médecin qui peut le guérir les souffrances qui le minent. L'unique désir du gouvernement, c'est que l'Église jouisse de toute sa liberté, de cette indépendance complète dont elle a besoin pour remplir sa divine mission; il n'a d'autre ambition que de défendre cette indépendance et de garantir cette liberté.

2° La Constitution de la république stipule l'exercice exclusif de la religion catholique, de même qu'une loi récente autorise le libre établissement de toute corporation approuvée par l'Église; mais il ne manque pas d'esprits égarés qui, pour favoriser l'impiété et l'apostasie, ouvriraient volontiers la porte aux nouveaux cultes. Il conviendra donc de viser dans le concordat les dispositions ci-dessus mentionnées et, loin d'autoriser les cultes dissidents, de proscrire n'importe quelle société condamnée par l'Église.

3° Aucune réforme n'est possible aussi longtemps que les bulles, brefs et rescrits pontificaux seront soumis à la sanction de l'autorité civile. La suppression de l'*Exequatur* s'impose donc comme une nécessité de premier ordre.

4° Il est évident que les mauvaises doctrines inoculées à l'enfance et à la jeunesse produisent les désordres et cataclysmes sociaux, comme les miasmes pestilentiels engendrent les épidémies. Pour prévenir ces effets pernicieux, les évêques doivent avoir la faculté de requérir, et le gouvernement le pouvoir d'exiger qu'on bannisse des écoles, collèges, facultés, universités, tout livre et toute doctrine condamnés par l'Église.

5° Et cela ne suffit pas : la réforme du clergé ne peut s'effectuer aussi longtemps que la juridiction ecclésiastique sera tenue en échec par le recours à l'autorité civile, recours qui permet aux délinquants d'échapper à toute répression. Il faut supprimer cet appel aux tribunaux séculiers et recourir à Rome s'il y a lieu.

6° Le for ecclésiastique a été aboli pour les délits graves de droit commun, d'où résulte souvent l'impunité. Cet état de choses exige aussi une prompte réforme.

7° L'intervention de l'autorité civile dans la provision des bénéfices a toujours causé de grands abus. L'ambition, la cupidité, la simonie, l'ignorance, l'immoralité, la démagogie, se donnent libre carrière depuis qu'il est facile, grâce aux révolutions, d'obtenir des postes qui devraient être réservés au mérite et à la vertu. Il convient donc que le Saint-Siège nomme les évêques, et les évêques les autres bénéficiers. Le gouvernement peut jouir du droit de faire opposition à la promotion d'un ecclésiastique, mais pour un laps de temps très court et à la condition de fonder son opposition sur des raisons sérieuses. »

Suivaient deux instructions spéciales, l'une relative aux biens ecclésiastiques dont l'État s'arrogeait injustement une grande partie, l'autre à la réforme du clergé régulier, réforme urgente, mais impossible d'après le président si l'on ne mettait les Ordres dégénérés dans l'alternative de reprendre la vie commune ou de disparaître. Aussi demandait-il au Souverain Pontife d'envoyer à l'Équateur un nonce muni de pouvoirs suffisants pour transformer ou détruire.

Après six mois de discussion, le projet de concordat *ad referendum* fut signé, le 26 octobre 1862, par le cardinal Antonelli, ministre d'État, et par D. Ignacio Ordonez, plénipotentiaire de l'Équateur. En voici les

principaux articles, reproduction presque textuelle des instructions du président :

« La religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de l'État, a l'exclusion de tout autre culte ou de toute société condamnée par l'Église. Elle y sera conservée perpétuellement dans son intégrité, avec tous ses droits et prérogatives, conformément à l'ordre établi par Dieu et aux prescriptions canoniques.

« L'instruction à tous les degrés se modèlera sur les principes de l'Église catholique. Les évêques auront seuls le droit de désigner les livres dont on devra faire usage pour l'enseignement des sciences ecclésiastiques et de celles qui intéressent la foi ou les mœurs. De plus, ils exerceront avec une pleine liberté le droit qui leur appartient de proscrire les livres contraires à la religion et à la morale. Le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction de pareils livres dans la république. Quant à l'université, aux collèges, aux écoles primaires, les évêques, investis par Dieu du droit de veiller sur la doctrine et les bonnes mœurs, en auront la haute inspection.

« Le souverain pontife ayant juridiction dans toute l'Église, évêques et fidèles pourront communiquer librement avec lui, sans que les lettres ou rescrits pontificaux soient soumis à l'*Exequatur* du pouvoir civil. Les évêques jouiront d'une pleine liberté dans l'administration de leur diocèse, ainsi que dans la convocation ou la célébration des synodes provinciaux ou diocésains.

« L'Église exercera sans entrave son droit de posséder et d'administrer ses biens. Le for ecclésiastique sera rétabli dans son intégrité. Les causes des clercs seront dévolues à l'autorité ecclésiastique, sans qu'on puisse en appeler aux tribunaux séculiers. Les

appels comme d'abus sont et demeurent supprimés.

« L'Église accorde au président de la république le droit de présentation aux évêchés et aux cures. Les évêques désigneront au président trois candidats parmi lesquels il devra faire son choix dans un délai de trois mois; passé ce temps, la nomination appartiendra au Saint-Siège [1]. »

Enfin, après quelques dispositions relatives aux besoins spéciaux de l'Équateur, le concordat portait ce dernier article : « La loi du patronat est et demeure supprimée ». Comme Jésus-Christ, l'Église de l'Équateur ressuscitait, débarrassée de ses gardes, de ses liens et du suaire dont on l'avait enveloppée. Il ne faudra pas trop s'étonner du cri de rage que va pousser Satan, ni des efforts désespérés que feront les suppôts de la Révolution pour recoucher l'Église dans son sépulcre.

Les articles du concordat ainsi déterminés, l'échange définitif des signatures devait avoir lieu à Quito. Pie IX y envoya un délégué apostolique pour représenter le Saint-Siège. Ce prélat, Mgr Tavani, était porteur d'une lettre autographe de Sa Sainteté. Pie IX y félicitait Garcia Moreno « de sa piété profonde envers le Saint-Siège, de son zèle ardent pour les intérêts de l'Église catholique, et l'exhortait à favoriser de toutes ses forces la pleine liberté de cette épouse du Christ, ainsi que la diffusion de ses divins enseignements, sur lesquels reposent la paix et la félicité des peuples. » Quant au délégat, en remettant ses lettres de créance, il s'applaudit de la noble mission qui lui était confiée. « Le concordat, dit-il, allait fournir au monde une nouvelle démonstration de l'unité catholique, du soutien mutuel que doivent se prêter la tiare et l'épée, et des liens indestructibles qui unissent la Rome éternelle à la terre privilégiée de l'Équateur. »

1. Voir le texte du concordat, *El Nacional*, 22 avril 1863.

Garcia Moreno aimait Pie IX, le bon, mais aussi le ferme et vaillant Pie IX, alors aux prises avec les Garibaldi et les Cavour. En recevant son ambassadeur, il ne put s'empêcher d'exprimer l'indignation qui bouillonnait au fond de son âme, contre les odieux persécuteurs d'un père si tendre et si dévoué[1]. « Je remercie Dieu, dit-il, qui nous a ménagé ce jour de joie et d'espérance ; j'en remercie le saint-père, qui nous prodigue ses tendresses alors qu'on l'accable de tribulations; je vous en remercie également, vous, son digne représentant, messager de la bonne nouvelle, qui nous arrivez au nom du Seigneur. Grande est la tâche qui vous incombe d'implanter parmi nous ce concordat destiné à devenir, par notre union plus étroite au centre de l'unité, la pierre angulaire de notre félicité sociale.

« Je vous prie de transmettre au saint-père nos sentiments de reconnaissance, et de lui faire savoir que nous, Équatoriens, catholiques de cœur et d'âme, ne sommes ni ne pouvons être insensibles aux attaques dirigées contre le Saint-Siège et sa souveraineté temporelle, cette indispensable condition de sa liberté et de son indépendance aussi bien que du repos et de la civilisation du monde. Dites-lui que, si la force nous manque pour élever un rempart de fer contre l'impiété et l'ingratitude des uns, la lâcheté et l'indifférence des autres, il nous appartient au moins d'élever la voix pour condamner le crime et d'étendre la main pour signaler le criminel. Dites-lui enfin qu'unis plus étroitement à lui en ce temps de calamités, au sommet des Andes comme sur les rives de l'Océan, nous prions pour notre père ; nous demandons que Dieu mette un terme aux maux qu'il endure, avec l'intime et consolante conviction que ces jours d'épreuves passeront

1. Voir la séance de réception du délégat : *El Nacional*, 25 août 1862.

bientôt, car si la force dispose du présent, Dieu, lui, se réserve l'avenir. »

Quelques mois après la réception solennelle du délégat, arrivait à son tour D. Ignacio Ordonez, porteur du projet de concordat. Le président en accepta toutes les dispositions ; mais, avant d'apposer sa signature au bas de cet acte, il s'informa si l'on avait tenu compte de sa demande relative à la réforme du clergé. Or, sur cette question subsidiaire, l'entente n'avait pu s'établir. Pénétré de la nécessité comme de la difficulté d'une réforme, Garcia Mereno avait sollicité l'envoi d'un délégué pontifical disposant de moyens de coercition assez énergiques pour faire rentrer les délinquants dans le devoir ; à l'égard des religieux prévaricateurs, il n'admettait d'autre alternative que la réforme ou la sécularisation. Ces mesures de contrainte et de sécularisation en masse répugnèrent à la cour de Rome, et le ministre Ordonez fut chargé de dire au président que le saint-père voulait comme lui arriver à la réforme, mais par la douceur et la persuasion.

Cette fin de non-recevoir renversait tous les plans de Garcia Moreno sur la régénération du pays par l'Église. Il admirait la longanimité du pape, mais il crut, non sans raison, que des hommes déshabitués de toute règle ne se remettraient jamais bénévolement aux observances rigides de la vie religieuse, et qu'on ne pouvait attendre de la persuasion seule ce miracle de transformation. D'un autre côté, laisser subsister cet état de choses, c'était temporiser avec la gangrène et infester de son poison le corps social tout entier. Le concordat resterait lettre morte et ne tiendrait pas deux mois devant l'opposition des libres-penseurs unis aux libres-viveurs. Persuadé que ces deux points, le concordat et la réforme, étaient essentiellement liés ensemble, il refusa net d'accepter l'un sans l'autre. « Retournez im-

médiatement à Rome, dit-il à son ministre, et dites au pape que j'accepte tous les articles du concordat, mais à la condition qu'il imposera la réforme. S'il ne peut imposer la réforme, je ne puis imposer le concordat. »

D. Ignacio Ordonez se remit donc en route, et reparut bientôt devant Pie IX, stupéfait de son retour aussi prompt qu'inattendu. « Sans doute, s'écria le pape en souriant, vous venez me dire comme César : *Veni, vidi, vici!* — Au contraire, je viens annoncer à Votre Sainteté que le président refuse de signer le concordat. » Et comme Pie IX manifestait un grand étonnement, son interlocuteur lui fit observer que, si d'une part dans les négociations on avait tenu compte des instructions de Garcia Moreno concernant la liberté de l'Église, on avait d'autre part écarté les propositions relatives à la réforme du clergé. « Je veux comme lui la réforme, répondit le pape, mais non par les mêmes moyens. — Il affirme, répliqua le ministre, que si Votre Sainteté connaissait la situation comme lui, Elle verrait clairement que les moyens proposés sont les seuls efficaces. Or, sans la réforme, et la réforme à bref délai, l'exécution du concordat est impossible. »

Pie IX savait par son expérience personnelle la difficulté d'opérer les réformes de ce genre au moyen de la persuasion seule, fût-on la première autorité du monde. Ses scrupules disparurent devant la consciencieuse énergie de l'inflexible président, et il décida que des pleins pouvoirs seraient expédiés au délégat apostolique.

Un mois après, le 22 avril 1863, tout obstacle levé, le concordat fut solennellement promulgué dans la capitale et dans toutes les villes de l'Équateur. A Quito, la cérémonie fut célébrée dans l'Église métropolitaine avec une pompe digne de ce grand événement historique. Après la messe pontificale, le président et le délégat,

entourés de toutes les autorités civiles et militaires, procédèrent à l'échange des signatures, et lecture fut donnée au peuple des articles du concordat. Alors, au chant du *Te Deum*, au bruit des salves d'artillerie, on arbora le drapeau de l'Équateur et la bannière pontificale, dont les couleurs en s'unissant symbolisèrent aux yeux de tous l'union qui existait désormais entre l'Église et l'État.

Par cet acte de politique chrétienne, acte unique dans l'histoire des nations modernes, Garcia Moreno s'élève au-dessus de tous les hommes d'État depuis saint Louis. Seul de tous les souverains dévoyés par le protestantisme et la Révolution, il eut l'intelligence de l'état normal des sociétés humaines; seul, malgré le courant fatal de libéralisme qui emporte à l'abîme peuples et rois, il rendit à son pays la vraie liberté en lui rendant le gouvernement de Dieu. Sans doute, au commencement de ce siècle, Napoléon, entrevoyant la mission sociale de l'Église, déclara dans un corcordat solennel que l'exercice de la religion catholique serait libre en France ; mais l'instinct révolutionnaire du despote étouffa aussitôt l'instinct du chrétien, et, par ses Articles organiques, il garrotta comme une criminelle cette Église qu'il venait d'affranchir. Bourreau sans pitié, il se jeta sur sa victime, lui lia les mains, puis les pieds, puis lui serra la gorge jusqu'à l'étrangler. Les pygmées qui succédèrent à cet Hercule, armés des mêmes Articles organiques, ont trouvé moyen de saigner l'Église aux quatre membres et de lui tirer son sang goutte à goutte, sans violer le concordat, disent-ils avec un sourire cynique. C'est en regard de ces tyrans qu'apparaît dans toute sa grandeur la sublime figure de Garcia Moreno, à côté de Charlemagne et de saint Louis.

CHAPITRE X

RÉGÉNÉRATION DU CLERGÉ

(*1862-1863*)

Après son long esclavage sous la loi du patronat régaliste, adopté et aggravé par la Révolution, l'Église équatorienne ressemblait à l'infortuné voyageur qui, surpris par des voleurs dans les gorges de Jéricho, battu, dépouillé, laissé pour mort sur la route, ne dut son salut qu'à la charité du bon Samaritain. Nous allons voir Garcia Moreno la dégager de la couche de boue dont on l'avait couverte, et sous laquelle il était bien difficile de reconnaître en elle « la lumière du monde et le sel de la terre ».

A ceux qui se scandaliseraient de voir parfois des taches au front du clergé, rappelons que si l'Église, par la doctrine qu'elle prêche, est toujours immaculée ; si toujours, par la grâce divine qu'elle confère, elle enfante des élus et des saints, nul de ses membres, prêtre ou laïque, n'est cependant impeccable. Les vices originels, source première de toute dégradation et de toute corruption, infectent tous les cœurs. Placé dans certains milieux, sous l'égide et la surveillance tutélaire de ses supérieurs hiérarchiques, le prêtre s'élève aux plus hautes vertus; mais si un pouvoir corrupteur se substitue frauduleusement à ses guides légitimes pour

le mener dans les sentiers perdus de l'intrigue, de l'ambition et du sensualisme, vous voyez à l'instant la lumière s'obscurcir, le sel s'affadir, la vie divine s'éteindre et les vices les plus grossiers déshonorer le sanctuaire : c'est l'heure pour l'Église de pleurer sur Judas, et pour les révolutionnaires qui complotent « d'étouffer le catholicisme dans la boue », l'heure de battre des mains. Malheur au monde s'il ne surgit alors un Grégoire VII pour arracher aux princes l'investiture séculière et rendre à l'Église, avec la liberté, sa force et sa splendeur.

Ces considérations s'imposent au moment d'aborder la réforme que Garcia Moreno considérait à bon droit comme l'annexe nécessaire du concordat. Sincèrement ami du clergé, il voulait effacer de son front le stigmate dont l'avait marqué la Révolution, et l'élever assez haut pour que sa mission civilisatrice fût acceptée de tous. Cette œuvre capitale, il avait tellement à cœur de la réaliser sans délai que, le concordat conclu à Rome, il calcula le jour précis où son plénipotentiaire pourrait être de retour, et pria l'archevêque de fixer à cette date l'ouverture d'un concile national, à l'effet de prendre connaissance des lois concordataires, et de les réduire immédiatement en actes. Au reste, pour couper court aux récriminations probables du futur congrès, mieux valait précipiter l'exécution du concordat et des réformes, et mettre ainsi les représentants devant un fait accompli.

Sur sa requête, le vieil archevêque de Quito, Mgr Riofrio, aussi timide et pusillanime que Garcia Moreno était audacieux et entreprenant, lança des lettres de convocation au concile. Il annonçait à ses suffragants que, « pour remédier à la corruption des mœurs et aux machinations des impies contre l'Église et le clergé, sur les désirs et les *pressantes instances* du premier ma-

gistrat de la république, le concile s'ouvrirait à Quito le second dimanche de janvier 1863, *pourvu toutefois qu'à cette date le concordat eût été publié.* » Cette clause faisait ressortir la prudence du vénérable prélat; car, la loi du patronat restant en vigueur jusqu'à la promulgation du concordat, les évêques ne pouvaient avant cette époque se réunir en concile sans l'autorisation du gouvernement.

Or, par suite du second voyage que dut faire à Rome le ministre Ordonez pour obtenir la réforme pleine et entière, il se trouva que les prélats arrivèrent dans la capitale bien avant la promulgation des lois concordataires : aussi l'archevêque n'osa-t-il point procéder à l'ouverture des sessions sans avoir obtenu le *placet* d'usage. Le président, ne voulant point reconnaître par un acte public une loi schismatique, d'ailleurs moralement abolie, refusa l'autorisation demandée et engagea les évêques à passer outre. Mais l'archevêque objecta que, vu les prétentions et susceptibilités de la cour suprême, les membres du concile pourraient, s'ils se réunissaient sans les formalités légales, être décrétés d'accusation. Il ne fallut rien moins que la promesse formelle du président de prendre sur lui la responsabilité du délit, pour décider le méticuleux prélat à ouvrir le concile.

On dut reconnaître bientôt qu'il avait deviné juste. Après la première séance, le procureur fiscal ne craignit pas de traduire les évêques devant la haute cour de justice pour avoir audacieusement violé la loi du patronat. Sur ce, complainte de l'archevêque à Garcia Moreno qui l'exhorte à continuer les sessions sans prendre garde au procureur dont il se chargeait lui-même de réprimer le zèle intempérant. L'ayant en effet mandé à sa barre, il lui tint ce langage : « Vous avez dressé un acte d'accusation contre les évêques, et encouru pour ce fait,

vous catholique, une double excommunication : d'abord pour avoir violé les libertés de l'Église; ensuite pour avoir traduit les ministres de Dieu devant un tribunal civil. Mais là ne s'arrête pas votre responsabilité : comme chef de l'État, je suis obligé de faire respecter la constitution; or l'article premier de la constitution porte que la religion catholique, apostolique et romaine étant la religion de l'État, tous doivent la respecter. Vous voulez condamner des évêques à l'exil pour avoir violé une loi schismatique : je vous ferai condamner à la même peine pour avoir outragé la constitution en persécutant la religion de l'État. »

On ne pouvait mieux démontrer le pharisaïsme de ces légistes révolutionnaires qui, dans leurs constitutions déclarent l'Église libre, et l'enchaînent ensuite dans leurs lois. Le fiscal éperdu prétendit que, loin de vouloir commettre un acte d'irréligion, il avait cru obéir à une inspiration céleste en défendant les lois existantes; toutefois, bien que l'inspiration lui fût venue devant le saint autel, il consentait à retirer l'acte d'accusation par respect pour le président. Garcia Moreno comparait ce piétisme du fiscal à celui des parlementaires jansénistes qui suppliaient Dieu de leur fournir des armes contre les jésuites et les évêques ultramontains.

Le concile continua ses conférences sur la réforme du clergé séculier et régulier. On décida que toutes les lois canoniques relatives aux mœurs et à la discipline seraient remises en vigueur, les scandales réprimés, les rites de la sainte liturgie observés, les articles du concordat sincèrement exécutés, afin d'assurer à l'Église la liberté et l'autorité dont elle a besoin pour relever le niveau moral et religieux de la société. Garcia Moreno engagea fortement les évêques à tenir la main aux règlements du concile. « Pour moi, dit-il, je vous aide-

rai de tout mon pouvoir : vos arrêts seront respectés, mais c'est à vous de juger et de châtier les coupables. » Effrayé de la besogne, le bon archevêque manifestait des craintes au sujet de la répression des abus. « Et qu'importe! s'écria le président, il faut sacrifier sa vie, si Dieu le veut, pour l'honneur de son Église. Je ne souffrirai pas, sachez-le bien, que personne manque à son devoir. »

La réforme avait son point d'appui dans le rétablissement des tribunaux ecclésiastiques; avec les appels comme d'abus et le recours aux tribunaux civils, les coupables se livraient impunément à tous les désordres: aussi tremblèrent-ils en lisant cet article du concordat : « Les causes des clercs, concernant la foi, les sacrements, les mœurs, les fonctions sacrées, les procès civils ou criminels, relèvent des tribunaux ecclésiastiques sans qu'on puisse en appeler aux tribunaux séculiers. Le magistrat civil prêtera main-forte aux évêques pour l'exécution de leurs arrêts. » Toujours en éveil, Garcia Moreno signalait les délinquants et stimulait le zèle des juges. Un misérable avait trouvé moyen de s'évader, apres avoir scandalisé le public par des crimes énormes; le président mit à sa piste tous les gouverneurs de province, offrant cinq cents piastres sur sa cassette particulière à qui le livrerait aux autorités. Dans une autre circonstance, il déféra pièces en mains un scandaleux connu par ses désordres, et que néanmoins le juge compétent hésitait à poursuivre. « De deux choses l'une, s'écria-t-il : ou vous le châtierez, ou je serai forcé de prendre des mesures pour obtenir justice; je ne puis souffrir que de pareils crimes restent impunis. »

Cette répression sévère produisit une amélioration notable dans la conduite du clergé; mais un moyen de réforme plus efficace, dû à la sage initiative de Pie IX,

la multiplication des évêchés, permit aux prélats d'exercer sur tous les pasteurs une surveillance plus active et d'imprimer à leur zèle une impulsion plus continue et plus vigoureuse. Au début de son sacerdoce, Pie IX avait visité plusieurs contrées de l'Amérique méridionale. L'immense étendue de ces républiques, les distances qui séparent les cités, les difficultés des communications, l'avaient convaincu que le nombre des diocèses était loin de répondre aux besoins des âmes. Aussi, depuis son exaltation au souverain pontificat, n'avait-il rien tant à cœur que d'en créer de nouveaux[1]. S'entretenant un jour du concordat avec le plénipotentiaire de l'Équateur, il lui communiqua ses intentions sur ce point : « Votre zélé président, dit-il, veut régénérer son pays, et de plus multiplier la population en faisant appel aux émigrants de diverses contrées d'Europe : dites-lui que, pour arriver à ce résultat, il faut planter des croix. Partout où l'on plante une croix, une peuplade se groupe autour d'elle, fût-ce au sommet du Chimborazo. Vos diocèses sont trop grands pour qu'un seul homme puisse les administrer. Nous allons créer trois nouveaux évêchés, et nous ferons mention de ce projet dans un article du concordat. Vous n'avez point de pouvoirs à cet égard, mais je connais Garcia Moreno : dites-lui que le pape le désire, et cela suffira. »

Le plénipotentiaire s'empressa de transmettre au président, outre cette conversation, un projet ainsi formulé par Pie IX : « Usant de son droit, le Saint-Siège érigera de nouveaux diocèses, et en tracera les démarcations de concert avec le gouvernement et les évêques intéressés. » A cette nouvelle, qui dépassait toutes ses espérances, Garcia Moreno appela ses ministres et leur

1. Pie IX donne lui-même ces détails dans la bulle d'érection des nouveaux diocèses.

dit avec émotion : « C'est Dieu qui nous suggère cette idée par son vicaire : il faut la réaliser sans délai. » Les municipalités d'Ibarra, de Riobamba et de Loja, centres des futurs évêchés, sollicitées de prêter leur concours à cette grande œuvre, répondirent par des adresses de félicitations et de reconnaissance : et, quelques jours après, en homme qui ne laisse pas dormir une affaire, Garcia Moreno expédiait au pape le plan topographique, ainsi que la délimitation des nouveaux diocèses, avec prière de signer immédiatement les bulles d'érection [1].

A ces insignes bienfaits du concordat, il faut ajouter la fondation d'un séminaire dans chaque diocèse et la libre nomination aux cures et aux bénéfices. Dégagés de toute entrave et de toute immixtion du pouvoir civil, les évêques purent former des prêtres selon le cœur de Dieu, et pourvoir peu à peu les églises de véritables pasteurs.

Restait la réforme, plus nécessaire et plus difficile, du clergé régulier. Comment ces religieux qui, au prix de leurs sueurs, et quelquefois de leur sang, avaient donné l'Amérique à l'Église, perdirent-ils peu à peu leur antique splendeur? Nous l'avons dit dans le courant de cette histoire. Le Régalisme, qui sait où frapper pour détruire, les avait forcés à recevoir des supérieurs de sa main. Depuis cinquante ans, la Révolution avait transformé leurs couvents en casernes, contraignant les moines à vivre au milieu de soldats corrompus et corrupteurs, ou à quitter leur cellule pour habiter au milieu du monde, au mépris de leurs règles, de leurs vœux et des saintes habitudes de la vie religieuse. Un tel état de chose devait amener à la longue une dé-

1. Pie IX expédia en effet ces bulles en 1862; mais, par suite de l'opposition que le congrès fit au concordat, les diocèses nouveaux ne furent définitivement érigés qu'en 1865. Cette création portait à six le nombre des évêchés. En 1870, on en créa un septième, celui de Porto Viejo, dans la province de Manabi.

chéance complète, c'est-à-dire la ruine de l'observance régulière et de la vie commune. Il fallait, pour infuser une nouvelle sève à ce tronc desséché, l'intervention de l'autorité suprême, de qui relèvent directement les instituts religieux; et c'est pourquoi Garcia Moreno en avait appelé au souverain pontife, réclamant la réforme ou la dissolution.

Les lettres pontificales investissaient le délégat de pleins pouvoirs pour opérer cette réforme. Prévoyant une vive opposition, Garcia Moreno l'exhorta vivement et fortement à ne se laisser ébranler ni par promesses, ni par menaces. Le délégat intima donc à tous les intéressés, au nom du souverain pontife, l'ordre formel de s'astreindre à l'observance régulière et de reprendre la vie commune. Les abus en matière de pauvreté furent supprimés, et les exercices de religion ou d'étude rétablis selon les constitutions, de manière à faire renaître par la discipline et le travail ces trois fleurs de l'ordre monastique, la vertu, la science et la piété. Comme ce programme souriait peu à la masse des religieux qui, habitués de longue date à une vie mondaine et quelquefois dissolue, avaient complètement perdu l'esprit de leur état, le délégat leur laissa le choix entre la règle et la sécularisation. Naturellement ils multiplièrent leurs protestations et les récriminations contre les exigences tyranniques de la cour de Rome, mais la résistance était inutile : derrière l'envoyé du Pape, il y avait le bras de fer de Garcia Moreno. La majeure partie préféra la sécularisation à la réformation : les uns émigrèrent soit au Pérou, soit à la Nouvelle-Grenade, les autres furent incorporés au clergé séculier; ceux qui restèrent fidèles à leur vocation purent se retremper dans la ferveur par l'exemple d'un certain nombre de leurs frères que Garcia Moreno fit venir d'Europe pour remplacer les déserteurs. On voit ici la différence qui existe entre un

réformateur et un révolutionnaire : le révolutionnaire acclame le moine prévaricateur, proscrit les vœux de religion, et pille les biens des couvents; le réformateur traduit les coupables au tribunal de la sainte Église, ne dispose point d'une parcelle de leurs biens sans l'autorisation de cette même Église, guérit ceux qui veulent être guéris, et appelle des vivants pour remplacer les morts.

Les chrétiens de la vieille roche saluèrent dans cette régénération du clergé l'aurore d'une renaissance catholique; mais à travers ces rares applaudissements, éclata contre le réformateur un concert de malédictions, concert exécuté à la sourdine, par une multitude de voix. Les défroqués criaient à l'intolérance, leurs amis à la cruauté; les indifférents ne voyaient pas pourquoi on faisait la guerre aux religieux du pays pendant qu'on l'inondait de religieux étrangers : n'était-ce pas arbitraire et antipatriotique au premier chef? Les libéraux entonnaient la ritournelle ordinaire sur les empiétements de la cour de Rome : sous l'antique loi du patronat, disaient-ils, de pareilles exécutions n'eussent pas été possibles. Quant aux radicaux, ils déclaraient l'œuvre de la Révolution compromise si l'on continuait d'appliquer le concordat. Pour s'affranchir de cet esclavage et rétablir les vrais rapports entre l'Église et l'État, ils en appelaient à la souveraineté nationale, c'est-à-dire au futur congrès.

Garcia Moreno laissa dire et continua son œuvre. Il savait que les criminels ont l'habitude de maudire leurs juges et d'appeler persécuteurs ceux qui veulent les corriger. Saint Grégoire VII mourut en exil pour avoir aimé la justice et haï l'iniquité. Saint Charles Borromée faillit être empoisonné par ceux qu'il avait entrepris de réformer. Inflexible dans le devoir, Garcia Moreno eût affronté mille morts plutôt que de reculer d'un pas devant les clameurs ou les menaces de l'opposition.

CHAPITRE XI

DÉFAITE DE TULCAN.

(*1862*)

Ces réformes civiles et religieuses soulevaient de nombreux et graves ressentiments contre l'homme audacieux qui prétendait, dit-on, régenter l'Équateur, lorsqu'une expédition chevaleresque mais malheureuse vint mettre de nouvelles armes aux mains de ses ennemis.

Vers le milieu de l'année 1860, le général Mosquera, vieux soldat de l'Indépendance, catholique de vieille race, n'ayant pu obtenir du parti conservateur le fauteuil de la présidence, se mit par ambition à la tête des radicaux pour révolutionner les États de Colombie contre le gouvernement central. La guerre civile ayant éclaté, le président Ospina fit appel au dévouement d'un grenadin établi à Paris avec sa famille, le brave Julio Arboleda, désigné déjà comme le futur chef du gouvernement. Issu d'une famille ancienne et distinguée, guerrier plein de valeur, orateur brillant, poète même à ses heures, d'esprit religieux mais de caractère aventureux, Arboleda offrait plus d'un trait de ressemblance avec Garcia Moreno. Appelé par le pouvoir légitime, il accourut à Santamarta qu'il défendit vainement contre les rebelles; puis, Mosquera, maître de Bogota [1], ayant pro-

1. Santa-Fé de Bogota, capitale de la Nouvelle-Grenade.

clamé la dictature et donné le signal d'une atroce persécution contre l'Église, Arbodela se jeta dans la province du Cauca pour organiser la résistance au sein de ces populations sincèrement catholiques. Tout l'Équateur, Garcia Moreno en tête, faisait des vœux pour son triomphe, quand un incident malheureux vint mettre aux prises ces deux hommes si bien faits pour s'entendre.

Le 19 juin 1862, un bataillon d'Arboleda, à la poursuite d'une bande de Mosqueristes, ayant franchi le Rio Carchi, limite des deux États, blessa gravement le représentant de l'Équateur accouru pour s'opposer à cette violation du territoire; dans son emportement il chargea même la milice qui lui barrait le passage. Il n'en fallait pas tant pour révolter Garcia Moreno, susceptible au dernier degré quand l'honneur national était en jeu. Quatre jours après l'échauffourée du Carchi, il expédia au gouvernement d'Arboleda, établi à Pasto, cette dépêche indignée, violente même si l'on considère qu'elle s'adresse à un ami politique, et à l'occasion d'un fait absolument involontaire de sa part.

« Le 19 du présent mois vers le soir, quatre cents hommes de vos troupes ont passé le Carchi et se sont avancés à une lieue de la frontière sur le territoire de la République. Après ce premier délit, continuant leurs démonstrations hostiles, ils ont fait feu sur la garnison équatorienne, et blessé le commandant qui leur reprochait à bon droit l'acte outrageant dont ils se rendaient coupables. Comme il n'y a point actuellement dans la Nouvelle-Grenade de gouvernement général avec qui l'on puisse traiter, le président de la République exige de vous une prompte satisfaction pour l'injure faite au pays par cette violation du territoire et les délits qui l'ont accompagnée. En réparation de l'offense, il demande la destitution du colonel Erazo, chef de l'expédition, et

la remise entre nos mains du major Rosero qui blessa le commandant militaire de la frontière. Le délit ayant été commis sur notre territoire, l'extradition est de droit en vertu du traité de 1856. Cette satisfaction, le gouvernement espère l'obtenir complète, et dans les quarante-huit heures : autrement il se verra forcé, bien qu'à son grand regret, d'employer les moyens nécessaires pour faire respecter ses droits[1]. »

Pour corroborer sa juste mais sévère réclamation, il expédiait en même temps à la frontière une division de gardes nationaux et quelques centaines de vétérans, le tout commandé par le colonel Salvador, « non point, disait-il, dans une circulaire au corps diplomatique, pour intervenir en faveur de l'une ou de l'autre des parties belligérantes, mais pour assurer le respect et l'intégrité du territoire ».

Aussi fier que Garcia Moreno, Arboleda plaida les circonstances atténuantes, et finalement refusa la satisfaction demandée. « Le colonel Erazo, dont on exigeait la destitution, combattait sur un autre point du territoire pendant que le détachement en question passait la frontière : il n'avait donc point à répondre du délit. Quant au délit lui-même, commis malgré les recommandations souvent répétées des autorités supérieures, il s'expliquait par la précipitation et l'emportement d'une bande furieuse, inconsciente de ses actes. C'était aussi sans préméditation que le major Rosero avait blessé le chef militaire de l'Équateur, et partant, aux termes du traité, il échappait à l'extradition. On espérait que ces explications paraîtraient satisfaisantes. »

Garcia Moreno les trouva simplement dérisoires. Il répondit avec sa logique de fer « que si le colonel Erazo n'avait point passé le Carchi, il demandait la destitu-

1. Dépêche du 23 juin 1862.

tion du chef, n'importe lequel, qui présidait à l'invasion; que si la bande avait enfreint la défense réitérée des autorités, cette circonstance aggravait son crime; qu'enfin de nombreux témoins imputaient au major Rosero d'avoir agi en parfaite connaissance de cause. Si Arboleda ne se croyait pas responsable des délits commis par ses subordonnés, l'Équateur n'avait d'autre ressource pour faire respecter ses droits que de les défendre les armes à la main. »

L'affaire menaçait de prendre des proportions très graves. A l'Équateur, on blâmait assez généralement cette démonstration militaire à la frontière. Les ennemis du président, les modérés, et même un certain nombre de ses amis, trouvaient qu'il aurait dû accepter les explications d'Arboleda, pour ne point compromettre une situation déjà trop tendue à l'intérieur, et qui deviendrait désastreuse si elle se compliquait d'une guerre avec l'étranger. A tort ou à raison, Garcia Moreno prétendit qu'il s'agissait d'une question d'honneur, et qu'un chef d'État ne laisse pas, lui vivant, violer impunément son territoire; il décida, en conséquence, qu'il irait personnellement exiger d'Arboleda une réparation qu'en homme loyal celui-ci ne pouvait refuser.

Il fallait toute son énergie pour prendre une résolution semblable dans les circonstances où il se trouvait. Quelques temps auparavant, en dirigeant des ouvriers occupés à tracer une route au travers des bois, il s'était fait à la jambe une profonde blessure. Malgré les soins des médecins, la plaie s'envenima d'une manière si alarmante que ceux-ci prescrivirent au malade un repos absolu. Or, à ce moment-là même, Garcia Moreno voulait à toute force monter à cheval pour gagner la frontière. Très expert en médecine et en chirurgie, il proposa de brûler la plaie, mais l'opération parut si dangereuse aux hommes de l'art qu'ils refusèrent d'en prendre la

responsabilité. Alors, impatienté de ces lenteurs, Garcia Moreno saisit lui-même une lame de fer chauffée à blanc, et l'appliqua sur la plaie vive avec autant de calme que s'il se fût agi d'opérer sur son voisin. Trois jours après, la blessure parfaitement cicatrisée, l'homme de bronze faisait à cheval les trois journées de marche qui le séparaient du Carchi.

En rejoignant sa petite armée, Garcia Moreno avait moins l'envie de combattre que de faire prendre au sérieux sa demande de réparation; mais déjà Arboleda, décidé à ne point accorder de satisfaction, avait quitté son campement des environs de Popayan et s'avançait vers la frontière avec trois mille cinq cents hommes. Persuadé néanmoins qu'une conversation amicale terminerait le différend, Garcia Moreno lui dépêcha son aide de camp, don Napoléon Aguirre, pour lui proposer un arrangement pacifique. Cette offre fut immédiatement rejetée, sous prétexte qu'un parlementaire ne doit pas se présenter en uniforme, ni sans les formalités usitées en temps de guerre. Arboleda fit même saisir et déporter Aguirre jusqu'à deux lieues de la frontière, où on le laissa libre en lui faisant entendre que le conflit se terminerait par une conférence avec Garcia Moreno. Or, cette nuit-là même, après avoir expédié une lettre dans laquelle il exprimait à son adversaire son vif désir de conciliation, Arboleda passait la frontière avec son armée, ce qui ne permettait plus de traiter honorablement avec lui, puisqu'il envahissait le pays sans déclaration de guerre et sans avertissement d'aucune sorte.

La troupe de Garcia Moreno se trouvait alors campée aux environs de Tulcan. Ne sachant où la rencontrer ni comment s'orienter au milieu des ténèbres, Arboleda, suivi de quelques compagnons d'avant-garde, cherchait à reconnaître les chemins, quand tout à coup il aperçut dans l'ombre, à quelque distance, comme une

pointe de feu. Faisant aussitôt signe aux siens de s'arrêter, il s'avance seul, à pas de loups, vers le point lumineux et tombe sur un espion de Garcia Moreno qui venait tranquillement mais très imprudemment, d'allumer un cigare. Épouvanté de se voir à la merci du chef grenadin, cet homme servit de guide à l'armée ennemie jusqu'à Tulcan.

Il n'y avait point à reculer. La petite troupe, mal armée, plus mal exercée, se défendit héroïquement jusqu'à ce que, enveloppée par le nombre, elle se vit obligée de capituler ou de fuir pour échapper à la mort. Garcia Moreno, lui, ne savait ni fuir, ni capituler. Au moment de la débandade, il se précipite, suivi de cinq intrépides cavaliers, au milieu des bataillons ennemis. Il frappe à droite et à gauche sans s'inquiéter des balles qui sifflent à son oreille, abattent son chapeau et criblent ses vêtements. Une de ces balles l'atteint à la poitrine et glisse sur une pièce d'argent, sans le blesser. Il arriva ainsi jusqu'aux derniers retranchements d'Arboleda, puis retourna sur ses pas au milieu d'une pluie de balles, sans qu'un ennemi osât lui barrer le passage. Déjà même il était loin du champ de bataille à l'abri de tout danger, quand il revint volontairement se livrer à un officier en lui disant : « Conduisez-moi à votre chef, c'est à lui que je veux rendre mon épée. »

Peu fier de sa facile victoire, Arboleda se sentit déconcerté en présence de ce magnanime vaincu. Il ne put s'empêcher d'avouer en présence de tous ses officiers qu'une pareille défaite, honorable pour l'Équateur, couvrait de gloire son vaillant chef. Il traita Garcia Moreno avec le plus profond respect, lui rendit son épée, et se montra tout disposé à traiter immédiatement des conditions de la paix. Sincèrement réconciliés dès leur première entrevue, les deux chefs catholiques déplorèrent le concours de circonstances qui les avait amenés à

guerroyer l'un contre l'autre, au lieu de tourner leurs armes contre leur commune ennemie, cette Révolution tyrannique qui désolait en ce moment la Nouvelle-Grenade, et ne cessait d'intriguer à l'Équateur pour ressaisir le pouvoir. Oubliant leurs griefs, ils conclurent un traité d'alliance; puis Garcia Moreno, déclaré libre, reprit le chemin de sa capitale.

A Quito, comme dans tout le pays, régnaient le trouble et l'agitation. On avait appris la déroute de l'armée et la captivité de son chef. Malgré l'acte d'héroïsme qui avait terminé le combat de Tulcan, on gémissait sur une défaite qui, par suite des exigences du vainqueur, pouvait prendre les proportions d'un véritable désastre. Aussi, pendant que le peuple, attaché de cœur à Garcia Moreno, témoignait sa profonde tristesse par ses lamentations, ses larmes, ses prières publiques dans les églises, les libéraux, heureux de l'humiliation subie par l'homme qui les écrasait du poids de son génie et de sa bravoure, prenaient-ils plaisir à faire ressortir l'inutilité de cette funeste entreprise. Sans tenir compte de la déloyale agression dont le président avait été victime, ils attribuaient son échec à sa téméraire impétuosité. Le moment n'était-il pas venu de se débarrasser de ce réformateur turbulent et tyrannique qui, sous prétexte de catholicisme et de civilisation, imposait à l'Équateur ses idées rétrogrades en même temps qu'il le brouillait avec l'étranger? En s'appuyant sur la garnison de Quito, et peut-être sur Florès, dont les idées politiques ne cadraient pas avec celles de Garcia Moreno, ne pouvait-on pas profiter du trouble des esprits pour abattre le gouvernement et conclure avec Arboleda une paix moins onéreuse?

Les organisateurs de pronunciamentos en furent pour leurs frais d'invention. Ils apprirent bientôt que le président, supposé prisonnier, se trouvait au palais du

gouvernement où il avait repris les rênes, après avoir fait avec Arboleda, sous le titre d'Acte additionnel au traité de 1857, un véritable traité d'alliance. Les deux parties contractantes s'engageaient à respecter l'inviolabilité de leur territoire, et à ne jamais permettre que les réfugiés, sous prétexte de droit d'asile, troublassent la paix des deux pays. On trouve dans les préambules de cette convention comme un écho des paroles échangées, au moment de leur rencontre, entre Garcia Moreno et Arboleda : « Les gouvernements de la Confédération grenadine et de l'Équateur, y est-il dit, attristés de voir que des circonstances indépendantes de leur volonté, comme de la volonté de leurs peuples, les eussent amenés à une rupture, reconnaissant que les intérêts des deux nations exigent impérieusement l'oubli de leurs dissentiments, déclarent non avenus les malheureux incidents qui leur ont fait prendre les armes, et s'engagent à ne présenter aucune réclamation pour les actes antérieurs au présent traité [1]. »

Arboleda ne put jamais réparer l'impardonnable imprudence d'avoir, pour une vaine satisfaction d'amour-propre, abandonné ses positions contre Mosquera. Quelque temps après, livré à un vil assassin par des ennemis qui n'avaient pu le vaincre ni à la tribune ni sur le champ de bataille, le noble champion des conservateurs périt dans les défilés de Berruecos, comme autrefois le maréchal Soucre. Sa mort assura le triomphe du radicalisme à la Nouvelle-Grenade et le règne de l'impiété pendant un quart de siècle. Quant à Garcia Moreno, ses ennemis ne manquèrent pas d'exploiter contre lui l'épisode de Tulcan, mais sans parvenir à en obscurcir la gloire; on oublia l'insuccès pour ne penser qu'à l'héroïsme du président : il n'y a point de

1. *El Nacional*, 16 août 1862.

déshonneur, disait-on de toutes parts, à perdre une bataille dans ces conditions, et la défaite des Thermopyles n'a flétri ni Sparte ni Léonidas [1].

1. J'ai rédigé ce chapitre d'après les documents officiels et les *Apuntamientos historicos* du D[r] don Pablo Herrera, publiés en 1886 et défendus par lui contre les critiques du D[r] J. Francisco Zarama. J'attends, pour contrôler les faits contestés, d'avoir sous les yeux les documents officiels de la Colombie.

CHAPITRE XII

VIOLENTE RÉACTION

(1863)

Il y avait à peine deux ans que Garcia Moreno exerçait le pouvoir, et, s'il avait pour lui le peuple catholique, il pouvait se vanter d'être pour tous les révolutionnaires, libéraux et radicaux, l'homme le plus impopulaire et le plus exécré de l'Équateur. Nous allons assister au gigantesque duel du héros chrétien contre cette légion d'ennemis.

La ligue, qui depuis quelque temps déjà complotait le renversement de Garcia Moreno, avait pour chef ce misérable Urbina, ignominieusement chassé du territoire trois années auparavant. L'astucieux despote sentait que Garcia Moreno, l'auteur de sa chute, empêcherait à jamais son retour : aussi lui avait-il voué une haine implacable et travaillait-il de tout son pouvoir à organiser contre lui une conjuration, tant de ses adeptes à l'intérieur que des chefs d'États plus ou moins animés de sa rage sectaire.

A l'Équateur il comptait sur tous les démocrates initiés à la franc-maçonnerie et fiers de s'intituler progressistes ou libres-penseurs. Un de leurs chefs les plus ardents, l'ambitieux Pedro Carbo, se déclarait en toute circonstance l'ennemi acharné de Garcia Moreno, de sa

politique catholique, et même de ses entreprises les plus évidemment favorables au bien-être matériel du pays. Quand le président commença la route carrossable de Quito à Guayaquil, tous les cantons intéressés votèrent, sur sa demande, des subsides annuels pour l'exécution de ce colossal projet : seul, le conseil municipal de Guayaquil, à l'instigation de Pedro Carbo, répondit que la ville, fortement endettée, ne pouvait souscrire aux vœux du gouvernement; ce qui ne l'empêchait pas de voter des fonds, séance tenante, pour l'achat d'une bibliothèque et la création d'un journal d'opposition. Sous l'influence de tels hommes, l'hostilité grandissait chaque jour contre Garcia Moreno, au point que certains énergumènes à Guayaquil regrettaient tout haut la liberté dont on jouissait sous Urbina et Roblez.

Un autre fanatique d'Urbina, c'était le docteur Pedro Moncayo, revenu à ses premières amours. D'abord ardent ami de l'ex-président, il avait fait ensuite contre lui la révolution de mai 1859 avec tant d'animosité qu'il voulait dépouiller les temples et fondre les cloches pour augmenter les ressources et multiplier les armes. Aujourd'hui, en haine de Garcia Moreno, il regrettait si amèrement son ami d'autrefois, qu'en attendant son retour, il s'expatriait pour ne pas mourir suffoqué dans cet Équateur « où l'on manquait de toutes libertés, liberté de la presse, liberté d'élection, liberté d'association, liberté d'enseignement, ces grands moyens dont disposent toutes les sociétés civilisées pour propager la vérité, la justice, les sciences et les arts [1]. » Cela veut dire qu'à l'Équateur la secte n'avait pas les coudées franches pour travailler au renversement de l'Église et de la société. Par ses pamphlets, P. Moncayo se faisait, à l'Équateur et chez tous les peuples de l'Amérique,

1. *Ojeada sobre las Republicas Americanas*, P. Moncayo.

l'ardent missionnaire de l'insurrection contre Garcia Moreno.

A ces accusations de tyrannie répondaient les hurlements des nombreux mécontents de l'intérieur, employés mis à la retraite, soldats astreints à la discipline, libéraux vexés des allures autoritaires du président, et plus encore de son respect absolu pour les droits de l'Église. En cas de bouleversement, tous promettaient leur adhésion, mais nul n'osait tenter un mouvement qui aurait compromis sa tête. Conspirateur sans courage et sans vergogne, Urbina n'hésita point à réclamer l'appui du Pérou et de la Nouvelle-Grenade, ces deux mauvais larrons, comme disait le P. Solano, placés à droite et à gauche de l'Équateur pour le dépouiller quand l'occasion s'en présente. Il jeta d'abord les yeux sur le péruvien Castilla, dont il connaissait les prétentions sur l'Équateur, et les ressentiments contre Garcia Moreno.

Depuis sa mésaventure de Guayaquil, Castilla vivait en bonne intelligence avec le triumvirat Urbina-Roblez-Franco, lesquels restaient frères et amis malgré leurs démêlés d'autrefois; mais, pour envahir de nouveau l'Équateur, le président du Pérou devait donner aux autres puissances une raison tant soit peu acceptable: il imagina d'intenter à Garcia Moreno devant toute l'Amérique un procès de haute trahison. Nos lecteurs se souviennent des malencontreuses lettres adressées au représentant du gouvernement français sur la question d'un protectorat éventuel. Ces lettres, restées secrètes jusque-là, furent livrées à Castilla par l'indiscrétion coupable d'un agent diplomatique, et publiées dans un journal de Lima. Aussitôt, sur un mot d'ordre d'Urbina, toutes les feuilles américaines dévoilèrent avec indignation « la grande trahison de Garcia Moreno. Comme Florès, avec lequel d'ailleurs il s'était réconcilié, le président de l'Équateur avait vendu son pays à

l'étranger! » Le traître Franco, qui n'avait pas rougi de conclure avec Castilla le honteux marché du 25 janvier 1861, prit la plume pour dénoncer Garcia Moreno à la vindicte publique. Urbina, l'hypocrite! manqua de tomber en pamoison à cette fatale nouvelle. « Livrer l'Équateur à la France! s'écriait-il, mais c'est le coup de mort de l'Amérique. Non, je ne voulais pas y croire, malgré mon inimitié contre l'usurpateur; je voulais voir de mes yeux, toucher de mes mains les pièces authentiques, avant d'abandonner la résolution que j'avais prise de renoncer à jamais à la vie publique. Je vins donc au Callao pour m'en assurer, et je me fis apporter à bord les maudites lettres. C'étaient bien des autographes, c'était bien l'Équateur transformé en colonie française, ma patrie vendue à l'étranger, et l'Amérique menacée d'une ruine imminente! Les Français allaient envahir l'Équateur comme ils ont envahi le Mexique[1]. »

Quel odieux et impudent mensonge! Garcia Moreno avait parlé de protectorat, non de colonie. Il avait voulu, dans un moment de détresse, « sauver l'honneur et l'existence de la nation », non l'inféoder à un peuple étranger. Et encore était-ce de sa part une simple proposition « qu'il faudrait soumettre, si elle était prise en considération, au jugement des représentants du peuple. » Le texte[2] même de la lettre en fait foi. Les deux collègues de Garcia Moreno au gouvernement provisoire, Gomez de la Torre et Avilès, bien qu'ennemis politiques du président, le disculpèrent entièrement en même temps qu'ils mirent à nu l'indigne conduite de Franco à leur égard lors de la conférence de Guayaquil; mais que peuvent les démonstrations et

1. Citation empruntée à la brochure : *El general Urbina y sus projectos contra el pais*. Guayaquil, avril 1864.
2. Voir ce texte, *ibid.*, pp. 10 et 11.

les protestations contre une calomnie accréditée par les mille voix de la presse et toutes les loges franc-maçonniques? On resta persuadé que Garcia Moreno avait conçu l'idée de livrer l'Équateur à la France.

Castilla se crut d'autant plus autorisé à exploiter cet incident qu'il avait hautement protesté contre l'occupation du Mexique par les Français. Dans un manifeste incendiaire, il avait dénoncé au monde civilisé ce gouvernement de Napoléon « assez audacieux pour détruire une république dans le Nouveau-Monde », offert à Juarez des secours en armes et en argent contre les envahisseurs, et lancé de telles invectives contre les résidents français au Pérou qu'on les couvrit d'insultes. Cet énergumène devait naturellement partir en guerre contre Garcia Moreno, l'ami des Français, et de plus l'auteur de son échec de 1859. Il l'accusa publiquement d'avoir tenté plusieurs fois d'incorporer l'Équateur à des puissances étrangères, et probablement en vue de soustraire quelques provinces à ces puissances, il réclama d'un ton comminatoire l'exécution immédiate du traité de Mapasingue, par lequel Franco lui avait cédé une bonne partie du territoire équatorien. Successeur de Franco, Garcia Moreno héritait naturellement, d'après Castilla, de tous les engagements contractés par « l'ex-doyen des chanoines ».

Heureusement le tapage des journaux et les menaces des diplomates intimidaient peu Garcia Moreno. Il répondit à Castilla que ses revendications n'avaient aucune valeur, « attendu que le traité du 25 janvier était nul de plein droit. Franco n'avait pu engager un pays qui ne le reconnaissait point pour son chef; d'ailleurs ni les chambres de l'Équateur, ni celles du Pérou, n'avaient consenti à ratifier cette honteuse convention. De plus, le gouvernement de l'Équateur ne refusait pas de nommer des commissaires pour s'entendre avec

ceux du Pérou sur la ligne de démarcation entre les deux États, s'en remettant en cas de conflit à l'arbitrage du Chili ». Castilla ne voulut rien entendre et menaça d'envahir l'Équateur par terre et par mer. Pour toute réponse, Garcia Moreno fortifia Guayaquil et commença les préparatifs nécessaires pour mettre sur pied une armée de dix mille hommes. Si les hostilités n'éclatèrent point, c'est que la Grande-Bretagne interposa sa médiation, qui fut acceptée par Garcia Moreno comme moyen de terminer le différend d'une manière conforme à l'honneur national, et par Castilla, comme un expédient très heureux pour sortir sans trop de ridicule du mauvais pas où ses bravades l'avaient engagé.

Furieux de cet échec, le président du Pérou rompit toute relation diplomatique avec le gouvernement équatorien et ouvrit les bras à tous les conspirateurs en quête d'un refuge à l'étranger. En octobre 1862, muni de son autorisation, Urbina put équiper un vaisseau dans le port du Callao pour tenter une descente sur un point quelconque de l'Équateur et insurger le pays. L'occasion paraissait favorable : le général Florès était assez gravement malade ; Garcia Moreno revenait de Tulcan battu et peut-être amoindri ; évidemment le peuple, échauffé par les démocrates, allait acclamer Urbina comme un libérateur. Il fallut en rabattre : à peine arrivait-il au petit port de Payta, à bord de la *Nueva Granada,* baptisée d'un faux nom et couverte du pavillon chilien, que déjà le président l'avait découvert sous son masque et le signalait, lui, Roblez et ses autres complices, comme des pirates dignes du dernier châtiment. Pendant qu'un corps d'armée se formait à Guayaquil pour les appréhender en cas de débarquement, une circulaire de Garcia Moreno à tout le corps diplomatique en appelait au droit des gens, cyniquement violé par le gouvernement du Pérou. En même

temps son délégué dénonçait à Castilla l'acte de brigandage commis sous ses auspices, le sommant, s'il voulait la guerre, de la faire au moins loyalement. Acculé par le gouvernement de l'Équateur, les représentations du corps diplomatique, et les manifestations indignées de l'opinion, Castilla se vit obligé d'arrêter ses affidés et de mettre l'embargo sur leur vaisseau. Pour comble de malheur, son mandat expirait au moment de cette déconvenue. Il fut remplacé au fauteuil par le brave général San-Roman, qui désavoua le honteux traité du 25 janvier et entretint avec l'Équateur d'amicales et pacifiques relations.

Les révolutionnaires n'avaient donc plus rien à attendre de ce côté. Ils se tournèrent vers l'autre larron, c'est-à-dire vers Mosquera, le nouveau président de la Nouvelle-Grenade. Ce dernier, vainqueur du parti catholique qu'il avait abattu dans la personne d'Arboleda, persécuteur acharné de l'Église, révolutionnaire de la pire espèce, haïssait en Garcia Moreno le patriote chrétien et l'ennemi déclaré des loges maçonniques. Ambitieux comme Castilla, mais plus rusé, son plan d'agrandissement consistait à englober sous le nom d'États-Unis les trois républiques, Nouvelle-Grenade, Vénézuela, Équateur, qui sous Bolivar avaient formé la grande Colombie. Restaurateur de l'unité sous la forme fédérative, fondateur des États-Unis du Sud, qui bientôt rivaliseraient d'importance avec ceux du Nord, il espérait se maintenir assez longtemps au pouvoir pour anéantir dans ce vaste territoire le règne du Christ et de son Église. Aussi tous les révolutionnaires avaient-ils salué son avènement par des transports de joie. Dans sa lutte à outrance contre Garcia Moreno, Urbina s'empressa de recourir à l'intervention du grand libérateur.

« Vous avez appris, lui écrivait-il de Lima, comment

l'audacieux et cynique président de l'Équateur, marchant sur les traces du général Florès, voulut annexer notre pays à l'empire français. J'ai pensé que vous, l'un des glorieux fondateurs de notre indépendance, vous comprendriez notre disgrâce et ne permettriez jamais que l'Équateur subît un protectorat humiliant ou devînt une simple colonie. Or, telle est la situation lamentable de ma patrie, qu'elle ne peut reconquérir sa liberté sans l'appui d'un bras étranger. Voilà pourquoi, cédant aux vives sollicitations du grand parti libéral, qui forme la majorité de mes compatriotes, je travaille à liguer tous les gouvernements de l'Amérique, et en particulier ceux du Pacifique, contre les deux hommes néfastes[1] dont les efforts incessants ont pour unique but de livrer de nouveau le continent aux monarchies européennes. Malheureusement, si le Pérou a de bonnes intentions, des difficultés sans nombre l'empêchent de les réaliser. Pour différentes raisons, le Chili et la Bolivie ne peuvent présentement nous venir en aide. En attendant, le pouvoir de Garcia Moreno se consolide de jour en jour; la situation de l'Équateur devient d'heure en heure plus navrante et plus désespérante. Général, c'est en vous désormais que l'Équateur et l'Amérique mettent leur espoir. Vous avez terminé la guerre civile qui désolait votre pays et fait triompher la bonne cause; vous disposez de forces considérables; vous pouvez compter sur la coopération efficace et décidée du grand parti libéral, dont je suis près de vous le fidèle organe; vous n'avez qu'à le vouloir pour opérer la rédemption de l'Équateur et conjurer la ruine dont l'Amérique est menacée.

« Je n'insiste pas sur la question du fédéralisme : mon unique ambition, c'est de chasser de la scène les deux

1. Garcia Moreno et Florès.

hommes qui tiennent en alarme l'Amérique du Sud. Ce but rempli, ma mission sera finie; la majorité de mes concitoyens dictera ses volontés. Soyez persuadé qu'elle répudiera le système jésuitique et colonial inaugurée par Garcia Moreno et Florès[1]. »

On ne peut trahir son pays ni le livrer aux mains de l'étranger avec plus d'apparence de désintéressement et de patriotisme que ne le fait ce Machiavel de corps de garde. Et cet homme ose accuser de trahison Florès et Garcia Moreno! Pour les empêcher de transformer l'Équateur en une colonie européenne, il supplie Mosquera de l'envahir! Il fait un crime à Garcia Moreno d'avoir demandé le protectorat de la France à la veille d'un démembrement du pays, et il presse Mosquera d'en faire la conquête ! Vraiment l'école révolutionnaire a formé des types d'hypocrisie et de méchanceté qu'on n'eût point soupçonnés avant elle.

Mosquera savait à quoi s'en tenir sur la fameuse question du protectorat français; mais, comme l'appel d'Urbina favorisait ses vues sur l'Équateur, il répondit « qu'indubitablement il y avait un plan formé pour écraser de nouveau l'Amerique sous le joug abrutissant du fanatisme et du monarchisme, plan qui n'aurait rien d'inquiétant si, dans l'Amérique même, des ambitieux, désespérant de pouvoir jouer éternellement un rôle de cacique, ne mendiaient le protectorat de l'étranger pour se perpétuer au pouvoir. » L'aruspice a l'air de prendre son collègue au sérieux, mais, plus fin qu'Urbina, qui se taisait sur la fédération colombienne dont l'avènement aurait ruiné ses espérances présidentielles, Mosquera affirme que « le salut, c'est la résurrection de la Colombie sous la forme fédérative. » Il la rétablira bon gré, mal gré : « La Colombie a été, dit-il; la Colom-

1. *El general Urbina y sus projectos contra el pais.* Lettre d'Urbina à Mosquera, 14 février 1862.

bie sera de nouveau. Si Garcia Moreno et Florès ne veulent point se soumettre à la volonté populaire, leur chute est certaine, en dépit de tous les protectorats dont ils pourront se couvrir [1]. »

Entre ces deux frères et amis, il s'agit uniquement de savoir qui fera tirer par l'autre les marrons du feu. Urbina comprend que Mosquera veut tout prendre et ne rien lui laisser, mais il compte sur la résistance des Équatoriens qui ne consentiront jamais à se laisser incorporer à la Colombie, et lui conserveront ainsi, malgré Mosquera, le fauteuil présidentiel. Le plus pressé, c'est, en renversant Garcia Moreno, de rendre ce fauteuil vacant. Aussi, dans une nouvelle lettre à son complice, insiste-t-il avec force sur la nécessité de commencer les hostilités. Le misérable ne rougit pas de dire « qu'il a découvert de nouvelles et irrécusables preuves établissant que Garcia Moreno et Florès persistent dans leur infâme projet de livrer l'Amérique à l'étranger. De plus, les souffrances de sa patrie devenant intolérables, le parti libéral se décide à l'action. Il lui envoie donc un homme de confiance pour aviser aux voies et moyens [2]. »

Mosquera accueillit cette nouvelle ouverture avec sa prudence ordinaire. Pour ne pas décourager l'ambitieux, le rusé fait cette fois miroiter le fauteuil. « Ce n'est pas l'Équateur qu'il veut combattre, mais bien ses mandataires. Certainement le parti libéral recevra Urbina avec enthousiasme. Le jour où éclateront les hostilités, Mosquera viendra à son secours avec toutes les forces dont il pourra disposer. Ainsi l'on se débarrassera d'un gouvernement traître à l'Amérique, et l'Équateur sera libre. Mosquera ne veut pas le forcer à faire partie, malgré lui, de la grande Colombie, mais il ne peut con-

1. *Ibid.* Réponse de Mosquera à Urbina, 26 mai 1862.
2. *Ibid.* Lettre d'Urbina à Mosquera, 19 juin 1862.

sentir à le voir simple colonie de Paris ou de Rome [1]. »

Or pendant que ces deux traîtres, travaillant chacun pour son compte personnel, s'associaient dans l'ombre pour renverser Garcia Moreno, voici les lettres que Mosquera adressait au président de l'Équateur, « son grand et cher ami » : « Ayant organisé nouvellement ce pays sous le nom d'États-Unis de Colombie, je vous envoie un représentant afin de resserrer les liens qui unissent nos deux peuples, et de négocier la reconstitution de l'antique république colombienne sous le régime d'un gouvernement fédéral. » Garcia Moreno connaissait de longue date les roueries du vieux révolutionnaire : il comprit à merveille que son intention était « de resserrer les liens entre les deux peuples » assez étroitement pour n'en faire qu'un seul, dont il serait le maître. En conséquence sans même faire allusion au système fédératif, le fétiche de Mosquera, il répondit simplement qu'il agréait son envoyé, « lequel, par ses qualités personnelles, contribuerait à entretenir les meilleures relations et la plus parfaite harmonie entre deux peuples frères. »

Mosquera n'était pas homme à se contenter de cette eau bénite de cour. Il affermit son pouvoir, laissa grandir l'opposition contre Garcia Moreno, activa de son mieux les passions révolutionnaires; puis, quand il crut le moment opportun pour pêcher en eau trouble, il écrivit de nouveau à « son bon et très cher ami » le président de l'Équateur que, « désirant donner une preuve de son estime pour la nation équatorienne, l'antique alliée de la Colombie, il avait pris la résolution de transférer le siège de son gouvernement sur les frontières du sud, afin de pouvoir conférer avec le président de l'Équateur sur les intérêts de leurs pays respectifs,

1. *Ibid.* Lettre de Mosquera à Urbina, 28 octobre 1862.

négocier de nouveaux traités et ainsi raffermir l'union des deux peuples qui, divisés de nationalité, n'en font qu'un par le cœur. »

Cette démarche singulière, mais significative, fit comprendre à Garcia Moreno qu'il fallait parler clair et couper court aux prétentions du despote. Il lui répondit donc « qu'il était très sensible à cette nouvelle manifestation de cordiale amitié non moins que de vive sollicitude pour le bonheur des deux pays, et très heureux d'accepter l'entrevue proposée, afin d'offrir au président et à son gouverment l'hommage de son profond respect. Mais, ajouta-t-il, nous manquerions de loyauté, si nous ne vous déclarions dès maintenant que, dans ces conférences, nous n'accepterons aucun projet qui tendrait à fondre les deux nationalités en une seule sous la forme du gouvernement que vous avez adoptée. L'Équateur a confié ses destins et son avenir à des institutions différentes des vôtres, institutions trop chères au peuple et à ses représentants pour qu'ils les sacrifient jamais. La constitution qui nous régit, nos convictions personnelles, et l'opinion générale du pays, nous commandent impérieusement de rester ce que nous sommes[1]. »

Entre ces deux chefs, dont l'un avait juré d'annexer l'Équateur à ses États, et l'autre de mourir mille fois plutôt que de céder un pouce de son territoire, la guerre devenait inévitable. Au fond, Mosquera n'attendait qu'une occasion favorable pour entrer en campagne, et comme le congrès de l'Équateur allait ouvrir ses sessions, il comptait sur les débats parlementaires assez orageux pour lui préparer le terrain. Ses calculs n'étaient malheureusement que trop fondés.

1. Lettre du 15 juillet 1863.

CHAPITRE XIII

LE CONGRÈS DE 1863

(1863)

Aux termes de la constitution, le congrès devait ouvrir ses sessions au mois d'août 1863. A l'Équateur, comme en général dans les républiques américaines, les législateurs ne se réunissent que tous les deux ans et pour un temps limité, moins nuisibles en cela que les nôtres dont toute l'année se passe à légiférer. Tourmenté déjà par le congrès de 1861, alors que ses membres professaient une commune admiration pour le sauveur du pays, Garcia Moreno avait tout à craindre des nouveaux représentants, presque tous élus sous l'influence des coteries libérales ou de la Révolution cosmopolite. Depuis dix-huit mois, en effet, les journaux se répandaient en injures contre l'homme néfaste qui, non content de violer les lois et de terroriser le pays, avait ruiné les finances par des entreprises insensées, souillé à Tulcan la gloire de l'Équateur, ameuté l'Amérique entière contre lui et contre le peuple solidaire de sa désastreuse politique, et finalement imposé, sans attendre la ratification des chambres, un odieux et intolérable concordat, véritable défi porté à notre siècle de libéralisme et de progrès.

Sur ce dernier grief, les accusations ne tarissaient

pas. La fameuse question de protectorat français s'effaçait elle-même devant l'inféodation de l'Équateur à la curie romaine. Quand les peuples tendaient à biffer de leur législation les derniers vestiges des lois canoniques pour arriver graduellement à la séparation complète de l'Église et de l'État, Garcia Moreno n'avait pas rougi de répudier l'antique loi du patronat, ce glorieux héritage de la défunte Colombie, pour mettre son pays sous le vasselage de Rome! Les droits imprescriptibles du pouvoir civil avaient été sacrifiés, les nonces et les visiteurs apostoliques imposés aux évêques, prêtres et religieux, pour les tyranniser sous le spécieux prétexte de réformer une Église toujours sainte et sans tache. Les pauvres moines originaires du pays, victimes de ces pachas italiens ou des tribunaux ecclésiastiques à leur dévotion, sans recours possible à l'autorité séculière, étaient traités comme des hérétiques, des renégats ou des gens de mauvaises mœurs, privés de leurs biens, chassés de leurs couvents et réduits à demander des lettres de sécularisation, pour faire place à des religieux étrangers, que le président attirait de toutes les parties du monde! Le principal instigateur du tapage était le fameux Pedro Carbo, l'ennemi acharné de Garcia Moreno.

Aux ennemis de l'Église hurlant contre la restauration de ses droits sacrés se joignaient certains catholiques piqués de la tarentule libérale. La Révolution a tellement brouillé les idées, même dans les meilleures têtes, que le fait de rendre à l'Église son inaliénable liberté sera presque toujours considéré comme une usurpation sur les droits du pouvoir civil. Du reste, nos pères ne se battaient-ils pas pour défendre contre l'Église les quatre articles de 1682, déclarés libertés gallicanes? De nos jours, malgré la définition dogmatique du dernier concile, n'a-t-on pas rejeté l'infaillibilité

pontificale comme inconciliable avec les droits d
puissances? Et ne trouverait-on pas en France d
légistes catholiques ou prétendus tels pour soutenir q
les articles organiques ne violent en rien la liberté
l'Église? La levée de boucliers contre un concord
dont chaque article brise une des chaînes de cette Égl
n'a donc rien qui doive nous étonner.

Cette opposition générale et violente des classes di
geantes eut pour effet naturel de tromper le peup
qui n'entend rien à ces sortes de questions. Grâce a
déclamations de chrétiens qu'il estimait, de prêtres
même de religieux dont il respectait le caractère sac
les électeurs en vinrent à regarder le concordat com
une calamité publique, une boîte de Pandore que, d
l'intérêt même de Garcia Moreno, il fallait au plus v
écarter de l'Équateur : aussi envoyèrent-ils au congr
une grande majorité d'anticoncordataires, la plup
ennemis acharnés du président. C'est à peine si, d
les deux chambres, il comptait une dizaine de rep
sentants franchement dévoués à sa politique.

Pour peindre son isolement à ce moment critique
sa vie, il nous suffira de présenter aux lecteurs le
toyen Borrero, un des membres les plus intelligents
ce congrès, le futur successeur, pour son malheur
celui de l'État, du président Garcia Moreno. Comme
personnage jouera un rôle assez important dans ce
histoire, il importe de le faire connaître dès aujo
d'hui,

Antonio Borrero, de Cuenca, avocat, publiciste d
tingué, catholique sincère, vieil ami de Garcia More
après avoir combattu avec lui dans les congrès de 1
et de 1858, l'avait soutenu de sa plume durant la l
héroïque de 1859, et défendu depuis lors contre
nombreux et perfides ennemis. Naguère encore, à p
pos du protectorat français, non content de réfu

brillamment les stupides inventions des journaux péruviens, il ajoutait à la louange de Garcia Moreno : « Ils nous représentent comme un peuple d'idiots, abrutis sous le fouet d'un despote. La vérité, c'est que notre administration, juste et légale, n'a rien à craindre de ces diffamateurs sans conscience, sans honneur et sans foi, et nous n'avons qu'à mépriser leurs attaques. Folliculaires du Pérou, sans vous et malgré vous, nous avons une constitution, des lois, et des magistrats pour les faire respecter. La liberté chez nous a pour sauvegarde la loi. Le propriétaire dort tranquille, sans crainte de se réveiller aux cris d'une vile soldatesque. Chez nous, l'homme de bien est considéré, le pervers châtié. Le gouvernement jouit du crédit à l'extérieur, travaille pour le bien commun et peut compter sur l'amour et l'appui de tous les bons patriotes qui, au besoin, offriront leur fortune et même leur vie, pour sauver leurs institutions. Aujourd'hui nous avons des chemins et des ponts qui relient nos montagnes; les cités sont dans la joie, les campagnes nous apportent les fruits de leurs travaux; le chef de l'État, à force de désintéressement et de patriotisme, élève des monuments qui passeront à la postérité [1]. »

Garcia Moreno comptait sur Borrero comme sur un ami de vingt ans, dont il estimait les talents, la science et le caractère. En 1861, il le priait avec instance d'accepter un ministère : « Ne refusez point par humilité, disait-il; je connais les hommes, et je vous dis sans flatterie que vous êtes de ceux qu'on ne remplace pas. Si vous m'objectez votre manque d'expérience dans le maniement des affaires, je vous dirai que nous en sommes tous là, sans excepter nos devanciers. Du reste, un homme d'intelligence, de probité et de patriotisme

1. *Centinela*, 1862, journal de Borrero, cité par la *Civilizacion catolica*. N° 4.

comme vous, acquiert vite de l'expérience tandis que d'autres ne profitent que tard ou jamais [1].

Or, à l'époque où nous sommes arrivés, 4 janvier 1863, Garcia Moreno proposa Borrero comme candidat officiel à la vice-présidence de la République. Une circulaire adressée aux gouverneurs des provinces s'exprimait ainsi : « Convaincu de l'importance d'un bon choix pour la vice-présidence, le gouvernement croit de son devoir d'intervenir dans la prochaine élection, non d'une manière hypocrite et sournoise, mais avec la franchise qui convient aux gouvernements honnêtes. Sans prétendre en aucune manière imposer sa volonté ni amoindrir la liberté de l'élection, le gouvernement propose le Dr A. Borrero comme le citoyen le plus apte à remplir, dans l'intérêt de la patrie, ces délicates et difficiles fonctions. Désintéressement et patriotisme, instruction éminente, caractère honnête et ferme, morale rigide et pure, telles sont les qualités qui le recommandent aux électeurs. Libres, comme les simples particuliers, de voter à leur gré, le gouvernement ne demande aux employés que de ne pas combattre son candidat, ce qui constituerait une véritable trahison. Il espère qu'ils travailleront d'une manière active à cette élection, en n'employant toutefois que des moyens compatibles avec la liberté, la justice et l'honneur [2]. »

Au lieu de réclamer contre sa canditature, prônée par tous les journaux conservateurs, Borrero déclara dans sa *Centinela* que ce titre de candidat officiel lui imposait le devoir de rester neutre dans l'élection. Il était décidé à accepter la vice-présidence si la majorité prononçait en sa faveur; mais, dans l'intervalle la publication du concordat étant survenue, le catholique

1. *El senor D. A. Borrero*, par S. R. Arizaga, page 13.
2. *Ibid.*, page 15.

libéral ne put s'empêcher de jeter sa pierre à l'œuvre de Pie IX et de Garcia Moreno. Il demanda dans son journal, « si cette convention, nécessaire jusqu'à un certain point pour abroger des dispositions injustes de la loi du patronat, répondait complètement aux espérances des législateurs de la Colombie et de l'Équateur, et donnait pleine satisfaction aux exigences et nécessités de l'Église et de l'État [1] ». Une chose certaine, c'est que le concordat ne répondait nullement aux vues de Borrero, car il entreprit tout de suite la critique de ses différents articles. Justement étonné de voir un catholique, son intime ami, son candidat à la vice-présidence, attaquer en public une loi de l'État et de l'Église, Garcia Moreno le supplia, pour éviter le scandale, de lui soumettre ses observations, s'engageant à présenter lui-même un projet de réforme au Saint-Siège si, après mûr examen, des modifications lui paraissaient avantageuses. Mais le vent du libéralisme qui soufflait contre le président et menaçait même de l'emporter aux abîmes, avait tourné la tête et le cœur de Borrero. Il se sépara publiquement de son ancien ami pour ne point solidariser sa politique avec la sienne. Cela ne suffisait pas à sa grande âme : afin de donner à ce dissentiment tout l'éclat d'une rupture solennelle, il déclara renoncer à la vice-présidence, dont la majorité des électeurs venait de l'honorer, sous le prétexte que « la recommandation dont il avait été l'objet de la part du gouvernement pouvait être considérée comme un moyen de coaction, ce qui répugnait à ses principes sur la liberté électorale. » On trouva que ce Caton libéral avait des répugnances un peu tardives sur le chapitre de la candidature officielle, mais on s'attendit à des luttes violentes : cette volte-face d'un ami dévoué montra

1. *Centinela*, n° 17.

quelle était l'animosité des membres du congrès con
le président et leur volonté bien arrêtée d'imposer
vive force l'annulation ou tout au moins la réforme
concordat.

De son côté, Garcia Moreno, décidé à lutter con
les prétentions du congrès, résolut de donner sa dém
sion plutôt que de laisser entamer un traité qu'il reg
dait à bon droit comme le salut du pays. Son mess
aux deux chambres, très net et très ferme, avait le
ractère d'un véritable ultimatum. Rendant compte
sa gestion avec une franchise qu'on ne rencontre
toujours dans ces sortes d'exposés, il avouait que
démêlés avec le Pérou, en l'obligeant à de grands ar
ments, avaient singulièrement obéré le trésor. D
l'affaire de Tulcan, « attaqué sans déclaration de guer
il s'était trouvé dans l'alternative ou de mettre bas
armes, ou de succomber, comme il l'avait fait,
affrontant seul les bataillons ennemis. En ce mom
il entretenait des relations amicales avec toutes
puissances, même avec les États de Colombie. In
dernièrement par le président Mosquera à une entre
sur les bords du Carchi, il avait accepté l'invitati
mais en déclarant absolument impossible toute fus
de l'Équateur avec la Colombie. Les réformes religi
ses et politiques introduites en ce pays n'étaient pas
nature à *combler le Carchi mais plutôt à l'élargir,* qu
bien même la constitution et l'opinion n'opposerai
point à cette union des barrières insurmontables. A l
térieur, « malgré les efforts désespérés d'une fact
turbulente et immorale pour troubler l'ordre établi
avait pu réaliser des progrès considérables, exécu
près de cinquante kilomètres de la grande voie car
sable, construire des collèges et des écoles, introdu
des ordres religieux enseignants, et surtout concl
un concordat destiné à produire dans le pays une v

table restauration morale, qui serait elle-même la source de tous les progrès. »

Le grand mot lâché, sénateurs et députés se demandaient si le président aurait l'audace d'engager la lutte : ils surent bientôt à quel homme ils avaient affaire. « A quoi serviraient les progrès matériels ou scientifiques, continuait le message, si la moralité publique, âme et vie de la société, tombe dans une décadence irrémédiable? L'absence de moralité, c'est partout la ruine, mais spécialement dans un État républicain, où la fragilité des institutions, l'instabilité du gouvernement et la fréquence des révolutions mettent à chaque instant la société sans défense à la merci de passions sans frein. Or, comment réformer la moralité d'un peuple si le clergé, du moins une notable partie de ses membres, oublie sa mission évangélique? Et comment réformer le clergé, si l'on ne restitue à l'Église sa liberté d'action et l'indépendance dont l'a dotée son divin fondateur? Le gouvernement catholique d'un peuple catholique a donc rempli son devoir en s'adressant au Saint-Siège pour lui exposer la situation lamentable dans laquelle se trouve l'Équateur par suite de la servitude de l'Église, et le conjurer en même temps d'appliquer à de si grands maux le remède convenable. Le remède, c'est le concordat stipulant la liberté de l'Église et la Légation apostolique chargée d'exécuter la réforme. En vertu de l'autorisation que m'a donnée la convention de 1861, j'ai promulgué solennellement, après échange de ratification, le traité conclu avec le Saint-Siège.

« Il n'est pas étonnant qu'un acte aussi transcendant ait rencontré des contradicteurs acharnés. L'esprit de parti, les tendances irréligieuses et démagogiques, la longue persistance des abus et de la routine, les habitudes d'une vie scandaleuse, expliquent cette horreur

d'une Église libre et pure. Afin de colorer cette opposition inavouable, on a mis en avant des difficultés inhérentes à toute réforme, et surtout la nécessité d'une approbation législative pour donner force de loi au concordat. »

Le terrain devenait brûlant, car ceux qui déclaraient le concordat impossible et inconstitutionnel se trouvaient devant lui, pleins de discours élaborés depuis trois mois. En quelques mots, il pulvérisa l'objection qu'il venait de soulever.

« Si l'exécution des lois concordataires offre des difficultés non prévues, nul doute que l'Église et le gouvernement ne les résolvent d'un commun accord; mais, en aucun cas, vous ne pouvez invalider le concordat : libre à vous de désapprouver le gouvernement qui l'a conclu, mais non d'infirmer un traité ratifié et promulgué par lui en vertu d'une autorisation expresse du pouvoir constituant. Si l'on m'objecte que la constitution elle-même interdit la délégation du pouvoir législatif, je réponds en distinguant l'autorisation de la délégation, comme on l'a toujours fait dans nos républiques. En 1858, le congrès de la Nouvelle-Grenade autorisa le président à conclure et à ratifier un traité avec les États-Unis; Rocafuerte édicta le règlement actuel de l'instruction publique, en vertu d'une autorisation que lui donna le congrès de 1837. Les diverses autorisations données par le congrès de 1861 sont du même genre.

« Enfin, supposé même que l'autorisation soit nulle et de nul effet, le concordat reste debout comme tout contrat public émanant d'un gouvernement légitime. Évidemment en ce cas, ma responsabilité grandirait, mais la force obligatoire du traité ratifié n'en serait pas amoindrie ; car, d'après les principes de la jurisprudence internationale, le gouvernement seul représente la na-

tion dans ses relations avec les puissances étrangères. C'est en vertu de ce principe que notre traité de 1840 avec la mère-patrie nous lie et nous liera toujours, bien que la législature de 1841, dissoute prématurément, n'ait pu ni l'examiner, ni l'approuver.

« Je conclus que toute attaque contre le concordat entraînerait le déshonneur du pays. D'ailleurs, ni vous ni moi ne permettrions que l'Église retombe dans les fers, c'est-à-dire que, la religion et la morale ruinées, le clergé perdu à jamais, la république s'effondre dans un épouvantable désastre.

« Si donc la conduite du gouvernement mérite votre approbation; si vous l'aidez à sortir de la crise financière aussi bien qu'à réformer nos lois anarchiques en matière d'élection, d'instruction publique, d'organisation municipale et judiciaire; si vous donnez au pouvoir les forces nécessaires pour avancer dans la voie du progrès et réprimer les fauteurs de désordre, je réponds qu'avant peu, grâce à la protection divine, aux loyales sympathies du peuple et de l'armée, le gouvernement tirera l'Équateur de l'état de prostration dans lequel il l'a trouvé. Dans ce cas, mon mandat terminé, je descendrai du fauteuil avec la conscience d'avoir travaillé sans relâche au bien de ma patrie; si, au contraire, la majorité du congrès, me retirant son appui, censure les actes de mon administration, je quitterai immédiatement le pouvoir, en priant la divine Providence de susciter un magistrat assez heureux pour assurer le repos et l'avenir de la république. »

Ce message fut accueilli plus que froidement par les deux chambres. La démission, qui paraissait la finale obligée de ce conflit, n'aurait pas trop déplu à la majorité sans les sourds grondements qui annonçaient un orage du côté de la Nouvelle-Grenade. Dans ces conjonctures, se débarrasser de Garcia Moreno, c'était livrer

le pays à Mosquera qui arrivait, comme Mahomet, Coran d'une main et le cimeterre de l'autre. Au de coups de massue, on se borna donc à des piq d'épingle. Dans une adresse tant soit peu sournoise sénat se montra très affecté d'apprendre « que les paratifs de guerre contre le Pérou avaient rompu quilibre entre les recettes et les dépenses, surtout d'autres démêlés internationaux avaient amené de nestes résultats. » Après une allusion assez piquan l'échauffourée de Tulcan, le sénat déplorait amèren le mauvais état des finances : « Les revenus de l' disait-il, constituent l'élément principal de richess de prospérité auquel tous les peuples aspirent ; si quateur manque de fonds nécessaires, non seulen pour réaliser un progrès quelconque, mais pour su aux besoins de chaque jour, la vie publique se tr évidemment, sous ce rapport, dans un état pitoyabl Rien de plus évident, en effet, et Joseph Prudhon n'eût pas mieux dit ; mais à qui la faute? Ces lég teurs, qui jamais n'ont eu de finances, n'insinuerai ils pas que leur indigence date de Garcia Moreno? N moins le sénat rendait hommage « aux améliorat introduites dans l'état matériel et moral du pays, g au zèle, à l'activité, non moins qu'à la louable abn tion du président ; il espérait le voir appuyer de autorité les dispositions législatives destinées à proc le vrai bien de la nation [1]. »

Plus agressifs que leurs collègues du sénat, les dé tés tinrent à faire acte d'impolitesse. En parlant message présidentiel, l'adresse s'exprimait en ces mes, consacrés par l'usage : « Vous avez daigné transmettre ; » le sévère Borrero fit remarquer q chef d'État a le *devoir* strict de rendre ses compt

1. Séance du 14 août 1863.

que, par conséquent, la formule « vous avez daigné transmettre » devait faire place à celle-ci : « vous avez transmis. » La chambre s'empressa de voter cet amendement qui sauva les grands principes de 1789, car donner au pouvoir une marque de respect, n'est-ce pas lui reconnaître une certaine supériorité, et alors que devient le peuple souverain?

Borrero sauva la patrie une seconde fois. Le message avait dit en parlant du Mexique : « La guerre paraît terminée; il reste à faire des vœux pour que cette région de l'Amérique, opulente et privilégiée entre toutes, se constitue librement, en évitant les excès d'une démagogie rapace, immorale et turbulente. » Borrero devina sous ces expressions un désir non équivoque de voir les Français s'implanter au Mexique, désir anti-républicain au premier chef. Aussi proposa-t-il d'ajouter à l'adresse ce paragraphe à sensation : « La chambre des députés déplore la douloureuse extrémité à laquelle se trouve réduite la république mexicaine, et fait les vœux les plus ardents pour que, à l'heure où se dissipera le nuage qui obscurcit son avenir, elle se relève, libre, indépendante et prospère, de l'ignominieuse servitude dont n'a pu la préserver l'héroïsme de ses enfants. » Ainsi cet habile homme se rendait populaire aux dépens de l'autorité : Garcia Moreno blâme les horribles excès de Juarez; Borrero, soulignant ce blâme, en fait un crime contre l'indépendance américaine.

A ces escarmouches d'avant-garde succéda enfin la grande bataille du concordat. Le gouvernement proposa au congrès de mettre cette question à son ordre du jour avant toute autre délibération; de son côté, la chambre des députés, sur une pétition du conseil municipal de Guayaquil accusant le chef de l'État d'avoir violé la loi constitutionnelle en promulguant le concordat, renvoya l'affaire à la commission des illégalités. La dis-

cussion s'engagea sur ce principe qu'un traité public ne peut avoir force de loi avant la ratification du congrès, d'où l'on concluait que le concordat était nul et non avenu. Tout en traitant cette question préjudicielle, on ne se faisait pas faute de mettre sur le tapis les articles plus ou moins épineux, afin d'irriter les esprits. Outre les raisons alléguées dans le message, les amis du président affirmaient qu'un concordat n'est pas un traité synallagmatique proprement dit. Les concessions faites par le pape au président sont des privilèges gracieux, tandis que celles accordées par le président au pape sont purement et simplement la restitution de droits naturels ou canoniques usurpés par les rois, ou concédés bénévolement par le Saint-Siège à titre de privilèges. Ni les uns ni les autres ne peuvent former la matière d'un traité proprement dit. En tout cas, qu'il y ait traité synallagmatique ou non, le président, en lui donnant force de loi, n'avait fait qu'exécuter les ordres de la convention de 1861 : pouvait-on déclarer inconstitutionnel le décret d'une convention souveraine, investie du droit de faire une constitution?

Sur ce thème ingrat, les deux partis exécutèrent des variations plus ou moins ennuyeuses avec une subtilité digne des théologiens de Byzance. Craignant les résolutions extrêmes du président, la majorité n'osait tirer la conclusion de ses prémisses et jeter par terre le concordat, mais, dans l'espoir de le réformer à sa guise, elle exigeait impérieusement la discussion des articles. On pataugeait ainsi sur place, quand tout à coup Mosquera profitant du conflit, poussa plus loin ses odieuses provocations et rendit la guerre inévitable. Qu'avait-il à craindre de ces législateurs qui, selon la remarque de Borrero lui-même [1], « avaient passé la moitié de leurs

1. *Centinela*, 21 novembre.

sessions à discuter les questions ecclésiastiques, tandis que le Grand Turc frappait à leurs portes? »

Entre Mosquera et le congrès, Garcia Moreno se trouvait dans un embarras extrême. Il ne pouvait démissionner sans trahison en face d'un envahisseur, ni combattre l'envahisseur sans sacrifier le concordat aux exigences du congrès. Pour en finir avec les débats insensés et tourner contre Mosquera toutes les forces vives de la nation, il réunit les chefs de l'opposition, leur exposa ses anxiétés, et finit par leur dire qu'il considérait toujours le concordat comme un traité inviolable, mais qu'il ne pouvait empêcher le congrès d'en lacérer les articles, puisque telle était son opiniâtre volonté. « Présentez-moi donc, leur dit-il, votre loi de réforme. » Il n'ajouta point que, selon ses droits constitutionnels, il se réservait d'apposer son veto à l'exécution de leur loi, s'ils osaient attenter aux droits de l'Église.

Dans cette révision du concordat, les députés supprimèrent d'un trait de plume les immunités du clergé, rétablirent les appels comme d'abus devant les tribunaux civils, et allaient même se jeter sur les biens ecclésiastiques, lorsque, pour éviter un plus grand mal, on pria l'archevêque d'en céder volontairement une partie. L'archevêque ayant répondu qu'il ne se croyait pas le droit de disposer des biens de l'Église sans l'intervention du souverain pontife, le congrès fit passer au président sa prétendue loi de réforme pour qu'il la sanctionnât et l'intimât au Saint-Siège.

Garcia Moreno garda la pièce, et le congrès s'occupa des prétentions de Mosquera. Plus tard, alors que le congrès clôturait ses sessions, le président annonça que, selon son droit, il refusait l'*Exequatur* à la loi de réforme, comme absolument contraire aux lois imprescriptibles de l'Église. Six mois après, dans une

réunion extraordinaire du congrès, les passions étant calmées, il justifia sa conduite : « Vous m'avez, dit-il, intimé l'ordre de m'adresser immédiatement au Saint-Siège pour introduire dans le concordat les modifications que vous avez jugées nécessaires. Il m'a été impossible d'exécuter vos volontés, parce que me présenter au pape avec des réformes imposées et le rétablissement scandaleux des appels comme d'abus, c'eût été entreprendre une négociation impossible. S'il sagissait d'un contrat avec le plus insignifiant des gouvernements, vous ne permettriez pas que l'Équateur se déshonorât en violant à son égard des stipulations acceptées, bien moins encore en lui imposant des obligations qui, par la nature même du contrat, ne peuvent résulter que d'un engagement libre et réciproque. Et nous manquerions de parole, au grand détriment de l'honneur national, envers la première autorité de ce monde! Peuple catholique, nous oublierions les liens sacrés qui nous unissent au centre de l'unité religieuse, jusqu'à refuser au saint-père le respect et la considération qu'on accorde au chef de la plus infime des républiques! Si nous cherchons de bonne foi des modifications au concordat, conclu, ratifié et promulgué en vertu de l'autorisation législative de 1861, n'intimons pas nos prétendues réformes, ne laissons pas subsister ces recours odieux aux tribunaux civils. Imposer ces réformes, ce serait faire passer le souverain pontife sous les fourches caudines et préparer le schisme. Au lieu de nous jeter dans ces extrémités terribles, vous et moi, et tout le peuple, nous conserverons intacte la foi de nos pères, même au péril de notre vie. »

Délibérant à froid, les représentants jugèrent leur loi de tout point inexécutable. Ils abrogèrent les dispositions malencontreuses qu'ils avaient édictées, entre autres le recours aux tribunaux civils, et prièrent le

président de s'entendre avec le Saint-Siège, ce qu'il accepta sans difficulté. Ainsi fut sauvé le concordat, ainsi l'invincible énergie d'un vrai chef d'État triompha des passions de la multitude. Garcia Moreno ne consentit jamais à jouer le rôle d'une machine à signer ou d'un roi soliveau. Chef du peuple, il prétendait non lui obéir mais le diriger; non se jeter avec lui dans toutes les fondrières, mais lui montrer la route et au besoin le forcer de la suivre. La Révolution se met à la remorque du peuple et le pousse à l'abîme : la contre-révolution marche devant le peuple, à la lumière de l'Église, pour l'éclairer et le sauver.

CHAPITRE XIV

L'EXCOMMUNIÉ MOSQUERA

(*1863*)

Nous avons laissé Mosquera sur les bords du Car
épiant le moment favorable pour envahir l'Équat
de concert avec son digne ami Urbina. Le proje
confédération n'était qu'un leurre, et la conférence
piège grossier. Garcia Moreno l'ayant déjoué, Mosq
jeta le masque; le 15 août, au plus fort des luttes
cordataires, il lança aux habitants de Cauca cette fu
nante apostrophe :

« Marchons ensemble à la frontière pour y impla
la liberté. Nous échangerons une cordiale poignée
mains avec nos frères, les Colombiens de l'Équateur
ce moment, ils ont besoin, je ne dis pas de nos ar
mais de nos bons offices, pour substituer le prin
républicain à l'oppression théocratique, sous laqu
gémit la noble terre d'Atahualpa qui, la premi
en 1809, salua l'aurore de la liberté. La vaillante g
colombienne, victorieuse en mille combats, form
votre escorte. Illustres défenseurs du droit, apôtres
doctrines radicales, les républiques de race latine co
tent sur vous pour défendre l'indépendance américa
La Colombie formera bientôt une vaste confédéra
de vingt-quatre millions d'hommes. »

La Révolution, c'est-à-dire l'État sans Dieu, incarnée dans Mosquera, venait détruire l'union de l'Église et de l'État, personnifiée dans Garcia Moreno. « Les Colombiens de l'Équateur » avaient à choisir entre « l'oppression théocratique » du concordat et l'oppression satanique du franc-maçon qui, depuis deux ans, exilait les évêques, emprisonnait les prêtres réfractaires à ses lois schismatiques, chassait les religieux et les religieuses, spoliait les couvents et les temples, et renouvelait, pour tout dire en un mot, les horreurs de 1793. Le misérable qui leur tendait la main par-dessus le Carchi, c'était le Néron sans cœur et sans entrailles qui venait de bannir de son diocèse son propre parent, le vénérable Mgr Herran[1], archevêque de Bogota; c'était l'odieux vieillard de soixante-dix ans, dont Pie IX disait en pleurant : « Mosquera marche à grands pas vers l'enfer ouvert pour le recevoir, » et qu'il finit par excommunier dans une encyclique célèbre, où il rappelle les hauts faits de ce missionnaire de la liberté :

« Nous gémissons avec vous, s'écrie le saint pontife en s'adressant aux évêques de la Nouvelle-Grenade, à la pensée des criminelles horreurs qui désolent votre pays, des sacrilèges multipliés commis par votre gou-

1. Mosquera avait donné sa fille au général Herran, frère de l'archevêque. Le propre frère de ce tyran, Mgr Manuel José Mosquera avait précédé Mgr Herran sur le siège de Bogota. Ce prélat, de grande intelligence et de grande vertu, ne pouvait manquer de s'attirer la haine des ennemis de l'Église. Exilé par le président Lopez en 1852, il se rendit, malade déjà, aux États-Unis où les catholiques l'accueillirent avec enthousiame, et de là en France. Le cardinal Wiseman, de passage en ce pays, et divers membres de l'épiscopat français se plurent à l'honorer comme un confesseur de la foi. Mandé à Rome par Pie IX, Mgr Mosquera se mit en route pour l'Italie, mais il ne put arriver au terme du voyage. Il rendit sa belle âme à Dieu dans la ville de Marseille, le 10 décembre 1853. Son corps est inhumé à Notre-Dame de Paris. Dieu le prit à temps pour ne pas le rendre témoin des crimes de son indigne frère.

vernement, des outrages sans nom qu'il ose adres
nous, à ce Saint-Siège, à l'auguste religion dont il
aux pieds les droits, la doctrine, le culte, les n
tres. En même temps qu'il interdit le saint minis
confisque les biens des églises, bannit les ordres
gieux, il ne craint pas d'ouvrir la porte à tous les
cultes. Toute communication avec nous est p
bée, et toute infraction aux lois schismatiques p
de l'amende, de l'exil ou de la prison. Partout
évêques exilés, des prêtres et des fidèles incarc
des temples et des couvents transformés en case
les vierges du Seigneur chassées de leurs pieux a
errant sur les montagnes, ou mourant de faim et d
sère : tel est le désolant spectacle qui se présente
regards !

« Nous élevons donc la voix pour vous intimer l'
de refuser le serment qu'on vous demande. De
autorité apostolique, nous condamnons, réprouvo
déclarons nulles et de nul effet toutes les lois att
toires aux droits de l'Église de Dieu, rappelant à
auteurs qu'ils ont encouru les peines et les cen
édictées par les conciles contre les usurpateurs d
mêmes droits. Qu'ils tremblent en se rappelant
parole du Seigneur : « Terrible sera le jugemen
ceux qui abusent de leur puissance ! »

Entre la liberté prêchée par cet excommunié
liberté des enfants de Dieu telle que l'entendait G
Moreno, le peuple catholique de l'Équateur ne po
hésiter. Aussitôt que parut la proclamation de Mosq
avant toute manifestation du gouvernement, de t
les provinces et de tous les cantons arrivèrent des
testations au congrès et contre l'union à la Colomb
contre les injures inqualifiables de Mosquera. Le
gnataires exprimaient en termes énergiques l'att
ment du peuple à l'Église catholique et son

reur pour les impiétés du gouvernement colombien.

« Nous sommes et nous voulons rester Équatoriens, disait-on de toutes parts avec le conseil municipal de Latacunga. Nous croyons que Bolivar a pu créer la Colombie pour fonder notre indépendance, mais que son triste plagiaire sera frappé de la foudre pour avoir porté ses mains impures sur l'arche d'alliance. Nous repoussons le gouvernement colombien de tout l'amour que nous avons pour notre sainte religion; nous ne voulons pas de son code basé sur la destruction des tables du Sinaï; nous sommes chrétiens avant d'être républicains, et nous avons la conviction que l'arbre de la liberté ne peut naître et grandir qu'au pied de la croix. Représentants de l'Équateur, si, dans ses transports frénétiques, la Colombie veut la guerre, disposez de nos biens et du sang de nos enfants. »

Ces protestations, couvertes de milliers de signatures, traçaient aux chambres leur devoir. « Menacés d'une guerre dont le but est d'anéantir notre souveraineté, disait le conseil cantonal de Quito, nous devons nous défendre au prix de n'importe quels sacrifices. Il n'appartient à personne de changer par la force notre système politique; d'ailleurs, la confédération colombienne ne nous convient pas, à nous qui voulons conserver notre religion et nos institutions. Nous protestons avec tous nos compatriotes contre l'invasion qui se prépare, et offrons au gouvernement la coopération la plus décidée dans la lutte qu'il devra soutenir pour l'indépendance de la patrie. » Uni à ce peuple qui demandait à combattre *pro aris et focis*, Garcia Moreno exposa aux chambres « la situation faite à l'Équateur, par la proclamation du 15 août, avec le ferme espoir, ajouta-t-il, que le patriotisme des représentants lui viendrait en aide. Il n'avait pas attendu ce moment pour prendre, dans le cercle de ses attributions, les mesures que

réclamait la défense du pays, mais il croyait de devoir d'associer l'assemblée nationale au salut de patrie. »

Les deux chambres se réunirent en congrès, et, ap une discussion qui dura deux jours, envoyèrent sé rément leur message au président. Députés et sénate condamnaient la proclamation de Mosquera, dans quelle ils voyaient à bon droit « une insulte à la nat et l'équivalent d'une déclaration de guerre. » Ils s' cordaient avec Garcia Moreno « pour repousser to idée d'union à la Colombie, union contraire à la volo du peuple comme aux institutions religieuses de quateur ». Ils espéraient néanmoins que le présid Mosquera, « respectant le suffrage du peuple, les tra existants, la parole donnée et consignée dans les do ments authentiques, abondonnerait toute idée d'int vention ou de conquête; mais si, par un mouvem d'orgueil que réprouverait le monde civilisé, Mosqu prétendait s'ingérer dans les affaires domestiques de voisins, le congrès avait confiance dans l'énergie l'ardent patriotisme du chef de l'État pour défen l'autonomie de la République, son honneur et ses dr également menacés ».

On trouve dans cette pièce les idées essentiel mais on sent que le cœur du peuple ne bat point d la poitrine de ses représentants. Le peuple catholi se révolte à la pensée d'être gouverné par un persé teur de l'Église : les députés parlent à peine des pr cipes religieux; le sénat n'y fait pas même allusi bien qu'un de ses membres eût fait observer avec rai que, si l'on voulait exalter le patriotisme du peupl fallait insister sur le péril que courait la religion l'État. Du reste, comment ces législateurs auraient pu mettre en avant la grande cause de la religion et l'Église, eux qui à ce moment-là même scandalisai

le peuple par leurs diatribes contre le concordat, et dont le président, Gomez de la Torre, reprochait à Mosquera d'avoir appliqué au gouvernement l'épithète de théocratique, alors que le congrès s'acharnait à réformer le concordat, à détruire les immunités du clergé et à séculariser ses biens? D'accord avec Mosquera pour délivrer leur pays de « l'oppression théocratique » c'est-à-dire du gouvernement de Dieu, pouvaient-ils sans dérision toucher la corde religieuse?

Garcia Moreno n'avait pas les mêmes raisons pour garder cette timide réserve. « L'appui décidé, enthousiaste même, du peuple et de ses représentants, dit-il au congrès, voilà la meilleure réponse que nous puissions opposer à l'inqualifiable provocation du 15 août. A ceux qui veulent anéantir son indépendance, souiller son honneur et détruire sa religion, l'Équateur répond en se levant comme un seul homme, non pour attaquer, mais pour se défendre. L'union ou pour mieux dire l'absorption de l'Équateur par les États-Unis de Colombie, antipathique à notre caractère, préjudiciable à nos intérêts, devient radicalement impossible, du moment qu'on emploie les menaces et les injures pour la réaliser. L'Équateur veut rester libre et indépendant; plutôt que de subir le déshonneur, il préférerait disparaître sous les flots ou sous les laves enflammées de ses volcans[1]. »

La guerre ainsi moralement déclarée et acceptée, Garcia Moreno voulut cependant avant d'en venir aux mains, épuiser tous les moyens de conciliation. Il envoya donc à Pasto, quartier général de Mosquera, le docteur Antonio Florès [2] avec pleins pouvoirs pour conclure le traité d'alliance sollicité par le chef de la

1. Voir la discussion du congrès, les deux messages, la réponse du président, aux nos 2 et 3 d'*El Correo del Ecuador*.

2. Fils de l'illustre général en chef de l'armée, nommé au commencement de 1888 président de la République.

Nouvelle-Grenade. Le rusé Mosquera avait compté
la coopération active d'Urbina dans les départem
de Cuenca et de Guayaquil, comme aussi sur la l
en masse du grand parti libéral, si vanté par son c
plice ; en voyant le peuple courir aux armes, il ne
pas fâché de gagner du temps afin de lever de nouv
troupes et de compléter ses armements. Il écrivit d
au plénipotentiaire qu'il « recevrait avec bonheur l
de l'illustre Florès, du vieux guerrier de l'indépenda
à qui l'unissaient des relations de cordiale amitié.
attendant la visite promise par Garcia Moreno, il s
frait à négocier les bases d'un traité d'union, qu
compromettrait en rien la souveraineté ou l'autono
des peuples unifiés ».

La séance de réception de l'ambassadeur fut
vraie scène de comédie. Florès déclara sans sourc
que, « malgré les sinistres rumeurs répandues dan
public depuis la proposition d'une conférence, son g
vernement connaissait trop bien les antécédents
l'esprit républicain de Mosquera pour voir en lu
autre Mahomet prêchant l'union, le glaive à la m
Deux fractions limitrophes de l'antique Colombie
pouvaient s'entre-déchirer sous prétexte de s'unir.
paroles mal comprises, des faits mal interprétés,
ému les populations, paralysé le travail, et amené
agitation plus nuisible que la guerre. Il importe d
de rétablir la paix par un traité de véritable allia
et non par une résurrection violente, artificielle, sté
d'une union éphémère dont l'effet serait tout au
de galvaniser un cadavre. »

Le vieux Mosquera qui, en fait de jactance et d
phase, aurait rendu des points à un rhétoricien de
lège, répondit que « tout sentiment de défiance di
raîtrait du cœur des Équatoriens, en apprenant qu
premier magistrat de la Colombie arrivait à la front

des deux républiques pour défendre au nom de la loi et de la volonté nationale, le drapeau de l'indépendance et de la liberté, ce drapeau que l'union des peuples a porté triomphalement de l'Orénoque au Macara, et que l'union des peuples saura venger au besoin. L'époque des Romains est passée; les Colombiens ne veulent ni conquêtes, ni annexions, ni fusions violentes, mais un pacte nouveau destiné à ressusciter l'antique Colombie, sans aucun détriment pour les différentes nationalités. Comme soldat, le président de la Colombie assure au fils de Florès que le compagnon de son illustre père ne tirera l'épée sur la terre d'Atahualpa que pour défendre avec lui la liberté de la patrie commune. »

Sous les phrases sonores des deux orateurs, on aperçoit facilement que, si l'un repousse absolument le projet d'union, l'autre n'embrouille les idées que pour le maintenir. Les explications échangées ensuite entre Florès et Quijano, plénipotentiaire de Mosquera, sur les sujets de division survenus entre les deux gouvernements, manquèrent également de sincérité. Quijano prétendit que la proclamation du 15 août ne constituait ni une menace ni une injure. « L'Équateur, avait dit Mosquera, réclame non une intervention armée, mais nos bons offices, pour substituer le principe républicain à l'oppression théocratique. » Il s'agissait effectivement de prévenir un conflit inévitable entre le pouvoir exécutif et le congrès, au sujet de la réforme du concordat, et, de fait, le gouvernement de l'Équateur n'a rendu inutiles « les bons offices » de Mosquera qu'en pliant devant les exigences du congrès. Au fond, cette explication devait suffire aux mutilateurs du concordat, surtout à ce Borrero qui demandait « si cet informe traité était mort ou vivant; et s'il ne convenait pas d'entonner un *requiem* pour son éternel repos [1]. » Florès se déclara

1. *La Centinela*, 21 novembre 1863.

satisfait de cette ingénieuse justification et pro
non moins péremptoirement, que la phrase de Ga
Moreno sur les principes colombiens, « moins propr
combler le Carchi qu'à l'élargir » n'avait rien d'offen
pour Mosquera : le président de la Colombie n'ava
pas affirmé que le concordat élevait une barrière
surmontable entre les deux nations? Garcia Mo
avait donc simplement constaté, en style figuré, un
établi par Mosquera lui-même.

Après ces explications « franches et cordiales »
en vint au traité d'alliance. Au projet de Florès,
jano opposa un contre-projet de future union et
confédération entre les deux États, que le représen
de l'Équateur, à la première inspection, déclara in
missible, attendu que l'article premier, « spécifiant
nion des deux peuples et le rétablissement de l'anti
Colombie sous le système fédéral, était absolum
contraire aux manifestations du pays et aux décis
des deux chambres ». Florès envoya cette réponse
29 septembre, avec prière de modifier le projet dans
sens acceptable pour l'Équateur. Quelle ne fut pa
surprise lorsque, après quinze jours d'absolu siler
il reçut de Quijano ce grossier ultimatum : « La
férence n'a d'autre objet que d'étouffer, au moyen d
pacte solennel, les clameurs patriotiques de tout le
tinent américain contre les tendances théocratique
antirépublicaines fomentées et protégées par l'Eur
Le gouvernement colombien ne peut, sans manque
l'honneur, attendre plus longtemps le président de
quateur. Mosquera n'était venu à la frontière que p
travailler à la renaissance de la glorieuse nationa
colombienne, seul moyen de sauver l'autonomie
républiques méridionales en les unissant contre l'an
tion de l'étranger et la trahison des renégats de l'in
rieur : son gouvernement avait donc résolu de suspen

toute relation avec l'Équateur si dans les vingt-quatre heures le projet de confédération n'était pas signé. »

Armé de pied en cap, le renard redevenait sanglier : la confédération ou la mort, et cela dans les vingt-quatre heures! Florès répondit à l'insolent Quijano « que, le traité fût-il acceptable, du moment qu'on lui imposait ce délai de vingt-quatre heures, il ne le signerait pas. L'Équateur ne passait pas sous les fourches caudines, et son ministre dédaignait un ultimatum aussi contraire aux usages diplomatiques et aux traités existants qu'offensant pour l'honneur national. » Piqué au vif, et parfaitement conscient de ses injustices, Mosquera sentit le besoin de justifier aux yeux des peuples la brusque rupture des négociations. Dans un manifeste à la Colombie, véritable diatribe ou plutôt ramassis de toutes les injures qui traînaient dans les journaux rouges contre Garcia Moreno, il l'accusa cyniquement de s'opposer à la régénération de l'Amérique latine, d'avoir voulu soumettre son pays au protectorat de la France, puis de l'avoir converti en fief de Rome par un concordat désastreux pour l'Équateur et la Colombie entière, enfin d'avoir rétabli l'ordre des Jésuites, véritable batterie révolutionnaire dressée contre tous les gouvernements sous le couvert de la nonciature romaine. Ce vil persécuteur des chrétiens, lui dont les innocentes victimes gémissaient par milliers dans les prisons ou l'exil, osait reprocher à Garcia Moreno le châtiment et le bannissement de quelques conspirateurs incorrigibles! Après ces invectives et d'autres non moins grossières, il annonçait, en guise de conclusion, la convocation d'un congrès et une levée de trente mille hommes pour défendre l'honneur national.

Dès ce moment, Mosquera se conduisit comme un furieux. Sans déclaration de guerre, il afficha la rupture à Pasto, prohiba tout commerce avec l'Équateur,

et se permit d'écrire au général Florès, alors à Tu
pour organiser l'armée « qu'il le vaincrait sur le ch
de bataille, et que désormais il cessait avec lui
correspondance ». Néanmoins, autorisé par le gou
nement, Florès lui fit expédier une dernière fois
un aide de camp des propositions d'arrangement,
Mosquera jeta la lettre avec colère, déclarant qu'
traiterait plus avec les agents de l'Équateur. Il ac
l'aide de camp, Colombien de naissance, de trahi
pays, menaça de le faire fusiller, et finalement le j
la porte comme un manant, en vomissant un tor
d'injures contre Garcia Moreno. N'espérant plus rie
cet énergumène, Florès passa le Carchi, le 22 nov
bre, avec six mille hommes [1].

Nous avons rendu compte de cette négociation,
de montrer par la suite des faits la longue patienc
Garcia Moreno, les provocations dix fois répétée
Mosquera, et l'impossibilité de supporter plus longte
ses insultes, sans abdiquer tout sentiment d'honn
Comme le disait plus tard Garcia Moreno, l'Équa
« ne déclara pas la guerre, mais l'accepta forcém
car l'ennemi ne lui laissait pas le choix entre la pa
la guerre, mais simplement l'alternative d'ouvrir le
ou d'attendre qu'il commençât. « Malgré tout, bien
le président crût préférable de prendre l'initiative a
que l'ennemi eût accumulé ses forces, il laissa au
néral en chef [2] la faculté d'avancer ou de tempor
selon qu'il le trouverait avantageux pour le triom
de ses armes. En passant la frontière, Florès put éc
à Mosquera sans blesser la vérité : « Nous avons fran
le Carchi, non pour vous faire la guerre, mais pour v
forcer à nous laisser la paix. »

1. Pour les documents cités dans ce chapitre, voir *El Naci*
24 novembre 1863, article : *Documentos*.
2. Message de 1864.

Du reste, Florès n'entra en campagne qu'à son corps défendant, car il envisageait parfaitement les dangers de sa position. Sur les six mille hommes amenés de Tulcan, il ne lui en restait que cinq mille, tant les troupes, surtout celles du littoral, avaient souffert des fatigues du chemin et du changement de climat. Il avait dû laisser à Guayaquil ses bataillons les mieux exercés, pour faire face aux anarchistes qui, sous la conduite d'Urbina et avec la connivence du Pérou, organisaient une invasion dans le port de Payta. La moitié de ses soldats voyaient le feu pour la première fois, et savaient à peine manier un fusil. Aussi se décida-t-il à fatiguer l'ennemi par des combats partiels, voulant s'assurer une position avantageuse avant de livrer une bataille en règle.

Le dimanche, 22 novembre, après avoir lancé un manifeste aux habitants de Tuquerrès et de Pasto, Florès pénétra dans le cœur du pays, favorisé par les habitants dont un certain nombre s'incorporèrent à son armée. Ayant vainement tenté de l'arrêter, Mosquera s'établit le 4 décembre à Cumbal, pendant que les divisions équatoriennes, à un mille de distance, campaient dans les environs de Cuaspud. En même temps, six cents hommes, au commandement du colonel Erazo, s'emparaient de Pasto après un combat terrible contre la garnison.

Coupé de ses communications avec le chef-lieu de la province, Mosquera comprit que sa position devenait difficile, et que, pour vaincre, il lui fallait user de ruse. Le 5 au soir, Florès apprit par ses espions les dispositions que prenait Mosquera pour lui livrer bataille le lendemain. Il passa la nuit à organiser ses troupes et à combiner ses mouvements, lorsque le matin, en prenant ses positions, il reconnut que son adversaire, ayant subitement changé de front, se dirigeait de Cumbal vers

le Carchi, comme s'il voulait faire diversion et se jeter dans l'Équateur. Ses espions, vendus à l'ennemi, l'avaient trompé. Obligé d'improviser subitement un nouveau plan de bataille, il lança le gros de son armée sur l'arrière-garde de l'ennemi, pendant que plusieurs bataillons, gagnant les hauteurs de Cuaspud, menaçaient son centre. Une fois qu'il le vit engagé sur ce terrain semé d'obstacles qui paralysaient l'élan des cavaliers, Mosquera commanda aux siens de faire front à l'ennemi, de se déployer en tirailleurs et d'enlever aux Équatoriens la menaçante position de Cuaspud. Mais ce fut en vain : ceux-ci repoussèrent ses guérillas avec une telle impétuosité qu'après plusieurs charges inutiles, les Grenadins, décimés, prirent la fuite, et déjà les clairons sonnaient la victoire, lorsque plusieurs bataillons de la seconde division, au lieu d'appuyer les vainqueurs, jetèrent leurs armes par suite de je ne sais quelle panique, se mirent à fuir en criant : Sauve qui peut! et répandirent la terreur dans tous les rangs de l'armée. En vain exécuta-t-on plusieurs charges de cavalerie, en vain plusieurs chefs firent-ils des efforts inouïs pour empêcher la débandade, la déroute fut complète. Reprenant l'offensive, Mosquera porta tous ses efforts sur les bataillons qui lui avaient infligé un échec en apparence décisif, et finit par rester maître du terrain. Cinq cents hommes restèrent sur le champ de bataille de Cuaspud, les deux tiers du côté de Mosquera.

Vainqueur d'abord, Florès dut se retirer vaincu et blessé. Avec sa jactance accoutumée, Mosquera chanta victoire; mais cette victoire, il la dut moins à sa valeur qu'à des causes très peu honorables pour un chef d'armée : la trahison des espions de Florès, que Mosquera reconnut comme siens, et l'ignoble lâcheté d'un corps qui se débanda en jetant ses armes quand déjà le gros de l'ennemi prenait la fuite. Or, comment expliquer

cette lâche désertion d'un corps d'armée, sinon par la trahison des chefs, complices d'Urbina et vendus comme lui à Mosquera? Les lettres d'Urbina prouvent qu'il entretenait des intelligences avec certains chefs de l'armée. L'un d'entre eux qui déclarait « ne pouvoir combattre contre Mosquera, l'ami d'Urbina », reçut un commandement et donna, dit-on, le signal de la débandade. On sut plus tard qu'un autre avait proposé à ses troupes de passer à l'ennemi ou de faire une révolution [1]. On comprend maintenant pourquoi Mosquera se disait assuré de vaincre Florès, mais on comprend moins qu'il ait eu l'impudence de célébrer une victoire achetée par le crime et la trahison [2].

La nouvelle de la défaite de Cuaspud répandit la consternation dans tout l'Équateur. L'armée battue, en grande partie prisonnière, comment s'opposer à la marche du vainqueur? Mosquera, maître du pays, c'était l'incorporation à la Colombie, la persécution de l'Église, un joug plus pesant et plus odieux que celui d'Urbina lui-même, Garcia Moreno le comprenait mieux que tout autre; aussi résolut-il de vaincre ou de mourir. Il n'eut du reste qu'à parler pour faire passer cette résolution dans le cœur de son peuple; le 8 décembre, en apprenant la déroute de son armée, il lança cette proclamation où son âme résignée, mais non brisée, se montra dans toute son énergie.

1. *El general Urbina y sus proyectos contra el pais*, page 19.

2. La responsabilité du désastre de Cuaspud retombe aussi sur le congrès de 1863, dont le faux libéralisme supprima le jugement verbal en campagne, reconnu nécessaire par tous les généraux depuis Bolivar, ainsi que le fit remarquer Garcia Moreno au congrès de 1864. Dès lors, les déserteurs restant impunis, la désertion devint comme un fléau épidémique qui gagna les soldats, même sur les champs de bataille. Garcia Moreno aurait pu ajouter que les complices d'Urbina se fussent montrés plus circonspects dans leurs paroles et dans leurs actes s'ils n'avaient compté sur l'impunité.

« Compatriotes, il a plu à Dieu de nous éprou
nous n'avons qu'à adorer ses insondables desseins[1].
officiers, arrivés à Ibarra, ont rapporté que notre a
vient d'être battue à Cuaspud. Bien que nous igno
encore les détails du combat, la défaite n'est pas
teuse.

« Équatoriens, aujourd'hui plus que jamais, il fa
grands efforts pour sauver la religion et la patrie
jourd'hui plus que jamais, il faut opposer à notre in
agresseur la barrière du courage héroïque et d'u
vincible constance.

« Aux armes donc, fils de l'Équateur! Volez à la
tière pour combler les vides de l'armée. Imploron
ensemble la clémence du Très-Haut, et, forts de so
pui, nous obtiendrons la victoire ou la paix. »

D'un bout de l'Équateur à l'autre on lui répond
courant aux armes. « Non, s'écrièrent les jeunes
de Quito, nous ne souffrirons pas qu'une poign
sauvages vienne souiller notre sol et nos temples;
n'attendrons pas, les bras croisés, que le barbare
quera, les mains teintes du sang de nos frères, v
briser nos saintes images, fermer nos églises, exil
prêtres. Nous montrerons que nous savons com
pour la religion du Christ et pour notre nation
double et précieux héritage que nous laisserons,
que coûte, à ceux qui viendront après nous. »

D'autres s'enrôlaient avec la sombre énergie d

1. Sans vouloir pénétrer les desseins de Dieu, on peut di
tout prendre la défaite de Cuaspud, en terminant la guerre,
bienfait pour l'Équateur. La prolongation de la campagne
territoire colombien eût amené des conséquences funestes
gueil national blessé aurait fini par rattacher à Mosquera l
servateurs eux-mêmes et mettre aux prises les catholiqu
deux pays. D'un autre côté, obligé de concentrer toutes se
dans le Nord, l'Équateur se serait vu désarmé contre les co
teurs du Sud.

sespoir : « Attila, disaient-ils, ne forcera pas la porte de notre patrie. Courons à la frontière pour venger le sang de nos braves et la gloire de nos armes. Marchons à la défense du pays, de la foi, de l'honneur de nos femmes, de notre nationalité. Nous succomberons tous au milieu de nos cités en cendres et de nos propriétés en ruines, plutôt que d'ouvrir nos portes à ces criminels et féroces ennemis de notre Dieu [1]. »

Garcia Moreno avait raison de s'appuyer sur ce peuple profondément chrétien. A quel degré de noblesse ne l'eût-il pas élevé si les fausses visées du catholicisme libéral n'eussent constamment entravé ses efforts! Il organisa une nouvelle armée : trois mille hommes à Ibarra composaient l'avant-garde; deux mille à Guayaquil, plusieurs bataillons à Quito, renforcés de ceux qui accouraient de Loja, de Cuenca, de Riobamba et des autres villes, formaient un nouveau contingent de cinq à six mille hommes, sans compter les six cents qui occupaient Pasto, au cœur du pays ennemi.

A la vue de ce soulèvement en masse, Mosquera perdit sa fierté. Au moment d'envahir l'Équateur, il se voyait campé entre deux armées, dont l'une, maîtresse de Pasto, pouvait révolutionner derrière lui la province éminemment catholique du Cauca, et l'autre s'apprêtait à lui barrer le passage, avec le concours de tout un peuple décidé à mourir plutôt que de se rendre. Au lieu de marcher sur Quito pour y dicter ses ukases, comme il l'avait annoncé dans son mensonger et fastueux récit des événements de Cuaspud, il proposa au général Florès, alors investi de pleins pouvoirs, un armistice de quelques jours pour traiter des conditions de la paix. Florès ayant accepté, pourvu que ces conditions fussent honorables pour l'Équateur, Mosquera l'amusa plusieurs

1. Voir *El Correo del Ecuador*, 29 décembre 1863.

jours encore avec cette espérance d'une suspension d'armes, pénétra dans l'intérieur du pays, et finalement le 25 décembre exigea la remise d'Ibarra, sous promesse de signer dans cette ville un traité d'alliance. Sans soupçonner le nouveau piège qu'on lui tendait, Florès conclut un armistice jusqu'au 1er janvier, et vint camper à Otavalo pendant que Mosquera prenait, avec ses troupes, possession d'Ibarra.

Or, à l'heure où il signait cet armistice, ce fourbe émérite, d'accord avec les frères et amis, travaillait à révolutionner la province dans laquelle il avait pénétré par ses machinations frauduleuses. En correspondance suivie avec Urbina, il savait parfaitement qu'une conspiration, ourdie par les principaux complices de ce traître, attendait, pour éclater, le jour de l'invasion. De fait, le 28 décembre, un groupe d'urbinistes ayant à leur tête Espinel, Endara, Carthagena, Velez, Molineros, et autres révolutionnaires du même acabit, rédigèrent contre Garcia Moreno un pronunciamento en règle, dont les considérants étaient empruntés à l'insultant manifeste de Mosquera. Ils déclaraient le gouvernement déchu, Urbina chef suprême, et s'appuyaient pour faire triompher leur cause, sur « l'épée victorieuse du vaillant Mosquera, le plus illustre des fils de Bolivar[1]. » Heureusement, dans toutes les localités où ils se présentèrent, le peuple, fidèle à son chef, les reçut avec indignation. A Quinche, poursuivis comme des criminels, ils n'eurent que le temps de s'enfuir pour ne pas être massacrés. Enfin, chassés de partout, réduits à se cacher, ils tombèrent dans les mains du gouvernement qui les livra aux juges.

Déçu de ce côté, le libérateur Mosquera prit son parti en brave. Le 30 décembre, il signa sans conditions à Pinsaqui un traité qui stipula le rétablissement de la

1. Lettre d'Urbina à Mosquera, 16 janvier 1861.

paix et de l'amitié entre les deux pays. Accouru au Carchi, « avec sa vieille garde, victorieuse en mille combats, » pour délivrer l'Équateur de « l'oppression théocratique », l'excommunié s'en retourna comme il était venu, laissant à Cuaspud trois ou quatre cents cadavres. Le vieux loup n'avait plus l'envie de courir de nouvelles aventures, car il écrivit trois jours après à son estimable ami, le traître Urbina, une lettre de véritable agneau :

« Au début des hostilités, je vous pressai de venir à mon quartier général pour combattre en qualité de chef du parti libéral de l'Équateur avec vos frères les libéraux de Colombie. Mais les circonstances sont bien changées, et j'ai le devoir de vous en avertir. Après la bataille de Cuaspud, nous avons conclu une paix honorable pour les deux peuples, qui ne me permet plus de continuer les hostilités contre l'Équateur. En ma qualité d'ami, de républicain, et même d'Américain, si j'ai un conseil à vous donner, c'est de vous réconcilier avec vos ennemis. Tant que dureront nos divisions, les républiques américaines ne feront aucun progrès et finiront par succomber sous les périls qui les menacent. Mettons un terme à des calamités qui durent depuis un demi-siècle. Ne voyez du reste dans mes paroles qu'une nouvelle preuve de mon amitié pour vous. »

Urbina y vit, au contraire, une amère raillerie, d'autant plus que le fourbe avait expédié des copies de sa lettre à divers personnages de Quito, entre autres à Garcia Moreno comme un témoignage authentique de ses bonnes intentions. Furieux de cette volte-face, à laquelle il était loin de s'attendre. Urbina répondit à son ami Mosquera « que ses manifestes contre Garcia Moreno ne faisaient point pressentir le traité de Pinsaqui ; que, sans doute, avant de signer un pacte d'alliance avec l'homme « du protectorat français » et de « l'oppres-

sion théocratique », il avait des preuves de son reper
et de sa conversion; mais que pour lui, doutant à l
droit de cette conversion, il ne se réconcilierait jam
en dépit des bons conseils de Mosquera, avec le tyran
sa patrie, et l'ennemi de l'Amérique [1]! » En cela
moins il tint parole.

Quant à Mosquera, laissant en paix l'Équateur
continua d'emprisonner et de fusiller ses adversa
jusqu'au jour où les malheureux Colombiens, pous
à bout, le condamnèrent à l'exil. Naturellement il
dirigea vers Lima où l'attendait son ami Urbina
peine réunis, ces deux conspirateurs émérites s'ol
gèrent par un traité en forme à renverser le gouver
ment de l'Équateur pour soumettre ce pays au joug
la Révolution. Ce pacte secret, dont la presse colo
bienne révéla cependant l'existence, tomba dans
mains de Garcia Moreno par un hasard que Mosqu
ne pouvait soupçonner. Aussi quand il lui fut permis
rentrer en Colombie, ne craignit-il pas de demander
président dont il avait juré la ruine si, le cas échéa
il l'autoriserait à s'arrêter quelques jours dans la bon
ville de Guayaquil. Il reçut de Garcia Moreno cette
ponse d'un laconisme très expressif : « Si vous met
le pied sur un point quelconque du territoire de l'Équ
teur et qu'on puisse vous y saisir, je ne réponds po
des conséquences. » Mosquera comprit qu'il y allait
sa tête, et gagna le Cauca par un autre chemin.

1. *El Correo del Ecuador*, 23 mars 1864.

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME

PROLOGUE

L'ÉQUATEUR AVANT GARCIA MORENO.

PREMIÈRE PARTIE

LE CHEVALIER DU DROIT.

SECONDE PARTIE

LA CROISADE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE.


G. PATTESSON

Le R. P. A. BERTHE
De la Congrégation du T. S. Rédempteur

GARCIA MORENO

PRÉSIDENT DE L'ÉQUATEUR

VENGEUR ET MARTYR

DU DROIT CHRÉTIEN

(1821-1875)

—

Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. (Garcia Moreno.)

ONZIÈME ÉDITION
(Cinquante-troisième mille)

TOME SECOND

EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE LA « SAINTE FAMILLE »
11, RUE SERVANDONI, 11
PARIS
et chez les principaux libraires
1903

IMPRIMI POTEST.

D. Castelain, Sup. Prov. Parisien.

2 Februarii 1903.

IMPRIMATUR.

G. Lefebvre, Vic. Gen.

Parisiis, 7 Februarii 1903.

GARCIA MORENO

SECONDE PARTIE

LA CROISADE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

CHAPITRE XV

UN CONTRE TOUS

(1864)

Au commencement de 1864, sous la pression des rudes épreuves par lesquelles il venait de passer, Garcia Moreno se demanda s'il lui était humainement possible de continuer la lutte contre toutes les forces révolutionnaires de l'intérieur et de l'étranger. Libéraux et radicaux s'obstineraient à détruire le concordat; les francs-maçons de la Colombie s'uniraient à ceux du Pérou pour fraterniser avec Urbina et organiser de nouvelles invasions : comment maîtriser cette meute furieuse avec une armée trop souvent commandée par des traîtres, et une constitution assez inepte pour forcer le pouvoir à se croiser les bras devant l'anarchie?

Cette dernière considération l'impressionnait vivement. Déjà, en 1861, il déclarait le gouvernement impossible si l'on ne modifiait la constitution : « Désordres, luttes sanglantes, calamités de toute espèce, disait-il, voilà les maux que recèle cette boîte de Pandore. Placé dans l'alternative de ruiner l'État ou de violer la loi, je décline le pouvoir. » Il revint sur cette décision par déférence pour ses amis; mais aujourd'hui que le congrès de 1863 avait notablement aggravé la position, détruit la discipline militaire par la suppression du

jugement verbal en campagne, assuré l'impunité
conspirateurs par l'abrogation de la loi très prud
et très sage qui châtiait la simple tentative de rébel
et découronné le pouvoir en lui enlevant sa plus
prérogative, le droit de grâce : n'était-ce pas une
d'affronter la tempête sur ce vaisseau sans gouver

Devant cette situation sans issue, Garcia Mo
manifesta, dès le 10 janvier, immédiatement apr
traité de Pinsaqui, son dessein bien arrêté de re
dans la vie privée; mais cette nouvelle excita da
peuple une telle explosion de supplications et de la
qu'il dut abandonner ce projet. Encouragé par le
vouement de ses amis politiques, il se remit à l'œ
avec une nouvelle énergie, convoqua le congrès en
sion extraordinaire afin de soumettre à son approba
le traité récemment conclu avec la Colombie, et,
remplacer à la vice-présidence le démissionnaire
rero, il présenta aux suffrages des électeurs le b
Carvajal, son ministre et son ami, lequel fut élu
cinq mille voix, aux acclamations du peuple, en d
des révolutionnaires de toute nuance. Les bons cito
se reprenaient à espérer, quand un verdict scanda
de la haute cour de justice provoqua une crise b
coup plus grave.

On se rappelle que les conjurés de Quinche, Espi
Molineros, Endada, Velez, Carthagena et cons
avaient été déférés à la cour suprême pour crim
trahison. Nul doute sur la culpabilité des accusés : l
même du pronunciamento, véritable tissu d'injures
tre le président, déclarait le gouvernement déch
invoquait pour l'abattre le secours de Mosquera,
les troupes avaient alors passé la frontière; dan
déposition, Molineros avouait qu'Espinel, le chef
complot, avait par lettres excité le président de la
lombie à envahir l'Équateur, en lui promettant le

cours des populations; les prévenus étaient convaincus d'avoir parcouru les villages pour les enrôler sous le drapeau de Mosquera et combattre avec lui les armées nationales, crime de trahison prévu par tous les codes. Or, la cour suprême, foulant aux pieds toute justice, déclara qu'une conspiration à main armée contre le gouvernement, en présence de l'ennemi, et avec le concours de l'ennemi, ne constituait pas un acte de trahison, mais une simple tentative de rébellion non suivie d'effet, et par conséquent non punissable, d'après le congrès de 1863. Évidemment, avec une pareille jurisprudence et des juges aussi avisés, le pouvoir tombait, pieds et poings liés, aux mains de la Révolution.

Aussi indigné que découragé, Garcia Moreno envoya sa démission au congrès extraordinaire, dont les sessions venaient de s'ouvrir. Un message explicatif, empreint d'une noble tristessse, rappelait le désastre de Cuaspud, « causé par la scandaleuse désertion de certains corps que la suppression du jugement verbal en campagne avait habitués à l'indiscipline. » L'énergie des populations, auxquelles on a tout enlevé, « sauf la volonté de résister jusqu'au trépas » a sauvé le pays. Il stigmatisait ensuite « ces misérables sans honneur et sans patrie », qui avaient tenté d'installer sous la protection de l'ennemi une ombre ridicule de gouvernement. « Malgré leur scélératesse, ajoutait-il, je n'eusse point tardé à leur faire grâce, si l'on n'avait dépouillé le pouvoir, même du droit de pardonner. Aujourd'hui encore, je demanderais volontiers une amnistie illimitée pour toutes les fautes commises pendant la guerre; mais, après que la cour suprême a foulé aux pieds la vérité et les lois en déclarant que des traîtres avérés sont innocents du crime de trahison, je regarde tout acte de générosité comme souverainement intempestif. » Il présenta ensuite les projets de lois qui lui paraissaient

nécessaires, tant pour remédier aux maux causés
les decrets de 1863 que pour combler certaines lac
de la législation, puis remit sa démission au prés
de l'assemblée dans les termes qui ne laissaient a
doute sur ses intentions.

« Avant toute autre délibération, disait-il, veuille
décharger du pouvoir qui m'a été confié. Déjà da
législature précédente, j'avais le dessein de céder
citoyen plus digne la noble mais ingrate tâche de
verner un pays où le bien est si difficile à faire : l
triotisme et l'honneur me firent un devoir de rest
poste, alors menacé par l'ennemi; aujourd'hui q
paix est solidement rétablie, vous ne devez ni ne
vez m'empêcher de chercher un peu de repos da
calme de la vie privée. Si dans l'exercice du po
j'ai commis des fautes, vous me donnerez des juge
vous estimez que je n'ai rien négligé pour dévelo
la prospérité de la République, il me restera la sati
tion d'avoir accompli mon devoir, la seule que j
bitionne. Daigne le ciel accorder à ma patrie des
heureux sous le gouvernement de mon successeur.

Ces nobles sentiments produisirent sur les mem
de l'assemblée une émotion d'autant plus vive que
opposition tracassière de 1863 avait surtout déter
cette démission. Leurs préventions contre Garcia
nero s'évanouirent devant sa retraite volontaire
ambitieux, qu'on se figurait affamé de pouvoir,
cendait bénévolement du fauteuil. Ce despote, peu
cieux des lois, venait de remettre les facultés ext
dinaires dont on l'avait investi pendant la guerre
avoir exilé un individu ni arraché une piastre au
faible de ses subordonnés, Après la guerre, au
d'entretenir une armée de prétoriens pour terrifi
pays, il n'avait gardé qu'un millier d'hommes, le
nécessaire pour maintenir l'ordre, Sans doute, il

sait de sanctionner les réformes concordataires, mais ces réformes n'étaient-elles pas entachées de violence et d'exagération? D'ailleurs, si cet homme de fer se retirait, qui donc serait assez fort pour empêcher le retour des radicaux? Sous l'empire de ces considérations, les membres du congrès refusèrent d'accepter la démission du président. Ils s'unirent au peuple pour le forcer à garder le pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat, et scellèrent la réconciliation en votant le retrait des décrets de 1863 ainsi que les divers projets de lois présentés dans le message. Bon gré, mal gré, l'Équateur ne pouvait se passer de Garcia Moreno.

Le dénouement inattendu de cette longue lutte entre les pouvoirs publics exaspéra le parti révolutionnaire. Lâché par le champion de la Colombie, privé de la coopération active du parlement, il ne lui restait pour abattre le président que le poignard du sicaire. Ce moyen ne répugnait nullement aux traditions de la secte, surtout qu'Urbina et ses complices n'avaient point à redouter les suites d'un assassinat. En cas de réussite, on les porterait en triomphe; en cas d'insuccès, la cour suprême de Quito réduirait l'affaire à une simple tentative de rébellion non suivie d'effet. Ils combinèrent donc un plan d'action qui devait mettre en mouvement toutes leurs forces et enlacer le président dans les mailles d'un immense filet. Du Pérou, devenu leur arsenal et leur boulevard, ils lanceraient des vaisseaux sur Guayaquil ou d'autres points de la côte, pendant que des bandes organisées par leurs soins envahiraient l'Équateur du côté de la Nouvelle-Grenade. Dans la bagarre, leurs complices de l'intérieur se déferaient de Garcia Moreno par ruse ou violence, et les populations soulevées acclameraient le libérateur Urbina. Les conjurés croyaient pouvoir compter sur plusieurs officiers de l'armée, en particulier sur le général

Thomas Maldonado, depuis longtemps ennemi pe
nel du président.

Très brave sur un champ de bataille, Maldo
n'avait ni assez de tête ni assez de cœur pour imr
au devoir sa folle et rancuneuse vanité. S'estima
premier personnage de la République, il en voul
Garcia Moreno, non seulement de l'éclipser, ma
ne pas reconnaître suffisamment ses mérites et se
vices. Son ressentiment, ou plutôt sa haine, lui f
un besoin de s'unir aux ennemis les plus décrié
président. On l'accusa même d'avoir tramé une e
de conspiration militaire sur le champ de batail
Cuaspud. Malgré les ordres de Florès, il aurait ent
ses divisions d'avant-garde à quatre lieues du gr
l'armée, invectivé comme un furieux contre le tyra
peut-être insurgé ses troupes, si ses soldats scanda
ne lui eussent représenté qu'un patriote et un ho
de guerre ne devait pas choisir un pareil moment
censurer le chef de l'État[1]. Tout récemment encore
gueilleux Maldonado, soutenu par les organes du
calisme, avait brigué la vice-présidence contre le
nistre Carvajal et n'avait obtenu qu'une quaran
de voix dans la circonscription de Quito. Urbin
comptait avec raison la colère et le dépit de cet o
cuidant personnage.

Le complot ourdi et les rôles distribués, il s'ag
de préparer le peuple aux plus exécrables attenta
déconsidérant le président. La presse étrangère,
dévotion du parti révolutionnaire, jeta feu et flan
contre « le tyran qui faisait de l'Équateur un bagn

1. Voir *Los liberales del Guayas*, Quito, 1868. Cette bro
ajoute que Maldonado, en séparant ainsi l'armée de ses meil
troupes, faillit la perdre. Florès a écrit, dit-on, qu'aucun É
rien n'a trahi son pays dans la journée de Cuaspud. Il y
preuves du contraire, et d'ailleurs, il s'agit ici, non de la b
de Cuaspud, mais d'un fait qui aurait eu lieu les jours précédent

plutôt un vaste couvent de fanatiques; la liberté de la presse, la première des libertés, était morte sous les coups de l'autocrate ». Pour légitimer leurs conspirations et soulever l'Amérique contre Garcia Moreno, ils recommençaient à exploiter le « protectorat français » et la « question mexicaine », quand un conflit entre l'Espagne et le Pérou éclata fort à propos pour servir de thème à leurs accusations.

L'amiral Pinzon, chef des forces navales espagnoles, venait[1], sans prétexte plausible et sans instruction de son gouvernement, d'occuper les îles Chincha, partie intégrante du territoire péruvien. L'agent diplomatique Mazarredo avait même dans un *memorandum* imprudent lâché le grand mot de *revendication,* désavoué plus tard. Là-dessus, tapage effroyable dans toutes les républiques de l'Amérique méridionale. On ne réclamait rien moins qu'une confédération de tous les États contre l'Espagne, « cette marâtre qui voulait à toute force ressaisir ses fils émancipés pour leur infliger un nouveau martyre de trois siècles ». Une fois lancés sur ce terrain, les libéraux, comme le catholique Borrero, luttèrent avec les radicaux d'éloquence et d'enthousiasme. Sommé de prendre parti, Garcia Moreno déclara « que l'Équateur garderait une prudente expectative et une stricte neutralité, tant que l'Espagne n'aurait pas approuvé l'usurpation de son agent. Il se réservait d'agir en commun avec les États sud-américains quand le péril de l'un deviendrait vraiment une menace contre l'existence des autres; mais, fondé sur l'esprit chevaleresque de la nation espagnole, il exprimait la conviction que le gouvernement de Sa Majesté Catholique désapprouverait l'acte inexplicable de l'amiral Pinzon. Il offrait en même temps sa médiation et ses bons offices pour arriver à une solution prompte et amicale du conflit. »

1. En avril 1864.

Cette conduite prévoyante et circonspecte, les jo naux du parti révolutionnaire ne manquèrent pas l'interpréter comme une insulte au Pérou et un ab don des droits de l'Amérique. Le cabinet de Lima fusa la médiation proposée sous le ridicule prétexte q n'y avait point matière à négociations diplomatiq On stigmatisa de tous côtés, non sans indignati « cette politique d'abstention et d'indifférente neutr té ». Sans respect pour ces foudres de guerre, Ga Moreno demanda pourquoi l'Équateur devait faire d'hostilité contre l'Espagne pendant qu'on se croisait bras à Bogota, à Santiago, et même à Lima? A longtemps que le Pérou, le premier intéressé dan question, gardait une attitude expectante, pourq ses voisins sortiraient-ils de la neutralité?

Il avait trop raison; aussi lui répondit-on par torrents d'injures. La honte monte au front quand voit des catholiques, sous l'inspiration de leurs ha libérales, fournir leur note, et quelquefois la plus trageante, à ce concert de bandits. Borreró chargea son mieux pendant trois mois son ami des anc jours. Il ne rougit pas d'appeler sa politique « la ho de l'Équateur ». Son intime, le docteur Vega, gou neur de Cuenca, suspendu de ses fonctions pour de pouvoir, démissionna bruyamment « afin de c battre sans trêve ni merci la tyrannie théocratique plus humiliante et la plus désastreuse de toutes » radical Pedro Carbo, au nom du conseil municipa Guayaquil, protesta violemment contre l'occupation îles Chincha, risquant ainsi de brouiller son pays l'Espagne : ce qui lui valut une verte réprimande président, et la menace de la déportation s'il contin ses diatribes insensées contre un gouvernement am l'Équateur. Les journaux du Pérou, presque tous dévotion d'Urbina, déclamaient contre « le Caïn

cache son poignard, mais dont le front est marqué de la tache du fratricide ». Pour se débarrasser d'un monstre comme Garcia Moreno, « le fer, le feu, le poison, étaient également légitimes[1] ». Le Pérou, disaient-ils, devait se ruer sur cet ennemi de l'Amérique, odieux à son pays ainsi qu'au monde civilisé, et s'emparer de Guayaquil par voie de représailles. Évidemment l'heure était venue pour les conjurés d'exécuter le complot ourdi contre l'Équateur et son chef.

Peu de temps auparavant[2], les conspirateurs graciés par la cour suprême, les Espinel, les Endara, les Molineros, avaient joué sur la place de Guayaquil le prologue de la lugubre tragédie dont nous allons dérouler les scènes sous les yeux de nos lecteurs. En apprenant la réconciliation du président et du congrès, ces furieux se décidèrent à tenter une insurrection à l'aide de brigands qui devaient massacrer les opposants, piller la ville et l'incendier en cas de résistance. Heureusement une indiscrétion mit le gouverneur sur la piste des coupables, qui furent tous arrêtés. Garcia Moreno se rendit à Guayaquil, les fit juger selon la rigueur des lois; puis, montrant une longanimité et une patience peut-être excessives, il usa en faveur des criminels relaps du droit de grâce qu'il avait peu auparavant sollicité du congrès. Marcos Espinel et ses complices furent déclarés libres, après avoir promis pour l'avenir une inviolable fidélité. D'après certains renseignements particuliers, le président se convainquit en même temps que Maldonado intriguait près des officiers de la garnison. Il lui reprocha cette déloyauté, et comme le général voulait se défendre : « Je ne veux rien savoir de plus, lui dit Garcia Moreno; je vous pardonne, mais si jamais je

1. *Mercurio de Lima*, nos 557 et suiv.
2. Le 31 mars.

vous reprends à conspirer, tout général que vous
je vous ferai fusiller sur la place de Quito. »

Le 23 juin, moins de trois mois après cet acte de
néreuse clémence, au signal donné par leurs comp
du Pérou, ces scélérats incorrigibles, Maldonado à
tête, complotaient à Quito un assassinat en règle
tre la personne du président. Leur plan, très habile
combiné, consistait à s'emparer de la caserne d'ar
rie, où l'on avait incarcéré les bandits amenés de Gu
quil. Ces hommes de sang, délivrés et soudoyés
Maldonado, auraient profité de l'obscurité de la
pour assassiner leur implacable ennemi et les princi
personnages de la capitale dévoués à sa politique
ancien urbiniste, Jaramillo, aide de camp de G
Moreno, s'était engagé à livrer son maître. Le me
accompli, Urbina, ou peut-être Maldonado, proc
chef suprême, la révolution se propageait comme
traînée de poudre, grâce à l'action combinée des
caux disséminés dans les grands centres, et des réf
déjà embarqués sur les vaisseaux du Pérou pour env
les provinces maritimes.

Cette fois Maldonado n'avait rien épargné pou
surer le succès. Les conjurés, parmi lesquels fig
l'audacieux Juan Borja, connaissaient parfaite
leurs rôles. On avait corrompu l'officier de garde
devait, le 23 juin, livrer la caserne. Afin de dér
les soupçons, Maldonado avait quitté la capitale
ques jours auparavant pour se confiner dans sa m
de Latacunga. Mais toutes les précautions devien
inutiles quand Dieu n'est pas du complot.

Le jour de l'exécution, quelques heures avant d
rendre à la caserne, les conjurés se réunirent dans
maison voisine pour concerter les dernières mesur
prendre. A ce moment-là même, un de leurs amis, qu
imprudente confidence avait mis au courant du

secret, vaincu par ses remords, révélait au président tous les détails de la conspiration. Sans perdre un instant, Garcia Moreno vole à la caserne et fait comparaître l'officier de garde : « Je vous donne cinq minutes, lui dit-il, pour me révéler les noms de vos complices et me fournir les preuves écrites de la conjuration qui doit éclater cette nuit; sinon, vous serez fusillé comme un traître. » Se voyant découvert, le malheureux officier se mit à trembler, désigna ses complices, livra les papiers dont il était dépositaire, et indiqua la maison où les assassins se trouvaient rassemblés. Pour s'en débarrasser d'une manière expéditive, Garcia Moreno n'avait qu'à les attendre et les recevoir à coups de fusil; mais, pour ne pas donner aux révolutionnaires le prétexte de transformer en guet-apens un acte de justice, il préféra saisir les coupables dans leur repaire et les jeter en prison. Malheureusement l'arrestation eut lieu avant l'arrivée de Maldonado qui, au premier bruit de ce dénouement inattendu, disparut de la capitale et s'enfuit dans les bois.

A la lumière de ces sinistres éclairs, Garcia Moreno comprit mieux encore l'extrême danger de sa situation. La Révolution avait juré sa mort et ne désarmerait pas. Le pardon généreusement octroyé aux assassins n'avait fait qu'envenimer leur fureur. Il fallait les vaincre ou périr avec ce peuple qui le suppliait à genoux de ne pas l'abandonner. L'Hercule chrétien, seul contre tous, accepta le défi de la Révolution, et jura que, lui vivant, l'horrible mégère ne règnerait plus sur son pays.

Avant tout, il résolut de la terrifier par un acte de solennelle justice. Les sicaires avaient mis la main sur un général assez influent pour démoraliser l'armée, assez perverti pour conspirer contre sa patrie avec les radicaux du Pérou et de la Colombie, assez criminel pour se faire chef de brigands et d'assassins : cet homme,

qui personnifiait les crimes et les espérances du pa
il fallait à toute force en faire un exemple. « Que M
donado se cache bien, dit-il un jour; car s'il tombe d
mes mains, je serai obligé d'étouffer la Révolution d
son sang. » Aussi s'inquiéta-t-il assez peu des aut
conspirateurs du 23 juin. « Il n'est pas juste, dit-il, c
ces misérables périssent, pendant que leur chef est
vie. » Il se contenta de les exiler au Brésil[1]. Quan
Maldonado, le colonel Ignacio Vintimilla reçut l'or
de battre tout le pays, vallées et montagnes, hacien
et forêts, pour découvrir son refuge. Les gouverne
devaient lui prêter main-forte, surveiller leurs provin
et incarcérer ceux qui donneraient asile au coupable
favoriseraient son évasion. Et toutefois le présid
désirait que le fugitif s'échappât pour n'avoir pa
remplir un terrible devoir.

De leur côté, les révolutionnaires n'épargnaient au
effort pour sauver leur grand chef. Pendant deux m
que durèrent les perquisitions, le pays au comble
l'angoisse s'attendait chaque jour à une invasion
le libérateur Urbina préparait dans les ports du Pér
« Urbina arrive avec quatre cents soldats, écrivait G
cia Moreno le 16 juillet. Vu sa couardise, s'il entrepr
la lutte avec ce petit nombre d'hommes, c'est q
compte sur les traîtres de l'intérieur. Raison de p
pour nous débarrasser du traître Maldonado. Cela f
nous tâcherons, avec l'aide de Dieu, de bien recev
Urbina. »

A dater de ce moment, l'Équateur fut assailli de t
côtés par une vraie bande infernale. Le 21 juillet,
compagnie de pirates, équipée par Urbina aux frais
Pérou, se jeta sur la province de Manabi pour l'insur

1. Juan Borja tomba malade en prison. Ses proches obtinren
le transporter dans sa maison, mais l'obstiné révolutionnaire
fusa toute espèce de grâce et mourut dans son cachot.

et la piller. Ils mettaient tout à feu et à sang, quand le gouverneur Salazàr, avec une troupe de braves, se porta à leur rencontre. Reçus d'abord par une vive fusillade, les soldats s'élancèrent sur les bandits, la baïonnette en avant, et en massacrèrent un bon nombre. Quelques-uns parvinrent à s'échapper, mais les chefs furent faits prisonniers et fusillés sans miséricorde. Dix jours après, le 27 juillet, la province d'Orient devenait le théâtre d'un autre mouvement insurrectionnel. Les complices de Maldonado, Lamotha, Jaramillo, Aguilar, Suarez et leurs compagnons, expédiés au Brésil, se révoltèrent contre leur escorte en traversant le Napo, s'emparèrent du gouverneur, et, après avoir saccagé les propriétés, torturé les jésuites, dépouillé les sauvages, prononcèrent la déchéance de « l'autocrate Garcia Moreno » pour acclamer, en qualité de chef suprême « le restaurateur de la patrie, l'illustre don José Maria Urbina ». En même temps, on apprenait que d'autres séides d'Urbina enrôlaient des bandes de flibustiers dans les provinces méridionales de la Nouvelle-Grenade pour envahir le district d'Ibarra, avec la complicité des autorités colombiennes, notoirement dévouées à la Révolution. Enfin, le 24 août, après plusieurs mois de préparatifs, les vaisseaux d'Urbina, équipés par le Pérou, sortaient du petit port de Payta et débarquaient des centaines de soldats sur divers points de la côte, notamment à Machala et Santa Rosa.

Au milieu de l'horrible tempête, Garcia Moreno, impassible comme le roc battu par les flots, levait des troupes, organisait la défense, donnait des ordres aux généraux, et de plus en plus se persuadait de la nécessité de terrifier les révolutionnaires de l'intérieur en frappant un grand coup, lorsque le 24 août, le jour même où les soldats d'Urbina mettaient le pied sur le sol équatorien, Maldonado fut découvert et arrêté dans

une hacienda, près de Guayaquil. Sur l'ordre de Garcia Moreno, le colonel Vintimilla chargea de fers son prisonnier et l'emmena sous bonne escorte à Quito.

Il y eut un moment de stupeur dans le clan radical, mais la réflexion rendit l'espoir aux conjurés. D'après le droit en vigueur, le président n'avait que deux partis à prendre : condamner le coupable à la déportation, en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, ou le livrer aux juges. La déportation n'était qu'une plaisanterie depuis que les complices de Maldonado, les Lamotha, les Jaramillo, avaient trouvé moyen d'insurger le Napo et de s'enfuir au Pérou ; on trouverait bien sur n'importe quelle route, un contingent de frères et amis pour terrasser les sbires et délivrer Maldonado. Quant aux juges, on ne redoutait guère leur verdict depuis l'affaire de Quinche. Le tribunal ne verrait dans le complot du 23 juin qu'une tentative de rébellion non suivie d'exécution, le crime resterait impuni, et Maldonado, porté en triomphe par les radicaux, livrerait le pays à l'envahisseur Urbina. C'était la mort de la nation.

Malheureusement pour les radicaux, Garcia Moreno n'acceptait pas qu'une nation doive se résigner à périr plutôt que de violer la légalité constitutionnelle, ni qu'un chef de gouvernement, à moins d'y être forcé, puisse sans crime obéir à la Révolution qui lui crie de se démettre ou de se soumettre. Il croyait, avec les vrais philosophes de tous les temps et de tous les pays, que les lois éternelles l'emportent sur les fictions parlementaires, que les constitutions sont faites pour les peuples et non les peuples pour les constitutions, et que, par conséquent, si la loi constitutionnelle met une nation en danger de mort, le salut du peuple devient la loi suprême. « Quand la légalité suffit, disait-il avec Donoso Cortès, vive la légalité; quand la légalité ne suffit plus pour sauver un peuple, vive la dictature. » Dans le cas

présent, après avoir montré l'impasse où se trouvait acculé le pays, il dit aux conseillers qui l'entouraient : « Personne ne croira jamais que, pour sauver la constitution, ce morceau de papier qu'on déchire ici tous les quatre ans, je sois obligé de livrer la République à ses bourreaux. » Et, de sa propre autorité, chargé par Dieu de pourvoir au salut du peuple dans un cas suprême, il décréta que le traître Maldonado serait fusillé le lendemain, 30 août, sur la place Saint-Dominique.

La veille de l'exécution, il descendit lui-même dans la prison pour annoncer au condamné qu'il allait mourir. Il s'efforça de lui faire comprendre l'atrocité de son crime, mais il trouva un homme dur et hautain, fier de ses forfaits parce qu'il se croyait sûr de l'impunité. « Maldonado, lui dit-il, ne comptez pas sur les juges prévaricateurs qui se font un jeu de perdre les sociétés en absolvant les plus grands criminels. Je vous ai dit un jour que si je vous reprenais à conspirer, vous seriez fusillé sur la place de Quito. Préparez-vous à paraître devant Dieu, car demain à pareille heure vous aurez cessé de vivre. » Maldonado connaissait l'implacable fermeté de son chef : il demanda un prêtre et mit ordre à sa conscience.

Le 30 août, avant l'exécution fixée à cinq heures, le colonel Dalgo reçut l'ordre d'échelonner les troupes de son bataillon sur tout le parcours que devait suivre le condamné pour se rendre de la prison au lieu de l'exécution. Quand on aperçut les sinistres préparatifs, la ville entière se leva sous une impression de surprise et d'épouvante. Le moment était d'autant plus critique que tous, citoyens et soldats, s'intéressaient vivement à Maldonado et à sa respectable famille. On espérait encore que le président, satisfait d'avoir terrifié les révolutionnaires par cet appareil lugubre, ferait grâce au dernier moment. Déjà des députations se formaient

pour intercéder en faveur du coupable, mais Garcia Moreno avait consigné sa porte. Un de ses amis ayant réussi à forcer le passage, il lui imposa silence et le fit garder à vue dans une salle du palais. La femme du général Maldonado, récemment arrivée de Latacunga, vint lui faire ses adieux, ce qui porta au comble l'émotion des assistants. Le mot de grâce volait de bouche en bouche. Des foules, accourant du palais, annonçaient que l'acte de clémence allait être signé, si bien qu'au milieu du tumulte le colonel Dalgo, inquiet et troublé, envoya son aide de camp à Garcia Moreno pour lui demander des ordres définitifs : « Dites-lui, s'écria le président que si, à cinq heures, je n'entends pas les coups de fusil du peloton d'exécution, c'est lui qui sera fusillé. » Quelques instants après, Maldonado payait de sa vie son infâme trahison.

La foule revenait silencieuse et terrifiée quand on vit tout à coup Garcia Moreno sortir seul du palais, traverser avec un calme imperturbable militaires et civils, et se rendre hors de la ville pour inspecter certains travaux dont il s'occupait en ce moment. Le soir même, il rédigea et lança dans tout le pays cette proclamation laconique :

« Équatoriens, votre repos, vos biens, votre vie même, sont menacés depuis trop longtemps par des criminels que l'or du Pérou a corrompus, et dont notre législation assure l'impunité. L'invasion de Manabi, la révolution sanglante projetée au mois de juin, les brigandages du Napo, le soulèvement de Machala, les enrôlements de la Nouvelle-Grenade, les efforts tentés en ce moment pour insurger les paisibles populations de nos côtes, prouvent jusqu'à l'évidence que l'immoralité et l'impunité de quelques misérables mettent l'ordre public en danger.

« Dans cette épouvantable crise, le gouvernement

doit opter entre deux partis extrêmes : laisser l'ordre public, vos intérêts les plus chers, vos lois, votre constitution, sombrer dans l'anarchie sous les coups de ces brigands, ou prendre sur lui la grave mais glorieuse responsabilité de comprimer leurs fureurs par des moyens sévères mais justes, terribles mais nécessaires. Je serais indigne de la confiance dont vous m'avez honoré si j'hésitais un instant à encourir n'importe quelle responsabilité pour sauver la patrie.

« Aussi, qu'on le sache bien, ceux que l'or aura corrompus tomberont sous le plomb vengeur; au crime succèdera le châtiment, et, je l'espère, aux périls qui nous menacent, la paix, objet de vos désirs. S'il faut sacrifier ma vie pour obtenir ce résultat, je l'immolerai de bon cœur à votre repos et à votre félicité. »

C'était la justification de l'exécution qui venait d'avoir lieu et l'annonce des sévérités du lendemain. Naturellement les révolutionnaires crièrent à la tyrannie, à la cruauté, à l'arbitraire. Pour les confondre, il leur remit sous les yeux les principes proclamés autrefois par *la Democracia*, journal du président Urbina, rédigé par son ministre Espinel : « La générosité et la clémence envers les ennemis de la patrie, disaient alors ces bons radicaux, sont des vertus mal entendues. La compassion envers des individus doit fléchir devant la justice, quand le salut du peuple l'exige. Si la société peut faire disparaître un coupable pour un délit de droit commun, à plus forte raison des criminels qui conspirent sa ruine. Les grands malfaiteurs doivent subir dès ce bas monde le châtiment de leurs forfaits : ainsi l'exige la justice, ainsi le réclame la vindicte publique. » Au congrès de 1865, comme dans la proclamation que nous venons de citer, Garcia Moreno n'a pas invoqué d'autre principe pour justifier sa conduite : « Placé dans l'alternative ou de livrer ma

patrie aux mains d'insignes malfaiteurs ou de la s
ver en les exterminant sur l'échafaud, je ne pouvai
ne devais hésiter [1]. »

Délivré de Maldonado, le président tourna ses ar
contre Urbina. Celui-ci, à la tête de cinq ou six ce
bandits, occupait la ville de Machala. Avec ses t
grands capitaines, Roblez, Franco et Léon, il se cro
sûr d'allumer l'incendie sur tous les points de la côte
de propager la révolution, de cités en cités, jusqu'à
capitale. Dans une proclamation emphatique, il s'
nonçait « comme un libérateur député par le contin
américain pour abattre l'allié de l'Espagne et affranc
le peuple du concordat et des institutions monarchiqu
Sa politique, à lui, serait toujours subordonnée a
vrais intérêts de son pays et de l'Amérique. App
par la grande majorité de la nation, il se présent
sans crainte, persuadé que son retour comblerait
vœux de tous les patriotes. » Il ne s'en aperçut gu
à Machala, car, en voyant ses bandes indisciplin
faire main-basse sur tous les objets à leur convenan
piller les caisses publiques et traiter les gens com
des bêtes de somme, les habitants épouvantés dispa
rent les uns après les autres. Il ne resta, pour sign
son pronunciamento que les repris de justice et qu
ques malheureux, terrorisés ou racolés à prix d'arge

Déjà cet accueil peu rassurant, joint à l'exécution
Maldonado, lui donnait à réfléchir, lorsqu'un décret
Garcia Moreno, qui le mettait hors la loi, ainsi que s
complices, abattit complètement son courage. « L'
quateur, disait le président, n'est en guerre avec pe
sonne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, par conséque
Urbina et ses bandits, arrivés de l'étranger pour rév
lutionner et saccager le pays, doivent être considér

1. Message de 1865.

comme des corsaires et traités en corsaires. Les autorités leur appliqueront la loi, non des belligérants, mais des incendiaires et des assassins. » Des bataillons, expédiés de Guayaquil sur Machala, avaient ordre de s'emparer par tous les moyens possibles du traître Urbina, afin de lui faire expier sur l'échafaud la longue série de ses forfaits.

Toujours prudent, au lieu d'attendre les troupes de Guayaquil, le « libérateur » déménagea au plus vite avec trois cents hommes, sous prétexte d'insurger la province de Loja, mais en réalité pour gagner, sans courir aucun risque, la frontière du Pérou. Son ami Roblez disparut avec lui sous couleur d'aller à Payta chercher des renforts. Franco et Léon, restés seuls pour soutenir le choc des troupes équatoriennes, furent battus piteusement à Santarosa, le 17 septembre, et s'enfuirent avec les débris de leur bande jusqu'à Zapotillo, où le brave Urbina avait établi son camp et imposait son pronunciamento aux populations éperdues. Quand, un mois après, le général Gonzalez et le colonel Vintimilla, entièrement maîtres de la côte, arrivèrent à Zapotillo avec infanterie et cavalerie pour en déloger les envahisseurs, on leur apprit que ces foudres de guerre, tremblant à leur approche, avaient passé la frontière et se trouvaient en sûreté chez leurs bons amis du Pérou.

Ainsi avorta cette expédition, préparée depuis six mois par la révolution cosmopolite pour renverser son mortel ennemi. Les urbinistes, unis aux assassins de l'intérieur, appuyés par deux gouvernements, avaient échoué contre l'énergie d'un seul homme. La campagne terminée, Garcia Moreno parcourut les provinces envahies, visita Guayaquil, Machala, Santarosa, Loja, Cuenca, et distribua des récompenses à ceux qui avaient vaillamment combattu. Il félicita les populations de

leur courageuse fidélité, fit grâce aux malheureux
s'étaient laissé corrompre par frayeur ou par surp
mais se montra inexorable envers les soutiens et
plices d'Urbina. Dans la prison de Cuenca se tro
un chef d'insurgés nommé Campoverde. Cet audac
bandit n'avait pas craint de soulever le petit bour
Canar en faveur d'Urbina et d'attaquer, à la têt
trois cents hommes, la ville de Cuenca qu'il s
totalement dépourvue de garnison. Mais les habit
propriétaires, commerçants, étudiants, s'étaient d
dus avec tant de courage, qu'après une demi-h
d'un combat sanglant, Campoverde avait dû rendr
armes et se constituer prisonnier. Condamné à
par un conseil de guerre, il devait subir sa peine le
même où Garcia Moreno fit son entrée à Cuenca.
profita de cette circonstance pour solliciter la g
du coupable. « Si vous invoquez la justice, répondit
flexible Garcia Moreno, montrez que cet homme
pas coupable; si c'est la charité, ayez pitié des i
cents que vous allez faire périr, car, si j'épargn
criminel, demain le sang coulera dans quelque nou
révolution. » Campoverde fut exécuté.

Cette invincible fermeté, qui l'empêcha touj
d'immoler la justice à la pitié, lui donna de triom
des deux puissants et cyniques larrons, la Colomb
le Pérou, qui durant cette guerre n'avaient pas r
de se faire ostensiblement les auxiliaires d'Urbina.
mais, en dépit de leurs menaces, ils n'obtinrent d
la moindre concession; jamais ils ne l'attaquè
officiellement sans qu'il stigmatisât publiquement
conduite et vengeât ainsi sa dignité offensée. Pen
que le gouvernement de Bogota le faisait insulter
les journaux à sa solde, et permettait aux urbiniste
recruter des soldats sur son territoire, il accréditait
du gouvernement de l'Équateur un chargé d'affai

nommé Fierro, « pour resserrer, disait-il, les liens d'amitié entre les deux pays ». Ce Fierro, non content de répéter ces banalités diplomatiques, se permit dans son discours de réception des divagations impertinentes sur l'indépendance, l'union et la liberté des peuples, sans même se donner la peine de dissimuler ses intentions critiques. L'outrecuidant personnage reçut aussitôt son châtiment :

« Je suis heureux, lui répondit Garcia Moreno, qu'en prononçant ces beaux noms d'indépendance, d'union et de liberté, vous me fournissiez l'occasion de m'expliquer sur ce sujet; non pas que je m'abaisse jamais à me défendre contre des calomniateurs salariés ou des idiots dupes de leurs inventions, mais pour que vous, ministre des États-Unis de Colombie, sachiez que, moi aussi, j'aime l'indépendance, l'union et la liberté, et que de plus mes actes sont en parfait accord avec mes principes.

« L'*indépendance* étant la vie d'un peuple, par conséquent le premier de ses biens, je veux l'indépendance pour l'Équateur. C'est pourquoi je déteste et combats de toute mon énergie les grands ennemis de cette indépendance, qui sont la licence, la démagogie et l'anarchie.

« L'*union,* garantie de la paix et condition de la force, je l'ai toujours cherchée. L'Équateur veut resserrer les liens qui l'unissent aux autres nations, en respectant le droit et la justice à l'égard de tous les peuples. Jamais il n'a souffert que, sur son territoire, on armât en pleine paix des bandes de perturbateurs pour révolutionner ses voisins, ce que du reste, ne permettra jamais un pays qui comprend encore les lois de l'honneur et de la loyauté.

« La *liberté,* pour tout homme sincère, n'est point un cri de guerre et d'extermination, mais un moyen de

progrès, quand toutefois la moralité règne dans le peuple, la justice dans les lois, et la probité dans le gouvernement. L'ami véritable de la liberté, c'est l'homme qui se consacre à moraliser son pays, à corriger les injustices sociales, à unir les gens de bien pour travailler sans relâche à la prospérité publique. Libéral ardent et sincère, je ne doute pas que vous partagiez toutes ces idées. »

L'ironie était sanglante, mais que répondre à l'homme franc et loyal qui vous terrasse par son attitude et vous écrase sous le poids de sa logique? Fierro dévora sa honte en silence, et les ennemis politiques de Garcia Moreno applaudirent eux-mêmes à cette exécution. « Il faut avouer, disait un de leurs coryphées, que cet excentrique a de la valeur et qu'il honore singulièrement le poste qu'il occupe. »

Le Pérou reçut une leçon non moins rude et non moins méritée. Pour mettre un terme au conflit hispano-péruvien, les représentants des républiques du Pacifique, y compris l'Équateur, se trouvaient rassemblés à Lima. Or, dans un mémoire à ce congrès américain, le ministre du Pérou osa se plaindre « du froid qui existait depuis plusieurs années entre l'Équateur et le Pérou, malgré le bon vouloir de son gouvernement. Loin de s'améliorer, la situation s'aggravait plutôt, depuis que l'Équateur avait pris fait et cause pour l'Espagne contre le Pérou. Du reste, certains actes du président contrastaient singulièrement avec les principes qui régissent les républiques américaines et accusaient son peu de foi dans les institutions démocratiques ».

A cette dénonciation officielle et insolente, Garcia Moreno fit répondre par son ministre des affaires étrangères « qu'il ne s'abaissait pas à réfuter des accusations gratuites; que si le ministre péruvien voulait savoir pourquoi il y avait du froid entre les deux gouverne-

ments, il n'avait qu'à consulter sa mémoire. Deux fois, en pleine paix, l'Équateur avait été envahi par des bandits enrôlés au Pérou, armés et équipés aux frais du Pérou; enrôlements et équipements avaient eu lieu publiquement, sans que le cabinet de Lima s'opposât par un seul acte positif à ces scandaleuses agressions. Grâce à cette complicité, les réfugiés avaient pu abuser du droit d'asile, les journalistes favoriser les conspirateurs, les clubs préparer l'invasion de l'Équateur et la chute de son gouvernement. S'étonner, après de pareilles violences, que les relations entre l'Équateur et le Pérou manquent de cordialité, c'est avoir l'étonnement facile. Du reste, loin de se montrer hostile au Pérou, le président de l'Équateur avait, dès le commencement du conflit avec l'Espagne, offert une médiation que le Pérou avait repoussée. Il n'en avait pas moins envoyé son représentant au congrès, mais sans sortir de la neutralité absolue. Aujourd'hui, comme autrefois, il consentait à s'unir aux républiques américaines pour interposer ses bons offices et peser sur la décision de l'Espagne, mais il refusait de transformer le conflit péruvien en conflit continental avant que l'Espagne eût ratifié l'usurpation de ses agents. »

Le Pérou dut subir, avec cette mercuriale, l'humiliation de voir la politique de Garcia Moreno triompher au congrès. Obligé de recourir à ces négociations diplomatiques dont il parlait avec tant de dédain, il conclut avec l'Espagne un traité fort onéreux, en vertu duquel il rentrait en possession des îles Chincha, mais après avoir désavoué les injures prodiguées aux agents espagnols, et payé une indemnité de trois millions de piastres pour avoir, en refusant la médiation d'un gouvernement ami des deux puissances, occasionné par ce mauvais vouloir de grands frais à l'Espagne. Il se vengea sur l'Équateur de cette honteuse déconvenue. Les

conspirateurs furent plus que jamais soutenus et encouragés, de sorte que le thermomètre de la cordialité descendit à zéro. Garcia Moreno crut de sa dignité de suspendre toute relation avec un gouvernement si peu soucieux de la justice et des convenances internationales. « Prompt à tout oublier, dans l'intérêt de la paix du continent, disait-il au congrès de 1865, nous ne pouvons cependant pas sacrifier l'honneur national qui exige réparation pour le passé et garantie de sécurité pour l'avenir. J'ose espérer que nous obtiendrons satisfaction au moyen de négociations pacifiques, le jour où l'on voudra sérieusement correspondre à notre loyauté comme à nos désirs de conciliation; mais, aussi longtemps qu'on nous refusera ces réparations et ces garanties, il n'y a qu'une chose à faire : suspendre toute relation avec le gouvernement du Pérou. ».

Ainsi se termina, au commencement de 1865, cette lutte de quatre années, soutenue par un seul homme contre les révolutionnaires de son pays, deux armées étrangères pour les appuyer, et l'Amérique entière pour les acclamer. Le concordat était implanté et les réformes sociales en voie d'exécution, malgré l'opposition des congrès, les trahisons d'un Maldonado, les invasions d'un Urbina, les ruses d'un Castilla, les fureurs d'un Mosquera. En cherchant Dieu et la justice, Garcia Moreno avait prévalu contre tous. Il ne restait à la Révolution d'autre ressource que de déplacer, à l'expiration de son mandat, le colosse qu'elle n'avait pu renverser.

CHAPITRE XVI

LE COMBAT DE JAMBELI

(1865)

L'année 1865 était l'année fatidique de l'élection présidentielle. L'homme de génie, que la Révolution avait inutilement tenté d'abattre ou d'assassiner, allait enfin mourir de sa belle mort. Ainsi le voulait l'égalité républicaine, qui ne confiait le pouvoir que pour quatre ans et sans faculté de réélection. Les révolutionnaires hâtaient de leurs vœux la période électorale; Garcia Moreno, au contraire, ne la voyait pas arriver sans inquiétudes. Un capitaine qui a dirigé son navire au milieu des tempêtes et qui maintes fois l'a sauvé du naufrage, ne l'abandonne pas, sans trembler, à des mains inexpérimentées. Et toutefois, il quittait avec joie un pouvoir qu'il avait accepté par force en 1861 et volontairement déposé en 1863. A l'époque où nous sommes arrivés, il écrivait à un ami intime : « Quand bien même la constitution permettrait ma réélection, je n'y consentirais pas. Cette néfaste constitution de 1861 engendre et provoque tous les désordres, sans donner au gouvernement le moyen de les repousser. Il s'ensuit que, dans un péril imminent, le gouvernement se voit forcé pour sauver le pays, de se mettre au-dessus des lois et, dans les périls moindres, de tout sup-

porter, laissant ainsi la société descendre graduellement les pentes du précipice. J'ai prévu cette situation dès 1861, et je me repentirai toujours d'avoir accepté le pouvoir ainsi amoindri. Parce que j'ai confiance en Dieu, je crois que l'Équateur sortira un jour de cet affreux état, mais après une période plus ou moins longue de sang et de ruines, quand les législateurs, las de leurs folles utopies et de leurs coupables expériences sur le corps défaillant de la nation, prendront enfin la raison pour guide. La logique du mal est inexorable. Toute faute engendre une expiation : nous allons expier les fautes des constituants de 1861[1]. »

Il laissait donc sans peine une charge trop onéreuse, « d'autant plus, ajoutait-il, qu'en refusant la présidence je rendrai plus de services qu'en la conservant, supposé même que cela fût légal. Dans notre Équateur, où les ambitieux briguent le pouvoir à la seule fin de s'engraisser des misères et des larmes du peuple, il faut donner l'exemple du désintéressement et du sacrifice, faire le bien sans demander aucun salaire en ce monde ». Donc, personnellement désintéressé dans l'élection, il n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la patrie : travailler de toutes ses forces à se donner un successeur assez catholique pour comprendre l'œuvre de la régénération inaugurée par le concordat, assez énergique pour empêcher la Révolution de la ruiner.

Garcia Moreno ne pensait pas, nous l'avons déjà dit, que le gouvernement doit se croiser les bras et rester muet pendant la période électorale, tandis que ses ennemis, à coups de mensonges et de calomnies, battent en brèche tout candidat honnête. Il prétendait que le gouvernement a le droit et le devoir d'éclairer le peuple en lui présentant le candidat de son choix ; en second

1. Lettre à D. F. Sarrade, 1865.

lieu, que, si les employés sont libres de voter personnellement pour qui bon leur semble, ils ne peuvent sans trahison travailler contre le candidat officiel; en troisième lieu, que, s'il appartient aux partis de proposer leurs candidats et de vanter leurs mérites, c'est à la condition qu'ils n'emploieront pas contre leurs adversaires le mensonge, l'outrage ou la violence. La licence effrénée de la presse en temps d'élection, loin de garantir la liberté du peuple, devient le plus terrible engin de tromperie et d'oppression qui puisse exister[1].

Appuyé sur ces principes, Garcia Moreno proposa au choix des électeurs don José Maria Caamano, de Guayaquil, qui possédait selon lui, « les qualités essentielles d'un homme d'État : honorabilité sans tache, énergie de caractère, sens droit, esprit religieux, du petit nombre de ceux qui, à Guayaquil, n'ont jamais rougi de pratiquer leurs devoirs de chrétiens, par où il a mérité la haine des francs-maçons si nombreux dans cette ville[2]. » Nommé ministre des finances, par Urbina, il avait donné des preuves non équivoques de ses principes conservateurs, en envoyant sa démission dès les premiers actes de ce coryphée du radicalisme; plus tard représentant du gouvernement provisoire à Guayaquil, sa conduite franche et loyale lui avait attiré les colères de Franco.

Les comités et les journaux dévoués au gouvernement patronnaient donc chaudement cette candidature quand un malentendu, très fâcheux dans une circons-

1. L'opposition déclamera toujours contre la candidature officielle, sauf à en user, que dis-je? à en abuser de la manière la plus scandaleuse. Promesses, menaces, mensonges, calomnies, destitutions arbitraires, invalidations plus arbitraires encore : voilà ses procédés électoraux dans l'Ancien et le Nouveau-Monde.

2. Lettre de Garcia Moreno à F. Sarrade, 31 décembre 1861.

tance si grave, vint contrarier les desseins du président. Un club urbiniste, composé en grande partie de radicaux plus ou moins compromis dans les dernières insurrections, fut fermé pour ses violences d'abord, et ensuite pour refus obstiné de communiquer à l'administration le nom de ses membres. Là-dessus, violents réquisitoires des radicaux et des libéraux contre la tyrannie du gouvernement. Sans connaître les circonstances qui avaient amené la fermeture du cercle, Caamano déclara publiquement qu'il refuserait une candidature imposée par la violence et la coaction. Cela sentait le Borrero. Piqué d'une pareille incartade, Garcia Moreno écrivit à son candidat qu'il n'avait aucune envie de gêner la liberté des électeurs, mais qu'il avait dû prendre des mesures d'ordre contre un club notoirement composé de perturbateurs et de séditieux; que, du reste, ces clubistes jouissaient individuellement de toutes les franchises accordées par les lois pour soutenir le candidat de leur choix; sur quoi Caamano, mieux informé, déclara devant la nation « que s'il avait connu l'existence des sociétés séditieuses, au lieu d'écrire sa malencontreuse lettre, il eût approuvé les mesures prises par le gouvernement ». Néanmoins, Garcia Moreno crut devoir choisir un candidat moins prompt à subir l'influence libérale. Il jeta ses vues sur D. Jéronimo Carrion, de Cuenca, homme simple et religieux, ami de l'ordre et du travail, irréconciliable ennemi des anarchistes et fermement décidé à défendre le pays contre leurs entreprises. Les conservateurs, guidés par Garcia Moreno, se rallièrent à cette candidature.

L'opposition parut se diviser entre Pedro Carbo, l'homme des radicaux, et Gomez de la Torre, candidat du parti libéral, « tous deux ornés de qualités requises pour perdre le pays le mieux organisé, à plus forte rai-

son une république volcanisée comme celle de l'Équateur[1]. »

Pedro Carbo, révolutionnaire exalté, intime ami d'Urbina, n'avait aucune chance d'arriver, d'autant plus que, malgré ses vaniteuses prétentions, on connaissait son peu de capacité. Le voyant un jour passer en compagnie de son ami Endara, autre cerveau brûlé, Garcia Moreno dit à ceux qui l'entouraient : « Vous voyez devant vous la nullité en deux tomes[2]. » On ne pouvait mieux dire. Mais que de nullités encombrantes aspirent à gouverner le monde, grâce à l'ineffable bêtise du suffrage universel ! Cependant pour l'Équateur catholique, radicalisme et incapacité, c'était trop sur une même tête. Pedro Carbo le sentit lui-même. Il s'exila bruyamment, comme il l'avait fait quatre ans auparavant en invectivant contre Garcia Moreno, « l'assassin, le tyran qui, non content d'avoir confisqué durant quatre ans les libertés publiques, voulait se survivre à lui-même pour achever la ruine du pays ». N'ayant rien à attendre de l'Équateur, Carbo allait à Lima combiner avec son ami Urbina un nouveau plan d'insurrection. Il ne resta d'autre compétiteur, en face de Carrion que D. Manuel Gomez de la Torre, personnage peu gêné par ses principes politiques et religieux, et d'un libéralisme si élastique qu'il avait pu être ministre de Roca, ministre d'Urbina, et membre du gouvernement provisoire, sans blesser ses convictions. Excellent homme du reste, généreux et désintéressé malgré son ambition, incapable de faire du mal même à ses ennemis, mais plus incapable encore, à cause de ses idées fantastiques et de son manque d'énergie, de bien gouverner un pays travaillé par la Révolution. Depuis

1. Lettre de Garcia Moreno à F. Sarrade, 26 nov. 1864.

2. C'est Borrero qui raconte ce trait *Revolucion del 8 de setiembre*, page 28.

quatre ans il se montrait l'implacable ennemi de la politique autoritaire de Garcia Moreno, ce qui suffisait aux libéraux de toute nuance pour appuyer chaudement sa candidature. Les démagogues eux-mêmes, privés de leur candidat Carbo, ne trouvèrent rien de mieux que de se rallier à Gomez, persuadés qu'un libéral au pouvoir fera toujours la courte échelle au radicalisme.

Chose singulière! la bataille s'engagea non sur le mérite respectif des deux candidats, mais sur la politique de Garcia Moreno, qui n'était nullement en cause : les libéraux crurent sans doute que, pour rendre acceptable leur pauvre candidat, il fallait un repoussoir très sombre. A l'absolutiste Garcia Moreno, il fallait donner pour successeur un homme d'un libéralisme à toute épreuve, et cet homme c'était Gomez.

Ce fût encore *La Centinela* de Borrero qui dirigea cette opposition peu logique, mais insultante au premier chef pour l'homme de la contre-révolution. Borrero affirma que Gomez gouvernerait toujours, quoi qu'il dût arriver, selon la constitution et les lois. On lui répliqua que Carrion pouvait en promettre autant, mais on lui demanda en même temps ce que ferait son héros dans le cas particulier, et nullement métaphysique, où il ne pourrait sauver le pays sans violer la constitution. Trop aveuglé par sa haine contre Garcia Moreno pour s'apercevoir du piège qu'on lui tendait, il répondit que « si la constitution lie les mains au pouvoir dans une circonstance où la vie d'un peuple est en danger, la stricte observance des lois n'en reste pas moins l'unique garantie des personnes, des biens, et de la liberté ». C'était un pur non-sens, car si la constitution, en liant les mains au pouvoir, cause le triomphe de la démagogie, elle devient fatalement la ruine de la société au lieu d'en être la sauvegarde; mais il fallait à toute

force condamner les actes de Garcia Moreno, et Borrero ne recula pas devant une absurdité.

Cette bévue lui coûta cher. Ses adversaires connaissaient mieux que lui les antécédents de son candidat, « cet homme si profondément respectueux des prescriptions de la loi ». Ministre de l'intérieur sous Roca, qui ne se faisait pas faute de donner quelques entorses à la constitution, Gomez de la Torre avait défendu son maître contre les législateurs de 1848, qui l'accusaient précisément de violer les lois. Rien de plus topique ni de plus comique en même temps que la citation suivante, extraite textuellement de son discours au congrès :

« Dans les circonstances terribles où se trouvait le gouvernement (l'invasion de Florès), sous une constitution qui garantissait aux traîtres l'impunité, dites-moi sincèrement avec la bonne foi qui doit caractériser tout bon républicain, ne devions-nous pas prendre les mesures les plus promptes et les plus efficaces pour purger le pays d'ennemis qui se retranchaient derrière les garanties constitutionnelles? En présence d'affreuses calamités, c'était le devoir du gouvernement de choisir le moindre mal, de sauver la république du naufrage, sauf à répondre de sa conduite devant la nation. Dans les cas de force majeure, il faut agir avec énergie, et sans aucun respect pour ces prétendues garanties derrière lesquelles s'embusquent les scélérats pour bouleverser l'ordre social. »

C'était ce qui s'appelle vulgairement prendre son homme la main dans le sac. Ainsi le libéral Gomez de la Torre avait agi, dans les circonstances difficiles, comme l'autoritaire Garcia Moreno! Et de plus il avait prouvé d'une manière très sensée et très éloquente qu'un devoir impérieux commandait cette ligne de conduite. Le libéralisme n'est donc qu'une hypocrisie, et l'on ne déchirait à belles dents la politique de Garcia Moreno, en

lui opposant celle de Gomez, que pour tromper le naïf électeur! Ces conclusions s'imposaient, et les organes du gouvernement ne manquèrent pas de les faire valoir.

Ainsi démasqué, Borrero paya d'audace. A propos de quelques employés destitués pour cause de propagande hostile au gouvernement, il écrivit « que, la liberté d'élection étant supprimée et l'oppression plus grande qu'au temps d'Urbina, il ne restait plus qu'à voter selon les ukases du président. La terreur régnait à Guayaquil aussi bien qu'à Quito, au point que les imprimeurs n'osaient plus prêter leurs presses au candidat libéral. Les destitutions étaient arbitraires, et bientôt il n'y aurait de place que pour les *morénistes* et les *carrionistes.* »

Durant quelques semaines, Garcia Moreno laissa *La Centinela* déblatérer à son aise; puis, en vertu du droit constitutionnel, il cita Borrero et le docteur Arizaga, un de ses complices, à comparaître devant lui pour rendre compte de leurs calomnies, lesquelles pouvaient être qualifiées d'attentats contre l'ordre public et le gouvernement établi. Au lieu de se rendre à Quito pour défendre ses articles, Borrero prit le parti de se cacher, tout en continuant à tirer dans l'ombre sur son adversaire.

L'élection eut lieu le 15 mai 1865. Le candidat du gouvernement obtint vingt-trois mille suffrages, tandis que le libéral Gomez de la Torre, aidé de tous les radicaux, n'en put conquérir que huit mille. C'était une nouvelle victoire pour Garcia Moreno. Comme la lutte avait uniquement porté sur sa politique, il s'ensuivait que le peuple, d'accord avec le grand homme qui l'avait tiré de l'abîme, priait son successeur de continuer son œuvre et d'exterminer la Révolution.

On ne peut se figurer le désespoir de l'opposition. tant libérale que radicale, à cet échec qui déconcertait tous ses plans pour l'avenir. Le président Carrion, sous

l'égide de son mentor, adopterait sans nul doute la politique autoritaire à l'ombre de laquelle fleurissent difficilement les pronunciamentos, et l'on risquait de voir après lui Garcia Moreno reprendre les rênes, ce qui rejetait dans un insaisissable lointain les rêves ambitieux, les beaux traitements, et surtout l'infernal plaisir d'enchaîner et d'opprimer de nouveau l'Église émancipée. Cette désolante perspective inspira aux anarchistes la résolution de jouer leur va-tout et de tenter un effort suprême pour s'emparer du pays. Du reste, le moment ne leur parut pas trop défavorable. Sans doute le peuple fanatisé s'était prononcé en grande majorité contre les libéraux, mais on pouvait compter sur l'appui de sept ou huit mille oppositionistes, encore surexités par les calomnies des Borrero et consorts. D'un autre côté, l'armée, considérablement réduite, n'avait plus de chef : le général Florès, dont on redoutait à bon droit les capacités militaires et la bravoure éprouvée, était mort au mois d'octobre dernier durant l'insurrection de Machala [1]. Garcia Moreno, tout aussi redoutable, sortait

1. Le général Florès mourut en brave, les armes à la main, durant la dernière insurrection de Machala et de Santarosa. Après avoir combiné les opérations et expédié des troupes pour chasser Urbina des localités envahies, il se dirigeait lui-même par mer vers le théâtre de la guerre, malgré les attaques d'un mal dont il souffrait depuis plusieurs années. A peine sur le vaisseau, il sentit que ses derniers moments approchaient, mais son esprit se préoccupait des événements militaires bien plus que de ses souffrances. Son aide de camp, le commandant Guerrero, se trouvait à côté de lui : « Est-il vrai, lui dit-il, que nous ayons repris Santarosa? — Oui, mon général, après en avoir délogé l'ennemi. — Et nos soldats se sont bien battus? — Admirablement. — Et le peuple? — Le peuple est libre et tranquille. — Alors, reprit le vieux guerrier d'un air calme et serein, alors je puis mourir! » Bientôt il entra dans le délire. En mourant il s'écria : « O bonne Mère de la Merci, je suis votre enfant! » La Vierge de la Merci, celle qui lui donna la victoire à Guayaquil, aura entendu le dernier cri du vieux soldat agonisant. Garcia Moreno pleura le héros de l'Équateur, et tout le peuple le pleura comme lui. Si Florès eut ses heures d'égarement,

de charge : il n'aurait ni la même influence sur ses soldats, ni la même autorité pour se faire obéir. A ces puissantes considérations, il faut ajouter que les grands capitalistes du Pérou avec lesquels Urbina avait contracté des emprunts pour préparer ses invasions, voyant ses actions fort en baisse et le remboursement problématique, le pressaient de frapper un grand coup alors qu'il pouvait encore compter sur l'appui du gouvernement péruvien. Les frères et amis reçurent donc l'ordre d'exécuter sur-le-champ un audacieux coup de main, concerté entre les réfugiés de Lima et leurs complices de Guayaquil.

Le 31 mai, vers le soir, une cinquantaine d'urbinistes, armés de poignards et de revolvers et commandés par l'intrépide José Marcos, se cachèrent dans une petite île du fleuve Guayas, non loin de Zamboroddon. Le navire marchand *Washington* s'étant approché de l'endroit où les bandits étaient cachés, ils s'en emparèrent sans aucun danger pour eux, car l'on sut plus tard que le capitaine avait reçu mille piastres d'Urbina pour lui livrer son vaisseau muni d'armes et de tous les engins nécessaires à un abordage. Suivant doucement le cours du fleuve jusqu'à Guayaquil, les flibustiers, maîtres du *Washington,* attendirent la nuit noire pour continuer la suite de leurs opérations.

Vers onze heures du soir, la ville et le fleuve étant plongés dans une obscurité complète, ils s'approchèrent silencieusement du vapeur *Guayas,* l'unique vaisseau de guerre de l'Équateur. N'ayant aucune raison de soupçonner le *Washington*, les officiers crurent à une fausse manœuvre du capitaine, et déjà ils s'apprêtaient

son dévouement à la patrie les fit oublier. Fondateur de la république avec sa glorieuse épée, il la sauva avec cette même épée du joug des tyrans révolutionnaires : tout disparaît dans ces grands souvenirs.

à lui porter secours, lorsque les urbinistes se lancent à l'abordage comme une bande de démons, sabrent le commandant Matos, et tombent à coups de hache et de revolver sur les pauvres marins désarmés. Puis ayant coupé les amarres, ils attachent au *Washington* le *Guayas*, devenu leur proie, et gagnent la haute mer. Quand, à l'annonce de ce brigandage, les batteries de terre réveillèrent en sursaut les habitants de Guayaquil, les forbans voguaient depuis longtemps hors de toute atteinte.

On apprit le lendemain que le *Washington* et le *Guayas*, en compagnie d'un troisième vaisseau, le *Bernardino*, mouillaient dans la rade de Jambeli, à sept ou huit lieues de Guayaquil. Urbina et Franco, à la tête de plusieurs centaines d'Équatoriens et de Péruviens, commandaient l'expédition. Comme toujours, ils s'apprêtaient à envahir les cantons de Machala et de Santa-rosa, d'où ils espéraient semer l'insurrection dans tout le pays, pendant que leur flottille bloquerait Guayaquil et que leurs amis soulèveraient les casernes au nom du libérateur Urbina.

Trois jours après, un courrier, arrivant à marches forcées de Guayaquil, apprenait à Garcia Moreno les détails de cette nouvelle conjuration et le danger dans lequel se trouvait l'Équateur. Il était à ce moment brisé de fatigues et souffrait beaucoup d'une maladie de foie. Afin de se ménager quelques jours de repos, il avait quitté la capitale et venait de s'installer à quelques lieues de là, dans l'hacienda de Chillo. Et voilà qu'on lui annonce subitement, sans qu'aucun indice eût pu faire présager une telle catastrophe, qu'Urbina dispose d'une flottille bien armée, qu'il est maître du *Guayas* et menace non seulement la côte, mais le port de Guayaquil ! Comment empêcher la défection de cette ville turbulente et arrêter la marche de l'envahisseur?

Pour vaincre, il ne restait à l'héroïque président que son génie, son courage, et sa confiance en Dieu. Prompt comme l'éclair, en un instant sa résolution fut prise et son plan de campagne arrêté. Il franchit cette nuit même les trois lieues qui le séparaient de la capitale, rédigea en toute hâte plusieurs décrets qu'il remit, sous pli cacheté, au vice-président Carvajal, avec l'ordre de les insérer le lendemain au journal officiel. Puis, sans communiquer à qui que ce fût le secret de son voyage, il se mit en route pour Guayaquil avec son aide de camp. En trois jours il parcourut une route de quatre-vingts lieues et tomba comme la foudre au milieu de ses ennemis ébahis.

C'était le 8 juin, en pleine nuit. Personne ne s'attendait à le voir paraître, car la capture du *Guayas* ne datant que de huit jours, il lui était presque physiquement impossible d'en avoir appris assez tôt la nouvelle pour arriver déjà sur le théâtre de la guerre. Le conseil municipal, composé en majeure partie des amis de Carbo, se trouvait encore réuni. On saluait d'avance le libérateur Urbina et l'on ne se gênait pas pour tomber à bras raccourcis sur le despote, dont le règne paraissait bien fini, lorsque tout à coup un employé se précipita dans la salle, en criant : Garcia Moreno! Ce fut comme une nouvelle apparition de la tête de Méduse : en un instant la salle se vida, et les braves conseillers coururent au plus vite s'enfermer dans leur domicile.

Le lendemain, les partisans d'Urbina purent voir, placardé sur tous les murs, le décret suivant :

« Considérant que, dans la nuit du 31 mai, cinquante flibustiers, embarqués sur le vapeur marchand *Washington*, se sont emparés par surprise du vaisseau de guerre national *Guayas*, après avoir assassiné capitaine et soldats; que cet attentat, outre qu'il a pour but la subversion de l'ordre public et de nos institutions,

constitue selon notre législation un acte de véritable piraterie; que la condition première de l'existence de toute société, c'est la répression prompte et efficace du crime; par décret du président de la république, sont considérés comme pirates les détenteurs du *Washington* et du *Guayas*. Libre à tout vaisseau de guerre étranger de les poursuivre et de les saisir, même dans les eaux de l'Équateur. Les pirates seront jugés en conseil de guerre verbal et punis selon la rigueur des lois, à moins que, repentants de leurs crimes, ils n'invoquent spontanément la clémence de l'autorité. Ceux qui favoriseront, sur n'importe quel point du territoire, les menées anarchiques des pirates, seront pareillement jugés en conseil de guerre et condamnés à la peine capitale, s'ils sont convaincus d'avoir été promoteurs ou chefs de partisans. Seront exceptés toutefois ceux qui abandonneront les rangs de l'insurrection et viendront implorer la clémence du gouvernement. »

Suivait un autre décret concernant l'armée, non moins rigoureux que le premier :

« Considérant que la paix de la République est sérieusement menacée par l'attentat du 31 mai, nous déclarons l'armée en campagne. Tout militaire déserteur sera soumis au jugement verbal et puni conformément aux lois. Le président de la république se charge en personne du commandement de l'armée. »

A la lecture de ces deux décrets, chacun comprit qu'il y allait de la vie pour tout insurgé pris en flagrant délit ou tout soldat infidèle à son devoir. On connaissait assez l'implacable justice du président pour savoir que ses décrets ne resteraient pas lettre morte. Aussi la terreur s'empara des révolutionnaires dans la cité comme dans les casernes, et la bruyante Guayaquil, après s'être démenée pendant huit jours comme un volcan en éruption, tomba soudain dans un marasme com-

plet. Cependant, on se demandait avec un sentiment de curiosité bien naturel, comment s'y prendrait cette fois Garcia Moreno pour vaincre ces pirates, qu'il était facile d'exterminer par décrets, mais qui, de leurs vaisseaux, se moquaient à bon droit de ses soldats. On le voyait debout du matin au soir, donnant ses ordres aux différents corps d'armée, observant avec la plus scrupuleuse attention les mouvements de ses ennemis, se renseignant sur la position exacte des vaisseaux insurgés; mais quel pouvait être son plan d'attaque ou même de résistance? L'arrivée du vapeur anglais *Talca,* qu'il attendait avec une impatience fébrile, révéla son idée, non moins audacieuse que l'abordage du *Guayas*. Sans attendre les pirates, et pour couper court aux mouvements insurrectionnels qu'ils allaient provoquer sur la côte, il se proposait d'aller les battre dans la rade de Jambeli, où stationnait leur flottille.

On apprit son secret, comme toujours, au moment de l'exécution. Aussitôt que le *Talca* fut entré dans le port, Garcia Moreno pria le consul anglais de le lui céder momentanément pour l'armer en guerre et donner la chasse aux flibustiers. Comme cette requête paraissait conforme au droit des gens, le consul y acquiesça, moyennant une indemnité. Déja les travaux d'armement étaient commencés, quand le consul, croyant sans doute le vaisseau perdu, en exigea le prix de vente qu'il estima lui-même 50,000 livres, soit 1,250,000 francs. N'ayant pas le temps de discuter avec John Bull, Garcia Moreno déclara le marché conclu. Ce fut alors le tour du capitaine, qui se mit à protester contre la vente d'un vaisseau dont il avait la garde. Sans même prendre la peine de porter ses réclamations à Garcia Moreno, il donna l'ordre à ses marins d'expulser ouvriers et soldats et d'amener le drapeau équatorien qui déjà flottait sur le vapeur. Pour appuyer ses protesta-

tions, il demanda secours à une frégate espagnole, qui lui promit de faire feu sur le vaisseau s'il sortait du port sans son consentement.

En face de ces difficultés, le président comprit qu'il était temps d'agir en maître. Il représenta au fougueux capitaine que le droit des gens l'autorisait, dans les circonstances présentes, à lui emprunter son vaisseau sauf à l'indemniser de tout dommage, et que de plus le consul ayant consenti à le vendre pour éviter toute contestation, les réclamations devenaient absolument injustes. Le capitaine répliqua qu'il allait arborer son drapeau, et qu'on lui passerait sur le corps avant d'y toucher. « Et moi, dit Garcia Moreno l'éclair dans les yeux, je vais vous faire fusiller à l'instant même, et votre drapeau vous servira de linceul. » A la vûe des soldats prêts à faire feu sur un signe de leur chef, l'Anglais se retira en maugréant. Mais tout n'était pas fini. En visitant la machine, on s'aperçut qu'elle était fortement endommagée et privée de plusieurs pièces nécessaires. Garcia Moreno fit saisir les deux machinistes et leur commanda sous peine de mort de réparer les dégâts sous les yeux d'un mécanicien qui contrôla soigneusement leurs opérations. Quatre soldats furent chargés de les surveiller, et de leur brûler la cervelle s'ils se montraient récalcitrants.

Les préparatifs terminés, le vaisseau fut armé de cinq forts canons, de munitions de toute espèce, de haches et d'engins d'abordage. Conservateurs et libéraux prêtaient assistance aux soldats avec un entrain merveilleux, les uns par dévouement à Garcia Moreno, les autres pour s'en débarrasser en l'encourageant dans sa folle aventure. Un désastre paraissait tellement inévitable, que les marins, pour prêter leurs services, exigèrent des sommes exorbitantes. On ne trouva de machiniste qu'au prix de vingt mille piastres. Quand on fit appel

au dévouement des médecins; l'un d'eux se cacha lâchement. Garcia Moreno le déclara déserteur et privé de ses droits de citoyen. Quant aux soldats il leur dit avant l'embarquement : « Il ne me faut que des gens de cœur : que les braves se mettent à ma droite, et les poltrons à ma gauche. » En un clin d'œil, tous passèrent à droite. Il en choisit deux cent cinquante avec des officiers déterminés pour les commander, et les fit monter sur le vaisseau. Un prêtre accompagnait l'expédition comme consolateur suprême au moment du danger.

Tout le personnel étant à bord du *Talca* et du petit vapeur *Smyrk* qui lui servait d'éclaireur, Garcia Moreno encouragea soldats et marins à faire bravement leur devoir. « Défenseurs de la patrie, leur dit-il, nous allons au-devant des pirates qui nous ont volé le *Washington* et le *Guayas*, après avoir assassiné le commandant Matos. Ils se croyaient sûrs de l'impunité parce que nous manquions de vaisseaux pour les poursuivre; ils espéraient continuer ainsi leurs insultes au pays et les brigandages dont ils vivent aux dépens du peuple, mais leur criminel espoir est déçu : nous avons des vaisseaux et nous comptons sur la protection du Dieu vengeur de la justice outragée, de ce Dieu dont le bras puissant atteint les scélérats partout où ils se cachent. Il faut à ces bandits un châtiment prompt et exemplaire, afin que les gens de bien puissent respirer en paix.

« Soldats et marins, j'ai tenu à honneur de vous accompagner. Je veux être témoin de votre discipline et de votre valeur afin de vous récompenser dignement. J'ai confiance dans l'habileté et l'intrépidité de vos chefs, comme dans votre bravoure bien connue. Je regrette de n'avoir à vous donner pour adversaires que des ennemis indignes de vous, des forbans, des assassins, les derniers des scélérats. Mais la patrie vous impose ce devoir, et pour la sauver, il n'y a point de sacrifice qui

soit au-dessus de votre courage. En avant donc pour la patrie, et que chacun fasse son devoir en homme de cœur! »

Électrisés par ces nobles paroles, les soldats quittèrent le port en criant : « Vive Garcia Moreno! » Les conservateurs leur répondaient du rivage, pendant que les libéraux échangeaient à la sourdine un regard de pitié. Les marins et soldats de la frégate espagnole haussaient les épaules en voyant ces braves Équatoriens s'en aller stupidement avec leur chef au-devant d'une mort certaine. Le fait est qu'on ne pouvait penser sans frémir à la rencontre qui devait avoir lieu dans de pareilles conditions d'inégalité. Outre leurs trois vaisseaux armés de canons, les ennemis avaient encore une goëlette bien équipée, qui leur servait de guide. Le Pérou leur avait fourni un nombre considérable de soldats, car on venait d'apprendre qu'après un combat sanglant contre la garnison de Santarosa, la ville était occupée par trois cents de ces flibustiers. Urbina et Roblez, montés sur le *Washington*, retournaient à Jambeli, remorquant une embarcation chargée de prisonniers qui devaient être fusillés le lendemain.

Garcia Moreno quitta le port de Guayaquil le 25, à six heures du soir. Le 26, à huit heures du matin, les canots éclaireurs reconnurent la position des vaisseaux ennemis dans la rade de Jambeli. Le *Guayas* et le *Bernardino* avec la goëlette se trouvaient réunis en avant, pendant que le *Washington*, récemment arrivé à Santarosa, restait à l'ancre dans une baie assez éloignée.

Le moment était solennel et décisif. A peine les insurgés, stupéfaits d'abord, eurent-ils reconnu les assaillants, qu'ils se rangèrent en ordre de bataille et firent feu de toutes pièces. Les deux cent cinquante braves du *Talca* sentirent le frisson courir dans leurs membres en voyant ces batteries dressées contre eux. » Pas de

décharges inutiles, s'écria Garcia Moreno; le poignard à la main, et en avant! » Enhardis par le sang-froid de leur chef, les soldats saisissent leurs poignards. Le *Talca* marche à toute vapeur, mais en contournant le *Guayas*, pour éviter les décharges de l'ennemi. Une fois bien à portée, Garcia Moreno commande le feu : tous les canons tonnent à la fois; un boulet bien dirigé fait une large brèche à fleur d'eau dans le flanc du *Guayas*. Prompt comme la foudre, le *Talca* fond sur lui, et d'un coup de sa proue agrandit la brèche, culbutant marins et soldats. Au milieu de l'affreuse bagarre, les soldats de Moreno s'élancent sur le vaisseau ennemi et massacrent à coups de poignard, de hache, de revolver, les flibustiers qui leur tombent sous la main. Quarante-cinq seulement, échappés au carnage, furent transbordés sur le *Talca*.

Pendant qu'ils s'emparaient sans résistance du *Bernardino* et de la goëlette, aussi fortement avariés, le *Smyrk* courait déjà vers le *Washington* qui avait à son bord, comme nous l'avons dit, les deux héros Urbina et Roblez, tout fiers encore de leurs succès de la veille. Le *Washington* était à l'ancre, et le reflux l'avait laissé presque à sec, à quelques mètres de la côte. Officiers et soldats, tous joyeux convives, avaient fait de copieuses libations pour fêter la victoire de leur grand chef, lorsque le bruit du canon vint les tirer du sommeil ou de l'ivresse. La surprise et l'épouvante causèrent une telle panique que soldats, officiers et marins se jetèrent à l'eau à la suite du vaillant Urbina, et gagnèrent au plus vite, en pataugeant dans la vase, l'ombre des bois voisins. Quand le *Smyrk*, suivi bientôt du *Talca*, put renflouer le *Washington*, il était complètement abandonné. Dans leur précipitation, les fuyards n'avaient pas même pris le temps d'emporter la caisse [1], ni la

1. Il s'y trouvait une forte somme en faux billets de banque.

très intéressante correspondance d'Urbina avec les frères et amis de Guayaquil. Trois jours après, cette bande d'aventuriers, y compris la garnison de Santarosa, repassa la frontière du Pérou, bien décidée à laisser pour longtemps les combats de terre et de mer.

Ses vainqueurs purent alors se rendre compte du résultat de la journée. Sauf le *Guayas*, qui avait sombré quelques minutes après le combat, ils avaient en leur possession toute la flottille d'Urbina, le *Bernardino*, le *Washington*, la goëlette, un autre voilier sur lequel se trouvaient heureusement les prisonniers de Santarosa, et quelques petites embarcations. Le *Talca* avait peu souffert malgré le terrible coup d'éperon donné au *Guayas*, et le *Smyrk* était absolument intact. Ils n'avaient à regretter que des pertes insignifiantes, en comparaison du nombre d'ennemis qu'ils avaient tués, mis en déroute ou faits prisonniers. Le seul regret de Garcia Moreno fut de n'avoir pas assez d'hommes pour se mettre à la poursuite des fuyards et s'emparer d'Urbina.

Il s'agissait maintenant pour ces victorieux de faire leur entrée triomphante à Guayaquil, mais auparavant Garcia Moreno se souvint qu'il lui restait un grand acte de justice à accomplir. Le jugement des prisonniers devait être rendu verbalement et séance tenante. Sur les quarante-cinq qui comparurent devant le conseil de guerre, il fut reconnu que dix-sept avaient été enrôlés par force : Garcia Moreno leur fit grâce. Les vingt-sept autres, déclarés pirates, furent condamnés à mort conformément au code pour crime de trahison et de rébellion. Au nombre des condamnés figuraient José Marcos le chef de bande qui s'était emparé du *Guayas*, le colonel Vallejo, Dario Viteri, et José Roblès. Pendant que la flottille s'avançait vers Guayaquil, chacun de ces criminels, après sa condamnation, s'approchait du prê-

tre pour recevoir le pardon de ses fautes, et des détonations successives annonçaient que la justice humaine était satisfaite. Le prêtre qui avait prêté son ministère à ces malheureux demanda grâce pour le vingt-septième, et déjà Garcia Moreno, pour le remercier d'avoir accepté ce poste périlleux, avait fait droit à sa requête, quand, examinant de plus près le condamné, il crut reconnaître sur lui, à quelque emblème distinctif, un vêtement du commandant Matos : « Vous avez assassiné le commandant du *Guayas!* » s'écria-t-il d'une voix terrible. Sous son regard d'aigle, la flibustier se troubla et avoua sa participation au crime : « Pas de grâce pour les assassins, reprit Garcia Moreno, et que la justice suive son cours! »

Cependant on approchait de Guayaquil. Vers les cinq heures, le *Smyrk* prit les devants pour porter la bonne nouvelle. Toute la ville était sur les quais, au paroxysme de l'anxiété. A la vue du petit vapeur, les groupes se livrèrent à des conjectures diverses, selon les secrets désirs de leurs cœurs. Les conservateurs en auguraient le triomphe du président, les complices d'Urbina concluaient au contraire à la perte du *Talca*. En l'apercevant, puis le *Washington*, et les autres vaisseaux, chacun pouvait croire encore qu'Urbina revenait vainqueur. L'émotion était à son comble, quand apparut enfin Garcia Moreno, debout sur le pont du *Talca*. Alors un immense cri de joie sortit de toutes les poitrines, pendant que les cloches de la ville remplissaient l'air de leurs joyeuses volées, et que les marins espagnols eux-mêmes, transportés d'enthousiasme, saluaient le vainqueur par une salve de toutes leurs batteries.

On remarqua sans trop s'étonner que les vivats les plus chaleureux partaient des groupes plus ou moins dévoués à Urbina. Les libéraux se sentaient mal à l'aise en présence de l'implacable justicier, car un certain

nombre d'entre eux se trouvaient compromis dans ce dernier complot. Le soir, au milieu des réjouissances de la population, Garcia Moreno raconta devant un groupe d'amis les péripéties émouvantes du combat de Jambeli, et les trahisons infâmes de certains complices d'Urbina, qui lui avaient été révélées par les papiers saisis sur le *Washington.* « Ils nous donneront la paix, s'écria-t-il, ou ils verront demain avec quel ciment je l'établirai. » Le lendemain, vers huit heures, il se fit amener un certain avocat, le docteur Viola, natif de Buenos-Ayres, l'agent principal d'Urbina à Guayaquil. Viola comparut devant le président et les chefs militaires qui l'entouraient, le front haut et le sourire sur les lèvres, comme un homme qui n'a rien à craindre. — « Docteur Viola, lui dit Garcia Moreno, en votre qualité d'avocat, vous devez savoir quelle peine mérite un traître ! — En effet, je ne l'ignore pas. — Quelle peine? — La mort ! »

Il lui présenta alors plusieurs lettres, trouvées à bord du *Washington,* lesquelles avait été expédiées par Viola lui-même au secrétaire d'Urbina pour lui indiquer dans les moindres détails les plans des conspirateurs de Guayaquil, et jusqu'à la somme donnée au commandant du *Washington,* pour en obtenir son vaisseau. Dans une dernière note, il engageait Urbina à s'approcher de Guayaquil, le pronunciamento pouvant avoir lieu de jour en jour. — « Docteur Viola, êtes-vous l'auteur de ces lettres! — Je ne puis le nier. — Préparez-vous donc à recevoir le châtiment des traîtres. Vous serez fusillé ce soir, à cinq heures. »

C'est en vain qu'on essaya d'intercéder pour le coupable. Le consul de Buenos-Ayres allégua sa qualité d'étranger, mais Garcia Moreno lui répondit que l'étranger était soumis aux lois de sa patrie adoptive. Un haut personnage qui avait connu le projet de révolution, et

se trouvait par son silence coupable, cause indirecte de ces scènes horribles, vint aussi solliciter la grâce de Viola. Garcia Moreno resta inflexible : « Vous répondrez devant Dieu, lui dit son interlocuteur, du sang que vous allez verser. — Non pas moi, répondit Garcia Moreno, mais celui qui, pouvant prévenir ces crimes, ne l'a point fait. — Je sais pourquoi vous me parlez de la sorte. — Et moi, je suis heureux que vous le sachiez sans que je vous l'explique, » reprit Garcia Moreno[1].

On a dit même que sa mère, alors âgée de quatre-vingts ans et qu'il aimait avec tendresse, essaya de le fléchir. « Ma mère, lui répondit-il avec la plus vive émotion, demandez-moi tout ce que vous voudrez, mais non un acte de faiblesse qui perdrait le pays. » A cinq heures, comme il l'avait décrété, Viola fut conduit dans la plaine de Guayaquil et fusillé.

Les révolutionnaires et les libéraux qui, par leurs conspirations ou leur lâche complicité, ont élevé des monceaux de cadavres, crieront à la cruauté : les vrais politiques n'auront que de l'admiration pour ce héros, digne du Cid et de Bayard, qui n'hésita point à sacrifier sa vie pour sauver son pays des fureurs anarchistes, et qui, par l'exécution nécessaire de quelques scélérats, sauva des milliers d'innocents. Ce résultat était le seul qu'il poursuivit, comme il l'affirmait à ses compagnons d'armes au moment de quitter Guayaquil : « Votre courage, disait-il a sauvé la République. Les pirates ont dû chercher d'autres parages, et les émeutiers de Santa-rosa n'ont pas même osé vous attendre. Quelques-uns, en se sauvant dans les bois, ont pu se soustraire au glaive de la justice, mais, avant de continuer leur infâme métier qu'ils méditent cette parole : L'échafaud dressé pour le criminel garantira désormais aux honnêtes gens la paix et la sécurité. »

1. *Le Nacional*, 8 mars 1871, *Mentiras de Emigrado.*

Urbina et ses complices se le tinrent pour dit : Jambeli fut leur dernière croisade du vivant de Moreno. Ils pouvaient du reste se féliciter de leurs prouesses : outre le sang versé dans ces guerres fratricides, ils avaient coûté depuis un an un million de piastres à leur pays. Quant à Garcia Moreno, parti de la capitale très malade et très faible, il y rentra parfaitement guéri. Les courses forcées, la vie agitée, les violentes péripéties d'une lutte dont la seule alternative était la victoire ou la mort, avaient dissipé en quelques jours le mal dont il souffrait depuis longtemps.

CHAPITRE XVII

L'HOMME NÉCESSAIRE

(*1865*)

Déjà considéré comme le héros de l'Équateur, Garcia Moreno devint pour tous, après l'expédition vraiment romanesque de Jambeli, l'homme providentiel envoyé au peuple martyr pour dompter le monstre révolutionnaire. Son retour à Quito fut un triomphe. Les libéraux eurent beau pousser des sanglots de commande sur le sang très pur répandu à bord du *Talca*, la foule enthousiaste n'en continua pas moins de porter aux nues le guerrier dont la vaillance avait arraché aux mains d'Urbina les prisonniers de Santarosa et préservé l'Équateur d'une guerre civile où des milliers de victimes auraient été sacrifiées à la rage des bandits de la Révolution. On lisait en pleurant ce touchant hommage d'un des dix-sept urbinistes graciés par Garcia Moreno :

« Salut à toi, noble chef de l'Équateur, illustre guerrier, dont le bras de fer nous sauva de la ruine.

« Salut à toi, patriote sans tache, héroïque soldat, qui, entouré d'un groupe de braves, mis en fuite des milliers de traîtres.

« Salut à toi, cœur vraiment généreux : qui donc sacrifie sa vie comme toi, comme toi méprise la mort? A voir le feu qui brille dans ton regard, le pirate éperdu s'enfuit.

« Je t'aperçois encore dans le feu du combat, nouvel Achille, l'épée au poing, enflammant tes soldats de ton ardeur guerrière.

« J'entends encore les cris enthousiastes des vainqueurs qui, debout sur ton navire, t'appellent le père de la patrie !

« Et maintenant, laisse-moi te saluer comme un ange de paix, héros magnanime dont le monde un jour chantera les exploits. Je te dois la vie, je te dois l'honneur. Tu as suivi l'inspiration de ta conscience et de ton Dieu, tu as eu pitié de moi.

« La patrie te remercie de l'avoir sauvée, l'univers applaudit ta vaillance, Guayaquil t'offre une couronne, et moi je t'offre ma vie en holocauste. Volontiers, je répandrai pour toi mon sang jusqu'à la dernière goutte. Sois béni, sois mille fois béni, ô Garcia Moreno [1]. »

Cette poésie de la reconnaissance est une preuve, entre mille autres, des sentiments qui régnaient dans tous les cœurs. Toutefois la tristesse se mêlait à la joie : Garcia Moreno descendait à ce moment-là même du fauteuil présidentiel pour y installer son successeur. Ce fut une occasion pour la société de Quito de lui exprimer ses chaleureux remercîments dans une adresse où son œuvre et ses mérites ressortent avec tant d'éclat que nous ne pouvons résister au désir d'en citer quelques extraits :

« Comme les bienfaiteurs de l'humanité, lui disait-on, vous descendez du fauteuil le front ceint de lauriers, au milieu des splendeurs de la gloire et des hommages reconnaissants d'un peuple dévoué. Durant ces quatre années, la nation a subi les attaques d'une démagogie furieuse et les traîtresses invasions de l'étranger ; mais, en dépit des tempêtes, les yeux fixés au ciel, la main

1. *Correro del Ecuador*, 4 septembre 1865.

au gouvernail, vous avez conduit le navire entre les écueils, pour le remettre à votre successeur, plus fort et plus beau que vous ne l'aviez reçu.

« Toutes les classes de la société vous remercient avec effusion de vos éminents services. Les petits enfants, qui vous doivent une instruction vraiment religieuse, demandent pour vous à Dieu de longues années de vie. Cachés dans les plis des Andes, au fond de leurs forêts sauvages, les humbles habitants des campagnes n'oublieront pas le digne magistrat qui leur a procuré des évêques et des prêtres pour les consoler et les bénir. L'habitant des cités admire ces monuments somptueux qui attesteront aux générations futures votre patriotisme et votre génie. Les malheureux vous bénissent du fond des hôpitaux que vous avez créés; les soldats, conduits par vous à la victoire, cachent les larmes qui tombent de leurs yeux en se séparant de leur vaillant chef; l'Équateur tout entier pleure son premier magistrat. Sa seule consolation, c'est de penser que vous serez désormais son premier citoyen [1]. »

Pour corroborer par leur témoignage les faits glorieux rappelés dans cette adresse, les dix Sociétés Populaires de la capitale, représentées par leurs délégués, vinrent en ce même jour offrir à l'ex-président une médaille d'or enrichie de diamants, portant cette inscription : « A Garcia Moreno, modèle de vertu, en souvenir des services rendus à la patrie ! » — « Nos sociétés, lui dirent-ils, composées d'un nombre considérable d'ouvriers, d'artisans, de propriétaires, de citoyens distingués, espèrent que vous serez dans l'avenir, comme vous l'avez été dans le passé, le ferme soutien de l'ordre et de la paix. Vous pouvez compter sur nous toutes les fois que la patrie réclamera nos efforts pour

1. *Correro del Ecuador*, 4 septembre 1865.

conserver ces libertés publiques, que votre valeur, votre patriotisme et votre abnégation ont sauvées du naufrage. »

Garcia Moreno répondit « qu'il n'avait aucun droit à cette récompense exceptionnelle, mais qu'il l'acceptait volontiers comme une preuve touchante de l'estime que lui portaient les gens de bien. Pour les services rendus à la patrie, il ne s'attribuait aucun mérite, parce que le devoir de tous est de servir la patrie. Le témoignage de la conscience, voilà le salaire de l'homme qui accomplit noblement ce devoir. Toutefois, s'il eut le bonheur de faire plus que n'exige strictement le devoir; il trouve largement sa récompense dans les sympathies de tous les hommes honorables, intelligents, laborieux, vraiment religieux et vraiment patriotes, la gloire et l'espoir du pays[1]. »

Il semble que l'Équateur ne pouvait pousser plus loin ses démonstrations de reconnaissance et d'amour : toutefois les citoyens prévoyants auraient désiré pour Garcia Moreno une récompense officielle qui joignît à l'honneur personnel l'avantage de conserver un défenseur à la patrie. Selon eux, le congrès eût dû nommer l'ex-président général en chef de l'armée ; ils firent même de ce vœu l'objet d'une pétition aux députés : « Toutes les nations, disaient-ils, ont su honorer dignement leurs grands hommes. Or, parmi nous, Garcia Moreno s'est distingué entre tous par son génie d'homme d'État, ses capacités politiques et militaires, si bien qu'il a captivé le respect et l'admiration, non seulement de l'Amérique, mais du monde entier. Sans vouloir rabaisser personne, nous pouvons le proclamer un homme exceptionnel dont la patrie se rappellera toujours avec fierté le glorieux souvenir. Il a rencontré des ennemis implacables, mais jamais ils n'ont pu obscurcir l'éclat

1. *Correro del Ecuador*, 4 septembre 1865.

de ses vertus ; et d'ailleurs quel grand homme n'a pas eu ses envieux? Garcia Moreno mérite une récompense honorifique : nous demandons au congrès de le nommer général en chef de l'armée. Si l'on objecte qu'il n'a pas suivi la carrière des armes, nous répondrons que le génie est au-dessus des grades, et qu'il a donné des preuves incontestables de ses connaissances militaires théoriques et pratiques aussi bien que d'un courage à toute épreuve. »

Nous avons étalé complaisamment les pensées et les sentiments du peuple sur Garcia Moreno au moment où celui-ci sortait de charge, un an à peine après l'exécution de Maldonado, un mois après les fusillades de Jambeli. Ces actes de juste sévérité, on n'a réussi à les rendre odieux qu'en les isolant perfidement des circonstances qui les rendaient nécessaires; mais l'opinion des contemporains, en dépit des Borrero, des Carbo, des Urbina, et autres pygmées unis pour abattre le colosse, l'opinion du peuple, représentée par toutes les classes de la société, reconnaît en Garcia Moreno l'homme nécessaire dans le passé pour arracher l'Équateur aux mains de la Révolution, nécessaire encore dans l'avenir pour empêcher cette hyène de ressaisir sa proie. Voilà pourquoi ce peuple ne put s'empêcher de pleurer en voyant son sauveur descendre du siège présidentiel, pourquoi il lui tressa des couronnes, pourquoi surtout il voulut lui mettre dans les mains l'épée du général en chef. Aux politiques idiots qui se moquent des hommes nécessaires, il répond avec sa foi catholique qu'il y a des hommes providentiels et que ces hommes, en vertu du choix divin, deviennent hypothétiquement nécessaires au salut d'un peuple. Heureuse la nation qui reconnaît l'élu de Dieu! Heureux aussi cet élu de Dieu s'il est assez intelligent pour comprendre sa mission, assez courageux pour la remplir!

Restait à savoir si ce jugement du peuple serait ratifié par ses mandataires, dont la majorité appartenait à l'opinion libérale. Garcia Moreno devait rendre compte de sa gestion au congrès, et déjà le bruit courait dans la capitale que certains députés, ennemis acharnés de l'ex-président, allaient demander sa mise en accusation « à cause des actes arbitraires et illégaux dont il s'était rendu coupable durant ces dernières années. » Indignés d'une pareille infamie, les patriotes affichèrent cette note sur les murs de la capitale.

« Une rumeur, dont nous ne savons l'origine, fait pressentir la mise en accusation de l'illustre Garcia Moreno. Nous ne faisons qu'applaudir aux desseins des accusateurs, car nous aurons la satisfaction de voir le grand magistrat resplendir dans toute sa gloire.

« Libérateur de la patrie, il faudra l'accuser d'avoir maintes fois arraché aux mains de ses bourreaux le poignard qu'ils brandissaient contre elle. Au banc des procureurs figureront les pirates et leurs complices.

« Protecteur de la religion et de la morale, il est de toute nécessité que des démagogues sans pudeur viennent l'accuser d'avoir porté le fer et le feu dans le chancre de la dissolution sociale, si bien alimenté par leurs doctrines corruptrices.

« Défenseur de l'ordre et de la propriété, il est tout naturel que les traîtres et les anarchistes, les flibustiers et les communistes, l'accusent d'avoir sauvé la nation de l'esclavage, de l'assassinat et de l'extermination, au grand détriment d'une horde de bandits, altérés de sang et de pillage.

« Et pour que le corps législatif accueille plus favorablement l'acte d'accusation, ce reliquat de gangrène urbiniste, nous conseillons à ses auteurs de l'envelopper dans la magnifique adresse que les dix Sociétés Populaires de Quito viennent d'envoyer à l'illustre Garcia

Moreno « modèle de vertu ». Les considérants pourront servir d'en-tête à leur acte d'accusation.

« L'Équateur offrira ainsi au monde un spectacle unique dans son espèce. D'une part, tout un peuple aux pieds de son Dieu, demandant grâces et bénédictions pour celui qu'il appelle son père, honorant ce père d'une médaille sur laquelle est gravée son éternelle gratitude, et pleurant à chaudes larmes en se voyant privé des services d'un si grand magistrat; et d'autre part, une poignée de scélérats, le poignard d'une main et la torche de la discorde dans l'autre, maudissant l'homme que tout le peuple bénit, outrageant le héros qu'il glorifie! Ce sera certainement un contraste sans exemple et que l'histoire enregistrera.

« Nous écrivons ces lignes pour rendre hommage à la vertu, cette noble vertu que voudraient souiller des démagogues perdus de vices. On ne nous accusera pas d'adulation intéressée, puisque Garcia Moreno, n'étant plus rien, ne dispose de rien. Nous avons été ses amis, ses admirateurs, et, si l'on veut, ses idolâtres : idolâtres de ses vertus et des biens immenses dont il a gratifié la nation. Citoyens, nous vous donnons rendez-vous au congrès le jour de l'accusation : ce jour-là, nous connaîtrons les ennemis du peuple! »

Garcia Moreno rendit compte au congrès de tous ses actes avec une souveraine dignité. Passant en revue les invasions d'Urbina, depuis Machala jusqu'à Jambeli, il ne craignit pas d'affirmer que le congrès les avait favorisées, d'abord en désarmant le pouvoir, puis en accordant l'impunité aux fauteurs de rébellion. De là l'impasse dans laquelle on l'avait acculé, et dont il n'avait pu sortir sans prendre sur lui la responsabilité d'exterminer les criminels sur l'échafaud. « A vous de déclarer, ajouta-t-il, si j'ai rempli le premier de mes devoirs, qui était de sauver la patrie, ses institutions,

ses intérêts les plus sacrés, malgré les obstacles qui me barraient le chemin. » Ceux qui s'attendaient à le voir plaider les circonstances atténuantes furent renversés par cette fière attitude. Comme le noble Romain traduit devant le sénat pour avoir outrepassé ses pouvoirs, il disait simplement : « Je jure que j'ai sauvé la patrie, en dépit de vos congrès! »

Alors, en homme d'État sérieux qui aime son pays et voudrait épargner à l'avenir les misères du passé, il dénonça aux représentants tous les vices du système politique libéral : multiplicité des élections populaires, despotisme absolu des municipalités en matière électorale, organisation judiciaire défectueuse, réglementation de l'instruction publique plus défectueuse encore : « A vous maintenant, mandataires du peuple, ajoutait-il, de corriger les défauts de notre législation; à vous de fortifier le pouvoir en lui fournissant les armes nécessaires pour réprimer le crime; à vous de supprimer l'antagonisme qui existe actuellement entre des autorités absolument indépendantes l'une de l'autre; à vous de restituer au chef de l'État le pouvoir de choisir ou de révoquer les agents placés sous ses ordres. Sans un gouvernement fort, le pays, livré aux fauteurs de révolution, marchera de crise en crise jusqu'au jour où il sombrera dans l'abîme de l'anarchie. »

Après avoir exposé l'état des finances, de l'agriculture et de l'industrie, terriblement éprouvées par les bouleversements périodiques dont le pays était victime, il ajouta qu'il y avait cependant lieu d'admirer, au milieu de tant d'épreuves, de grands progrès accomplis, et particulièrement cette route de Quito à Guayaquil qu'un emprunt déjà négocié permettrait à son successeur d'achever. « J'aurais voulu, dit-il en terminant, vous offrir un tableau plus satisfaisant de l'état du pays; mais, si je n'ai pu faire pour lui tout ce que j'ai désiré,

j'emporte du moins en me retirant l'intime conviction de n'avoir omis aucun sacrifice pour sa défense et sa prospérité, comme aussi de n'avoir eu d'autre mobile en tous mes actes que son intérêt et sa grandeur[1]. »

Ce message, aussi franc que modeste, fit une grande impression sur les membres du congrès. Non seulement il ne fut pas question d'incriminer l'ex-président, mais, à part quelques énergumènes envieux de sa gloire, libéraux et conservateurs s'unirent pour glorifier l'homme d'État et l'homme de bien dont le patriotisme, la parfaite loyauté, non moins que le génie, se révélaient à chaque page de ce compte-rendu. La réponse du congrès fut très significative : « Le gouvernement a dû soutenir une guerre continuelle, disaient les représentants ; par un sentiment d'humanité, nous regrettons sans doute que le sang équatorien ait été versé, mais nous ajoutons aussitôt que le président s'est couvert d'une gloire immortelle en restituant à la République l'ordre et la paix toutes les fois qu'on a essayé de les troubler. Vu son abnégation, ses sublimes efforts, ses héroïques sacrifices, nous déclarons que le chef de l'État a bien mérité de la patrie. Comptant sur le zèle du président actuel, le peuple espère qu'il marchera sur les nobles traces de son prédécesseur. »

Voilà donc les représentants du peuple unis à leurs commettants, pour glorifier dans un acte officiel et public le grand homme de l'Équateur. D'après eux, Garcia Moreno n'a transgressé les lois que pour obéir à la loi suprême, à la loi naturelle, qui lui commandait de sauver le pays, et ce jour-là surtout il a bien mérité de la patrie. Mais le congrès alla plus loin : non content de déclarer que Garcia Moreno s'était couvert d'une gloire immortelle dans le passé, il le proclama, aussi bien

1. Message au Congrès, 1865.

que le simple peuple, l'homme nécessaire de l'avenir.

La constitution interdisait au président, son mandat expiré, de sortir du territoire avant un an sans l'autorisation du congrès. Garcia Moreno, qui voulait avoir ses coudées franches, demanda cette autorisation. Aussitôt grand émoi dans le public, à la seule pensée que Garcia Moreno pût s'éloigner de l'Équateur. Chacun croyait voir grandir l'ombre d'Urbina à mesure que disparaîtrait dans le lointain le héros de Jambeli. Des imprimés, répandus dans la capitale, jetèrent partout le cri d'alarme : « Autoriser l'ex-président à quitter l'Équateur, ce serait, disait-on, permettre aux anarchistes d'y rentrer. Garcia Moreno, le fondateur de l'ordre et du progrès, ne pouvait exposer son pays aux basses vengeances du parti de l'extermination. Ni les patriotes du congrès, ni le président si dévoué au bien du pays, ne devaient consentir à voir s'éloigner le premier citoyen de l'Équateur, la colonne de l'État, la terreur de ses ennemis [1]. » Sous le coup de l'émotion populaire, une pétition réclamant formellement l'interdiction fut soumise au congrès, qui la discuta très chaudement. Les partisans de l'affirmative et de la négative donnèrent de leur opinion les raisons les plus curieuses, mais aussi les plus glorieuses pour Garcia Moreno.

La prohibition constitutionnelle de quitter le pays, disaient les uns, n'a d'autre objet que de rendre effective la responsabilité de l'ex-président devant le congrès : donc nulle raison de la maintenir après la clôture du congrès, puisque alors aucune juridiction n'a le droit de le mettre en cause. Il fallait par suite accorder l'autorisation demandée, mais en insistant près du grand citoyen pour qu'il demeurât au sein de la nation, attendu qu'elle avait toujours besoin de ses importants

1. « *Alarma!* » Quito, 25 septembre 1865.

services. Soutenir par son influence l'administration actuelle, achever à force de dévouement la grande œuvre de régénération sociale et politique due à son initiative : tel était son rôle dans l'avenir. D'ailleurs, Garcia Moreno, le plus ferme appui des libertés publiques, ne pouvait priver le pays du seul bras assez vigoureux pour contenir les fureurs d'une démagogie sans frein. En adoptant ce moyen terme, ajoutaient ces députés, la représentation nationale « donnerait à l'ex-président une double marque de confiance : elle lui permettrait de sortir du pays dans un temps prohibé par la constitution, tout en le suppliant, pour le bien général, de n'en rien faire, le cas excepté où le service de la République l'appellerait à l'étranger. »

Les adversaires soutenaient que « le bien public devait l'emporter sur les convenances particulières. Or, au dedans et au dehors, d'incorrigibles perturbateurs rêvaient toujours le bouleversement du pays : la présence de Garcia Moreno restait nécessaire pour prévenir leurs complots ou pour les réprimer. C'était un homme *irremplaçable*, non seulement à cause de ses qualités hors ligne, mais en raison du respect et de l'amour que le peuple et l'armée lui avaient voués. D'ailleurs, en prenant possession du fauteuil, le président actuel de la République n'avait-il pas énuméré, parmi les éléments sur lesquels il comptait pour accomplir son programme, « la coopération patriotique de son illustre prédécesseur? Les ennemis politiques de l'Équateur n'ignorent pas que le bras de fer de Garcia Moreno reste notre plus solide rempart contre leurs entreprises : aussi voudraient-ils l'éloigner de nous. Le congrès a le droit et le devoir de frustrer leurs espérances. » Un député insista sur cette considération que Garcia Moreno, le père du peuple, était aussi le moralisateur de l'armée. « Or, survienne un différend avec une puissance voisine,

une guerre avec le Pérou, par exemple, qui commandera l'armée? S'il faut lancer une escadre, qui la dirigera? Le seul chef de l'armée, sur terre comme sur mer, c'est Garcia Moreno. »

Jamais peut-être homme politique ne fut l'objet d'un débat semblable au sein d'un parlement. La majorité, d'accord avec le vœu populaire, vota l'internement de « l'homme nécessaire ». Cette discussion et cette décision du congrès prouvent, à elles seules, la grande position et l'influence absolument prédominante de Garcia Moreno au sortir de sa première présidence, position et influence dont il faudra tenir compte pour s'expliquer les événements extraordinaires qui vont se dérouler sous nos yeux.

CHAPITRE XVIII

L'ASSASSIN VITERI

(*1866*)

Le président Carrion débuta dans sa carrière présidentielle par un discours au congrès contre la Révolution. « La démagogie, disait-il, a fait de constants efforts pour bouleverser l'ordre public, et c'est au prix des plus héroïques sacrifices que le gouvernement précédent a pu sauver les principes conservateurs, si chers cependant à l'immense majorité de la nation. » Selon lui, « on exaltait trop la liberté, cette liberté licencieuse que les peuples fascinés ont empruntée aux théories radicales de la France révolutionnaire pour s'entre-déchirer sur les ruines de tout ordre et de toute vérité. » Il déclarait donc « vouloir s'entourer d'hommes probes, intelligents, animés d'un vrai patriotisme. Avec leur appui et la coopération de son illustre prédécesseur, il se faisait fort de réaliser les améliorations politiques et sociales réclamées par le pays, et d'élever un rempart inexpugnable contre les principes révolutionnaires, source de tous les malheurs. »

Ce programme, Garcia Moreno l'eût signé ; mais, pour l'appliquer avec suite et méthode, il fallait une volonté plus ferme que celle du président Carrion. Honnête homme dans toute la force du terme, dévoué à la reli-

gion et à l'Église, doué de bon sens et d'une certaine habileté dans le maniement des affaires, il manquait de décision lorsqu'il s'agissait de prendre les moyens d'arriver au but. Pour gouverner selon ses vues patriotiques, il n'avait qu'à s'appuyer franchement et sans arrière-pensée sur l'homme supérieur qui l'avait choisi; mais, soit qu'il redoutât une influence trop dominante, soit qu'il désirât rallier tous les partis, il s'isola bien vite de Garcia Moreno. Entouré d'hommes de nuance libérale, il confia la direction de sa politique à son ministre de l'intérieur, Manuel Bustamante, bien connu par son hostilité contre l'ex-président.

Avec de pareils inspirateurs, le président Carrion gouverna d'une manière directement opposée à son programme. Ennemi de la « liberté licencieuse » importée de France, il ne devait pas ignorer que le libéralisme des gouvernants n'a été inventé par la Révolution que pour favoriser la licence. Et cependant on vit cet honnête homme, à cheval sur le juste milieu tant vanté par les politiques modernes, faire des efforts inouïs pour n'incliner ni à droite ni à gauche, et tenir l'équilibre entre les bons et les méchants : jeu de bascule où les plus célèbres acrobates ont toujours fini par se casser le cou.

La coterie libérale applaudissait à outrance; les radicaux eux-mêmes, revenant du Pérou ou de la Nouvelle-Grenade munis de sauf-conduits en règle, se déclaraient satisfaits du nouveau gouvernement. A l'ombre du libéralisme, ils créaient des journaux impies et immoraux où la religion et la société étaient également battues en brèche, ils organisaient des associations politiques destinées à devenir, au moment favorable, les officines de nouveaux complots contre l'ordre et les honnêtes gens; ils n'avaient pas assez d'encens pour le conciliant Carrion et l'équilibriste Bustamante, dont la poli-

tique parfaitement constitutionnelle formait un si heureux contraste avec les « idées despotiques » de Garcia Moreno!

Cependant, bien que sans aucune inflence sur le cabinet, l'ex-président, par sa seule présence à l'Équateur, troublait le repos des révolutionnaires : aussi résolurent-ils de s'en défaire à la première occasion. « Le poignard est démocratique et l'assassinat républicain, » comme l'a dit un moderne, et les loges ne manquent jamais de sicaires à l'affût de leur proie.

Dans les premiers mois de 1866, tous les yeux étaient tournés vers le Chili, qui se débattait alors contre l'Espagne. Après avoir, l'année précédente, cherché au Pérou une querelle d'allemand, l'Espagne s'en prenait maintenant au Chili de l'attitude, cependant très correcte, qu'il avait gardée durant le conflit. L'amiral Pareja bloqua le port de Valparaiso, et finit, en avril 1866, par bombarder la ville. Un cri de réprobation, parti de toutes les républiques américaines, souleva de nouveau la question d'une ligue continentale contre l'Espagne. Le président Carrion, toujours indécis, ne savait quel parti prendre; le congrès décida qu'on garderait « une prudente expectative »; mais Garcia Moreno, à la tête des patriotes, jugea, non sans raison, que le moment était arrivé « où le péril de l'un devenait une menace pour l'existence de tous ». Il ne s'agissait donc plus de neutralité, mais de prendre une offensive sérieuse contre une invasion préméditée. Ces idées prévalurent, et un traité d'alliance, conclu entre l'Équateur, le Pérou, le Chili et la Bolivie, stipula que les confédérés ne déposeraient les armes qu'après avoir forcé l'Espagne à une paix honorable.

On faisait donc des vœux enthousiastes pour le triomphe du Chili. Dans une grande réunion chez l'ambassadeur de cette république, Garcia Moreno porta un toast

« à l'héroïque Chili, à ses généreux enfants qui, aujourd'hui, en défendant la cause de l'Amérique, ajoutent une page glorieuse à leurs annales. » En même temps, on se préparait à la guerre, car l'Espagne bloquait le Callao, et demain elle menacerait Guayaquil. Le général Darquea, commandant de la province, se chargea de fortifier la grande cité maritime; mais qui commanderait l'armée? De tous côtés, les patriotes désignaient au gouvernement le héros de 1859, le vainqueur de Jambeli, l'intrépide Garcia Moreno. On vantait son génie, ses connaissances militaires, son audace et sa bravoure. Avec Darquea pour chef d'état-major et Garcia Moreno pour généralissime, l'armée marcherait au combat sans rien craindre. Chacun se disait tout bas que si l'armée n'avait point à combattre les Espagnols, elle ne tarderait pas à lutter contre les radicaux dont l'organisation devenait menaçante, grâce à l'impéritie et à la faiblesse du gouvernement.

Le président Carrion ne tint aucun compte du vœu des conservateurs, d'autant plus que, les Espagnols tenus en échec au Callao et disposés à la retraite, les esprits se préoccupèrent moins de la question militaire. Mais les radicaux, exaspérés à la seule pensée que Garcia Moreno avait failli être chargé du commandement des troupes, hâtèrent l'exécution de leurs sinistres desseins. Afin d'exciter contre lui la haine de leurs adeptes, ils demandèrent à grands cris dans leurs journaux sa mise en jugement. Il avait commis tant de crimes contre la loi et la liberté, qu'aucune peine ne paraissait trop rigoureuse pour un si grand coupable. Les uns, comme Juan Montalvo, rédacteur du *Cosmopolita*, feuille impie à la dévotion d'Urbina, disaient que « s'ils tenaient don Gabriel dans leurs mains, ils le conduiraient poliment à la frontière ». Les autres, comme Riofrio, réclamaient purement et simplement une

exécution capitale : « Je suis ennemi de l'échafaud, hurlait cet humanitaire, mais non pas tant que vivra Garcia Moreno ! »

Le libéralisme finit par donner satisfaction à ces hommes de sang. Naviguant entre les conservateurs qui voulaient Garcia Moreno à la tête de l'armée et les révolutionnaires qui demandaient sa mort, le gouvernement prit un moyen terme : il l'éloigna de l'Équateur. Un beau jour l'ex-président reçut le diplôme d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire au Chili, à l'effet de contracter avec cette république un traité de commerce et de navigation. Le traité n'était peut-être ni très pressant ni très important; les circonstances tant extérieures qu'intérieures paraissaient assez graves pour réclamer « la coopération patriotique de l'illustre prédécesseur, » de l'homme nécessaire à qui le congrès, six mois auparavant, refusait l'autorisation de sortir du territoire; mais le jeu de bascule administrative exigeait qu'on infligeât ce désappointement aux conservateurs, toujours pacifiques et timides, pour complaire aux radicaux dont le mécontentement pouvait tourner à la révolte[1].

Les révolutionnaires battirent des mains. Non seulement le gouvernement se privait de son plus ferme appui, mais ce voyage au Chili leur fournissait l'occasion longtemps cherchée de se débarrasser pour toujours de leur mortel ennemi. Quelque temps auparavant ils avaient formé le projet de l'assassiner à la Carolina, hacienda où Garcia Moreno s'était retiré dans les envi-

1. Pendant que se négociait la mission diplomatique de Garcia Moreno au Chili, un gouverneur de province soi-disant conservateur et ami de l'ex-président, fonctionnaire sous son administration, écrivait au ministre Bustamante : « Il est urgent de se débarrasser de Garcia Moreno, et le gouvernement a très bien fait de l'expédier au Chili. » On a dit que Garcia Moreno se défiait même des conservateurs : n'avait-il pas raison?

rons de Quito, mais certaines indiscrétions des conjurés les forcèrent d'ajourner l'horrible dessein. Cette fois, les loges décidèrent que Son Exellence l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ne reviendrait pas du Chili.

Garcia Moreno devait s'embarquer à Guayaquil le 27 juin et relâcher quelque temps à Lima pour conférer avec le président Prado. Huit jours avant son départ, on l'avertissait de tous côtés que ses ennemis l'assassineraient en chemin, et probablement le tueraient à coups de révolver sur le vaisseau. Une respectable dame, venant de Lima, le supplia de prendre des précautions, parce que les réfugiés du Pérou avaient juré de l'immoler à leur vengeance, soit au Callao, soit à son arrivée dans la capitale. A Guayaquil, on lui montra une lettre d'un urbiniste, affirmant avec certitude que Garcia Moreno entreprenait son dernier voyage et que, lui disparu de la scène, un nouvel ordre de choses allait commencer. A Lima, les réfugiés annonçaient hautement qu'en mettant les pieds dans la ville, Garcia Moreno serait salué à coups de revolver[1]. Ce dernier savait par expérience tout ce qu'on peut attendre de ces chevaliers du crime, mais il appartenait à la race des braves qui se confient en Dieu et ne reculent jamais devant le danger. Il partit donc de Guayaquil, le 27 juin, en compagnie de D. Pablo Herrera, son secrétaire, et de D. Ignacio de Alcazar, adjoint à la légation. Herrera emmenait avec lui son fils, jeune homme de quatorze ans, et Garcia Moreno, une petite nièce de huit ans, qui se rendait à Valparaiso. C'était toute son escorte.

Le vapeur arriva au Callao le 2 juillet. Garcia Moreno prit immédiatement avec sa suite un train qui arriva au débarcadère de Lima vers midi. Ignacio de Al-

1. *El asesino y la victima*, *America Latina*, 17 juin 1865.

cazar descendit le premier pour s'entretenir avec un attaché de l'ambassade venu à leur rencontre. Garcia Moreno le suivit aussitôt, puis aida sa petite nièce à descendre. Au moment où il se retournait vers un ami accouru pour le féliciter de son voyage, un certain Viteri, parent d'Urbina et frère de Dario Viteri, un des pirates de Jambeli, s'approcha subitement de lui, le traita de brigand et d'assassin, et lui tira deux coups de revolver à la tête avant qu'il eût le temps de faire un mouvement. Son chapeau, troué par les balles, tomba par terre. Instinctivement, et comme mû par un ressort, il s'élança, le pistolet au poing, sur le meurtrier, dont il saisit violemment le bras, ce qui fit dévier la troisième balle. Le sang coulait de deux blessures légères, l'une au front, l'autre à la main droite.

Pendant qu'il étreignait ainsi le bras de son adversaire, un de ses amis, D. Félix Luque, bien que sans armes, accourut pour le dégager, mais un nouveau coup de feu, tiré par un compagnon de Viteri, lui perça la main. Au bruit de ces détonations, Ignacio de Alcazar se précipite à son tour au milieu des combattants et tombe sur Viteri à coups de crosse de révolver. Blessé à la tête, l'assassin furieux décharge deux fois son arme sur ce nouvel assaillant, pendant qu'Ignacio, ripostant également par une double décharge, l'oblige à quitter la partie. Cette horrible scène n'avait duré qu'un instant.

Comme toujours, la police se montra quand le danger fut passé. Un officier se mit à faire le moulinet avec son sabre et blessa gravement Ignacio de Alcazar en voulant lui arracher son revolver. Ignacio ne livra son arme que devant une sommation du préfet; encore ne put-il s'empêcher de lui faire remarquer qu'on n'a pas le droit de désarmer les victimes quand on ne sait pas les défendre contre les assassins; et il lui montra Viteri

qui revenait à la charge, le pistolet à la main, cherchant des yeux Garcia Moreno. Le meurtrier fut saisi à l'instant, alors Garcia Moreno remit entre les mains du préfet son revolver muni de toutes ses balles : par un acte de magnanimité sublime, bien que dans le cas de légitime défense et disposant absolument de la vie de l'assassin, au lieu de lui brûler la cervelle comme tout homme l'eût fait à sa place, il s'était contenté de détourner l'arme braquée sur sa poitrine. Implacable quand le bien public l'exigeait, il épargnait un criminel quand il ne s'agissait que de sa propre vie[1].

La nouvelle de ce lâche attentat se répandit aussitôt dans la ville. Le président de la république envoya sa voiture et chargea son aide de camp de transporter Garcia Moreno au palais. Il traversa ainsi la capitale au milieu de foules vivement émues. Au palais, il fut accueilli avec toutes sortes d'égards par le président Prado, qui ne savait comment lui témoigner ses condoléances. Il fit jeter en prison l'assassin Viteri et ordonna de le mettre en jugement sans délai.

C'est ici qu'éclate dans tout son jour et sous son aspect le plus cynique, la scélératesse de l'infernale bande qui gouverne le monde. L'agression avait eu lieu en présence de nombreux témoins qui en racontaient tous les détails, de sorte que le guet-apens était manifeste; mais il s'agissait d'un assassin commissionné par les loges maçonniques : les juges, amis ou complices d'Urbina, trouvèrent moyen de différer le procès jusqu'au moment où, les premières impressions effacées et les témoins oculaires dispersés, les avocats purent embrouiller l'affaire. Alors Viteri, payant d'audace, ne craignit pas de se poser en victime et d'accuser Garcia Moreno d'avoir voulu l'assassiner. Il raconta sérieuse-

1. *Estrella de Mayo*, Quito, 5 janvier 1869.

ment au tribunal « qu'il n'avait jamais eu la pensée de commettre un meurtre ; seulement, en voyant Garcia Moreno descendre du train, il s'était rappelé les crimes de l'ex-président contre sa famille et sa patrie, et je ne sais quel mouvement de subite indignation l'avait poussé à le provoquer en duel. Il s'approchait pour lui proposer une loyale rencontre, mais, au premier mot, Garcia Moreno lui avait répondu par un coup de revolver, lequel avait été suivi de plusieurs autres tirés par les membres de la légation. L'ex-président de l'Équateur, ajoutait Viteri, ne mérite pas un coup de poignard : il doit tomber sous l'anathème et le mépris de l'univers[1]. »

Cette farce grossière ne pouvait arrêter un instant des juges sérieux. Si Garcia Moreno ne valait pas un coup de poignard, comment Viteri avait-il pu concevoir la pensée de se mesurer avec lui? Malgré ses mépris affectés, Viteri, proche parent d'Urbina, frère d'un des pirates fusillés à bord du *Talca,* se fiait plus, pour abattre Garcia Moreno, au poignard de la secte, qu'aux « anathèmes de l'univers ». Il était prouvé que l'assassinat, préparé dans un conciliabule révolutionnaire, occupait tout le public avant l'événement; qu'il y avait eu préméditation, vu que l'assassin se promenait de long en large dans la gare de Lima, attendant sa victime bien longtemps avant l'arrivée du train ; que Garcia Moreno n'avait nullement fait feu sur Viteri, puisqu'il avait remis son revolver entre les mains du préfet sans avoir brûlé une cartouche; que la nouvelle de l'assassinat courait à Guayaquil avant l'arrivée des dépêches de Lima, ce qui prouvait d'une manière évidente l'existence d'un complot urbiniste ; enfin que, le coup manqué, Viteri et ses compagnons hurlaient avec rage : « A

1. *Exposicion de Juan Viteri, America Latina,* 4 septembre 1867.

défaut de revolver, nous emploierons le poignard. » A tous ces faits se joignaient les dépositions des témoins, qui tous racontaient d'une manière uniforme les moindres détails du crime.

Le culpabilité était donc évidente et la condamnation s'imposait. Mais la justice franc-maçonne a des procédés qui étonneraient Caïphe lui-même. Le tribunal de Lima récusa les témoins oculaires, comme amis et confidents de Garcia Moreno, pour s'en rapporter aux dépositions ridicules et souvent contradictoires de cinq ou six complices de Viteri. L'assassin fut acquitté aux applaudissements de la secte, et, non content de cette infamie, les juges déclarèrent, en seconde instance, qu'il y avait lieu de poursuivre Garcia Moreno sous la prévention de tentative de meurtre sur la personne de Viteri. Ces misérables savaient bien qu'ils ne pouvaient l'atteindre, car en sa qualité de plénipotentiaire, il échappait à leur juridiction; mais ils essayaient du moins de déshonorer leur victime.

Cette honteuse prévarication des juges, plus encore que l'attentat du 2 juillet, excita dans tout le public conservateur de Quito, des sentiments d'indignation et de colère. A voir comment on traitait un ambassadeur de l'Équateur, on se demandait s'il n'y avait plus de gouvernement et ce que faisait le président Carrion? Il se contentait d'écrire une lettre de condoléance à la victime, dans laquelle il narrait « la profonde impression produite par l'assassinat de Lima sur tous les habitants de Quito, et même sur les partisans de l'infâme Viteri, qui se donnaient beaucoup de peine pour dénaturer les faits, sans pouvoir y parvenir. Nul doute de leur complicité dans l'attentat, ajoutait-il, car il était connu à l'Équateur huit jours avant l'arrivée du courrier de Lima [1]. » Le ministre Bustamante, informé de l'événe-

1. Lettre du 4 août 1866.

ment par Garcia Moreno lui-même, répondait à son tour « qu'il serait tenté de croire à une vengeance personnelle si la nouvelle de l'assassinat répandue avant l'événement et l'insistance des réfugiés pour obtenir de la cour suprême la mise en accusation de leur victime ne trahissaient un complot de la secte [1]. » Des démarches faites pour empêcher cette exécrable iniquité, pas un mot. A Lima, le chargé d'affaires de l'Équateur restait plus qu'indifférent aux cyniques projets des réfugiés, des avocats et des juges. Il insinuait même que Garcia Moreno « ferait bien de ne pas exciper de son titre de plénipotentiaire pour décliner la compétence du tribunal. mais de constituer un fondé de pouvoirs et de soutenir le procès, » ce qui, vu le parti pris des juges, eût inévitablement amené sa condamnation.

Quant aux libéraux, même catholiques, tout en jetant les hauts cris contre l'assassin de Garcia Moreno, ils trouvaient l'occasion excellente pour récriminer contre la victime. « Ils étaient contraints d'avouer que cet homme extraordinaire, par ses fautes innombrables, ses scandaleux abus de pouvoir, avait une grâce spéciale pour se faire abhorrer. Malgré cela, ils n'auraient jamais cru qu'à l'Équateur, on pût avoir recours au poignard pour se venger [2]. » Les faux bonhommes! jamais sans doute ils n'ont entendu parler de l'attentat du 23 juin 1865, ni de l'assassinat du commandant Matos! Ils ne se rappellent que les « scandaleux abus de pouvoir de Garcia Moreno » contre l'innocent Maldonado et les non moins innocents pirates qui, à coups de sabre et de révolver, avaient capturé le *Guayas* et mis l'Équateur à deux doigts de sa perte. Il a une grâce spéciale pour se faire exécrer de ces faux conservateurs, cet

1. Lettre du 4 août 1866.
2. *El Asesinato y los Republicanos*, Quito 1866, page 2.

homme héroïque qui les a vingt fois sauvés du radicalisme, en exposant sa vie pour défendre la leur!

Trop grand pour relever l'indifférence des diplomates et l'insolence de ces ingrats, Garcia Moreno, guéri de ses blessures, reprit la mer pour se rendre au Chili, bien que ses amis lui annonçassent que d'autres conjurés l'attendaient à Valparaiso et que, du reste, le gouvernement chilien refuserait d'admettre un plénipotentiaire incriminé juridiquement pour tentative d'assassinat. Les radicaux avaient répandu ce faux bruit à dessein d'empêcher une mission qui devait accroître la considération et la gloire de leur ennemi.

Le président du Chili, ses ministres, les personnages distingués de la capitale, reçurent l'illustre ambassadeur avec tous les égards dus à son mérite personnel ainsi qu'à la haute charge dont il était revêtu. Les journaux du pays avaient raconté ses luttes contre la Révolution, les traits d'héroïque valeur qui l'avaient signalé à l'admiration du monde, son amitié constante pour le Chili, durant ses quatre années de présidence, en enfin l'assassinat dont il avait failli être victime à Lima, de sorte que tous les cœurs lui étaient gagnés d'avance. Le discours qu'il prononça le jour de sa réception officielle fit comprendre aux Chiliens qu'ils avaient devant eux non seulement un héros mais un diplomate et un ami : « Depuis longtemps il désirait connaître ce beau pays du Chili, la gloire des républiques américaines, et cependant ni ce désir, ni l'honneur d'être auprès du peuple chilien l'interprète des sympathies profondes de sa patrie et de son gouvernement, ne l'avaient déterminé à accepter la charge d'envoyé extraordinaire, mais l'espoir de resserrer et de rendre plus intime l'alliance entre les deux pays. Initiateur de cette alliance, bien avant le blocus de Valparaiso par l'Espagne, il voulait concerter avec le Chili les moyens les plus efficaces pour rendre

cette union utile et permanente, assez forte pour assurer à tous une paix honorable, assez intime pour garantir le respect de l'indépendance à l'extérieur, condition essentielle du progrès à l'intérieur. »

Il s'éleva ensuite à des considérations qui firent rentrer dans le néant toutes les accusations d'anti-américanisme dont on le poursuivait depuis quatre ans. « Durant quarante années, s'écria-t-il [1], nous avons travaillé contre la nature et nos intérêts les plus chers. La nature a voulu faire de nous un grand peuple sur la portion la plus belle et la plus riche du globe ; et nous, au lieu de nous considérer comme les familles distinctes d'une même nation, nous nous sommes traités comme des étrangers, parfois même comme des ennemis. Malgré nos intérêts économiques qui se combinent admirablement, puisqu'une région produit ce qui manque à sa voisine, nous avons, au moyen de douanes et de tarifs, mis obstacle à l'échange de nos produits et paralysé l'essor de notre industrie. Mais voici venir le jour où toutes ces inventions d'une politique égoïste apparaîtront à tous, ce qu'elles sont en effet, inutiles et pernicieuses. Le péril nous a révélé les avantages de l'union. Comme l'éclair et la foudre servent à purifier l'air, l'injuste agression de l'Espagne nous aura donné la cohésion qui nous a manqué jusqu'ici. »

Il réussit parfaitement dans sa mission. Conventions postales, diplomatiques, consulaires ; traités d'alliance, de commerce et de navigation ; détermination des principes communs dans les relations internationales : tout fut réglé au plus grand avantage des parties contractantes. De plus, durant les six mois qu'il passa au Chili, Garcia Moreno eut l'occasion d'entrer en rapport avec la noblesse et les illustrations de la capitale. Partout on

1. *America Latina*, 29 août 1866.

admira sa science profonde, son noble caractère, et cet ensemble de dons éminents qui font l'homme supérieur. Dans les sociétés savantes où il eut l'occasion de se faire entendre, il étonna par ses vastes connaissances, et surtout par son système de régénération sociale basé sur les lois de l'Église, c'est-à-dire sur le catholicisme intégral. La société chilienne se passionna pour ce grand homme qui, tout heureux de rencontrer des cœurs assez chrétiens pour le comprendre et l'aimer, s'y attacha d'autant plus que le libéralisme de son pays l'avait peu habitué à cette bonne fortune. Plus tard, il ne parlait jamais sans émotion de son voyage au Chili [1].

Tel fut le dernier résultat de cette nouvelle conjuration radicale. Le nom de Garcia Moreno brilla d'un plus vif éclat dans toute l'Amérique, et l'on comprit mieux, à voir les fureurs de la Révolution contre l'ex-président, qu'il était le seul homme dont elle craignît la puissance. Les événements vont prouver que ses instincts ne la trompaient pas.

1. Il disait même que, s'il se voyait jamais dans la nécessité d'abandonner sa patrie, il se transporterait au Chili avec sa famille. C'était le pays qu'il aimait le plus au monde : il attribuait sa prospérité à sa constitution politique et au génie de Portalès à qui, selon lui, on aurait dû élever une statue d'or.

CHAPITRE XIX

CHUTE DU PRÉSIDENT CARRION

(*1867*)

A son retour de Chili, Garcia Moreno passa quelques jours dans la capitale au milieu de ses amis, rendit compte au président de la mission qui lui avait été confiée, et se retira ensuite à Guayaquil chez son frère Pablo pour s'occuper de négoce conjointement avec lui. Sans fortune personnelle, et trop scrupuleux pour se faire des rentes aux dépens du public, il ne lui restait d'autre ressource que de travailler pour vivre. D'ailleurs, avec la politique inconsistante du président Carrion et les défiances hostiles du ministre Bustamante, un homme de sa trempe n'avait plus rien à faire à Quito jusqu'au moment où les conservateurs imploreraient son secours pour arrêter la marée montante du radicalisme.

Depuis un an, les clubs et les journaux de la secte, pervertissaient les esprits. Ressuscitant les questions litigieuses entre l'Église et l'État, le gouvernement suspendit l'exécution du concordat pour remettre en vigueur l'inique loi du patronat ecclésiastique pendant qu'on délibérait sur certaines réformes proposées au Saint-Siège. En vain le délégat apostolique fit-il des

remontrances sur l'illégalité d'un décret qui blessait les droits d'une des parties contractantes, puisque le concordat n'était nullement atteint par une proposition de réforme partielle : aux grands applaudissements des radicaux, Bustamante maintint son décret. Quatre mois après, il excitait leurs colères en rendant au concordat sa force obligatoire. Dans une autre circonstance, il prit fait et cause pour des religieux qui, voulant échapper aux réformes imposées par Rome, n'eurent pas honte de soulever la populace contre leurs supérieurs. Malgré les représentations indignées du délégat apostolique, le ministre insinua qu'on accablait ces pauvres religieux de vexations imméritées et compromit ainsi l'œuvre de réformation. C'était le retour à ce passé honteux que Garcia Moreno avait voulu empêcher, d'autant plus que le rétablissement des tribunaux civils dans les causes ecclésiastiques, en abolissant la principale des réformes concordataires, assurait aux criminels une impunité presque certaine.

Avec ce gouvernement sans boussole, les révolutionnaires n'avaient pas à se gêner : aussi leurs journaux conspiraient-ils à ciel ouvert contre la religion de l'État et contre l'État lui-même. Montalvo prêchait dans son *Cosmopolita* l'excellence du paganisme et sa supériorité sur les idées chrétiennes. Les clubistes invectivaient contre le président Carrion et demandaient à grands cris le rappel d'Urbina. A la fin de 1866, leur influence était déjà si puissante, qu'après avoir repris possession du pays par leur incessante propagande, ils se crurent de taille à forcer la porte du corps législatif. Dans la lutte électorale qui précéda le congrès de 1867, ils opposèrent aux modérés de l'école gouvernementale leurs candidats les plus compromis, les Carbo, les Para, les Endara : le flot anarchiste venait de nouveau battre en brèche les remparts de la

société. Par contre, les conservateurs de Quito, persuadés qu'il était plus que temps de faire rentrer en scène le défenseur de l'ordre, choisirent Garcia Moreno pour les représenter au sénat.

La lutte prit des proportions très graves. Le gouvernement ayant eu la faiblesse de permettre la réorganisation de la *Société Républicaine,* club anarchiste dissous deux ans auparavant par Garcia Moreno, on vit aussitôt apparaître d'immondes publications, agrémentées d'invectives contre l'ex-président et de tendres sentimentalités pour le gouvernement de Carrion, « ce gouvernement moral, respectueux de la loi, assurant aux citoyens le libre exercice de leurs droits, et aux hommes de cœur assez de liberté pour empêcher le retour au pouvoir de la faction sanglante et avilissante dont les seuls moyens de gouvernement sont la torture et l'échafaud [1]. » A ce certificat de moralité, les électeurs durent croire que la *Société Républicaine* ainsi que ses candidats vivaient dans l'intimité du président Carrion et de son ministre Bustamante, d'autant plus que ce dernier, en bon libéral, crut devoir se croiser les bras durant la période électorale, afin de témoigner son horreur pour la candidature officielle et son religieux respect pour la souveraineté du peuple. Il s'ensuivit que le peuple souverain, invinciblement trompé, vota d'une manière détestable. La chambre des députés, composée de jeunes gens, resta en majorité libérale, mais le sénat fut envahi par les fortes têtes du radicalisme. Toutefois, en dépit d'une opposition forcenée, le nom de Garcia Moreno sortit triomphant des urnes, avec ceux des sectaires urbinistes qui l'avaient tant de fois souillé de leurs immondes calomnies. Tant il est difficile d'égarer les suffrages, quand il s'agit d'un homme que le pays est forcé d'appeler son sauveur!

1. Circulaire de la *Société Républicaine*, 1866.

Les urbinistes exultaient, non sans motif. Maîtres du parlement, n'étaient-ils pas maîtres du pays? Sans courir les chances d'une émeute, ils arrivaient légalement au pouvoir. Les circonstances paraissaient d'ailleurs on ne peut plus favorables pour abattre le président Carrion : Mosquera, leur allié et leur aide au besoin, venait de révolutionner la Nouvelle-Grenade et de se réinstaller à Bogota en qualité de dictateur; au Pérou, les frères et amis jetaient par terre ce qui restait du parti conservateur. C'était le moment d'envoyer Carrion méditer à Cuenca sur les excellences et les avantages du « gouvernement moral et respectueux de la loi », pendant qu'on réorganiserait, à coups d'ukases ministériels, le règne glorieux des Tauras, les contributions forcées, les déportations arbitraires et le martyre de l'Église; mais comme la présence de Garcia Moreno au sénat pouvait ruiner tous leurs plans, ils résolurent dans leurs conciliabules d'invalider son élection. Si l'on objectait que la junte provinciale, juge sans appel en matière d'élection, l'avait qualifié sénateur, on trouverait bien moyen d'équivoquer sur la décision de la junte et de l'annuler. Les conservateurs crieraient à l'arbitraire; on les laisserait crier, et l'ennemi n'en serait pas moins exécuté.

Du reste, afin de préparer les voies aux sénateurs, les radicaux commencèrent à protester dans leurs réunions et leurs journaux contre les iniques arrêts de la junte provinciale. En écartant du sénat Manuel Angulo, le premier élu du peuple, sous prétexte que, membre du conseil général de l'instruction publique, ses fonctions étaient incompatibles avec celles de sénateur, elle avait voulu faire place à Garcia Moreno, « l'intrus, l'usurpateur du suffrage populaire, le despote dont l'audace allait jusqu'à forcer les portes du sénat pour recommencer le cours de ses exécutions illégales et san-

glantes. » Afin de rassurer les sénateurs timides, on leur apprenait que « Garcia Moreno, le tyran, le Catilina, la bête fauve, privé de ses sbires, n'était pas plus à craindre que Néron abandonné de ses prétoriens[1]. » On pouvait donc l'invalider sans s'exposer. Dans un pamphlet intitulé *Le jour du jugement*, Montalvo se félicitait de ce que, « après avoir jugé tout le monde, Gracia Moreno allait être jugé à son tour. En dépit de ses grandes œuvres, il a contre lui, disait-il, ses guerres. ses déroutes, les larmes, les ruines du peuple. Son ambition plaide contre son désintéressement, et sa cruauté contre sa religion : il faut le juger sans miséricorde. » Seulement, il avertissait les sénateurs de prendre garde à eux, « car, si pour gagner leurs voix, l'ex-président ne pouvait plus leur montrer l'échafaud, il ferait miroiter devant eux des portefeuilles. » Qu'ils agissent donc avec audace : « les fonctionnaires, l'armée, le gouvernement, sauront faire respecter leurs délibérations. » Connaissant la stupidité des libéraux, Montalvo comptait que le gouvernement prêterait main-forte à ceux qui, pour le renverser, voulaient écarter son plus solide appui.

Garcia Moreno apprit en route que ses ennemis avaient l'intention de l'exclure du sénat et que, s'ils échouaient à la vérification des pouvoirs, ils iraient jusqu'à invoquer contre lui l'exception d'indignité, attendu qu'il restait toujours sous le coup d'une prévention d'assassinat. Non seulement la majorité se déclarait hostile, mais des partisans d'autrefois, dont la reconnaissance aurait dû faire ses ardents défenseurs, le lâchaient absolument. Bien que sans illusion sur le verdict à intervenir, il vint occuper son siège à l'ouverture des chambres, en face des terroristes et des

1. *Usurpacion del suffragio publico*, Quito, août 1867.

trembleurs[1]. La nomination des dignitaires lui fit comprendre qu'Urbina n'était pas loin. Son factotum, Pedro Carbo, la cheville ouvrière de toutes les insurrections, fut nommé président; Parra, autre agent d'Urbina, vice-président; Endara, le rédacteur du pronunciamento de Quinche, un des graciés de 1864, secrétaire : décidément, le sénat se transformait en club urbiniste.

On vint lire à cette bande de francs-maçons un message fait de lait et de miel. Le président vivait dans les meilleurs termes avec ses voisins, et grâces au ciel, la paix régnait aussi à l'intérieur. « Depuis le dernier congrès l'ordre n'avait pas été troublé; rien ne faisait présager la moindre crainte pour l'avenir. Il avait observé de point en point la constitution et les lois, garanti la liberté de tous les citoyens sans distinction de nuance politique, étendu sa main paternelle sur tous les réfugiés, en un mot pacifié la République. Si, malgré ses désirs, la clémence n'avait point embrassé tous les expatriés, c'est que la prudence doit accompagner la générosité. Du reste, à la première preuve de repentir, d'obéissance, et de bonne conduite, les portes de la patrie s'ouvriront pour les recevoir. Du pouvoir extraordinaire dont on l'avait un instant revêtu, il n'avait fait aucun usage ni pour molester les citoyens ni

1. Avant son arrivée, les corridors du palais étaient pleins de libéraux et de radicaux qui déclamaient contre l'élection illégale de Garcia Moreno. C'était à qui prodiguerait le plus d'insultes à l'ex-président, quand tout à coup on entend prononcer son nom. « Est-ce bien Garcia Moreno? » s'écrient tous ces braves. C'était lui en effet qui gravissait les marches du palais. Le silence se fait comme par enchantement, chacun se range pour le laisser passer, et tous mettent la main au chapeau en signe de respect. Garcia Moreno traverse les rangs d'un air résolu et se dirige vers la salle des séances. A son entrée, tous les sénateurs se lèvent pour le recevoir.

pour les déporter hors du pays[1]. » La bande radicale applaudit à tout rompre, en se disant intérieurement que si ce président débonnaire avait mieux usé de ses droits, elle gémirait en prison au lieu de se pavaner au sénat.

Ces formalités accomplies, on procéda immédiatement à la vérification des pouvoirs. Comme tous ses collègues, Gracia Moreno remit aux mains du secrétaire Endara l'acte officiel de son élection, pour qu'il en fût donné lecture à l'assemblée. Endara, troublé par l'ascendant et le regard de Garcia Moreno, balbutiait et tâtonnait tellement que, de son banc, calme et imperturbable, ce dernier l'interrompit plusieurs fois pour le rectifier. Le lendemain, la commission chargée d'examiner les rapports des juntes conclut à l'admission de tous les sénateurs, sauf du seul Garcia Moreno.

Cependant, parmi les sénateurs se trouvait un homme juste et consciencieux, ennemi politique de l'ex-président, mais ami passionné du droit et de la justice : le docteur Antonio Mata. A peine la commission eut-elle formulé ses conclusions, qu'il les attaqua au nom de la légalité. « Comme moi, dit-il, vous faites profession de soumission absolue à la loi. Sans la subordination complète de la volonté humaine à la loi, il n'y a pas de République, mais l'anarchie érigée en principe. Or, la loi constitutionnelle en matière d'élections législatives, c'est que la junte provinciale seule a qualité pour statuer sur l'admissibilité des candidats élus. Pour infirmer son jugement, il faut en appeler à la cour suprême; à défaut d'appel, ses décisions ont force de loi. Elles sont assimilées dans l'ordre politique au verdict des tribunaux en matière civile et criminelle. Injustes ou abusives, elles sont irréformables,

1. Message en 1867.

sauf recours à la juridiction compétente. Vous êtes donc absolument incompétents, d'après notre législation, pour *disqualifier* un sénateur qualifié tel par la junte provinciale. Votre droit se borne à déférer son verdict au tribunal supérieur. »

La majorité connaissait parfaitement la loi, mais ces hypocrites prôneurs de l'égalité ne se gênent nullement pour la fouler aux pieds quand elle contrarie leurs passions. A ce raisonnement d'une lucidité transparente, ils opposèrent de ridicules arguties, des vociférations contre la junte et des invectives contre Garcia Moreno. D'un trait de son inexorable logique, le docteur Mata leur prouva qu'ils battaient la campagne et les défia de traiter la question de droit. Irrités d'une opposition à laquelle ils ne s'attendaient pas, les urbinistes devinrent insolents. L'avocat Mestanza, qui se croyait satirique, affirma que tous les maux de l'Équateur avaient leur source dans le caractère « de certains Équatoriens, doux et humbles de cœur, et par trop évangéliques, toujours disposés à tendre la joue gauche à ceux qui les avaient souffletés sur la droite, et à baiser la main des misérables qui les avaient déshonorés. » Après cette incartade, venait une charge à fond contre Garcia Moreno, dans le but de couvrir le manque absolu de raison.

Le docteur Mata bondit pour la troisième fois de son siège et lança cette apostrophe qui dut faire baisser les yeux aux plus éhontés : « Je voudrais bien être, mais par malheur je ne suis pas l'homme évangélique dont vient de parler le préopinant. Je n'ai point fléchi le genou devant l'homme qui m'a outragé, ni baisé la main qui m'a fait un affront. Dans mes veines circule un sang qui ne s'échauffe que trop vite. J'ai un cœur trop impressionnable et trop sensible à l'injure ; toutefois, au fond de mon âme il y a une conscience, et cette conscience me dit que je suis dans cette chambre pour

y apporter, non mes griefs et mes ressentiments personnels, mais un sentiment de justice que personne n'arrachera de mon cœur. »

Trois ou quatre sénateurs votèrent avec le docteur Mata l'admission de Garcia Moreno; tous les autres, emportés par l'esprit de vengeance ou la rage révolutionnaire, prononcèrent l'exclusion. Ce déni de justice ne les empêchera pas de dire que la République personnifie la légalité, et que jamais ils ne pardonneront à Garcia Moreno d'avoir violé la constitution et les lois. Cependant, ces tartufes n'osèrent paraître au journal officiel sous les verges du docteur Mata : ils supprimèrent des actes du congrès les discours vengeurs qui les marquaient du signe de l'iniquité, comme le fer rouge imprime sur l'épaule du condamné le stigmate de son crime. Quant au sénateur invalidé, connaissant d'avance le verdict qu'allaient rendre ces grotesques comédiens, il n'avait pas attendu la fin de la pièce pour préparer son retour à Guayaquil.

Une fois débarrassés de Garcia Moreno, le plus ferme appui de l'ordre, les révolutionnaires dressèrent leurs batteries contre l'ordre lui-même représenté par le gouvernement. Deux petits projets de loi suffirent pour démanteler la forteresse : l'un supprimait la haute police afin de laisser toute liberté aux conspirateurs, et l'autre décrétait la responsabilité des hauts fonctionnaires afin de les intimider en cas de crise et d'isoler le pouvoir. Cela fait, le sénat mit en accusation le président Carrion et son ministre Bustamante, pour délit d'illégalités administratives.

Le président avait le choix entre balayer cette assemblée radicale ou succomber sous ses coups. Au lieu d'agir avec force et décision, il se montra comme toujours irrésolu et inconséquent. Afin d'avoir l'occasion de s'armer de pouvoirs extraordinaires, il imagina je

ne sais quel complot contre la sureté de l'État et déporta cinq ou six individus qu'on disait compromis dans cette conspiration. Flairant une manœuvre du ministre Bustamante, le sénat voulut savoir quels faits avaient motivé ces arrestations, mais le gouvernement répondit qu'il tenait les fils d'une grave conjuration dont il révélerait les détails en temps opportun. Là-dessus, le docteur Mestanza, impatienté, s'écria « qu'il n'y avait d'autre conjuration en train que celle du gouvernement contre le peuple et la constitution ».

C'était une déclaration de guerre. Bustamante se croyant assez fort pour tenir tête au congrès, fit emprisonner Mestanza et cinq autres représentants, ce qui mit toute la capitale en émoi. Au lieu de se rendre, le congrès se déclara en permanence jusqu'au moment où les députés incarcérés lui seraient rendus. Comme il fallait en finir, Bustamante décréta la dissolution du congrès et posta un bataillon aux abords de la chambre pour disperser les représentants en cas de résistance. Mais la loi sur la responsabilité des fonctionnaires avait si bien produit son effet, que le gouverneur de la province, don Mariano Bustamante, bien que proche parent du ministre, refusa de notifier au congrès le décret de dissolution. Durant cet imbroglio, les représentants, furieux de voir les soldats entourer le palais, se répandaient en discours incendiaires contre le despotisme : Carbo invectivait contre Carrion et Bustamante; Angulo exhortait ses collègues à faire bravement leur devoir; un autre rappelait l'exemple des sénateurs romains attendant la mort sur leurs chaises curules. Mais au lieu de coups de fusils, on leur envoya la démission de Bustamante, ce qui les calma durant quelques jours.

Alors pour échapper aux radicaux que ces concessions avaient rendus tout-puissants, Carrion prit le

parti de s'entourer de conservateurs déclarés, et choisit pour ministre Raphaël Carvajal. Manuel Ascasubi et le général Davallos, tous trois intimes amis de Garcia Moreno. Il fit même offrir à l'ex-président le commandement de l'armée. Celui-ci, pour ne pas compromettre sa responsabilité dans une situation humainement inextricable, répondit « qu'il fallait laisser aux militaires de profession l'honneur des grades hiérarchiques, mais que néanmoins il se mettrait à la disposition du gouvernement le jour où l'indépendance nationale serait menacée. » Au fond, il n'avait aucune confiance dans la sincérité du gouvernement. « Je me réjouirais, écrivait-il à un ami, de l'installation du nouveau cabinet, si j'avais l'espoir que le président ne se tournera pas de nouveau vers le malheureux Bustamante pour en faire cette fois encore le vrai et unique chef de la république. Ne nous faisons pas illusion : le nouveau ministère fait tout simplement l'office d'un paratonnerre : s'il s'échoue, il se discrédite, sans profit pour le pays; s'il parvient à sauver le vaisseau de la tempête, Bustamante l'écartera doucement quand il se croira en mesure de reprendre le gouvernail. Nous assistons à une nouvelle péripétie, et non au dénouement du drame [1]. »

En effet, irrité de la volte-face exécutée par le gouvernement, le congrès se vengea en mettant à son ordre du jour l'accusation portée contre Carrion et Bustamante d'avoir violé la constitution dans le conflit avec les députés, ce qui les mit dans un étrange embarras. « La solution de la crise, écrivait à cette occasion Garcia Moreno, va dépendre du verdict de condamnation ou d'absolution que va porter le congrès. L'absolution, c'est la réconciliation des accusés avec les rouges et le triomphe des bandits d'Urbina. La condamnation ou

1. Lettre à M. Léon Méra, 14 octobre 1867.

l'abdication du président qui se retirera peut-être pour exciter la compassion du sénat, entraînera immédiatement de nouvelles élections sous le gouvernement du vice-président, et c'est peut-être, au milieu de tant de hasards périlleux, ce qui offre le moins de danger. Que si le président et son favori, pour acheter leur grâce, se jettent dans les bras d'Urbina et de ses rouges, cet acte d'inique trahison ne tardera pas à recevoir son châtiment. La crise alors sera violente, mais définitive, et, Dieu aidant, nous en sortirons vainqueurs [1]. »

C'était une véritable prédiction. Pour se sauver et sauver son Bustamante, Carrion n'eut pas honte de proposer au sénat la plus ignominieuse des transactions. Il s'offrit à jeter par terre son ministère conservateur pour lui substituer un ministère libéral et à opérer des mutations de même nature dans les commandements militaires, si les juges consentaient à prononcer un verdict d'absolution. Mais cette indignité hâta le dénouement de cette pièce tragi-comique. Averti de ce qui se passait, le ministre de l'intérieur, Carvajal, se présenta devant le sénat pour demander des renseignements sur ces faits scandaleux, qui lui furent publiquement certifiés par les sénateurs libéraux. Aussitôt les ministres envoyèrent au président leur démission motivée : « Nous n'avons point hésité, disaient-ils, à nous charger du ministère au moment du danger, et nous nous flattions qu'un nouveau programme politique, exposé franchement et loyalement, pourrait terminer la crise, et voilà que l'ex-ministre Bustamante, nous en avons acquis la certitude, recourt aux transactions les plus iniques pour se procurer une honteuse absolution. Devant cette duplicité, source déjà de tant de conflits, nous quittons le pouvoir pour sauver notre dignité et

1. Lettre à Léon Méra, 26 octobre 1867.

pourvoir au bien de la nation. » Les sous-secrétaires d'État, Léon Méra et Vicente Salazar joignirent leurs protestations indignées à celles des ministres, et se retirèrent d'un gouvernement « qui se jouait de ses officiers comme il se jouait de l'honneur de la patrie. »

Le président et l'ex-ministre Bustamante, abandonnés et méprisés de tous, se virent alors à la merci de leurs juges. Bustamante fut condamné à la privation de tout emploi public pendant deux ans, et le congrès, par un vote solennel de censure, décerna au président Carrion un véritable brevet d'incapacité qui le forçait à donner sa démission. « En cédant à de pernicieuses influences, disaient les représentants, en sacrifiant la République à de misérables intérêts de famille, le chef de l'État s'est rendu indigne du poste éminent auquel l'a élevé la confiance du peuple. Laisser la présidence en de telles mains serait un immense malheur pour le pays. »

On ne pouvait pas trop plaindre le président ni son ministre, mais il n'en était pas moins vrai que les radicaux arrivaient au pouvoir. Carrion tombé, ceux qui avaient profité de ses faiblesses pour l'acculer à la déchéance, allaient profiter de leur crédit pour influencer les électeurs en faveur d'Urbina, et le catholique Équateur, par un effet merveilleux de cette boîte à surprises qu'on appelle le régime parlementaire, était exposé à se réveiller un beau matin, très légalement et très constitutionnellement, en pleine république radicale.

On attendait de jour en jour ce hardi coup d'État, sans que personne se sentît de force à l'empêcher, lorsqu'on apprit l'arrivée soudaine et tout à fait inopinée de Garcia Moreno. Retiré à Guayaquil depuis son expulsion du sénat, une maladie grave de sa petite fille l'avait subitement appelé dans la capitale. Déconcertés à cette nouvelle, les radicaux du congrès commencent

à se troubler; les conservateurs courent à Garcia Moreno comme au sauveur que Dieu leur envoie; peuple et députés le supplient de prendre en mains les rênes du gouvernement et de préserver le pays d'un nouveau cataclysme. Maître absolu de la situation, il n'avait qu'un mot à dire pour déterminer un pronunciamento en sa faveur; il ne le voulut pas, mais néanmoins il résolut de barrer le chemin à la Révolution, en déjouant le plan des sénateurs radicaux.

Dans un conseil composé de ses amis politiques, Garcia Moreno fit prévaloir l'idée qu'un changement de gouvernement, accompli avec promptitude et résolution, rétablirait l'ordre et la paix. Le président Carrion, devenu impossible, quitterait le pouvoir et serait remplacé au fauteuil par le vice-président Arteta, qui procéderait immédiatement à l'élection du nouveau chef de l'État. On portait comme candidat à la présidence don Javier Espinosa, avocat estimé de tous pour son amour de la justice, et de plus excellent catholique. Cette combinaison, goûtée du public et des chambres, rallia si bien conservateurs et libéraux que les urbinistes perdirent toute influence.

Avec son énergie habituelle, Garcia Moreno, chargé de l'exécution du programme, signifia au président que, vu les circonstances, le bien public exigeait sa démission; et, comme celui-ci résistait aux instantes sollicitations qu'il lui fit itérativement adresser par Pablo Bustamante, frère de l'ex-ministre, il lui envoya cet ultimatum d'un laconisme significatif : « Souvenez-vous que le salut de la République doit l'emporter sur la vie de l'homme qui la mène aux abîmes ! » Enfin, le 6 novembre, Carrion donna sa démission, après avoir acquis la conviction que l'armée ne le soutiendrait pas. Par son ascendant sur les chambres, Garcia Moreno obtint qu'Arteta, en qualité de vice-président, lançât immé-

diatement le décret convoquant les électeurs pour la nomination du nouveau président. Le nom d'Espinosa fut accueilli avec un tel enthousiasme par tout le peuple que les radicaux n'osèrent pas même lui opposer de concurrent. Un mois après, la crise était terminée et le nouveau gouvernement installé pour dix-huit mois, c'est-à-dire jusqu'à l'achèvement de la période constitutionnelle.

Le 25 décembre, de retour à Guayaquil, Garcia Moreno écrivait à un ami : « Je reviens de Quito, où je suis allé voir ma fille qui se mourait. Vous savez déjà pourquoi la Providence m'a conduit dans cette ville. Le candidat que j'ai présenté, le catholique et vertueux Javier Espinosa, a été accepté avec enthousiasme, même par un certain nombre de rouges. Les élections, terminées le 21 de ce mois, ont ramené la concorde et la paix. Nous pouvons nous vanter d'avoir le meilleur des présidents. Notre pauvre Équateur ajoutait-il, vient de traverser sans secousse une crise qui pouvait aboutir à une guerre civile désastreuse[1]. »

Comme tous les conservateurs, disons, en terminant ce chapitre, que si, dans ces conflits d'incapables et d'ambitieux, la guerre civile n'a pas ensanglanté le pays, c'est encore une fois grâce à l'énergie du héros chrétien qui jamais ne voulut pactiser avec les principes où les hommes de la Révolution.

1. Lettre à don Félix Luque. Voir *Verdadera situacion politica,* Lima, 1875, page 8.

CHAPITRE XX

CATASTROPHE D'IBARRA

(1868)

Existe-t-il une hérésie plus indéracinable que l'hérésie libérale dans des cerveaux honnêtes? Si vous leur démontrez que le gouvernement, chargé de diriger les esprits vers le bien, ne peut sans forfaiture tenir la balance égale entre le bien et le mal, ils vous traitent d'absolutiste. Si le catholicisme établit que, vu l'infirmité de la nature déchue, la vérité non protégée sera toujours opprimée par l'erreur, et les honnêtes gens foulés aux pieds par la canaille, ils affirment niaisement que la vérité triomphe naturellement de l'erreur comme le soleil des ténèbres, et que Dieu saura parfaitement se défendre lui-même. Qu'un document pontifical anathématise solennellement leurs erreurs et déclare expédient, aujourd'hui comme autrefois, de proclamer la religion catholique religion de l'État, à l'exclusion de tous les faux cultes, ils traitent le pape de rétrograde et le *Syllabus* d'anachronisme. Accepteront-ils, du moins, les leçons de l'expérience? Pas davantage. Tous les dix ou vingt ans, maîtres un instant d'appliquer leurs principes, ils embourbent le char de l'État dans l'ornière radicale, en France comme en Belgique, en Europe comme en Amérique. Si vous leur reprochez

les catastrophes dont cette politique est périodiquement la cause fatale, ils battent la campagne, jurent leurs grands dieux qu'ils mourront libéraux impénitents, courent à de nouveaux abîmes et y précipitent avec eux les gouvernants les mieux intentionnés, si ceux-ci n'ont pas le courage de se soustraire à leur funeste direction.

Don Javier Espinosa, le meilleur des hommes, aussi intelligent que vertueux, profondément conservateur et profondément catholique, aurait pu faire le meilleur des présidents, comme l'espérait Garcia Moreno, s'il ne s'était pas laissé circonvenir par les libéraux. On lui persuada que, nommé par tous les partis plus ou moins opposés au radicalisme, il devait les appeler tous au gouvernement, ainsi que l'exige le système parlementaire. Pour se montrer conciliant, il donna le ministère de l'intérieur et des affaires étrangères à son parent, Camilla Ponce, catholique sans épithète, et lui associa deux collègues de camps opposés. Les libéraux comprirent sa faute et le comblèrent d'éloges; les radicaux eux-mêmes promirent de devenir des anges de paix et de douceur sous le gouvernement paternel, légal, et tout à fait constitutionnel du sage Espinosa.

Avec un pareil entourage, le gouvernement devenait d'autant plus difficile que la constitution, si souvent blâmée par Garcia Moreno, entravait à chaque instant l'action du président. Pour empêcher le navire de sombrer, il fallait un homme assez énergique pour éviter l'écueil par un virement de bord illégal, en s'appuyant sur le principe de Garcia Moreno : « Je suis chargé de sauver la république avant de sauver la constitution. » D'un caractère très timoré et très scrupuleux, Espinosa se fit au contraire l'esclave des fictions parlementaires et légales, au grand détriment des conservateurs. On lui présenta un jour une liste de trois noms parmi lesquels il devait, selon les dispositions constitutionnelles,

choisir un gouverneur de province. Sur les trois, deux déclinèrent l'honneur et la charge, et le troisième était un libéral. Que faire? l'accepter, si mauvais qu'il fût, ou exiger la présentation de trois nouveaux candidats. Le président ne se crut pas autorisé à prendre ce second parti, et le libéralisme se renforça d'un nouveau gouverneur de province. Si l'on ajoute qu'Espinosa peu expert et peu soupçonneux en matière d'intrigues, refusait de croire à tout méfait non matériellement démontré, on dira qu'il avait toutes les qualités requises pour servir de jouet aux retors de la Révolution.

Garcia Moreno connaissait bien la faiblesse de caractère du nouveau président, mais il espérait qu'intelligent et consciencieux, il se laisserait guider par les conseils d'hommes expérimentés, dévoués à sa personne comme aux intérêts religieux et sociaux dont les conservateurs lui avaient confié la garde, mais il eut beau lui signaler les dangers de la situation, l'éclairer sur les hommes qui surprenaient sa bonne foi, lui dénoncer les trames des radicaux, Espinosa trouvait qu'il s'inquiétait à tort, puisque la légalité n'était pas violée. Du reste, afin d'enlever toute influence à l'ex-président, les radicaux représentèrent sa politique comme tyrannique et absolument monstrueuse. Dans un odieux pamphlet intitulé *La République et Garcia Moreno,* ils refirent à leur manière l'histoire des huit dernières années, pour établir que leur mortel ennemi n'avait tenu aucun compte de la constitution ni des lois. Son despotisme avait causé tous les malheurs du pays, d'où la conclusion toute naturelle que du principe légal, incarné dans le président Espinosa, jaillirait pour l'Équateur une source intarissable de gloire et de prospérité. Les conservateurs ripostèrent en montrant par l'histoire[1] avec

1. *El señor G. Garcia Moreno y los liberales del Guayas,* Quito, avril 1868.

quelle désinvolture leurs hommes si vantés, Roca, Gomez de la Torre, Franco, Roblez, et surtout Urbina, marchaient à pieds joints sur leur fameux principe de la légalité, non par exception et pour sauver la patrie, mais tous les jours et pour contenter leurs passions. « Le parti anarchiste, que Garcia Moreno avait dû mettre à la raison formait moins un parti politique qu'une ménagerie de bêtes féroces échappées de leur cage, et qu'il fallait y faire rentrer de gré ou de force sous peine d'en être dévoré. » Rien de plus vrai, mais les calomnies reproduites et commentées dans les journaux, ne laissaient pas que d'impressionner vivement le gouvernement, déjà prévenu contre Garcia Moreno.

Dès lors, le travail de destruction recommença de plus belle dans les clubs, les feuilles publiques, les bureaux des gouverneurs de provinces et même du ministère. Les radicaux minèrent le terrain, sournoisement et sans tapage, pour ne pas donner l'éveil au vertueux Espinosa. Leurs affidés ou des complices inconscients s'introduisirent dans les emplois, au mépris des conservateurs désormais sans influence et sans crédit. Sous prétexte de liberté de la presse, on remit en question les principes religieux et sociaux. En vain Garcia Moreno essaya-t-il de nouveau d'ouvrir les yeux au gouvernement sur ces menées souterraines : Espinosa réclamait le corps du délit, le fait matériel qui permît de sévir sans sortir de la stricte légalité.

L'Équateur allait assister à une seconde représentation de la pièce jouée, un an auparavant, sous le président Carrion. Incapable de supporter plus longtemps ce spectacle écœurant, Garcia Moreno prit le parti de se retirer à la campagne. Il loua dans la région du nord, non loin d'Ibarra, l'hacienda de Guachala, avec l'intention de l'exploiter lui-même. C'était un moyen de re-

faire sa santé fort ébranlée par les agitations de la vie politique et les grandes épreuves domestiques qu'il avait subies durant ces dernières années. Sa digne et vertueuse épouse, Rosa Ascasubi, était descendue au tombeau. Il avait épousé en secondes noces la señora Mariana de Alcazar, nièce des Ascasubi. Quand il communiqua son projet d'alliance à la mère de la jeune fille, la noble femme lui répondit en pleurant qu'elle redoutait les jours troublés et les nuits d'angoisses qui avaient abrégé la vie de sa pauvre sœur. Elle ne voulait pas pour sa fille d'une existence qui consistait à se demander tous les jours si on ne lui rapporterait pas son mari, le cœur percé d'une balle ou d'un coup de poignard. Cependant, comme on ne résistait point à la volonté de Garcia Moreno, il avait uni son sort à celui de la señora Mariana, dont la jeunesse, l'amour et le courage ne craignirent point d'affronter les tempêtes qui épouvantaient sa tendre mère. Depuis lors, les angoisses n'avaient guère cessé : l'attentat de Lima, l'odieuse invalidation prononcée par les sénateurs, finalement la perte d'une petite fille, premier fruit de leur amour, avaient initié la jeune femme à son long martyre. Il conduisit donc la douce Marianita, comme on l'appelait en famille, au milieu des bois, des prairies et des troupeaux de Guachala, décidé à y planter sa tente pour s'y procurer, avec le calme et les joies du foyer, un moyen honorable d'augmenter ses ressources.

Mais Dieu ne voulait pas que cet homme extraordinaire, véritable instrument de sa Providence, eût icibas un moment de repos. Il ne l'avait appelé dans cette oasis que pour lui faire exercer une fois de plus, son rôle de sauveur. Le 13 août 1868, des éruptions volcaniques accompagnées de tremblement de terre, commencèrent à ébranler toute la province d'Ibarra. Dans la nuit du 15 au 16, vers une heure du matin, pendant

que les volcans vomissaient des torrents de lave, une épouvantable secousse réveilla les habitants terrifiés. La terre tremblait; les maisons et les églises s'écroulaient avec fracas; hommes, femmes, enfants, troupeaux, disparaissaient sous les décombres, au sein des abîmes creusés par les oscillations du sol. On n'entendait que les cris des mourants et les hurlements des malheureux échappés comme par miracle à l'horrible catastrophe. Le matin, des dix mille hommes qui composaient la population d'Ibarra, plus de la moitié était ensevelie sous les ruines; l'autre moitié gisait sur les décombres au milieu des cadavres, muette de stupeur, sans pain, sans vêtement, sans abri, sans espoir! Et non seulement la ville, mais toute la province d'Ibarra offrait ainsi l'image d'un vaste cimetière où les survivants du cataclysme pleuraient sur les tombes ouvertes de leurs parents et de leurs amis.

Pour comble de malheur, des bandes de pillards s'abattirent sur ce champ de mort, comme des oiseaux de proie sur des cadavres. Au lieu de prêter secours aux pauvres mourants qui imploraient leur pitié, ils les achevaient pour les dépouiller. A cette vue, les indiens sauvages des régions voisines, croyant à la destruction finale de la race espagnole, hurlèrent leur cri de guerre, et descendirent des montagnes, comme des démons sortis de l'enfer, en criant de toutes leurs forces : « Vive le grand Atahualpa! » Les malheureux Ibarréniens fuyaient à l'approche de ces figures sinistres, mais partout ils rencontraient sur leurs pas le vol, le pillage et la mort.

Quand ces affreuses nouvelles se répandirent dans le pays, la consternation se peignit sur tous les visages, et des larmes coulèrent de tous les yeux. Le gouvernement, vivement ému, chercha immédiatement le moyen de sauver cette province; mais comment refaire un peu

d'ordre au milieu de l'horrible chaos? Il ne trouva rien de mieux que de s'adresser au dévouement de l'homme que tous désignaient comme seul capable de remplir cette tâche surhumaine. Le 22 août, le ministre Camillo Ponce annonçait à Garcia Moreno sa nomination de chef militaire et civil de la province d'Ibarra. « La situation lamentable du pays, lui disait-il, exige des secours extraordinaires, et surtout un homme de votre capacité et de votre énergie. Désirant employer tous les moyens dont il dispose pour soulager et relever ces malheureuses populations, le gouvernement vous investit de tous les pouvoirs ordinaires et extraordinaires que requiert l'état exceptionnel de la province. Chef civil et militaire, vous aurez sous vos ordres les autorités politiques, administratives, militaires et financières; vous prendrez les mesures que vous croirez nécessaires pour sauver ce peuple d'une ruine totale. Le gouvernement et la nation exigent de vous ce service d'humanité et de patriotisme, persuadés que vous répondrez à leur attente en acceptant la mission qui vous est confiée. »

Il y eut un tressaillement d'espérance dans tout l'Équateur quand cette nomination parut au journal officiel. Seuls, les révolutionnaires, plus féroces que les voleurs et les indiens, accablèrent le gouvernement d'invectives pour avoir appelé Garcia Moreno à un poste de péril sans doute, mais aussi d'honneur. Avec son génie et son courage, il était de force à faire sortir des ruines la province d'Ibarra, et alors quelle auréole autour de son front, quelles acclamations à la gloire du libérateur! Un gouvernement libéral devait-il accroître de cette façon l'influence du tyran, l'investir d'un pouvoir presque dictatorial, dont il ne manquerait pas d'abuser contre les malheureux Ibarréniens d'abord, et bientôt contre le pays tout entier? Pour le coup, le bon

Espinosa fut nettement accusé de trahir la République.

Garcia Moreno n'hésita pas un instant à sacrifier pour cette œuvre d'humanité le repos dont il jouissait à Guachala. Laissant déblatérer les hommes de haine, il se rendit aussitôt sur le lieu du sinistre, accompagné de plusieurs bataillons destinés à rétablir l'ordre et à diriger, sous son commandement, les travaux de sauvetage, de construction et de ravitaillement, indispensables pour arracher à la mort les tristes épaves du tremblement de terre. A quelque distance d'Ibarra, la troupe fut arrêtée dans sa marche par la rivière de l'Ambi, dont les eaux, grossies par des pluies torrentielles, s'étendaient comme un large fleuve à travers la campagne. Les plus audacieux reculaient à l'idée de s'aventurer dans ces abîmes sans canots ni radeaux, lorsque l'intrépide chef lança son cheval au milieu du torrent, manœuvrant avec tant d'habileté que ses compagnons stupéfaits, après avoir plusieurs fois tremblé pour sa vie, le virent apparaître sain et sauf sur l'autre rive. Entraînés par son audace, ils franchirent à leur tour le terrible passage, préludant ainsi aux actes héroïques qu'allait nécessiter leur difficile mission.

Dès son arrivée sur les ruines d'Ibarra, Garcia Moreno organisa tous les services, et les sauveteurs se mirent à l'œuvre sans délai, car le moindre retard dans les secours pouvaient entraîner la mort d'un grand nombre de victimes. Des compagnies de soldats, lancées contre les pillards et les indiens, réussirent après plusieurs luttes sanglantes, à les refouler dans leur repaire des montagnes, Afin de rétablir dans la population le sentiment de la justice et du droit de propriété, un tribunal, siégeant en permanence, condamna aux peines les plus sévères ceux qui furent reconnus coupables de délit ou de crime. Il était temps, car on racontait des forfaits inouïs. D'une nombreuse famille, deux frères

seulement avaient survécu au désastre. L'un d'eux parvint à se dégager des ruines, mais, au lieu d'aider son frère à sortir d'un amas de décombres où il était enseveli vivant, il saisit une hache et lui en asséna un grand coup sur la tête. Il devenait, par ce fratricide mille fois exécrable, l'unique héritier de la famille.

Pendant qu'on châtiait les criminels, des bandes de fossoyeurs enterraient les cadavres et déterraient les vivants qu'on retrouvait évanouis et prêts à rendre le dernier soupir sous des monceaux de débris, ou dans des cavernes creusées par les déchirements du sol. Garcia Moreno eut la consolation de sauver ainsi des centaines de victimes qui avaient dit adieu à la vie, entr'autres la sœur du chargé d'affaires de la Colombie, vertueuse carmélite réfugiée à Ibarra depuis que la persécution avait fermé les couvents de son pays.

La grande difficulté, c'était de trouver des approvisionnements suffisants pour alimenter la ville et la province, également dépourvues de subsistances. La population se mourait d'inanition. Par ses chaleureux appels à la charité, Garcia Moreno provoqua dans la capitale et les autres villes importantes des souscriptions volontaires, et organisa dans les campagnes des convois de vivres, dont il se chargea de faire la répartition. Lui-même, bien que ses ressources fussent très restreintes, il s'inscrivit pour mille piastres et donna l'ordre à son intendant d'expédier de Guachala toutes les provisions que l'hacienda pouvait fournir. La distribution des vivres se faisait de la manière la plus équitable, car il veillait avec le plus grand soin sur tous les employés, afin d'empêcher les cupides de spéculer sur la misère publique. Certains commerçants, pour qui tout était moyen d'infâme trafic, vendaient à des prix exorbitants les choses même de première nécessité : il les

condamna à être publiquement châtiés, au même titre que les escrocs et les voleurs.

En peu de temps, grâce à son infatigable activité, l'ordre régna dans toute la province. Les oiseaux de proie avaient disparu : la population rassurée vivait sous la tente; les familles se rapprochaient, réunissant leurs faibles ressources. On envisageait l'avenir avec moins d'effroi. Des pionniers traçaient des routes au travers des décombres, premiers linéaments d'une nouvelle cité qui devait s'élever bientôt sur les ruines de l'antique Ibarra. Le génie organisateur de Garcia Moreno présidait à la résurrection de ce peuple, heureux de l'appeler son protecteur et son père.

Au récit de ces merveilles, les radicaux de Guayaquil et de Quito séchaient de dépit. A Ibarra même, on les vit témoins attristés de l'œuvre accomplie par Garcia Moreno, former d'odieux conciliabules au milieu des ruines, afin de chercher un moyen quelconque d'incriminer le dévouement et de souiller la charité. Leur porte-voix, l'avocat Mestanza, président de la *Société patriotique* de Quito, affirma dans les journaux de la secte que « toutes les ressources accumulées depuis le tremblement de terre avaient passé dans les mains impures d'employés sans vergogne. » Cette vilenie n'atteignait pas Garcia Moreno, dont le désintéressement et l'extrême rigidité envers ses subalternes n'étaient que trop connus des libéraux ; néanmoins, les notables d'Ibarra se levèrent comme un seul homme pour jeter à la face de Mestanza l'épithète de « misérable calomniateur ».

Cette protestation ne fit qu'irriter la colère des radicaux. A propos d'un marché conclu avec un ami, et uniquement pour rendre service à cet ami, ils accusèrent Garcia Moreno d'avoir profité des malheurs publics pour acheter des marchandises à vil prix et les revendre

à gros bénéfices. Indigné de cette lâcheté, le vendeur, Manuel Fierro, protesta solennellement et sous la foi du serment « qu'il avait lui-même offert ses marchandises à Garcia Moreno, mais que celui-ci les avait refusées, n'en ayant nul besoin, et ne voulant faire aucun achat en ces temps de calamité. Il n'avait cédé que sur ses instances réitérées, pour lui rendre service, et en le priant de faire lui-même les prix qu'il avait acceptés sans en rabattre une obole [1]. » Garcia Moreno ajouta que si les radicaux trouvaient le marché avantageux, il était prêt à le leur céder sans aucun bénéfice.

Il faut citer ces énormités pour montrer la haine satanique qui ronge le cœur des libéraux, et les ignobles moyens auxquels ils ont recours pour déshonorer l'homme le plus honnête et le plus loyal. Les Ibarréniens reconnaissants ensevelirent ces hontes sous les témoignages non équivoques, je ne dirai pas de leur sympathie, mais d'un amour vraiment filial pour Garcia Moreno. A peine l'eurent-ils vu à l'œuvre que, dans une adresse à leurs bienfaiteurs des provinces voisines, ils l'exaltèrent « comme un sauveur envoyé par la Providence, au milieu du déluge dans lequel ils avaient été comme ensevelis ». — « La protection dont nous entoure Garcia Moreno, dirent-ils [2], cet homme qu'une inspiration du ciel a fait nommer chef civil et militaire de la province, est de telle nature que les paroles nous manquent pour célébrer notre sauveur. On dirait que cet illustre héros a été créé tout exprès par Dieu pour nous consoler dans cette immense infortune. Les larmes qui coulent de nos yeux peuvent seules lui témoigner l'émotion de nos cœurs à la vue de son dévouement. Bientôt, grâce à l'infatigable activité qui le

1. « *Al publico* », feuille volante, 1er décembre 1868.
2. *Un sentimiento de gratitud*, signé : *Los Ibarrenos*. Quito, septembre 1868.

caractérise, à l'audace de ses conceptions, à la promptitude et à la sûreté de ses moyens d'exécution, nous lui serons redevables de notre résurrection sociale et politique. Nous ne serons plus des ombres errantes au milieu d'un champ de désolation couvert de vingt mille cadavres. La province d'Ibarra ne perdra pas son nom, ni la bannière de l'Équateur une de ses plus brillantes étoiles. »

Un mois plus tard, quand Garcia Moreno dut quitter la renaissante Ibarra, le peuple entier accourut pour lui dire adieu, absolument comme au départ d'un père. Tous fondaient en larmes et l'accablaient de remercîments et de bénédictions. Quelque temps après, les dames d'Ibarra, au nom de la province, lui firent hommage d'une médaille en or, enrichie de diamants, et portant cette exergue : *Au sauveur d'Ibarra.*

Hélas ! ce tremblement de terre, avec ses épouvantables dégâts et ses monceaux de cadavres, n'est qu'une faible image des bouleversements accomplis dans le monde par la Révolution ! Si le « sauveur d'Ibarra » mérite une médaille d'honneur, ses compatriotes lui doivent des couronnes pour les avoir arrachés dix fois aux griffes des révolutionnaires. Nous allons le voir procéder contre ces implacables ennemis de l'ordre au dernier et définitif sauvetage de la République.

CHAPITRE XXI

CHUTE DU PRÉSIDENT ESPINOSA

(1869)

Le président et ses ministres félicitèrent chaudement Garcia Moreno du grand dévouement dont il avait fait preuve dans sa mission d'Ibarra. Celui-ci profita de leurs dispositions pour leur représenter, une fois encore, que le flot du radicalisme les emporterait bientôt, s'ils ne prenaient les mesures d'ordre réclamées par la situation. Mais jamais les libéraux n'aperçoivent de nuage à l'horizon. Espinosa s'endormait de plus en plus dans ses illusions optimistes. Son ministre de l'intérieur, Camillo Ponce, inutile Cassandre, avait perdu toute influence sur lui ; chaque fois qu'il conjurait le président de mettre un frein aux menées des anarchistes, il se heurtait aux doutes et aux scrupules du plus étroit légalisme. Nul espoir d'ouvrir les yeux à ces aveugles volontaires. Impatienté et découragé, Garcia Moreno se retira de nouveau dans sa solitude de Guachala, laissant à Dieu le soin de l'avenir.

Cependant, comme l'année 1868 touchait à sa fin, et que les pouvoirs d'Espinosa expiraient en août 1869, les conservateurs s'occupaient activement de lui trouver un successeur. Garcia Moreno avait jeté les yeux sur le général Darquea, loyal et vaillant soldat qui comman-

dait alors le district de Guayaquil. Pour lui, malgré les instances de ses nombreux amis, il refusait toute candidature : « La seule faute que je me reproche dans ma vie politique, disait-il, c'est d'avoir accepté la présidence en 1861 malgré les absurdités de la constitution bâclée par nos représentants. Le pays va expier les folies de la convention, et déjà l'expiation serait un fait accompli, si je ne m'étais sacrifié pour endiguer le torrent révolutionnaire [1]. » Dans le même ordre d'idées, il écrivait à cette époque : « Je ne désire pas le pouvoir; si les rouges m'obligeaient à le prendre, je réponds, avec la grâce de Dieu, de sauver le pays en quelques mois. Cela fait, je laisserais la place à l'élu du peuple, qui serait certainement le général Darquea. » Dans un voyage qu'il fit à Quito, il proposa même aux membres de la *Société patriotique* et à tous ses amis de patronner officiellement ledit général, « comme le plus digne par son patriotisme, ses mérites personnels et ses importants services, de régir les destinées de l'Équateur [2]. »

Mais les conservateurs ne furent pas de son avis. Pour sortir du labyrinthe libéral et reprendre l'œuvre de la civilisation chrétienne, il fallait plus qu'un honnête général, il fallait Garcia Moreno. Ils résolurent donc de lancer sa candidature. Prenant l'initiative du mouvement, la *Société patriotique* adressa aux électeurs, dès le 28 novembre 1868, un manifeste signé de tous ses membres et d'autres notabilités du parti de l'ordre, dans lequel elle ne craignait pas d'affirmer « qu'après avoir consulté toutes les sociétés provinciales, les personnages les plus autorisés, en un mot, la majorité de la nation, elle présentait la candidature de Garcia Moreno, comme une nécessité dans les circonstances pré-

1. Lettre au Dr Léon Méra, 12 juillet 1868.
2. *Verdadera situacion*... por F. Luque; pages 10 et 11.

sentes, en même temps qu'un témoignage d'estime et de reconnaissance pour les services rendus au pays par cet illustre citoyen. Inutile d'énumérer, ajoutait-on, les bienfaits dont il a comblé la nation durant sa dernière présidence, ni les sacrifices qu'il s'est imposés pour la province d'Ibarra à l'occasion de la catastrophe du 16 août dernier : ces actes, nous les avons vus de nos yeux, et la gratitude les a imprimés dans tous les cœurs. En ouvrant des voies de communication, en appelant des instituts religieux pour régénérer les mœurs sous la douce influence du catholicisme, en multipliant les écoles et les collèges, Garcia Moreno a posé les fondements de notre prospérité. Il est vrai que la calomnie met tout en œuvre pour noircir ce grand patriote, mais nous mépriserons les invectives de ces calomniateurs, inspirées trop souvent par les ressentiments personnels et les fureurs vindicatives des criminels qu'il a châtiés. Leur voix s'éteindra, comme se dissipe avec le temps l'odeur d'un cadavre en putréfaction. Alors on ne verra plus que les grandes œuvres de Garcia Moreno, monuments immortels de son génie et de son patriotisme [1]. »

Ce manifeste, impatiemment attendu, fut accueilli dans l'Équateur par une explosion de joie. De toutes les provinces, de Cuenca, de Riobamba, de Loja, de Guaranda, de Babahoyo, arrivèrent des adhésions motivées. Les journaux, les feuilles volantes, se couvrirent de milliers de signatures en faveur de Garcia Moreno, si bien que ses ennemis, libéraux et radicaux, furent obligés de se donner la main pour lui opposer un candidat offrant quelque chance de succès. Le catholique Borrero fonda le *Constitutionnel* pour faire campagne contre le tyran, de concert avec le *Cosmopolita* du païen Montalvo. Afin de trouver la force dans l'union, Mon-

1. *Manifestacion de la Sociedad patriotica*, 28 novembre 1868.

talvo s'efforça de rentrer un peu ses griffes, Borrero allongea un peu les siennes, et la fusion s'opéra sous le nom de « grand parti libéral ». On espérait par cet euphémisme tromper l'innocent troupeau des électeurs, que le rouge effraie toujours quelque peu. Mais où trouver un représentant du grand parti libéral, accepté des fusionnistes, et de force à lutter contre l'ennemi commun? Si les aspirants ne manquaient pas, il leur manquait à tous quelque chose : Carbo était trop impie et trop démagogue, Angulo trop gothique, Montalvo trop satanique, Espinel trop inféodé à son messie Urbina, Mestanza trop infatué de lui-même et trop mordant pour ses chers amis; quant à Borrero, le Caton de Cuenca, on en usait comme d'un cheval de renfort pour monter la côte. De guerre lasse, l'union libéro-radicale choisit pour son candidat don Francisco Aguirre, de Guayaquil, homme de talent et d'instruction, peu militant jusque-là, mais de couleur significative par sa parenté avec Urbina, dont il se montrait le zélé partisan. Il fallait être aveugle comme un catholique libéral pour ne pas voir se dresser derrière Aguirre le spectre du sinistre révolutionnaire. On présenta cette candidature comme l'expression du plus pur libéralisme, la quintessence de toutes les perfections, et la paix éternelle dans la fusion des partis, tandis que, dans leurs feuilles, manifestes, proclamations, les fusionnistes exhibèrent comme repoussoir leur portrait habituel de Garcia Moreno, retouché par leurs meilleurs artistes. C'était le tyran, l'assassin, l'hypocrite, le violateur des lois, le bourreau des honnêtes gens. Ces poisons se débitaient au bon peuple avec l'agrément, pour ne pas dire la faveur du gouvernement, si bien qu'il devenait nécessaire d'élever la voix pour confondre les criminels et détromper leurs victimes. Inquiets du silence de Garcia Moreno, les conservateurs se demandaient si, conti-

nuant à décliner toute candidature, il les abandonnerait en un moment aussi critique, lorsqu'il fit paraître, le 18 décembre, ce manifeste où les fusionnistes sont traités selon leurs mérites, et ses actes, à lui, expliqués sans ambages.

« Avant la période électorale, dit-il, le premier, je mis en avant, près d'un grand nombre de mes amis, la candidature d'un illustre général. Par suite de leurs hésitations et de son refus, je me désistai, bien décidé cette fois à déserter la lutte. Du reste, en différentes circonstances de ma vie publique, j'ai donné la preuve que je n'aspirais pas au mandat présidentiel. Avant comme après 1865, j'ai dit et répété que, vu l'insuffisance de nos lois pour la répression des hommes de désordre, je ne me chargerais plus du pouvoir, à moins que les irréconciliables ennemis de l'Église et de la patrie, les partisans d'Urbina, aujourd'hui déguisés en libéraux, ne tentassent une restauration de son exécrable tyrannie.

« Or, ce que personne n'aurait cru possible, voilà que cette hypothèse devient une réalité. La candidature de don Francisco Aguirre, parent, allié et fauteur d'Urbina, candidature appuyée par tous les radicaux, fait pressentir aux moins clairvoyants le retour à bref délai de l'homme néfaste qui ne doit rentrer à l'Équateur que pour monter à l'échafaud. Les partisans de don Francisco Aguirre me forcent donc d'accepter la candidature que daignent m'offrir les conservateurs. Si je reculais devant l'insuffisance des lois pour châtier ces trafiquants de révolutions, tout homme loyal et sérieux refuserait comme moi la présidence, et l'Équateur serait perdu. Au peuple et à ses représentants d'écarter cet obstacle en donnant au gouvernement la force de répression dont il a besoin pour défendre la société.

« Aux complices d'Urbina, aux traîtres de Cuaspud,

de Quinche, de Machala et de Santarosa, aux pirates de Jambeli, s'unissent aujourd'hui des hommes mus par de vils intérêts ou d'ignobles rancunes, des catholiques soi-disant libéraux, ennemis du Concordat et du Syllabus, qui ne rougissent pas de marcher sur les brisées des jansénistes en qualifiant *d'ultramontains* les vrais enfants de l'Église. Cette monstrueuse fusion, loin de m'arrêter, m'offre un second et puissant motif d'acceptation, car il est évident que mon refus mettrait en péril les plus chers intérêts du peuple.

« Enfin un motif d'honneur vient corroborer ceux que m'inspirent ma foi religieuse et mes convictions politiques. Attaqué journellement avec une implacable obstination, en butte aux injures de toute espèce comme aux calomnies les plus outrageantes, je pardonne volontiers à mes ennemis; cependant, je crois que le jour est arrivé où le peuple, par un verdict solennel, doit prononcer entre moi et mes calomniateurs. Oui, le jour de l'élection sera le jour du jugement : entre moi et mes accusateurs, il y a le peuple, et c'est la justice du peuple que j'invoque. Si je me retirais de la lutte, ils ne manqueraient pas de dire que j'élude la sentence parce que je me crois coupable. Je ne puis attenter à mon propre honneur, et c'est ainsi qu'à force d'outrages, ils m'ont mis dans l'impossibilité de refuser une candidature à laquelle j'étais loin d'aspirer.

« Pour conclure, je dois faire connaître à la nation les principes qui dirigeront ma conduite si elle m'appelle à l'honneur de la gouverner. Respect et protection à l'Église catholique; adhésion inébranlable au Saint-Siège; éducation basée sur la foi et la morale; diffusion de l'enseignement à tous les degrés; achèvement des routes commencées et percement de nouvelles voies, selon les besoins et les ressources du pays; garanties pour les personnes, les propriétés, le commerce, l'agri-

culture et l'industrie; *liberté pour tous et pour tout, excepté pour le crime et les criminels ;* répression juste, prompte et énergique de la démagogie et de l'anarchie ; maintien de nos bonnes relations avec tous nos alliés; promotion aux emplois de tous les citoyens honorables, selon leurs mérites et leurs aptitudes : voilà mon programme. Je veux tout ce qui peut contribuer à faire de l'Équateur un pays moral et libre, riche et vraiment civilisé. Tels sont mes principes, telle sera ma règle de conduite, si les suffrages du peuple m'appellent à exercer le pouvoir. »

Voilà, dirons-nous à notre tour, voilà dans toute sa splendeur le programme de la civilisation catholique. Ce fier langage est celui d'un grand chrétien et d'un grand patriote qui ne veut tromper ni les conservateurs ni les révolutionnaires. Les conservateurs doivent savoir que ce catholique tout d'une pièce n'inclinera jamais vers les doctrines libérales, et les révolutionnaires, qu'ils ont devant eux l'ange exterminateur. Nous constaterons plus tard que ce n'était pas là une profession de foi banale comme on en placarde tant sur les murs en un jour d'élection, mais bien le plan médité et détaillé du grand édifice que ce politique de génie voulait construire sur les ruines de la Révolution.

A la lecture de ce manifeste, un soupir de soulagement s'échappa de tous les cœurs amis de l'ordre et de la religion. Au contraire, la ligue libéro-radicale, démasquée et flétrie, poussa des cris de rage et de fureur, d'autant plus qu'elle espérait le désistement de Garcia Moreno. Pour le dégoûter complètement de la vie publique elle l'avait poursuivi de ses outrages, et voilà que cette fausse tactique ramenait au combat le lion blessé; or, le combat, c'était la victoire, car aux commentaires enthousiastes du manifeste et aux milliers

de signatures qui se lisaient chaque jour au bas des circulaires électorales [1], on conjecturait à bon droit que le candidat fusionniste n'obtiendrait pas même le tiers des suffrages. Désespérant de vaincre au scrutin, les radicaux résolurent de conquérir le fauteuil présidentiel par une nouvelle conspiration.

Afin de préparer le peuple à un coup de main, les clubs, aidés des feuilles publiques, répandirent le bruit que l'Équateur ne souffrirait pas une seconde fois la domination de Garcia Moreno. Les vrais républicains empêcheraient bien le despote de remettre le pays dans les fers. L'assassin de Maldonado, le bourreau de Jambeli, l'autocrate qui depuis huit ans s'imposait à son pays, devait être écarté par n'importe quel moyen. Montalvo sommait Garcia Moreno de renoncer à sa candidature, sous peine de voir briller bientôt la lame du poignard : « Qu'il sache, s'écriait-il, que nous sommes irrévocablement liés à don Francisco Aguirre : ou le tyran nous écrasera, ou il mourra de nos mains. » Des bruits d'une révolution prochaine circulaient dans la capitale et les provinces. Quant au formaliste Espinosa, il laissait prêcher tranquillement la révolte et l'assassinat, attendu que l'Équateur jouissait de la liberté de la presse et du droit d'association. A Cuenca, les fusionnistes organisèrent une procession grotesque et ridicule en faveur de leur candidat : à travers les rues, un cierge à la main, s'avançaient gravement l'avocat Borrero, ses amis les libéraux, ses alliés les radicaux, puis la populace qui hurlait : « Vive Aguirre ! A bas Garcia Moreno ! » Du sein de cette cohue émergeait un drapeau sur lequel flamboyait ce mot sacramentel : Constitution! A Guayaquil, à Quito, dans tous les centres, se préparait un soulèvement que tout le monde, excepté pourtant

1. *Estrella de Mayo*, 31 mars 1869.

les libéraux et le très placide Espinosa, s'attendait à voir éclater sous peu de jours. Ces braves gens ne pouvaient s'imaginer que les révolutionnaires, leurs alliés du moment, n'exaltaient le président et la constitution que pour abattre l'un et déchirer l'autre.

Pendant ce temps, Garcia Moreno s'occupait tranquillement à Guachala de ses champs et de ses troupeaux. Il avait accepté la candidature sur les instances de ses amis, mais il leur laissait le soin de la propager et de la défendre. Dans les premiers jours de 1869, en voyant poindre un coup d'État révolutionnaire, certains d'entre eux, sans aucun concert préalable, arrivèrent simultanément à Quito pour s'entretenir avec lui des périls de la situation. Ne l'y trouvant pas, ils s'unirent à d'autres conservateurs de la capitale, parfaitement renseignés sur les agissements des radicaux, et n'hésitèrent pas à entreprendre le voyage de Guachala. Ils arrivèrent à l'hacienda vers onze heures du soir. Déjà Garcia Moreno était retiré dans sa chambre, quand ses serviteurs indiens vinrent lui annoncer que plusieurs cavaliers, demandant à lui parler, se trouvaient à la porte. Son premier mouvement fut de saisir un grand sabre qui pendait près de son lit, et le revolver placé sur sa table, car on l'avait prévenu la veille que des assassins de la Nouvelle-Grenade en voulaient à sa vie. Quelle ne fut pas sa surprise de reconnaître ses amis les plus dévoués! Ils lui expliquèrent à l'instant les motifs très pressants de leur visite, l'insurrection radicale sur le point d'éclater, et l'inconcevable inertie du président en face des dangers qui le menaçaient. Lui seul pouvait sauver le pays, s'il en était temps encore; ils accouraient pour le conjurer de reprendre avec eux le chemin de la capitale. Il leur répondit qu'il ne voyait aucun moyen de salut et que, du reste, il était fatigué de lutter pour des hommes aussi stupides que les libéraux,

lesquels n'avaient que trop mérité de passer par les verges d'Urbina. — « Sans doute, répliquèrent ses amis, mais vous avez juré de ne pas laisser retomber le peuple aux mains de cet affreux despote. » Quelques heures après, ils l'entraînaient avec eux vers Quito.

Dans la capitale, il se trouva immédiatement entouré de conservateurs arrivés des provinces, dont les informations lui fournirent des détails très précis sur le plan des conjurés. Urbina venait d'arriver à Tumbez avec ses fidèles généraux Rios et Franco; de la frontière, il correspondait avec ses affidés; la révolution devait sans délai éclater à Guayaquil; après avoir assassiné le général Darquea, les conjurés se proposaient d'ouvrir les prisons et de corrompre les officiers pour s'emparer des casernes; les autorités, averties, se précautionnaient contre une invasion imminente. A Cuenca, les chefs du mouvement avaient reçu le mot d'ordre. Trois urbinistes fameux, Zamorra, Villavicencio et Tarquinio Franco, compromis dans les dernières insurrections, distribuaient les rôles aux conjurés. Un écrit intitulé : *Lunettes pour les myopes*, avait mis au jour tous ces faits, en publiant des lettres émanant des autorités de Guayaquil et relatives-au complot. Du reste, à Quito, les sectaires s'armaient déjà de poignards et de revolvers; à Riobamba, à Latacunga, à Cuenca, les urbinistes annonçaient qu'ils triompheraient sur les cadavres de leurs adversaires, et que le 15 janvier serait le commencement d'une ère nouvelle [1].

Sur ces entrefaites, on apprit de Pasto par des lettres particulières, qu'un certain Victor Proano, à la solde d'Urbina, s'était rendu peu auparavant dans cette ville pour enrôler des volontaires. Il avait annoncé à ses confidents qu'Urbina allait rencontrer à Tumbez Rios

1. Ces faits, relatés dans les journaux du temps (*Estrella de Mayo*, 22 et 28 janvier,) n'ont jamais été démentis.

et Franco, ce qui se trouvait vérifié par le fait, et puis s'emparer de Guayaquil pendant qu'on envahirait l'Équateur par le nord, après avoir mis la main sur Garcia Moreno à Guachala. De plus, le bruit se répandit qu'il existait un pacte secret entre Urbina et Mosquera, pacte révélé par les indiscrétions épistolaires de ce dernier, en vertu duquel l'Équateur devait être divisé. Les provinces du Nord, jointes à celle du Cauca, formeraient une nouvelle nationalité.

Ces bruits alarmants couraient les rues, et le gouvernement, qui les connaissait mieux que personne, refusait de prendre aucune mesure d'ordre. Il révoquait les employés soupçonnés d'incliner vers les conservateurs, et maintenait à leur poste, malgré les réclamations indignées des ministres eux-mêmes, des gouverneurs de provinces, notoirement favorables aux urbinistes. Espinosa, devenu le jouet des libéraux, avait les yeux couverts d'un triple bandeau. Ses amis, ses parents, après bien des représentations inutiles, l'avaient abandoné à ses conseillers favoris. Son ministre fidèle, Camillo Ponce, d'un dévouement à toute épreuve, hésita longtemps devant une rupture qui lui brisait le cœur; mais, pour ne point assumer la responsabilité des malheurs qui allaient fondre sur le pays par l'incurie du président, il se vit obligé, lui aussi, de donner sa démission.

La retraite du ministre de l'intérieur, en faisant passer le gouvernement tout entier aux mains des libéraux, glaça d'effroi les conservateurs. On s'attendait d'un moment à l'autre à voir éclater le mouvement révolutionnaire. Garcia Moreno crut devoir intervenir une dernière fois auprès du président et, comme toujours, sa grande âme et son noble cœur dictèrent ses résolutions. Au-dessus des misérables intérêts de partis ou de personnes, il offrit de renoncer spontanément à sa candidature si le président consentait à prendre dans son

conseil Camillo Ponce et José Maria Guerrero, pour aviser avec eux aux moyens de sauver la République. Espinosa refusa net. Trois médiateurs, qui à différents titres auraient dû exercer quelque influence sur lui, D. Carlos Aguirre, son très respectable ami, le R. P. Cruciani, son directeur de conscience, et le délégat apostolique, le supplièrent en vain d'avoir égard aux supplications des conservateurs et d'accepter la proposition de Garcia Moreno : il resta inflexible [1].

Ainsi abandonnés à eux-mêmes, les conservateurs, Garcia Moreno à leur tête, tinrent un conseil secret pour aviser aux périls de la situation. D'après l'ensemble des faits constatés et les mouvements des clubistes dans la capitale, la révolution ne tarderait pas à éclater. On ne pouvait compter sur le gouvernement pour la comprimer, puisqu'il serait renversé par elle avant de consentir à reconnaître son existence. Fallait-il livrer le pays à Urbina et assister, les bras croisés, à l'asservissement de la patrie, à la ruine de la religion, au triomphe de la franc-maçonnerie, qui bientôt inaugurerait contre les prêtres, les religieux, les évêques, une persécution à la Mosquera? Fallait-il livrer le peuple chrétien aux vengeances d'une poignée d'anarchistes? Tous furent d'avis que, s'il y avait un moyen légitime de sauver le pays, il fallait y recourir sous peine de trahison. Or, dans le cas présent, on ne pouvait écarter les révolutionnaires qu'en substituant une autorité puissante et forte à celle de l'incapable et débile Espinosa : le moyen était-il légitime? A cette seconde question, on répondit que les conservateurs avaient donné le pouvoir au président Espinosa pour empêcher Urbina d'escalader le pouvoir, et non pour lui faire la courte échelle. D'ailleurs, un pronunciamento radical allait renverser Espinosa : en

1. *Estrella de Mayo*, 22 janvier 1869.

lui substituant un homme d'énergie, on ne s'attaquait pas à lui, mais aux anarchistes qui s'apprêtaient à le jeter par terre.

La résistance active décidée, Garcia Moreno se chargea d'étudier les voies et moyens, puis de prendre le commandement lorsqu'il s'agirait de l'exécution. Comme il fallait faire vite pour ne pas être devancé par Urbina, son plan fut arrêté dès le lendemain. Il se ménagea des intelligences dans la caserne, puis ordonna à ses amis de province de retourner immédiatement dans les localités qu'ils habitaient, d'informer leurs confidents du mouvement qui se préparait dans la capitale, et de susciter partout des adhésions au pronunciamento conservateur aussitôt qu'une nouvelle favorable leur arriverait de Quito. Il se réservait Guayaquil comme le poste particulièrement difficile et dangereux.

Les deux jours qui suivirent, l'Équateur fut en ébullition. Les radicaux avaient remarqué, non sans inquiétude, la présence simultanée dans la capitale de personnages importants du parti catholique. Craignant une intervention quelconque de Garcia Moreno, ils résolurent d'avancer de quelques jours l'exécution de leur complot et de renverser Espinosa le lundi, 18 janvier. Le samedi 16, au soir, leurs hommes d'action se réunirent dans une maison du quartier San-Juan pour concerter les dernières mesures à prendre. Garcia Moreno, qui les faisait surveiller de très près par ses émissaires, pénétra leur secret, convoqua ses amis ce soir-là même et leur fit connaître ses intentions :

« Si vous voulez sauver le pays, dit-il, ce n'est pas demain qu'il faut agir, c'est aujourd'hui, c'est ce soir. Il est dix heures; vers minuit, je me rendrai à la caserne pour gagner l'armée à notre cause. Vous me suivrez, en petits groupes, pour ne pas attirer l'attention.

« Si je réussis, comme je l'espère, vous entrerez à la

caserne, et je vous donnerai à chacun une escouade de soldats pour consigner chez eux le président et ses ministres, et arrêter les radicaux au milieu de leur conciliabule. »

Les rôles distribués à chacun, à l'heure dite, Garcia Moreno s'achemina vers la caserne, suivi de ses amis, échelonnés dans l'ombre. En voyant cet inconnu se diriger vers lui, le soldat de faction fit entendre le traditionnel « qui vive? — Garcia Moreno. » En présence du chef qu'il avait appris à respecter, le soldat, troublé, lui demanda ce qu'il voulait à pareille heure. « Je veux sauver la religion et la patrie. Tu me connais; laisse-moi passer. — *Viva* Garcia Moreno! » répondit le soldat. Arrivé au corps de garde, il rencontra l'officier de service avec les soldats du poste, et leur annonça que, l'infâme Urbina ayant entrepris de bouleverser le pays, il venait encore une fois s'appuyer sur l'armée pour défendre la religion et la patrie. — « *Viva* Garcia Moreno! » cria tout le poste. Au bruit que faisaient leurs camarades, les soldats, réveillés en sursaut, descendirent avec une vive agitation. Garcia Moreno leur parla des dangers que courait le pays, et que tous du reste connaissaient. Son ton énergique, incisif, eut bientôt porté la conviction dans tous les cœurs et arraché de toutes les poitrines le cri d'adhésion : « *Viva* Garcia Moreno! »

Les chefs de l'armée n'avaient pas voulu prendre l'initiative du pronunciamento; mais, en déplorant eux-mêmes la faiblesse impardonnable du président, ils furent très heureux de se rallier au mouvement. De l'agrément de tous, Garcia Moreno prit à l'instant le commandement des troupes, fit consigner Espinosa dans sa maison, et envoya une compagnie s'emparer des clubistes de la rue San-Juan. Mais déjà la ville était en émoi; les radicaux ayant eu vent de ce qui se passait, avaient jugé prudent de s'évader au plus vite; la

musique militaire, par ses joyeuses fanfares, annonçait à tous le grand événement; et les habitants de Quito, transportés de joie, parcouraient les rues en criant de toutes leurs forces : « *Viva* Garcia Moreno ! »

Les pères de famille et les notables de la cité, réunis au palais du gouvernement, sous la présidence de Raphaël Carvajal, rédigèrent aussitôt l'acte suivant, dont lecture fut donnée au public au milieu de tonnerres d'applaudissements :

« Les soussignés, rassemblés pour aviser aux moyens de sauver la nation de la crise terrible qu'elle traverse en ce moment, considérant :

« Que le président de la République, trahissant la confiance du peuple, a nommé aux charges publiques des ennemis acharnés de l'ordre, lesquels profitent de l'autorité remise en leurs mains pour préparer le retour à l'antique esclavage;

« Que le gouvernement, non content de mettre à la tête des provinces des urbinistes déclarés, contemple avec indifférence les attentats qu'ils commettent pour arriver au triomphe de leur parti, et cela malgré les dénonciations de la presse et malgré des documents d'une évidence accablante;

« Qu'Urbina attend à la frontière l'heure choisie par des traîtres pour lui livrer l'importante place de Guayaquil, sans que le Président de la République prenne aucune mesure pour assurer l'ordre et la paix;

« Qu'à Riobamba, Cuenca et ailleurs, les démagogues conspirent à ciel ouvert, sans que le gouvernement se préoccupe en aucune manière de préserver la patrie d'une révolution sanglante et désastreuse;

« Que le rétablissement de l'humiliant despotisme, dont nous a délivrés la glorieuse révolution du 1er mai 1859, a nécessairement pour conséquence la destruction des principes religieux, moraux et politiques, sans

lesquels il n'y a pour la nation ni stabilité ni progrès;

« Que, sans égard pour la constitution, laquelle déclare la religion catholique, apostolique et romaine religion de l'État, et oblige les pouvoirs publics à la défendre et à la faire respecter, le président laisse propager d'infâmes pamphlets destinés à miner les fondements du catholicisme;

« Qu'en conséquence de tous ces faits, le ministre de l'intérieur a donné sa démission, ne voulant pas se faire complice d'une telle politique;

« Arrêtent d'un commun accord :

« Le gouvernement actuel est privé de toute autorité. Don Gabriel Garcia Moreno exercera le pouvoir en qualité de président intérimaire avec toutes les facultés nécessaires pour réorganiser la République, conserver l'ordre à l'intérieur et la paix à l'extérieur;

« La constitution et les lois de l'État restent en vigueur, en tant que le permettront les circonstances dans lesquelles se trouve la nation. Une convention nationale sera convoquée à l'effet de réformer la constitution et la législation. Le projet de constitution adopté par la convention sera soumis à la ratification du peuple. »

Des vivats cent fois répétés accueillirent ces déclarations, et surtout la nomination de Garcia Moreno comme chef du gouvernement. Séance tenante, le nouveau président rédigea cette proclamation à la nation, où l'on sent vibrer à chaque ligne son âme de patriote :

« Mes chers concitoyens, après avoir fait tous les efforts imaginables près du président Espinosa pour sauver la République, menacée de redevenir au premier jour la proie de ses plus irréconciliables ennemis, j'ai dû me mettre à la tête de l'armée pour empêcher une nouvelle effusion de sang et le retour aux horreurs de la guerre civile.

« A Guayaquil, des agents d'Urbina négociaient avec

des traîtres la reddition de la place; dans les autres villes on applaudissait, en présence des autorités, au retour de l'infâme despote. Aveuglé par de perfides suggestions, le président autorisait par sa tolérance cette odieuse conspiration. Patienter plus longtemps, c'eût été se rendre responsable des maux qui allaient fondre sur nous et commettre un crime de trahison.

« J'ai accepté la charge périlleuse de sauver le pays de cette nouvelle conjuration de Catilina, sans autre mobile, je puis le dire, que mon dévouement à la patrie. En preuve de ma sincérité, je promets devant Dieu et devant le peuple, sur ma parole d'honneur toujours inviolée, qu'une fois l'ordre assuré, les institutions réformées, je quitterai le pouvoir pour le remettre aux mains du citoyen que la libre volonté du peuple désignera. Même si j'étais élu, je refuserais la présidence. »

On le voit, Garcia Moreno revenait à sa première idée : saisir l'autorité pour barrer le chemin à Urbina, puis se retirer. Est-ce donc un ambitieux vulgaire, cet homme qui renonce volontairement à gouverner son pays au moment où tout le peuple l'acclame comme un libérateur? Et pourtant, à entendre la bande franc-maçonne, Garcia Moreno n'a déposé le président Espinosa que pour prendre sa place!

Il fallait maintenant obtenir l'adhésion des provinces au pronunciamento de la capitale. Après avoir expédié des courriers dans toutes les directions pour donner le mot d'ordre à ses amis, Garcia Moreno partit à marches forcées pour Guayaquil, où déjà il avait dépêché don Felipe Sarrade pour faire part au gouverneur Darquea des événements survenus et le décider à employer toute son influence en faveur du pronunciamento. En passant, et pour ainsi dire au vol, le nouveau chef établit son autorité à Latacunga, à Ambata, à Guaranda, à Babahoyo. Arrivé à Guayaquil, le 20 vers neuf

heures du soir, sans prendre un instant de repos, il se rendit à la caserne d'artillerie, la plus menacée d'un assaut urbiniste. A peine eut-il expliqué aux chefs et aux soldats la transformation survenue dans la capitale que tous s'écrièrent : « *Viva* Garcia Moreno ! » Pendant ce temps, le docteur Sarrade parlementait avec Darquea, qui ne se laissait pas vaincre sans résistance. Tous deux ignoraient la présence de Garcia Moreno, quand un agent vint subitement interrompre leur conférence : « *El señor* Garcia Moreno est à la caserne d'artillerie, dit-il à Darquea, et il vous demande. » — « Garcia Moreno ! fit le gouverneur stupéfait, docteur, allons le trouver. » A la caserne, ils furent bien surpris de le voir assis tranquillement à une table, écrivant et dictant des ordres. La besogne était finie : Darquea se mit à la disposition du nouveau chef avec ses troupes, de sorte que ce dernier put adresser ce discours à ses compatriotes :

« Citoyens de Guayaquil, une révolution inique, tramée de la manière la plus insolente par les agents du lâche Urbina, et favorisée par la connivence du gouvernement, allait rejeter notre patrie entre les mains de la tyrannie. Déjà les révolutionnaires avaient reçu du Pérou les armes destinées à nous assaillir; déjà les poignards brillaient aux mains des bandits payés pour nous assassiner.

« Mes chers concitoyens, celui qui ne vous a point abandonnés en 1860, alors que la République était agonisante, ne pouvait point, sans commettre le crime de lèse-patrie, vous délaisser dans la crise actuelle. Pour vous défendre contre vos implacables ennemis et rendre au pays l'ordre et la paix, j'ai quitté ma retraite et me suis rendu dans la capitale où le peuple et l'armée m'ont confié la grande tâche de sauver le pays.

« Je veux remplir cette difficile mission, mais je

compte sur la valeur et la loyauté des généraux, chefs, officiers et soldats de l'armée, sur la coopération de tous les gens de bien, sur le dévouement du peuple, et par-dessus tout sur la divine Providence dont j'implore le secours avec une inaltérable confiance.

« Équatoriens, le 17, en quittant la capitale, j'ai fait le serment solennel et public de déposer le pouvoir aussitôt après avoir organisé le gouvernement et réformé la législation de concert avec une convention nationale : je tiendrai parole. Le jour où, nos ennemis réduits à l'impuissance, je remettrai le pouvoir à l'élu du peuple, sera le plus heureux de ma vie. »

La foule applaudit par des vivats sans fin. Comme au retour de Jambeli, les urbinistes criaient plus haut que les autres ; pour refroidir un enthousiasme dont on pouvait à bon droit suspecter la sincérité, Garcia Moreno mit la province en état de siège. Les agents d'Urbina avaient fait de Guayaquil leur arsenal : tous les détenteurs d'armes, fusils, poignards et autres engins de révolution, furent sommés de les porter dans les vingt-quatre heures au bureau de police, sous peine d'être traités en ennemis publics. Un décret condamna Pedro Carbo et les autres perturbateurs de profession à quitter le pays, et stipula que tout individu convaincu d'avoir favorisé les traîtres serait jugé militairement. L'insurrection était étouffée dans son germe.

Quelques jours après, de retour à Quito, Garcia Moreno recevait des adhésions chaleureuses de Riobamba, de Cuenca, de Loja, et de toutes les provinces. Les colonnes du journal officiel ne suffisaient pas à les enregistrer[1]. On se félicitait, d'un bout de l'Équateur à l'autre, d'avoir pu opérer cette contre-révolution sans verser une goutte de sang, sans brûler une seule cartou-

1. *Estrella de Mayo*, 22, 28 janvier; 3 et 13 février.

che, et cela grâce à l'énergie de l'homme incomparable qui, depuis dix ans, apparaissait dans toutes les crises comme l'invincible défenseur de la religion et de la société. Aussi, à part les sectaires qui le glorifiaient du reste par leurs outrages, n'y eut-il qu'un cœur et qu'une âme pour entonner l'hymne de louange et de gratitude en l'honneur de Garcia Moreno. Le conseil municipal de Quito décréta que le buste du libérateur serait placé dans la salle de ses séances, « en reconnaissance du magnanime courage et du grand esprit politique dont il avait fait preuve dans la transformation qui venait de s'opérer. Après tant d'années consacrées à la régénération de l'Équateur, disait le décret, Garcia Moreno le voyait sombrer de nouveau dans l'immoralité et l'anarchie : son bras vigoureux a conjuré la tempête et ouvert à tous, aux commerçants, aux laboureurs, une nouvelle ère de prospérité. » La *Société patriotique* lui offrit ses congratulations pour avoir, « avec une rapidité qui tient du prodige, préservé la nation d'une guerre civile ». La *Société conservatrice* fit célébrer une messe solennelle d'actions de grâces pour remercier Dieu « du splendide triomphe des principes conservateurs, et célébrer la rentrée au pouvoir du noble chef dont le cœur n'a jamais battu que pour le bien de la patrie ».

A toutes ces adresses et autres semblables[1], Garcia Moreno répondit « qu'en se dévouant au salut du pays, il n'avait fait que son devoir, ce qui ne lui conférait aucun titre aux remercîments de ses concitoyens. Notre gratitude, ajouta-t-il, doit s'élever jusqu'au ciel. C'est Dieu qui nous a sauvés, avec une promptitude inouïe, des calamités dont nous étions menacés : donc, à Dieu seul amour, louange et gloire ! »

1. Voir adresses à Garcia Moreno et réponses, *Estrella de Mayo*, 24 février et 3 mars.

A ce grand chrétien et à ce grand homme d'État vainqueur de la Révolution, incombe maintenant la tâche non moins difficile et non moins glorieuse de faire passer la contre-révolution dans les lois et dans les mœurs, c'est-à-dire de fonder la République chrétienne. Cette œuvre de vraie civilisation, déclarée impossible au XIX[e] siècle, il nous reste à montrer, dans la troisième partie de cette histoire, comment Garcia Moreno l'a réalisée.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉTAT CHRÉTIEN

(*1869-1875*)

TROISIÈME PARTIE

L'ÉTAT CHRÉTIEN

CHAPITRE PREMIER

LE PRÉSIDENT MALGRÉ LUI

(*1869*)

En reprenant les rênes du gouvernement, Garcia Moreno était bien décidé à réaliser l'œuvre de civilisation catholique dont il n'avait pu que poser les bases durant sa première présidence. A la différence des révolutionnaires qui, comme Satan dans l'Éden, se glissent dans l'État pour soutirer au peuple tous ses biens, sa religion, sa morale et même sa bourse, l'homme de la contre-révolution n'arrivait au pouvoir qu'afin de rétablir le royaume de Dieu et sa justice. Ayant renoncé d'avance au mandat présidentiel, sa seule ambition comme chef intérimaire était d'engager l'avenir en donnant au pays une constitution vraiment catholique.

Or, cette constitution, il ne pouvait l'asseoir sur une base solide sans opérer des destructions, c'est-à-dire sans saper les institutions anarchiques créées par la Révolution. Le 12 février, à peine rentré dans la capitale, il supprima d'un trait de plume l'Université de

Quito, dont il avait pu apprécier de longue date les doctrines libérales. Disciple, il y avait puisé les erreurs les plus pernicieuses sur le droit absolu de l'État; recteur, il avait en vain lutté contre des vices incurables; chef de l'État, ses bonnes intentions avaient été constamment paralysées par le conseil de l'instruction publique, ce quatrième pouvoir, comme il l'appelait dans ses messages. Actuellement, l'Université, triste école de sophistes, ne cessait de déclamer contre l'autorité de l'Église et les principes régulateurs de l'ordre social. Il mit résolument la cognée à cette racine de l'arbre révolutionnaire. « Considérant, dit le décret, que l'organisation et la direction de l'instruction publique sont absurdes; que l'Université de la capitale, outre les funestes effets produits par l'insuffisance de son enseignement, n'a été par ses détestables doctrines qu'un foyer de perversion pour la jeunesse, nous déclarons l'Université dissoute et le conseil de l'instruction publique supprimé. » Un autre décret fermait le collège national de Cuenca, « autre foyer d'immoralité fondé à grands frais, deux ans auparavant, sans autre raison que de nuire à un établissement catholique très prospère. » La franc-maçonnerie, si empressée à détruire l'enseignement catholique partout où elle règne, ne trouvera pas mauvais qu'un chef d'État chrétien proscrive ses écoles diaboliques. C'est une simple question de logique. Les partisans de la conciliation entre Dieu et le diable pourront seuls blâmer Garcia Moreno.

Les libéraux avaient réussi durant les quatre dernières années à empêcher, du moins partiellement, les bons effets du concordat, surtout la réforme du clergé. A force d'instances, ils avaient obtenu du saint-père la suppression du for ecclésiastique et le rétablissement du droit commun dans les causes judiciaires. Les évêques ainsi dépouillés de toute force coercitive, il s'en-

suivit un grand relâchement dans les mœurs. Garcia Moreno, qui voulait l'Église libre parce que l'Église libre c'est l'Église pure, avait lutté de toutes ses forces contre la mutilation du concordat; redevenu maître, il abolit immédiatement la prétendue réforme. « Considérant, dit-il, que si le Saint-Siège, eu égard aux circonstances, a pu permettre que les causes ecclésiastiques tant civiles que criminelles fussent déférées aux tribunaux séculiers, le gouvernement peut renoncer à cette concession dans l'intérêt du bien; que, loin de produire de bons résultats, la suppression du for ecclésiastique n'a servi trop souvent qu'à molester les prêtres vertueux et à assurer l'impunité aux coupables, nous ordonnons le rétablissement des officialités. Ce décret sera présenté au Saint-Siège pour obtenir son approbation, le gouvernement se déclarant prêt à le modifier selon les intentions du souverain pontife. »

Après ces premiers travaux de déblaiement, et d'autres mesures non moins urgentes dans l'ordre administratif et financier, ayant frayé le chemin à son successeur et à la convention nationale qui devait décider souverainement des destinées du pays, il publia le décret convoquant les électeurs. La convention devait se composer de trente députés, trois pour chaque province. N'étaient éligibles que les citoyens âgés de trente ans, et possédant une certaine fortune. La convention avait pour mission principale de voter une nouvelle constitution qui serait soumise ensuite à la ratification du peuple.

Cette perspective d'une convention catholique qui, sous l'influence et la direction de Garcia Moreno, allait constituer un État chrétien, jeta les radicaux dans une espèce de désespoir furieux. Malgré l'expatriation forcée de Pedro Carbo et des autres chefs du parti, ils résolurent de tenter le coup de main que la transformation subite du 17 janvier avait fait ajourner. A Guayaquil, le

général José Vintimilla, devenu depuis quelques années l'ennemi politique de Garcia Moreno et l'agent secret d'Urbina, après avoir embauché certains officiers de la caserne d'artillerie, crut pouvoir profiter du jour de sa fête, 19 mars, pour donner le signal de l'insurrection. Dès trois heures du matin, ayant rejoint ses complices à la caserne et corrompu les soldats à prix d'or, il combina son plan d'attaque. A six heures, accompagné d'une troupe d'insurgés, il pénétra par une porte secrète dans la maison du commandant général Darquea, le surprit au lit et le conduisit prisonnier à la caserne. Les gardiens reçurent l'ordre de lui brûler la cervelle à la moindre tentative d'évasion.

Les conjurés se dirigèrent alors vers la caserne d'infanterie en criant : « Vive Urbina! Vive Carbo! Vive Vintimilla! » Mais déjà, grâce à l'énergie de quelques chefs intrépides, la résistance était organisée. On se battit dans les rues durant plusieurs heures. Les révolutionnaires, acculés à leur caserne, se défendaient comme des désespérés, quand tout à coup le général Darquea, confiné dans sa prison, s'apercevant à l'émotion de ses soldats, devenus ses geôliers, qu'ils remplissaient leur rôle à contre-cœur, leur montre qu'on les a indignement trompés, les décide à lui prêter main forte, et se met avec eux en état de défense. Pendant qu'il observe l'ennemi, un de ses soldats décharge son arme par une fenêtre et frappe au front Vintimilla, qui tombe raide mort. Profitant de la confusion et de la panique des insurgés, Darquea s'élance de la prison, se remet à la tête des troupes fidèles et achève la déroute des révolutionnaires. Les chefs s'enfuient lâchement, laissant derrière eux cent cinquante morts ou blessés.

Garcia Moreno apprit la révolte en même temps que la victoire. Il félicita le peuple et l'armée de ce que « la trahison qui couvait depuis un an dans le but de livrer

la République au lâche Urbina, aboutissait enfin au tombeau de l'ignominie. » — « Gloire et bénédiction au Dieu des armées! disait-il. Les traîtres comptaient sur un triomphe, oubliant qu'il est au ciel une justice vengeresse. Louange et gratitude aux héroïques généraux, Darquea et Uraga, à tous les chefs, officiers, soldats, employés, qui ont vaincu l'insurrection. Puissent les criminels se laisser vaincre par la clémence, et leur repentir nous forcer à nous montrer généreux. Le bras terrible de la justice tombera uniquement sur les grands coupables, sur ceux qui sèment l'or pour faire couler le sang. » Le résultat de cette prise d'armes fut l'internement des réfugiés au Pérou et la déportation de plusieurs chefs. Le général Ignacio Vintimilla, frère et complice de l'initiateur du mouvement, reçut ordre de quitter l'Équateur et de n'y point rentrer avant une année. L'état de siège étendu à toutes les provinces ôta aux perturbateurs la tentation de continuer un métier devenu dangereux, et la destitution de plusieurs membres du conseil de guerre, qui n'avaient pas craint d'acquitter les insurgés pris les armes à la main, montra qu'on ne se moque point impunément de la justice.

L'insurrection du 19 mars donna un corps aux préoccupations qui agitaient beaucoup d'esprits. On disait que Garcia Moreno étant le seul homme capable de maintenir la paix à l'Équateur, il fallait obtenir de lui qu'il revînt sur son serment et déjà l'on signait des pétitions en ce sens, quand parut au journal officiel la note suivante : « Le président de la République apprend avec non moins de surprise que d'indignation l'extrême liberté que se donnent certaines personnes de raccoler des signatures à l'effet de l'obliger moralement à enfreindre un serment solennel. Rien au monde ne le déterminera à se déshonorer par la violation de sa parole.

Il engage donc ces zélés à s'abstenir de démarches inutiles, il use même de son droit pour le leur commander. On doit tout sacrifier à la patrie, excepté la foi, la conscience et l'honneur. »

On cessa de pétitionner, mais on n'en persista pas moins dans la volonté d'avoir pour chef Garcia Moreno. Les députés à la convention, presque tous conservateurs et bons catholiques, arrivèrent dans la capitale avec l'idée bien arrêtée de faire prévaloir cette volonté du peuple. Dans des réunions privées, où Garcia Moreno leur expliqua son projet de constitution, ils lui représentèrent la nécessité d'un bras énergique pour défendre cette charte catholique contre les assauts de la Révolution. Ils ajoutèrent qu'après avoir vu à l'œuvre Carrion et Espinosa, on pouvait toujours craindre de trouver un libéral sous le masque d'un conservateur. Cette réflexion paraissait d'autant plus opportune que son candidat, le général Darquea, venait d'adresser à un personnage notable de Cuenca une lettre politique assez compromettante [1]. Ce correspondant, un des coryphées du libéralisme, lui ayant exprimé la crainte qu'une fois au pouvoir il se laissât influencer par Garcia Moreno, Darquea répondit qu'il s'appuierait uniquement sur la volonté nationale, et gouvernerait avec tous les bons citoyens ; que d'ailleurs, l'indépendance bien connue de son caractère garantissait à tous l'adoption d'une politique personnelle en rapport avec ses opinions, C'eût été donc se faire illusion que de compter sur Darquea comme sur un autre lui-même. Garcia Moreno ne trouva rien à répondre à ces très justes observations ; néanmoins, considérant son serment comme absolument obligatoire, il resta inflexible.

Le 16 mai, à l'ouverture des séances de la convention

1. *La Verdadera situacion*, p. 12.

il se présenta devant les députés pour rendre compte de sa courte gestion. Les membres de la convention étaient pour la plupart des amis dévoués; son ancien ministre, Carvajal, présidait l'assemblée; il leur ouvrit son cœur, comme à des hommes capables de comprendre ses grandes vues. Pour expliquer sa conduite et la révolution du 17 janvier il rappela « que le gouvernement d'Espinosa voyait venir avec une inconcevable sérénité l'ouragan qui devait compléter les destructions du tremblement de terre de 1868. La presse démagogique insultait la religion, déchaînait les passions, prêchait l'anarchie. Dans une de leurs orgies, les conjurés avaient même annoncé le jour de l'insurrection projetée. En présence d'un gouvernement inerte et rebelle à toute remontrance, il avait dû s'appuyer sur le peuple et l'armée pour sauver le pays. En quelques mois, malgré l'échauffourée du 19 mars, l'ordre était rétabli. »

Quant aux détails de son administration, ils étaient tout entiers dans les décrets soumis à leur approbation. L'avenir, un avenir brillant pour l'Équateur, dépendait en grande partie de la constitution qu'ils allaient donner au peuple. Le projet élaboré par lui et sur lequel ils allaient délibérer, contenait les réformes impérieusement exigées pour réaliser l'ordre et le progrès, c'est-à-dire la vraie félicité de la nation. Il avait eu dans ce travail deux objets en vue : le premier, harmoniser les constitutions politiques avec les croyances religieuses; le second, investir l'autorité d'une force suffisante pour résister aux assauts de l'anarchie. Expliquant sa pensée, il ajouta ces nobles paroles, que nos hommes d'État feraient bien de méditer :

« La civilisation, fruit du catholicisme, dégénère et s'abâtardit à mesure qu'elle s'éloigne des principes catholiques : de là, la débilité progressive et générale des caractères, véritable maladie endémique de notre siè-

cle. Heureusement, nous avons reconnu jusqu'ici dans nos institutions l'unité de croyances, le seul lien qui nous reste dans ce pays divisé par des intérêts de partis, de races, de provinces; mais cette reconnaissance purement nominale laisse la porte ouverte à toutes les attaques contre l'Église. Entre le peuple prosterné au pied des autels du vrai Dieu et les ennemis de notre sainte religion, il faut élever un mur de défense, et c'est là ce que je me suis proposé, comme réforme essentielle, dans ce projet de constitution. Quant aux attributions du pouvoir exécutif, la raison et l'expérience ont démontré qu'un pouvoir faible est insuffisant, dans nos pays agités, pour défendre l'ordre public contre les entrepreneurs de révolutions. Du reste, comme mon serment du 17 janvier m'interdit d'accepter le pouvoir, on ne m'accusera pas d'égoïsme ou de visées ambitieuses, si je vous demande de fortifier une autorité dont l'exercice ne peut m'être dévolu. »

Il termina son message par une déclaration plus formelle encore, relativement à la future présidence. « Je me suis efforcé pendant ces quatre mois de répondre à la confiance du peuple; il me reste maintenant, en rentrant dans la vie privée, à vous demander pardon des erreurs dans lesquelles je serais tombé bien des fois sans doute, malgré la droiture de mes intentions et le patriotisme qui m'a toujours guidé. L'infaillibilité et la parfaite rectitude sont l'apanage exclusif de Celui qui s'appelle la source éternelle de la vérité et de la justice; puisse-t-il vous éclairer et vous diriger dans un travail dont va dépendre le bonheur de notre patrie! »

Rentré chez lui, il envoya immédiatement au président de l'assemblée sa démission officielle. « Il avait accepté la charge de président intérimaire jusqu'à la réunion de la convention, avec l'obligation formelle de déposer le pouvoir entre ses mains : il considérait

donc comme un devoir de céder à un autre les rênes du gouvernement. » Les députés furent d'un avis contraire; usant de leurs droits, car le président définitif ne devait être nommé qu'après le vote de la constitution, ils le réélurent à l'instant président par intérim. Ce fut en vain; esclave de son serment, il déclina de nouveau la charge qu'on voulait lui imposer, et dans des termes si accentués que les députés renoncèrent pour le moment à l'espoir de le fléchir. L'assemblée accepta donc sa démission, mais en chargeant Carvajal de lui faire savoir « qu'elle cédait à des raisons de déférence, et non aux motifs présentés par lui pour refuser le pouvoir. » « La convention nationale, lui disait-on, ne reconnaît point aux bons citoyens le droit de refuser leurs services à la patrie. Les hommes de bien, de moralité, de progrès, se doivent absolument à la nation. Ni les serments de refuser les charges publiques, ni les contradictions plus ou moins violentes éprouvées dans la défense des principes sociaux, ne peuvent vous affranchir de l'imprescriptible devoir de vous mettre à sa disposition toutes les fois qu'elle réclame votre concours. Persuadée que les devoirs sacrés du citoyen l'emportent sur des scrupules de délicatesse, la convention espère que Garcia Moreno restera disposé, comme toujours, à servir le pays avec l'honneur, la loyauté et le patriotisme qui le caractérisent. »

Cette pièce, signée par tout le bureau de l'assemblée, montre que la convention de 1869, aussi bien que le congrès de 1865, voyait en Garcia Moreno l'homme providentiel et nécessaire. Pour le remplacer temporairement au fauteuil, elle élut son beau-frère, Manuel Ascasubi, lequel associa immédiatement Garcia Moreno à son gouvernement en lui donnant le portefeuille des finances. Mais ce n'était pas assez pour neutraliser le mauvais effet produit dans le peuple par la retraite du

grand citoyen, ni peut-être pour comprimer la joie non dissimulée des radicaux : on proposa de le nommer général en chef de l'armée. La motion fut soumise à l'assemblée, qui la vota d'urgence et par acclamation, sur la proposition de Carvajal : « Pourquoi délibérer, s'écria ce dernier, sur une question résolue depuis longtemps par un vote indéclinable du peuple? Nul doute sur le mérite de Garcia Moreno, dont le génie et les services sont écrits en caractères éclatants à chaque page de notre histoire depuis dix ans, dix ans de luttes entre l'ordre et l'anarchie. Et après dix ans, pouvons-nous assurer que les éternels partisans du désordre nous laisseront nous reposer de tant de secousses? Il est de toute justice et de toute nécessité que nous donnions Garcia Moreno comme centre de ralliement à notre vaillante armée. »

Le décret, voté d'urgence, portait que « l'illustre citoyen Garcia Moreno, ayant plusieurs fois commandé l'armée de la République et combattu sur terre et sur mer avec une valeur vraiment héroïque, les généraux, chefs, officiers, tant de l'armée que de la garde nationale, en raison de ses qualités guerrières et des services éminents rendus à la nation, l'avaient constamment appelé de tous leurs vœux au sommet de la hiérarchie militaire; qu'en conséquence la justice et l'utilité publique exigeant qu'il fût donné satisfaction à ce désir, la convention le proclamait général en chef de l'armée. » A la notification qui lui fut faite de ce décret, il répondit après sept jours d'hésitation : « Je me décide à accepter, non point par conviction de mon mérite ou confiance dans mes forces, mais pour continuer à défendre la religion et la patrie. Je compterai, pour remplir ce devoir, sur la coopération du peuple, la valeur et la loyauté de l'armée, et surtout sur la protection de la Providence. »

La convention mit alors à son ordre du jour le projet de constitution élaboré par Garcia Moreno, et dont nous parlerons dans le prochain chapitre. Tous les articles en furent sérieusement étudiés. Certaines dispositions, par leur opposition directe avec l'esprit moderne, froissèrent le libéralisme de quelques députés qui les combattirent avec acharnement, mais, en sa qualité de ministre, Garcia Moreno prit la parole pour les défendre et entraîner la majorité. Le projet passa tout entier, presque sans modification. Or, faut-il le dire? bien qu'il s'agît d'une œuvre capitale au point de vue de ses destinées futures, le peuple ne s'intéressait que médiocrement à ces délibérations. Tant vaut l'homme, tant vaut la constitution, semblait dire aux députés le bon sens public, et rien ne vous sert de vous donner tant de peine pour bâtir, si vous ne nous donnez pas un homme assez fort pour empêcher les démolisseurs de jeter votre édifice par terre. Le peuple attendait donc avec impatience le vote de la constitution, pour arriver enfin à la question brûlante de la présidence définitive.

Les députés, plus que jamais décidés à ne tenir aucun compte des scrupules de Garcia Moreno, ne s'en cachaient pas dans leurs conférences avec lui. Un serment, lui disaient-ils, qui contriste tous les bons citoyens et comble les vœux des révolutionnaires, un serment qu'on ne peut tenir sans nuire gravement au bien public, ne saurait être obligatoire. En vertu de sa puissance dominative, la nation a le droit et le devoir d'annuler de tels serments. Dans de pareilles conjonctures, refuser la suprême magistrature, c'est encourir la responsabilité de tous les maux résultants de ce refus; ce n'est plus un acte de vertu, mais une faute. Garcia Moreno n'ignorait point ces principes de saine théologie, mais il en contestait l'application. Il entendait déjà la cohue révolutionnaire l'appeler traître et parjure, et lui repro-

cher devant le peuple son manque de parole. Le peuple, très peu théologien, se laisserait prendre au fait matériel; et quelle influence aurait-il sur le pays, s'il perdait son prestige d'honnête homme et de chrétien? Les députés répondirent à cette objection qu'il devait être habitué depuis longtemps aux outrages des révolutionnaires; quant au peuple, au vrai peuple, parfaitement au courant d'une question débattue depuis cinq mois, il ne lui pardonnerait jamais de l'avoir livré, par un faux sentiment d'honneur, aux ennemis de la religion et de la patrie.

Le 29 juillet, la convention se réunit dans l'église de la compagnie de Jésus, où, après une messe solennelle, elle procéda à l'élection du président de la République. Garcia Moreno fut élu à l'unanimité moins une voix. Le président Carvajal lui transmit la décision de l'assemblée, espérant de son patriotisme, disait-il, qu'il s'inclinerait devant cette nouvelle manifestation de la confiance nationale. Mais Carvajal se trompait : cette volonté de fer ne savait pas plier, ni cette conscience délicate se rassurer. Il supplia la convention de prendre en considération les motifs tant de fois allégués, et d'accepter sa renonciation. Il ne restait pour vaincre son obstination qu'à commander en vertu de son pouvoir suprême : la convention ne recula pas devant ce devoir. A l'unanimité, les députés refusèrent d'agréer les excuses du président nommé, « attendu que ses services paraissaient indispensables pour consolider l'ordre et la paix et lancer la République dans la voie du véritable progrès ». Carvajal l'informa de cette résolution définitive de l'assemblée, « persuadé, disait-il, que cédant enfin à la volonté nationale représentée par la convention, il se présenterait le lendemain à l'église métropolitaine pour prêter le serment constitutionnel ».

Devant un ordre formel, Garcia Moreno n'avait plus

qu'à se soumettre, non pas qu'il reconnût la souveraineté absolue de la nation sur l'individu, mais parce que, dans cette circonstance, la voix du peuple lui parut la voix de Dieu. Le lendemain, 30 juillet, entouré des autorités civiles et militaires, il se rendit à la cathédrale pour la solennelle cérémonie du serment. Là, en face du clergé, de l'assemblée et du peuple, il s'écria d'une voix ferme :

« Je jure par Dieu Notre-Seigneur, et par ces saints Évangiles, de remplir fidèlement ma charge de président de la République; de professer la religion catholique, apostolique et romaine; de conserver l'intégrité et l'indépendance de l'État; d'observer et de faire observer la constitution et les lois. Si je tiens parole, que Dieu soit mon aide et ma défense; sinon, que Dieu et la patrie soient mes juges! »

Carvajal se fit l'interprète de la nation tout entière en félicitant le nouveau président. « Religion et patrie! dit-il, vous avez uni ces deux noms dans votre serment, parce que de leur union dépend la félicité sociale, Hors de là, le pouvoir n'est qu'un instrument de domination. En entendant ces paroles, le peuple a droit d'attendre beaucoup de vous, car, au nom du Dieu de justice, vous venez de promettre dévouement à la patrie, fidélité aux lois, protection à la religion catholique. Mais s'il attend beaucoup, il a la certitude que sa confiance ne sera pas trompée. Elle repose sur votre patriotisme bien connu, et sur les moyens nouveaux que le peuple dépose en vos mains pour réaliser ses espérances.

« Il y a huit ans, dans les mêmes circonstances et dans ce même temple, vous prêtiez le même serment. Vous avez loyalement tenu parole : sous votre gouvernement, la patrie a changé de face, la religion est devenue chez nous un élément de vie et de progrès.

Mais pour arriver à ce résultat, que d'obstacles quasi insurmontables vous avez dû vaincre, obstacles nés d'institutions absurdes, produit hybride de théories plus absurdes encore. Aujourd'hui ces obstacles ont disparu. Vous avez en main un pouvoir fortifié par des institutions que la situation réclame. Vous êtes à la tête d'une armée fidèle, qui sera toujours le ferme soutien de l'ordre public et de l'indépendance nationale. Vous pouvez compter sur le patriotisme et la moralité d'un peuple qui, en vous confiant ses destinées pour la seconde fois, montre éloquemment qu'il sait discerner l'homme de bien et lui témoigner sa gratitude. Enfin vous pouvez compter surtout sur le Dieu tout-puissant toujours prêt à nous exaucer quand nos lèvres murmurent les noms sacrés de religion et de patrie! »

Garcia Moreno fit à ce discours une réponse sublime :

« Soumis à la volonté du peuple représenté par l'assemblée nationale qui, sans tenir compte de mes refus réitérés, m'a forcé de prendre en main le pouvoir en vue d'éventualités toujours menaçantes, j'ai prêté devant les saints autels le serment exigé par la constitution. Et ce n'est pas sans trembler que j'envisage maintenant ma responsabilité, surtout à la pensée des grands devoirs qui me sont imposés et de mon impuissance à les remplir. Les souvenirs de l'Indépendance, dont nous célébrons aujourd'hui le glorieux anniversaire, l'expérience acquise dans l'exercice du pouvoir pendant les années si mouvementées auxquelles vous avez fait allusion, les espérances que le pays et vous, ses honorables représentants, fondez sur mon élection, ne justifient que trop mes craintes et mes angoisses.

« Mon serment m'oblige à me sacrifier pour la religion et la patrie, sans craindre la mort, sans espérer d'autre récompense que la satisfaction du devoir accom-

pli. Et maintes fois mes forces ont subi des défaillances; maintes fois, vaincu par le découragement, j'aurais perdu tout espoir, si mes yeux et mon cœur ne s'étaient tournés vers le ciel. Que suis-je en présence des illustres fondateurs de notre émancipation politique, dont le patriotisme, ardent parfois jusqu'à la témérité, nous enseigne à nous immoler, comme ils l'ont fait eux-mêmes, pour l'indépendance et la liberté de notre beau pays? D'un autre côté, les quatre années d'une présidence dont vous avez fidèlement partagé les labeurs, m'ont prouvé que, sur nos montagnes, il est plus difficile à l'homme d'honneur de procurer le bien public qu'au méchant de le ruiner : celui-ci trouve toujours des coopérateurs intéressés; le redresseur d'abus, au contraire, doit lutter sans cesse contre l'indifférence égoïste ou l'opposition routinière. Comment donc répondre aux espérances de la nation, à la confiance dont vous et vos honorables collègues daignez m'honorer? Comment gouverner, là où gouverner c'est combattre? Comment assurer l'existence et la liberté de la république, lancer la nation dans la voie de la civilisation et du progrès, en présence des fauteurs de désordre qui font des révolutions pour se hisser au pouvoir, comme on agite l'eau pour faire monter la fange à sa surface?

« Dans votre trop bienveillant discours, vous avez répondu à ces questions. La moralité et l'énergie du peuple, qui retrempe sa vigueur aux sources régénératrices du catholicisme, la vertu et la loyauté de l'armée débarrassée des traîtres qui déshonoraient ses rangs; l'observance des lois, la solidité des institutions que votre patriotisme, éclairé par l'expérience, a su donner au pays, institutions que le peuple s'est empressé de ratifier par l'immense majorité de ses suffrages; l'étroite union de la République avec ses alliés du Nouveau et de l'Ancien Monde; la bonne foi et la justice, désormais

seules inspiratrices d'une politique tout à la fois digne, sûre et conciliante, et par dessus tout la confiance dans le Dieu qui ne nous abandonne ni dans les revers ni dans les infortunes : voilà les secours sur lesquels je compte pour vaincre mes terreurs et tenir mes serments. Heureux s'il m'arrivait d'avoir à les sceller de mon sang pour défendre la religion et la patrie! »

Ainsi se termina cette mémorable discussion entre les représentants de l'Équateur et l'homme qu'ils avaient choisi pour le gouverner. Dans ce temps où tous les moyens sont bons pour arriver au pouvoir, même l'escalade et l'effraction, l'histoire n'a rien de plus beau que ce débat héroïque entre un peuple qui réclame son chef, et ce chef qui, se dérobant obstinément aux volontés du peuple pour ne point violer la parole donnée, ne cède enfin qu'à l'impérieux devoir de défendre la religion et la patrie! Après cela on peut laisser les libéraux et les radicaux déclamer à leur aise contre le parjure et l'ambitieux Garcia Moreno : il manquerait quelque chose à la gloire de ce grand homme s'il n'était honoré de la haine des pharisiens et des assassins.

CHAPITRE II

LA CONSTITUTION

(1869)

Garcia Moreno considérait la constitution comme l'âme d'une nation ou le grand ressort de sa vie morale et matérielle : aussi pensait-il avec raison que Dieu n'a pas laissé aux utopistes le soin de constituer et de reconstituer au gré de leurs caprices ni les nations ni les familles. Auteur des sociétés humaines comme il est l'auteur de l'homme, Dieu a dû les pourvoir d'organes constitutifs essentiels, dont les philosophes et les politiques doivent tenir compte dans leurs essais de réforme. Quel Hippocrate, après avoir étudié le corps de l'homme, forma jamais le dessein de le constituer à nouveau ou de le réorganiser pour améliorer sa santé? On peut modifier le tempérament, assouplir le jeu des organes, mais supprimer ou déplacer ces organes, il faut être fou pour y penser. Il n'entrait donc nullement dans l'esprit de Garcia Moreno de faire une constitution nouvelle, mais de rendre à l'Équateur sa constitution normale et divine, c'est-à-dire la constitution catholique, en l'adaptant à la forme républicaine, dont les peuples de l'Amérique se montrent généralement les fervents admirateurs.

Vrai politique chrétien, Garcia Moreno croyait que

Dieu a envoyé son Fils sur cette terre pour gouverner les nations aussi bien que les âmes ; que par conséquent la vraie constitution des peuples a pour auteur Jésus-Christ, et pour formule le code évangélique. Au sommet du corps social, l'Église épouse du Christ, dépositaire de sa puissance et de ses trésors, à savoir la vérité, la justice, l'ordre et la paix, trésors dont elle est la dispensatrice auprès des peuples ; au-dessous de cet organe principal, de ce cœur du monde, l'État armé du glaive, chargé premièrement de défendre l'Église contre les méchants afin d'assurer sa liberté d'action, c'est-à-dire la libre communication de ses biens au peuple, et secondairement de pourvoir au bien-être matériel de la nation, afin que les enfants de l'Église jouissent du surcroît promis à ceux qui cherchent avant tout le règne de Dieu et sa justice. Cet organe secondaire s'unit à l'Église comme le corps à l'âme, et de leur fonctionnement régulier dépend le bon ordre des États, la prospérité des sociétés et la liberté vraie des individus[1].

Or cette entreprise, si naturelle et si simple, de doter un peuple chrétien d'une constitution chrétienne, peut à bon droit passer pour l'œuvre la plus audacieuse, d'autres diront la plus extravagante de Garcia Moreno. La Révolution a tellement travaillé, pénétré, et crétinisé les esprits depuis un siècle, qu'ils ont oublié jusqu'à la notion première de l'organisme social. Ils éliminent de cet organisme le rouage principal, l'Église, source des biens fondamentaux, qui sont la vérité et la justice ; ils déplacent ensuite l'organe de la souveraineté civile, en faisant du peuple sujet un souverain absolu, et naturellement les sociétés n'ayant ni tête ni cœur, ni Dieu

1. Voyez l'encyclique de Léon XIII *de Constistutione civitatum christiana*.

ni maître, deviennent la proie des révolutionnaires qui s'en partagent les lambeaux. Ainsi la Révolution satanique exploite les peuples au nom du libéralisme et de l'indépendance. Déjà, en 1869, l'Équateur avait usé sept constitutions plus ou moins antichrétiennes et antisociales; tous les États américains se faisaient gloire de dater de 1789, et de calquer leurs constitutions sur la Déclaration des droits de l'homme. Quant à l'Europe, au lieu de remonter le courant révolutionnaire, elle se séparait de plus en plus du Christ et de son Église. Les nations encore douées des organes essentiels à la vie, comme l'Autriche, l'Italie et l'Espagne, les brisaient à leur tour. La Révolution avait conquis les deux mondes, abattant partout les autels du vrai Dieu, pour offrir aux adorations des peuples sa criminelle et sanglante déesse : la Liberté.

Certains catholiques, même des plus influents, n'échappaient point à l'infatuation libérale. Ils ne craignaient pas de vanter des constitutions politiques basées sur l'abominable doctrine de la souveraineté du peuple, même sur la subordination de l'Église à l'État qu'ils auraient voulu déguiser sous l'hypocrite formule de l'Église libre dans l'État libre; comme si deux puissances indépendantes pouvaient coexister et fonctionner dans l'unité du mécanisme social. Il faut être de son temps, disaient-ils, et ne pas rompre avec la civilisation moderne! Cet état de convulsion, de révolution, de destruction, pour tout dire en un mot, cet état sauvage, ils l'appellent la civilisation moderne, et peu s'en faut qu'ils ne préfèrent ces constitutions d'où Jésus-Christ est banni aux chartes chrétiennes de Charlemagne et de saint Louis!

L'Église infaillible avait le devoir de foudroyer ce libéralisme d'État, la grande hérésie du XIXe siècle. Dans ses encycliques et l'admirable *Syllabus* qui les

résume, Pie IX condamna les thèses favorites des libéraux, à savoir « que l'Église doit se réconcilier avec la civilisation moderne, c'est-à-dire avec les principes de 1789 qui en forment l'essence; que, de nos jours, la religion catholique ne doit plus être considérée comme la religion de l'État à l'exclusion de tout autre culte; que la liberté des cultes et le pouvoir de manifester publiquement ses idées et ses opinions ne conduit nullement à l'immoralité et à l'indifférentisme[1] ». Sans doute, la prudence conseille parfois pour éviter un plus grand mal de tolérer l'erreur, mais à la condition de ne point ériger la tolérance en droit, ni surtout de vanter comme un progrès l'état d'un peuple assez décrépit et maladif pour bannir de sa constitution Jésus-Christ et son Église.

La Révolution lacéra le document pontifical, ainsi qu'un taureau furieux met en pièces le drapeau rouge du toréador. Pour la calmer, les catholiques libéraux affirmèrent que Pie IX a condamné le libéralisme uniquement pour sauver le principe, mais qu'en fait toutes ces théories d'un autre âge, inapplicables aujourd'hui, ne tirent pas à conséquence; ils allèrent jusqu'à prétendre avec un célèbre personnage anglais, que le *Syllabus* n'avait aucune valeur dogmatique, et ne devait pas même être considéré comme un document pontifical. Cette condamnation des doctrines libérales leur causa un tel désappointement, qu'au moment du concile du Vatican ils s'opposèrent à la définition de l'infaillibilité pontificale, afin de ruiner par la base l'édifice du Syllabus et réconcilier ainsi, disaient-ils, la religion avec le monde moderne.

1. Syllabus de 1864, prop. 77 à 80. L'encyclique *Immortale Dei*, de Léon XIII, après une magnifique exposition des principes qui doivent régir les sociétés chrétiennes, vise et explique ces propositions du *Syllabus*.

Un homme écoutait cependant avec amour et respect les enseignements de Pie IX : c'était Garcia Moreno. En lisant les commentaires de certains catholiques sur le Syllabus, il s'écria navré de tristesse : « Ils ne veulent donc pas comprendre que si le Syllabus reste à l'état de lettre morte, les sociétés sont finies, et que si le pape nous remet devant les yeux les vrais principes sociaux, c'est que le monde en a besoin pour ne pas mourir ». La constitution de Garcia Moreno absolument conforme aux principes du Syllabus, fut la réfutation péremptoire des assertions scandaleuses émises par les libéraux, sur l'impossibilité de restituer à l'Église ses droits sociaux, et par conséquent sur l'inopportunité du Syllabus. A ce point de vue, l'acte vraiment extraordinaire de Garcia Moreno mérite l'attention des catholiques, surtout des hommes d'État.

Au frontispice des constitutions issues de la Révolution, les législateurs inscrivent le nom de la divinité nouvelle : le peuple souverain. En tête de sa constitution, Garcia Moreno grava ces mots majestueux de nos anciennes chartes : « Au nom de Dieu, un et trine, auteur, conservateur et législateur de l'univers, la convention nationale a décrété la présente constitution ». C'était se séparer radicalement des rationalistes de toute nuance, condamnés dans les quarante premiers articles du Syllabus, lesquels n'admettant d'autre Dieu que la nature, s'adjugent le droit de constituer une nation sans tenir compte de la révélation surnaturelle, ni de l'Église, son interprète [1]. Pour Garcia Moreno, le

1. Un article du Titre I portant « que la souveraineté ou le droit de gouverner conformément à la justice réside essentiellement dans la nation », semblerait contraire aux droits primordiaux de l'Église. Mais il faut remarquer que la souveraineté de la nation doit s'exercer *conformément à la justice*, c'est-à-dire aux lois de Dieu et de l'Église, et non d'une manière indépendante. Cette for-

Dieu vivant ou la Sainte-Trinité, le Dieu de l'Église catholique, est le législateur suprême, et par conséquent aucune puissance en ce monde, impériale, royale ou populaire, n'a le droit de légiférer, si ce n'est en son nom et sous sa dépendance.

En conséquence, le premier article de la constitution déclare « la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'État, à l'exclusion de toute autre, et la maintient en possession inaliénable des droits et prérogatives dont les lois de Dieu et les prescriptions canoniques l'ont investie, avec obligation pour les pouvoirs publics de la protéger et de la faire respecter ». C'est la reconnaissance solennelle et effective de la royauté du Christ et de son Église. Je dis *effective*, car depuis quarante ans, les entrepreneurs de constitution dans l'Amérique du Sud avaient tous déclaré le catholicisme religion de l'État, mais pour l'enchaîner plus facilement à l'État, en le dépouillant de tous ses droits et privilèges. La constitution équatorienne, en stipulant que l'Église jouirait de tous les droits et prérogatives que lui assurent les lois de Dieu et les prescriptions canoniques, authentiquait officiellement le concordat libérateur, et l'abolition de toutes les entraves au moyen desquelles le pouvoir civil restreignait ou annulait l'action du clergé. L'Église reprend son rang de reine, possède, administre ses biens, surveille l'enseignement, organise ses tribunaux, convoque des synodes et des conciles, choisit ses pasteurs, en un mot, remplit sa mission divine sans avoir à craindre les appels comme d'abus et les refus d'*Exequatur*. C'est l'union intime de l'É-

mule n'avait d'autre but que d'affirmer la forme républicaine de l'État, affirmation qu'il parut nécessaire d'accentuer pour ne pas voir reparaître les thèses sur le « protectorat français » et « l'Anti-Américanisme » puis, à leur suite, les « deux larrons » aussi désireux qu'autrefois de pêcher en eau trouble.

glise et de l'État telle que la formule le Syllabus par la condamnation formelle des propositions contraires [1].

Mais cette union vitale, il fallait en assurer la perpétuité et pour cela écarter du pouvoir les hommes de discorde. A cet effet, dans l'article de la constitution relatif aux droits des citoyens, Garcia Moreno introduisit cette clause « qu'on ne peut être électeur ou éligible ou fonctionnaire à un degré quelconque sans professer la religion catholique » ; comme cette exigence paraissait exorbitante à certains députés libéraux, on répondit « qu'il ne faut pas se contenter de déclarations platoniques, mais tirer hardiment la conséquence des principes posés. Si l'on peut exercer les droits de citoyen sans être catholique, il s'ensuivra qu'un juif, un protestant, un renégat, pourra devenir magistrat, professeur, ministre ou même président de la République, et, sans que ni la loi ni le peuple puissent s'y opposer, infiltrer au cœur de la société des principes immoraux et impies qui bientôt la conduiraient à sa ruine. Ainsi Rocafuerte avait-il profité de son passage au pouvoir pour introduire à l'Équateur des instituteurs protestants et favoriser la propagande biblique. L'unité religieuse est l'honneur et le bonheur du peuple équatorien ; il ne faut point permettre aux impies de semer la zizanie au sein de ce peuple. Comment les nations catholiques laisseraient-elles entamer chez elles l'unité de foi, alors que les souverains de Londres et de Pétersbourg font l'impossible pour unifier sous le rapport religieux leurs sujets de Pologne et d'Irlande ? » Les opposants s'emportèrent jusqu'à pronostiquer des réactions et des vengeances, en cas de nouvelles révolutions politiques. « Quand l'autorité ecclésiastique jouit d'un pouvoir excessif, s'écria un orateur, comme

1. Voir le Syllabus, prop. 30 à 50.

autrefois dans certains pays d'Europe, il suffit d'un moine pour propager la réforme dans ce pays ». Garcia Moreno bondit sur son banc en entendant cette menace et ce sophisme historique. « Il faut élever, répondit-il, un mur de séparation entre les adorateurs du vrai Dieu et ceux de Satan. La crainte de la persécution en cas d'invasion radicale est une crainte vile et ignominieuse. Jamais pareille crainte ne nous empêchera d'affirmer la vérité catholique dans toute son intégrité. Quant à la réforme protestante, elle n'a point eu pour cause l'excessive autorité de l'Église, mais les passions d'un moine orgueilleux et de princes débauchés. En proclamant le libre examen, Luther n'a point déclamé contre des excès d'autorité, mais contre l'autorité elle-même. »

Cet article fondamental fut voté à l'unanimité, moins deux voix. Le mur de séparation dont avait parlé Garcia Moreno atteignit toute sa hauteur par l'adoption d'une autre clause déclarant « déchu de ses droits de citoyen tout individu appartenant à une société prohibée par l'Église ». Rien de plus logique : si l'on écarte des urnes et des emplois le simple rationaliste qui n'adhère point à l'Église, à plus forte raison le franc-maçon qui jure de la détruire! La constitution enlève les droits de citoyens à l'ivrogne, au vagabond, à l'interdit, au banqueroutier, au repris de justice : aucun de ces dégradés n'est aussi nuisible à la société que le sectaire occupé du matin au soir à en saper les fondements. Toutefois, il fallait de l'audace à Garcia Moreno pour barrer le chemin aux chevaliers de l'équerre et du triangle, et les déclarer indignes du plus petit emploi sur ces pauvres montagnes, alors qu'ils trônent dans tous les ministères, à Paris, à Londres, à Bruxelles, à Berlin! Dès ce jour, au sein de leurs conciliabules, le nom de Garcia Moreno ne sera plus prononcé qu'au milieu des revolvers et des poignards.

L'État catholique constitué, il s'agissait de restaurer le pouvoir civil, amoindri ou annulé par les théoriciens du libéralisme. D'après eux, le pouvoir est un ennemi qu'il faut mettre dans l'impuissance d'agir, par cette excellente raison que la Révolution, mère du désordre, ne craint rien tant qu'un pouvoir suffisamment armé pour réprimer ses crimes. Ce qu'il lui faut, c'est la liberté du mal, la liberté de la presse poussée jusqu'au cynisme brutal, la liberté des clubs impies, la liberté des sectes immorales, la liberté de conspirer au grand jour contre les gouvernements établis. Ces libertés, elle les prône comme des droits imprescriptibles; si le pouvoir attaqué par elle ouvre un œil ou lève un bras pour se défendre, elle crie qu'on attente à la sainte liberté des peuples. L'idéal d'un chef d'État, c'est un soliveau installé sur un fauteuil ou sur un trône pour contresigner chaque jour, sans mot dire, les décrets souvent stupides et quelquefois criminels d'une cohue d'idéologues qu'on appelle le parlement souverain. Sous ce beau régime, l'anarchie alterne fatalement avec la dictature. Elle broie légalement les peuples jusqu'au jour où l'instinct de conservation produit un homme assez fort pour rétablir l'ordre, c'est-à-dire pour saisir les rênes quand les chevaux se cabrent et entraînent le char à l'abîme. Il fallait donc à tout prix, pour sortir de cet état précaire, donner au pouvoir exécutif les moyens de défendre la société contre les perturbateurs.

Il y a d'abord les perturbateurs d'en haut, autrement dit représentants du peuple ou législateurs. Autrefois le chef de l'État, assisté d'un conseil d'hommes sages, exerçait personnellement l'autorité législative. Si ses ordonnances paraissaient peu conformes à la justice ou à l'intérêt général, les magistrats chargés de les appliquer lui faisaient d'humbles remontrances; si, en dépit des remontrances, le pouvoir dégénérait en tyrannie,

le pontife suprême, gardien de la justice et de la morale, faisait, à son tour, des représentations au souverain; si enfin, le despote s'obstinait dans sa voie, le pontife l'arrêtait en déliant ses sujets du serment de fidélité. La Révolution a inventé un moyen tout à fait radical d'empêcher le souverain d'édicter de mauvaises lois : elle l'a dépouillé du mandat législatif pour le conférer à un parlement indépendant de toute autorité civile, ecclésiastique ou divine, tyran à sept ou huit cents têtes, déclaré inviolable et irresponsable, libre de fouler aux pieds les droits de Dieu et de l'Église, de la famille et de l'individu. Et cet absolutisme parlementaire, le plus formidable engin de despotisme que le monde ait jamais connu, on le présente au peuple comme un type du gouvernement libéral. C'est le chef-d'œuvre de la duperie révolutionnaire.

Garcia Moreno opposa des digues au pouvoir des chambres. En accordant à l'Église la jouissance de ses droits et privilèges canoniques, il enlevait aux parlementaires le thème ordinaire de leurs abus de pouvoir. Si, dans tous les pays, les législateurs s'obligeaient à respecter les lois de Dieu et de l'Église, la tribune serait souvent muette. De fait, les congrès de l'Équateur n'avaient à délibérer que sur des questions d'ordre temporel. Ne traitant plus, comme les nôtres, *de omni re scibili*, quelques mois leur suffisaient tous les deux ans pour régler les affaires courantes. Même dans les questions purement civiles, la nouvelle constitution réfréna l'omnipotence du congrès en attribuant au gouvernement un droit de veto sérieux et efficace. Jusque-là, si le président refusait de sanctionner une loi votée par les deux chambres, les représentants passaient à une seconde délibération : et, s'ils maintenaient la loi malgré les objections du président, celui-ci n'avait qu'à s'incliner ou à démissionner, comme

tous nos chefs d'État républicains à qui l'on signifie d'avoir à se soumettre ou à se démettre. La constitution modifia ces dispositions en ce sens que le veto du président renvoyait la loi au futur congrès. Après un intervalle de deux années, les circonstances étaient changées, les passions calmées, les esprits plus éclairés, et l'on s'étonnait souvent du dissentiment qui avait existé.

Restait à se précautionner contre les perturbateurs d'en bas, anarchistes de profession, entrepreneurs de pronunciamentos. Afin d'entourer le gouvernement de coopérateurs fidèles, on l'investit du droit de nommer ou de révoquer tous les dignitaires de l'ordre civil et militaire, ministres, conseillers d'État, gouverneurs de provinces, de canton ou de simples communes. L'armée releva aussi du pouvoir exécutif, qui reçut plein pouvoir de l'organiser et de la distribuer sur tout le territoire selon qu'il le jugerait convenable. Quant aux magistrats de l'ordre judiciaire, le gouvernement intervenait dans leur nomination conjointement avec le congrès. Lorsque tout le personnel administratif, civil, militaire et judiciaire ne fait qu'un avec le chef de l'État, les malfaiteurs se sentent déjà mal à l'aise. Certaines dispositions ajoutées au code pénal, en armant le gouvernement d'une force nouvelle, leur donnèrent aussi à réfléchir. On a vu comment les tentatives de rébellion restaient impunies ou par la trahison des juges ou par l'insuffisance des lois. Garcia Moreno proposa et fit adopter les modifications suivantes : « Il y a rébellion et sédition dans le fait de résistance à main armée ou d'occupation d'une partie du territoire. Les dépositaires de l'autorité ou les employés qui directement ou indirectement auraient pris part à la rébellion ou à la sédition, seront jugés comme coupables de trahison. » Les tentatives de rébellion ou de

sédition, non suivies d'effet pour un motif indépendant de la volonté de leurs auteurs, étaient punies de peines sévères; enfin, les membres des sociétés secrètes, déclarés coupables, par le seul fait de tentative de rébellion.

Ces peines épouvantèrent d'autant plus les révolutionnaires, que la constitution, pour leur ôter tout espoir de s'y soustraire, conféra au gouvernement le droit, en cas d'insurrection, de mettre le pays en état de siège, avec faculté, pendant ce temps « d'ordonner des visites domiciliaires, d'appréhender les personnes suspectes et de les transporter à l'étranger, de s'emparer des armes et munitions, de prohiber les publications ou fermer les cercles qui lui paraîtraient dangereux pour l'ordre public, d'augmenter la force armée et de mettre la garde nationale sur pied, d'imposer aux fauteurs de désordre des contributions de guerre, et de faire juger militairement les auteurs, complices ou simples auxiliaires dans l'acte d'invasion ou de sédition ». Aux libéraux qui trouvaient ces mesures trop énergiques, Garcia Moreno fit observer que les pouvoirs extraordinaires conférés par l'état de siège sont consignés dans toutes les constitutions sérieuses; or, si partout le gouvernement doit être armé contre les séditieux, « à plus forte raison dans les républiques hispano-américaines, où la rébellion contre l'autorité, passée à l'état chronique, devient pour certains spéculateurs le gagne-pain ordinaire. Il faut armer le gouvernement pour défendre les honnêtes gens. Ce serait un crime de lier les mains au pouvoir, par respect pour des voleurs et des assassins de profession. »

Les politiciens de la Révolution ne manqueront pas de placer ici leur éternel sophisme contre les pouvoirs forts, dangereux toujours, disent-ils, parce que toujours les dépositaires peuvent en abuser. Il ne s'agit pas de savoir si le chef de l'État peut abuser des pouvoirs re-

mis entre ses mains, mais si ce pouvoir lui-même est excessif. Autrement, sous prétexte d'abus possible, il faudra supprimer l'autorité paternelle, l'autorité conjugale, l'autorité judiciaire et même l'autorité religieuse. Ce qu'il convient de faire, c'est de se précautionner contre les abus possibles, ainsi que le fit Garcia Moreno dans sa constitution. A son entrée en charge, le président devait, en présence du peuple, faire le serment solennel de respecter la constitution et les droits des citoyens. Pour l'éclairer et le guider dans ses décisions, il était assisté d'un conseil d'État composé des ministres et de plusieurs dignitaires de l'ordre civil, judiciaire et ecclésiastique, sans l'avis desquels il ne pouvait prendre aucune mesure grave, donner ou refuser sa sanction aux actes législatifs, déclarer la guerre, nommer les agents diplomatiques et autres principaux fonctionnaires, enfin déclarer l'état de siège. De plus, le président, responsable de ses actes devant le congrès, pouvait être mis en accusation, soit pendant la durée de ses fonctions, soit les deux années suivantes. Aller plus loin, c'est annihiler le pouvoir et créer par le fait même l'abus qu'on veut éviter, en donnant tout pouvoir aux terroristes de la rue ou aux terroristes du parlement.

Les pouvoirs du président déterminés, il s'agissait de remédier à l'instabilité du gouvernement, ce vice caractérisque du régime républicain. A l'Équateur, le président siégeait quatre ans, selon la loi sacro-sainte des États-Unis, que les États du Pacifique vénèrent comme un fétiche. Son mandat expiré, le président ne pouvait briguer la réélection, quels que fussent ses services ou ses mérites. Les députés et les sénateurs naissaient et mouraient tous les deux ans, c'est-à-dire à chaque législature. On arrivait ainsi au mouvement perpétuel, si cher aux ambitieux; au vote perpétuel, le

rêve des brouillons et des émeutiers; aux révolutions sans fin, à la décrépitude progressive, comme l'avait fait remarquer Garcia Moreno au congrès de 1865. Il ne craignit donc pas de rompre avec le système américain : « Le président, dit la nouvelle constitution, élu pour six ans, rééligible pour une seconde période, ne pourra être investi d'un troisième mandat qu'après un intervalle de six autres années. Les députés seront également élus pour six ans et les sénateurs pour neuf, les uns et les autres renouvelables par tiers tous les deux ans. » Ainsi délivré du fléau des élections continuelles, le pays put utiliser le génie d'un homme d'État, sans craindre néanmoins de le voir s'éterniser au pouvoir.

Telle nous apparaît, dans ses grandes lignes, la constitution de Garcia Moreno, constitution catholique où l'autorité divine et humaine se donnent la main pour travailler de concert au bonheur éternel et temporel du peuple, le plus magnifique effort qu'on ait fait depuis cent ans, et même depuis la réforme protestante, pour réagir contre le paganisme révolutionnaire. Quel État aujourd'hui reconnaît officiellement l'Église du Christ avec ses droits et prérogatives, et se soumet à la loi de Jésus-Christ, promulguée, expliquée et appliquée souverainement par le pape? Cette charte nouvelle, son œuvre et celle des députés, Garcia Moreno en fit l'œuvre et la gloire du peuple entier par la ratification qu'il sollicita des collèges électoraux. Ce plébiscite dépassa son attente. Quatorze mille électeurs contre cinq cents acclamèrent la constitution catholique, et montrèrent qu'au milieu de l'apostasie générale des nations, il se trouve encore sur la terre un peuple chrétien.

CHAPITRE III

L'ASSASSIN CORNEJO

(*1869*)

La Révolution était battue en fait et en droit; en fait, par l'avènement de Garcia Moreno au pouvoir malgré les efforts désespérés de la secte; en droit, par la nouvelle constitution qui ruinait tous ses principes. Laissera-t-elle rétablir le règne de Dieu et détrôner Satan, sans recourir au moyen suprême? C'était le cas ou jamais d'assassiner Garcia Moreno, le téméraire assez audacieux pour s'attaquer à la très haute et très puissante majesté devant laquelle tous les souverains s'inclinent.

Depuis leur échec du 19 mars, les révolutionnaires nourrissaient cette idée fixe qu'une insurrection devenait impossible avant la disparition du président. S'il faut en croire un futur assassin, en s'embarquant pour l'Europe à la suite de l'échauffourée de Guayaquil, Ignacio Vintimilla recommanda vivement aux sectaires de se débarrasser du tyran par un coup de poignard. « Donnez, aurait-il dit, cette bonne leçon à tous les despotes de l'Amérique. Brutus tua César en plein sénat, sans autre loi que le devoir de venger la liberté romaine, sans autre formalité que vingt-trois coups d'un poignard bien effilé. Est-ce que la liberté vaut moins à

Quito qu'à Rome, ou bien la race de Brutus serait-elle épuisée[1] ? »

Pour préparer les esprits à la réaction, le mot d'ordre fut de déblatérer dans les cercles et les journaux contre la constitution maudite. Les cinq cents qui, le jour du plébiscite, avaient refusé de ratifier le vote des chambres, se mirent à la besogne avec fureur. Ils espéraient d'abord gagner à leur cause la jeunesse dissolue, dont l'oreille s'habitue vite aux airs de la liberté; puis, enrôler peu à peu tous les conservateurs plus ou moins teintés de libéralisme. Ils savaient que ces trembleurs, ralliés un instant à l'homme qui les tire de l'abîme, s'empressent une fois le danger passé de rentrer dans les rangs de l'opposition.

On reprochait surtout à Garcia Moreno d'avoir inféodé l'État à l'Église. Il répondit avec Henri IV : « Ce pays est incontestablement le royaume de Dieu; il lui appartient en propre, et il n'a fait autre chose que de le confier à ma sollicitude. Je dois donc faire tous les efforts possibles pour que Dieu règne dans son royaume, pour que mes commandements soient subordonnés aux siens, pour que mes lois fassent respecter ses lois[2]. » Le bon sens du peuple catholique applaudit à ces maximes, mais les libéraux frémirent à l'idée du règne de Dieu, car, tout en disant comme chrétiens : « Seigneur, que votre règne arrive! » ils n'en proscrivent pas moins la royauté du Christ comme attentatoire aux droits de l'État.

On disait aussi que la nouvelle constitution anéantissait toute liberté. Garcia Moreno réédita sa maxime favorite : « Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. » Il n'avait sacrifié aucune

1. Déposition de Cornejo.
2. Citation empruntée à *l'Estrella de Mayo*.

liberté vraie : la liberté du père de famille et celle du propriétaire étaient garanties; la liberté de la presse et la liberté d'association existaient, à condition de respecter la religion, la morale, et l'ordre public. Que voulait-on de plus? La liberté de l'impiété, de l'immoralité, de la sédition, de la destruction? Le mal et les malfaiteurs n'ont aucun droit à la liberté. Encore une fois, le peuple applaudit, mais le libéralisme, essentiellement fondé sur le droit des malfaiteurs à la liberté, trouvait ces doctrines intolérables.

On essaya surtout d'épouvanter les ignorants en représentant l'état de siège, dont le peuple entendait parler pour la première fois, comme un droit monstrueux, dévolu au président pour rétablir l'Inquisition, traîner ses ennemis devant le conseil de guerre, et organiser la terreur. Il fut facile aux conservateurs de montrer que l'état de siège n'avait d'autre but que de protéger les bons et de faire trembler les méchants.

Néanmoins, après trois mois de discussion passionnées, comptant sur un certain nombre d'esprits crédules, les conjurés crurent le moment venu d'exécuter leur infâme dessein. Au commencement de décembre, plusieurs jeunes gens, à la tête desquels se trouvait un certain Manuel Cornejo, proche parent du révolutionnaire Espinel, tinrent un conciliabule dans la maison de ce dernier, pour concerter le moyen d'assassiner le président et de s'emparer des casernes de Quito pendant que leurs affidés insurgeraient Guayaquil et Cuenca. Il leur parut que, pour ne pas manquer le coup, la manœuvre la plus sûre était d'envelopper le président dans un cercle de meurtriers qui le frapperaient tous à la fois; mais Espinel n'approuva point cette tactique, qui, selon lui, exposait les conjurés à se blesser les uns les autres. Mieux valait attaquer de front, en se précipitant sur la victime avec ensemble. Le président

abattu, les assassins avaient l'intention de s'élancer immédiatement sur la caserne avec un certain nombre de complices, de massacrer le général Saënz, qui commandait les troupes, et de proclamer Urbina chef du pays. Toutefois le brave Espinel leur conseilla, s'il se présentait le moindre danger, de remettre à un autre jour l'attaque de la caserne. Il ne fallait pas renouveler l'erreur de Maldonado, qui manqua son coup faute de précautions. Espinel ajouta que si Garcia Moreno ne tombait pas sous leurs coups, il n'avait plus, lui, pauvre vieillard, qu'à quitter sa famille pour errer, sans ressources, en pays étranger. N'étaient son âge, ses enfants, et la crainte qu'on ne l'accusât d'avoir satisfait une vengeance personnelle, il guiderait lui-même les conjurés, le poignard à la main [1]. Quel excellent homme que cet Espinel, et comme ces bandits sont bien venus à hurler contre l'état de siège!

La Providence déjoua encore une fois ces trames infernales. Le 14 décembre, au moment d'en venir à l'exécution, un des initiés, Sanchez, cédant aux remords qui déchiraient son cœur, découvrit au président son fatal secret et le nom des assassins. Tous furent saisis, excepté le vieux routier d'Espinel qui s'évada au premier cri d'alarme. Cornejo et ses complices, traduits devant le conseil de guerre, s'entendirent condamner à mort; mais l'adolescent Cornejo, on va le voir, avait dans les veines du sang d'Espinel.

Reconduit à la caserne pour y attendre l'heure de l'exécution, Cornejo pleurait à chaudes larmes. Vers une heure du matin, le colonel Dalgo, faisant sa ronde, le vit avec étonnement tomber à ses genoux, puis le supplier par tous les saints du ciel de lui obtenir à l'heure même une audience de Garcia Moreno. Le pau-

1. Déposition de Manuel Cornejo.

vre condamné voulait, avant de mourir, faire des révélations intéressant la sûreté de l'État; révélations qu'il n'avait pas eu le courage de livrer au conseil de guerre, ce dont il était désolé jusqu'au fond de l'âme. Dalgo eut beau lui faire observer qu'il n'osait, à pareille heure, troubler le repos du président, Cornejo insista, supplia, pleura tant et si bien que le brave soldat, touché de compassion, prit sur lui de réveiller Garcia Moreno pour présenter la requête de son prisonnier. Flairant une ruse, le président refusa d'abord : « Ce jeune homme ne cherche qu'à me tromper par ses mensonges, dit-il : il sera toujours temps de l'entendre demain dans la matinée. » Mais Dalgo fit à son tour tant d'instances en faveur de son protégé, que le président finit par céder.

Introduit devant l'homme dont il avait juré la mort et qui maintenant disposait de sa vie, le pauvre Cornejo se jeta par terre avec une sorte de désespoir, se roula aux pieds du président, embrassa ses genoux, poussa des sanglots à fendre l'âme. Suffoqué par les larmes, il n'articulait qu'un mot : « Pardon! pardon! » et menaçait si bien de s'évanouir que Garcia Moreno appelant au secours, lui fit donner une potion fortifiante. Mais, pour lui rendre la parole, il fallait un tonique plus efficace : son agonie ne prit fin qu'au moment où le président, vaincu par l'émotion, lui fit grâce de la vie. Alors se répandant en effusion de gratitude et de repentir, il fit l'humble confession de ses crimes et y ajouta celle de ses complices. Garcia Moreno renvoya ce pénitent contrit et humilié sans lui imposer d'autre peine qu'une expiation de huit années.

Le candide Cornejo n'oublia point son bienfaiteur. Arrivé à la frontière, il publia contre Garcia Moreno un abominable pamphlet où il le traite de criminel, de tyran, de parjure et déclare au nom de la religion et

de l'histoire, que « l'assassinat d'un tel monstre est tout simplement un acte de légitime défense, un droit sans lequel la liberté dont Dieu à doté l'homme deviendrait une immense duperie ». Il est bon de connaître en détail les faits et gestes de ces hypocrites et lâches scélérats pour se convaincre que si Garcia Moreno a commis une faute, c'est le jour où il leur fit grâce.

Pendant qu'on arrêtait à Quito les meneurs de la Révolution, leur programme s'exécutait à Cuenca, où de jeunes séditieux faillirent assassiner le gouverneur, don Carlos Ordonez. On se rappelle avec quel acharnement les libéraux et radicaux de cette ville avaient combattu la candidature de Garcia Moreno. Devenu président, ils s'attaquèrent à ses œuvres, même à celles qui les intéressaient tout particulièrement, comme la route carrossable de Cuenca au port de Naranjal. Le gouverneur Ordonez, tout dévoué au président,ayant réquisitionné, pour travailler à cette route, un certain nombre d'indiens attachés aux haciendas du voisinage, les propriétaires mécontents ourdirent contre lui de misérables intrigues, et le signalèrent à l'animadversion publique, dans l'espoir de lui arracher sa démission ou même de provoquer sa destitution. Mais le gouverneur resta ferme à son poste, soutenu par le président, qui n'entendait pas sacrifier ses loyaux serviteurs aux rancunes d'une coterie.

En travaillant à discréditer le représentant du gouvernement, les libéraux, toujours dupes, ne se doutaient pas qu'ils faisaient le jeu de leurs ennemis. Le mercredi, 15 décembre, à la date choisie par Espinel et Cornejo pour révolutionner la capitale, une troupe de jeunes exaltés résolurent de tuer Ordonez et de saccager la ville de Cuenca. Leur chef, Jeromino Torrès, annonçait bien haut que les populations de la côte étaient en pleine insurrection. Perçant de sa lance un portrait de Garcia

Moreno, il affirma que, ce jour-là même, le président aurait cessé de vivre. Vers deux heures, une centaine de ces forcenés, presque tous débauchés et criblés de dettes, sachant la place dégarnie de troupes, se rassemblèrent devant le palais du gouvernement et désarmèrent la garde. Le gouverneur travaillait avec ses employés quand Torrès, suivi de ses complices, pénétra dans la salle où il se trouvait, le fit prisonnier avec tout son monde, et l'enchaîna comme un criminel. Toute la nuit, ces misérables accablèrent leur victime de vexations et d'outrages. Ils ne le quittèrent que pour remplir leurs poches en dévalisant les caisses publiques. « Il nous faut de l'argent, écrivait Torrès, de l'argent, et toujours de l'argent; peu importe par quels moyens. Sus aux propriétaires! » Il imposa au gouverneur une amende de dix mille piastres.

Le lendemain, 16 décembre, « pour rétablir l'ordre » comme disait Torrès, les insurgés convoquèrent les pères de famille à une réunion publique où l'on devait prononcer la déchéance du gouvernement. Mais déjà les libéraux, provocateurs de cette émeute, se repentaient de leur imprudence. Trop pusillanimes pour arracher le gouverneur aux mains des assassins, ils refusèrent du moins de se faire leurs complices. Torrès et les siens, abandonnés de tous, furieux jusqu'à l'exaspération, traînèrent leur prisonnier sur la place, l'attachèrent à un poteau et firent feu sur lui. Frappé de plusieurs balles, il tomba la face contre terre, et allait être infailliblement massacré, quand une centaine d'hommes, armés de fusils, accourus en toute hâte d'un canton voisin, dispersèrent les bandits et se rendirent maîtres du terrain. Ordonez, couvert de blessures, échappa comme par miracle[1].

1. *El Nacional*, janvier 1870.

Dès la découverte de la conspiration, le président mit en état de siège la province de Quito, mesure qu'il étendit à toute la République, en apprenant les désordres de Cuenca. « Équatoriens, dit-il, une poignée d'hommes perdus creusaient de nouveau sous vos pieds l'abîme des révolutions; mais la Providence divine, l'adhésion d'un peuple à la constitution, et la fidélité de l'armée, ont rendu impossible l'assassinat du 14 de ce mois, prélude d'une série d'horribles crimes. Les principaux auteurs de cet attentat sont dans les mains de la justice et subiront la rigueur des lois. Quelques traîtres, escomptant l'impunité que devait leur assurer le lâche assassinat de Quito, ont essayé de se révolter à Cuenca; mais l'apparition d'une compagnie de gardes nationaux les a forcés de se rendre ou de rentrer dans l'ombre. Ils recevront le juste châtiment de leurs forfaits. Soyez donc sans crainte, car Dieu vous protège visiblement. Abrités sous sa sauvegarde, nous répondons de la paix et de la prospérité de notre bien-aimée patrie. »

Les révoltés de Cuenca furent traduits devant un conseil de guerre. On essaya d'intimider les juges en affichant sur les murs des menaces de mort. « Vous allez, disait-on, juger des amis de la liberté, dont le crime est d'avoir voulu délivrer leur patrie et la vôtre des serres sanglantes d'un lâche oppresseur. Gardez-vous de les condamner, car vos têtes répondront de la leur. A défaut d'épée pour combattre au grand jour, le poignard vous frappera dans l'ombre : nous en faisons le serment. » Les terroristes en furent pour leurs frais; le conseil de guerre condamna les principaux coupables à la peine de la mort, et les autres aux travaux forcés. Certains libéraux s'apitoyèrent alors sur le sort de ces sicaires ; pour implorer leur grâce, des dames sensibles envoyèrent au président une lettre pleine de larmes;

elles en reçurent cette réponse indignée : « C'est sur le sort du gouverneur que les habitants de Cuenca auraient dû s'apitoyer. Quand on reste sourd aux cris des victimes, on perd le droit d'invoquer la clémence en faveur des assassins. »

Après dix ans de combats, le président restait le maître. Battue trois fois dans ces neuf derniers mois, à Guayaquil, à Quito, à Cuenca, la Révolution comprit enfin que le peuple s'unissait au gouvernement pour donner congé aux anarchistes. Les chefs prirent la route du Pérou ou de la Nouvelle-Grenade, attendant des jours plus favorables aux travaux maçonniques. Le calme le plus complet s'établit dans le pays, ce qui permit à Garcia Moreno de s'adonner tout entier à son œuvre civilisatrice

CHAPITRE IV

LE CLERGÉ, L'ARMÉE, LA MAGISTRATURE

(*1869-1875*)

Pour travailler efficacement à la régénération d'un peuple, l'homme d'État doit se recruter une triple armée de collaborateurs : prêtres zélés, soldats fidèles, magistrats intègres. Le prêtre enseigne la vérité, la justice, la moralité; le soldat les garde; le magistrat les venge au besoin. Ainsi la société se trouve en possession de ces biens fondamentaux qui produisent et sauvegardent les biens de second ordre. La Révolution, véritable incarnation du mal, hait d'instinct ces trois agents de la civilisation : le prêtre, elle l'affame, l'exile, ou l'assassine : le soldat, elle en fait un bandit à sa solde; le magistrat, un exécuteur de ses basses œuvres. Garcia Moreno en savait quelque chose, car la démoralisation des grands corps de l'État avait, durant sa première présidence, stérilisé en partie ses efforts pour le bien. Il résolut donc de profiter de son prestige et de l'autorité que lui assurait la nouvelle constitution, pour élever l'homme public, prêtre, soldat, magistrat, à la hauteur de ses sublimes fonctions.

La réforme du clergé, sa préoccupation principale de 1863 à 1865, avait langui durant les quatre dernières années par suite de l'abolition des tribunaux ecclésias-

tiques, du mauvais vouloir des autorités civiles, et peut-être de la condescendance excessive du délégat apostolique, trop conciliant pour lutter avec avantage contre des volontés opiniâtres jusqu'à la rébellion. Il fallait reprendre à tout prix cette œuvre de régénération si gravement compromise. Garcia Moreno exposa les difficultés au saint-père, qui le remercia de son zèle pour la religion et lui envoya un nouveau délégat chargé de concerter avec le gouvernement et l'épiscopat les mesures nécessaires « pour arriver, disait Pie IX, au but que nous désirons de tout notre cœur et que vous poursuivez avec un si louable dévouement ». A cette occasion, les ennemis de Garcia Moreno ont insinué que le délégat avait été renvoyé honteusement et grossièrement; calomnie ridicule que Mgr Tavani prit soin de démentir lui-même, en remerciant le président, lors de son audience de congé, de la déférence et du religieux respect dont on l'avait entouré durant ses sept années de séjour à l'Équateur.

Sous l'impulsion du président, qui les favorisait de tout son pouvoir, plusieurs conciles provinciaux firent refleurir la discipline ecclésiastique. De sages règlements appliquèrent les clercs à l'étude des sciences sacrées ainsi qu'à la prédication des vérités saintes, non seulement dans les paroisses plus importantes, mais jusque dans les agglomérations les plus pauvres et les plus abandonnées. Une fois les tribunaux ecclésiastiques remis en vigueur selon les dispositions concordataires, le troisième concile de Quito, en 1873, s'occupa d'établir le code de procédure, et d'assurer la moralité par le châtiment sévère des délinquants. Nul n'eût osé regimber contre l'autorité légitime des officialités, car, à côté de l'évêque désarmé se trouvait l'évêque du dehors décidé à lui prêter main-forte. La réforme fit ainsi de rapides progrès, non sans exciter des opposi-

tions violentes et des récriminations parfois scandaleuses.

Un religieux de grande éloquence et de médiocre jugement, prêchant un jour à Latacunga, s'oublia jusqu'à formuler devant ses nombreux auditeurs un véritable réquisitoire contre le président. Le discours se terminait par un appel à l'insurrection très peu déguisé. Devant l'émotion de la foule, l'orateur comprit si bien sa faute que le lendemain, il alla présenter spontanément ses excuses au gouverneur de la ville. Mais une pareille incartade ne pouvait rester impunie; trois jours après, le gouverneur reçut du président l'ordre d'arrêter le fougueux tribun et de procéder contre lui conformément aux règles canoniques. Bien que les libéraux fissent grand bruit de cet emprisonnement, le religieux coupable, traité par les juges avec les plus grands égards et bientôt gracié par Garcia Moreno, confessait volontiers que la faute avait de beaucoup dépassé la peine. Revenu de ses erreurs et de ses préventions, il ne cessa de prêcher la nécessité de la réforme et d'exalter le président qui, non content de l'entreprendre, avait eu la main assez ferme pour la mener à bonne fin.

Cette transformation du clergé, jointe à l'arrivée de religieux étrangers que Garcia Moreno préposait à ses œuvres de moralisation et d'instruction, mirent en fureur les libéraux de l'Équateur et de la Nouvelle-Grenade. Dans leurs journaux et leurs clubs, ils montrèrent l'Église asservie au président théocrate; les évêques, les curés, et même les sacristains, transformés en dociles instruments de sa politique. Ils s'indignaient, ces tenants du patronat, de voir « le sacerdoce avili, la prédication évangélique amoindrie, les ministres du culte exposés aux outrages et aux vexations d'un pouvoir despotique. » L'archevêque de Quito se crut obligé de répondre à ces déclamations injurieuses qui atteignaient

du même coup le gouvernement et le clergé. « L'Église est libre, dit-il, quand ses ministres peuvent exercer sans contradiction les pouvoirs qu'ils tiennent de Jésus-Christ, c'est-à-dire, quand les droits inhérents à sa constitution divine ne sont ni méconnus ni confisqués par l'autorité civile. Or tel est précisément, depuis le concordat, l'état de l'Église à l'Équateur. Autrefois, les évêques ne pouvaient ni juger librement leurs sujets, ni gouverner selon les saints canons, ni promulguer une constitution synodale, ni se réunir en concile, sans l'agrément des pouvoirs publics : c'était le temps de l'esclavage. Aujourd'hui les évêques jouissent de toutes les prérogatives qu'ils tiennent du droit divin : c'est le temps de la liberté. Et l'on abuse du langage quand on appelle ce régime un régime d'oppression : non seulement l'Église est libre, mais elle est protégée par le pouvoir. Nous devons glorifier le président de la République qui remplit si dignement les obligations de tout chef d'État, dans un temps où tant d'autres les foulent aux pieds. Si vous qualifiez d'oppression cette noble conduite, je bénis l'oppression de toute mon âme [1]. »

L'archevêque communiqua cette apologie au président qui l'en remercia, ajoutant toutefois que la liberté de l'Église à l'Équateur constituait un fait assez notoire, pour permettre à tous de mépriser les indignes pamphlets que les francs-maçons de Colombie ne cessent de produire. « Quant à moi, ajoutait-il, j'en fais autant de cas que des miasmes pestilentiels de leurs lointains marécages. »

Du prêtre qui répand la bonne semence et du soldat qui garde le champ de la patrie, les services sont, sinon égaux, du moins également nécessaires. L'un est le droit; l'autre, la force avec laquelle un chef d'État fait

1. *El Nacional*, 16 avril 1873.

triompher le droit. Nous avons dit comment la milice de l'Équateur, trop souvent commandée par des hommes voués à la Révolution, se distinguait par son libertinage, son mépris absolu des institutions, ses violences effrénées. Lors de son court passage au pouvoir, Garcia Moreno avait essayé de l'astreindre aux lois de la moralité et de lui faire contracter des habitudes de discipline; mais quand le mal atteint certaines limites, il est plus facile de transformer que de réformer. Le président entreprit une réorganisation radicale de l'armée.

N'étant pas d'humeur conquérante, il ne sentait pas le besoin de s'entourer de forces considérables. Quelques milliers de soldats lui suffisaient en temps de paix pour maintenir l'ordre et veiller sur les frontières. Pour avoir sous la main, en cas de guerre, des troupes nombreuses et suffisamment exercées, il créa une garde nationale composée de tous les hommes aptes à porter les armes, depuis dix-huit jusqu'à quarante-cinq ans. Incorporés d'abord dans la garde nationale active, les citoyens prenaient part à des exercices militaires périodiques, pour être versés au besoin, comme réserve, dans les cadres de l'armée. Plus tard, simples auxiliaires, ils servaient de garnison en cas de mobilisation des bataillons actifs. Par cette combinaison, le président se trouvait armé pour la défensive, tout en économisant sur le budget de la guerre des ressources considérables, dont les agriculteurs et commerçants avaient plus besoin que de parades militaires.

Le recrutement de l'armée s'opérait jusque-là comme en pays sauvage. Une escouade de troupiers battait le pays, pénétrait violemment dans les familles, et traînait à la caserne tous les hommes à sa convenance. Les gens aisés se rachetaient à prix d'argent, mais il arrivait qu'une autre bande de chasseurs d'hommes envahissait le pays à son tour et forçait l'exonéré à débourser une

seconde fois une somme versée pour sa rançon. Aussi, quand on prévoyait une nouvelle levée, les jeunes gens fuyaient-ils dans les montagnes ou dans les bois, n'ayant d'autre ressource pour vivre que de se cacher dans les haciendas les plus retirées et d'y travailler pour gagner leur vie. Pour mettre fin à ce brigandage, Garcia Moreno avait obtenu du congrès, dès sa première présidence, une loi de conscription qui ménageait tous les intérêts, en autorisant le remplacement; mais, grâce aux intrigues des libéraux, cette loi resta lettre morte. Ils persuadèrent au peuple, qu'une fois le prix du remplaçant tombé dans les coffres du gouvernement, les recruteurs feraient main basse sur les jeunes gens comme par le passé. La classe riche, qui s'exemptait du service moyennant quelques piastres, fit cause commune avec les libéraux. De toutes parts, s'éleva un tel *tolle* contre la loi que Garcia Moreno, déjà impliqué dans de graves difficultés, ne crut pas pouvoir en poursuivre l'exécution. Toutefois, il détruisit les abus du système ancien en chargeant de l'enrôlement, non plus des soldats recruteurs, mais les dépositaires de l'autorité civile. Les cas d'exemption furent déterminés avec précision, les illégalités sévèrement réprimées, les violences déférées aux tribunaux.

Cette armée, d'un effectif très restreint, le président la voulait forte, disciplinée, morale, instruite, pleine d'abnégation et de patriotisme. Pour la former aux vertus militaires ainsi qu'au maniement des armes, son premier soin fut de la pourvoir d'officiers capables et dévoués. En attendant la création d'une école militaire, il fonda l'école des cadets, pépinière de lieutenants et de sous-lieutenants, sorte de Saint-Cyr où les jeunes gens des meilleures familles s'initiaient aux mathématiques et à la tactique. Dirigés par d'excellents chefs, ils en sortaient solidement instruits et ornés de toutes

les qualités qui font du soldat un vrai patriote, un héros même, quand sonne l'heure des grands dévouements.

L'armée s'enrichit ainsi chaque année d'officiers sérieux, résolus à faire de la carrière des armes une profession honorable entre toutes. Le président stimula leur zèle en détruisant un fléau qui depuis longtemps déconsidérait l'état militaire : je veux dire la prodigalité des grades. Au lieu de les conférer à l'ancienneté comme en Prusse, à l'ancienneté et au mérite comme en France, on les accordait à la faveur, à la crainte, ou encore au besoin de recruter des complices pour tenter une aventure quelconque. Pas d'incident insignifiant qui ne donnât lieu à de nouvelles promotions. De là beaucoup de lauriers, mais peu de cueillis au champ d'honneur. On se moquait de ces mendiants sans vergogne, cousus de titres et de décorations dûs souvent à des actes de basse courtisanerie, quelquefois à de honteux méfaits. Garcia Moreno mit fin à ce scandale qui tuait dans leur germe l'émulation et l'honneur. Les distinctions récompensèrent désormais les services rendus et le vrai mérite. Tout acte de partialité était tellement odieux au président qu'il suffisait de solliciter une faveur pour ne pas l'obtenir.

Parfaitement renseigné sur les progrès modernes, il ne craignit pas de faire des dépenses considérables pour substituer à l'armement ancien les armes de précision adoptées en Europe. De plus, il envoya des officiers expérimentés suivre les manœuvres des armées étrangères, surtout en Prusse, afin d'étudier les modifications de tactique que l'usage des armes perfectionnées a rendues nécessaires. Aussi, sur un champ de manœuvres, ses troupes équipées à la française, parfaitement armées et exercées, ne le cédaient en rien pour l'aspect guerrier, l'ordre et la précision des mouvements, à nos meilleures troupes européennes.

Faut-il le dire? Elles leur étaient sous d'autres rapports bien supérieures. Il semble admis aujourd'hui, dans notre France, qu'une caserne doit se transformer nécessairement en cloaque d'impiété et d'immoralité; autrement, comment expliquer qu'à des jeunes gens de vingt ans, privés de famille, condamnés au célibat, on ôte le frein de la religion en les privant d'aumôniers et d'exercices religieux? Garcia Moreno ne se croyait pas le droit d'enlever au père et à la mère l'enfant élevé dans la piété et la vertu, pour en faire une espèce de monstre sans Dieu et sans pudeur. Il fit instituer par le pape une aumônerie militaire en règle. Les prêtres attachés par l'archevêque aux différentes sections de l'armée avaient pour fonction, non seulement de célébrer le dimanche une messe à laquelle tous les soldats assistaient, mais aussi de leur donner l'instruction religieuse et de les préparer à la réception des sacrements. Outre les exercices pieux de chaque semaine, une retraite spéciale était prêchée chaque année à ces soldats chrétiens, qui se faisaient un plaisir et un devoir d'en profiter. La première de ces retraites produisit sur ces jeunes gens, peu habitués à réfléchir, des effets si extraordinaires, que la plupart se convertirent et contractèrent depuis, à la grande édification du public, des habitudes de piété et de parfaite régularité. Dans leurs temps libres, au lieu de se livrer à l'oisiveté et au libertinage, ils fréquentaient les écoles que leurs zélés aumôniers ou de dévoués adjoints ouvrirent en leur faveur. Ils apprenaient à lire, à écrire, à calculer, ou se perfectionnaient dans l'étude de la doctrine chrétienne et des sciences profanes. Ainsi assainie, la caserne devint un foyer de régénération, au lieu d'être, comme presque partout, une sentine de corruption.

Un voleur renommé dans tout le pays expiait en prison ses trop longs brigandages. Garcia Moreno lui

fit dire que s'il se convertissait et contractait des habitudes de travail et d'honnêteté, il réduirait sa peine. Docile aux exhortations du président, le condamné mena pendant longtemps une vie irréprochable et mérita d'être gracié. Maïs, à sa sortie de prison, on le conduisit à Garcia Moreno, qui lui dit : « Si je te donne la liberté, tu vas reprendre ton ancien métier, tu tomberas de nouveau dans les mains de la justice, et nous serons obligés de te fusiller. Comme je veux t'épargner cette disgrâce et faire de toi un honnête homme, je t'enrôle dans la milice. Sois bon soldat, et tu monteras en grade. » Le prisonnier servit très loyalement dans l'armée, et comme il n'était pas sans capacités, il y obtint même le grade de lieutenant.

Dans cette armée de soldats chrétiens, la moralité s'élevait à la plus exquise délicatesse. Dans une ronde nocturne un lieutenant d'infanterie trouva au milieu de la rue une énorme liasse de billets de banque, qu'il s'empressa de remettre le lendemain matin entre les mains du président. Celui-ci fit rechercher le propriétaire des billets, un commerçant étranger, qui, dans l'élan de sa joie et de sa réconnaissance, offrit au loyal militaire cent piastres de gratification. A sa grande surprise, l'officier refusa ce don, malgré ses instances réitérées, et même en dépit des pressantes sollicitations de Garcia Moreno. « Vous n'avez aucune raison, lui dit-il, pour refuser un présent qu'on vous offre très volontairement et pour reconnaître un acte de loyauté et d'honneur. — *Señor presidente,* répondit l'officier, c'est précisément mon honneur qui me défend d'accepter : je n'ai fait que mon devoir, je ne mérite aucune récompense. — Très bien, reprit le président ému jusqu'aux larmes en voyant un si noble cœur, mais moi aussi j'ai le droit de donner quelque chose que vous ne

pouvez refuser. » Et ce jour-là même il fit délivrer au lieutenant le brevet de capitaine.

Ainsi élevés et disciplinés, officiers et soldats s'attachèrent au président comme à leur père. Ils craignaient sa sévérité, car les moindres infractions à la discipline était châtiées sans miséricorde, mais ils l'aimaient à cause de son dévouement à leurs intérêts. Il leur prodiguait ses soins comme s'ils eussent été ses enfants, s'inquiétait de leurs nécessités, pourvoyait par des pensions aux besoins des blessés ou des infirmes, surtout ne souffrait pas que le payement de la solde subît un instant de retard. Ayant un jour aperçu sous les fenêtres de son bureau un vieil invalide qui se promenait depuis plusieurs heures, il lui demanda ce qu'il attendait : « J'attends Votre Excellence, répondit le soldat, pour la prier de me faire payer ma solde. Voilà un mois que je n'ai rien reçu, et je meurs de faim. » Le président interroge le trésorier, qui affirme être en règle. S'adressant alors au vieux troupier : « Vous m'avez trompé, lui crie-t-il avec colère. Vous mériteriez que je vous fisse fouetter. » L'invalide riposte tranquillement : « Si le trésorier dit vrai, ses livres en feront foi. » Frappé de cette remarque, le président se fait apporter immédiatement les livres de compte et constate que le trésorier négligent, et non le soldat, s'était tiré d'affaire par un mensonge. Montrant alors au coupable la page des recettes : « Écrivez, lui dit-il : reçu du trésorier de la nation cinquante piastres, comme amende infligée par le président de la République en punition d'un vil mensonge. » Le trésorier paya l'amende, heureux encore de s'en tirer à si bon marché, et le vieil invalide se félicita d'avoir un chef assez compatissant pour s'intéresser à la détresse d'un pauvre soldat, assez équitable pour lui rendre justice.

Un autre trait, où la compassion s'unit également à

la justice, fit comprendre à l'armée que jamais chez lui la sensibilité ne l'emporterait sur le devoir. Un de ses anciens serviteurs, auquel il portait un grand intérêt, ayant embrassé la carrière militaire, s'emporta dans un mouvement de colère jusqu'à frapper le chef de sa compagnie. On tenta de soustraire le coupable au conseil de guerre, mais le président exigea que la justice suivît son cours. Naturellement le conseil de guerre prononça la peine de mort. Aussitôt recours en grâce, supplication des parents, des amis, du public en faveur du malheureux soldat. Convaincu que c'en était fait de la discipline militaire s'il cédait au mouvement de son cœur, le président resta inflexible, tout en laissant voir sa profonde émotion : « Je voudrais faire grâce, dit-il, mais ma conscience s'y oppose. » Le jour de l'exécution, pour ne pas entendre les coups de fusil, il se retira dans l'église d'un faubourg, où il resta en prières, agenouillé sur le sol, jusqu'après le moment fatal.

Restait à créer des magistrats pour compléter la série des agents civilisateurs. Sans doute on ne peut affirmer, avec Garcia Moreno, dans son message indigné de 1865, qu'il n'y avait à l'Équateur ni véritable justice, ni magistrats dignes de ce nom : la mémoire des Pablo Vascones, des Augustin Salazar, des Manuel Espinosa et d'autres illustrations judiciaires protesterait contre cette assertion trop absolue, mais on ne peut nier qu'il y eût de grandes réformes à opérer. Les codes étaient incomplets ou injustes : le président entreprit la tâche immense de les conformer au droit naturel et canonique et d'en combler les lacunes. Afin d'effacer jusqu'aux derniers vestiges de la législation oppressive dont l'Église avait tant souffert durant un demi-siècle, il pria les évêques de lui signaler les articles du code qui leur paraîtraient en contradiction avec les dispositions concordataires, et, dans son message au congrès de 1873,

il en sollicita l'abrogation. « Puisque nous avons le bonheur d'être catholiques, dit-il, soyons-le logiquement et franchement, dans la vie publique comme dans la vie privée, dans nos discours comme dans nos œuvres. Effaçons de nos codes jusqu'à la dernière trace d'hostilité contre l'Église, jusqu'au dernier vestige de l'antique régalisme espagnol. Tolérer plus longtemps ces lois abusives ce serait, de notre part, une honteuse contradiction et une misérable inconséquence. » Sous la direction de cet homme d'audace et de génie, le congrès ne recula point devant une revision générale du code, harmonisant tous les droits de manière à réaliser la maxime du Maître : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Si l'on ne biffa point de la législation jusqu'au dernier décret plus ou moins empreint de l'esprit régalien ou révolutionnaire, c'est que le congrès, moins clairvoyant que son chef, ne distingua pas toujours le virus caché sous l'écorce d'un texte en apparence inoffensif.

Après avoir épuré le code, il fallut le compléter. Garcia Moreno se plaignit à bon droit, durant quatre ans, de l'insuffisance des lois, tant pour endiguer le flot révolutionnaire que pour réprimer les désordres moraux. On n'avait pas tenu compte de ce principe si bien formulé par Donoso Cortès, que plus le thermomètre de la conscience descend, plus le thermomètre de la répression doit monter, sous peine de voir la société sombrer dans un déluge de crimes. Sous l'inspiration de Garcia Moreno, le congrès appropria le code pénal à l'état moral du monde moderne, en y introduisant des dispositions sévères contre les blasphémateurs, les concubinaires, les ivrognes, les débauchés, les perturbateurs du repos public, et en général contre tous ceux dont la conduite porterait atteinte à l'ordre ou à la moralité.

Souvent les criminels échappaient à la vindicte des lois, grâce aux articles sur les circonstances atténuantes. Le code admettait comme circonstances diminuant la gravité du délit « la colère, la crainte, l'indigence, un indice favorable sur le caractère du prévenu ». Un jury tant soit peu clairvoyant découvrira toujours dans n'importe quel malfaiteur des symptômes d'irritation ou de crainte, ou du moins quelque indice favorable à son caractère, n'eût-il fait qu'un acte de politesse en sa vie. Aussi la peine de mort n'existait plus que pour mémoire, et les monstres les plus exécrables se tiraient d'affaire avec quelques années de détention. Garcia Moreno obtint du congrès de modifier cet article, « comme altérant et annulant toutes les autres dispositions du code par l'impunité qu'il assurait aux criminels ».

Vint alors l'épuration des juges, plus nécessaire encore que l'épuration des lois. Trop souvent on ne rendait point les arrêts, on les vendait au plus offrant. Avocats et magistrats s'entendaient pour tirer du client jusqu'à sa dernière piastre. Du reste, les uns et les autres auraient pu alléguer, comme excuse, la nécessité de gagner sa vie en faisant son métier. Les avocats pullulaient à l'Équateur, comme un peu partout, d'abord parce que le barreau menait aux emplois, ensuite parce qu'on s'élevait au diplôme sans avoir les ailes de l'aigle. Il suffisait de suivre durant un temps déterminé les cours de l'université, de se bourrer la tête d'un certain nombre de textes, et surtout d'avoir des parents assez riches pour payer le grade. Alors on courait les emplois, ou, pour arriver plus vite, les aventures révolutionnaires. Réduit à plaider pour vivre, l'avocat exploitait les malheureux qui se jetaient dans ses filets, embrouillait les causes les plus claires, et le procès se terminait par la ruine du client. Quant aux juges des

tribunaux ordinaires, ils étaient si peu rétribués qu'ils se voyaient réduits à faire un métier ou à vendre leurs sentences. Dans les juridictions supérieures, la politique révolutionnaire influençait trop souvent les jugements. Deux fois, Garcia Moreno lui-même fut victime de ces iniquités, dans l'affaire de Quinche où la cour suprême libéra des anarchistes pris en flagrant délit de rébellion, et à l'occasion du guet-apens de Lima, quand un verdict du tribunal le poursuivit comme assassin de son agresseur. En 1868, profitant d'une affaire irritante qui soulevait la population contre les résidents colombiens, certains jeunes gens attaquèrent ceux-ci à coups de bâton et les maltraitèrent gravement pour satisfaire des vengeances particulières. Il se trouva des jurés pour absoudre ces criminels, ce qui amena des difficultés avec le gouvernement de la Colombie. Au congrès de 1871, Garcia Moreno ne put s'empêcher de dénoncer « les fréquentes prévarications des jurés irresponsables et l'arbitraire de certains alcades qui violent les lois et se moquent de la justice jusqu'à compromettre les relations internationales. Souvenez-vous, ajoutait-il, qu'il n'y a point de liberté là où il n'y a pas de justice, et prenez les moyens efficaces pour prévenir les abus, ou du moins pour les réprimer par des châtiments sévères. »

Garcia Moreno s'occupa de cette réforme de la magistrature durant toute sa seconde présidence. Pour atteindre le vice capital de l'institution, il exigea du candidat aux grades une étude sérieuse du droit; la faveur et l'argent cessèrent d'exercer leur influence sur les examens, en sorte que la multitude des paresseux et des vicieux, ne pouvant plus s'affubler du bonnet doctoral, dut avoir recours à une autre industrie pour vivre. Il assistait lui-même aux examens et posait des questions aux candidats. Un jour, un aspirant au doctorat avait répondu aux examinateurs d'une manière très sa-

tisfaisante. « Vous connaissez votre droit, monsieur, lui dit le président, mais savez-vous votre catéchisme? Pour administrer la justice, un magistrat doit connaître avant tout la loi de Dieu. » Et il interrogea l'étudiant, qui resta muet. « Monsieur, lui dit gravement Garcia Moreno, vous êtes reçu docteur, mais vous n'exercerez pas votre profession avant de savoir le catéchisme. Enfermez-vous pour l'apprendre chez les franciscains. » Le gouvernement intervint dans la nomination des juges, exclusivement réservée jusque-là au corps législatif. Il lui fut dès lors facile d'écarter les incapables ou les indignes, et de confier enfin cette sublime fonction d'administrer la justice, non pas à des trafiquants sans conscience, mais à de vrais magistrats. Du reste, afin de prévenir autant que possible toute tentation de prévarication, les juges inférieurs, déclarés justiciables de la cour suprême, répondirent devant elle de leurs arrêts, et se virent, en cas d'injustice flagrante, suspendus de leurs fonctions ou même destitués. Les avocats, convaincus d'avoir accepté une cause notoirement mauvaise, encouraient aussi de graves pénalités.

Le président surveillait les moindres infractions et les punissait avec une inexorable sévérité. Une femme célèbre par ses dérèglements ayant commis un meurtre, les jurés, personnages d'ailleurs très honorables, pour sauver cette misérable créature, épiloguèrent selon leur coutume sur la nature du crime, et la condamnèrent simplement à quelques mois d'exil. Révolté d'un pareil scandale, mais impuissant à le réparer par les voies judiciaires, Garcia Moreno résolut du moins de flétrir la lâcheté de ces malheureux jurés. Les ayant fait comparaître en sa présence, il leur tint ce langage : « Vous avez condamné à quelques mois d'exil une criminelle notoirement coupable d'assassinat. Il faut maintenant exécuter la sentence. Comme mes soldats sont occupés,

la loi m'autorise à requérir les simples citoyens pour le transport des condamnés. C'est vous que j'ai choisis pour conduire cette femme à la Nouvelle-Grenade. » Sans se permettre aucune remontrance, les jurés honteux s'en allèrent préparer leurs chevaux pour le voyage, mais le président avait aussi pensé aux montures. On amena devant eux des mulets boiteux, mal équipés, ridicules : « Vous allez faire un service public, leur dit-il, et partant voyager aux frais du gouvernement. Ne vous plaignez pas de ces mulets : ils sont moins boiteux que vos arrêts. » Et force leur fut de traverser les rues de la ville, la criminelle au milieu d'eux, sous une grêle de sifflets et de quolibets.

Malgré sa rigidité, le président eut à lutter jusqu'à la mort contre les iniquités et les dénis de justice des jurés, au point que, dans son dernier message, il demanda formellement au congrès d'autoriser le pouvoir exécutif à suspendre l'institution du jury, « là où les justiciables, effrayés de l'impunité accordée aux malfaiteurs, réclament d'autres juges. Sans rectitude dans les jugements, dit-il, il n'y a plus de justice, et la société s'écroule. »

Non seulement il exigeait des magistrats l'intégrité professionnelle, mais, surveillant leur conduite morale, il ne tolérait aucun désordre capable de diminuer leur prestige ou d'entacher leur honorabilité. Comme le prêtre, disait-il, le magistrat doit être irréprochable. On lui apprit un jour qu'un juge de ses amis, distingué par ses talents non moins que par ses services, entretenait des relations suspectes avec une personne de son voisinage. Veuf depuis quelques années, cet ami s'exposait tout naturellement aux commérages du public. Désireux de l'éclairer sans l'offenser, Garcia Moreno lui demanda familièrement un conseil, pour calmer, disait-il, les inquiétudes de sa conscience. Il avait parmi ses

employés un homme qu'il aimait beaucoup, dont il n'avait jamais eu à se plaindre, mais qui malheureusement se déshonorait depuis quelque temps par une vie scandaleuse. Son cœur lui disait de faire l'aveugle, mais sa conscience lui reprochait de se rendre, par cette faiblesse, complice du scandale. Était-il obligé d'avertir cet ami, et de le révoquer s'il restait sourd à la monition? Le magistrat, plein de droiture, répondit qu'un chef d'État doit en conscience veiller sur ses subordonnés et réprimer tout désordre public. « Permettez-moi donc, lui dit le président, d'accomplir ce que vous estimez un devoir : ce scandaleux, c'est vous-même. On critique à bon droit vos relations avec telle personne, et vous en feriez autant si vous n'étiez intéressé dans l'affaire. » Le magistrat le remercia de sa charité non moins que de sa discrétion, et dès ce jour rentra dans l'ordre.

Dans la pensée du président, la réforme des lois et de la magistrature devait aboutir à la réforme des mœurs. Grâce aux nouvelles dispositions du code, le gouvernement pouvait extirper des villes les vices dégradants qui en sont la honte, tels que la prostitution, le concubinage, l'ivrognerie. Sans doute, à l'Équateur, on répugne encore trop aux pratiques de la civilisation européenne, pour tolérer des maisons officielles de débauche; on y estime assez la dignité du baptême pour ne descendre jamais à cet état d'infamie notoire et permanente; mais, comme partout, il se rencontrait dans son sein des personnes éhontées qui, spéculant sur la lubricité, trouvaient plus commode de se vendre que de travailler. Un règlement de police mit ordre à cette industrie d'une manière si absolue que des jeunes filles de famille en renom, convaincues de mauvaise vie, furent internées sans pitié dans une maison de correction. Quant aux concubinaires, avant de les livrer aux

juges, le président les faisait comparaître en sa présence, leur reprochait leur conduite, et les mettait en devoir de choisir entre le mariage et la séparation. « Vous êtes libres de vous perdre, leur disait-il, mais non de scandaliser le public par vos désordres. » Cédant à ses objurgations, les coupables contractaient une union légitime ou se séparaient, avec promesse sous caution de ne plus cohabiter; mais il comptait si peu sur les promesses des personnes vicieuses, que souvent il les forçait ou à rompre les liens ou à se marier séance tenante. Ayant un jour, dans un de ses voyages, mandé à sa barre un de ces couples criminels, insensibles aux avertissements comme aux menaces, il reprocha vivement, surtout à la femme plus âgée que son complice, l'ignominie de sa vie déréglée. La malheureuse se mit à fondre en larmes, pendant que le jeune homme promettait de légitimer au plus tôt sa situation. Inquiet à bon droit sur l'avenir, Garcia Moreno obtint de l'évêque les dispenses nécessaires et fit célébrer le mariage avant son départ. La femme, plus enchantée peut-être que le mari, vantait à tout venant la sagesse du président et sa manière expéditive de traiter les affaires.

L'ivrognerie le préoccupa plus encore que le libertinage, en raison de la dégradation et de l'abrutissement que ce vice engendre et développe, surtout au sein des populations ouvrières. Les ivrognes de profession perdaient, de par la constitution, leurs droits de citoyens; mais, les voyant disposés à supporter cette privation avec patience, le président édicta contre eux toute une nomenclature de peines. Les individus surpris en état d'ivresse dans les cafés, tavernes, et autres lieux publics, subissaient une amende et un emprisonnement de plusieurs jours; en cas de récidive, la peine était doublée; on déportait dans une autre province l'ivrogne incorrigible. Les cabaretiers, complices de ces dégradés,

payaient leur complaisance d'une assez forte amende; la récidive entraînait la fermeture du cabaret. Néanmoins, malgré cette législation sévère, appliquée partout avec constance et vigueur, Garcia Moreno dut avouer, en 1875, l'insignifiance des résultats obtenus sur les ivrognes de profession. « Le vice de l'ivrognerie, dit-il au congrès, a plutôt besoin d'un traitement curatif que de répression. Il est temps d'adopter le parti que conseillent la prudence et l'humanité; c'est-à-dire de créer une espèce d'hospice pour cette classe de fous volontaires, comme il en existe pour les idiots et les lépreux. Dans cet asile, les ivrognes incorrigibles, soumis à un régime hygiénique et au salutaire exercice du travail agricole, deviendront susceptibles de réforme et finiront par se tourner vers Dieu. »

Grâce à cette régénération dans l'ordre religieux, militaire et judiciaire, l'Équateur se trouva donc en possession des biens fondamentaux, religion, justice, moralité, d'où résultent l'ordre et la paix. Appuyé sur ces bases de tout véritable progrès, il pouvait, à la suite de son glorieux chef, s'élancer à de nouvelles conquêtes.

CHAPITRE V

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

(*1869-1875*)

L'instruction publique n'existait avant Garcia Moreno qu'à l'état rudimentaire. Sous la domination espagnole, l'université de Quito avait produit des latinistes, des philosophes, des théologiens, des jurisconsultes, mais peu d'hommes versés dans les études littéraires et scientifiques. Quelques rares collèges, accessibles aux seuls privilégiés de la fortune; pour la masse du peuple des embryons d'écoles primaires, justement méprisées; pour les indiens, le simple enseignement de la doctrine chrétienne donné chaque dimanche par les pasteurs. La Révolution détruisit même ces pauvres germes : au milieu des conflits, des guerres, des insurrections, on sentait moins le besoin de collèges que de casernes; de professeurs, que de capitaines. Durant un quart de siècle, les salles de l'université, les collèges, les séminaires, les couvents se remplirent non d'étudiants mais de soldats. Les murailles noircies de fumée, couvertes d'ignobles dictons ou de dessins obscènes; les œuvres d'art, de peinture ou de sculpture souillées ou mutilées, montrent clairement le niveau de l'instruction à cette époque. Rocafuerte fit un effort vigoureux pour réorganiser l'enseignement, mais Ur-

bina, nous l'avons vu, travailla de toutes ses forces à le ruiner de fond en comble. Le mémoire présenté par Garcia Moreno au congrès de 1863, expose « le triste et lamentable état de l'instruction publique depuis qu'Urbina avait édicté la *loi des études*, et converti en caserne l'unique collège de la capitale. C'est la décadence complète de l'enseignement scientifique et littéraire. On dirait que les législateurs de 1853 ont eu à cœur de conduire la république dans un abîme de malheurs par le chemin de la barbarie. »

Le même fait avait été constaté, deux ans auparavant, par D. F. Cevallos[1], à l'occasion de sa réception dans l'*Académie nationale*, récemment fondée à Quito. « Comme les membres de cette Académie se connaissent à peine, disait-il, et que je n'ai sous les yeux ni auteurs ni livres, je m'abstiens de tout panégyrique... L'idée d'une académie à l'Équateur paraîtra tellement étrange que si notre société ne prend pas la ferme résolution de souffrir patiemment les averses de quolibets qui vont pleuvoir sur elle de tous les collèges, universités, tribunes, journaux, revues et salons, je puis vous annoncer que vous ne vivrez pas un jour. Si l'on considère les illustres académiciens qui dominent en Europe le monde scientifique et littéraire, difficilement on vous regardera sans sourire. Où sont nos savants, nos lettrés, nos laboratoires, nos bibliothèques? Où se trouve chez nous, pauvres enfants de l'ignorance et de la révolte, cette classe de penseurs assez dédaigneux des préoccupations domestiques pour se livrer exclusivement à l'étude de la philosophie et des sciences? »

Après ce début, qui établissait le niveau présent de l'instruction, l'académicien envisageait l'avenir et mettait ses confrères en garde contre l'inconstance et l'im-

1. L'auteur distingué de l'*Historia del Ecuador*, 5 vol. Quito.

patience : « Nous voudrions, disait-il, aplanir les Andes en un an et défricher nos bois en un jour. Avec une volonté calme et toujours égale, les hommes triomphent de l'impossible. Qui sait? un jour luira peut-être, non pour nous, mais pour la patrie qui ne meurt pas, où l'Équatorien, pénétré de la science des autres peuples, soulèvera, de concert avec eux, le voile dont la nature enveloppe ses secrets et ouvrira des sentiers nouveaux aux progrès du génie humain. L'intelligence et la raison n'ont ni âge, ni race, ni patrie ; elles sont de tous les temps et constituent l'apanage de tous les peuples. Avec une volonté forte, on les ferait resplendir au Napo aussi bien que dans la docte Allemagne. »

Ce beau rêve, caressé pour un avenir lointain, l'académicien put, dix ans après, en contempler la réalisation. Un homme de génie et de volonté prononça le *Fiat lux* au milieu de ces ténèbres, et la vérité sous toutes ses faces illumina les esprits. Il faudrait un volume pour raconter les merveilles opérées par Garcia Moreno en quelques années, merveilles d'autant plus admirables qu'il eut à vaincre, pour réussir, de véritables impossibilités matérielles et morales. Comment déterminer à l'étude ces races apathiques par tempérament, qui s'autorisent de leur soleil, de leur climat, et de leurs montagnes, pour s'exempter du travail? Comment remonter le torrent des habitudes séculaires, vaincre l'opposition des municipalités routinières et les sophismes des politiques à courte vue? Où trouver, dans ce pays pauvre, de l'argent pour bâtir des écoles et des collèges? Où recruter des professeurs pour enseigner? Cette tâche gigantesque n'effraya point Garcia Moreno.

Préoccupé de relever le niveau moral et intellectuel du peuple, il travailla d'abord à réformer l'instruction primaire, triste apanage d'un très petit nombre d'enfants, qui végétaient dans des écoles mal organisées et

plus mal dirigées. Dès sa première présidence, il posa les bases d'une rénovation complète, en appelant à l'Équateur différentes congrégations enseignantes, frères des Écoles chrétiennes, sœurs de Charité, dames du Sacré-Cœur, religieuses de la Providence, qu'il installa dans les grandes villes, à Quito, à Cuenca, à Guayaquil, pour y fonder des écoles gratuites et libres. Il détruisit ainsi d'un seul coup le monopole de l'université, rompit avec les vieilles méthodes, et suscita des écoles modèles qui bientôt discréditèrent celles de l'État. Ce n'était là pourtant qu'une pierre d'attente pour le jour où, revêtu d'une autorité suffisante, il pourrait agir en maître.

Au congrès de 1871, le message dévoila son plan tout entier. « L'instruction publique, dit-il, est l'objet constant de notre sollicitude. L'enseignement primaire, le premier en importance, parce qu'il s'adresse à tous et sert de préparation aux études plus élevées, a reçu de préférence les soins du gouvernement. Malheureusement la législation actuelle nous laisse sans moyens d'action suffisante pour donner à cette œuvre la vie et l'impulsion. Qu'importent en effet l'ouverture d'un certain nombre de classes gratuites placées sous la direction des frères, et la construction d'édifices très coûteux destinés aux filles de la Charité et aux religieuses du Sacré-Cœur? Aussi longtemps que l'instruction primaire dépendra des conseils académiques de province pour le choix de l'instituteur, et des municipalités pour les dotations, on verra beaucoup de paroisses privées d'écoles, et d'autres en danger de perdre celles qu'elles possèdent, sous un coupable prétexte d'économie, ou bien parce que les instituteurs, insuffisamment rétribués, refusent de se consacrer à cette tâche laborieuse et ingrate. Il nous restera ceux que leur ignorance ou leur inconduite vouent à ce labeur devenu leur unique

gagne-pain. L'enseignement primaire chez nous a toujours été la carrière de ceux qui n'en ont pas d'autre, et le résultat de cette déplorable situation, c'est qu'après plusieurs années irrémédiablement perdues, les enfants sortent de ces bouges d'ignorance la tête vide d'idées utiles et le cœur plein d'exemples pernicieux. Ajoutez que, faute de maîtres ou de bonne volonté de la part des parents, la moitié des enfants peut-être ne reçoit aucune instruction. Est-il étonnant que l'ignorance et l'abjection se transmettent comme un héritage fatal, que la paresseuse indolence se perpétue comme une tache indélébile, et que la race indigène en particulier croupisse dans sa dégradation? Pour remédier à ce mal suprême, le projet de loi que je vous présente concède au gouvernement l'autorisation d'ouvrir de nouvelles écoles, de manière à pourvoir à l'éducation de deux cent mille enfants, et déclare l'instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous, excepté pour les nécessiteux. »

Cette loi, votée par le congrès, réveilla les plus indolents. L'école obligatoire pour tous les enfants de huit à douze ans, les parents déclarés responsables et passibles d'une amende de plusieurs piastres, des prestations correspondantes à dix jours de travail, imposées aux adultes illettrés, sans compter la privation des droits civiques stipulée par la constitution : telles étaient les dispositions relatives aux particuliers. Quant aux communes, toute agglomération pouvant fournir cinquante enfants de six à douze ans, avait le droit d'exiger une école primaire. Au gouvernement, tenu de l'établir même si la paroisse n'en faisait pas la demande, la responsabilité de tout retard coupable dans l'accomplissement de ce devoir[1].

1. Proano, *Coleccion de algunos Escritos.*

Pour arriver à l'exécution de cette loi, il fallait des maîtres. Le président fit, derechef, appel aux frères des Écoles chrétiennes, qui accoururent de France au secours de leurs aînés. De vastes installations leur furent préparées, non seulement dans les cités de premier ordre, mais dans tous les centres populeux, comme Latacunga, Guaranda, Ibarra et Loja. Dépenses occasionnées par ces longs voyages, frais d'établissement et d'entretien, rien n'arrêtait le président ; et, comme malgré tout, le nombre des instituteurs congréganistes restait insuffisant, il créa, sous leur direction, une école normale de maîtres laïques profondément chrétiens qui, formés par la méthode des frères, devinrent leurs collaborateurs dans les campagnes.

En peu de temps, l'instruction primaire, pour laquelle le président dépensait annuellement plus de cent mille piastres, prospéra d'une manière admirable. Dans l'intervalle d'un congrès à l'autre, plus de cent écoles nouvelles s'élevèrent. On en comptait deux cents en 1869, quatre cents en 1873, et cinq cents au commencement de 1875. La progression du nombre des élèves suivait la même proportion. Les statistiques officielles établissent qu'avant le gouvernement de Garcia Moreno, le chiffre des élèves fréquentant l'école primaire était de huit mille environ. En 1865, après sa première présidence, il s'élevait à treize mille ; en 1871, à quinze mille ; en 1873, à vingt-deux mille ; en 1875, à trente-deux mille.

Les filles n'entrent que pour une part très minime dans ce recensement. En rapportant les chiffres que nous venons de donner, Garcia Moreno établit que le nombre des filles fréquentant les écoles est des trois quarts inférieur à celui des garçons. Cela tient, disait-il, à la pénurie de maîtresses et de locaux, et surtout à la difficulté, pour les petites filles, d'aborder les écoles,

les populations se trouvant disséminées à travers des campagnes d'une immense étendue, souvent très accidentées, et sans autres voies de communication que des sentiers étroits et dangereux. Il étudiait les moyens de vaincre les difficultés que la nature elle-même opposait à son œuvre.

Les indiens, qui composent presque un tiers de la population totale, figurent aussi pour un nombre insignifiant dans les tableaux ci-dessus mentionnés. Ils avaient vécu jusque-là sans ancune autre instruction que le catéchisme. Garcia Moreno créa des écoles spéciales à l'usage de ces pauvres indigènes, et des bourses à l'école normale pour former des maîtres indiens. Malgré tous ces sacrifices, il eut besoin de toute son énergie pour vaincre leur paresse native, et plus encore leurs préjugés, d'autant plus que, dans le but de contrecarrer l'œuvre et l'influence de Garcia Moreno, les libéraux insinuèrent aux indiens, jusque-là exempts du service militaire, que le président ne les mettait à l'école que pour les conduire à la caserne. Des impudents osaient même dire aux naïfs indigènes que, leur destinée étant de vivre dans l'ignorance et l'infortune, s'ils l'acceptaient franchement, on ne forcerait pas leurs enfants à fréquenter les écoles. Ces pauvres malheureux adressaient aux gouverneurs de province des pétitions dans ce sens, rédigées par les meneurs de l'opposition, et l'on avait toutes les peines du monde à les désabuser.

Si l'on joint à ces créations des cours spéciaux pour les soldats et les prisonniers, on verra qu'aucune classe de la population, même la plus infime, ne fut exclue du bienfait de l'instruction. Quant au programme des études, on adopta celui de nos congrégations enseignantes, où la science religieuse occupe la première place. Garcia Moreno eût préféré mille fois laisser l'en-

fant dans l'ignorance que de lui apprendre à vivre sans Dieu. Son bonheur, c'était de voir ces milliers d'élèves, grâce à l'éducation de maîtres chrétiens, avancer dans la piété aussi bien que dans la science. Avec des hommes de cette trempe, disait-il, nous régénèrerons les familles et la société.

Toutefois, si l'instruction primaire élève les masses populaires, c'est l'instruction secondaire qui forme les classes dirigeantes, et, par là même, exerce la plus grande influence sur les destinées d'une nation. Aussi, dès qu'il eut pris les rênes du gouvernement, le président voulut-il réorganiser sur une base solide les quelques mauvais collèges de l'Équateur. Il demanda pour cela le concours des jésuites, ces instituteurs modèles, auxquels il avait rouvert une première fois la porte du pays dix ans auparavant, et que la Révolution, aussi stupide qu'impie, en avait expulsés. Sur sa proposition, le congrès autorisa la compagnie de Jésus à fonder des établissements d'instruction dans tout l'Équateur, avec la liberté pleine et entière de suivre leurs méthodes traditionnelles, telles que les expose la *Ratio studiorum*. Leurs cours, assimilés à ceux des collèges universitaires, jouissaient des mêmes privilèges comme acheminement aux grades.

En se rendant aux instances réitérées du gouvernement et du peuple, les jésuites, devenus sages à l'école de l'expérience, stipulèrent par un traité en règle que, « dans le cas tout à fait improbable où le gouvernement supprimerait la compagnie de Jésus, les membres de la société ne pourraient être déportés ni dispersés avant un délai de huit mois à partir du jour de la suppression. Ils jouiraient durant ce temps de toutes les garanties constitutionnelles et légales pour régler leur voyage et disposer de leurs biens. » Dans un temps comme le nôtre et sous un régime républicain, les

jésuites ne manifestent pas la prétention de ne plus être chassés; ils demandent seulement le temps de ramasser quelques hardes pour le voyage et la permission de tracer eux-mêmes la route de l'exil.

Ils ne fondèrent que deux établissements sous la première présidence de Garcia Moreno, l'un à Guayaquil, l'autre à Quito; mais, après la suppression de l'université en 1869, l'enseignement secondaire prit un grand essor, et presque toutes les provinces eurent leurs collèges, outre le séminaire diocésain. Le président bâtit à Quito un magnifique édifice, destiné aux jésuites, collège qu'il voulait dédier à saint Joseph, mais que l'archevêque baptisa du nom de saint Gabriel, pour honorer la mémoire de l'illustre fondateur. En somme, deux cents professeurs, employés dans les collèges et séminaires, donnaient l'instruction à plus de mille élèves. L'Église et l'État rivalisaient de sacrifices pour le développement et le perfectionnement de cette œuvre. Dans cette voie le président ne s'arrêtait jamais : « Si les collèges sont bons, disait-il au congrès de 1871, s'ils offrent toutes les garanties désirables de moralité et de progrès, il ne faut point regarder à la dépense pour les multiplier ; s'ils sont mauvais, mieux vaut n'en avoir pas, car la plus terrible calamité pour une nation, c'est de voir la jeunesse perdre ses meilleures années dans l'oisiveté, ou ne se meubler l'esprit que de notions incomplètes, inutiles et fausses.

Sous ce rapport, il n'avait rien à craindre. A l'Équateur comme partout, la compagnie de Jésus formait des hommes et des chrétiens, non des demi-savants orgueilleux, sans éducation et sans mœurs. Dans une distribution de prix à Quito, le recteur du collège, expliquant la méthode d'enseignement, ne cacha point que l'instruction religieuse et l'éducation chrétienne auraient toujours le premier rang chez les jésuites. A

l'appui de sa thèse, il cita cette parole de Quintilien que les professeurs et pères de famille feraient bien de méditer : « Si les écoles, en donnant l'instruction, devaient corrompre les mœurs, je n'hésite pas à dire qu'il faudrait préférer la vertu au savoir. »

Plus heureux qu'en France, où ils sont obligés de se conformer aux exigences idiotes du baccalauréat universitaire, les jésuites de l'Équateur donnaient aux études linguistiques, littéraires et scientifiques la part qui leur revient dans la formation de l'intelligence et du cœur. Ils n'étaient pas de ces utilitaires qui tuent les *humanités* pour plaire au matérialisme moderne et compriment l'essor de l'âme vers les régions intellectuelles et morales en l'appliquant d'une manière exclusive aux études professionnelles. Ils suivaient à la lettre cette *Ratio studiorum* qui servit de base aux études durant tout notre dix-septième siècle.

Le président n'oubliait pas que les jeunes filles appartenant aux classes supérieures de la société, réclamaient comme leurs frères une instruction en rapport avec leur position. Jusque-là, toute tentative plus ou moins libérale d'éducation féminine avait complètement avorté, par suite de l'incapacité des maîtresses ou le défaut absolu de principes religieux. Garcia Moreno résolut cette difficulté comme toutes les autres en faisant appel aux congrégations. Les religieuses des Sacrés-Cœurs établirent à Quito et dans d'autres villes de vastes pensionnats, où l'on s'attacha plus particulièrement à l'enseignement pratique. Chaque année, le public admirait la gracieuse exposition des merveilles produites par l'industrie enfantine, sous la direction de maîtresses habiles et dévouées. Enfants et parents, pénétrés de la plus vive reconnaissance envers le président, s'unissaient de grand cœur aux sentiments qui lui furent exprimés au pensionnat de Quito, un jour de

distribution de prix : « Cette maison est l'œuvre de vos mains. Toute cette jeunesse vous regarde comme son père et son bienfaiteur. Chacun de nous prononce votre nom avec gratitude et vénération, et ceux qui viendront après nous vous béniront jusqu'à la fin des siècles. »

Dans ce même ordre d'idées, il faut ajouter aux collèges et pensionnats une école professionnelle, connue sous le nom de protectorat catholique, et dirigée par des frères venus de New-York. D'habiles ouvriers charpentiers, ébénistes, mécaniciens, recrutés chez les peuples plus particulièrement distingués par leurs progrès dans l'industrie, prirent possession d'un spacieux établissement dans le faubourg de Quito, et y ouvrirent des ateliers d'apprentissage. Pour apprécier à sa juste valeur cette création, il faut savoir à quel degré de pénurie, en faits d'objets de première nécessité, d'instruments de travail, et même du mobilier le plus élémentaire, se trouvaient réduits les habitants des Cordillères s'ils ne se procuraient en Europe les produits de nos diverses industries. En formant des artisans indigènes, Garcia Moreno évitait à ses compatriotes des frais de transport qui doublent et triplent les prix des objets importés.

Un enseignement technique de même nature, pour les jeunes filles, fut confié aux sœurs de la Providence de Belgique. Les jeunes filles pauvres trouvèrent près d'elles un asile sûr dans un hospice préparé pour les recevoir. « Ainsi, disait le président, le travail et l'instruction, appuyés sur la pratique des vertus chrétiennes, arracheront à la corruption ces victimes du vice et de la misère [1]. »

L'enseignement primaire et secondaire rendu acces-

1. Message de 1871.

sible à toutes les classes de la société, Garcia Moreno ne recula pas devant une conception plus grandiose, mais en apparence absolument chimérique : la création sur ces montagnes d'un enseignement supérieur, qui rivalisât avec celui des nations les plus en renom dans le monde scientifique. Son génie passionné pour les hautes sciences, joint au désir de former des professeurs capables de développer l'instruction dans les collèges et les écoles, le pressait de couronner l'édifice.

Pour ne point s'exposer aux ravages d'une science impie et corruptrice, il comprit que la religion devait présider à l'enseignement supérieur, plus encore qu'à celui des collèges et des écoles. Aussi son premier acte, en reprenant le pouvoir, avait-il été de dissoudre l'antique université de Quito, trop peu initiée aux progrès modernes, mais en revanche très avancée dans les idées révolutionnaires. Sur ses ruines, il fonda une nouvelle université vraiment catholique et vraiment progressive. Selon les prescriptions du concordat et en vertu du *Docete omnes gentes* [1], les évêques avaient la haute main sur l'enseignement. Les livres de religion et d'histoire sacrée devaient être désignés par eux, et les ouvrages littéraires ou scientifiques, revêtus de leur approbation. Quant aux professeurs, Garcia Moreno nommait des savants, mais avant tout des chrétiens, sur la doctrine desquels il pût compter. Au sommet des Facultés présidait la théologie de l'Ange de l'école, comme le soleil qui éclaire tout l'enseignement. Avant que Léon XIII eût remis en honneur la Somme de saint Thomas, on discourait chez les dominicains de Quito sur cette thèse : « Pour extirper de notre société moderne les erreurs dont elle est infectée, rien de plus nécessaire, aujourd'hui, comme dans les siècles passés,

1. « Enseignez toutes les nations. »

que d'enseigner les doctrines de saint Thomas dans les cours de théologie [1]. »

La Faculté de droit, qui confine à la théologie, fut réorganisée sur des principes absolument catholiques. Jusqu'alors, le vieux droit romain, commenté par des auteurs libéraux, protestants, ou révolutionnaires, tels que Filangiéri, Vatel, Strada et consorts, avait servi de base au droit public. De là des jurisconsultes, des avocats, imbus d'idées païennes et absolument étrangers au droit naturel et canonique. Il fallait des hommes nouveaux et des livres nouveaux. Garcia Moreno confia cet enseignement à des membres distingués de la compagnie de Jésus, avec mission d'y faire pénétrer l'esprit chrétien, ce qui déplut singulièrement aux libéraux. Un cours de droit naturel ne peut que choquer la Révolution, dont les principes violentent la nature des choses. Le P. Terenziani avait particulièrement le don d'offusquer les avocats, parce que, dans son cours de législation, il basait le droit public sur les principes de Tarquini et de Tapparelli, entièrement conformes aux théories gouvernementales de Garcia Moreno. Plusieurs fois, après avoir entendu les thèses de fin d'année, les mécontents s'efforcèrent d'endoctriner les élèves et de les pousser à la révolte contre leurs maîtres, mais tous leurs efforts échouèrent devant le bon esprit des étudiants et la volonté de fer de Garcia Moreno.

Une difficulté bien plus sérieuse se dressait devant le président : c'était non plus de réorganiser, mais de créer de toutes pièces une Faculté de sciences. Il s'agissait de trouver un corps professoral à la hauteur des progrès modernes et de se procurer tout l'appareil instrumental nécessaire aux démonstrations pratiques. Or,

1. Séance littéraire donnée à Quito, chez les PP. Dominicains.

les savants sont rares, même en Europe, et ne s'expatrient pas facilement, surtout quand il faut entreprendre de longs et pénibles voyages. Ensuite, la fréquence des révolutions américaines et l'instabilité des gouvernements n'invitent guère l'étranger à chercher fortune dans ces parages. Garcia Moreno s'adressa encore à cette classe spéciale de savants dont le dévouement, inspiré par la foi, ne recule jamais devant un sacrifice. C'est aux Jésuites allemands [1] qu'il demanda des chimistes et des physiciens, des naturalistes, des mathématiciens. Il eut quelque peine à les conquérir; mais enfin il les conquit, aussi profondément instruits qu'infatigablement zélés. Avec eux, dans les bâtiments de l'antique Université, exclusivement dédiés à la culture des sciences exactes, physiques et naturelles, il organisa, sous le nom d'École polytechnique, un centre d'enseignement qui pouvait rivaliser avec nos meilleures facultés de sciences [2].

Les cours de l'école polytechnique étaient spéculatifs et pratiques. Les premiers correspondaient à la faculté des sciences proprement dite; les autres, absolument techniques et d'application, formaient de futurs ingénieurs, arpenteurs, architectes, mécaniciens, fabricants, chimistes, directeurs des ponts-et-chaussées. Ainsi s'ouvraient aux Équatoriens des positions nouvelles pour leurs enfants, qui, jusqu'alors, en fait de carrières libérales, n'avaient que le choix entre le sacerdoce, la magistrature, et la médecine.

Pour enseigner les sciences et leurs applications à

1. Leurs noms méritent d'être conservés. C'étaient, outre le R. P. Menten, doyen de la Faculté, les RR. PP. Kolbery, Wenzel, Mülendox, Eppiny, Grünewald, Elbard, Dressel, Wolf, Brugler, Bœtzkes et Sodiro.

2. Ces détails sont extraits d'une brochure de M. Domec, alors professeur de chirurgie à Quito.

toutes les branches de l'industrie moderne, il faut, outre des professeurs capables, un appareil immense d'instruments et de machines. Le président ouvrit de larges crédits pour acheter en Europe et transporter à Quito tous les objets nécessaires à l'enseignement. En quelques années, l'installation fut complète. Sans tenir compte de la dépense, Garcia Moreno exigeait les objets les plus perfectionnés en tous genre. A son représentant de Paris qui lui faisait observer qu'une de ses commandes aurait coûté cent mille francs, il répondait : « Achetez ce qu'il y a de meilleur et de plus beau, et ne vous inquiétez pas du reste. »

En parcourant les salles de l'Université, les étrangers ne se lassaient point d'admirer les merveilles qui s'y trouvaient rassemblées. Cabinet de physique muni de tous les instruments de mécanique et d'optique; cabinet de chimie; collections complètes de zoologie, de minéralogie et de botanique : rien ne manquait à cette exposition de la science moderne. Après l'avoir parcourue et étudiée, des savants n'hésitaient pas à dire que c'était la plus belle, la plus riche et la plus complète de l'Amérique, et qu'elle l'emportait même sur beaucoup d'universités européennes.

Et cependant, faut-il le dire, tandis que les étrangers exprimaient ainsi leur admiration, l'école polytechnique avait à soutenir de rudes attaques à l'Équateur. Les ignorants se demandaient à quoi bon ces machines et ces polytechniciens; les commerçants et les agriculteurs trouvaient que le gouvernement aurait dû se borner à favoriser l'agriculture et l'industrie; les économistes regrettaient des dépenses folles, faites uniquement, disaient-ils, en vue d'une vaine gloriole; les libéraux envieux rugissaient de voir au gouvernail un homme dont la gloire éclipsait leur ambitieuse nullité; les radicaux francs-maçons écrivaient sans vergogne : « Le jour où

tombera le président, son successeur devra détruire tout ce qu'il a fait, œuvres de charité, voies carrossables, collèges et musées. Il ne faut pas qu'il reste sur la terre de l'Équateur le moindre souvenir d'une œuvre catholique[1] ! » On poussa si loin, dans les premiers temps, l'indifférence et le mauvais vouloir, qu'outre la gratuité des inscriptions au cours de l'école polytechnique, il fallut accorder vingt piastres par mois aux étudiants qui les fréquentaient. Mais bientôt l'évidence du bienfait accabla les déclamateurs les plus haineux, les perspectives d'avenir qui s'ouvraient aux jeunes gens studieux triomphèrent de l'apathie générale, et Garcia Moreno eut la grande joie de voir se développer cet enseignement scientifique sur lequel il voulait asseoir la prospérité matérielle du pays. Il en suivait avec intérêt la marche et les progrès, se faisait une fête d'assister aux exercices publics qui, chaque année, attiraient l'élite de la société quiténienne, et surtout s'applaudissait de trouver les jeunes gens de l'école aussi fermes dans la foi que dans la science. Foulant aux pieds tout respect humain, ces jeunes gens se constituèrent en congrégation, sous la direction du P. Menten, l'illustre doyen de la Faculté. Le 30 juin 1873, cette nouvelle congrégation de la Sainte-Vierge s'installa dans la chapelle où se réunissaient, un siècle auparavant, *Los señores* de Quito. L'Université sécularisée avait fait une croisade contre la religion : les fils de l'Université catholique, heureux de renouer la chaîne des antiques traditions, reprenaient en main, sous les auspices de la Vierge Marie, le drapeau du Christ et de son Église.

La Faculté des sciences donna naissance à la Faculté de médecine. A vrai dire, s'il y eut des médecins distingués à l'Équateur avant Garcia Moreno, ils durent

1. Proano, *Coleccion de Algunos Escritos.*

leurs capacités à leur génie plus qu'à l'enseignement médical du pays, car les trois ou quatre professeurs de Quito et de Cuenca, obligés pour vivre de courir la clientèle ou de se livrer aux travaux agricoles, dépourvus de bibliothèques, d'appareils et d'instruments de clinique et de dissection, faisaient consister leurs leçons dans la récitation pure et simple de l'auteur classique imposé à l'élève. Il est facile de comprendre quel effet durent produire les savantes conférences des professeurs de l'école polytechnique sur les élèves en médecine. Les *récitations* furent tuées du coup. Pour réorganiser la Faculté, Garcia Moreno obtint de l'école de Montpellier deux excellents professeurs[1], l'un de chirurgie, l'autre d'anatomie, qu'il fournit de tous les appareils et instruments nécessaires à l'étude des différentes parties de la science médicale. Ce que nos Facultés européennes mettent tant d'années à obtenir, Garcia Moreno le faisait acheter d'un seul coup, en un seul jour. Il lui suffit de quelques années pour approprier des locaux aux différents travaux de la Faculté, constituer le corps professoral, tracer un plan d'études, et préparer dans un hôpital, dont la population moyenne comptait trois cents malades, d'admirables ressources cliniques. On se fera une idée de la difficulté vaincue, si l'on considère que l'Université catholique de Paris, après tant d'années d'exercice, n'a point encore de faculté de médecine.

Afin de compléter ces créations en joignant l'agréable à l'utile, Garcia Moreno fonda une Académie des Beaux-Arts, où l'on cultiva plus spécialement la sculpture, la peinture et la musique. Par son éclat pittoresque et son ciel de feu, l'Équateur exalte l'imagination et développe dans le cœur une extrême sensibilité. Aussi ses habitants ont-ils été renommés de tout temps pour leurs

1. MM. Guayraud et Domec.

dispositions artistiques, dispositions qui, faute de maîtres, restaient à l'état de nature. Garcia Moreno fit venir à grands frais de Rome des professeurs distingués, en même temps qu'il envoyait dans cette capitale des arts certains élèves d'élite pour se perfectionner et devenir maîtres à leur tour. Ainsi se formèrent Rafaël Salas, Luis Cadena et Juan Manosalvas, tous trois peintres de mérite. Sans sortir de leur pays, Velez et Carillo se firent un nom dans la sculpture. La musique attira tout particulièrement l'attention du président, à cause de ses relations avec la liturgie sacrée. Il établit à Quito un Conservatoire national de musique religieuse et profane dont les cours très complets de chant, d'orgue, de piano et d'instruments de toute espèce, se donnaient gratuitement. C'est encore de Rome qu'il fit venir des organistes et des maîtres de chant, afin de relever par la diffusion des connaissances musicales l'éclat des cérémonies de l'Église. Un de ces maëstros, s'entretenant un jour avec le président, fut tout étonné de le voir disserter sur les théories de l'art, comme il aurait pu le faire lui-même.

Terminons cette rapide revue des progrès accomplis à l'Équateur sous le rapport de l'enseignement, en signalant une œuvre monumentale qui mit dans tout son jour le génie et la puissance de Garcia Moreno. De savants astronomes avaient souvent exprimé le désir de voir s'élever un observatoire international dans les environs de Quito. Cette position exceptionnellement avantageuse faciliterait, selon eux, la solution de problèmes réputés insolubles. Garcia Moreno étudia lui-même la question et trouva, comme Humboldt et Secchi, qu'un observatoire à Quito deviendrait infailliblement le premier du monde, « par sa position à trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer, l'admirable pureté du ciel et la transparence de l'air, sa situation

sous la ligne équinoxiale, dans un climat sain et délicieux où l'on jouit d'un printemps perpétuel[1]. » Mais, comme il s'agissait d'une œuvre d'utilité générale et d'exécution très dispendieuse, il crut devoir proposer aux gouvernements étrangers de construire à frais communs ce monument gigantesque. Il communiqua d'abord son projet à la France, en rappelant au gouvernement de Napoléon la mission scientifique de La Condamine et de ses compagnons, au siècle dernier. La République de l'Équateur serait heureuse de voir les Français tenter de nouvelles expériences et de nouvelles découvertes dans sa capitale. En 1865, le ministre Rouland, que d'autres préoccupations absorbaient, répondit par une fin de non-recevoir. Garcia Moreno s'adressa aux gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui firent aussi la sourde oreille. Alors, inébranlable dans ses desseins, le président résolut d'exécuter à lui seul une entreprise si avantageuse à la science et si glorieuse pour son pays. En 1870, des crédits illimités furent ouverts pour la construction de l'édifice et l'acquisition des instruments. Les appareils complets, construits d'après les meilleurs systèmes, sortirent des ateliers de Munich. Un télescope, d'une force prodigieuse, coûta six mille piastres. En quatre ans, le monument était debout; le P. Menten, l'illustre associé du P. Secchi à l'observatoire romain, allait s'y installer, quand le crime du 6 août fit disparaître le fondateur. Quelques mois plus tard, le buste de son successeur s'y offrait aux regards d'une population surprise et indignée.

Beaucoup s'imaginent que le révolutionnaire est nécessairement un progressiste et le catholique un rétrograde. Il ressort de ce chapitre sur l'enseignement à

1. Message de 1873.

Quito deux vérités évidentes : la première, qu'en un demi-siècle, la Révolution n'a rien su fonder à l'Équateur, ni instruction primaire, ni enseignement secondaire, ni enseignement supérieur; la seconde, qu'en six ans le catholique Garcia Moreno a fait passer son pays, sous ce triple rapport, des plus profondes ténèbres à la plus resplendissante lumière. Un troisième fait plus significatif encore : après l'assassinat du grand homme à qui l'on devait tant de merveilleuses créations, la Révolution triomphante plongea le pays dans le chaos primitif; les Jésuites de l'école polytechnique portèrent en d'autres pays leur savoir et leur expérience; et, quelque temps après, dit un témoin oculaire[1], « nous eûmes la douleur de voir ces laboratoires si bien pourvus, si bien tenus, complètement abandonnés, ces instruments, ces appareils, ces machines, démontés, détériorés, recouverts d'une couche épaisse de poussière. » La clef de voûte enlevée, l'édifice s'était écroulé. Le nom de Garcia Moreno protestera éternellement contre ce mensonge devenu presque un axiome historique : l'Église arrête le progrès des sciences, et la Révolution le favorise.

1. Domec, professeur d'anatomie.

CHAPITRE VI

ŒUVRES DE CHARITÉ

(1869-1875)

En Garcia Moreno, le cœur était à la hauteur de l'intelligence. Il suffira de jeter un coup d'œil sur ses œuvres de charité, plus admirables peut-être que ses œuvres d'enseignement, pour comprendre quels trésors de bonté recélait cette grande âme.

Au nombre des plaies qui rongeaient l'Équateur, il faut compter le paupérisme. Épuisé par les contributions, le militarisme et les révolutions, privé de commerce et d'agriculture, indolent par nature, le peuple vivait dans la misère, cette misère dégradante, trop souvent compagne du vice et du crime. De là beaucoup de mendiants, de vagabonds, de filles perdues, d'enfants abandonnés, de bandits et de voleurs. Les routes, même d'un village à l'autre, étaient peu sûres pour quiconque n'avait point de revolver en poche. Garcia Moreno entreprit de lutter contre le paupérisme; mais avant tout il s'occupa de venir en aide à ses victimes.

Les enfants privés des soins de la famille excitèrent d'abord sa sollicitude. Il fonda, pour les secourir, deux orphelinats à Quito. Le premier, confié aux sœurs de Charité, abrita les enfants abandonnés par le vice ou l'indigence. Une dame généreuse fit les frais d'un ma-

gnifique établissement[1], et le gouvernement fournit les ressources nécessaires pour l'entretien. Dans le second, desservi par les sœurs de la Providence, furent recueillis les vrais orphelins. Grâce à la protection du président, et au dévouement religieux, ces enfants retrouvèrent des mères qui, en les formant aux vertus chrétiennes, préparaient à la société des membres sains et utiles, au lieu de membres pourris et gangrenés. Des orphelinats semblables s'élevèrent bientôt à Guayaquil et à Cuenca, sur les instances de Garcia Moreno et au moyen des subventions qu'il obtint du congrès.

Une autre classe d'infortunées, les filles de mauvaise vie, plus ou moins adonnées au libertinage, et contre lesquelles il avait édicté, comme nous l'avons dit, des règlements de police très sévères, appela bientôt son attention. Il était facile de les jeter en prison, mais l'expérience prouve que la prison devient trop souvent pour ces malheureuses une école de corruption plus raffinée. La religion seule, par les grâces qu'elle confère, a le don de guérir ces natures doublement viciées. La preuve de son action toute puissante, même sur les plus incorrigibles, Garcia Moreno la voyait dans ces tristes victimes de notre civilisation qui, après avoir habité dix et vingt ans les bouges déshonorés où nos philanthropes les entretiennent, finissent, entre les mains des admirables filles du Bon-Pasteur, par se transformer en madeleines pénitentes, et bientôt en modèles d'innocence et de pureté. Pour cette raison, il établit dans la capitale un refuge dirigé par les sœurs du Bon-Pasteur. Traquées par la police qui ne leur fit point de quartier, les débauchées s'enfuirent du quartier ou renoncèrent à leur infâme métier. Les récidivistes furent internées sans miséricorde au Bon-Pasteur. Dans

1. Madame Virginie Klinger d'Aguirre.

cet asile, grâce à la vie régulière, au travail, aux pieuses exhortations, aux bons soins des religieuses, elles se convertirent sincèrement. Quelques-unes rentrèrent dans leurs familles pour y vivre avec honneur, la plupart restèrent bénévolement dans leur sainte retraite et s'y adonnèrent complètement à Dieu.

Cette œuvre de salubrité morale déplut aux libéraux. En effet, de quel droit privait-on ces libertines de la liberté, et les libertins de leurs victimes? A la mort de Garcia Moreno, la Révolution répara cette injustice et mit fin à ce désordre. Une compagnie de jeunes civilisés, musique en tête, entoura l'établissement du Bon-Pasteur, fit un charivari aux religieuses, força les portes de leur maison et donna la liberté aux filles repenties, c'est-à-dire les replongea sans pitié dans l'infamie et la misère d'où les avait tirées Garcia Moreno. Et c'est lui qu'on qualifie de despote! Et les crocheteurs du refuge sont, eux, les vrais amis de l'humanité!

Les prisons à leur tour réclamaient une réforme d'autant plus urgente qu'un régime intolérable et des abus révoltants torturaient un plus grand nombre de victimes. Par suite des guerres, des insurrections fréquentes, de la démoralisation qui en est la suite, ces bouges infects regorgeaient d'assassins, de voleurs, de débauchés et de criminels de toute espèce. Le corps y dépérissait faute d'air et de nourriture, pendant que l'âme y croupissait dans la crapule et l'oisiveté. Pas d'autre exercice religieux que la messe du dimanche; pas d'instruction, pas de consolation pour ces parias de l'humanité; nul effort pour les convertir et les réhabiliter. Trop souvent on leur donnait pour aumônier un prêtre discrédité ou impropre aux autres fonctions du ministère ecclésiastique. Le prisonnier n'avait d'autre préoccupation que de s'enfuir de ce tombeau où il était enterré vivant.

Après une inspection minutieuse, le premier soin de Garcia Moreno fut de remédier aux désordres matériels les plus graves, puis d'étudier les moyens à prendre pour faire de la prison une école de correction et de moralisation. De nos jours, les philanthropes et les humanitaires ont beaucoup disserté sur le régime des prisons, sur les différents systèmes pénitentiaires, sur la cellule et la communauté : en somme, ils n'ont réussi qu'à prouver leur haine de Dieu et du prêtre, en même temps que, par leurs essais toujours infructueux, ils démontraient à leur manière l'impossibilité de s'en passer.

La réforme de Garcia Moreno fut, comme toutes les autres, basée sur la religion. Il chercha deux hommes unis de cœur, capables d'appliquer ses idées : un aumônier, pour pénétrer jusqu'à l'âme des malheureux détenus; un directeur intelligent et ferme, pour faire exécuter les règlements et prêter main-forte à l'aumônier. Un ordre du jour, combiné d'après le but qu'il poursuivait, fut imposé aux prisonniers, et chacun dut s'y astreindre sous les peines les plus rigoureuses.

Dès lors, tout changea de face. La prison devint tour à tour une école et un atelier. A certaines heures déterminées, l'aumônier, don Abel de Corral, jeune prêtre plein de dévouement, enseignait à ses étranges auditeurs la doctrine chrétienne, les lois du décalogue, avec lesquelles ils paraissaient assez peu familiarisés, les devoirs de l'honnête homme, les exercices du chrétien, tels que la prière de chaque jour et la fréquentation des sacrements. Il y ajoutait par surcroît des leçons de lecture, d'écriture et de calcul, ainsi que d'autres notions et connaissances utiles. Après cela, venait le travail manuel; chacun s'appliquait au métier le plus conforme à ses aptitudes. Le directeur, don Francisco Arellano, secondait l'aumônier avec zèle et intelligence, châtiant

les paresseux ou les récalcitrants, afin de forcer au devoir par le sentiment de la peine. Du reste, cette sévérité nécessaire ne l'empêchait pas de se montrer en toute occasion le père et l'ami de ceux qu'il appelait ses chers prisonniers. Il les exhortait doucement à s'amender de leurs défauts, écoutait leurs plaintes, adoucissait selon son pouvoir les conditions pénibles de leur vie matérielle, aidait l'aumônier au moment des leçons, s'assujettissant ainsi à passer des journées entières dans ce milieu triste et sombre de la prison.

Pour stimuler la bonne volonté des détenus, Garcia Moreno leur fit entrevoir la liberté comme récompense de leurs progrès dans l'honnêteté, l'amour du travail, et la piété. Il promit non seulement d'abréger leur temps de détention, mais même de remettre la peine entière à ceux qui mériteraient cette faveur; et vraiment l'engagement n'était point téméraire, car, à mesure que Dieu reprenait son empire sur des cœurs qui ne le connaissaient plus, la prison se transformait en un vaste couvent où régnait avec l'amour de l'étude et du travail, la plus stricte régularité.

A la fin de l'année, le président, entouré de ses ministres, d'une escorte militaire, et des personnages distingués de la capitale, se rendit en grande pompe à la prison pour procéder à l'examen scolaire des détenus. L'examen roula sur la doctrine chrétienne, l'histoire sacrée, la lecture, la calligraphie, l'orthographe et l'arithmétique. Le président interrogea lui-même ces écoliers d'un nouveau genre, dont la plupart avaient atteint l'âge mur. Tous, dans leurs classes respectives, étonnèrent l'assistance par leurs réponses et plus encore par leur excellente tenue. Après les avoir vivement félicités de leurs progrès et de leur conduite, Garcia Moreno distribua des récompenses aux plus méritants, réduisit la peine de quelques-uns et rendit la liberté,

séance tenante, à celui qui l'avait emporté sur tous par un plus grand respect du devoir. Les prisonniers applaudirent en pleurant de joie. Ils ne comprenaient pas comment un chef d'État pouvait s'abaisser jusqu'à leur misère; plus que jamais, ils firent l'impossible pour mériter ses bonnes grâces.

Il s'agissait maintenant de poursuivre les bandits et les voleurs qui infestaient le pays, afin de les soumettre à la même épreuve. La tâche était difficile dans ces montagnes qui offrent aux malhonnêtes gens des repaires nombreux et introuvables. Aux environs de Quito, des bandes organisées pourvues de bons chefs et d'excellents points de ralliement, probablement aussi d'intelligence avec la police, défiaient les plus fins limiers du gouvernement. Le président choisit parmi ces derniers un homme sur lequel il pouvait compter, lui promit une forte récompense s'il parvenait à lui amener le chef de brigands le plus redouté du pays, et l'autorisa même à prendre dans la police ou dans l'armée les hommes dont il croirait avoir besoin pour opérer cette capture. Quelques jours après, le bandit était arrêté. Conduit au président, il s'attendait à une sentence de mort immédiate : quel ne fut pas son étonnement de voir au contraire Garcia Moreno l'accueillir avec bienveillance, faire appel à ses sentiments d'honneur et de religion, et finalement lui promettre sa protection s'il consentait à changer de vie! Il ne lui imposait pour toute peine que de passer tous les jours une heure avec un saint religieux qu'il lui désigna et de lui faire visite à lui-même matin et soir. Ému jusqu'aux larmes, le brigand se convertit et se réforma complètement. Sûr alors de ses dispositions, le président mit la police sous ses ordres et le chargea de lui amener ses anciens compagnons, « pour que je les transforme, lui dit-il, en honnêtes gens comme vous ». Peu de jours après, les

bandits, traqués jusque dans leurs retraites les plus cachées, tombaient entre les mains des deux fidèles coopérateurs de Garcia Moreno, l'aumônier et le directeur de la prison. Ainsi cessa cette calamité du brigandage, qui de tout temps avait désolé le pays.

Si l'on veut maintenant apprécier au point de vue de la régénération morale des prisonniers, le système pénitentiaire inventé par Garcia Moreno, qu'on en juge par un fait peut-être sans précédent dans l'histoire. Durant ses six dernières années, le président avait élevé à grands frais un immense établissement appelé Panopticum, qu'il destinait à remplacer la malsaine prison de Quito. En 1875, les bâtiments terminés se trouvèrent inutiles, faute de prisonniers à y loger. Garcia Moreno eut la joie d'annoncer aux députés qu'il restait à peine cinquante condamnés dans la prison. « Or, ajouta-t-il, comme le pénitencier peut en contenir cinq cents en cinq divisions, et comme d'un autre côté, les municipalités n'ont pas à leur disposition des ressources suffisantes pour construire dans chaque province une maison de réclusion, voyez, dans votre sagesse, s'il ne serait pas avantageux d'amener des provinces au Panopticum forçats et simples détenus. Ils subiraient leur peine sous l'inspection de la cour suprême, et nous verrions disparaître ces barbares et immondes cachots, vrais foyers de corruption, où le prisonnier souffre sans s'amender, quand il n'évite point, par la fuite, le châtiment qu'il a mérité. »

Hélas! quelques jours après avoir écrit ces lignes, le président n'était plus, et la Révolution, en haine de l'œuvre civilisatrice, chassait de son poste le trop fidèle Arellano.

En même temps qu'il s'occupait de bâtir des orphelinats, des refuges et des pénitenciers, Garcia Moreno travaillait avec non moins de zèle à la réforme des hô-

pitaux, afin de rendre plus supportable le sort des pauvres et des malades que la misère y faisait affluer. Il y avait à Quito un grand hôpital, connu sous le nom d'hôpital Saint-Jean de Dieu, où l'on renfermait jusqu'à trois cents malades, un refuge pour les lépreux et un asile d'aliénés. Ces établissements, ainsi que les hôpitaux des autres cités, étaient administrés par des spéculateurs et des mercenaires qui ne rougissaient pas de s'enrichir aux dépens des malheureux. « Nos rares établissements de bienfaisance, disait Garcia Moreno aux députés, présentent un tableau répugnant, indigne d'un peuple chrétien et civilisé, non seulement par suite de l'insuffisance totale des revenus, mais surtout par l'absence totale de charité dans ceux qui les desservent. » Certes, il en parlait avec connaissance de cause, car dès les premiers jours de sa présidence, il se constitua lui-même directeur du grand hôpital, qu'il visitait tous les jours, afin de forcer les employés à faire exactement leur devoir. Il parcourait les salles, contrôlait les ordonnances du médecin, enseignait aux infirmiers la manière de préparer les médicaments ou de panser les malades, et punissait avec une extrême sévérité les moindres négligences.

Quand il arrivait dans une ville, sa première visite était pour l'hôpital. A Guayaquil il trouva beaucoup de malades étendus par terre sur une simple natte. Vivement impressionné à ce spectacle, il dit au gouverneur qui l'accompagnait : « Ces pauvres malheureux sont bien mal couchés, pourquoi ne fournissez-vous pas tout ce qui est nécessaire pour les soigner convenablement? —Excellence, répondit le gouverneur, nous sommes à bout de ressources. — Cela ne vous empêche pas, vous qui êtes bien portant, de coucher sur un bon matelas, pendant que ces membres souffrants de J.-C. n'ont que la terre pour se reposer. — Dans quelques

semaines je pourvoirai à tous leurs besoins. — Non pas dans quelques semaines, reprit Garcia Moreno, ils n'ont pas le temps d'attendre. Vous coucherez ici ce soir à côté d'eux sur une natte, et il en sera ainsi les nuits suivantes jusqu'à ce que tous les malades aient chacun un lit et un matelas. » Avant le soir, lits et matelas affluaient à l'hôpital, et le gouverneur put se coucher tranquillement chez lui sur son lit à ressorts.

Les lépreux s'étant plaints du régime alimentaire, il vint un jour inopinément s'asseoir à leur table, partagea leur humble repas, et donna l'ordre d'améliorer leur ordinaire. Quelque temps après, dans une seconde visite, il constata que la nourriture ne laissait plus rien à désirer. Néanmoins un de ces malheureux s'en montrait peu satisfait : « Savez-vous, mon ami, lui dit Garcia Moreno, que je ne suis pas si bien servi, moi le président de la République ! »

Il n'eut pas de repos qu'il n'eût fait bénéficier les pauvres malades des secours que la religion leur a ménagés. Au lieu de mercenaires sans entrailles, il leur donna des sœurs de Charité pour les soigner et panser les plaies de l'âme aussi bien que celles du corps. En même temps, il édicta un règlement auquel tout le monde dut se conformer, inspecteurs, surveillants, médecins, infirmiers et infirmes. Sous la haute direction des sœurs, l'hôpital Saint-Jean de Dieu devint un hôpital modèle. Il dota plusieurs autres villes d'établissements semblables, qu'il confia également aux admirables filles de saint Vincent de Paul. Hélas! que dirait ce grand homme d'État de nos laïcisateurs d'hôpitaux!

Plein d'une tendre affection pour tous ces êtres souffrants, il leur prodiguait ses soins et consacrait à soulager leur misère une partie de son traitement. Lors de sa première élection à la présidence, sa femme, la señora Rosa Ascasubi, lui fit remarquer qu'un président

de République ne pouvait se dispenser, à son entrée en charge, de donner un banquet officiel aux ministres, diplomates, et autres personnages de marque. Il lui fit observer que son humble fortune lui interdisait pareil luxe. Quant à son traitement, il en remettait une partie à l'État, encore plus pauvre que lui, et destinait l'autre aux œuvres de charité. La noble dame répondit qu'elle se chargerait des frais et lui compta cinq cents piastres, en lui recommandant de faire les choses grandement. Garcia Moreno, muni d'une bourse bien garnie, s'achemina vers l'hôpital avec son aide de camp, pourvut aux nécessités les plus urgentes de ses malades, et commanda pour eux un magnifique dîner. A son retour la généreuse femme lui demanda s'il avait eu assez d'argent : « J'ai pensé, lui dit-il en riant de tout son cœur, qu'un bon repas ferait plus de bien aux malades qu'aux diplomates. J'ai donc porté l'argent à l'hôpital, où l'on m'a déclaré que pour cinq cents piastres on fournirait un excellent dîner. »

Sa charité, du reste, s'étendait à tous les pauvres sans exception, et surtout aux misères cachées. Quand les revenus du trésor suffirent aux dépenses publiques, il reçut son traitement intégral et n'en continua pas moins de vivre comme un simple bourgeois, avec la plus grande simplicité. On s'imagina qu'il réalisait quelques économies, ce dont personne ne lui faisait un crime, car on le savait absolument sans fortune. A sa mort, l'administrateur chargé de ses affaires présenta un compte détaillé de ses recettes et dépenses, d'où il résulta que le président avait consacré tous ses appointements à des œuvres de charité, et surtout à secourir secrètement des familles nécessiteuses dont les membres vivaient dispersés au Pérou et au Chili. La femme d'Urbina, son plus mortel ennemi, recevait du président une subvention mensuelle. Qui n'admirerait une

générosité si grande et en même temps si humble?

On ne peut s'empêcher de remarquer des différences assez notables entre les gouvernants démocrates et notre grand chef chrétien dans leurs rapports avec le pauvre peuple. Ceux-là remplissent leur bourse en exploitant sa simplicité; celui-ci vide la sienne en soulageant ses infirmités. Le chrétien passe comme son Maître en faisant le bien; les démocrates, en faisant du bien à leur très chère et très importante personnalité. Du reste, ce phénomène est tout aussi naturel que le lever du soleil chaque matin, car l'égoïsme doit fatalement rester l'égoïsme aussi longtemps qu'il n'est pas en lutte dans le cœur de l'homme avec l'influence surnaturelle qui, seule, peut en triompher. Ce qui s'expliquerait moins facilement, si l'on ne savait que la bêtise humaine l'emporte encore sur la méchanceté, c'est que le peuple, tant de fois mangé par les loups, ne manque jamais de se ranger sous leur houlette toutes les fois qu'il leur prend fantaisie de se costumer en bergers.

CHAPITRE VII

LES MISSIONS

(*1869-1875*)

L'œuvre civilisatrice de Garcia Moreno gagnait du terrain; les villes et les villages avaient leurs pasteurs; toutes les classes de la population, l'enseignement à tous les degrés; les orphelins, un asile pieux pour s'abriter et se former à la vie chrétienne; les pauvres malades, des sœurs ou plutôt de véritables mères pour les soigner; même les parias de ce monde, filles perdues, vagabonds ou criminels, des moyens de réhabilitation. Cependant, dans sa sollicitude universelle, Garcia Moreno n'oubliait pas qu'à côté de ces malheureux, si déshérités qu'ils fussent, existait une autre classe d'Équatoriens bien autrement disgraciée.

Par delà les Cordillères et le versant oriental des grands pics neigeux, s'étend une immense plaine de douze mille lieues carrées. Dans ce territoire, qui confine au Brésil, au milieu de forêts vierges, sur les bords du Napo, du Marañon, du Putumajo, des autres fleuves et rivières tributaires de l'Amazone, vivent deux cent mille indiens sauvages, presque tous nomades, la plupart d'un naturel simple et bon, quelques-uns, tels que les Jivaros, cruels et belliqueux. Leur religion consiste en certaines fables extravagantes, au milieu desquelles

domine cependant la croyance à un Esprit supérieur dont l'homme se rapproche dans une vie future, s'il échappe aux influences de l'Esprit mauvais.

Au siècle dernier, pénétrant dans ces régions lointaines, les jésuites y avaient implanté, comme au Paraguay, une véritable civilisation. La province de Marañon comptait six grandes divisions, soixante-quatorze peuplades, cent soixante mille néophytes. On suit sur la carte les traces de leur passage par les noms des localités où s'étaient formées des agglomérations de chrétiens. C'est le nom de Jésus, le nom de Marie, la Trinité, saint Michel, Loreto, Santa-Rosa, San-Salvador, noms bénis qu'on ne peut lire sans se rappeler le dévouement de ces généreux missionnaires qui plantaient leur tente et passaient leur vie au milieu des tribus indiennes pour les transformer non seulement en peuplades civilisées, mais en chrétientés dignes de la primitive Église. Naturellement la philosophie libérale s'emporta contre ces empiétements de la religion sur le monde sauvage. Les jésuites furent chassés, et les indiens rendus à la vie nomade. On essaya bien de substituer aux religieux des prêtres séculiers, mais les uns se sentaient peu de goût pour l'habitant des grands bois, les autres n'avaient ni le sens ni le tact nécessaire pour gouverner les *Réductions*. Peu à peu les pasteurs disparurent, et les indiens quittèrent les villages pour reprendre leurs habitudes et leurs superstitions.

Dès 1862, Garcia Moreno conçut le dessein de tenter à nouveau l'évangélisation du Napo. C'est pourquoi, dans son traité avec la compagnie de Jésus, il assignait un double but aux religieux : fonder des collèges à l'intérieur, et des missions dans la province d'Orient. De fait, moyennant les ressources fournies par les évêques et par l'État, les jésuites s'établirent dans quatre centres principaux, Macas, Napo, Gualaquiza et

Zamora, d'où ils rayonnaient au milieu des tribus nomades.

En 1864, le P. Pizarro, déjà nommé Vicaire apostolique, évangélisait avec ses missionnaires les bords du Napo, lorsque les complices de Maldonado, Jaramillo, Lamotha et consorts, ayant été condamnés à la déportation, comme nous l'avons raconté en son lieu, firent invasion dans ce pays et se ruèrent sur la maison des jésuites, qu'ils appelaient les complices du tyran. Les missionnaires furent enchaînés, bafoués, accablés d'insultes et de mauvais traitements. Après avoir dévasté la chapelle, souillé les vases sacrés et commis les plus odieuses exactions, ces forcenés se disposèrent à gagner les frontières du Pérou, emmenant avec eux les missionnaires de la naissante chrétienté. Ils les forcèrent à monter dans le canot qui devait les emporter, en présence des indiens qui, debout sur la rive, pleuraient à chaudes larmes. Un de ces pauvres indigènes, voyant les prisonniers enchaînés comme des criminels, s'écria comme pour les consoler : « Pères! Jésus est mort sur la croix! » Quand l'embarcation s'éloigna, les sauvages se mirent à pousser des cris de désespoir, demandant à genoux une dernière bénédiction, puis ils coururent le long du fleuve pour suivre le canot jusqu'au moment où ils le perdirent de vue [1]. On se demandera quels étaient les vrais sauvages, de ces indiens qui pleuraient leurs bienfaiteurs, ou de ces civilisés qui les leur enlevaient en haine du nom de Jésus. La pire des sauvageries, c'est le satanisme révolutionnaire.

Lors de sa rentrée au pouvoir en 1870, Garcia Moreno, que rien ne décourageait, établit l'œuvre des missions sur des bases plus sérieuses. Sans tenir compte de l'animosité sectaire contre les jésuites, il investit le

1. Lettre du P. Pizarro, *Correo del Ecuador*, 2 nov. 1864.

Vicaire apostolique de pouvoirs civils très étendus. Le 21 avril 1870, parut le décret suivant qui fit bondir les libéraux : « Comme il est impossible d'organiser un gouvernement civil parmi des peuplades sauvages ; que, d'ailleurs, sans une autorité quelconque la vie sociale est impossible, les pères missionnaires établiront un gouverneur dans chaque centre de population et l'investiront du droit de maintenir l'ordre et d'administrer la justice. Ils pourront imposer des peines légères pour les délits ordinaires, bannir du territoire de la mission les perturbateurs incorrigibles, et transférer à Quito les homicides pour y être jugés. Dans chaque centre, une école, fondée aux frais du gouvernement, sera obligatoire pour tous les enfants au-dessous de douze ans. On y enseignera, outre la doctrine chrétienne, la langue espagnole, l'arithmétique et la musique. » Le gouvernement prohibait ensuite la vente à crédit, sous peine de confiscation des objets vendus et de bannissement du territoire oriental. C'est que les vendeurs à crédit, spéculant sur la simplicité des indiens, exigeaient d'eux des intérêts tellement usuraires qu'ils ne différaient en rien de la spoliation pure et simple. Le décret accordait enfin aide et protection aux missionnaires, promettant de les faire respecter, et même de les défendre par la force.

Cette dernière clause n'était pas superflue. Dès l'inauguration de la mission, les marchands, vexés dans leurs intérêts, calomnièrent les missionnaires près des indiens. Ces gens simples et candides, s'imaginant que la vente à crédit leur procurait de grands avantages, incendièrent la maison des jésuites. Mais une compagnie de soldats envoyée par le gouvernement rétablit l'ordre et fit repasser les montagnes aux indignes trafiquants. Les indiens se soumirent, à l'exception d'une tribu, celle des Jivaros. « Le jour n'est pas loin, disait

Garcia Moreno au congrès de 1871, où nous aurons à poursuivre ces perfides anthropophages, pour les chasser de notre sol et les disséminer sur nos frontières. Nous coloniserons ensuite ces fertiles contrées, ainsi que d'autres parties de notre territoire dénuées de population, en faisant appel aux émigrants catholiques d'Allemagne, qui nous arriveront en grand nombre si vous m'accordez les fonds suffisants. »

A partir de ce moment, les travaux des missionnaires produisirent les mêmes fruits que par le passé. On put former de nouveaux groupes de convertis à Loreto, Archidona, Avila, La Concepcion, ouvrir des écoles où des milliers d'enfants reçurent l'instruction, fixer des centres ou points de ralliement pour les nomades que les pères évangélisaient à certains jours. Deux ans après, la mission du Napo comptait déjà une vingtaine de villages et près de dix mille chrétiens. Hélas! Garcia Moreno disparut alors qu'il allait livrer au commerce et à l'industrie ces contrées aussi remarquables par leur immensité que par leurs richesses et leurs pittoresques beautés. L'œuvre était déjà si avancée qu'il insistait près du Saint-Siège pour obtenir un second vicariat apostolique. Avec lui s'évanouirent ces magnifiques perspectives. Les trafiquants rentrèrent au Napo, chassèrent les jésuites, et dispersèrent les réductions. Des religieux isolés parvinrent à demeurer quelque temps au sein des tribus errantes, mais dans une impuissance presque absolue de faire le bien par suite des obstacles que suscitaient leurs rapaces ennemis.

Les États libéraux de l'Amérique méridionale ont tous, dans leur partie orientale, une province sauvage. Seul, Garcia Moreno entreprit de porter le flambeau de la civilisation au delà des Cordillères, prouvant une fois de plus aux prétendus amis de l'humanité que le chrétien possède un cœur assez large pour embrasser tous les

peuples et assez généreux pour leur porter, au prix d'immenses sacrifices, les biens dont le Christ l'a comblé.

Sous l'inspiration de ce même zèle, le président s'efforça de raviver la foi, non seulement dans les pays sauvages, mais chez les chrétiens de l'intérieur. Les habitants des montagnes n'étaient guère moins dénués de secours religieux que les riverains de l'Amazone. A peine de temps en temps un prêtre venait-il les visiter dans leurs solitudes lointaines. Ne recevant qu'un traitement insuffisant pour vivre, le curé ne se croyait pas obligé de résider dans sa paroisse. Retiré chez ses parents ou dans une ville voisine, il faisait acte de présence trois ou quatre fois l'an, afin d'être autorisé à percevoir les fruits de son bénéfice. Les familles croupissaient dans l'ignorance, les malades mouraient sans sacrements, les enfants n'étaient pas même baptisés. Pour rendre la vie à ces paroisses abandonnéee, Garcia Moreno augmenta le nombre des pasteurs, les pourvut d'un traitement convenable, et les astreignit à la résidence. Les gouverneurs avaient ordre de veiller à ce que le service paroissial se fît régulièrement et de rendre compte à qui de droit des moindres infractions.

Sur le littoral, les deux provinces d'Esméraldas et de Manabi languissaient aussi par suite de l'éloignement de Quito et de Guayaquil, chefs-lieux de leurs diocèses respectifs. Vingt ou trente paroisses assez populeuses se trouvaient pour ainsi dire privées de vie et de mouvement. Le président supplia le souverain Pontife d'en faire le centre d'un nouveau diocèse, vrai diocèse de missions, dont le chef-lieu serait Portoviéjo. Un évêque vint se fixer au milieu de ces brebis sans pasteur, des prêtres zélés parcoururent les paroisses en prêchant la parole de Dieu, et la vie chrétienne circula de nouveau dans ces régions si longtemps désolées.

Enfin, dans les villes et les campagnes on rencontrait beaucoup de chrétiens qui n'accomplissaient plus leurs devoirs religieux. L'ignorance, les passions vicieuses, le respect humain, l'impiété révolutionnaire, quelquefois toutes ces causes réunies les arrêtaient sur le seuil de l'église. Le petit nombre de pasteurs, trois cents à peine, dispersés et comme perdus dans ces immenses paroisses, explique aussi l'indifférence des ouailles, surtout dans les communes rurales, où le prêtre était à peine connu. Garcia Moreno comprit que l'œuvre des missions devait nécessairement s'adjoindre au ministère paroissial pour ramener à la pratique de la religion ceux qui l'avaient abandonnée depuis longtemps. Il fit appel aux religieux du Très Saint Rédempteur, ces enfants de saint Alphonse de Liguori, dont la vocation spéciale est de porter à tous, surtout aux plus délaissés, le bienfait de la rédemption. Deux colonies de rédemptoristes français s'établirent l'une à Cuenca, l'autre à Riobamba, pour rayonner de ces deux centres, sur les flancs comme dans les vallées de l'Azuay et du Chimborazo. Grâce à la générosité du président, qui se chargea des frais de voyage et souvent d'entretien, et sous les auspices des évêques dont le zèle seconda leurs efforts, les missionnaires réussirent en peu de temps à créer dans les villes des foyers de véritable piété et à réveiller les campagnes de leur torpeur. Ils s'en allaient deux à deux, à cheval, au-devant d'une peuplade lointaine perdue dans les bois ou perchée sur les flancs d'un volcan. Souvent ces pauvres gens, à l'annonce d'une mission, abandonnaient leur cabane et leur travail, et faisaient un voyage de cinq à dix lieues pour assister aux saints exercices. Là où il n'y avait pas d'église, on construisait à la hâte une tente de feuillage. Durant quinze jours, le peuple se pressait dans ce sanctuaire improvisé pour entendre les instructions, réciter

le rosaire et chanter de pieux cantiques. Tous, après avoir pleuré leurs péchés et reçu leur Dieu, se consacraient à la Vierge-Mère, en réclamant son perpétuel secours pour eux et leurs familles. Alors venait la séparation, accompagnée souvent de scènes déchirantes. Ces braves gens ne pouvaient se faire à l'idée de ne plus entendre les envoyés du ciel qui les avaient tirés de l'abîme pour les mettre sur la voie du salut. On les vit quelquefois au moment du départ, se jeter à genoux, barrer le passage aux chevaux, et conjurer en sanglotant ces pères de leurs âmes, comme ils les appelaient, de rester avec eux.

Dans les villes, les missions n'excitaient pas moins d'enthousiasme. En 1873, les rédemptoristes prêchèrent les saints exercices dans la capitale à un immense auditoire fourni par toutes les classes de la population. Le président, à la tête de son peuple, assistait à toutes les prédications. Après avoir ramené à Dieu plusieurs milliers d'âmes, la mission se termina par la *Plantation* de la croix, cérémonie qui donna occasion à une scène digne des temps antiques. La vaste église métropolitaine ne pouvait contenir les flots du peuple qui s'y pressait. A la place d'honneur figurait le président, entouré des autorités civiles et militaires. Avant le départ de la procession, un des pères missionnaires parut en chaire. Il parla du signe auguste de la rédemption et des respects qui lui sont dus; il dit que la procession de la croix à travers les rues de la capitale devait être le triomphe du Dieu Sauveur; il rappela que l'empereur Héraclius n'avait pas dédaigné de porter sur ses épaules le bois sacré du Calvaire : « Et j'espère, ajouta-t-il en s'adressant aux hommes, que tous, foulant aux pieds le respect humain, vous envierez le même honneur. » A peine avait-il dit ces mots que le président, revêtu de tous ses insignes, quitte sa place, s'ap-

proche de la croix, et, conjointement avec ses ministres, se charge du précieux fardeau. Il traverse ainsi la capitale portant sur ses épaules, aux yeux de tout le peuple, l'étendard du Dieu qu'il voulait faire régner dans les lois et dans les cœurs. Quelle leçon pour ces républicains d'Europe qui se font une gloire d'abattre la croix dans nos écoles, sur nos places publiques, et jusque dans nos cimetières!

Ce zèle du président pour la régénération religieuse du pays fut couronné du plus magnifique succès. Qu'on en juge par le témoignage du P. Lorenzo, supérieur d'une nouvelle société de missionnaires capucins, établie à Ibarra, la malheureuse cité victime du tremblement de terre de 1868 : « La religion, écrit-il, est ici partout en honneur. De tous côtés s'élèvent de nouveaux temples. La population, accourue au-devant de nous, à plusieurs lieues de la cité, nous a reçus avec enthousiasme. Plus de cinquante arcs de triomphe se dressaient sur notre route, et la musique nous accompagnait de ses joyeux concerts. Ibarra est en pleine reconstruction, le gouvernement bâtit un vaste hôpital, l'évêque relève sa cathédrale, les dominicains leur couvent, le président nous donne mille piastres pour réparer celui de saint François. Ici tout respire la piété ; on n'entend ni blasphèmes, ni malédictions; on y sanctifie les dimanches et fêtes; l'armée elle-même observe la loi de Dieu et fait chaque année les exercices spirituels[1]. »

Garcia Moreno jouissait du prodigieux changement dont il était le promoteur et le témoin. Après la mission de Quito, il écrivait à un ami[2] : « Dieu nous bénit, car le pays progresse véritablement. Partout, se manifeste la réforme des mœurs, grâce aux jésuites, aux

1. En juin 1873.
2. *La Verdad*, 26 février 1874.

dominicains, aux rédemptoristes, aux observantins, et autres religieux qui aident nos bons prêtres, eux-mêmes pleins de zèle. Incalculable est le nombre de ceux qui, durant le carême, se sont régénérés par la pénitence. Dans notre jeunesse, on comptait ceux qui remplissaient leurs devoirs religieux ; aujourd'hui l'on compte ceux qui les négligent. D'autre part, le progrès matériel est non moins admirable. On dirait vraiment que Dieu nous soulève de sa main, comme fait un tendre père pour son enfant quand il l'aide à essayer ses premiers pas. »

CHAPITRE VII

TRAVAUX ET FINANCES

(*1869-1875*)

C'est un axiome pour nos modernes païens que la civilisation consiste, non plus dans le perfectionnement moral et religieux d'un peuple, mais uniquement dans le progrès matériel. Étudier la matière dans ses forces intimes et ses formes extérieures, en tirer, par des arts nouveaux et une production toujours croissante, tout ce qu'elle peut fournir de bien-être à ce descendant du singe qu'on appelle l'homme, de manière qu'il soit mieux logé, mieux vêtu, mieux nourri, plus riche et plus replet que ses devanciers : voilà le progrès. Et de fait, il ne peut logiquement y en avoir d'autre pour des philosophes qui suppriment Dieu et l'âme. S'il n'y a point de Dieu, le progrès dans la religion n'est plus que le progrès dans la superstition ; si l'âme est un mythe, l'ordre moral n'est plus qu'une absurdité. C'est la théorie du positivisme, nouvelle religion à l'usage des jouisseurs, malheureusement plus en vogue et mieux pratiquée que la religion de Jésus-Christ.

Autre axiome du monde moderne : le progrès matériel ne se réalise qu'à la condition d'installer dans tous les États des gouvernements matérialistes, et partant hostiles à l'Église. Trop mystique, trop adonné à la

contemplation des choses célestes, dit-on, le catholique ne saurait comprendre l'importance des problèmes économiques, ni surtout en trouver la solution. D'ailleurs, l'Évangile n'a-t-il pas béatifié la pauvreté et maudit la richesse? Donc, si vous voulez augmenter la richesse et le bien-être d'une nation, développer l'agriculture et l'industrie, utiliser toutes les découvertes de l'économie sociale et politique pour arriver à la plus grande somme possible de bonheur ici-bas, mettez des matérialistes au gouvernail. Sous prétexte de sauver votre âme, les catholiques coucheront votre corps sur la paille et lui donneront à manger le pain noir d'avant 1789.

On a cent fois réfuté ces niaiseries, mais que sert de raisonner avec des sophistes, ennemis jurés de la raison? Le mieux, c'est de les écraser par un fait brutal, le plus éclatant sans contredit de l'histoire moderne.

L'Équateur avait vécu de tout temps dans la pauvreté. Çà et là on rencontrait bien quelques propriétaires de vastes et riches haciendas, mais on peut dire que la masse du peuple, et même de la bourgeoisie, végétait dans la misère. De ce mal existait certainement une cause naturelle, je veux dire l'indolence des habitants; mais il faut avouer aussi que jamais gouvernement ne se préoccupa de les stimuler au travail. Espagnols et révolutionnaires avaient rivalisé de zèle pour s'engraisser des sueurs de l'ouvrier, ce qui ne l'engageait guère à faire beaucoup de besogne. Une autre raison pour laquelle l'agriculture et l'industrie, ces deux sources de richesse, ne pouvaient prospérer à l'Équateur, c'était l'absence totale des voies de communication, et par suite l'impossibilité des transports et des échanges. Si l'on se rappelle la topographie du pays, véritable labyrinthe de montagnes reliées l'une à l'autre par des contre-forts puissants, au milieu desquels se dessinent des vallées profondes, des précipices, des torrents qui

deviennent des fleuves, on comprendra facilement qu'on ait reculé devant la difficulté d'établir sur ce sol tourmenté des chemins carrossables. L'Équatorien voyageait à cheval, et transportait ses marchandises à dos de mulet ou d'indien. L'ascension de Guayaquil à Quito, par des sentiers impraticables, au milieu d'affreux précipices, passait à bon droit pour une expédition dangereuse [1]. Jamais personne, ni sous le règne des Incas, ni durant les trois siècles de domination espagnole, ni depuis l'avènement des républicains au pouvoir, n'avait rêvé d'ouvrir des chemins et de lancer un véhicule quelconque dans ces fondrières. On entendait parler de diligences, de chemins de fer, de locomotives, comme d'objets étranges que l'Équateur devait se résigner à ne posséder jamais. La simple réparation du pont de Machangara parut une œuvre si merveilleuse qu'Urbina déclara ce pont sans rival dans l'Amérique du Sud [2].

Par suite de cette situation matérielle, les populations de l'intérieur, emprisonnées dans leurs districts, se trouvaient, durant la saison des pluies, littéralement séquestrées du reste du monde. On ne communiquait avec la côte que par un courrier hebdomadaire, lequel se résignait à franchir les abîmes et les torrents pour gagner Guayaquil. Il est aisé de comprendre que l'agriculture, l'industrie et le commerce sont condamnés à végéter dans une éternelle enfance là où les produits doivent se consommer sur place, faute de moyens de transports. Le commerce extérieur ne montait pas à deux millions de piastres. L'article principal d'expor-

1. Un touriste anglais, à qui l'on demandait quelle route il avait suivie pour arriver à Quito, répondit avec autant d'esprit que de vérité : « Mais il ne s'agit pas de route dans ce pays-là. » Mme Pfeiffer dit qu'au sortir de la capitale de l'Équateur on ne voyage plus, qu'on patauge dans un véritable marais fangeux. (*Mon second voyage autour du monde*, par Mme Ida Pfeiffer.)

2. *El Ecuador*, 2 mars 1875.

tation, le cacao, se vendait à raison de trois à quatre piastres les cent livres. Il en résultait que, la production excédant de beaucoup la consommation, les terrains restaient incultes. Quant aux petites économies amassées à force de patience et de travail, on les déposait dans un coffre où elles restaient improductives, car les banques et autres établissements de crédit n'étaient pas connus à l'Équateur [1].

Pour tirer son pays de cet état de prostration, Garcia Moreno entreprit de relier le plateau des Andes au reste du monde par une voie carrossable allant de Quito à Guayaquil. Ce gigantesque projet, que nos prétendus progressistes depuis cinquante ans qu'ils administraient le pays n'avaient pas même osé concevoir, cet homme de génie en décida l'exécution dès le premier jour de sa présidence. Et n'allez point croire que ces amis de la civilisation aient salué ce projet par des cris d'enthousiasme : ainsi que Colomb annonçant le Nouveau-Monde, Garcia Moreno fut traité de rêveur, d'utopiste, de maniaque, dont les folles entreprises allaient engloutir les dernières ressources du pays. Il laissa dire et se mit à l'œuvre.

Son ancien compagnon dans l'audacieuse exploration du volcan Pichincha, l'ingénieur Sébastien Wyse, chargé par lui d'étudier le terrain pour aviser aux moyens de vaincre les difficultés, reconnut que, moyennant bon nombre de ponts et de viaducs, on pourrait relier les contre-forts des Andes depuis la capitale jusqu'au Chimborazo sans s'écarter beaucoup des sentiers suivis par

1. *El Ecuador*, 2 mars 1875. Il faut ajouter, et pour la même raison, que la ville de Guayaquil a toujours fait exception. Pendant que les populations de la *Sierra*, privées de tout commerce, restaient pauvres, Guayaquil s'enrichissait par ses facilités de communication avec l'Europe. Mais aussi fut-elle plus exposée, par son contact avec les Européens, à subir l'influence de nos idées et de nos mœurs.

les cavaliers. Jusqu'alors, après ce premier parcours d'environ deux cents kilomètres, les voyageurs continuaient leur course par les fentes de la montagne sur un terrain inégal, coupé de ravins et de précipices, à quatre et cinq mille mètres d'altitude, presque au niveau des neiges perpétuelles, pour descendre ensuite le versant abrupt de la Cordillère jusqu'à la plaine de Guayaquil : il fallait chercher, pour ce nouveau trajet d'environ cent cinquante kilomètres, un point d'élévation moindre, qui permît d'établir la route dans de meilleures conditions de température et d'exécution. Le dernier tronçon, d'une quarantaine de kilomètres, se poursuivrait jusqu'à la côte sur un terrain bas et marécageux qui nécessiterait de grands travaux et des dépenses considérables [1].

C'était un travail d'hercule, et par là même de nature à tenter Garcia Moreno. Immédiatement, un ingénieur européen fut chargé de faire le tracé de la route d'après le plan général exposé ci-dessus. Mais ce savant, qu'on croyait de capacité hors ligne, perdu dans les montagnes et les forêts, prit une fausse direction. En vain les habitants du pays lui firent-ils remarquer son erreur, il persista dans ses idées. Accablé de récriminations à ce sujet, le président répondit qu'il apprenait avec joie l'existence, inconnue jusque-là, de tant d'habiles ingénieurs, mais que, leurs talents s'étant révélés trop tard, il avait dû faire appel à l'étranger : il invitait donc les critiques à se mêler de leur besogne. L'expérience prouva néanmoins que les critiques avaient raison. La nécessité d'un nouveau tracé retarda cette œuvre si coûteuse et si difficile ; d'aucuns espérèrent même que ce premier échec découragerait Garcia Moreno, mais on ne connaissait pas encore son invincible ténacité.

1. Voir le rapport de M. Sébastien Wyse. *El Nacional*, 21 déc. 1862.

Le parcours définitivement arrêté, et les travaux commencés, le président vit se dresser devant lui l'égoïsme des grands propriétaires dont la route devait traverser les riches haciendas. Après avoir longtemps crié à l'utopie, ils évoquèrent les idées de justice et de propriété, ne reconnaissant point au gouvernement le droit de les exproprier pour une prétendue cause d'utilité publique. Il demeura sourd à toutes les réclamations, à toutes les invectives, à toutes les menaces.

Non loin de la capitale se trouve l'hacienda de Tambillo, dont le propriétaire, grenadin d'origine, n'habitait l'Équateur que depuis une trentaine d'années. Comme la route coupait sa propriété, il témoigna son vif mécontentement, menaçant d'en appeler à la Nouvelle-Grenade, et de se faire rembourser la valeur totale de l'hacienda. En vain Garcia Moreno lui fit-il observer que la Nouvelle-Grenade n'avait rien à voir dans les affaires de l'Équateur et que ses prétentions étaien simplement ridicules : « Vous réclamez, ajouta-t-il, le prix intégral de votre propriété : combien l'estimez-vous? Cinq cent mille piastres. — Eh bien! puisque vous y tenez, je vous l'achète, et je vais vous la payer comptant. Quand il s'est agi de fixer le chiffre de vos contributions, vous avez estimé votre propriété cinquante mille piastres, tandis que, de votre aveu, elle en vaut cinq cent mille : vous avez donc, depuis trente ans, fraudé le gouvernement d'une somme énorme, que vous allez payer avec les intérêts. Là-dessus, mon ministre des finances vous comptera cinq cent mille piastres, prix de votre hacienda. » Pris dans ses filets, le grenadin retira son opposition et se garda bien de plaider.

Des amis, des parents, employèrent leur influence pour faire dévier la route et épargner ainsi certaines propriétés : Garcia Moreno resta inflexible. « Vous me

passerez sur le corps avant de pénétrer sur mon terrain, lui dit un ami intime. — On passera sur votre corps, s'il le faut, lui répondit le président, mais je vous jure que le tracé ne déviera pas d'une ligne. »

Ces premières difficultés n'étaient du reste que des jeux d'enfants en comparaison de celles qui se multiplièrent à mesure qu'avançait l'exécution : il fallut trouver des ingénieurs capables de diriger les travaux de nivellement et la construction de viaducs et de ponts énormes; il fallut réquisitionner des compagnies d'ouvriers et les assujettir, en dépit de leur mollesse et de leur mauvais vouloir, à une besogne assidue et pénible. Durant dix ans, des milliers de travailleurs, divisés en équipes constituant pour ainsi dire des paroisses ambulantes, furent employés à sillonner les bois et les montagnes, accompagnés d'un médecin pour les soigner en cas de maladie, et d'un prêtre pour faire avec eux la prière du matin et du soir. Chaque dimanche, les cérémonies religieuses s'accomplissaient en plein air : on prenait des forces pour les travaux du lendemain. L'ouvrier recevait régulièrement son salaire, grâce aux contributions volontaires que le président sollicita des provinces, et surtout aux ressources toujours croissantes du trésor public.

Commencée en 1862, la route fut achevée en 1872, au moins dans ses parties principales. Le premier tronçon, de Quito à Sibambe, point extrême du plateau, avait nécessité, sur un parcours de deux cent cinquante kilomètres, la construction d'une centaine de ponts et de quatre cents aqueducs. Le troisième, de Guayaquil à Milagro, au pied de la montagne, consistait en une voie ferrée d'environ quarante kilomètres, pourvue de tout le matériel nécessaire pour l'exploitation. La section intermédiaire sur le versant de la Cordillère, d'une exécution très difficile, avançait rapidement au com-

mencement de 1872. Déjà le matériel était acquis, et le congrès avait voté un emprunt de plusieurs millions de piastres pour terminer les travaux et établir le télégraphe électrique sur toute la route ; mais le président, dont la sagesse égalait l'activité, refusa « d'emprunter à des usuriers, et à des conditions que la démence ou la mauvaise foi seules peuvent accepter, préférant ne point engager l'avenir mais achever l'œuvre lentement, suivant que le permettraient la protection divine et les revenus de l'État[1] »

Le 23 avril 1873 fut un grand jour de réjouissance à Quito. La compagnie générale des transports inaugurait, sur la route nationale, deux diligences nouvellement construites, la *Sangai* et la *Tunguragua*. On en fit la bénédiction solennelle, au milieu d'une foule immense réunie sur la place de la cathédrale. De la galerie du palais épiscopal, l'archevêque, entouré du président et de ses ministres, bénit les voitures, qui bientôt s'ouvrirent pour recevoir ces illustres personnages et se mirent en marche aux acclamations du peuple. Garcia Moreno était vengé! L'entreprise traitée de folie, dix ans auparavant, par ses amis comme par ses ennemis. excitait aujourd'hui l'admiration de tous. « Sans cet homme de génie, disait-on, l'Équateur restait dans l'éternel *statu quo* auquel sa position paraissait l'avoir irrémédiablement condamné. Son énergie a vaincu tous les obstacles, triomphé de la pusillanimité des uns, de l'indolence des autres, de toutes les passions soulevées contre lui. l'Équateur n'a pas assez de voix pour le bénir et célébrer sa gloire. »

Cette route grandiose qui, à elle seule, suffirait pour immortaliser son auteur, ne l'avait pas empêché d'en ouvrir simultanément quatre autres dans les provinces du nord et du sud.

1. Message de 1875.

La première, partant de Quito pour aboutir à la baie de Caraques[1], près de Manabi, traversait le pays dans sa largeur, au nord de la route nationale, et donnait la vie à deux provinces. L'intention du président était de creuser un nouveau port dans la baie de Caraques, et de diminuer ainsi l'importance de Guayaquil, dont les idées révolutionnaires constituaient pour le pays une cause permanente de trouble et d'agitation. Commencée en 1870, aussi hérissée de difficultés[2] que celle de Guayaquil, cette route devait se terminer en 1875.

La seconde, de Quito à Esmeraldas, réveillait du marasme dans lequel elles étaient plongées les deux provinces septentrionales d'Ibarra et d'Esmeraldas. Cette voie de communication avec la côte parut toujours si indispensable qu'on avait pensé l'ouvrir dès les premiers temps de la conquête espagnole; mais les ingénieurs reculèrent devant le manque de ressources et les énormes difficultés de l'entreprise. En 1734, on essaya de les vaincre. mais sans succès. Cet exemple ne découragea point Garcia Moreno. La première section du chemin, celle de Quito à Ibarra, exigeant une multitude de ponts, devait coûter près de huit cent mille piastres. Le président en ajourna l'exécution pour entreprendre immédiatement la seconde, celle d'Ibarra à Esmeraldas, qui lui procurait l'avantage de faire renaître à une nouvelle vie la malheureuse province anéantie par le tremblement de terre de 1868. Le travail fut rude et pénible. Garcia Moreno se lança lui-même dans la mon-

1. Au commencement du XVII[e] siècle, il fut question d'ouvrir un chemin de Quito à la baie de Caraques, mais le vice-roi de Bogota refusa de l'autoriser, disant que c'était frayer une route aux pirates qui alors infestaient les mers.

2. L'ingénieur qui en fit le tracé, se désorienta complètement. Garcia Moreno dut envoyer à son secours le P. Menten, le célèbre astronome, qui, se dirigeant d'après le cours des astres, ouvrit une tranchée dans les bois jusqu'à l'Océan.



tagne pour visiter les ouvriers et hâter l'exécution d'une entreprise qui n'avait pu aboutir en trois siècles. A cette route devait se rattacher un troisième port qu'il voulait créer dans les environs d'Esmeraldas.

Restait, pour compléter cette œuvre gigantesque, à tirer de leur isolement les deux provinces du sud, Cuenca et Loja. Le président commença une route carrossable de Cuenca au petit port de Naranjal; mais il avouait en 1871 que le travail marchait lentement, tant à cause des grands obstacles matériels que de la résistance des habitants. En 1875, « l'œuvre avançait encore péniblement, et servait de texte à l'éternelle plainte de ceux qu'elle intéressait le plus [1]. » Quant à la province de Loja, il voulait la rattacher par une quatrième route à la petite ville maritime de Santarosa, afin de lui faciliter l'exploitation de la *cundurango,* « végétal récemment découvert, dont les propriétés réconfortantes dépassent toutes les substances connues jusqu'ici [2]. » Mais les autres travaux ayant absorbé les ressources disponibles, ce chemin ne fut commencé qu'en 1875.

Ainsi Garcia Moreno avait doté sa patrie d'une source éternellement féconde de richesse et de progrès. Par ces cinq grandes artères, les villes et les provinces, reliées entre elles, seraient entrées en communication avec la capitale, le port de Guayaquil, les États américains et les nations européennes, ce qui aurait immédiatement amené un mouvement considérable dans le pays. Déjà l'agriculture et l'industrie, trouvant des débouchés, se livraient à la production et donnaient naissance au commerce, qui jusque-là manquait d'objet; l'Équateur se réveillait d'un sommeil de mille ans, quand arriva la catastrophe de 1875. Les travaux fu-

1. Message de 1875.
2. *Ibid.* La science n'a pas reconnu dans cette plante les propriétés spécifiques qu'on lui attribuait.

rent abandonnés, les chemins restèrent inachevés, la route nationale elle-même ne put jamais s'unir à la voie ferrée de Yaguachi. En voyant cet avortement d'une œuvre colossale, on put répéter après dix ans ce qu'on a dit au premier jour : « En assassinant Garcia Moreno, les meurtriers ont assassiné la République. »

Nous n'en finirions pas si nous voulions énumérer tous les travaux accomplis par Garcia Moreno pour élever son pays jusqu'à la hauteur des nations les plus civilisées de l'Europe. Sans parler ici du port de Guayaquil qu'au moyen de dragueurs achetés à grands frais il débarrassa des obstacles accumulés depuis des siècles à l'embouchure du Guayas; ni des phares magnifiques qu'il fit construire dans ce port et sur divers points du littoral; ni de la reconstitution de la ville d'Ibarra, bornons-nous à mentionner la transformation complète de la capitale, qui fut, avec la route nationale, son œuvre de prédilection.

L'antique cité de Quito, malgré son passé si riche en souvenirs, son importance présente au point de vue civil et religieux, et sa population de quatre-vingt mille âmes, n'avait point de voie carrossable. Il était même assez malaisé de la traverser à pied, par suite de l'escarpement des rues qui s'élèvent en amphithéâtre sur les flancs du Pichincha. A peine installé au pouvoir, le président entreprit d'exhausser le terrain dans les parties basses de la cité, et de l'abaisser dans les supérieures. Mais, comme ce travail de nivellement avait pour conséquence d'enfouir certaines maisons et de surélever les autres, l'égoïsme des particuliers l'emporta sur le bien général, et souleva une tempête de malédictions contre l'insensé qui mettait la ville sens dessus dessous. Selon sa coutume, le président laissa hurler les mécontents, se mit à la tête des terrassiers et fit de ces rues sales et boueuses, si décriées par les

touristes [1], de belles voies magnifiquement pavées et d'une pente assez douce pour permettre aux voitures d'y circuler librement. Cela fait, il restaura les édifices publics qui tombaient en ruine, en éleva d'autres de la plus belle architecture, transforma la *Plaza Mayor,* un infect cloaque, en square couvert de fleurs et d'arbustes, si bien que la vieille et grondeuse Quito se réveilla un jour métamorphosée en une gracieuse et souriante cité que les étrangers admirent. Elle applaudit alors, comme tout le monde, l'homme de génie trop élevé au-dessus du vulgaire pour s'arrêter devant des mesquines idées ou de grossières injures.

Ici nous rencontrons forcément la question de finance, question qui se sera présentée vingt fois à l'esprit de nos lecteurs, à mesure que se déroulaient devant eux les œuvres de Garcia Moreno. Où trouvait-il l'argent pour faire face à de pareilles dépenses? Ce n'était ni dans les réserves laissées par ses prédécesseurs, trop libéraux pour faire des économies, ni dans la caisse des banquiers, en escomptant l'avenir au moyen d'emprunts ruineux : il refusa, nous l'avons vu, de recourir à cet expédient, pour l'achèvement d'une route qui lui tenait tant à cœur. Avait-il donc inventé, ce catholique, un système économique et financier que nos hommes de science et de progrès ignorent? Il faudra bien l'admettre, si l'on veut jeter un simple coup d'œil sur le tableau complet de ses dépenses.

En dix années, les œuvres de bienfaisance et d'instruction, jointes aux travaux publics, absorbèrent, pour la part afférente à l'État, plus de six millions de piastres, c'est-à-dire environ trente millions de francs. Ajoutez à cela des sommes considérables consacrées à l'amortissement de la dette publique. Depuis les guerres de

1. *Mon second voyage*, par Mme Pfeiffer, page 168.

l'Indépendance, l'Équateur était grevé d'une dette extérieure écrasante, provenant des emprunts contractés par Bolivar au nom de la Colombie. Lès gouvernements en se succédant, se transmettaient l'un à l'autre ce lourd fardeau, aggravé des intérêts qu'ils ne payaient même pas à leurs divers créanciers. De plus, à force de prodigalités et de gaspillages, ils avaient trouvé le moyen de constituer une dette intérieure de six à sept millions de piastres, sans autre perspective de libération qu'une banqueroute à bref délai. L'homme de la justice, Garcia Moreno, tira l'Équateur de cette impasse. Nous lisons dans son message de 1875 : « Avec les ressources de ces six dernières années, nous avons consacré près de six millions de piastres tant à l'extinction totale de la dette anglo-américaine qu'à l'amortissement de la dette intérieure. J'ai le plaisir de vous annoncer que la dette inscrite sera éteinte l'an prochain, et la dette flottante, dans un petit nombre d'années. » Quant à la dette de l'Indépendance, le président refusa de reconnaître l'inique et frauduleux traité, contracté jadis par Urbina avec les spéculateurs substitués aux premiers créanciers. Il négociait avec eux, sur des bases équitables, le règlement définitif de cette importante affaire. Enfin, si l'on considère qu'il augmenta d'un tiers le traitement de tous les employés et que, de ce chef encore, il dépensa des sommes considérables, l'équilibre de ses budgets devient un problème dont la solution sera très instructive pour nos financiers et nos économistes.

Et qu'on ne s'imagine pas avoir trouvé le mot de l'énigme dans un accroissement progressif des impôts directs et indirects. Ce secret, très primitif mais toujours en honneur, de remplir les coffres de l'État en vidant les poches des contribuables, est à peu près le seul que connaissent les libéraux en matière de finances. Au

lieu d'imiter ses devanciers, qui avaient épuisé la liste des matières imposables, Garcia Moreno réduisit certaines contributions et en abolit complètement d'autres, comme par exemple l'impôt de 5 % sur les revenus des évêques, chanoines, curés, avocats, médecins et employés de solde éventuelle, et l'impôt de manumission sur les successions héréditaires. Les droits de port sur les arrivages de l'étranger avaient été singulièrement diminués, et il demandait aux chambres, en 1875, de baisser de moitié la taxe établie sur l'aliénation des propriétés foncières.

Examinons donc ce système miraculeusement productif qui permit, en dix ans, d'exécuter des travaux prodigieux, de liquider les dettes de l'État, et de doter richement les fonctionnaires tout en réduisant le chiffre des contributions. Au risque de faire sourire nos athées matérialistes, nous leur dirons que toute la science économique de Garcia Moreno se trouve dans la maxime du Maître, dont il avait fait sa devise : « Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, et le reste, c'est-à-dire la félicité temporelle, vous viendra par surcroît » ; maxime qui pourrait se traduire par cette parole d'un illustre économiste : « Faites-moi de la bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances. » La bonne politique, c'est la politique chrétienne de la justice, vraie pierre philosophale méprisée de nos modernes alchimistes, et cependant l'unique secret des fantastiques trésors de Garcia Moreno.

Le maigre budget de l'Équateur était surtout dévoré par les insurrections, devenues périodiques comme les saisons, par suite de la politique révolutionnaire qui régnait à l'Équateur. Les invasions d'Urbina, de 1859 à 1864, coûtèrent à l'État un million de piastres, dépense absolument improductive qu'on aurait pu consacrer à des travaux utiles. Aussi les pays révolution-

naires aboutissent-ils fatalement à la ruine et à la banqueroute. Les impôts d'un pays riche, comme le Pérou, suffisent à peine à couvrir les frais de ses pronunciamentos. Si nous calculions en France ce que nous ont coûté les révolutions depuis 1789, nous tomberions dans la stupéfaction. Le premier moyen employé par Garcia Moreno pour relever ses finances fut de clore l'ère des révolutions en faisant de la bonne politique, c'est-à-dire en mettant la main sur les anarchistes. Avec sa constitution basée sur la justice, l'ordre ne fut pas un instant troublé durant sa seconde présidence, ce qui lui permit d'économiser les frais de répression.

A l'extérieur, la politique consiste à vivre en paix avec ses voisins. Garcia Moreno était patriote et susceptible au point de vue de l'honneur national; mais « jamais, dit un de ses amis, il ne suscita de querelle aux étrangers, ni ne se mêla de leur politique, si non pour prendre de bonnes et patriotiques mesures [1]. » D'autres nourrissaient peut-être des intentions moins pacifiques à son égard, mais, connaissant sa bravoure et l'excellente organisation de sa petite année, ils se gardaient de l'attaquer, parce qu'ils le savaient en état de se défendre. De fait, il ne dépensa point un centime en frais de guerre durant ces six dernières années. Nous avons vu d'ailleurs qu'il réduisit considérablement l'armée permanente et allégea d'autant les charges du trésor. Que les gouvernements d'Europe consentent à restaurer la politique de justice, et leurs peuples ne succomberont plus sous le poids écrasant du budget de la guerre.

Le gaspillage s'ajoutait aux dépenses improductives pour ruiner le trésor. Nous avons dit comment Garcia Moreno épura l'administration, débrouilla le chaos de

1. F. Luque, *La Verdadera Situacion.*

la dette publique, établit une cour des comptes qui mit un terme aux filouteries et aux déprédations des employés, c'est-à-dire comment il sauva la caisse en faisant régner la justice. Il avait le droit d'imposer à tous la plus stricte probité dans le maniement des deniers publics, ce président qui faisait remise au trésor de la moitié de son traitement et jamais ne consentit à le voir augmenter, pendant qu'il augmentait celui de ses fonctionnaires. « Je suis président, non pour m'enrichir, disait-il, mais pour servir mon pays. » Il resta pauvre toute sa vie, et s'il put enfin se faire bâtir une maison à Quito, ce ne fut pas avec l'argent du fisc, mais avec les revenus de son exploitation de Guachala. Si tous les chefs d'État vivaient comme ce Cincinnatus chrétien, respectant et faisant respecter le trésor public au lieu de l'épuiser en infâmes dilapidations, l'or abonderait dans les caisses.

Par sa politique chrétienne, Garcia Moreno enrichit le pays de toutes les sommes volées ou dépensées inutilement. Alors, toujours au nom de la justice, il imagina de réformer le système des impôts. Impossible de se reconnaître dans le labyrinthe des lois financières, parce que les premiers éléments de la science économique avaient manqué aux législateurs. « Ici, disait un journal en 1869, tout le monde croit qu'on peut faire un ministre des finances avec le premier venu, pourvu que ce soit un animal raisonnable et qu'il sache apposer sa signature au bas d'une créance. Il n'est pas nécessaire qu'on sache les quatre règles, pourvu qu'on soit agioteur ou tripoteur. » Garcia Moreno réforma le code financier, de manière à répartir l'impôt entre tous les citoyens avec plus d'équité pour les contribuables et d'avantage pour le trésor. L'impôt d'un sur mille sur le revenu avait été la source d'une multitude de fraudes et d'injustices. Les répartiteurs estimaient les biens-

fonds et les capitaux selon leurs caprices ou les intérêts de leurs favoris. Parfois leurs évaluations s'élevaient à peine au dixième de la réalité. Ces abus furent extirpés, les tarifs des douanes remaniés, et des mesures sévères édictées contre la fraude ou la contrebande. Cette nouvelle application de la pierre philosophale, c'est-à-dire de la justice, produisit une augmentation sensible dans les recettes de l'État.

La politique chrétienne engendra une source de revenus plus abondante encore : le travail producteur et le mouvement commercial. Avec l'ordre reparut la confiance, avec la confiance l'activité. Les voies de communications créées par le gouvernement, en ouvrant des débouchés à l'agriculture et à l'industrie, doublèrent les revenus des particuliers, et par suite ceux de l'État. Rien de plus éloquent que le tableau comparatif des recettes de l'État durant ces vingt dernières années.

Sous Urbina, en 1856, le total des recettes s'élève à 1,372,800 piastres. Le budget reste à peu près stationnaire durant les dix années suivantes : il atteint sous Espinosa, en 1868, le chiffre de 1,421,711 piastres. Sous Garcia Moreno, de 1869 à 1875, le mouvement ascensionnel est tout à fait remarquable :

Année	1869 —	1,678,759	piastres.
»	1870 —	2,248,308	id.
»	1871 —	2,483,359	id.
»	1872 —	2,906,348	id.
»	1873 —	3,064,130	id.
»	1874 —	2,944,647	id.

Donc déjà en 1872, après trois ans d'administration Garcia Moreno avait doublé les rentes de l'État, car l'excédant de 1872 sur 1868 était de 1,467,637, somme égale au revenu total de 1868 [1].

1. Message de 1875.

Devant cette exposition trop succincte des merveilles réalisées dans l'ordre matériel et financier aussi bien que dans l'ordre intellectuel et religieux, nos politiques matérialistes oseront-ils encore accaparer à leur profit le titre glorieux de civilisateurs? Un catholique, un ennemi acharné de leurs doctrines antichrétiennes et antisociales, seul, en six ans, grâce à sa politique chrétienne, tira l'Équateur de l'abîme du déficit et de la banqueroute creusé sous ses pas par les prétendus hommes de progrès, puis le lança dans une voie de gloire et de prospérité inconnue aux républiques américaines, et même aux peuples d'Europe depuis qu'il ont cessé de chercher avant tout le royaume de Dieu et sa justice. Nieront-ils ce fait plus éclatant que le soleil? Non, ils admireront l'homme de progrès, mais ils déclameront contre son catholicisme, s'obstinant en haine de Dieu à vouloir l'effet sans la cause.

Ce parti-pris de l'erreur contre les plus évidentes démonstrations de la vérité s'affiche impudemment dans une nouvelle *Histoire de l'Amérique méridionale*[1]. Garcia Moreno n'est pour l'historien qu'un « instrument complaisant des passions cléricales et des moines fanatiques, un autoritaire d'instinct et de principe, un justicier sévère à l'excès, un dictateur ambitieux décidé malgré son peuple à s'éterniser au pouvoir ». C'est une affirmation, en style sectaire, de la politique chrétienne inaugurée par Garcia Moreno contre la politique révolutionnaire, dont l'auteur se montre l'ardent défenseur. Toutefois, après sa longue diatribe, il est forcé de reconnaître que, « durant cette dictature. l'Équateur a vu se réaliser d'importants progrès. A la mort de Garcia Moreno, les revenus du trésor s'élevaient à trois millions

1. *Historia de la America del Sur*, por un Americano, Barcelone, 1878.

de piastres. La dette consolidée devait s'éteindre en 1876, et la dette flottante atteignait à peine le chiffre de quinze cent mille piastres. L'Équateur a développé son commerce, multiplié ses voies de communication, et par des ponts sans nombre relié les montagnes au-dessus des abîmes. Ni les dissensions intestines, ni le désordre de ses finances, ni le tremblement de terre de 1868, n'ont pu ralentir ses progrès économiques, qui feront bientôt de cette république l'État le plus prospère du continent sud-américain [1]. » Livré à ses préjugés révolutionnaires bien plus que Garcia Moreno à « l'influence cléricale », l'historien constate les progrès réalisés sans remonter à leur source. Il blâme le catholique et le justicier sans s'apercevoir que, seul, un catholique et un justicier pouvait inaugurer, par la destruction des factions anarchistes et impies, l'ère nouvelle de la régénération.

1. *Historia de la America del Sur*, page 178.

CHAPITRE IX

L'HOMME.

Avant de raconter le lugubre drame qui interrompit le cours des œuvres dont nous venons d'esquisser le tableau, nos lecteurs nous sauront gré d'attirer un instant leur attention sur les vertus intimes de Garcia Moreno. Sans doute ses faits et gestes nous ont révélé l'âme d'un vrai pasteur de peuples ; mais, pour sa gloire autant que pour notre instruction, il convient de faire ressortir les rouages mystérieux de cette noble existence, toute pénétrée d'héroïsme et de dévouement. Ce sera répondre en même temps à certaines accusations formulées par des gens honnêtes mais peu réfléchis.

La nature avait doué Garcia Moreno des éminentes qualités qui font l'homme d'action. Son intelligence, aussi vaste que pénétrante, embrassait d'un coup d'œil les complications des affaires et les raisons les plus capables d'influencer ses décisions. Ce don précieux, joint à l'étude approfondie des questions gouvernementales, imprimait à ses résolutions ce cachet de brusque soudaineté qui effrayait parfois ses meilleurs amis. Au premier coup d'œil apparaissait l'homme de commandement. Taille élancée, constitution vigoureuse, maintien noble et digne, démarche assurée, un peu précipitée comme celle d'un homme qui n'a pas de temps à perdre : tout en lui révélait, avec une activité dévorante, une souveraine énergie. Sa belle tête noble-

ment portée, couverte avant l'âge de cheveux blanchis par le travail et les veilles, son front haut et large, commandaient le respect; ses grands yeux, pleins de vivacité, lançaient à certains moments des éclairs d'indignation qui faisaient trembler; sa voix virile et puissante, ses phrases incisives, coupées, nullement académiques, son style fortement imagé, son ton animé, véhément, donnaient à sa parole une autorité sans réplique. Chaque trait de cette physionomie ardente et expressive dénotait une inébranlable force de volonté.

Les physiologistes, qui expliquent tout par la nature physique, attribueront au tempérament bilieux de notre héros les actes étonnants dont se compose son histoire. Pour nous, sans nier l'influence du tempérament sur l'activité de l'homme, nous ferons remarquer que l'énergie naturelle, bonne ou mauvaise selon l'objet auquel elle s'applique, produit indifféremment de grands saints ou de grands scélérats. Outil puissant au service de la volonté, celle-ci en use pour détruire ou pour édifier selon qu'elle se soumet elle-même à l'empire des vices ou des vertus. Heureusement les quatre vertus, qui forment comme les quatre points cardinaux [1] du monde moral, la prudence, la tempérance, la justice, la force, informèrent si bien l'âme de Garcia Moreno que son énergie native devint cet héroïsme chrétien dont sa vie privée, plus encore que ses actes publics, fournit des preuves sans nombre.

L'homme d'action a besoin d'un guide sûr qui tienne constamment son œil fixé sur le but à poursuivre et les moyens à employer pour l'atteindre. La *prudence,* boussole du monde moral remplit cet office. Sans sa direction, le génie fait de grands pas, mais hors de la

1. L'édifice entier de nos bonnes œuvres s'élève sur ces quatre vertus : la prudence, la tempérance, la force et la justice. (Saint Grégoire.)

voie[1] : c'est le cheval indompté qui lance le char dans l'abîme ; l'ouragan destructeur qui renverse tout sur son passage. L'audace des grandes entreprises ne faisait point défaut aux Mirabeau, aux Danton, aux Napoléon : il leur manquait cette prudence spéciale et très parfaite qu'Aristote appelle la prudence royale ou gouvernementale.

Garcia Moréno savait, lui, qu'un chef d'État, vrai ministre de Dieu pour le bien, ne domine sur tous qu'afin d'assurer à tous la véritable félicité. Jamais il ne lui vint à la pensée de profiter du pouvoir pour faire ses affaires et non celles du peuple. Il avait de plus l'intime conviction que les lois du catholicisme sont des lois de salut pour les nations comme pour les individus et que, par conséquent, le premier devoir d'un chef d'État au XIXe siècle est de réintégrer l'Église dans tous les droits dont la Révolution l'a dépouillée. « Tout pour le peuple et par l'Église, disait-il. Qui cherche avant tout le royaume de Dieu, obtient le reste par surcroît. » Où rencontrer aujourd'hui, en Europe, comme en Amérique, ce principe fondamental de toute saine politique, sinon dans la tête de Garcia Moreno?

Mais pour restaurer le catholicisme sur les ruines de la Révolution, la prudence exige l'adoption des moyens contre-révolutionnaires. Avec le libéralisme gouvernemental inventé tout exprès pour créer la licence, propager les faux cultes, pervertir l'opinion en déchaînant contre la vérité les clubs, les cercles et les journaux, le règne du mal est assuré, Et comme Garcia Moreno voulait à toute force le règne du bien, il substitua aux maximes libérales la devise de l'autorité : « *Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs*. On ne fait le bien que par force, disait-il, et voilà pour-

1. Magni passus, sed extra viam (Saint Augustin).

quoi la force est au service du droit. » Cette prudence paraît élémentaire, mais si l'on songe qu'après un siècle de révolution, de soi-disant conservateurs en sont encore à vanter les bienfaits des constitutions libérales et les principes de 1789, on verra que le don de conseil a dû s'ajouter à la prudence vulgaire pour sortir cet homme de l'ornière dans laquelle pataugent tous ses contemporains.

On lui a reproché, outre sa constitution catholique et autoritaire, certains actes de dictature dans des circonstances où la sûreté de l'État, gravement compromise, exigeait la répression sévère de criminels endurcis : il faudrait prouver que le salut du peuple ne l'obligeait pas à l'emploi de ces moyens, ou qu'un prince doit assister impassible au meurtre de son pays. On l'accuse d'avoir refusé toute concession aux partis révolutionnaires : n'est-ce point le cas au contraire de louer sa prudence? Après avoir vu Louis XVI sur l'échafaud, Charles X en exil, Pie IX à Gaëte, peut-on sans démence vanter le système des concessions? On a dit qu'il méprisait l'opinion et n'admettait aucun conseil : le fait est qu'il ne faisait pas de génuflexions devant ce qu'on appelle l'opinion publique. Le gouvernement, selon lui, devait diriger l'opinion, non la suivre ; commander à la multitude, non lui obéir. Cela contredit le système parlementaire, mais non le sens commun. Quant aux conseils, il les recevait avec reconnaissance lorsqu'ils lui paraissaient dictés par la sagesse ; dans le cas contraire, il se réservait comme tout le monde, le droit de ne pas les suivre. « Nous vous lâcherons, lui disaient un jour des conservateurs, si vous n'acceptez pas nos idées libérales. — Tant pis pour vous, leur répondit-il. Je n'ai pas besoin de vous, mais vous avez grandement besoin de moi. Le jour où je ne serai plus là pour vous défendre, ces révolutionnaires à qui vous

faites les yeux doux vous dévoreront sans pitié. » La prophétie, réalisée un an après, démontra mais trop tard que Garcia Moreno avait raison contre tous. C'était de l'entêtement, mais cet entêtement à marcher dans la voie du salut malgré les exemples donnés par tous les chefs d'État, malgré les sollicitations de ses amis, malgré les clameurs de la Révolution, ne serait-ce point l'acte héroïque de la plus haute prudence? Ses ennemis l'ont accusé souvent d'agir avec une précipitation téméraire et irréfléchie : « A l'Équateur, répondait-il en souriant, nous trouvons journellement dans les feuilles publiques et les actes des congrès une infinité de projets qui jamais ne reçoivent d'exécution : voilà pourquoi j'étonne tout le monde par la rapidité de mes actes. On ne tient pas compte de la lenteur et de la maturité des conseils qui précèdent mes résolutions. Je réfléchis beaucoup avant d'agir; mais, une fois ma décision prise, pas de trêve qu'elle ne soit exécutée. »

Quand la prudence a montré le but et tracé la voie, la volonté se met résolûment à l'œuvre, pourvu toutefois que les passions égoïstes de l'âme ou les instincts grossiers du corps ne paralysent pas ses mouvements. Trop souvent, surtout dans les régions élevées du pouvoir, l'homme se concentre par orgueil dans sa personnalité propre; ou bien, esclave de la volupté, oublie, comme Hercule, ses hautes destinées aux pieds d'Omphale. Pour sauver la volonté, il faut qu'une seconde vertu, la *tempérance,* en bridant les passions et les vices, l'empêche de tomber sous leur joug honteux.

Malgré son caractère impérieux et des talents hors ligne, Garcia Moreno sut rester humble. Jamais cet homme, que ses ennemis se plurent à taxer d'orgueil et d'ambition, ne convoita ni ne conserva le pouvoir par un sentiment de satisfaction personnelle. Il ren-

versa les méchants, non pour régner à leur place, mais pour faire régner Dieu. Il n'accepta la présidence en 1861 qu'à contre-cœur; en 1869, il fallut lui faire violence pour le porter au fauteuil une seconde fois. Quand le bien, par suite de l'insuffisance des lois, lui parut impossible, il donna généreusement sa démission. Jamais il n'ambitionna la popularité; jamais, pour obtenir la faveur de l'idole, il ne fit la moindre avance, ni la moindre concession. Les journaux de la Révolution lançaient contre lui la calomnie et l'injure; il les lisait sans émotion aucune, « trop heureux, disait-il, d'être traité comme Jésus-Christ et son Église. » Un religieux qui lui faisait part de certaines avanies dont il avait été l'objet, reçut cette réponse si noble et si chrétienne : « Je compatis à vos peines, mais vous avez eu une magnifique occasion de vous enrichir pour l'éternité. Les coups qui vous atteignent vous paraîtront moins rudes si vous les comparez à ceux dont on m'accable tous les jours. Faites comme moi, mettez l'outrage au pied de la croix et priez Dieu de pardonner aux coupables. Demandez-lui qu'il me donne assez de force, non seulement pour faire du bien à ceux qui répandent sur moi, par leurs paroles ou leurs écrits, les flots de haine qu'ils ont dans leur cœur, mais encore pour me réjouir devant Dieu d'avoir à souffrir quelque chose en union avec Notre-Seigneur. C'est pour moi un vrai bonheur en même temps qu'un bonheur immérité de subir les insultes de la Révolution en compagnie des ordres religieux, des évêques et même du souverain pontife [1]. »

Il lui arrivait parfois de défendre une idée avec animosité, je dirai même avec l'acharnement passionné d'un champion décidé à l'emporter de haute lutte; mais,

1. Lettre au P. L. 3 février 1874.

au cours des plus violents débats, on sentait que cette âme franche et loyale luttait moins pour humilier un adversaire que pour exalter et venger la vérité. Avec sa supériorité intellectuelle, sa foi, sa logique, il jugeait sévèrement les théories modernes, qu'il croyait, avec l'Église, subversives de toute société. Si quelque libéral osait les vanter devant lui, ou déguiser sous de vaines raisons d'opportunité les tendances de son esprit dévoyé, Garcia Moreno regimbait devant le sophisme et, d'un mot quelquefois excessif, désarçonnait l'imprudent. Alors, pénétrant jusqu'au cœur de la question, il coupait court aux arguties par une démonstration qui ne laissait place à aucun subterfuge. « En arithmétique, disait-il, pas d'éloquence, mais des chiffres; en philosophie et en politique, pas de verbiage, mais des raisons. » Du reste, sur les matières qui n'intéressaient ni la vérité, ni la justice, par exemple sur des problèmes de science ou d'histoire, il discutait avec le plus grand calme et tolérait facilement la contradiction : « Je me suis trompé, disait-il à son adversaire : vous connaissez cette question mieux que moi. »

Comme tous les grands cœurs, il savait reconnaître ses torts et les réparer courageusement. Un jour qu'il était accablé de besogne et de plus surexcité par la maladresse d'un architecte auquel il avait confié des travaux importants, un ecclésiastique interrompit son travail pour lui faire une communication soi-disant pressante. Il le reçut assez brusquement, et, comme il s'agissait d'une affaire insignifiante, le congédia plus brusquement encore : « Ce n'était pas la peine, lui dit-il, de vous déranger ni de me déranger pour une pareille vétille. » Le prêtre se retira passablement mortifié. Le lendemain il ne pensait plus à cette incartade du président, quand de bon matin il le vit arriver pour lui demander pardon de sa conduite violente et irrespectueuse.

Plusieurs fois, à la suite d'un mouvement de vivacité, il s'humilia jusqu'à faire des excuses aux personnes qu'il avait contristées. Un officier de ses amis, pour des raisons futiles, avait cessé de le voir et de le saluer. Le rencontrant un jour, le président l'aborde sans façon : « Je te nomme mon aide de camp, » lui dit-il. L'officier stupéfait ne répondait pas : « Tiens, ajouta-t-il en s'inclinant devant lui, si tu veux ma tête, la voilà! » Ils se réconcilièrent et restèrent bons amis.

Jamais il ne se prévalut de ses œuvres, qui cependant excitaient l'admiration du monde entier. Dans les congrès, il n'en parlait que pour rendre gloire à Dieu, persuadé qu'il devait tout à sa grâce. Aussi demandait-il constamment qu'on voulût bien l'aider en priant pour lui. Durant sa seconde présidence, il adressait à la fin de chaque année un circulaire aux évêques pour solliciter des actions de grâces et présenter à Dieu ses nouvelles requêtes. Dans des lettres particulières adressées aux prélats qui jouissaient de toute sa confiance, il les pressait de lui signaler ceux de ses actes qui auraient pu leur paraître répréhensibles, ainsi que les moyens d'utiliser son pouvoir d'une manière plus avantageuse à la cause de Dieu et de son Église. Ainsi pénétré de son impuissance à faire le moindre bien sans le secours d'en-haut, il attribuait ses succès à la protection de Dieu et de la Vierge Marie, aux bénédictions de Pie IX, aux prières de sa sainte mère et d'une sœur aveugle, pour laquelle il professait une grande vénération. Un professeur de botanique, ayant mis la main sur une fleur non encore qualifiée dans la flore du pays, lui demanda la permission de la baptiser du nom de *Tacsonia Garcia-Moreno*. « Si vous voulez me faire plaisir, lui répondit le président, laissez de côté ma pauvre personnalité; si votre fleur est rare, jolie, inconnue à l'Équateur, faites hommage de votre trouvaille à la

Fleur du ciel : appelez-la *Tacsonia Mariæ.* » L'homme qui s'oublie à ce point ne laissera pas l'amour-propre détourner sa volonté des grands intérêts commis à sa garde.

La volupté n'avait pas plus de prise sur son cœur. Malgré son naturel ardent et passionné, jamais il ne permit à l'enchanteresse d'asservir aux sens ses nobles facultés. Il traita son corps comme un esclave ou plutôt comme une bête de somme, dont la fonction est d'exécuter les ordres de l'âme, sa souveraine maîtresse. Pour lui, point de fêtes, de plaisirs, de divertissements plus ou moins honnêtes, de passe-temps plus ou moins licencieux, mais la vie de travail régulière et uniforme. Debout dès cinq heures du matin, il se rendait vers six heures à l'église pour y entendre la messe et se pénétrer, par une méditation sérieuse, des grands devoirs du chrétien et de l'homme d'État. A sept heures, après une visite aux pauvres de l'hôpital, il s'enfermait dans son cabinet pour travailler jusque vers dix heures. Venait alors un déjeuner bien frugal et bien court, puis l'on voyait le président s'acheminer vers le palais du gouvernement, où jusqu'à trois heures il s'occupait avec ses ministres des affaires publiques. Après le dîner, qui avait lieu vers quatre heures, sa récréation consistait à faire quelques visites, inspecter les travaux publics, ou pacifier les différends qu'on lui soumettait. Rentré à six heures, il passait la soirée en famille avec quelques amis. Quand neuf heures sonnaient, alors que tout le monde allait prendre son repos, il se retirait pour achever sa correspondance, lire ses journaux, et travailler jusqu'à onze heures, souvent même jusqu'à minuit. Tel était son ordre du jour dans des moments de calme.

Mais souvent, comme nous l'avons vu, le calme faisait place à l'orage, la vie régulière à la vie tourmentée.

Alors il marchait ou travaillait jour et nuit, selon les nécessités du moment. Son âme indomptable ne connaissait point d'impossibilités, son tempérament de fer résistait à toutes les fatigues. Dans ses inspections, combats, voyages, il se contentait de quelques heures de sommeil, souvent sur la terre nue, ou enveloppé dans une simple couverture. Un prêtre lui offrit un jour un lit de camp : « Jamais, dit-il; il ne faut point gâter son corps. Donnez-lui un lit aujourd'hui, demain la terre lui paraîtra dure. » Quand le devoir l'appelait, il montait à cheval par les temps les plus affreux, et traversait bois et montagnes avec une incroyable vitesse. Sur cette route de Quito à Guayaquil qu'il parcourut tant de fois, il arriva un jour dans un village où ne se trouvait d'autre maison habitable que celle du curé. C'était la saison des pluies, et le pauvre voyageur se présenta trempé jusqu'aux os. Après une modeste réception, le bon prêtre lui offrit un lit pour se reposer. « Mouillé comme je le suis, lui dit le président, je ne puis ni me deshabiller ni ôter mes bottes : demain il me serait impossible de les remettre. » Il se coucha sur un canapé et dormit jusqu'au matin. A quatre heures, frais et dispos, il remontait à cheval et continuait sa route.

Au travail et à la fatigue s'ajoutait, pour endurcir et mâter le corps, la plus rigide sobriété. Dans les pénibles excursions dont nous venons de parler, le président se contentait pour toute nourriture d'un peu de biscuit, de chocolat, et de quelques gorgées de café noir. Du reste, en tout temps, sa table était simple et presque pauvre. Rarement il se permettait l'usage du vin; jamais il ne donnait de festin ni n'acceptait d'invitation.

« Un chef d'État, disait-il, doit vivre pour travailler, non pour s'engraisser. » En dépit des indispositions, des excès de fatigue, du manque absolu d'aliments

substantiels, il pratiquait scrupuleusement les jeûnes et les abstinences imposés par l'Église.

Ainsi dressé au travail et à la discipline, le corps se remettait chaque jour à sa rude besogne sans regimber contre l'aiguillon. Garcia Moreno faisait l'œuvre de dix ouvriers, contrôlait par lui-même toutes les correspondances, expédiait à ses subordonnés lettres, comptes-rendus, ordres de toute espèce, discutait avec les intéressés affaires, entreprises, projets de loi, plans de campagne, et trouvait encore le temps de creuser les mystères de la philosophie et de l'histoire, des sciences et de la religion. Jamais, par dégoût ou lassitude, il ne remit au lendemain une lettre ou une affaire. « Vous ne pouvez vous tuer, lui disait-on quelquefois : cette personne attendra. — Dieu peut faire attendre, répondait-il en souriant; moi, je n'en ai pas le droit. Quand Dieu voudra que je me repose, il m'enverra la maladie ou la mort. » Un jour cependant, son ministre Carvajal, voulant lui procurer quelques heures de délassement, l'entraîna, d'accord avec les autres ministres, dans une hacienda qu'il venait d'acheter. Après une course à cheval de plusieurs lieues, Garcia Moreno inspecta l'établissement, Carvajal offrit à ses hôtes un repas somptueux, puis d'excellents cigares et un jeu de cartes. Le temps passe vite dans ces doux exercices, et les ministres ne semblaient pas s'en apercevoir. Quand, vers le soir, Garcia Moreno donna le signal du départ, Carvajal le supplia de prolonger la visite, ajoutant qu'il se considérerait comme offensé s'il refusait de passer la nuit sous son toit. — « Je consens volontiers à rester, dit Garcia Moreno, mais vous, messieurs les ministres, êtes-vous capables de passer la nuit et de vous trouver à votre poste demain à onze heures? » Ils lui répondirent par une affirmation solennelle, et l'on se remit à jouer. A minuit cependant on reprit le chemin de la ville.

Le lendemain, à onze heures, Garcia Moreno arrivait comme de coutume au palais du gouvernement pour se mettre au travail. N'y trouvant personne, il dépêcha une estafette à chacun de ses ministres pour leur signifier d'avoir à se rendre immédiatement à leur bureau respectif.

Cette vertu de tempérance qui ruine les vices et soumet les passions aux exigences de la grande raison, suppose déjà l'énergie de la volonté; toutefois, pour atteindre aux sommets élevés des grands devoirs, sans reculer devant les difficultés, ni devant les dangers, ni même devant la mort, la volonté doit être affermie par une autre vertu qu'on appelle spécialement la *force,* et dont le rôle, en inspirant l'audace des grandes choses, est de bannir absolument toute crainte. Dieu avait doué Garcia Moreno de cette force, qui fait les héros. Il suffisait de le voir au moment du danger pour être frappé de son intrépidité. Sa voix brève et puissante, son geste impérieux, son regard enflammé, son imperturbable sang-froid, faisaient penser au juste d'Horace qu'aucun cataclysme, même l'écroulement d'un monde, ne saurait émouvoir. Son énergie naturelle s'était développée par des actes de courage inouïs. Dès sa jeunesse, nous l'avons dit, il travaillait à vaincre les mouvements instinctifs de crainte en se familiarisant avec les plus grands dangers, sous les roches branlantes et au fond des volcans. Les batailles, les révolutions, les complots journaliers de ses ennemis, lui firent envisager la mort comme un événement auquel il fallait s'attendre à chaque instant. Étant un jour à Guayaquil, il apprend qu'une conspiration s'ourdit contre lui et qu'à ce moment-là même les conjurés tiennent un conciliabule chez un coiffeur de la ville. A cette nouvelle, il se rend chez le coiffeur, prend un siège et demande qu'on lui coupe les cheveux. Stupé-

faits et tremblants, au lieu de se jeter sur lui pour l'assassiner, les sicaires s'esquivèrent au plus vite. Par amour pour la patrie, il acceptait la mort comme un sacrifice nécessaire. De là les paroles prophétiques de l'ode *à Fabius :* « De sinistres présages attristent mon âme, des images sanglantes tourbillonnent autour de moi dans mes songes agités;... la balle d'un scélérat me percera le cœur; mais si ma patrie, délivrée de l'oppression, respire enfin librement, volontiers je descendrai au tombeau. » La grâce divine, en pénétrant chaque jour plus avant dans son âme si profondément chrétienne, la trempa plus fortement encore : non seulement il ne craignit plus la mort, mais comme les saints, comme les martyrs, il la désira par amour pour son Dieu. Que de fois dans ses lettres, dans ses conversations, dans ses messages aux chambres, il lui arriva de formuler ce vœu : « Quel bonheur et quelle gloire pour moi, si je pouvais verser mon sang pour Jésus-Christ et son Église! »

Parvenue à cette hauteur, la volonté, dégagée de toute influence malsaine, s'établit dans une rectitude parfaite, c'est-à-dire dans la *justice,* la quatrième vertu qui perfectionne l'homme moral. « Fais ce que dois, advienne que pourra : » telle est sa devise, devise qu'on pourrait graver dans les armes de Garcia Moreno, aussi bien que sur l'écusson de n'importe quel pieux chevalier. Comme le divin Maître, dont il était le représentant en sa qualité de chef d'État, Garcia Moreno résolut « d'accomplir toute justice », et de mettre au service du droit son âme tout entière.

Le premier droit violé qu'il rencontra sur son chemin fut le droit du Christ, « Roi des rois et Seigneur des seigneurs ». Au lieu de « rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » le César révolutionnaire avait trouvé bon de confisquer tous les droits de

Dieu pour se les adjuger au nom des droits de l'homme. Garcia Moreno ne s'arrêta pas devant cette usurpation séculaire, acceptée par l'opinion, défendue par les puissants, et sanctionnée par les chartes et constitutions des deux mondes : au nom de l'éternelle justice et du droit du peuple, que la révolte contre Dieu conduit fatalement à un abîme de malheurs, d'un coup de main il jeta par terre l'édifice de la Révolution. Les libéraux en appelèrent aux lois écrites par eux : il leur opposa les lois écrites par Dieu dans le cœur de l'homme. Ils prirent les armes : il les battit en vingt rencontres; ils complotèrent sa mort : il traîna les assassins à l'échafaud. Vainqueur à force d'héroïsme, il traça d'une main ferme la constitution chrétienne, qui termina la Révolution des droits de l'homme par une nouvelle et solennelle promulgation des droits de Dieu.

Durant cette lutte à outrance contre le satanisme moderne, lutte de vingt années dont nous avons raconté les péripéties émouvantes, il ne cessa de braver la mort simplement, sans emphase, comme un homme à qui l'héroïsme ne coûte rien dès qu'il s'agit d'un devoir à remplir. Supposez un siècle moins positif et moins impie que le nôtre. Garcia Moreno deviendrait un de ces héros légendaires dont on raconterait les hauts faits, comme on s'entretient des exploits du Cid et de Roland. Hélas! ces nobles récits feraient peut-être surgir l'homme que Garcia Moreno souhaitait à la France, après nos désastres de 1870 : « Quel malheur, s'écriait-il pendant la Commune, que cette France dont j'aime tant le glorieux passé soit gouvernée par des bandits? Conduite par un homme d'énergie, elle reprendrait bientôt son rôle de fille aînée de l'Église. »

Après Dieu, le peuple. La justice distributive exigeait une répartition plus équitable des dignités et des emplois. Au risque de s'attirer les haines implacables,

Garcia Moreno ne consulta dans la collation des charges que le mérite et les aptitudes. Ni partialité, ni compromission, ni lâcheté; solliciteurs, protecteurs, parents ou amis se voyaient impitoyablement éconduits. « Le mal du siècle, disait-il, est de ne plus savoir dire non. Vous briguez cet emploi comme une faveur; je vous réponds : l'homme pour l'emploi, non l'emploi pour l'homme. » La Révolution, dont la conscience peu scrupuleuse crée au besoin des sinécures pour nourrir ses séides aux frais des contribuables, se moquera de ce juste qui crut pouvoir gouverner selon les principes de la saine morale, sans acheter ni corrompre les âmes; les gens honnêtes, au contraire, admireront ce phénomène, aujourd'hui très rare dans les États républicains, voire même dans ces républiques déguisées qu'on appelle monarchies parlementaires.

Son amour de la justice le rendait impitoyable envers quiconque profitait de sa position ou de son autorité pour dépouiller les malheureux. Son respect du droit était tellement connu de tous, que les faibles opprimés par les puissants préféraient soumettre leurs différends à son arbitrage que de recourir aux tribunaux. Dans ses courses à travers les provinces, sur les routes, dans les auberges, il était assailli de pauvres qui réclamaient justice. Il les accueillait avec bonté, écoutait leurs plaintes, comme saint Louis sous le chêne de Vincennes, et, quand il avait prononcé son jugement, la cause était finie, chacun s'en allait content. Des indiens lui racontèrent un jour qu'un riche propriétaire n'avait trouvé rien de mieux pour arrondir et agrandir son beau domaine que d'y enclaver, au moyen d'une ligne droite des parcelles de terrain qui leur appartenaient. Trop pauvres pour plaider avec un tel adversaire, ils avaient attendu le président sur la route pour lui demander justice. Le seigneur et l'indien étaient égaux au tribu-

nal de Garcia Moreno. Il condamna le riche propriétaire à restituer les terrains volés, et de plus le destitua des hautes fonctions qu'il occupait. Une autre fois, il vit arriver une pauvre veuve à qui l'on avait extorqué dix mille piastres : elle lui conta son histoire et se mit à fondre en larmes. Émù et indigné, Garcia Moreno dit à son trésorier : « Donnez à cette femme dix mille piastres. — Et qui les remboursera ? Un tel, dit-il, en nommant le voleur : inscrivez la somme à son compte. » Il manda l'individu, lui reprocha son crime, et lui fit verser les dix mille piastres.

On s'adressait d'autant plus volontiers à lui pour avoir raison d'une injustice, qu'avec sa droiture native, sa finesse d'esprit, aiguisée encore par la prudence chrétienne, son habitude de sonder le cœur des méchants, il découvrait la vérité plus rapidement et plus sûrement que le meilleur juge d'instruction. On cite de cette perspicacité presque intuitive des traits merveilleux. Il trouvait dans son esprit inventif les moyens les plus originaux pour forcer les coupables à s'exécuter, même quand la légalité se déclarait impuissante. Une pauvre veuve lui exposa un jour dans une auberge qu'un escroc l'avait dépouillée de tout son avoir. Pour élever ses enfants elle avait dû se défaire d'une petite propriété contre la somme d'un millier de piastres, que l'acheteur avait promis de lui payer dans un mois, mais dont il s'était fait donner quittance sur-le-champ. Le mois écoulé, comme l'argent ne venait pas, elle l'avait réclamé de l'acheteur qui, pour toute réponse, avait exhibé le papier dûment légalisé, puis avait jeté l'importune à la porte. A ce récit, dont il était impossible de suspecter la sincérité, Garcia Moreno ne put retenir un mouvement d'indignation ; mais, se ravisant aussitôt, il chercha dans sa tête de quel stratagème il pourrait user pour contraindre ce maître filou à dégorger les

piastres volées. La justice était évidemment blessée, mais la légalité ne pouvait rien pour guérir la blessure. Ayant fait comparaître devant lui le spoliateur, il lui demanda s'il était vrai qu'il eût acheté la propriété d'une pauvre veuve. Sur sa réponse affirmative, il ajouta d'un ton paternel : « Cette femme a besoin d'argent et se plaint que vous lui fassiez attendre trop longtemps la somme que vous lui devez. » Le hardi voleur jura ses grands dieux qu'il avait payé sa dette, dont il avait une quittance en bonne et due forme. Garcia Moreno s'attendait à cette protestation : « Mon ami, dit-il, en feignant la surprise, j'ai eu tort de suspecter votre loyauté; je vous dois une réparation. Il y a longtemps que je cherche un honnête homme de votre espèce pour un nouveau poste que je vais créer : je vous nomme gouverneur des îles de Gallapagos; et comme il ne convient pas qu'un grand dignitaire voyage sans escorte, deux agents vont vous accompagner à votre domicile où vous ferez immédiatement vos préparatifs de départ. » Là-dessus il congédia l'escroc en lui jetant un regard terrible. Celui-ci se retira plus mort que vif, rêvant aux îles de Gallapagos, à ces rochers perdus au milieu des mers sur lesquels, plus abandonné que Robinson, il ne trouverait d'autre compagnie que celle des serpents et des bêtes sauvages. Dans son désespoir, il fit appeler la veuve, lui compta son argent, la suppliant à genoux d'obtenir la révocation de la fatale sentence. Celle-ci raconta au président comment le fourbe s'était exécuté, et demandait en grâce de ne pas aller aux îles Gallapagos : « Je l'en avais cependant nommé gouverneur, dit Garcia Moreno en souriant : puisqu'il ne tient pas aux dignités, annoncez-lui que j'accepte sa démission. »

Jamais Garcia Moreno ne commit sciemment une injustice à l'égard du prochain. Les moindres domma-

ges, causés même involontairement, troublaient sa conscience délicate. Pendant la guerre de 1859, des soldats avaient détruit une maison pour se procurer du combustible. S'étant plus tard rappelé ce fait, il crut de son devoir d'indemniser le propriétaire et chargea l'évêque de le découvrir.

Forcés de rendre hommage à sa justice, les ennemis du président lui ont reproché d'avoir outré ce sentiment jusqu'à se montrer inexorable. Le fait est qu'il péchait plutôt par excès de clémence ; plus d'une fois il dut se repentir d'avoir gracié des conspirateurs incorrigibles qui profitaient de ce pardon libéralement octroyé pour ourdir de nouvelles trames contre son gouvernement. Un de ces révolutionnaires émérites, le colonel Vivero, se vit réduit, pour éviter les poursuites des sbires, à se cacher dans les environs de la capitale. Bientôt, fatigué de cette vie d'ilote, il résolut de s'éloigner, et fit demander à un commerçant de Quito une certaine somme d'argent qu'il lui avait confiée. Après avoir éconduit son messager sous différents prétextes, celui-ci finit par promettre à Vivero lui-même, accouru nuitamment pour demander des explications, qu'il le rembourserait le lendemain. Dans l'intervalle, le fourbe informa Garcia Moreno que le colonel Vivero, caché sous un déguisement, tramait une nouvelle insurrection, mais qu'ayant réussi à l'attirer dans sa maison à une certaine heure de la nuit, les sbires pourraient facilement l'y saisir. Vivero, pris au piège, comparut devant le président, qui lui demanda raison de ses courses nocturnes, le menaçant du conseil de guerre : « Faites de moi ce que vous voudrez, répondit le colonel, mais que ce scélérat de marchand ne bénéficie pas de sa trahison. » Et il expliqua comment ce malheureux l'avait livré pour se libérer de sa dette. Obligé de confirmer la déposition de Vivero, le mar-

chand fut jeté en prison comme traître et escroc : « Quant à vous, colonel, dit Garcia Moreno, vous êtes libre : allez, et ne conspirez plus. »

C'est de la grandeur d'âme que de lâcher un mortel ennemi lorsqu'on le tient dans les mains, mais cette générosité, exercée hors de saison, dégénérerait en faiblesse coupable. Avec un chef qui eût pardonné aux Maldonado, aux Campoverde, aux brigands du *Talca,* l'Équateur devenait la proie des anarchistes. Pour épargner le sang de quelques coupables, le président aurait laissé verser à flots le sang des innocents. Cette raison de haute justice, il la fit valoir à un religieux qui intercédait en faveur d'un jeune homme, pris les armes à la main dans la dernière émeute de Cuenca et déporté pour ce crime. Ni le repentir de l'exilé ni l'inconsolable douleur de sa mère ne purent le fléchir : « Nous avons assez d'assassins à l'Équateur sans celui-là, dit-il à l'intercesseur. Vous vous attendrissez sur le sort des bourreaux : moi, j'ai pitié des victimes. »

Achevons ce portrait en montrant que, dans les âmes supérieures, la justice n'exclut jamais la bonté. La justice, qui consiste dans l'accomplissement du devoir à l'égard de tous, compte parmi ses annexes, dit saint Thomas, la douceur, l'affabilité, la piété filiale, qui sont aussi des devoirs. On apprendra donc sans étonnement qu'à la force du caractère, à l'amour passionné de la justice, se joignait dans le cœur de Garcia Moreno la plus exquise bonté. Ce que nous avons rapporté de son affectueuse charité pour les orphelins, les pauvres, les malades, les prisonniers, le prouve surabondamment. Le peuple du reste ne s'y trompait pas. Lorsqu'il rentrait chez lui pour prendre un peu de repos, on le voyait sans cesse escorté de pauvres et de riches, de prêtres et de séculiers, qui lui demandaient audience. Il écoutait patiemment les uns et les autres, aidait

ceux-ci de ses conseils et ceux-là de sa bourse. Si tous les malheureux qu'il a secourus pouvaient parler, on l'admirerait plus encore comme bienfaiteur de ses subordonnés que comme libérateur de son pays. Le spectacle de la douleur surtout l'attendrissait et faisait naître dans son cœur de vifs sentiments de compassion. Un soir qu'il s'acheminait vers sa demeure avec quelques-uns de ses amis, il rencontra sur la route un petit enfant tout en larmes : « Qu'as-tu donc, lui dit-il, pour te désoler de la sorte? — Ma mère vient de mourir, » répondit l'enfant en sanglotant. La défunte était la femme d'un officier des plus recommandables. Très affecté de cette nouvelle, le président s'efforça par quelques bonnes paroles de calmer le pauvre petit, et, prenant congé de ses compagnons, se dirigea immédiatement vers la maison de l'officier pour lui porter aussi quelques mots de consolation.

Avec ses amis, il se montrait toujours simple, expansif, enjoué même, tout en conservant une certaine dignité. Sa conversation, facile, intéressante, instructive, charmait toute une société. Initié aux différentes branches de la science, il parlait médecine avec les médecins, jurisprudence avec les avocats, théologie avec les ecclésiastiques, agriculture avec les paysans, et chacun de ses interlocuteurs trouvait la soirée trop courte. On remarqua sous ce rapport que son âme se modifia sensiblement durant les vingt-cinq dernières années de sa vie. Lors de sa première présidence, la fermeté, qui imprime le respect, domina dans son air comme dans ses actes : il le fallait pour contenir la meute féroce déchaînée contre lui. Dans la dernière période de sa vie, le pays devenu calme et paisible, on vit sa figure se rasséréner et la bonté de son cœur se manifester plus librement. De savants Européens, peu prévenus en sa faveur, après quelques entretiens particuliers, se reti-

raient plus étonnés de sa parfaite amabilité que de l'immensité de ses connaissances.

C'est surtout dans l'intérieur de sa famille que la tendresse de son âme s'épanchait tout entière. Il aimait à vivre au milieu de ceux qui l'aimaient, et dont le travail et les événements le forçaient trop souvent à se séparer. Sa femme, pour laquelle il n'avait aucun secret, partageait ses joies et ses tristesses. Quand Dieu lui ravit sa petite fille, cet homme, en apparence si rude et si austère, longtemps inconsolable, ne fit que pleurer. « Oh ! comme je suis faible, s'écriait-il, moi qui me croyais si fort ! » Sa tendresse se concentra sur son fils, dont il voulait faire un autre lui-même! Il l'éleva, néanmoins sans faiblesse, dans l'amour de Dieu et du devoir. En 1874, il présenta cet enfant au directeur des frères, avec cette simple recommandation : « Voilà mon fils, il a six ans : ce que je désire, c'est que vous fassiez de lui un bon chrétien. La science et la vertu en feront un bon citoyen. Ne le ménagez pas, je vous prie, et s'il mérite une punition, ne voyez pas en lui le fils du président de la République, mais un simple écolier qu'il faut redresser. »

Nous avons déjà dit qu'il aimait passionnément sa mère. Dieu la lui conserva jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, et toujours il professa pour elle la même tendresse et la même vénération. Elle mourut en 1873, le jour de la fête de Notre-Dame du Mont-Carmel. Aux sentiments de condoléance qui lui furent exprimés en cette circonstance, il répondit comme un parfait chrétien : « Félicitez-moi plutôt : ma mère a vécu près d'un siècle ; c'était une sainte ; elle est morte le jour du Carmel : elle est au ciel. » Son cousin, l'archevêque de Tolède, neveu de la défunte, lui écrivit à l'occasion de la perte qu'il venait de faire. Dans sa réponse, chef-d'œuvre de sentiment chrétien, après avoir remercié le

prélat d'avoir bien voulu offrir le saint sacrifice pour le repos de cette chère âme, il ajoute : « Je suis sûr que Dieu a déjà récompensé ses admirables vertus. Au-dessus de tout resplendissait dans sa belle âme la foi la plus vive que j'aie jamais connue, foi vraiment capable de transporter des montagnes. Bien que d'un naturel excessivement timide, elle était courageuse jusqu'à l'héroïsme quand il s'agissait d'affronter une disgrâce ou un péril quelconque pour remplir un devoir. Combien de fois dans mon enfance, elle s'efforça de me faire comprendre avec le plus grand zèle que le seul mal à craindre ici-bas c'est le péché! Elle me disait que je serais toujours heureux si je savais sacrifier biens matériels, honneurs, vie même, pour ne pas offenser Dieu. Je ne finirais pas cette lettre, si je voulais redire ce que fut ma sainte mère et ce que je lui dois. La plus grande faveur dont vous puissiez m'honorer, c'est de prier pour elle et de la recommander à tous les membres de notre famille. »

Nos lecteurs connaissent maintenant les vertus qui composaient la physionomie morale de Garcia Moreno. Il nous reste à leur révéler le grand moteur de ces vertus, ou, si l'on veut, le principe premier de cette vie héroïque.

CHAPITRE X

LE CHRÉTIEN.

Les vertus morales, dont nous venons de parler, ne croissent sur l'arbre de la nature déchue qu'au moyen de la greffe, c'est-à-dire de la grâce, laquelle nous ente en Jésus-Christ, et nous fait ainsi participer aux opérations de sa prudence, de sa justice, de sa force et de sa tempérance. Les philosophes païens ont rempli leurs livres des plus belles maximes sur la beauté de la vertu, le mépris des richesses, des honneurs, des souffrances, de la mort même, mais ces vertueux se plongeaient dans les vices les plus dégradants; ces tempérants, devenus poètes, chantaient le vin et les femmes; ces stoïciens, insensibles à la douleur, se suicidaient pour éviter la souffrance. Ces incurables faiblesses de l'antique paganisme s'unissaient aux enseignements de la foi pour prêcher à Garcia Moreno que si la race humaine, originellement dégradée, peut se relever de sa chute, c'est grâce au secours de Dieu. Aussi pour devenir un homme héroïquement vertueux, voulut-il être un chrétien sincèrement pieux.

La piété dans un homme d'État, surtout au milieu de nos agitations politiques et des progrès du monde moderne, paraîtra chose assez singulière. Les saint Louis, les saint Édouard, les saint Ferdinand, ne sont pas de mise sur le trône de nos rois constitutionnels ou le fauteuil de nos présidents de république. L'opinion, en

ce temps de voltairianisme et de franc-maçonnerie, ne tolère pas un prince pieux. Pour avoir trop aimé la justice et la religion, un descendant de saint Louis vient de mourir en exil, après avoir frappé en vain durant un demi-siècle à la porte de la France. Garcia Moreno connaissait ce préjugé; il en triompha comme de tous les autres. En dépit de la mode, des passions soulevées, des sarcasmes voltairiens, des colères maçonniques, des occupations absorbantes, il n'oublia jamais ce principe que l'homme doit pourvoir à sa sanctification personnelle s'il veut entreprendre avec succès la régénération d'une âme, et à plus forte raison celle d'un peuple.

La vie surnaturelle a des élans comparables aux élans de l'aigle qui de son œil perçant fixe le soleil, et d'un mouvement de ses ailes puissantes bondit sur sa proie. Ainsi l'œil de la foi permet au chrétien de contempler Dieu, et ces deux ailes d'ange, qu'on appelle l'espérance et la charité, le portent en un instant jusqu'à lui. La piété qui vivifiait l'âme de Garcia Moreno n'était autre chose que cette ascension vers Dieu par l'exercice des trois vertus théologales.

Nous venons de l'entendre exprimer sa gratitude envers l'excellente mère dont les pieux renseignements l'avaient attaché par le fond du cœur à l'Église et à tous ses dogmes. Le fils, vivante image de la mère, fut avant tout homme de *foi*, mais de cette foi vive et forte qu'on rencontre rarement chez les chrétiens de nos jours. Sans doute, il faut attribuer ce don, précieux entre tous, à la grâce de Dieu, au bienfait d'une éducation solidement chrétienne, peut-être au bonheur d'avoir pour ancêtres les fils de la très catholique Espagne; mais il convient d'ajouter que le travail personnel de Garcia Moreno pour acquérir l'intelligence des choses de la foi, fortifia singulièrement cette vertu dans son âme.

La demi-science éloigne de la religion, la vraie science y ramène, disait Bacon. De là cette indifférence, cette incrédulité, et même cette impiété de nos classes dirigeantes : assez instruites pour comprendre les objections que soulèvent les mystères de la foi, elles n'ont ni assez de connaissances ni assez de philosophie pour les résoudre. De là, tant de discussions absurdes, à la tribune, dans les journaux et les livres, discussions qui faisaient sourire de pitié Garcia Moreno. Philosophe plein de logique et de bon sens, théologien versé dans la connaissance de l'Écriture, de l'histoire et du dogme, initié à toutes les sciences naturelles et physiques, d'un mot il pulvérisait les objections des faux savants et n'avait que du mépris pour les cerveaux étroits qui s'y laissaient prendre. Les arguties des naturalistes et des géologues contre le texte des Écritures lui étaient familières. S'entretenant un jour des îles de Gallapagos et des objets curieux au point de vue scientifique qu'on y rencontre, il discuta la question des époques de la création, de l'ordre assigné par Moïse aux évolutions du globe, du déluge et de ses rapports avec les faits géologiques nouvellement constatés, et cela avec tant d'érudition, de science, de logique, que tous ses auditeurs en furent émerveillés. Le délégat apostolique, Mgr Vanutelli, qui était présent à cet entretien, ne rencontrera pas dans ses missions diplomatiques beaucoup de souverains de cette force. Éclairé par la théologie, qui définit d'une manière précise les droits du Christ et de son Église, il ne comprenait pas comment l'engouement de certains catholiques pour les principes de 1789 peut se concilier avec la foi, ni par quel moyen la prétention de sauver le monde en éliminant le Sauveur s'harmonise avec le bon sens. Pour lui, il considérait le *Syllabus* comme le *Credo* des peuples qui ne veulent pas périr.

A la lumière naturelle qui nous révèle les harmonies de la raison et de la foi, Garcia Moreno ajoutait la lumière divine qui nous fait pénétrer plus intimement et plus suavement les vérités révélées. Cette lumière s'obtient par la méditation quotidienne des mystères divins. Malgré ses nombreuses occupations, il consacrait tous les jours une demi-heure à méditer, comme David, sur la loi de Dieu, sur les différentes manifestations de son amour pour l'homme, sur les fins dernières. Ces considérations pieuses réveillaient sa foi, réchauffaient son cœur, affermissaient sa volonté dans le bien. Le texte de l'Évangile lui servait habituellement de sujet d'oraison. Il en faisait ses délices et le savait par cœur; l'*Imitation de Jésus-Christ,* le nourrissait de saintes et sublimes pensées, non seulement à la maison, mais dans ses voyages, car il en avait fait son compagnon inséparable. On a retrouvé l'exemplaire que lui avait donné un ami dévoué le 24 septembre 1860, jour de la prise de Guayaquil, et dont il se servit jusqu'à sa mort. Il est facile de voir à l'état de ce petit volume, à la couleur de ses pages, que le possesseur en avait fait son *vade mecum.* Sainte Thérèse, dans le livre de sa *Vie,* pousse cette exclamation : « Oh! si les rois faisaient tous les jours une demi-heure d'oraison, que la face de la terre serait vite renouvelée! » Peut-être Garcia Moreno fut-il le premier chef d'État qui, depuis sainte Thérèse, réalisa ce vœu de son cœur apostolique ; aussi doit-on le compter comme le premier chef d'État qui, depuis 1789, ait changé la face de son pays.

Ainsi cultivée et développée par l'étude et la méditation, la foi ne reste pas inactive. Elle se révéla bientôt dans l'âme de Garcia Moreno par des actes que le grand pape Benoît XIV déclare héroïques, tels que « le sentiment profond de la grandeur de Dieu, le mépris des biens terrestres, le courage au sein des tribu-

lations, la constance dans les œuvres entreprises, la confession publique et courageuse de ses croyances, et la pratique ponctuelle et joyeuse des devoirs que la foi nous prescrit ».

Garcia Moreno avait conçu de l'être et des attributs de Dieu une idée si grande, qu'à toutes les objections, difficultés, impossibilités, il répondait invariablement par son mot favori : « Dieu ne meurt pas, » comme s'il voulait dire : « Dieu est, et cela suffit : Qu'y a-t-il d'impossible à Dieu? » Il considérait Dieu comme l'océan de tous les biens; aussi n'en parlait-il qu'avec l'effusion d'un cœur pénétré de la plus vive reconnaissance, non seulement dans l'intimité, mais dans les assemblées officielles. Quel chef d'État a jamais inséré dans un message aux chambres un paragraphe comme celui-ci : « Parmi les grands bienfaits dont Dieu, dans son inépuisable miséricorde, comble notre République, je compte celui de nous voir encore une fois réunis sous sa protection tutélaire, à l'ombre de la paix qu'il nous conserve et dont nous jouissons, nous qui ne sommes rien, qui ne pouvons rien, et qui trop souvent ne savons reconnaître sa paternelle bonté que par nos coupables et monstrueuses ingratitudes. » C'est en s'excusant qu'il parle des actes de son administration, comme s'il ravissait à Dieu l'honneur qui lui revient de droit. « Si j'entre dans ces détails, dit-il, ce n'est pas pour ma gloire, mais pour la gloire de Celui à qui nous devons tout, et que nous adorons comme notre Rédempteur, notre Père, notre Sauveur et notre Dieu. » Qu'il y a loin du Dieu vivant proclamé par Garcia Moreno, à cette froide et impersonnelle « Providence » dont nos souverains laïques daignent encore, quand ils ne sont pas absolument athées, décorer leurs tristes discours!

Cette grande idée de Dieu lui inspirait des sentiments

de vénération pour les prêtres, ministres de Dieu sur la terre. Un pauvre capucin, de passage à Quito, étant allé lui rendre visite, l'aborda, le sombrero à la main. « Couvrez-vous, mon père, lui dit Garcia Moreno, en se découvrant lui-même. — Un pauvre religieux ne peut se couvrir en présence du président de la République. — Père, lui dit le président en lui mettant le sombrero sur la tête, qu'est-ce donc qu'un chef de l'Équateur en présence d'un prêtre du Très-Haut? » Et il écouta avec un profond respect l'humble enfant de Saint-François.

De cette haute estime de Dieu et des choses divines naissait dans son âme un vrai mépris pour les choses terrestres et périssables. De là son désintéressement absolu et son bonheur à jeter l'or et l'argent dans le sein des pauvres, des malades, des veuves et des orphelins. Cette monnaie que la cupidité amasse pour s'approprier la terre, la foi lui disait de l'employer à gagner le ciel. De là aussi sa patience dans les tribulations qui firent de sa vie une longue et dure passion. Jamais on n'entendit sortir une plainte de ses lèvres. Aux attaques, aux calomnies, aux persécutions, aux complots meurtriers, il répondait par un acte d'abandon entre les mains de Dieu. « L'injure, disait-il à ses amis, c'est mon salaire. Si mes ennemis me poursuivaient à l'occasion d'un acte criminel dont je me fusse rendu coupable, je leur demanderais pardon et tâcherais de m'amender. Mais ils me haïssent à cause de l'amour que je porte à ma patrie; parce que je veux lui conserver son trésor le plus précieux, la foi; parce que je suis et me montre en toute circonstance le fils soumis de la sainte Église. A ces hommes de haine, je n'ai rien à répondre, sinon : « Dieu ne meurt pas ! »

Quant aux autres caractères signalés par Benoît XIV, comme la profession publique des croyances et la pra-

tique des devoirs imposés par la foi, on les trouve réunis au plus haut degré dans tous les actes de la vie privée et publique de Garcia Moreno. Les libéraux lui reprochaient même ses actes de piété extérieure, qu'ils qualifiaient d'hypocrisie. Il répondit avec sa logique ordinaire que « l'hypocrisie consiste à agir autrement qu'on ne pense. Les vrais hypocrites sont donc les libéraux qui ont la foi mais qui, par respect humain, n'osent la réduire en pratique. » Cette lâcheté l'inquiétait pour son pays et le portait à multiplier les démonstrations extérieures de foi et de piété. « Le peuple de l'Équateur est profondément religieux, disait-il; je ne puis le représenter dignement sans protéger et défendre le catholicisme. Mais, malgré sa foi, je crains qu'il ne souffre de la maladie endémique de ce siècle, je veux dire la faiblesse de caractère. Une persécution violente, je le dis en tremblant, ne ferait point parmi nous beaucoup de martyrs. Il faut absolument relever le courage de nos Équatoriens. »

Bien loin de compter parmi ces catholiques qui professent ouvertement leur foi, tout en s'inquiétant assez peu de ses prescriptions, Garcia Moreno, comme nous l'avons vu, remplissait tous les devoirs du chrétien avec la fidélité la plus exemplaire, allant même au delà du simple commandement. Sa foi lui inspira le zèle de la loi. Une infraction grave aux commandements de Dieu ou de l'Église, un scandale public, le jetaient dans une profonde tristesse. Un jour qu'on lui rapportait un cas d'immoralité notoire : « Vous me faites plus de mal, s'écria-t-il, que si vous m'annonciez une éruption du Cotopaxi! »

Cette foi pratique, il ne crut pas devoir s'en dépouiller sur les marches du fauteuil présidentiel. Catholique en tant qu'individu, il voulut l'être encore comme chef de l'État. De là le concordat, la constitution catholique de

1869, l'épuration des codes, la lutte sans trêve ni merci contre les factions révolutionnaires, et finalement la restauration complète du règne de Dieu par son Église. Il ne manquait pas d'hommes à l'Équateur pour trouver que le président avait la foi trop pratique. Les uns prétendaient qu'on peut être bon catholique en séparant l'Église de l'État, pour laisser à chacun la liberté de pratiquer la religion de son choix; les autres, plus théologiens, acceptaient spéculativement les thèses orthodoxes sur la religion d'État, mais soutenaient que, dans l'hypothèse du monde moderne, plus attaché à la Déclaration des droits de l'homme qu'aux préceptes du Décalogue, une constitution chrétienne de l'État ne pourrait fonctionner sans occasionner une guerre civile, et partant le libéralisme d'État est un mal qu'il faut tolérer pour éviter un mal plus grave. Garcia Moreno répondait aux premiers adversaires qu'admettre en principe la séparation de l'Église et de l'État, c'est nier le droit du Christ sur les peuples et renoncer par le fait même à la foi catholique; aux seconds, que reconnaître des thèses et les déclarer absolument inapplicables, c'est ressembler à ces catholiques qui acceptent en principe les commandements de Dieu, mais se dispensent de les mettre en pratique pour ne pas faire violence à l'ennemi, c'est-à-dire à la nature rebelle. De même que la foi sans les œuvres ne sauve pas le chrétien, ajoutait-il, les thèses sociales ne sauveront pas le monde de l'anarchie si on ne tente pas même de les appliquer. Sans doute les difficultés sont grandes, mais sont-elles insurmontables? Ce chrétien d'un autre âge croyait qu'avec plus de foi dans les principes sauveurs et plus de force dans l'âme, les catholiques triompheraient encore de la Révolution, en Europe comme en Amérique. Voilà le sens de cette parole que nous avons rapportée : « S'il y avait en France un homme d'éner-

gie, bientôt elle reprendrait son rôle de fille aînée de l'Église! » Avec la foi et le courage de Garcia Moreno, Napoléon Ier en 1800, et Napoléon III en 1850, eussent refait l'œuvre de Charlemagne.

De cette foi vive et active procèdent, comme de leur racine, deux autres vertus qui soutiennent l'âme dans son essor vers Dieu : l'espérance se jette à ses pieds pour implorer son secours, la charité se jette dans son cœur pour se donner généreusement à lui. Toutes les deux se manifestèrent en Garcia Moreno par les sentiments et les actes de la piété la plus fervente.

L'homme, inflexible devant les tyrans, fléchissait le genou devant Dieu avec la simplicité d'un enfant. Il avait passé ses jeunes années, nous l'avons vu, dans la piété la plus tendre, avec la pensée de se consacrer au service des autels. Pendant ses vacances, qu'il prenait alors à Monte-Christi, chez son frère, curé de cette ville, on ne le voyait guère qu'à l'église où il priait avec ferveur. Le reste du temps, il le passait dans sa chambre à étudier. Si les premiers orages de sa vie publique ralentirent un peu les élans de son cœur vers Dieu, nous avons dit comment il se retrempa dans les épreuves de l'exil. Depuis lors, il ne cessa de progresser dans la vie spirituelle. Ses résolutions, que nous trouvons écrites de sa main sur la dernière page de son *Imitation*, donneront une idée de sa vie intime avec Dieu.

« Tous les matins je ferai l'oraison, et je demanderai particulièrement la vertu d'humilité. Chaque jour j'assisterai à la messe, je réciterai le rosaire, et lirai, outre un chapitre de l'*Imitation*, ce règlement et les instructions y annexées.

« Je prendrai soin de me conserver le plus possible dans la présence de Dieu, surtout dans les conversations afin de ne pas excéder en paroles. J'offrirai souvent

mon cœur à Dieu, principalement avant de commencer mes actions.

« Je dirai à chaque heure : Je suis pire qu'un démon et l'enfer devrait être ma demeure. J'ajouterai dans les tentations : que penserai-je de tout cela à l'heure de mon agonie?

« Dans ma chambre, ne jamais prier assis quand je puis le faire debout. Faire des actes d'humilité, baiser la terre, par exemple; désirer toutes sortes d'humiliations, prenant soin toutefois de ne pas les mériter; me réjouir quand on censurera ma personne ou mes actes, Ne jamais parler de moi, si ce n'est pour avouer mes défauts ou mes fautes.

« Faire effort, par un regard sur Jésus et Marie, pour contenir mon impatience, et contrarier mon inclination naturelle; être aimable, même pour les importuns; ne jamais parler mal de mes ennemis.

« Tous les matins, avant de me livrer à mes occupations, j'écrirai ce que je dois faire, attentif à bien distribuer le temps, à ne m'adonner qu'à des travaux utiles, à les continuer d'une manière persévérante. J'observerai scrupuleusement les lois et n'aurai d'autre intention dans tous mes actes que la plus grande gloire de Dieu.

« Je ferai l'examen particulier deux fois chaque jour sur l'exercice des vertus, et mon examen général le soir. Je me confesserai chaque semaine.

« J'éviterai les familiarités, même les plus innocentes, comme le demande la prudence. Je ne passerai pas plus d'une heure au jeu, et d'ordinaire jamais avant huit heures du soir. »

Ce règlement de vie met à nu l'âme de Garcia Moreno. Ceux qui l ont vu de près racontent avec quelle conscience, quel scrupule même, il en exécutait les différentes dispositions. Aucun des exercices de piété

n'était omis : dans les camps, dans les voyages, il s'agenouillait quelque part dans un *tambo* perdu au milieu des bois, et récitait le chapelet avec son aide de camp et les personnes présentes. Fallût-il faire un long détour, il trouvait moyen d'assister à une messe le dimanche, et souvent la servait lui-même en place de l'indien chargé de cet office. A cheval quelquefois durant un jour et une nuit, il arrivait dans la capitale brisé de fatigue, et néanmoins assistait à la messe avant de rentrer chez lui.

Un professeur allemand de l'école polytechnique qui avait eu l'occasion de connaître dans l'intimité le président, et même de lui rendre visite dans l'hacienda où il prenait de temps en temps quelques jours de repos ne peut s'empêcher d'exprimer son admiration au souvenir de ses vertus. « Il m'a toujours édifié, écrit-il, par sa bonté, son amabilité charmante tout en restant sérieuse, et surtout par sa profonde piété. Le matin, à l'heure de la messe, il se rendait à sa chapelle, préparait lui-même les ornements, et servait la messe en présence de sa famille et des habitants du village. Si vous aviez pu le voir avec sa haute stature, ses traits vigoureusement accusés, ses cheveux blanchis, son maintien militaire; si vous aviez pu lire comme nous sur ses traits la crainte de Dieu, la foi vive, la piété ardente dont son cœur était pénétré, vous comprendriez le respect qui s'imposait à tous en présence de cet homme de Dieu [1]. »

Le même spectacle édifiant se renouvelait le soir. Entouré de sa famille, de ses serviteurs, de ses aides de camp, le président récitait la prière, à laquelle s'ajou-

1. *Don Gabriel Garcia Moreno, Adolf von Berlichingen, S. J.* Nous avons, dans ce chapitre et le précédent, emprunté plusieurs traits à cette notice allemande, et quelques autres à la *Republica del Sagrado Corazon de Jesus,* publiée à l'Équateur.

tait une pieuse lecture qu'il commentait souvent en exprimant les sentiments d'amour et de confiance en Dieu dont son cœur était rempli. Les dimanches et jours de fête, il fallait l'entendre expliquer le catéchisme à ses domestiques, et voir avec quel religieux respect il assistait aux offices, accompagné de sa femme et de son fils. Aux grandes solennités, il se rendait officiellement à l'église métropolitaine, entouré de ses ministres et de tous les dignitaires civils et militaires. On admirait sa tenue noble et digne, son recueillement, son attention pieuse et soutenue. Du reste, il exigeait de tous le même respect pour les cérémonies saintes; personne n'eût manqué au devoir, même aux simples convenances, sans s'attirer des observations sérieuses. Partout et toujours dans les démonstrations religieuses on le trouvait au premier rang. A l'occasion d'un jubilé, comme il était requis d'assister à trois processions pour gagner l'indulgence, on lui fit observer qu'en raison de ses grandes occupations il pouvait légitimement demander une commutation d'œuvres. « Dieu m'en garde! répondit-il, je ne suis qu'un chrétien comme les autres. » Et il assista aux trois processions, entre sa femme et son fils, tête nue et sans parasol, malgré les ardeurs d'un soleil brûlant. Il fit un jour à peu près la même réponse au supérieur d'un ordre religieux qui, pour lui épargner chaque semaine un quart d'heure de chemin, s'offrit de lui envoyer son confesseur : « Mon père, lui dit-il, c'est au pécheur d'aller trouver son juge, et non au juge de courir après le pécheur. »

Sa piété, faite de confiance et d'amour, le portait vers toutes les dévotions autorisées par l'Église, et en premier lieu vers le Saint-Sacrement, l'objet privilégié de son culte. Il lui rendait de fréquentes visites, restant prosterné devant l'autel dans un sentiment de profonde adoration. Son bonheur était de pouvoir faire la com-

munion chaque dimanche, et même dans la semaine quand se présentait un jour de fête. Portait-on le saint viatique à un moribond, le président se faisait un honneur d'escorter son Dieu, un flambeau à la main, au milieu de son peuple. Quand revenaient les processions de la Fête-Dieu, on voyait le chef de l'État, revêtu du costume de général en chef, portant toutes ses décorations, saisir le gonfalon et marchant devant le dais, comme le serviteur qui annonce son maître. Les autres officiers se cédaient les uns aux autres les cordons du dais, ou cherchaient un peu d'ombre en longeant les murs : le président tenait bon pendant toute la durée de la procession, gardant le milieu de la rue sans s'inquiéter du soleil, afin de ne pas s'éloigner du Saint-Sacrement. On le supplia un jour de se couvrir pour ne pas s'exposer au danger d'une insolation, mais il protesta qu'il ne se couvrirait pas devant son Dieu.

Il connaissait trop bien la doctrine de l'Église sur la dévotion à la sainte Vierge, pour séparer dans son affection le Fils de la Mère. Nous avons dit comment, après la prise de Guayaquil, il lui attribua tout l'honneur de la victoire. Le 24 septembre, fête de N.-D. de la Merci, anniversaire de cette mémorable victoire, resta le jour de la grande fête patronale. Il professait une confiance sans bornes dans l'intercession de Marie : aussi portait-il avec piété sa médaille, ses scapulaires, et le chapelet qu'il récitait tous les jours avec une fidélité inviolable. Afin d'appartenir plus particulièrement à celle qu'il appelait sa bonne mère du ciel, il résolut d'entrer dans la congrégation que les jésuites avaient établie dans la capitale. Elle se divisait en deux sections, l'une composée de personnes de distinction, l'autre d'ouvriers. Comme il se trouvait dans la première un certain nombre d'adversaires politiques que sa présence aurait pu indisposer, il s'adressa au directeur de la section ou-

vrière pour s'y faire agréer. Sur l'observation que sa place était plus tôt dans l'autre réunion : « Vous vous trompez, répondit-il, ma place est au milieu du peuple. » Depuis ce temps, il assista régulièrement aux assemblées, aux communions générales, et autres exercices de la congrégation, heureux et fier de porter la médaille de Marie au milieu de ses chers ouvriers, fiers eux-mêmes de compter au milieu d'eux le président de la République.

Docile aux instructions et recommandations de la sainte Église, il mit aussi sa confiance dans le grand patriarche saint Joseph. Quand Pie IX le proclama solennellement patron et protecteur de l'Église universelle, le décret portait cette clause que la fête de saint Joseph serait élevée à la dignité d'une fête d'obligation partout où les souverains en feraient la demande. Mais les souverains, toujours prêts à supprimer les fêtes de l'Église pour des raisons prétendûment économiques tout en multipliant les fêtes profanes pour des raisons politiques, restèrent sourds aux invitations du souverain pontife. Garcia Moreno, au contraire, ne consultant que sa foi et sa piété, sur l'avis conforme des évêques, présenta sa supplique au pape, et la fête de saint Joseph, désormais jour férié, se célébra dans tout l'Équateur avec la plus grande solennité.

A côté de la sainte famille, chère à tout cœur chrétien, l'Équateur vénère sa sainte particulière, la B. Marianne de Jésus, native du pays et surnommée *le lys de Quito*, à cause de sa pureté virginale. On la regarde comme la protectrice de la cité, quelle a plusieurs fois sauvée de la destruction par de vrais prodiges. Le peuple aime à la prier, et les jeunes filles portent encore volontiers son costume pour se rendre à l'Église. Plein de confiance dans l'intercession de la B. Marianne, Garcia Moreno souffrait de voir son culte sans honneur, et ses

reliques presque oubliées dans la pauvre chapelle du couvent qui avait appartenu autrefois aux jésuites. Durant sa première présidence, il consacra une partie de son traitement á l'embellissement de ce sanctuaire, qu'il couronna d'une flèche superbe. En 1865, les reliques vénérées furent transférées avec grande pompe, aux applaudissements de tout le peuple, dans cette splendide demeure. Plus tard, voulant associer le pays à son œuvre, le président fit voter par le congrès les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une châsse magnifique, dans laquelle on déposa les restes de la Bienheureuse.

A toutes ces preuves de piété et d'amour, le président ajouta, en 1873, un acte grandiose qui suffirait pour immortaliser sa mémoire et perpétuer le règne de Dieu dans son pays. Garcia Moreno avait toujours montré une grande dévotion au Sacré-Cœur de Jésus. Or, un ami lui dit un jour, dans une conversation intime, « qu'en sa qualité de magistrat catholique, il aurait dû interpréter la foi de son peuple et consacrer l'Équateur, par un décret officiel, au Sacré-Cœur de Jésus. Grâce à la haute piété de l'homme qui régit ses destinées, disait cet ami, l'Équateur forme une heureuse exception au milieu de tant de peuples qui se meurent de naturalisme, mais cet homme est mortel, un assassin peut le frapper dans l'ombre, et alors qui soutiendra les droits de Dieu, qui empêchera l'Équateur de sombrer dans le gouffre béant? Laissez-nous sous la protection du Cœur de Jésus, donnez-nous la grande fête nationale, et les salves qui chaque année salueront son aurore étoufferont les bruits de l'impiété. »

Le président répondit « qu'il était de son devoir de conserver, fût-ce au prix de sa vie, le dépôt de la foi dans son pays : aussi ne reculerait-il pour obtenir ce résultat devant aucune considération; mais pour offrir

et consacrer l'Équateur au Dieu de toute sainteté, avait-on suffisamment moralisé les masses, purifié le foyer domestique, restauré la justice, ramené la paix dans les familles, la concorde parmi les citoyens, la ferveur dans le temple? L'Équateur a la foi, mais il faudrait lancer dans tous ses coins et recoins cinquante missionnaires au zèle ardent pour convertir les pécheurs et laver les âmes dans le sang divin : alors, ajoutait-il, nous présenterions au Sacré-Cœur une offrande moins indigne de lui. »

« La perfection, répliqua l'interlocuteur, s'acquiert avec le secours de la grâce, et Dieu récompenserait par des grâces de choix le peuple qui donnerait au monde un témoignage solennel de sa foi, en réparation de l'apostasie générale des gouvernements. » Garcia Moreno en convint volontiers, mais il observa qu'avant de procéder à un acte de cette nature, il devait consulter les pasteurs de l'Église et les âmes pieuses : « Je suis enfant de l'Église, dit-il, je dois me soumettre à son divin magistère; je respecte aussi profondément les âmes pieuses, dont le jugement est d'autant plus sûr qu'elles s'approchent plus près de Dieu dans l'oraison[1]. »

Le troisième concile de Quito coïncidait avec la réunion du congrès. Le président manifesta aux évêques réunis le projet qu'il avait formé de consacrer l'Équateur au Sacré-Cœur de Jésus, projet que les évêques accueillirent avec enthousiasme et transformèrent, sur l'invitation de Garcia Moreno, en décret conciliaire. Ce décret, rendu le 13 avril 1873, porte « que le plus grand bien d'un peuple, c'est de conserver intacte la foi catholique, apostolique et romaine; que ce bien dépend, non de nos mérites, mais de la miséricorde de Dieu; que la nation l'obtiendra, si elle se jette avec humilité

1. *Republica del Sagrado Corazon*, n. 10.

dans le Cœur de Jésus. En conséquence, le concile de Quito offre et consacre solennellement la République au Sacré-Cœur, le suppliant d'être son protecteur, son guide et son défenseur, afin que jamais elle ne s'écarte de la foi catholique, apostolique et romaine, et que les habitants de l'Équateur, conformant leur vie à cette foi, y trouvent le bonheur dans le temps et dans l'éternité. »

Garcia Moreno invita les chambres à rendre un décret conforme, afin d'unir l'État à l'Église dans cet acte solennel. Ce décret d'un parlement au XIXe siècle est trop curieux pour que nous ne le donnions pas dans sa teneur :

« Considérant que le troisième concile de Quito a, par un décret spécial, consacré la République au Sacré-Cœur de Jésus, la plaçant sous sa défense et protection; qu'il convient aux représentants de la nation de s'associer à un acte de tout point conforme à ses sentiments hautement catholiques; que cet acte, le plus efficace pour conserver la foi, est encore le meilleur moyen d'assurer le progrès et la prospérité de l'État; le congrès décrète que la République, désormais consacrée au Cœur de Jésus, l'adopte pour son patron et protecteur. La fête du Sacré-Cœur, fête civile de première classe, se célèbrera dans toutes les cathédrales avec la plus grande solennité possible. De plus, pour exciter le zèle et la piété des fidèles, on érigera dans chaque cathédrale un autel au Sacré-Cœur, sur lequel sera placée, aux frais de l'État, une pierre commémorative relatant le présent décret. »

Le congrès donna la preuve de la grande foi qui animait tous ses membres, en votant cet acte à l'unanimité et sans discussion. Quelque temps après, le même jour, à la même heure, dans toutes les églises de la République, eut lieu la cérémonie solennelle. Le président en grand uniforme, se rendit à la cathédrale, en-

touré de toutes les autorités civiles et militaires. Après que l'archevêque eut prononcé l'acte de consécration au nom de l'Église, Garcia Moreno répéta la formule au nom de l'État. Jamais les fidèles n'avaient assisté à un spectacle plus émouvant, et l'on peut dire peut-être que jamais Dieu du haut du ciel n'en contempla de plus beau depuis le temps de Charlemagne et de saint Louis. Espérons qu'il ne permettra point aux méchants de laïciser la République du Sacré-Cœur.

Sous l'impression de l'enthousiasme excité par cette grande démonstration de foi, quelques membres du congrès conçurent l'idée d'élever dans la capitale un temple au Sacré-Cœur, afin de laisser à la postérité un souvenir plus monumental qu'une tablette de marbre. D'autres émirent un avis contraire, alléguant la raison d'économie et le danger d'éclipser trop par ces magnificences le culte de N.-D. de la Merci, patronne de la République. On porta le différend au tribunal de Garcia Moreno qui se prononça, comme toujours, pour le projet favorable à l'honneur du Christ. « Vous voulez donc destituer N.-D. de la Merci? » lui dit un de ses ministres. — « Pensez-vous qu'elle soit jalouse de son Fils? » répliqua le président. Néanmoins le congrès recula devant l'érection d'un temple au Sacré-Cœur. Il fallut dix ans de nouvelles luttes et de nouvelles victoires pour décider un nouveau congrès à glorifier par un vote unanime l'idée de Garcia Moreno.

Terminons ce chapitre en rappelant que les mêmes vertus chrétiennes, foi, espérance, charité, produisent dans les âmes, selon leur trempe particulière, l'esprit propre qui les caractérise. Elles créèrent en Garcia Moreno l'esprit apostolique, esprit du Christ et des vaillants héros qui lui conquirent le monde, esprit admirablement résumé dans ce cri du *Pater* : « Que votre règne arrive! » Le règne de Dieu dans les âmes : voilà bien

l'idée fixe de Garcia Moreno, l'ambition de son noble cœur, le mobile de ses actes publics et privés. Prêtre, Garcia Moreno eût été un Xavier : chef d'État, il voulut au moins frayer la voie à l'Église, à ses prêtres, à ses missionnaires, en abattant les obstacles que la Révolution avait amoncelés sur leur passage, et par sa piété, ses exemples, ses paroles, entraîner les masses vers Dieu. Ce feu de la charité le dévorait tellement qu'il ne pouvait le cacher ni le laisser inactif, même au milieu des paysans de la campagne. « Quand le président venait parmi nous pour y vivre en simple particulier, racontaient de pauvres laboureurs, il ne nous épargnait ni les châtiments ni les corrections; mais aussi c'était un vrai saint : il nous donnait de gros salaires et de magnifiques récompenses; il récitait avec nous la doctrine chrétienne et le rosaire, nous expliquait l'Évangile, nous faisait entendre la messe et nous préparait tous à la confession et à la communion. La paix et l'abondance régnaient alors dans nos campagnes, parce que la seule présence de l'excellent *Caballero* [1] en éloignait tous les vices. » Se trouvant un jour au milieu d'ouvriers irlandais qu'il avait fait venir des États-Unis pour établir une scierie mécanique, il examina leur travail ; puis, après un repas champêtre servi à ses frais, il interrogea les convives sur les habitudes religieuses de leur pays et finalement leur demanda s'ils savaient des cantiques à la sainte Vierge. Les bons Irlandais se mirent à chanter avec entrain. « On aime bien la sainte Vierge dans votre pays? » demanda le président. — « Oh! nous l'aimons de tout notre cœur. » — « Eh bien, mes enfants, mettons-nous à genoux et récitons le chapelet pour que vous persévériez à aimer et à servir Dieu. » Et tous ensemble, agenouillés près du président, les lar-

1. Chevalier.

mes dans les yeux, récitèrent pieusement le chapelet.

Son zèle lui suggérait les moyens les plus ingénieux pour gagner une âme à Jésus-Christ. Il avait à Quito un ami dont il estimait le caractère, les bonnes qualités et aussi les précieux services, car il lui fournissait souvent les capitaux dont il avait besoin pour ses grandes entreprises. Cet ami allait à la messe, soulageait les pauvres, assistait même aux exercices spirituels, mais. par suite d'une longue habitude, restait éloigné des sacrements. Garcia Moreno lui reprochait cette inconséquence, sans jamais obtenir autre chose que de vagues promesses pour l'avenir. Or, c'est la coutume à Quito qu'à la fin du mois de Marie, les fidèles offrent à la sainte Vierge, en guise de fleurs, leurs résolutions écrites. Vers la fin du mois, Garcia Moreno demanda un jour à son ami s'il avait offert à Marie son bouquet de fleurs. Celui-ci comprit l'allusion et voulut s'esquiver : « Attendez donc, reprit-il, je lui ai présenté, moi, un riche bouquet, et, comme toujours il faudra que vous en fassiez la dépense. — Vous savez que ma bourse vous est toujours ouverte, lui répondit son interlocuteur, croyant qu'il s'agissait d'une nouvelle avance d'argent pour un don que le président voulait faire. — Je puis compter sur vous? — Certainement. — Eh bien, j'ai promis à la sainte Vierge que vous communieriez le dernier jour de son mois ; vous voyez que sans vous je ne puis offrir mon bouquet. » Le pauvre ami, assez embarrassé, lui dit que le président avait des idées singulières, et qu'une action de cette importance demandait une grande préparation. « Aussi vous ai-je prévenu à l'avance, » répliqua Garcia Moreno. Touché de cette sollicitude pour son âme, le retardataire s'enferma durant quelques jours dans une solitude complète et, quand vint la clôture du mois de Marie, on le vit à la sainte table à côté du président, ce qui mit la joie dans tous les cœurs.

En ces circonstances, la grande âme de Garcia Moreno tressaillait de bonheur. On eût dit le père de l'enfant prodigue retrouvant son fils. Il en était de même toutes les fois que les feuilles publiques annonçaient un progrès quelconque de la religion dans le monde. « Gloire à Dieu et à l'Église, écrivait-il en 1874, pour les nombreuses conversions qui s'opèrent parmi nos frères dissidents, spécialement celles de lord Ripon, de lord Grey, et de S. M. la reine-mère de Bavière! De tels exemples ne peuvent manquer d'exercer une grande influence sur tous les protestants au cœur droit. »

Et maintenant que nous avons montré à nos lecteurs l'intérieur de Garcia Moreno, si quelqu'un lui prête une autre intention que celle de glorifier Dieu, nous pouvons lui répondre qu'il ne connaît rien au cœur de l'homme. Ses actes, il faut les juger, non des bas-fonds où s'agitent les passions politiques, mais du point de vue où ce grand chrétien s'est placé lui-même avant d'agir, c'est-à-dire des hauteurs de la foi et de la charité.

CHAPITRE XI

L'ÉVÊQUE DU DEHORS

Malgré les grands actes de vertu dont se compose la vie de Garcia Moreno, son âme chrétienne ne se serait peut-être jamais manifestée dans tout son éclat sans l'évènement douloureux qui stupéfia le monde catholique durant sa seconde présidence, je veux dire l'envahissement de Rome par les troupes du roi Victor-Emmanuel de Savoie. Comme l'intervention de notre héros dans cette question du pouvoir temporel a contribué plus qu'aucun de ses actes à le mettre en relief aux yeux de l'Europe et à le désigner aux colères de la franc-maçonnerie cosmopolite, il convient de raconter en détail ce glorieux épisode de son histoire.

Depuis un siècle, les sociétés secrètes travaillaient sans relâche à jeter bas la puissance temporelle des papes. Sous l'inspiration de Satan, leur maître, elles avaient compris qu'une Église dépouillée de toute propriété ne peut être qu'esclave ou martyre. De là, la confiscation des biens ecclésiastiques, et surtout la guerre à ce pouvoir temporel qui assure au vicaire du Christ indépendance et liberté. La Révolution de 1789 détrône Pie VI; « la Révolution à cheval » de 1804 emprisonne Pie VII; le carbonarisme tente plusieurs fois d'abattre Grégoire XVI et réussit à renverser Pie IX. Seulement à chaque nouveau triomphe des bandes révolutionnaires, il apparaissait toujours un roi ou un

congrès de rois pour relever le trône pontifical. Voulant en finir, la franc-maçonnerie enrôla les chefs d'État parmi les complices de ses brigandages : Victor Emmanuel, roi de Piémont, et Napoléon III, empereur des Français, entrèrent dans ses complots. Dès lors commença cette longue série de trahisons, ce long baiser de Judas, qui aboutit au crime de 1870.

Pour colorer l'infâme guet-apens qu'ils méditaient, les conjurés imaginèrent d'en rendre « le pape responsable aux yeux du monde ». Le roi de Piémont parla de réformes nécessaires à Rome; Napoléon, dans un document célèbre[1], précisa les abus existants et réclama de Pie IX, encore à Gaëte, « une amnistie générale pour les insurgés, la sécularisation de l'administration, l'adoption du code Napoléon, l'établissement d'un gouvernement libéral ». Il savait à quoi s'en tenir sur les mérites des gouvernements libéraux, lui qui préparait alors le coup d'État du 2 décembre et l'Empire; mais il jouait son rôle en fomentant de nouvelles émeutes contre ce gouvernement pontifical qu'il venait, un peu malgré lui, de restaurer. Quelques années plus tard, au lendemain de la guerre de Crimée, la France, le Piémont et l'Angleterre, réunis au congrès de Paris, oubliaient la question d'Orient pour remettre de nouveau sur le tapis les abus du gouvernement pontifical, le plus doux, le plus paternel, le plus économique des gouvernements de l'Europe, alors que cette même France, aidée de l'Angleterre et du Piémont, venait « de dépenser deux milliards, soixante-huit officiers supérieurs, trois cent cinquante jeunes gens, la fleur de nos grandes familles, et deux cent mille Français, pour soutenir le grand Turc, l'homme, ou plutôt l'être qui, entouré de ses huit cents femmes légitimes, ses trente-

1. Lettre à Edgard Ney.

six sultanes, et ses sept cent cinquante femmes de harem, mange, dans une auge d'or, deux cent cinquante millions prélevés sur les sueurs des chrétiens[1] ». Quand on revient de combattre pour perpétuer et consolider en Europe la sentine musulmane, ne faut-il pas avoir un front d'airain, ou plutôt de franc-maçon, pour oser dénoncer les abus de la Rome pontificale?

L'opinion suffisamment préparée, les deux complices entrèrent en campagne. La guerre d'Italie fournit à Victor-Emmanuel l'occasion de mettre la main sur les Romagnes, en échange de la Savoie et du comté de Nice dont il fit la part de son compère. Puis, sous prétexte d'arrêter Garibaldi, son précurseur patenté, le roi de Piémont envahit avec cinquante mille hommes les Marches et l'Ombrie, pour assassiner à Castelfidardo la petite troupe pontificale, commandée par La Moricière. L'armée française assiste à cet égorgement, l'arme au bras, se retire devant les troupes piémontaises qui s'emparent de la campagne romaine, et finalement, sur l'ordre de Napoléon, abandonne Rome à l'excommunié. Par la brèche de la Porta-Pia, celui-ci pénètre dans la vieille cité des papes et s'installe cyniquement, aux applaudissements de la Révolution, dans le palais du Quirinal.

On reste stupéfait devant cette violation du droit des gens, mais plus encore peut-être devant la honteuse attitude des puissances européennes qui l'ont encouragée ou tout au moins tolérée. Durant les dix années que Victor-Emmanuel consacra, lui et son comparse Garibaldi, à l'*annexion* successive des provinces pontificales, les souverains promulguèrent le nouveau principe de *non-intervention,* en vertu duquel le fort a droit d'écraser le faible sans qu'il soit permis à qui que ce

1. Paroles de Mgr Pie dans un entretien avec l'Empereur Napoléon. *Histoire du cardinal Pie,* par Mgr Baunard, tome I, p. 666.

soit de s'interposer entre eux. Au reste, avant l'arrivée à Rome du roi de Piémont, les gouvernements d'Europe l'avaient déjà reconnu comme roi d'Italie. Pendant que ses canons battaient en brèche les murailles de la Ville éternelle, Pie IX, s'adressant aux membres du corps diplomatique rassemblés dans ses appartements, leur dit avec tristesse : « Messieurs, je voudrais pouvoir vous dire que je compte sur vous et que quelqu'un d'entre vous aura, comme jadis, l'honneur de tirer l'Église de ses tribulations. Les temps sont changés, le pauvre vieux pape ne compte plus sur personne ici-bas; mais l'Église est immortelle, Messieurs, ne l'oubliez pas. » Les diplomates, qui connaissaient leurs maîtres, restèrent muets. Néanmoins, le vaillant Pontife, du fond de sa prison, dénonça à tous les potentats et à tout le peuple catholique l'exécrable forfait dont il était victime. Dans son encyclique du 1er novembre, il raconta comment Victor-Emmanuel avait osé lui proposer la cession volontaire des États de l'Église. « Naboth, disait-il avec un de ses prédécesseurs, défendit sa vigne au prix de son sang; et nous abandonnerions les droits et les possessions de l'Église que nous avons juré de maintenir intacts! nous sacrifierons la liberté du Siège apostolique, intimement liée à la liberté de l'Église universelle! » Il ajoutait que, « au mépris de ses protestations, le roi de Piémont avait envahi le lambeau de territoire qui restait encore au pape, dispersé l'armée pontificale, envahi la Ville éternelle, après en avoir abattu les murailles à coups de canon ». Puis, le Vicaire du Christ, en vertu de son autorité toute-puissante, lançait de nouveau l'excommunication contre les auteurs et fauteurs de l'abominable attentat commis contre l'Église de Dieu. En même temps, le cardinal Antonelli, par une circulaire aux représentants du Saint-Siège à l'étranger, protestait au nom des droits politiques

contre l'occupation de Rome, montrant la flagrante injustice dont s'était rendu coupable le roi de Piémont, et la servitude du saint-père désormais à la merci des envahisseurs. Il avertissait néanmoins tous les chefs d'État que « malgré les violences du gouvernement italien et ses efforts pour amener les cabinets européens à ratifier l'invasion des États pontificaux, *chose qui paraissait impossible,* le saint-père fidèle à ses serments et à sa conscience, revendiquerait ses droits par tous les moyens en son pouvoir, et affronterait la prison et la mort plutôt que de trahir son devoir ». Ce qui paraissait impossible en fait de lâcheté, les princes le réalisèrent. Les uns, complices de la Révolution, les autres terrifiés par elle, restèrent muets devant le fait accompli; et les bourreaux du pape allaient enfin s'applaudir d'avoir tué le droit sans soulever d'autre protestation que les larmes impuissantes des catholiques, quand, par la grâce de Dieu, une voix éclatante, la voix du président de l'Équateur, retentit comme un coup de foudre au sommet des Andes, et vint rappeler à nos rois d'Europe qu'ils peuvent écraser le juste mais que la justice ne meurt pas.

Garcia Moreno avait suivi, scène par scène, la passion de Pie IX. Il avait applaudi aux touchantes mais fermes protestations de l'agneau luttant contre les loups; la croisade des zouaves pontificaux contre les nouveaux sarrasins l'avait transporté d'admiration. Combien de fois ne lui arriva-t-il pas de s'écrier, en variant un peu le mot de Clovis : « Que ne suis-je à la tête des Francs! » Mais, s'il lui manquait l'épée de Clovis ou de Charlemagne, le grand cœur de ces héros battait dans sa poitrine. Quand le crime fut consommé, il résolut de pousser au moins le cri du centurion romain, sur le Calvaire : « C'est le Fils de Dieu que vous avez attaché à la croix. » Les révolutionnaires aiguiseront leurs poignards, les

grands rois d'Europe frémiront de colère à la pensée de ce principicule américain qui les dénonce à l'indignation du monde civilisé : qu'importe? Dieu ne meurt pas. L'encyclique du Pape parut à l'Équateur dans les premiers jours de janvier 1871; le 18, on lisait au journal officiel cette énergique protestation, adressée selon la forme constitutionnelle, au ministre de Victor-Emmanuel :

« Le soussigné, ministre des affaires extérieures de la République de l'Équateur, a l'honneur d'adresser la protestation suivante à son Excellence le ministre des affaires étrangères du roi Victor-Emmanuel, à l'occasion des événements douloureux survenus depuis septembre dernier dans la capitale du monde catholique.

« L'existence même du catholicisme étant attaquée dans la personne de son auguste chef, le représentant de l'unité catholique, lequel s'est vu dépouiller de son domaine temporel, unique et nécessaire garantie de sa liberté et de son indépendance dans l'exercice de sa mission divine, Votre Excellence reconnaîtra que tout catholique, et à plus forte raison tout gouvernement qui régit une notable portion de catholiques, a non seulement le droit mais le devoir de protester contre cet odieux et sacrilège attentat.

« Cependant, avant d'élever la voix, le gouvernement de l'Équateur attendit la protestation autorisée des États puissants de l'Europe contre l'injuste et violente occupation de Rome, ou, mieux encore, que Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, rendant spontanément hommage à la justice et au caractère sacré du noble Pontife qui gouverne l'Église, restituât au Saint-Siège le territoire dont il l'a dépouillé.

« Mais son attente a été vaine : les rois du vieux continent ont jusqu'ici gardé le silence, et Rome continue à gémir sous l'oppression du roi Victor-Emmanuel.

C'est pourquoi le gouvernement de l'Équateur, malgré sa faiblesse et l'énorme distance qui le sépare du vieux monde, accomplit le devoir de protester, comme il proteste, devant Dieu et devant les hommes, au nom de la justice outragée, au nom surtout du peuple catholique de l'Équateur, contre l'inique invasion de Rome et l'esclavage du Pontife romain, nonobstant les promesses insidieuses toujours répétées et toujours violées, nonobstant les garanties dérisoires d'indépendance au moyen desquelles on entend déguiser l'ignominieux asservissement de l'Église. Il proteste enfin contre les conséquences préjudiciables au Saint-Siège et à l'Église catholique, qui ont déjà résulté ou résulteront encore de cet indigne abus de la force.

« En vous adressant cette protestation par ordre formel de l'Excellentissime président de cette République, le soussigné veut espérer encore que le roi Victor-Emmanuel réparera noblement les déplorables effets d'un moment de vertige, avant que le trône de ses illustres aïeux soit réduit en cendres par le feu vengeur des révolutions[1]. »

Garcia Moreno ne se contenta pas de cette protestation personnelle. Il en envoya copie à tous les gouvernements d'Amérique, les exhortant vivement à réprouver avec lui « la violente et injuste occupation de Rome. » « Une violation si flagrante de la justice contre l'auguste chef de l'Église catholique, disait-il, ne peut être regardée avec indifférence par les gouvernements de la libre Amérique. Si les rois du vieux monde ne lui opposent que le silence, elle doit encourir dans le nouveau l'énergique réprobation des peuples et des gouvernements qui les représentent. »

Hélas! aucun chef d'État, pas plus en Amérique qu'en

1. *El Nacional*, 18 janvier 1871.

Europe, ne fit écho au grand justicier. Du reste, il ne se faisait aucune illusion sur le résultat de sa démarche : « Je n'espère pas, écrit-il à un ami, que les républiques sœurs répondent à notre invitation de protester contre la sacrilège et mille fois infâme occupation des États pontificaux. Par cette invitation, d'ailleurs, je n'ai eu en vue que d'accomplir mon devoir de catholique et de donner à notre protestation la plus grande publicité possible. La Colombie m'a remis une réponse négative en termes modérés ; Costa-Rica, une réponse également négative en termes insolents; la Bolivie m'a fait dire avec une grande courtoisie qu'elle prendrait mon projet en considération ; quant au Chili, au Pérou, et aux autres États, ils n'ont pas même daigné m'adresser un accusé de réception. Après tout, qu'importe? Dieu n'a besoin ni de nous, ni de rien, pour accomplir sa promesse, et il l'accomplira en dépit de l'enfer et de ses satellites francs-maçons qui, par le moyen des gouvernants, sont plus ou moins les maîtres de l'Amérique à l'exception de notre patrie. »

Si les rois et les présidents de république firent la sourde oreille, l'effet de cette protestation fut immense sur les peuples. A l'Équateur, elle provoqua une grande manifestation nationale, à laquelle s'associèrent tous les dignitaires de l'ordre civil, militaire et judiciaire. Dans de magnifiques adresses au délégat apostolique, tout le peuple disait comme les habitants de Quito :

« Nous ne pouvons rien contre ces odieux attentats, mais nous les réprouvons, nous les condamnons de tout notre cœur, et nous demandons au Dieu des nations et des armées d'abréger ces temps de tribulation, en rendant au chef de l'Église sa liberté et son indépendance. »

Après avoir flétri la spoliation, l'adresse du clergé en appelait « aux souverains de cette Europe qu'on appelle

civilisée, à ces puissants qui gouvernent des millions de catholiques dont le bonheur est intimement lié à l'indépendance du chef de l'Église. Comment, disait-elle, le pontife romain peut-il être indépendant et sujet d'un roi, d'un roi qui depuis dix ans opprime l'Église et foule aux pieds ses saintes lois? Il nous paraît impossible que vous approuviez l'immoral et monstrueux principe que le fort a toujours droit et que l'indépendance des peuples n'est qu'une affaire de coups de canon. Nous voulons croire, avec l'Écriture, que vous êtes assis sur un trône de justice et qu'un éclair de vos yeux dissipera les méchants[1]. » Ainsi, sous la puissante impulsion de son chef, l'Équateur se levait comme un seul homme pour flétrir l'iniquité triomphante et consoler le prisonnier du Vatican.

Le monde catholique applaudit également à la noble protestation du président, dès lors regardé comme un héros. « L'Équateur, disait un journal de Bogota, ne serait rien sans Garcia Moreno, et cet homme illustre, malgré son génie, ne serait rien lui-même sans son intrépide défense de l'Église romaine. Honneur et gloire à celui qui a osé dire : un peuple catholique ne peut renier socialement Jésus-Christ! En le voyant protester officiellement contre la plus grande injustice des temps modernes, l'usurpation sacrilège des États pontificaux, quelques-uns riaient de cet acte; mais bientôt sa voix retentissait dans le monde entier, éveillant partout des échos assez puissants pour faire trembler les spoliateurs. Cet homme a sauvé l'honneur de notre siècle, et, dans le nimbe de gloire qui le couronne, on oublie la faiblesse de la nation qui a pris pour elle de parler pour toutes[2]. » Un journal espagnol, *La Cruz*, fit ressortir

1. *Proverbes*, II, 8.
2. *El Tradicionista*, cité par *El Nacional*, 18 novembre 1873.

l'acte de Garcia Moreno dans des termes si glorieux pour lui que nous ne résistons pas au plaisir de les citer : « Le vieux monde, couvert de stigmates honteux, régi par des monarques qui ne règnent ni ne gouvernent, toujours prêts, au moment du péril, à jeter leur couronne pour sauver leur tête, ce vieux monde avili a laissé le vicaire du Christ entre les mains des nouveaux Judas : il s'est fait le complice des déicides du Golgotha. Nos gouvernants libéraux ont assisté tranquillement, peut-être même joyeusement, au triomphe de la liberté du mal, sans même envoyer une parole de consolation au captif du Vatican. Mais, de l'autre côté des mers, existe un pays où s'est conservée la langue et la foi de la vieille Espagne; une nation dont le gouvernement, les lois et les mœurs sont fondés sur le catholicisme, un peuple qui, bien que républicain, a su vomir le poison libéral. Cette nation, la seule qui ait écouté la grande voix de Pie IX, la seule qui ait protesté par un acte officiel, solennel, énergique, contre les sacrilèges spoliateurs de Rome, la seule qui ait censuré par son exemple l'humiliante apathie de ceux qui devaient et pouvaient aller au secours du souverain pontife, la seule qui arbore sans crainte le glorieux drapeau de la croix; cette nation, dis-je, ne figure pas au nombre des nations de l'Europe, ni de ces royaumes qui s'intitulent, on ne sait pourquoi, très chrétien, très fidèle, très catholique; ni de ces empires que la multitude des guerriers ou des canons rend invincibles : c'est la petite république de l'Équateur, petite matériellement, grande par sa foi. Honneur et gloire à son noble chef qui, fidèle interprète des aspirations populaires, a su venger l'Église opprimée, la religion outragée, Rome envahie par des hordes sauvages, mille fois plus dignes de malédictions que les hordes d'Attila. » La presse catholique française ne ménagea pas non plus son admiration au vaillant dé-

fenseur de l'Église. *L'Univers* le cita comme exemple à l'assemblée de 1871 qui, élue pour faire la monarchie, glissait déjà vers la république. Il lui proposait d'imiter par sa foi cet État de l'Équateur, « le seul catholique, le seul qui profite du droit d'un pays libre pour protester contre la violation du droit des gens, le seul qui fasse entendre à la cour de Florence le ferme langage de la justice, ce qui vaut aujourd'hui à son président les félicitations du monde entier ».

Au milieu des insultes qui lui furent prodiguées par les journaux révolutionnaires, Garcia Moreno se réjouit d'avoir donné, pour ainsi dire, une voix à la conscience publique, mais surtout d'apprendre que sa protestation avait grandement consolé et fortifié le captif du Vatican. A la lecture de cette énergique réprobation des sacrilèges apostats qui l'avaient trahi, Pie IX s'écria : « Ah! si celui-là était un roi puissant, le pape aurait un appui en ce monde! » Le 21 mars 1871, il envoyait au président ce bref de félicitation et de reconnaissance : « Aux nombreux et magnifiques témoignages de pieux dévouement que vous nous avez donnés dans l'accomplissement des devoirs de votre charge, vous ajoutez une preuve éclatante de fidélité au Siège apostolique et à notre humble personne. Dans un temps désastreux pour la sainte Église, vous n'avez pas craint de condamner publiquement, aux acclamations de tous les cœurs honnêtes, l'usurpation de notre pouvoir temporel que des hommes ingrats et perfides viennent de perpétrer. Cet acte d'énergie nous a souverainement consolé au milieu des afflictions qui nous accablent : aussi avons-nous résolu, en témoignage de notre affectueuse bienveillance et pour vous stimuler à de nouveaux actes de générosité envers l'Église catholique, de vous créer, comme nous vous créons en effet par les présentes lettres, chevalier de première classe de l'ordre

de Pie IX. Admis dans cette illustre corporation, vous pourrez porter désormais la grande décoration de cet ordre et jouir de toutes les distinctions et privilèges dont nous l'avons enrichi ».

Pie IX ne pouvait trouver un cœur plus brave ni plus catholique pour y placer la croix de chevalier. Garcia Moreno remercia le Pape avec effusion. Il ne se croyait pas digne d'un tel honneur, il trouvait tout naturel d'avoir accompli ce qu'il appelait un devoir de sa charge. « Si le dernier des Équatoriens, disait-il au congrès de 1871, avait à subir dans sa personne ou ses biens, les vexations d'un gouvernement puissant, nous croirions devoir protester hautement contre l'abus de la force, pour ne pas autoriser l'injustice par la complicité de notre silence. Je ne pouvais donc pas me taire, alors qu'en ôtant au pape son indépendance et sa liberté, les usurpateurs du pouvoir temporel violaient le droit le plus précieux de tous les habitants de l'Équateur, le droit de la conscience et de la liberté religieuse. » La protestation n'était que l'accomplissement d'un devoir strict; il fallait au nouveau chevalier, pour légitimer son titre à ses propres yeux, un acte de générosité plus significatif et plus spontané. L'usurpation du pouvoir temporel lui en fournit l'occasion.

Le pape dépouillé de ses États, par conséquent de ses revenus, était par le fait même réduit à la mendicité. Pour subvenir aux frais de son immense administration, les catholiques avaient créé l'œuvre du denier de saint Pierre, alimentée par la charité des particuliers. Garcia Moreno se demanda pourquoi le gouvernement, en sa qualité de catholique, n'enverrait pas son obole au pape, aussi bien que les familles, aussi bien que les individus. Au congrès de 1873, après avoir montré la renaissance de l'Équateur, sous l'influence du catholicisme, l'état des finances de plus en plus prospère, la

nécessité de multiplier les missionnaires sur les rives du Napo, il formula nettement sa proposition :

« Il n'est pas moins impérieux, dit-il, le devoir qui nous incombe de secourir notre saint-père le pape maintenant qu'on l'a dépouillé de ses domaines et de ses revenus. Vous pouvez lui destiner le dix pour cent sur la partie de la dîme concédée à l'État. L'offrande sera modeste, mais elle nous permettra au moins de prouver que nous sommes les fils loyaux et affectionnés du père commun des fidèles. Nous le lui prouverons tant que durera le triomphe éphémère de l'usurpation italienne.

« Puisque nous avons le bonheur d'être catholiques, soyons-le logiquement, ouvertement ; soyons-le dans notre vie publique comme dans notre vie privée ; confirmons la vérité de nos sentiments et de nos paroles par le témoignage public de nos œuvres.

« En tout temps une pareille conduite devrait être celle d'un peuple catholique, mais aujourd'hui, à cette époque de guerre implacable et universelle contre notre sainte religion, aujourd'hui que les apostats en viennent à renier dans leurs blasphèmes la divinité de Jésus, notre Dieu et notre Seigneur, aujourd'hui que tout se ligue, tout conspire, tout s'acharne contre Dieu et son Christ, qu'un torrent de méchanceté et de fureur jaillit du fond de la société bouleversée contre l'Église et contre la société elle-même, comme dans un tremblement de terre surgissent de profondeurs inconnues des rivières de fange ; aujourd'hui, dis-je, cette conduite conséquente, résolue, courageuse, s'impose absolument, car l'inaction pendant le combat est une trahison ou une lâcheté.

« Continuons donc notre œuvre avec une invincible fidélité, heureux, mille fois heureux si le ciel veut bien à ce prix combler notre chère patrie de ses béné-

dictions, heureux moi-même si je parviens à mériter ainsi la haine, les calomnies et les insultes des ennemis de Dieu et de notre foi.»

Électrisé par la sublimité de ces sentiments, le congrès vota le projet, après que les différents orateurs eurent exposé les raisons de droit naturel et de droit divin qui obligeaient les nations catholiques à soutenir le souverain pontife. « De même que chaque nation doit subvenir aux nécessités de l'État, de même chaque État, partie de cette immense association qui s'appelle l'Église, doit pourvoir aux besoins du chef qui la régit. Du reste, l'Équateur y est obligé par gratitude autant que par justice, car la dîme appartient tout entière à l'Église, et c'est grâce à la générosité du saint-père que l'État peut s'en approprier une partie. Enfin, par ailleurs, l'Équateur doit témoigner sa reconnaissance à ce Pontife magnanime qui, lors du tremblement de terre d'Ibarra, vint si généreusement à notre secours, comme il le fait du reste toutes les fois qu'il s'agit de soulager quelque grande infortune. » Sous l'empire de ces considérations, le congrès alloua au saint-père une somme de dix mille piastres[1], à titre de don national, « chétive offrande de notre petite République, disaient les représentants au délégat apostolique, que nous vous prions de faire agréer à l'immortel Pie IX, de la part d'un peuple qui vénère ses vertus et admire sa grandeur. » — « Cessez, répondit le délégat touché jusqu'aux larmes, cessez de me représenter votre République comme humble et petite : ils ne sont pas petits les États qui savent s'élever à une telle hauteur. »

En recevant le message du président et le don filial de la République équatorienne, le bon Pie IX ne fut pas moins ému que son délégat. Sa réponse au prési-

1. Environ 52 mille francs.

dent respire la plus affectueuse tendresse : « Nous ne savons, lui dit-il, si nos actions de grâces doivent avoir pour objet les preuves de votre insigne dévouement à notre égard, plutôt que les faveurs dont Dieu se plaît à vous récompenser. En effet, sans une intervention divine toute spéciale, il serait bien difficile de comprendre comment, en si peu de temps, vous avez rétabli la paix, payé une partie notable de la dette publique, doublé les revenus, supprimé les impôts vexatoires, restauré l'enseignement, créé des routes, des hospices, des hôpitaux. Toutefois, s'il faut avant tout remercier Dieu, l'auteur de tout bien, il convient aussi de louer votre prudence et votre zèle, vous qui savez faire marcher, concurremment avec tant d'objets de votre sollicitude, la réforme des institutions, de la justice, de la magistrature, de la milice, n'oubliant rien de ce qui procure la prospérité publique. Mais, par-dessus tout, nous vous félicitons de la piété avec laquelle vous rapportez à Dieu et à l'Église tous vos succès, persuadé que sans la moralité, dont l'Église catholique seule enseigne et maintient les préceptes, il ne saurait y avoir pour les peuples de véritable progrès. C'est avec raison que de toutes vos forces vous avez stimulé le congrès à la propagation de notre sainte religion, et tourné tous les cœurs vers ce Siège apostolique, centre de l'unité, contre lequel sévit une horrible tempête, leur demandant très opportunément de subvenir à nos nécessités. Continuez de vivre dans cette sainte liberté chrétienne, de conformer vos œuvres à votre foi, de respecter les droits et la liberté de la sainte Église, et Dieu, qui n'oublie point la piété filiale, répandra sur vous, très cher fils, des bénédictions plus abondantes encore que celles dont il vous a comblé jusqu'ici[1]. »

1. Bref du 20 octobre 1873.

Cet éloge détaillé de ses actes par la plus haute autorité qui soit sur la terre effraya la modestie de Garcia Moreno, à tel point qu'il s'en ouvrit au pape avec les sentiments de la plus profonde humilité. « Très Saint Père, dit-il, je ne puis rendre l'impression de gratitude que produisit sur moi la lettre si paternelle et si affectueuse de Votre Sainteté! L'approbation que vous daignez donner à mes propres efforts est pour moi la récompense la plus grande que j'ambitionne sur cette terre, mais elle est bien supérieure à mes mérites. Je confesse en toute justice que nous devons tout à Dieu, non seulement la prospérité croissante de notre petit État, mais aussi les moyens que j'emploie pour la développer, et même le désir que Dieu m'a inspiré de travailler pour sa gloire. Je ne mérite donc aucune récompense; j'ai bien plus de raison de craindre qu'au dernier jour Dieu ne me rende responsable du bien que j'aurais pu faire avec le secours de sa bonté, et que je n'ait point fait. Daigne donc Votre Sainteté le supplier de me pardonner, et de me sauver malgré mes fautes. Dieu veuille m'éclairer, me diriger en toutes choses, et m'accorder la grâce de mourir pour la défense de la foi et de la sainte Église... Dans ces sentiments, Très Saint-Père, j'implore une nouvelle bénédiction pour la République, pour ma famille et pour ma personne. Je sens croître avec votre bénédiction ma confiance en Dieu, source de toute force et de toute valeur. »

Tels étaient les rapports de cordialité et de parfaite union qui existèrent toujours entre Pie IX et Garcia Moreno. Pie IX aimait en Garcia Moreno l'homme droit, l'homme juste, l'opiniâtre adversaire de la Révolution. Fier avec le Tzar, avec Bismarck, avec Napoléon, il se montrait plein de tendresse pour ce chef d'un État inconnu dont le noble cœur battait à l'unisson du sien. De son côté, Garcia Moreno aimait avec pas-

sion cet héroïque pontife toujours sur la brèche pour défendre les droits de l'Église ce nouveau Grégoire VII qui, dans notre siècle d'indifférence et de rationalisme, eut assez de courage et de prestige pour imposer le *Syllabus*, organiser une croisade, et célébrer le concile du Vatican. Ces deux âmes n'en faisaient qu'une dans l'amour de la vérité intégrale : Pie IX, l'évêque du dedans, prêchait cette vérité; Garcia Moreno, l'évêque du dehors, se levait pour lui prêter main-forte, et lui offrir au besoin le sacrifice de sa vie. Il écrivait un jour à un de ses amis qui venait d'être admis à l'audience de Pie IX : « Je te porte envie pour le bonheur que tu as eu de baiser les pieds du vicaire de Jésus-Christ et de converser avec lui, lui que j'aime plus que mon père, car pour lui, pour sa défense, pour sa liberté, je donnerais même la vie de mon fils. »

Pie IX et Garcia Moreno, ces deux justes du XIX[e] siècle avaient mérité tous deux le suprême honneur de partager la passion de Jésus-Christ : l'un fut livré aux geôliers de la Révolution, l'autre à ses sicaires.

CHAPITRE XII

LA RÉÉLECTION

(1874-1875)

Durant les cinq années écoulées depuis que Garcia Moreno avait repris les rênes du pouvoir, le pays changea de face matériellement et moralement, au point que les étrangers ne reconnaissaient plus le triste et pauvre Équateur d'autrefois. La capitale était transformée, les autres villes embellies; la province d'Ibarra, ensevelie six ans auparavant sous les décombres, sortait de ses ruines. Des écoles s'ouvraient dans les moindres villages, des collèges et des pensionnats dans les centres populeux ; une Université dotée de quatre facultés, une École polytechnique, des musées, des laboratoires, un Conservatoire des beaux-arts, un observatoire astronomique, élevaient Quito au rang des villes les plus illustres du continent américain. L'Équateur offrait le spectacle de l'Italie au temps des Médicis. Et encore n'était-ce là que la fleur et comme le vernis de la civilisation nouvelle qui animait le pays. Le froid égoïsme avait fait place à la charité ; les pauvres, les malades, les lépreux, recueillis dans les hôpitaux, y trouvaient secours et consolation ; les orphelins dans les asiles, les jeunes ouvriers dans les ouvroirs, les indiens dans leurs cases, apprenaient à devenir des hommes; les prison-

niers se moralisaient sous l'action bienfaisante de la religion; les sauvages de l'Orient eux-mêmes se civilisaient, grâce au dévouement de leurs zélés missionnaires; sur toutes les routes, de Quito à Guayaquil, à Manabi, aux plages d'Esmeraldas, des milliers d'ouvriers travaillaient à relier le plateau des Andes aux rivages de l'Océan. Encore quelques années, on aurait vu l'agriculture et l'industrie enrichir ce pays, des émigrants défricher ses bois, des chemins de fer sillonner ses vastes haciendas. L'avenir s'ouvrait aux plus magnifiques perspectives, d'autant plus que l'Équateur, si troublé jusque-là, jouissait depuis ces six années de la paix la plus parfaite.

A l'intérieur, le calme et la tranquillité régnaient dans les esprits, grâce à la constitution qui garantissait tous les droits légitimes et contraignait les méchants à les respecter. En 1871 et 1873, le congrès se réunit, non plus pour organiser l'émeute contre le gouvernement, mais pour l'aider dans ses travaux. Députés et sénateurs, unis d'esprit et de cœur au président, examinaient consciencieusement les projets de lois soumis à leurs délibérations, ne consultant dans leurs votes que le bien public, et non le criminel désir d'assurer le triomphe d'un parti ou de faire échec au gouvernement. Cette harmonie des pouvoirs, phénomène inconnu des républiques, jetait le peuple dans une espèce de ravissement. « Autrefois, dit un journal de cette époque, on craignait les congrès comme les tremblements de terre, les épidémies, les calamités publiques. Les chambres se transformaient en concile pour attaquer les droits de l'Église, sa discipline, ses propriétés, ou en factions d'opposition, sous l'impression du plus vil égoïsme et quelquefois des plus basses vengeances. A leur approche, on faisait des prières publiques, on récitait des litanies, on poussait des cris de terreur, comme

à l'approche d'une invasion. Heureusement ce temps n'est plus; le congrès et le gouvernement s'unissent dans un seul et même souci : assurer la prospérité du pays sous la sauvegarde de la morale et de la religion [1]. » Les révolutionnaires avaient bien tenté d'agiter le peuple, mais quelques jours d'état de siège avaient suffi pour les mettre à la raison. » Le peu d'importance de ces tentatives, disait Garcia Moreno au congrès de 1871, déjouées aussitôt que connues, prouve que le peuple, d'accord avec le gouvernement, oppose un rempart inébranlable aux complots des factieux. Si, à l'avenir, quelques-uns de ces brouillons s'enhardissent jusqu'à lever encore contre la patrie leurs mains parricides, je compte sur la loyauté de l'armée et de la garde nationale, sur les sentiments patriotiques du peuple, et par-dessus tout sur la protection divine pour en faire bonne et prompte justice. » Les révolutionnaires se le tinrent pour dit et restèrent cois pendant toute cette période, à tel point que le gouvernement, par un décret de 1873, rouvrit les portes de l'Équateur à tous les déportés politiques, sans préjudice toutefois de leur responsabilité devant les tribunaux pour crimes de droit commun. Comme la plupart avaient à craindre de sérieux démêlés avec la justice, très peu profitèrent de cet acte de clémence.

Le gouvernement entretenait aussi des relations, sinon cordiales, du moins pacifiques, avec les États voisins, qui avaient enfin appris à le respecter. Au début de cette période, la *Gazette officielle* de Nicaragua se permit un jour des insinuations malveillantes au sujet du nouveau gouvernement de l'Équateur, Garcia Moreno demanda des explications : « Il laissait en paix ses voisins, il ne se permettait jamais le langage caus-

1. *La Verdad*, 29 octobre 1873

tique et injuste dont usait la *Gazette* envers les magistrats de l'Équateur, magistrats que le peuple a choisis pour faire respecter ses droits indignements trahis. Que signifiaient donc ces perpétuels dénigrements? » Le gouvernement de Nicaragua s'empressa de répondre qu'il n'avait jamais eu l'intention de blesser les représentants d'un État avec lequel il désirait vivre en paix, et qu'à l'avenir les folliculaires officiels garderaient plus de réserve [1]. Inspirés par la secte maçonnique, les journaux de la Colombie tâchaient aussi de brouiller les cartes en ressassant les anciennes idées de Mosquera sur le despotisme théocratique de l'Équateur. Ils versaient des larmes de crocodile sur leurs compatriotes du Cauca obligés de vivre dans ce pays disgracié. Garcia Moreno leur fit répondre que si les brouillons se déplaisent généralement à l'Équateur, l'étranger pacifique y trouve toujours bienveillance et cordialité; que du reste ceux qui ne s'accommoderaient pas des lois du pays ne devaient pas s'y considérer comme dans une prison Mamertine, mais dans une Thèbes aux cent portes, par où chacun peut sortir de cette terre ingrate pour aller respirer les douceurs du paradis colombien [2]. Quant au Pérou, toujours en ébullition révolutionnaire, il n'avait pas le temps d'intriguer chez ses voisins; aussi, malgré les menées, les fureurs, les pamphlets des réfugiés de Lima, Garcia Moreno put-il dire en 1873 aux membres du congrès : « Rien n'est venu troubler la bonne harmonie que nous voulons conserver avec toutes les nations par l'accomplissement loyal de tous nos devoirs. »

Il y a plus; en dépit des injurieux libelles que la Révolution vomissait contre lui, la gloire de Garcia More-

1. *El Nacional*, 2 janvier 1870.
2. *La Verdad*, 3 mars 1873.

no rayonnait dans toute l'Amérique. « L'Équateur, disait en 1872 *l'Écho des deux Mondes,* a eu la sagesse d'unir les biens du passé avec ceux du présent, le droit avec les garanties d'un pays libre. En cautérisant les plaies toujours saignantes dont l'avait couvert la démagogie libertine d'une autre époque, il a fait comprendre à ses fils que la République n'est pas la Révolution, ni l'indépendance le chaos. » A propos du paiement de la dette américaine, le chargé d'affaires des États-Unis écrivait au journal officiel de l'Équateur : « Il n'est point hors de propos de vous présenter mes félicitations sur les progrès matériels accomplis et les entreprises en voie d'exécution. Peu de personnes sont plus aptes que moi pour en parler d'une manière compétente. Aussi est-ce de tout mon cœur que je fais des vœux pour que cette prospérité croisse de plus en plus. » Le ministre plénipotentiaire de la Colombie, Gonzalez Carazo, ayant reçu ses lettres de rappel, disait au président : [1] « En quittant votre beau pays, je ne puis m'empêcher de vous ouvrir mon cœur. De retour dans ma chère Colombie, je proclamerai hautement que l'Équateur sème partout la précieuse semence de l'instruction publique, ouvre avec une admirable ténacité des voies de communication jusqu'au littoral, administre ses finances avec une probité exemplaire; qu'ici l'administration de la justice n'est pas une garantie illusoire pour les biens, l'honneur, la vie des citoyens et des étrangers; que, posée sur ses volcans, d'où peuvent jaillir à chaque instant la ruine et la mort, la nation s'agenouille instinctivement devant Dieu, notre espérance dans tous nos dangers; que la morale y fleurit magnifiquement sous la protection de la loi, et qu'enfin la bienfaisance officielle, sous l'inspiration de la charité

1. *La Verdad,* 8 juin 1872.

chrétienne, entretient des hospices presque luxueux, où le malade oublie ses douleurs et l'orphelin son abandon. »

Tel était l'état florissant de l'Équateur, ses progrès au dedans, sa gloire à l'étranger, quand, au cours de l'année 1874, la question de l'élection présidentielle vint de nouveau passionner les esprits. Cette élection, aux termes de la constitution, devait avoir lieu au mois de mai 1875. Or, dans les conditions que nous venons de rappeler, il n'était douteux pour personne que Garcia Moreno, l'idole et le bienfaiteur du peuple, obtiendrait une seconde fois l'immense majorité des suffrages. On disait tout haut que la gratitude autant que la nécessité imposait la réélection. Si, par égard pour quelques énergumènes, l'Équateur abandonnait l'homme de génie et de dévouement dont Dieu l'avait gratifié, l'Équateur serait justement honni du monde entier. D'ailleurs, qui pouvait remplacer Garcia Moreno, terminer ses œuvres, tenir le gouvernail d'une main assez ferme pour préserver le navire des écueils de l'anarchie vaincue mais toujours frémissante? Quand un homme dépasse à ce point ses contemporains, c'est que Dieu le veut à la tête d'un peuple, et ce peuple, à moins d'avoir perdu le sens, ne se prive point de ses services pour se jeter dans les bras du premier venu. La sagesse de la constitution consistait précisément dans la faculté qu'elle laissait au peuple de maintenir à sa tête l'homme nécessaire.

Ces idées dominaient tellement le public que les provinces de l'Équateur les manifestèrent dans des adresses spontanément signées par des milliers d'électeurs. Après un brillant éloge de Garcia Moreno, on démontrait la nécessité de lui continuer le mandat présidentiel pour en finir une bonne fois avec la Révolution. « Votons, disaient les signataires, votons pour le grand homme qui n'appartient point à l'école radicale, mais à

l'Église catholique, apostolique et romaine; pour l'illustre citoyen dont nous connaissons la noble intelligence, la science étendue, la parole ardente, l'honneur sans tache, l'indomptable valeur, l'indiscutable patriotisme; pour le guerrier qui dirigea la glorieuse et salutaire croisade de 1859; pour l'homme d'État qui a remis l'ordre dans nos finances, propagé l'instruction, multiplié les établissements de charité, doté le pays de nombreuses voies de communication; votons pour l'intègre citoyen qui voit dans le pouvoir, non pas une mine à exploiter ni un trépied de vaine gloire, mais une charge à laquelle il continuera de sacrifier son temps, sa fortune, sa vie même, pour le salut de la patrie [1]. »

En prouvant aux moins clairvoyants la certitude de la réélection, ces démonstrations populaires exaspérèrent la faction libéro-radicale qui, battue en 1869, espérait prendre sa revanche en 1875. Pour ne pas trop choquer le peuple, ils opposèrent au président, non plus un ami d'Urbina, mais le catholique Borrero, le champion du libéralisme, l'antagoniste attitré de l'autoritaire Garcia Moreno. En vain ce dernier avait-il cherché, quelques années auparavant, à désarmer son ancien ami, en le nommant visiteur fiscal des provinces de Cuenca et Loja : Borrero refusa net, bien résolu à ne tenir aucune charge, si honorable fût-elle, de celui qu'il considérait comme absolument fourvoyé. Garcia Moreno ne lui porta point rancune. En 1873, le gouverneur de Cuenca, violemment irrité contre Borrero, le fit saisir et déporter : le président destitua ce fonctionnaire à poigne, et réintégra Borrero dans son domicile. A cette occasion, il lui proposa même une entrevue, mais « le Caton de l'Équateur » allégua des motifs de santé pour décliner cette offre bienveillante. Entre ces

1. *Manifesto del Azuay*, 1874, signé de quatre à cinq mille personnes.

deux hommes, l'un catholique intégral, l'autre catholique libéral, l'union était impossible. Comme on parlait à Garcia Moreno de la fusion des partis, il répondit sans hésiter : « J'ai dit, dès 1861, que la lutte entre le bien et le mal est éternelle ; par conséquent, la cause que nous soutenons, la cause du bien, de la religion, de la patrie, nous ne pouvons l'amalgamer avec celle de nos adversaires. Nous accueillerons ceux qui de bonne foi viendront se placer dans nos rangs ; nous ne poursuivrons personne, sinon pour crime ou délit ; nous marcherons en avant dans le sentier du bien, brisant toute résistance. Mes convictions sont ancrées dans mon âme, et rien au monde ne les ébranlera. Voilà pourquoi il n'y a pas d'inconséquence dans mes actes. Laissez donc là toute idée de conversion ou de fusion des partis [1]. » Borrero l'appelait un égaré, mais il s'agit de savoir qui s'égare, de celui qui adopte les principes de la Révolution ou de celui qui les combat. Toujours est-il que son libéralisme, doublé de son inimitié bien connue pour Garcia Moreno, lui valut l'honneur de figurer en tête des journaux comme candidat de la secte. *L'Ère nouvelle,* de Guayaquil, rédigée, par des jeunes gens aidés de collaborateurs cachés, jeta feu et flamme en sa faveur.

Cette candidature avait si peu de chances de succès que Borrero lui-même, paraît-il, supplia ses amis de ne pas l'exposer à un échec certain. Aussi les réfugiés de Lima, de Bogota, de Santiago, jugèrent-ils prudent de venir à la rescousse en essayant d'intimider les électeurs par une recrudescence d'injures et de menaces contre Garcia Moreno. Dans une prétendue biographie du président de l'Équateur, Pedro Moncayo le représenta comme un tyran appuyé sur l'Église pour écraser tous

1. Lettre à Sarrade, 25 mars 1871.

hommes libres. « C'est là, dit-il, tout le secret de son catholicisme. Dévot par convenance, il se déclare partisan du *Syllabus* afin de commettre à son aise tous les crimes. Communier et fusiller, proscrire, flageller, confisquer : voilà les offrandes qui plaisent au Dieu des jésuites. Aveugle et implacable comme un tyran du moyen âge, Garcia Moreno marche audacieusement au but, sans s'arrêter devant n'importe quel obstacle. Conspirateur, il descend jusqu'au parjure et la trahison, foulant aux pieds honneur, religion, conscience, patrie. Vainqueur, il se laisse entraîner par sa passion, et sa vengeance ne connaît point de limites. Sa physionomie révèle la férocité de son caractère : ses yeux, comme ceux de l'oiseau de proie, cherchent des victimes; sous son regard, la patrie hébétée, affolée, n'a plus qu'une pensée, un cri, une volonté : la hache du bourreau. » Après avoir lu ce portrait, les électeurs devaient évidemment conclure qu'un tel monstre mérite, non le fauteuil présidentiel, mais l'échafaud.

Un autre pamphlet, imprimé à Lima, fait l'histoire de l'Équateur pour montrer que ce vaillant pays a toujours su se débarrasser des monstres qui l'opprimaient. L'auteur termine par cet appel sauvage aux meurtriers : « La nation qui a exterminé tant de tyrans possède assez d'énergie pour s'affranchir du plus détestable despotisme. Que le féroce terroriste et ses complices tremblent devant la juste indignation du peuple souverain. Les jeunes gens, les foules n'ont pas besoin de chef pour les pousser au combat. Quand la souffrance arrive à un certain degré d'intensité, le martyr se lève seul et sans armes pour abattre l'oppresseur [1]. »

L'impie Montalvo publia *la Dictature perpétuelle*, véritable tissu d'outrages et de blasphèmes. Garcia Mo-

1. *El Ecuador y los hechos.*

reno y est traité de tyran, de voleur et d'anthropophage. Il l'accuse d'avoir provoqué des suicides en séquestrant au Bon-Pasteur les filles de mauvaise vie, se moque cyniquement de la consécration au Sacré-Cœur, et présente l'Équateur sous Garcia Moreno comme un vaste couvent d'idiots, au milieu duquel se dresse un échafaud en permanence. Chacune des pages de cette ignoble brochure est un appel à la haine, au poignard, à l'assassinat, motivé par des calomnies si révoltantes qu'un ex-consul des États-Unis à l'Équateur[1] crut devoir les démentir. « Ces accusations, dit-il, feront sourire de pitié et de mépris ceux qui connaissent l'homme et son histoire. Ayant résidé à l'Équateur durant de longues années, parfaitement au courant de ce qui s'y est passé, je parle en parfaite connaissance de cause et je n'exagère pas en disant que Garcia Moreno me paraît l'homme le plus illustre de l'Amérique du Sud. » Il prouve sa thèse par un magnifique tableau des œuvres de civilisation accomplies par « cet homme que ses ennemis se plaisaient à vilipender, et dont les actes sont tous les jours dénigrés avec la plus criante injustice. » Garcia Moreno, moins susceptible que cet étranger, supportait avec patience, je dirais presque avec joie, ce déchaînement de l'enfer. Écrivant à un ami sur les progrès matériels réalisés en ces derniers temps, il ajoute : « Pour comble de bonheur, Dieu a permis qu'il parût une brochure de Montalvo contre moi et contre les évêques, contre le clergé et l'Église catholique, dans laquelle, me dit-on, je suis qualifié de tyran et de voleur. J'ai des raisons de croire que cet opuscule, répandu à deux mille exemplaires, a été inspiré par la franc-maçonnerie. Mais encore une fois, grâces à Dieu, puisque j'y suis calomnié comme catholique. »

1. M. Carlos Weile, dans le *San Francisco Cronicle*.

D'ailleurs, les déloyales manœuvres employées pour empêcher sa réélection l'impressionnaient d'autant moins qu'il ne la désirait pas. Cette assertion pourra scandaliser les libéraux qui, dans leurs journaux et libelles, se sont évertués à dénoncer le « dictateur perpétuel, » l'ambitieux dévoré de la soif du pouvoir, le tyran menant comme un troupeau de moutons les électeurs aux urnes : elle n'étonnera pas ceux qui connaissent à fond l'âme de Garcia Moreno. Sans se dissimuler que sa retraite pourrait mettre en péril les institutions de l'Équateur, il comptait sur Dieu, sur le peuple et, au besoin, sur son épée, pour les défendre. Il consentit donc à la réélection si telle était la volonté de la nation, mais défendit strictement à ses subordonnés toute propagande en faveur de sa candidature. Nous avons de ce dernier fait une preuve irrécusable. Le 29 juillet 1874, son beau-père, Ignacio de Alcazar, lui exprimait par lettre combien il était peiné de lui voir cette indifférence pour son élection, s'élevant avec force contre le système de neutralité qu'il imposait à ses amis : « Si la secte radicale triomphe, disait-il, la religion sera persécutée, les travaux publics abandonnés, la guerre civile reprise avec fureur, sans compter qu'ils vous assassineront pour n'avoir pas à vous combattre de nouveau. Descendez au rang de simple particulier, je ne vois pour vous d'autre moyen d'échapper au poignard que de quitter le pays. » Mécontent de cette insistance, Garcia Moreno lui répondit de manière à ne lui laisser aucun doute sur ses sentiments : « Tu as oublié, paraît-il, que je ne brigue pas la présidence et que, même si je la désirais, je ne dois rien faire pour obtenir les votes des électeurs. Si, par crainte de la mort et des autres malheurs que tu me prédis, je faisais travailler à ma réélection, je me croirais un lâche et un ambitieux, indigne par là même d'être réélu. Il est inutile qu'on me

parle de réélection. Si, par la volonté de Dieu, le peuple me donne ses suffrages, j'accepterai, parce que, dans ce cas, je ne pourrais refuser sans manquer au devoir. » Ignacio ne se tint pas pour battu : le 12 septembre, il revint à la charge, se plaignant amèrement de ce que « le ministère restât inactif pendant que les radicaux travaillaient avec acharnement contre la réélection. » — « Je ne comprends pas, lui répondit Garcia Moreno, ce que tu voudrais voir faire aux ministres. Comme particuliers, ils sont libres d'agir à leur fantaisie ; comme fonctionnaires, ils n'ont rien à faire, et j'exige formellement qu'on s'abstienne de toute propagande. » Si l'on veut bien remarquer que Garcia Moreno parlait ainsi, non au public, mais à un parent, à un ami qu'il aimait tendrement et qui possédait toute sa confiance, on verra clairement que Garcia Moreno a subi mais n'a pas désiré sa réélection.

Il n'en était pas de même du peuple, qui la voulait à tout prix, et dont les manifestations croissantes déconcertaient les partisans de Borrero. En vain énuméraient-ils ses titres à la présidence : sa candidature ne gagnait pas de terrain et visiblement n'en gagnerait pas si l'on n'écartait Garcia Moreno de l'urne électorale. *L'Ère nouvelle* entreprit à cet effet une dangereuse campagne. Il s'agissait, premièrement, de montrer aux électeurs que l'Équateur n'avait nul besoin de Garcia Moreno, et, secondement, d'attaquer la constitution de 1869, qui autorisait la réélection du président. Les adresses des électeurs exaltaient Garcia Moreno comme l'homme nécessaire au maintien de la paix, de la religion, de la morale, au progrès matériel et intellectuel de l'Équateur. « Or, disaient les Borréristes, la paix fondée sur une individualité ne sera jamais qu'une trêve, un armistice, une oppression; la religion et la morale, personne ne les attaque à l'Équateur, le pays le plus reli-

gieux du monde; quant aux progrès réalisés dans ces derniers temps, ils sont l'œuvre de la loi, non du président : l'Équateur progresse comme tous les peuples progressent, et peut fort bien se passer de Garcia Moreno. Cela étant, pourquoi soutenir une réélection inconciliable avec le principe démocratique de la présidence alternative, avec la liberté du vote que le prestige d'un président-candidat paralyse absolument, avec la République dont le caractère propre est d'empêcher la perpétuité du pouvoir? La constitution, il est vrai, autorise la réélection, mais tout le monde sait que cette charte anti-républicaine émane d'une convention uniquement préoccupée d'assurer à Garcia Moreno la présidence éternelle. » Après cette charge à fond contre la loi fondamentale, les Borréristes tombaient sur la nation « assez oublieuse de ses droits pour pétitionner en faveur de la réélection, sur l'ordre des autorités locales, contre ses convictions et sa conscience. Un peuple ainsi tremblant devant la menace est un peuple mort. Sur sa tombe, on gravera son nom ; mais la postérité ne l'appellera pas un peuple libre. Avant d'expirer sous le poignard de Brutus, César se couvrit la tête de son manteau : les peuples qui succombent sous un coup de force doivent au moins s'envelopper du manteau de la loi et réclamer leurs droits jusqu'au bord du sépulcre. Dans ces conditions de servilisme, ajoutait *l'Ère nouvelle,* nous retirerons la candidature du citoyen Borrero. Du moment que le système électoral dégénère en farce ridicule, nous ne voulons pas que le nom d'un illustre citoyen figure dans cette farce. Qu'ils courent au scrutin, ceux qui préfèrent la main qui donne du pain à celle qui donne la liberté. Garcia Moreno aura le fauteuil qu'il convoite malgré la volonté du vrai peuple, mais il tombera vite, parce que son gouvernement, discrédité d'avance, n'aura point d'appui dans l'opinion. »

En publiant cette diatribe, les rédacteurs avaient trop compté sur la patience de Garcia Moreno. Indifférent aux outrages de l'exilé Montalvo, il ne pouvait permettre au premier venu de l'injurier en face, d'insulter la constitution, les agents de l'autorité, les milliers d'électeurs décidés à voter la réélection, et enfin ce peuple de l'Équateur qui, grâce à lui, marchait à la tête de la civilisation. En vertu de son droit, il traduisit les deux éditeurs responsables, Proano et Valverde, devant le fiscal de Guayaquil, pour avoir à répondre d'articles séditieux et injurieux envers la personne du président de la République. Le malheureux juge, croyant déjà la Révolution victorieuse, prit peur et rendit une ordonnance de non-lieu. Indigné, Garcia Moreno en appela de sa sentence au tribunal de Quito.

Sur ces entrefaites, des lettres de Cuenca l'avertirent qu'un coup de main se préparait à Guayaquil en faveur de Borrero. Ne pouvant lutter au scrutin, on allait essayer de l'émeute. Deux jeunes gens, parents de Borrero, partis de Cuenca pour Guayaquil, devaient s'y rencontrer avec le colonel Polanco, chef de l'artillerie, et préparer avec lui le pronunçiamento. Des renseignements de Guayaquil l'informaient que les jeunes gens avaient en effet conféré avec le susdit colonel, et que certainement il se tramait une conjuration. Le gouvernement destitua aussitôt Polanco. Survint alors le jugement du tribunal de Quito dans le procès de *l'Ère nouvelle*. Pour ne pas se compromettre, les juges de Quito, à l'imitation du très prudent fiscal de Guayaquil, acquittèrent les prévenus. Mais Garcia Moreno n'était pas homme à désarmer au moment d'une bataille : « Si chacun, s'écria-t-il, parce que je suis président, peut m'insulter avec impunité, et si les ministres de la loi ne me doivent aucune justice, je me ferai justice à moi-même. » Après avoir dénoncé au pays le danger

de nouveaux troubles et pris l'avis de son conseil d'État, il mit en état de siège les provinces de Cuenca et de Guayaquil, fit comparaître devant lui les deux rédacteurs incriminés, Proano et Valverde, leur ordonna de désavouer publiquement leurs injures, et, sur leur refus, les exila au Pérou. Le docteur Arizaga, l'*alter ego* de Borrero, soupçonné d'avoir collaboré à *l'Ère nouvelle* et trempé dans la conspiration, fut interné à Quito.

Cet incident eut lieu au mois de janvier 1875. Cinquante jours d'état de siège suffirent pour calmer la secte libérale. Impuissants à démolir « le tyran », les Borréristes se retirèrent du combat, laissant « aux vils esclaves » le soin de le réinstaller au fauteuil. L'élection se fit en mai avec la plus grande tranquillité. Sans promesses ni menaces, sans excitation d'aucune sorte, ainsi que l'avait voulu Garcia Moreno, vingt-trois mille électeurs, librement et spontanément, se prononcèrent pour la réélection du président.

Les Borréristes se consolèrent en portant à leur actit les nombreux abstentionistes, dont pourtant les deux tiers, en cas de concurrence, auraient sûrement voté pour Garcia Moreno. Les radicaux, moins portés à l'illusion, préparèrent leurs revolvers et leurs poignards.

CHAPITRE XIII

L'ASSASSINAT

(1875)

Il n'est plus permis aujourd'hui d'ignorer l'existence d'une société occulte appelée franc-maçonnerie, dont le secret, très peu mystérieux, consiste à s'unir au démon pour détruire le règne de Dieu sur la terre. Comme Dieu règne par Jésus-Christ, et Jésus-Christ par l'Église catholique, les francs-maçons font l'horrible serment d'écraser Jésus-Christ et l'Église, l'infâme, comme disait Voltaire, un de leurs principaux initiés. Longtemps, en public comme dans leurs premières loges, ils dissimulèrent l'infernale conjuration, parce que ni les peuples, ni les rois n'avaient assez progressé pour la comprendre, mais aujourd'hui qu'ils règnent sur presque tous les trônes et gouvernent les parlements et les ministres, ils travaillent à ciel ouvert. « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! » s'écrie l'un des chefs du mouvement, aux applaudissements de tous les adeptes. Et afin qu'on ne s'y trompe pas, la loge prend soin d'expliquer à ses membres qu'elle emploie ce mot cléricalisme pour leurrer ceux qui conservent encore un certain attachement à l'Église catholique, mais qu'au fond cléricalisme et catholicisme c'est tout un. Du reste, nous connaissons aujourd'hui la franc-maçonnerie, ses cons-

titutions, ses rituels, ses initiations exécrables, ses serments, dont l'enfer seul a pu donner les formules, et le tout se résume dans le blasphème de Proudhon, l'enfant terrible de la secte :

« Moi je dis : le premier devoir de l'homme intelligent est de chasser incessamment l'idée de Dieu de son esprit et de sa conscience. Esprit menteur, Dieu imbécile, ton règne est fini ; cherche parmi les bêtes d'autres victimes. Te voilà détrôné et brisé !... Viens, Satan, viens, calomnié des prêtres et des rois, que je t'embrasse, que je te serre sur ma poitrine. Il y a longtemps que tu me connais, et que je te connais aussi. Tes œuvres, ô le béni de mon cœur ! ne sont pas toujours ni belles ni bonnes, mais elles seules donnent un sens à l'univers et l'empêchent d'être absurde... Dieu, c'est hypocrisie et mensonge ; Dieu, c'est tyrannie et misère ; Dieu, c'est le mal ! Toi seul, ô Satan, ennoblis le travail et mets le sceau à la vertu. »

Tous les francs-maçons ne parlent pas le langage de Proudhon, mais tous ont au cœur le même amour du mal, la même haine du bien. Leur bonheur consiste à propager la Révolution, l'œuvre satanique ; leur triomphe, à renverser l'Église, royaume de Dieu et de son Christ. « Ils ne s'en cachent plus, dit le pape Léon XIII, ils lèvent audacieusement le bras contre Dieu, ils trament ouvertement et publiquement la ruine de l'Église catholique, ils veulent à toute force enlever au monde Jésus-Christ et ses bienfaits [1]. »

Avec ces données sur la secte, nos lecteurs comprendront pourquoi tout bon franc-maçon a dû se considérer comme l'ennemi personnel de Garcia Moreno, ce destructeur acharné de la Révolution. Le concordat de 1862, en répudiant le libéralisme, brisa dans les

[1] Encyclique *Humanum genus*.

mains de la maçonnerie son grand moyen d'action ; la constitution de 1869 osa la proscrire comme un fléau public ; la protestation de 1871 contre l'invasion de Rome par Victor-Emmanuel cloua au pilori, à la face du monde entier, l'exécuteur de ses hautes œuvres et les rois ses complices ; enfin la consécration au Sacré-Cœur présenta ce spectacle unique d'une nation qui, échappée aux serres de Satan, se jette dans le Cœur de son Dieu, pour l'aimer, le glorifier et le servir. C'en était trop : le chef d'État assez hardi pour relever le drapeau du Christ et fouler aux pieds celui de Satan, fut condamné à mort par le grand conseil de l'Ordre.

Dès lors, tous les journaux de la secte, en Europe comme en Amérique, s'unirent pour déshonorer la victime et préparer ainsi le monde à la voir tomber sans trop de surprise. Sous la plume des francs-maçons, Garcia Moreno devint un Caligula, un Néron, un monstre qui fait horreur à l'humanité, et le peuple formé par lui, un peuple de fanatiques exaltés jusqu'à la sauvagerie. Jamais on ne vit pareille rage contre un pauvre pays perdu dans les Cordillères. « L'ultramontanisme, dit *la Gazette de Cologne*[1], exerce sur cette misérable République un pouvoir absolu qui rappelle les beaux temps du duc d'Albe et de Torquemada. Un conseil composé des hauts dignitaires de l'Église tient les rênes du gouvernement. Les délibérations sont secrètes ; toutefois, par les indiscrétions qui transpirent, on sait d'une manière certaine qu'il s'agit de rétablir l'Inquisition dans tous le pays et de condamner à l'amende quiconque ne s'incline pas devant un prélat. Le clergé a tellement abruti ces populations ignorantes, que les exigences les plus monstrueuses d'un pouvoir sans limites lui paraissent naturelles. Ce crétinisme des

[1] Citée par *La Gazeta internacional* de Bruxelles, n° 152.

masses s'est révélé par un fait inouï. Un jeune Anglais ayant été enterré dans le cimetière protestant, la population voulut, comme toujours, déterrer le cadavre, afin de le mutiler d'une manière infâme. On monta la garde durant un mois pour empêcher cette sacrilège profanation; mais une nuit que les agents s'étaient retirés, le peuple de Quito rompit la barrière, ouvrit la tombe, se livra aux plus horribles outrages sur le cadavre, et en laissa les restes épars dans le cimetière. » Il n'y a que les profanateurs des tombes royales pour inventer de pareilles infamies; mais ne fallait-il pas transformer en cannibale le peuple de Garcia Moreno, afin de montrer qu'en égorgeant ce chef de Caraïbes on rendait service à la civilisation?

En France, *le Monde maçonnique*, moniteur de la secte, racontait avec des larmes dans les yeux, comment il y avait autrefois à Quito une loge bien organisée, une autre à Guayaquil où régnait une ferveur extraordinaire. « En 1860, ajoutait-il, après le triomphe des conservateurs, le chef du parti, Garcia Moreno, demanda l'initiation à ladite loge de Guayaquil. Mais le caractère altier et violent de cet homme n'était pas une qualité maçonnique. D'ailleurs, il avait proscrit plusieurs des membres de la loge et prétendait y entrer en maître. On lui posa des conditions auxquelles il répondit en autorisant les jésuites à rentrer dans le pays. En 1869, il poursuivit un grand nombre d'Équatoriens, et rendit un décret par lequel tout individu, dénoncé comme maçon, passait devant un conseil de guerre. » Toujours la même préoccupation : faire de leurs plus acharnés ennemis, de Benoît XIV, de Pie IX, de Garcia Moreno des francs-maçons ou des postulants, afin de les désigner comme des traîtres et des bourreaux à la vengeance des frères et amis.

En Amérique, c'était une inondation de pamphlets

contre le président de l'Équateur, une provocation incessante à l'assassinat. Nous avons déjà cité les venimeuses productions des Moncayo et des Montalvo, mais à ces réfugiés se joignaient même des diplomates. Un secrétaire de la légation chilienne à Lima écrivit un libelle exécrable dont tous les paragraphes se terminent par un cri de mort contre Garcia Moreno.

Les différents complots dont le président faillit être victime, non moins que les tentatives criminelles des Viteri, des Maldonado, des Cornejo, avaient été tramés par la franc-maçonnerie. L'attentat de Cornejo, en 1869, fut prédit à un jeune savant de Berlin qui se préparait à quitter cette ville pour se rendre à l'Équateur avec l'intention d'occuper une chaire à l'université de Quito. La veille de son départ, dans une visite d'adieu, l'un de ses professeurs, savant mathématicien et maçon des premiers grades, lui exprima tous ses regrets de le voir partir pour un pays lointain et sujet à des bouleversements périodiques, d'autant plus, ajouta-t-il, qu'il ne devait pas se flatter de servir Garcia Moreno, car très probablement Garcia Moreno ne serait plus au pouvoir à son arrivée. Le jeune homme ne fit aucune attention à ces paroles, mais, en débarquant à Guayaquil, il apprit la conspiration heureusement avortée[1]! Au mois d'octobre 1873, le président devait partir pour Guachala et y séjourner quelque temps, mais les délibérations du congrès le retinrent fort heureusement dans la capitale. Immédiatement après l'abandon de ce projet de voyage, on apprit que des assassins, postés sur la route, l'avaient attendu dans les environs de l'hacienda. Des questions indiscrètes adressées aux indiens de service à Guachala sur les habitudes et sorties de Garcia Moreno éveillèrent les soupçons de

1. *Civiltà cattolica*, citée par Claudio Janet, *Sociétés secrètes*.

ces braves gens. Un de ces rôdeurs se présenta même à eux sous le costume d'un indien des forêts orientales, ce qui fit penser après l'assassinat que ce pouvait être le principal meurtrier, Rayo, lequel avait vécu au Napo et conservait chez lui des armes et des vêtements du pays. Quoi qu'il en soit, instruits sans doute par leurs affidés de Quito que le voyage n'aurait pas lieu, ils disparurent aussitôt de la contrée ; mais les radicaux avaient si bien compté cette fois sur le meurtre du président qu'ils l'annoncèrent comme un fait accompli à Popagan, puis à Bogota, d'où la nouvelle se répandit dans tous les journaux. A cette occasion chacun exprima son opinion sur le président de l'Équateur. Dans un article nécrologique des plus élogieux, un journaliste de Colombie, don José Joachim Borda, rappela les grandes œuvres de Garcia Moreno et ses victoires sur les révolutionnaires. « N'ayant pu le vaincre, ajoutait-il en terminant, ils l'ont assassiné. Dieu veuille que la disparition de ce grand homme n'entraîne pas la ruine de l'Équateur! Il y a des colonnes maîtresses qui ne peuvent tomber sans faire chanceler l'édifice. » S'il prit la peine de lire les feuilles publiques de ce temps, Garcia Moreno put connaître de son vivant quel serait sur son compte le jugement de la postérité. Mais c'était là sans contredit la moindre de ses préoccupations.

Quelquefois la secte propageait des bruits de meurtre, afin de susciter quelque bonne inspiration dans l'âme d'un frère zélé. Le 26 octobre 1873, les feuilles du Pérou enregistraient ce fait divers, expédié de Guayaquil : « Une tragédie sanglante vient de semer l'effroi dans la ville de Quito, capitale de l'Équateur. Le président est tombé sous les coups de son aide de camp, le colonel Salazar, aidé d'une foule hostile aux jésuites. Vingt-trois de ces religieux ont péri avec le président. Le peuple cherchait le nonce du pape pour le tuer éga-

lement, mais il eut le temps de s'enfuir vers les montagnes[1] ». Les journaux ajoutaient qu'on le poursuivait avec rage et que certainement il n'échapperait pas à la colère du peuple.

Aux approches de la réélection, les bruits d'un assassinat prochain prirent tant de consistance que beaucoup de personnes se crurent obligées d'exposer leurs craintes à Garcia Moreno et de lui conseiller des mesures de prudence. Mais jamais on ne parvint à faire entrer dans son âme un sentiment d'inquiétude. Il répondit à un religieux chargé de lui transmettre une communication très grave : « Je vous suis reconnaissant de votre charitable avis, bien qu'il ne m'apprenne rien de nouveau. Certains hommes, je le sais parfaitement, désirent ma mort; mais ces mauvais désirs, engendrés par la haine, ne sont préjudiciables qu'à ceux qui les forment. Dites à la personne dont vous tenez ces renseignements que je crains Dieu, mais Dieu seul. Je pardonne de bon cœur à mes ennemis; je leur ferais du bien si je les connaissais et si j'en avais l'occasion[2]. » Don Ignacio lui signala un agent de la secte, dénoncé comme en voulant à sa vie : « Je ne fais aucun cas, répondit-il, de ces misérables dénonciations, et je regarde avec un profond mépris les agissements de ces scélérats. Depuis longtemps ils m'auraient rendu fou si j'avais attaché la moindre importance à leurs intrigues. » En 1873, il écrivait à un ami : « On m'avertit d'Allemagne que les loges de ce pays ont ordonné à celles d'Amérique de remuer ciel et terre pour renverser le gouvernement de l'Équateur. Il se peut que le Grand Maître X*** soit pour quelque chose dans cette affaire; mais si Dieu nous protège et nous couvre de sa miséri-

1. *La Verdad*, 19 octobre 1873.
2. Lettre au R. P. Legarra.

corde, qu'avons-nous à craindre, encore que nous ne soyons qu'un pur néant, et que notre pouvoir soit égal à zéro devant ce colosse aux pieds d'argile? »

Surtout il n'entendait pas qu'on eût l'air d'implorer pour lui la pitié de ces vils assassins. Un jour le rédacteur du *Nacional,* Proano, qui combattait pied à pied les ennemis du président, sous l'empire de je ne sais quel pressentiment, montra ces Caïns se ruant sur l'innocent Abel. « Or, disait-il, quand Abel vit son frère prêt à l'immoler, il exhala sa triste plainte : Frère, pourquoi me tuer? Nous sommes sortis du même sein, et si mes offrandes ont été préférées aux tiennes, ce n'est point par ma faute. Si Dieu avait accepté ton présent, je n'en eusse point été jaloux. Caïn se précipita sur le pauvre Abel et lui donna la mort. Abel lui pardonna, mais son sang n'en cria pas moins vengeance au ciel. Frappez donc, ô Caïns, frappez votre victime, mais sachez que Dieu la vengera. » — « Ce ton me déplaît, dit Garcia Moreno à l'écrivain. Ce n'est point le langage d'un gouvernement, qui fait le bien sans craindre qui que ce soit. Si ces bandits ont l'envie de me tuer, qu'ils viennent : ils ne nous immoleront pas comme de timides brebis; nous leur disputerons le terrain pied à pied, et nous entreprendrons une nouvelle croisade pour la sainte cause. Dieu sera notre bouclier contre les traits de l'ennemi. Si nous succombons, rien de plus désirable, ni de plus glorieux pour un catholique : notre récompense sera éternelle[1]. »

Avec cette confiance en Dieu qui ne se démentit jamais, Garcia Moreno continua ses œuvres sans s'inquiéter de l'orage qui grondait sur sa tête. A peine réélu, il combina des plans nouveaux, cherchant les meilleurs moyens d'utiliser cette troisième présidence

1. *Coleccion de documentos,* Proano.

pour le bien public. Dans un entretien intime avec le rédacteur du *Nacional,* son confident et son ami, il exposait ainsi ses idées sur l'avenir : « Quand je me décidai, en 1851, à intervenir dans la politique du pays, je considérai que la République, pour s'ouvrir une ère de véritable prospérité, avait besoin d'une triple période de juste et sage administration ; période de réaction, période d'organisation, période de consolidation. Ma première présidence eut un caractère de réaction contre les maux qui accablaient la patrie, et comme ces maux invétérés avaient pénétré profondément tout le corps social, il me fallut quelquefois, à ma grande douleur, employer la violence pour les extirper. La seconde présidence que j'achève, consacrée tout entière à l'organisation du pays, n'a plus requis les moyens violents. Mes ennemis eux-mêmes reconnaissent la modération et le tempérament avec lesquels j'ai gouverné la nation. Si la divine Providence n'en dispose pas autrement, la troisième période sera une période de consolidation. Les peuples, habitués à l'ordre, aux douceurs de la paix, jouiront d'une plus grande liberté, sous un gouvernement paternel et tranquille. L'avenir de notre cher pays dès lors assuré, je rentrerai dans la vie privée, avec la douce satisfaction d'avoir sauvé le pays et de l'avoir définitivement placé sur la voie du progrès et de la véritable grandeur. »

Hélas! Dieu, dont les secrets sont impénétrables, en avait disposé autrement, et ces rêves du grand chef chrétien allaient s'évanouir dans un coup de foudre. On apprit bientôt, non plus par de vagues rumeurs, mais par des faits précis, que la franc-maçonnerie exécuterait à bref délai la sentence portée par les hautes loges. Un journal espagnol publié à Bruxelles, *La Gazeta internacional,* avait demandé et obtenu en 1873 des correspondances de l'Équateur « en réponse aux accusations

passionnées qui se produisaient chaque jour contre le gouvernement de Garcia Moreno »; mais cette bienveillance fit place bientôt aux insinuations les plus injurieuses. Le directeur voulait bien insérer des articles d'intérêt général sur l'agriculture ou l'instruction publique, mais il trouvait que les appréciations politiques de son correspondant pourraient choquer ses lecteurs, « d'autant plus qu'elles contrastaient singulièrement avec celles de plusieurs journaux américains, et notamment avec *la Dictature perpétuelle* de Juan Montalvo. » Surpris et indigné, le correspondant [1], littérateur de premier mérite et ami intime de Garcia Moreno, répondit qu'il écrivait sans doute pour faire connaître les progrès accomplis dans son pays, mais aussi pour glorifier le gouvernement catholique et conservateur à qui l'on devait tous ces progrès. Catholique lui-même et conservateur, Espagnol par le sang, Américain par la naissance et l'affection, il écrirait pour défendre la vérité ou cesserait d'écrire. Du reste, quand un homme déclare s'en tenir aux diffamations d'odieux libellistes sans prêter attention aux raisons qu'on leur oppose, il est inutile de discuter avec lui. Le directeur de la *Gazeta* reproduit cette réponse dictée par l'honneur et la conscience, en y ajoutant, pour dissimuler son embarras, des réflexions sur « l'atmosphère d'intransigeance qui régnait à l'Équateur. » Il rééditait en preuve la prétendue exhumation du protestant et mentionnait un fait nouveau, la destitution du consul de l'Équateur à Bruxelles. En effet, Garcia Moreno venait de révoquer ce consul, après avoir appris de science certaine qu'il appartenait à la franc-maçonnerie. La *Gazeta* terminait la discussion par ces mots prophétiques : « Pour conclure, nous donnerons à nos contradicteurs un avis et

1. Don Juan Léon Méra.

une information : il se trame actuellement contre l'Équateur une révolution qui laissera dans le pays, le jour où elle éclatera, de mémorables traces. Qu'on ne l'oublie pas. » Ceci se passait au mois de mars 1875, quelques mois avant l'assassinat du président, assassinat décrété par les loges pour révolutionner l'Équateur. Très probablement le directeur de la *Gazeta* connaissait le complot par les révélations de l'ex-consul franc-maçon dont il était l'intime ami. Ce langage injurieux de la *Gazeta,* ces menaces dont on ne pouvait méconnaître la gravité, furent mis sous les yeux de Garcia Moreno; mais, sans vouloir entrer dans cet ordre d'idées, il se contenta de dire : « Ces gens-là travaillent pour qui les paie, et non pour la bonne cause : de là le discrédit dans lequel sont tombés les journaux du libéralisme. »

Cependant la conjuration s'ourdissait dans l'ombre. Chargés de faire disparaître le grand ennemi de la secte, les maçons d'Amérique avaient envoyé des représentants du Chili, du Pérou, de l'Équateur et de la Colombie, à Lima, la cité maçonnique par excellence, pour désigner les sicaires et leur fournir les moyens de remplir leur criminelle mission[1]. Peu de temps après, les habitants de Quito remarquèrent, non sans inquiétude, que plusieurs jeunes exaltés se réunissaient chaque soir chez le ministre du Pérou. Des lettres mystérieuses leur arrivaient par des voies détournées. Tous, plus ou moins ennemis de Garcia Moreno, débitaient de pompeuses tirades en l'honneur de la liberté. A leur tête, on distinguait l'avocat Polanco, jeune homme de bonne famille, ruiné par suite de mauvaises affaires et surtout de mauvaises mœurs. Entré dans la vie religieuse dans l'espoir que le couvent paierait ses dettes, il y affectait

1. Lettre d'un diplomate à Garcia Moreno.

des airs de vertu qui ne l'empêchèrent pas d'être expulsé. Il se rabattit alors sur le président, dont il était autrefois le serviteur dévoué, mais n'ayant pu en obtenir les faveurs qu'il sollicitait, il lui jura une haine implacable. Après lui venait Moncayo, personnage de basse extraction, mais hautain et orgueilleux. Soutenu par la bourse du président, il avait aussi passé plusieurs années dans une communauté religieuse avant de chercher fortune dans le monde. Il comptait sur son ancien protecteur, mais le président, peu sympathique aux défroqués, resta sourd à toutes ses requêtes. Emporté par son ressentiment, Moncayo jura de se venger. Dans ce groupe figuraient encore Campuzano, depuis longtemps lié aux conspirateurs, Roberto Andrade et Manuel Cornejo, tous deux pervertis par les abominables écrits de Montalvo. Andrade, fils d'un paysan d'Ibarra, pauvre étudiant en droit, se croyait un nouveau Brutus. Il avait dessiné sur une page de son portefeuille le portrait de Garcia Moreno assassiné et du P. Terenziani décapité. Pour cet esclave des francs-maçons, Garcia Moreno devait périr pour avoir pratiqué la tyrannie, et le P. Terenziani pour l'avoir enseignée dans son cours de législation. Recruteur d'assassins, c'est lui qui avait entraîné Cornejo dans le complot en lui affirmant qu'un chef de corps, le commandant Sanchez, seconderait les conjurés avec les forces dont il disposait. Cornejo, jeune homme, honnête jusque-là, épris autrefois d'enthousiasme pour Garcia Moreno au point de lui former avec d'autres jeunes gens une escorte d'honneur, oublia sa famille et ses principes pour s'attacher à ses détestables compagnons. Enfin venait le malheureux Rayo qui, lui aussi, avait tour à tour aimé et détesté le président. De famille pauvre, il avait quitté la Nouvelle-Grenade, sa patrie, pour servir, en qualité de mercenaire dans les troupes de l'Équateur. C'était un de ces chrétiens étran-

ges, qu'on voit un jour agenouillés dans une église, priant avec une piété d'ange, puis le lendemain brandissant un poignard. Après lui avoir confié des fonctions importantes au Napo, Garcia Moreno l'avait destitué par suite de ses malversations. Devenu simple sellier pour gagner sa vie, au lieu de s'accuser de sa chute, Rayo ne pensa plus qu'à se venger du président.

Tels étaient les instruments choisis par la secte pour exécuter son affreux dessein. Les conciliabules nocturnes de ces jeunes gens paraissaient très suspects au peuple et à Garcia Moreno lui-même, quand arriva subitement du Pérou un autre personnage, originaire de Guatemala, dont les allures étranges attirèrent son attention. Cet individu, nommé Cortès, s'introduisit à Quito sous les apparences de la pauvreté, et bientôt, au grand étonnement de la ville, on le vit aussi fréquenter assidûment les salons du ministre péruvien. Lié d'amitié avec les hôtes habituels de l'ambassade, il passait son temps à chanter des hymnes à la liberté et à déclamer contre les despotes. Un jour il poussa si loin ses violences et ses insolents propos que Garcia Moreno lui signifia d'avoir à quitter immédiatement le territoire de la République. On soupçonna, non sans motif, que cet envoyé du Pérou avait pour mission de distribuer les rôles aux principaux acteurs du drame. Ceux-ci n'en continuèrent pas moins avec leurs affidés de Lima des correspondances secrètes, qu'ils dérobaient aux investigations de la police, grâce aux subterfuges les plus audacieux. L'aide camp de Garcia Moreno lui présente un jour certaines lettres déposées sur son bureau pour recevoir l'estampille du gouvernement. Soupçonnant une fraude, le président brise l'enveloppe, et trouve l'adresse d'Urbina. C'était une communication des révolutionnaires avec leur chef du Pérou. Mgr Vanutelli, délégat apostolique, se trouvait à Guayaquil au mois

de juillet 1875, prêt à s'embarquer pour l'Europe. Ayant ouvert un paquet de lettres expédiées de Lima à son adresse, il lut sur une seconde enveloppe le nom de l'avocat Polanco, qu'il ne connaissait pas, et auquel il envoya, par l'intermédiaire d'un jésuite, des lettres contenant probablement les dernières instructions des loges.

On ne pouvait plus se dissimuler que le danger était proche, et l'on conseillait au président de se mettre en garde contre les assassins. Un prélat de ses amis, de passage à Quito, lui dit dans un entretien familier : « Il est de notoriété publique que la secte vous a condamné et que ses sicaires aiguisent leurs poignards : prenez donc quelques précautions pour sauver votre vie. — Et quelles précautions avez-vous à me suggérer? dit le président. — Entourez-vous d'une escorte. — Et qui me défendra contre l'escorte, car enfin on pourra la corrompre? J'aime mieux me confier à la garde de Dieu. » Et il ajouta ces paroles du Psalmiste : *Nisi Dominus custodierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam.*

C'est dans ces lugubres circonstances qu'il écrivit sa dernière lettre au souverain pontife, lettre dont chaque ligne respire la piété d'un saint et le courage d'un martyr. « J'implore votre bénédiction, Très Saint Père, ayant été, sans mérite de ma part, réélu pour gouverner pendant six années encore cette République catholique. La nouvelle période présidentielle ne commence que le 30 août, date à laquelle je dois prêter le serment constitutionnel, et c'est alors seulement qu'il serait de mon devoir d'en donner officiellement connaissance à Votre Sainteté; mais j'ai voulu le faire aujourd'hui, afin d'obtenir du ciel la force et la lumière dont j'ai besoin plus que tout autre pour rester à jamais le fils dévoué de notre Rédempteur, le serviteur loyal et obéissant de son Vicaire infaillible.

« Aujourd'hui que les loges des pays voisins, excitées par l'Allemagne, vomissent contre moi toutes sortes d'injures atroces et d'horribles calomnies, se procurant en secret les moyens de m'assassiner, j'ai plus que jamais besoin de la protection divine, afin de vivre et de mourir pour la défense de notre sainte religion et de cette chère République que Dieu m'appelle à gouverner encore. Quel plus grand bonheur peut-il m'arriver, Très Saint Père, que de me voir détesté et calomnié pour l'amour de notre divin Rédempteur? Mais quel bonheur plus grand encore, si votre bénédiction m'obtenait du ciel la grâce de verser mon sang pour celui, qui étant Dieu, a voulu verser le sien pour nous sur la croix! »

Jamais chrétien des premiers siècles aux prises avec les bourreaux n'exprima de plus beaux sentiments. Il demandait ensuite au Saint Père une double grâce : des religieuses pour l'hôpital des pauvres lépreux, et les reliques du B. Pierre Claver, délaissées à Carthagène. « Votre Sainteté, disait-il, a béatifié cet apôtre de la charité catholique : elle ne voudra pas que ses restes précieux demeurent dans un endroit où personne ne les apprécie ni ne les vénère. Notre pauvre Équateur ne cherche ni ne désire d'autre protection que celle de Dieu : aussi sera-t-il très heureux d'avoir un avocat de plus dans le ciel. »

Le cœur rempli de ces fortifiantes pensées, Garcia Moreno se mit à composer tranquillement le message qui devait être lu, le 10 août, à l'ouverture du congrès. Les avertissements les plus solennels et les plus graves venaient à chaque instant le distraire de ce travail, mais il se remettait immédiatement à l'œuvre avec le plus grand calme. Le 26 juillet, fête de sainte Anne, patronne de sa femme, parmi les cartes adressées à celle-ci, il s'en trouvait une dans laquelle on lui recommandait de

veiller sur son mari, parce que prochainement les sicaires exécuteraient leurs menaces. A cette occasion, plusieurs de ses amis lui répétèrent encore que, s'il ne prenait garde, il tomberait certainement quelque jour sous le fer d'un assassin. « Eh bien, leur répondit-il d'un air joyeux, que veut un voyageur, si ce n'est arriver au terme de son voyage; un navigateur, si ce n'est saluer les rivages de la patrie? Je ne me ferai point garder; mon sort est entre les mains de Dieu, qui me tirera de ce monde quand et comment il lui plaira. »

Le 2 août, un religieux lui écrivit de Latacunga que la conspiration ourdie contre lui par les francs-maçons éclaterait sous peu de jours, et qu'il avait entendu prononcer le nom d'un certain Rayo parmi ceux des conjurés. « Rayo! s'écria Garcia Moreno, c'est une infâme calomnie, Je l'ai vu communier il y a peu de jours : un chrétien n'est point un assassin! » Cet homme avait su cacher son ressentiment, et le président se défiait si peu de lui que, se proposant de faire une promenade à cheval avec son fils, le 10 août, fête de l'Indépendance, il avait commandé à Rayo une selle pour le petit Gabriel.

Le 4 août, il écrivit une dernière lettre à son ami, Jean Aguirre, dont il avait fait, dès ses années de collège, son compagnon intime. Quelques mois auparavant, au moment de partir pour l'Europe, Jean Aguirre était venu lui faire ses adieux. Après un long entretien, dans lequel il se montra très expansif, Garcia Moreno reconduisit son ami jusqu'à la porte et lui dit en le serrant sur son cœur : « Nous ne nous reverrons plus, je le sens, c'est notre dernier adieu! » Puis il se détourna pour cacher ses larmes et lui cria une dernière fois : « Adieu! nous ne nous reverrons plus. » Le 4 août, après lui avoir rappelé ces pressentiments, il ajoutait : « Je vais être assassiné; je suis heureux de mourir pour la foi : nous nous reverrons au ciel. »

Le 5 août, il s'entretenait avec son Conseil d'État du complot qui défrayait toutes les conversations. Don Vincente Piedrahita lui avait écrit de Lima que dans cette ville on regardait l'assassinat comme un fait accompli. A Quito, du reste, le chef de la police était sur la piste des principaux conjurés et de leurs complices. Comme on ne prenait aucune mesure pour déjouer leurs plans, les conseillers d'État l'exhortèrent encore à se précautionner contre le danger, mais il soutint qu'il était impossible d'éviter le poignard de l'assassin acharné à sa victime, toujours en embuscade et prêt à frapper au moment et à l'endroit où on l'attend le moins. « Les ennemis de Dieu et de l'Église peuvent me tuer, ajouta-t-il, Dieu ne meurt pas ! » Vers le soir, voulant terminer son message au congrès, il avait donné l'ordre à son aide de camp de ne recevoir qui que ce fût, quand un prêtre se présente et demande à voir le président. Sur le refus de l'officier, le prêtre insiste parce que la communication qu'il doit faire ne peut être remise au lendemain. Introduit devant Garcia, il lui tient ce langage : « On vous a prévenu que la franc-maçonnerie avait décrété votre mort, mais on ne vous a pas dit quand le décret serait exécuté. Je viens vous avertir que vos jours sont comptés, que les conjurés ont résolu de vous assassiner dans le plus bref délai, et peut-être demain s'ils en trouvent l'occasion. Prenez vos mesures en conséquence. — J'ai reçu déjà bien des avertissements semblables, répondit le président, et j'ai vu, après avoir mûrement réfléchi, que la seule mesure à prendre, c'est de me tenir prêt à paraître devant Dieu. » Et il continua son travail comme si on lui eût annoncé une nouvelle sans importance. On remarqua cependant qu'il passa en prières une partie de la nuit.

Le lendemain 6 août, fête de la Transfiguration de

Notre-Seigneur, vers six heures du matin, il se rendit selon sa coutume à l'église Saint-Dominique, pour y entendre la messe. C'était le premier vendredi du mois, jour spécialement dédié au Sacré-Cœur. Comme beaucoup d'autres fidèles, le président s'approcha de la sainte table, et reçut le Dieu de l'Eucharistie, sans doute comme viatique de son dernier voyage, car après tant d'avertissements reçus de tous côtés, il ne pouvait se dissimuler qu'il était en danger de mort; aussi prolongea-t-il son action de grâces jusque vers huit heures.

Les conjurés, dans lesquels nous reconnaîtrons bientôt les hôtes de l'ambassade péruvienne, l'épiaient depuis le matin. Ils l'avaient suivi de loin jusque sur la place Saint-Dominique, où ils stationnèrent durant la messe, tantôt par petits groupes, tantôt se rapprochant les uns des autres pour se communiquer leurs observations. On conjectura qu'ils voulaient l'assaillir au sortir de l'église, mais qu'un obstacle imprévu, peut-être le concours assez nombreux des fidèles, les empêcha d'effectuer leur dessein. Le président rentra tranquillement chez lui, passa quelque temps au milieu de sa famille, puis se retira dans son cabinet pour mettre la dernière main au message dont il voulait, ce même jour, donner communication à ses ministres.

Vers une heure, muni du précieux manuscrit qui devait être son testament, il sortit avec son aide de camp pour se rendre au palais; il s'arrêta en chemin chez les parents de sa femme, dont la demeure touchait à la *Plaza Mayor*. Ignacio de Alcazar, qui l'aimait beaucoup, lui dit avec tristesse : « Vous ne devriez pas sortir, car vous ne pouvez ignorer que vos ennemis observent tous vos pas. — Il n'arrivera, répondit-il, que ce que Dieu permettra. Je suis dans ses mains en tout et pour tout. » Comme la chaleur était extrême, il prit alors je ne sais quelle boisson qui le mit subitement

en transpiration et le força de boutonner sa redingote, circonstance insignifiante mais qu'il importe de relever. Quelques instants après, on le vit se diriger vers le palais du gouvernement, toujours suivi de l'aide de camp Pallarès.

A ce moment, les conjurés se trouvaient réunis dans un café attenant à la place, d'où ils observaient les démarches de leur victime. Dès qu'ils l'aperçurent, ils sortirent les uns après les autres et s'embusquèrent derrière les colonnes du péristyle, chacun au poste assigné par leur chef Polanco, lequel se transporta de l'autre côté de la place pour écarter les obstacles et parer à tout événement. Il y eut alors pour les meurtriers un moment de terrible angoisse. Avant d'entrer au palais, le président voulut adorer le Saint-Sacrement exposé dans la cathédrale[1]. Longtemps il resta agenouillé sur les dalles du temple, absorbé dans un profond recueillement. Comme à l'approche des ténèbres les objets créés disparaissent et la nature se repose dans un calme solennel, Dieu, à ce moment suprême, écartant de l'âme de son serviteur tout souvenir des êtres créés, l'attirait doucement au repos de la céleste union. L'un des conjurés, Rayo, impatienté d'un retard qui pouvait devenir périlleux, fit dire au président par un de ses complices qu'on l'attendait pour une affaire pressante. Garcia Moreno se leva aussitôt, sortit de l'église, gravit les marches du péristyle, et déjà il avait fait sept ou huit pas vers la porte du palais, lorsque Rayo, qui le suivait, tirant de dessous son manteau un énorme coutelas[2], lui en asséna un coup terrible sur l'épaule. « Vil assassin ! » s'écria le président en se retournant et en faisant d'inutiles efforts pour saisir son révolver dans sa redingote fer-

1. La cathédrale et le palais du gouvernement forment un des angles de la *Plaza Mayor*.

2. Appelé dans le pays *machette*.

mée; mais déjà Rayo lui avait fait à la tête une large blessure, pendant que les autres conjurés déchargeaient sur lui leurs révolvers. A ce moment, un jeune homme qui se trouvait par hasard sur la plate-forme, voulut saisir le bras de Rayo, mais blessé lui-même et à bout de force, il dut lâcher prise. Percé de balles, la tête ensanglantée, l'héroïque président se dirigeait néanmoins, tout en cherchant son arme, vers le côté d'où partaient les balles, lorsque Rayo, d'un double coup de son coutelas, lui taillada le bras gauche et lui coupa la main droite, de manière à la détacher presque entièrement. Une seconde décharge fit chanceler la victime, qui s'appuya contre la balustrade et tomba sur la place d'une hauteur de quatre à cinq mètres. Étendu sur le sol, le corps tout sanglant, la tête appuyée sur son bras, le moribond était sans mouvement, quand Rayo, plus féroce qu'un tigre, descendit l'escalier du péristyle et se précipita sur lui pour l'achever. « Meurs, bourreau de la liberté! criait-il, en lui labourant la tête avec son coutelas. — Dieu ne meurt pas! murmura une dernière fois le héros chrétien, *Diòs no muere!* »

Cependant le bruit des coups de feu attire les curieux aux fenêtres en même temps que la panique envahit tous les cœurs. Fonctionnaires et serviteurs se barricadent dans le palais, croyant qu'une bande d'émeutiers monte pour les égorger. L'aide de camp Pallarès court à la caserne chercher du renfort pendant que Polanco, Cornejo, Andrade, et les autres meurtriers s'enfuient au plus vite en criant : « Le tyran est mort! » Les femmes se précipitent hors des boutiques établies sous le péristyle et poussent des cris lamentables autour du président couché par terre et baigné dans son sang. La place se remplit de personnes effarées, de soldats cherchant les assassins, de prêtres qui arrivent en toute hâte de la cathédrale pour donner au blessé, s'il respire

encore, les derniers secours de la religion. Il ne peut répondre à ceux qui lui parlent ni faire le moindre mouvement, mais son regard trahit un reste de vie et de connaissance. On le transporte à la cathédrale aux pieds de N.-D. des Sept-Douleurs, et de là dans la demeure du prêtre sacristain pour panser ses plaies béantes : soins inutiles, car on s'aperçoit à ses lèvres décolorées et livides qu'il est sur le point d'expirer. Un prêtre lui demande s'il pardonne à ses meurtriers; son regard mourant répond qu'il pardonne à tous. Sur lui descend alors la grâce et l'absolution; l'extrême-onction lui est administrée au milieu des larmes et des sanglots de l'assistance, et il expire un quart d'heure environ après l'épouvantable tragédie du palais.

Pendant ce quart d'heure d'agonie, une scène non moins sanglante épouvantait la foule assemblée sur la *Plaza Mayor*. Après l'assassinat, les conjurés disparurent l'un après l'autre, excepté Rayo qu'une balle destinée au président avait blessé à la jambe. Il s'éloignait péniblement, espérant encore une révolution radicale, quand il se vit entouré d'un peuple en fureur et de soldats qui menaçaient de le mettre en pièces. Son arrogance alors fit place au trouble et à la frayeur. Aux malédictions de la foule, aux soldats qui s'emparaient de lui pour le traîner à la caserne, il adressait des paroles incohérentes comme celles-ci : « Je n'ai rien fait.. que me voulez-vous?... rien!... rien!... » Malgré ses supplications, le flot populaire le refoulait de la place à la rue de la caserne, quand tout à coup un soldat, outré de colère, cria au peuple : « Comment pouvez-vous souffrir devant vos yeux ce lâche assassin? Écartez-vous de lui. » La foule obéit, et le soldat déchargea son fusil sur le meurtrier qui, frappé à la tête, tomba raide mort. Son cadavre fut piétiné et traîné ignominieusement jusqu'au cimetière où plus tard sa veuve

lui fit creuser une tombe. Des chèques sur la banque du Pérou, trouvés dans les vêtements de l'assassin, prouvèrent à tous que la vénérable et vertueuse franc-maçonnerie, pas plus que le grand conseil des juifs, n'épargne les deniers aux Judas qu'elle emploie.

Dans la soirée de ce jour néfaste, le doyen de la Faculté de médecine, Guayraud, reconnut officiellement le cadavre du président et en fit l'autopsie. Le martyr avait reçu cinq ou six coups de feu et quatorze coups de l'infâme coutelas, dont l'un avait pénétré jusqu'au crâne. On compta sept à huit blessures mortelles. Sur la poitrine du président se trouvait une relique de la vraie Croix, le scapulaire de la Passion et celui du Sacré-Cœur de Jésus; à son cou, pendait un chapelet auquel était attaché une médaille, représentant d'un côté le pape Pie IX et de l'autre le concile du Vatican. L'effigie de Pie IX était teinte du sang de Garcia Moreno, comme pour marquer par ce touchant symbolisme que l'amour de l'Église et de la Papauté avait causé la mort du glorieux martyr. On trouva également sur lui un agenda tout noirci de ses notes journalières. Sur la dernière page, il avait, ce jour-là même, tracé au crayon trois mots qui suffisent pour peindre l'âme d'un saint : « Mon Seigneur Jésus-Christ, donnez-moi l'amour et l'humilité, et faites-moi connaître ce que je dois faire aujourd'hui pour votre service. » En réponse à cette généreuse demande, Dieu réclama le sang du héros chrétien, et certes, il le versa de grand cœur, comme il l'écrivait à Pie IX un mois auparavant, « pour celui qui étant Dieu, a voulu verser le sien pour nous sur la croix. »

Si maintenant l'on demande pourquoi Dieu laisse ainsi répandre par des criminels le sang d'un de ces hommes créés tout exprès, ce semble, pour la régénération de son pays et le triomphe de l'Église, il faut

répondre que Dieu se plaît surtout à glorifier ceux qui toujours ont confessé la vérité. Or la suprême gloire, c'est de sceller de son sang cette vérité qu'on a défendue par ses paroles et par ses actes. Dieu donna cette gloire à son Fils, il l'a donnée aux martyrs, il l'a donnée à Garcia Moreno. Quant au monde, si Dieu lui enlève ses libérateurs, c'est que trop souvent le monde ne s'en montre pas digne. Combien de chrétiens ont repoussé Garcia Moreno, bafoué ses principes, entravé son œuvre, au nom du libéralisme? N'est-il pas juste que Dieu, pour les punir, les livre à la tyrannie libérale? Cependant le peuple, si dévoué à Garcia Moreno, ne méritait pas ce châtiment? Non, sans doute, mais que le peuple se rassure : de même que le sang des martyrs fut une semence de chrétiens[1], le sang de Garcia Moreno produira non seulement à l'Équateur, mais dans d'autres nations, des défenseurs du peuple et de l'Église. L'homme meurt, mais Dieu ne meurt pas. « *Dios no muere*. »

1. *Sanguis martyrum, semen christianorum*, Tertullien.

CHAPITRE XIV

LE DEUIL

(*1875*)

La mort de Garcia Moreno à peine connue, toute la ville se couvrit spontanément de deuil. Les rues se tendaient de noir, les drapeaux funèbres flottaient aux fenêtres de chaque maison, les cloches sonnaient le glas, le canon mêlait d'heure en heure ses lugubres grondements à ce triste concert, les larmes coulaient de tous les yeux : on eût dit que chaque famille venait de perdre un de ses membres. Au lieu de se trouver en révolution, comme on aurait pu le craindre, la capitale tomba dans un inexprimable consternation. La feuille officielle interpréta parfaitement le sentiment public en disant « que, sous le poids de la douleur, le mouvement de la vie s'était comme arrêté, les lèvres restaient muettes et les cœurs défaillants. » Elle exprimait en même temps la certitude que l'ordre ne serait pas troublé : « En immolant notre chef, une bande de scélérats a cru immoler du même coup la religion et la patrie, mais l'esprit de Garcia Moreno restera avec nous; le martyr, du haut du ciel, priera pour son peuple. »

De fait, il n'y eut pas même un semblant de désordre. Les assassins durent s'enfuir au plus tôt pour ne pas tomber sous les coups de la vengeance publique.

En vertu des dispositions constitutionnelles, le vice-président, don Javier Léon, se déclara chef du pouvoir exécutif et mit la République en état de siège. Par une circulaire adressée aux gouverneurs de province, il donna l'ordre d'employer tous les moyens possibles pour s'emparer des meurtriers. S'adressant à l'armée, il fit appel à son amour pour le chef immortel qu'elle venait de perdre : « Officiers et soldats, disait-il, des mains encore rouges de son sang vous présenteront peut-être un autre drapeau que celui de la religion et de la patrie, mais vous vous souviendrez des enseignements de votre illustre généralissime, vous serez fidèles aux lois de l'honneur. Braves soldats, tournez vos yeux vers le ciel, voyez sur la tête de celui que vous pleurez la glorieuse couronne du martyre, et jurez de défendre les institutions pour lesquelles il a donné sa vie. » De Cuenca, de Guayaquil, aussi bien que de Quito, arrivèrent des protestations de dévouement à la patrie, mêlées aux explosions de la plus vive douleur. Le corps diplomatique tout entier voulut s'associer au peuple et à l'armée dans ces touchantes manifestations du deuil national.

L'ordre ainsi assuré, un décret du pouvoir exécutif fixa au 9 août les funérailles du président. « Considérant, disait justement ce décret, que l'Excellentissime don Gabriel Garcia Moreno a été l'un des plus grands hommes de l'Amérique, et, par ses importantes réformes, le patriotique auteur de la prospérité dont jouit la République ; que sa mort prématurée sera pour tout le peuple un sujet d'éternelle douleur ; que les nations ont le devoir d'honorer les hommes assez généreux pour consacrer leur vie au service de la patrie : les obsèques de l'Excellentissime Gabriel Garcia Moreno seront solennellement célébrées dans l'église métropolitaine. Sur le catafalque, on lira ces mots qui résument sa vie :

Au régénérateur de la patrie, à l'invincible défenseur de la foi catholique. » Durant les trois jours qui s'écoulèrent entre la mort et les funérailles, le corps fut exposé dans une chapelle ardente. Assis sur un fauteuil, revêtu des insignes de sa charge, entouré de ses gardes, on l'eût dit simplement assoupi. Les assassins avaient criblé son corps de blessures, mais respecté son noble visage dont chacun pouvait reconnaître les traits expressifs et la mâle physionomie. Les visiteurs affluèrent sans interruption durant ces trois jours, non seulement de la capitale, mais de dix lieues à la ronde. En se rendant au congrès, les députés rencontraient sur leur route des processions interminables d'hommes, de femmes et d'enfants, qui avaient prié près du cadavre et s'en retournaient en pleurant à chaudes larmes. « Nous avons perdu notre père, disaient-ils; il a donné son sang pour nous. » Jamais, s'écriaient les témoins oculaires, on ne vit spectacle plus navrant.

Le jour des obsèques, sur un magnifique catafalque dressé dans la cathédrale, le cadavre du président, en costume de général, la tête découverte, apparut une dernière fois à la foule immense qui remplissait l'église et ses abords. Bientôt on vit entrer l'archevêque avec son clergé; les membres du gouvernement, entourés des autorités civiles et militaires, prirent place à leur tour. Tous les yeux se portèrent alors sur l'estrade d'honneur occupée par le président dans les cérémonies publiques, et le peuple la voyant vide se mit à sangloter et à gémir. L'émotion redoubla quand don Vincent Cuesta[1], traduisant le sentiment général, appliqua au nouveau Judas Machabée, ces paroles de l'Écriture, si bien appropriées à la circonstance : *le peuple d'Israël pleura toutes ses larmes, et le deuil dura de longs jours, et ils*

1. Doyen de la cathédrale de Riobamba et sénateur.

disaient : Comment est-il tombé, le vaillant qui sauvait Israël? « Si le silence, s'écria l'orateur, est l'expression des grandes douleurs quand il s'agit d'une infortune privée, à plus forte raison quand survient un de ces terribles événements qui accablent tout un peuple. Que dire dans cette lugubre cérémonie, en présence des restes de ce chef illustre dont la vie féconde et l'héroïque trépas laisseront un éternel souvenir dans les annales de l'Équateur? O Dieu des nations, pourquoi donc avez-vous permis que la sentinelle de votre maison, le défenseur de votre Église, l'orgueil de votre peuple, tombât ainsi à l'improviste, baigné dans son propre sang? O mon Dieu! prosternés devant votre infinie majesté, nous ne pouvons qu'adorer vos inscrutables desseins. Vous nous l'aviez donné, vous nous l'avez enlevé, que votre saint Nom soit béni! Nous étoufferons dans notre cœur tout sentiment de vengeance, nous ne voulons pas même dire aux assassins : Caïns, qu'avez-vous fait du sang du juste! »

Les sanglots de l'auditoire étouffaient la voix de l'orateur. Laissant de côté les actes publics du président, « comme appartenant aux annales de l'Équateur, à l'histoire de l'Amérique, à la galerie des grands hommes de ce siècle, » il rappela ses vertus intimes, sa foi, sa piété, son zèle et sa noble protestation contre l'envahissement des États pontificaux « qui avait attiré sur une nation ignorée de tous les regards du monde entier. Pie IX lui-même avait fixé son œil reconnaissant sur ce petit peuple des Andes, au milieu duquel, en ce temps d'apostasie générale, avait paru le seul homme assez fort pour brandir dans ses vaillantes mains l'épée de Constantin, de Charlemagne et de saint Louis. Et ces mains, ajouta-t-il, ont été lacérées par le crime! Le soldat de Dieu est mort martyr de son zèle et de sa foi!... »

Les gémissements redoublèrent quand l'orateur, s'écria en terminant : « Garcia Moreno! tes yeux ne voient pas nos larmes, tes oreilles n'entendent pas les lamentations de ton peuple, ton noble cœur ne bat plus dans ta poitrine, mais ton âme nous comprend. Ah! de cette région bienheureuse où t'a conduit ton héroïque vertu, jette un regard sur tes enfants, n'abandonne pas ton pays à l'anarchie, demande à Dieu de susciter un homme qui continue ton œuvre et sache dire comme toi : *Adveniat regnum tuum!* »

La cérémonie s'acheva sous une impression de terreur. Le bruit courut dans l'assistance qu'on venait d'attenter à la vie du petit Gabriel, fils du président défunt, bruit heureusement faux, mais qui devait s'accréditer facilement après l'horrible assassinat commis en plein jour sur la place de Quito. On disait aussi que des jeunes gens avaient déterré le cadavre de Rayo pour l'inhumer en terre sainte, et poussé le cynisme jusqu'à demander un service funèbre pour ce monstre, qu'ils appelaient le libérateur de la patrie. Sous l'empire de ces appréhensions, les restes mortels de Garcia Moreno furent déposés provisoirement dans un caveau inconnu, afin de les soustraire au danger de sacrilèges profanations.

Ces infamies firent naître une telle exaspération que le peuple voulut à toute force s'emparer des assassins. Déjà deux d'entre eux, Campuzado et Polanco, étaient sous les verrous. Ce dernier avait espéré qu'un pronunciamento radical suivrait immédiatement l'assassinat du président; mais, en voyant l'indignation du peuple et la fureur des soldats, il courut se réfugier dans une boutique, d'où il sortit précipitamment pour gagner une retraite plus sûre. A son air étrange, à ses démarches inquiètes, les soldats devinèrent un criminel et le jetèrent en prison. Plus heureux, le jeune Cor-

nejo avait réussi à se cacher pendant deux jours dans une maison amie, où il raconta que, tout en conspirant, il n'avait point cessé de feindre un grand dévouement pour Garcia Moreno, et que, la veille encore, il était allé chez lui pour lui recommander de prendre garde aux assassins. « Je voulais par là, dit-il, égarer ses soupçons et me rendre ainsi la besogne plus facile. » Il ajouta qu'au moment du crime, après avoir reçu le premier coup de coutelas, le président avait fixé les yeux sur lui comme pour implorer du secours. Le malheureux lui avait répondu par un coup de revolver, que Dieu ne voulut pas laisser impuni. Comme on poursuivait les meurtriers avec activité, Cornejo craignit avec raison d'être découvert, s'il restait dans la ville. Profitant de l'obscurité de la nuit, il gagna les montagnes, s'enferma dans une hutte au milieu des bois, et se crut sauvé, mais il comptait sans la divine justice.

Quelques jours après le meurtre, un domestique fidèle qui l'avait accompagné dans sa fuite, revint à Quito s'informer de la marche des événements et recueillir certains objets nécessaires à son maître. Ayant trouvé la maison déserte, car les parents de Cornejo, inconsolables du crime commis par leur fils, avaient disparu, il se mit à parcourir les chambres au milieu de la nuit, une bougie à la main, pour recueillir les hardes du fugitif. Un voisin d'en face, surpris de cette promenade nocturne dans une maison qu'il savait inhabitée, suivit l'inconnu à son départ et le dénonça au premier poste qu'il rencontra. Le domestique fut arrêté et condamné, sous peine d'être fusillé sur l'heure, à guider une escouade de soldats vers la cachette de Cornejo. Toutefois, grâce à la vigilance d'un indien qui lui donna l'éveil à l'approches des sbires, Cornejo parvint à s'évader ; les soldats se mirent à sa poursuite, et le gouvernement averti par courrier, donna l'ordre de cerner le bois qui

lui servait d'abri. A cette nouvelle, le peuple en masse, hommes, femmes, enfants, accoururent de la ville et des villages voisins, pour enfermer le meurtrier dans un immense cercle et lui couper ainsi toute retraite ; mais on avait compté sans les buissons et les taillis d'où il leur fut impossible de le déloger. Dans sa fureur, le peuple mit le feu au bois, afin de forcer le fugitif à se rendre ou à périr. Voyant les flammes s'approcher, Cornejo se blottit dans le creux d'un arbre jusqu'au moment où la foule désespérée se décida à reprendre le chemin de la ville. Déjà il levait la tête pour respirer, quand un soldat resté en arrière l'aperçut, poussa un cri, et appela la foule, qui faillit mettre l'assassin en pièces. Livré au conseil de guerre, Cornejo fit des aveux complets. On put conclure de ses déclarations que le crime était le résultat d'une conspiration dont Polanco était l'âme. C'est lui qui avait entraîné les conjurés et distribué les rôles au moment du drame. Condamné à mort, Cornejo se convertit sérieusement et écrivit à sa mère une lettre pleine de résignation : « Je suis heureux, dit-il, de mourir pour expier mon crime, et de mourir maintenant, après avoir eu le bonheur de me réconcilier avec Dieu. Si j'avais échappé, je serais perdu pour toujours. » Élevé par des parents chrétiens, la Révolution l'avait perdu : d'un jeune homme plein de bons sentiments, elle avait fait un assassin.

Avant lui, Campuzano avait payé sa dette à la justice. On dit qu'après sa condamnation, on lui promit la vie sauve s'il voulait révéler le nom de ses complices. « C'est inutile, s'écria le malheureux : mes compagnons, eux, ne me feraient pas grâce. J'aime mieux être fusillé que poignardé. »

Le docteur Polanco, l'organisateur du complot, en fut quitte pour dix ans de réclusion. Encore s'échappa-t-il de prison deux ans après, au moment d'une bataille

entre conservateurs et radicaux. Se jetant aussitôt dans la mêlée, il vomissait des blasphèmes et commandait aux soldats de tirer sur une bannière du Sacré-Cœur, lorsqu'une balle l'atteignit au front et l'étendit raide mort. Dieu est quelquefois moins patient que les conseils de guerre [1].

Andrade et Moncayo, cachés en pays étrangers, ne reparurent à Quito qu'après le triomphe de Vintimilla[2].

Au grand scandale de la population, le gouvernement radical les laissa circuler librement : le peuple ignorant encore que les loups ne se mangent pas entre eux. Cependant, malgré le bon vouloir des autorités, ces deux criminels durent fuir devant le mépris et les menaces des honnêtes gens, trop fidèles au souvenir de Garcia Moreno pour vivre en paix avec ses assassins.

Ces démonstrations d'attachement au héros chrétien, de colère contre ses meurtriers, de deuil inconsolable, se renouvelèrent dans toutes les villes de l'Équateur. Partout, à Guayaquil, à Cuenca, à Loja, à Ibarra, à Guaranda, le peuple accourut en foule aux obsèques solennelles; partout la chaire retentit d'éloges en l'honneur du président défunt; partout, aux larmes, aux sanglots de l'assistance, on put constater qu'il s'a-

1. Chose digne de remarque : les assassins de Garcia Moreno meurent tous de mort violente. Nous venons de voir comment ont disparu Rayo, Cambuzano, Cornejo et Polanco. Sanchez périt à Manabi, en 1883, sous les coups de fusil d'Alfaro, lors de la réaction contre Vintimilla. Manuel Cornejo Cevalos, l'assassin du 14 décembre 1869, mourut à Paris, écrasé par un fragment de corniche qui lui tomba sur la tête. M. Maldonado, compromis dans cette même conjuration, au moins d'après les dépositions de Manuel Cornejo, mourut à Latacunga, frappé d'une balle, en 1884. Qui sait ce que Dieu réserve à Montalvo, le principal instigateur de l'assassinat du 6 août, à Andrade, à Moncayo, et aux autres complices de ce grand crime? Puisse-t-il, quelle que soit leur mort, leur inspirer, comme au jeune Cornejo, des sentiments de repentir avant de les appeler à son tribunal!

2. En juillet 1877.

gissait non d'une cérémonie officielle, mais d'un acte de piété filiale inspiré par l'amour et la reconnaissance. Toutefois, pour montrer l'union parfaite de la nation à son chef, il convient d'ajouter à ces témoignages populaires le témoignage plus solennel encore des représentants du peuple réunis au congrès.

Quelques jours après les funérailles, eut lieu l'ouverture de la session législative. Le vice-président Léon fit part aux députés et aux sénateurs des mesures prises pour sauvegarder l'ordre public, et leur annonça que le décret relatif à l'élection d'un nouveau président paraîtrait dans les délais légaux. « C'est au champ électoral, dit-il, que les hommes d'honneur doivent se donner rendez-vous. Il faut laisser aux infâmes celui de la révolte et de l'assassinat. Quant à moi, je n'aspire qu'à rentrer dans la vie privée ; je préférerais l'exil au pouvoir suprême, en voyant comment on récompense les plus généreux sacrifices. Ministre, ami, compagnon du président, je n'ai plus qu'un désir, c'est de pleurer en paix au sein de ma famille l'homme le plus pur et le plus vertueux que j'aie jamais connu. »

Le ministre de l'intérieur présenta ensuite au congrès le message que Garcia Moreno portait sur lui au moment de l'assassinat. Impossible de rendre l'impression qu'éprouva l'assemblée en voyant, tout couvert de taches sanglantes, ce manuscrit dans lequel le grand homme avait consigné sa pensée suprême; le père du peuple, sa dernière volonté. On en écouta la lecture dans un religieux et solennel silence :

« Il y a quelques années, disait Garcia Moreno, l'Équateur répétait chaque jour les tristes plaintes que le libérateur Bolivar adressait dans son dernier message au congrès de 1830 : *Je rougis de l'avouer : l'indépendance est un bien que nous avons conquis, mais aux dépens de tous les autres.*

« Depuis que, mettant en Dieu notre espérance, nous nous sommes éloignés du courant d'impiété et d'apostasie qui entraîne le monde en ces jours d'aveuglement et que nous nous sommes réorganisés en 1869 comme nation vraiment catholique, tout va changeant jour par jour pour le bien et la prospérité de notre chère patrie.

« L'Équateur était autrefois un corps duquel se retirait la vie, et qui se voyait dévoré comme les cadavres par cette multitude d'insectes hideux que la liberté de la putréfaction fait toujours éclore dans l'obscurité du sépulcre; mais aujourd'hui, à la voix souveraine qui tira Lazare de la tombe, il se ranime et marche en avant, bien que traînant encore ses liens et son suaire, c'est-à-dire les restes de la misère et de la corruption dans lesquels nous étions ensevelis.

« Pour justifier mes paroles, il suffira que je vous rende un compte sommaire de nos progrès pendant ces dernières années, m'en remettant aux informations spéciales de chaque ministère pour tout ce qui concerne les documents et les détails. Afin qu'on voie exactement le chemin parcouru durant cette période de régénération, je comparerai l'état actuel avec son point de départ, non pour nous glorifier, mais pour glorifier Celui à qui nous devons tout et que nous adorons comme notre Rédempteur et notre père, comme notre protecteur et notre Dieu. »

Il parcourut ensuite les différentes branches de l'administration, enseignement, bienfaisance, travaux publics, finances, missions : établissant, preuves en main, l'immense développement qu'avait pris la civilisation, sous le rapport intellectuel, moral et matériel, depuis que la religion présidait aux destinées du pays. C'est du reste ce remarquable document qui nous a fourni les renseignements et les chiffres dont nous nous sommes servi pour exposer les œuvres du président. Il

terminait par cette déclaration qui arracha des larmes aux membres du congrès :

« J'achève dans quelques jours la période du mandat qui m'a été confié en 1869. La République a joui de six années de repos, et durant ces six années elle a marché résolûment dans le sentier du progrès, sous la protection visible de la Providence. Bien plus grands eussent été les résultats obtenus, si j'avais possédé pour gouverner les qualités qui me manquent malheureusement, ou si, pour faire le bien, il suffisait de le désirer avec ardeur.

« Si j'ai commis des fautes, je vous en demande pardon mille et mille fois, et ce pardon, je le demande avec des larmes très sincères à tous mes compatriotes, les priant de croire que ma volonté n'a jamais cessé de poursuivre leur bien. Si au contraire vous croyez que j'aie réussi en quelque chose, attribuez-en d'abord le mérite à Dieu et à l'immaculée dispensatrice des trésors de sa miséricorde, puis à vous mêmes, au peuple, à l'armée et à tous ceux qui, dans les différentes branches du gouvernement, m'ont aidé avec tant d'intelligence et de fidélité à remplir mes difficiles devoirs. »

Le congrès se montra digne d'un tel message. Il répondit, non au président qui ne pouvait plus l'entendre, mais à la nation, par un manifeste en l'honneur de Garcia-le-Grand, « grand non seulement aux yeux de l'Équateur, mais de l'Amérique, mais du monde entier, car le génie appartient à tous les peuples et à tous les siècles ». Il montra dans Garcia Moreno un génie tourmenté par deux idées divines, ou plutôt par deux divines passions : l'amour de la patrie et l'amour du catholicisme. Après avoir mentionné les progrès constatés par le message, le manifeste rappelle la glorieuse intervention du président dans les affaires de l'Église : « Voyez, s'écrie-t-il, voyez votre éminent ma-

gistrat, debout au milieu de la tempête qui sévit contre Rome; de tous les chefs de peuple, seul attaché au roc inébranlable de la papauté, seul loyal, seul fidèle, en face de l'apostasie et de la trahison qui se disent modernes mais qui sont aussi vieilles que l'ingratitude et la lâcheté. La Révolution renverse la croix du Rédempteur : lui la prend dans ses mains, se prosterne devant elle, et, du sommet des Andes, la présente au monde comme l'étendard sacré. La calomnie l'accuse, l'impiété le maudit, la haine et l'envie le poursuivent : le héros chrétien lutte sans reculer d'un pas et force l'histoire à le compter parmi le petit nombre d'hommes qui honorent le genre humain. Jamais le monde n'oubliera avec quel courage il protesta contre l'usurpateur de la plus auguste des couronnes, et cela quand un indigne silence scellait les lèvres de tous les rois et potentats de la terre; avec quel dévouement il embrassa la cause du Pontife captif et dépouillé, partagea ses douleurs, et voulut boire à son calice d'amertume! Les ennemis de Dieu se sont moqués de cette filiale protestation lancée à la face du siècle par le représentant d'une République infime : insensés! si petit qu'il soit, un fils ne mérite pas le dédain quand il compatit aux infortunes de son père et proteste contre les maudits qui le dépouillent et l'outragent! » Puis, les représentants adressent en terminant de vives félicitations au peuple assez intelligent de ses devoirs et de ses intérêts pour repousser avec horreur les assassins et les anarchistes: « Ils ont voulu noyer la religion, la morale, les institutions de la patrie, dans le sang de l'auguste régénérateur, mais sur son tombeau la croix apparaîtra plus resplendissante que jamais, car c'est pour la sainte cause de la religion qu'il a versé son sang. Laissez donc ces scélérats se réjouir de leur forfait : les oiseaux de proie dans la nuit poussent des cris sauvages à

l'odeur des cadavres. Enfants de la lumière, noble fils du glorieux champion de la civilisation catholique, serrez-vous autour du gouvernement et répétez avec Garcia Moreno : *Liberté pour tous et pour tout*, *excepté pour le mal et les malfaiteurs.* »

Non content d'avoir ainsi glorifié le héros de l'Équateur devant tout son peuple, le congrès voulut perpétuer sa mémoire en élevant dans la capitale un monument qui rappelât ses bienfaits. Dans la session du 16 septembre, il édicta le décret suivant, cité en partie dans notre introduction, mais que nous reproduisons en entier, comme le plus glorieux et le plus fidèle résumé des grandes œuvres accomplies par notre héros.

« Considérant :

« Que l'Excellentissime don Gabriel Garcia Moreno, par sa vaste intelligence comme par ses hautes vertus, mérite d'occuper la première place parmi les enfants de l'Équateur;

« Qu'il a consacré sa vie et les dons si rares de son esprit et de son cœur à la régénération et à la grandeur de la République, en basant les institutions sociales sur le fondement solide des principes catholiques;

« Qu'avec la magnanimité des grands hommes, il affronta sans crainte la diffamation, la calomnie, et les sarcasmes impies, donnant ainsi au monde le noble exemple d'une inébranlable fermeté dans l'accomplissement du devoir;

« Qu'il aima la religion et la patrie jusqu'à souffrir pour elles le martyre, et légua, de la sorte, à la postérité une mémoire illustrée de l'immortelle auréole dont Dieu couronne les plus héroïques vertus;

« Qu'il combla la nation d'immenses et impérissables bienfaits dans l'ordre matériel, intellectuel, moral et religieux;

« Et qu'enfin la nation doit honneur, gratitude et

respect aux citoyens qui savent l'ennoblir et la servir sous l'inspiration du plus pur et du plus ardent patriotisme;

« Le sénat et la chambre des députés décrètent :

« L'Équateur, par l'entremise de ses représentants, accorde à la mémoire de l'Excellentissime don Gabriel Garcia Moreno l'hommage de son éternelle gratitude, et, pour le glorifier selon ses mérites, lui décerne le nom de *Régénérateur de la patrie* et de *Martyr de la civilisation catholique*.

« Pour la conservation de ses restes mortels, il sera élevé, au lieu que désignera le pouvoir exécutif, un mausolée digne de ce grand homme.

« Afin de recommander son nom glorieux à l'estime et au respect de la postérité, une statue en marbre, érigée en son honneur, portera sur son piédestal l'inscription suivante : *A Garcia Moreno, le plus noble des enfants de l'Équateur, mort pour la religion et la patrie, la République reconnaissante*.

« Dans les salles des conseils municipaux et autres assemblées officielles figurera également un buste de Garcia Moreno, avec l'inscription : *Au régénérateur de la patrie, au martyr de la civilisation catholique*.

« La route nationale et le chemin de fer, œuvres principales du président défunt, porteront le nom de Garcia Moreno. »

Il faut remonter bien loin dans l'histoire pour rencontrer un homme assez grand pour mériter de pareils éloges, un peuple assez juste pour les lui décerner. Nulle part dans notre siècle où les catastrophes de toutes sortes ne sont pas rares, un chef d'État n'a été si unanimement honoré et pleuré. « Et ce n'est point assurément une chose ordinaire que nous voyons là, s'écriait à cette occasion un grand polémiste chrétien : un peuple reconnaissant envers le chef qui ne l'a point

spolié; qui n'a trahi ni son corps, ni son âme; qui, au contraire, a audacieusement voulu le délivrer de l'ignorance, des menteurs, des hommes de proie; qui l'a conduit devant Dieu dans la lumière, dans l'innocence et dans la paix; et qui enfin a donné sa vie pour son salut! Il y a donc aujourd'hui sur la terre un lieu petit et obscur, mais pourtant visible, où la louange du *Juste* est partout proclamée. On le pleure, non seulement à l'autel, mais en pleine rue. Nous en concluons qu'il y a encore une justice parmi les hommes; et quand la justice parle quelque part au milieu du monde, c'est assez pour que le monde ne soit pas perdu. La justice qui parle dans l'Équateur est un grand service rendu au genre humain, le plus grand peut-être que l'Amérique ait rendu jusqu'ici [1]. »

Nous pouvons ajouter à l'honneur de l'humanité, que la couronne de gloire fut posée en ces jours sur la tête de Garcia Moreno, non seulement par le peuple au milieu duquel il a vécu, mais par toutes les nations catholiques sans exception. Comme l'Équateur, le monde civilisé porta le deuil du noble chevalier de la civilisation chrétienne. Les feuilles libérales tentèrent d'organiser le silence sur l'assassinat de Quito, afin de n'avoir ni à blâmer les assassins ni à louer la victime. Les radicaux, plus cyniques, vomirent tous leurs blasphèmes contre le catholicisme et son intrépide champion, mais l'explosion de douleur et d'admiration qui éclata d'un bout du monde à l'autre étouffa toute voix discordante. Ce n'était pas le bruit tumultueux organisé par une faction pour soulever l'opinion publique; ni l'un de ces triomphes de parade en l'honneur des poètes et des tribuns de l'anti-cléricalisme, où chacun joue son rôle en riant, au milieu de spectateurs imbéciles; mais l'im-

1. Louis Veuillot. *Univers*, 11 octobre 1875.

mense cri de douleur poussé par des millions d'âmes devant la tombe de l'hercule chrétien qui, durant quinze ans, n'a cessé de combattre pour Jésus-Christ, pour son Église, pour le salut des peuples. A genoux devant cette tombe, ouverte si prématurément par un crime, le peuple de Jésus-Christ se mit à pleurer comme il pleurait autrefois devant la tombe des martyrs, puis entonna un concert de louanges devant lequel s'effacent tous les panégyriques. Qu'on nous permette d'en détacher quelques notes avant de clore ce récit.

Les républiques américaines glorifièrent à l'envi, le héros-martyr. A la Nouvelle-Grenade, un de ses adversaires politiques, Madiedo, polémiste vigoureux, lui rendit ce solennel hommage : « Homme d'un grand caractère et d'une énergie à toute épreuve, Garcia Moreno fut le chef d'une nouvelle école : l'école de la sécurité. ... Or, il faut le dire comme oraison funèbre sur la tombe de ce grand homme, entre la liberté de l'anarchie et l'autorité d'un gouvernement qui fait respecter le droit, même à la Sixte-Quint, nous sommes pour le gouvernement. La prophétie de Bolivar s'accomplit à notre grand désenchantement : « Il n'y a plus de foi en Amérique, ni entre les hommes ni entre les nations. Les constitutions et les lois sont des feuilles de papier; les élections, des exercices de pugilat; la liberté, un brigandage, et la vie, un enfer. » En somme, le critérium de toute loi politique, c'est la sécurité. Si la démocratie n'est qu'une invasion de scélérats et la république une farce nauséabonde, autant vaut la liberté comme en Russie ou en Turquie... Garcia Moreno était né pour gouverner un grand peuple : il se passera du temps avant que l'Équateur produise un génie comme celui-là... Ils l'ont assassiné, mais les martyrs ne meurent pas : ils passent de la prison au trône et de l'échafaud à la gloire. »

Le Chili, seconde patrie de Garcia Moreno, multiplia

les démonstrations en l'honneur de ce sincère et généreux ami. Un journal semi-officiel de Santiago, *la República*, avait fait sur l'assassinat des réflexions abominables : « Comme toutes les œuvres du despotisme, disait-il, l'œuvre de Garcia Moreno disparaîtra avec lui. Malheureusement il y faudra quelque temps, car si le poignard a tué l'homme, il a prolongé la durée du système en posant la couronne du martyre sur un front qu'aurait dû couvrir le bonnet du forçat. » *L'Étendard catholique* répondit à la feuille gouvernementale par un brillant éloge de Garcia Moreno : « Le régénérateur a montré au monde qui abhorre le catholicisme ce que doit être un chef d'État. L'Équateur ne se distinguait en rien des autres peuples, si ce n'est peut-être par plus de misère et de corruption. Un homme d'intelligence et de volonté a suffi pour transformer le pays. Mais il ne savait pas, cet homme de cœur, applaudir à la négation de Dieu pour s'attirer les applaudissements de l'impiété : de là les anathèmes de la presse irréligieuse, qui ne rougit pas de l'appeler un monstre et un tyran. Ils poursuivent de leurs invectives le catholique Garcia Moreno, et ils réservent leurs éloges pour Guzman Blanco, le proscripteur des sœurs de Charité. Le grand homme de l'Équateur n'était pas de ces lâches vulgaires qui sacrifient tout à la popularité ou à l'intérêt du moment : il allait droit son chemin en regardant le ciel. Que de fois nous avons vu sur ses lèvres le sourire du mépris quand il parlait de ces hommes qui veulent à toute force se donner un renom de libéralisme ! Libéral ? disait-il : est-ce qu'il ne suffit pas d'être catholique ? »

Dans la capitale comme dans les principales villes du Chili, des services funèbres auxquels le peuple se porta en foule offrirent l'occasion de faire connaître à tous la vie et les vertus de Garcia Moreno. A la *Concep-*

cion, l'orateur, don Vicente Chaparro, ne craignit pas de l'appeler « le plus grand homme que l'Amérique latine ait produit. » — « Un personnage, dit-il, réunissant à un si haut degré les qualités et perfections qui constituent l'homme éminent, l'homme accompli en tout genre, je ne le rencontre pas même dans l'histoire des siècles, et Dieu sait que je n'exagère pas. Naissance illustre, talent extraordinaire, science très vaste, érudition immense, éloquence entraînante, organisateur de génie, diplomate habile, militaire exercé, économiste distingué, administrateur incomparable, et, par-dessus tout, valeur indomptable, patriotisme à toute épreuve, vertus morales et chrétiennes éminentes : rien ne manque à cet homme extraordinaire que Dieu créa tout exprès pour la mission transcendante qu'il voulait lui confier. » Après avoir montré que cette mission (la résurrection du peuple équatorien à la vie matérielle, intellectuelle et morale) Garcia Moreno l'avait accomplie grâce à son ardent catholicisme, l'orateur établit que sa mort fut un véritable martyre : « Je ne veux point, dit-il, m'arroger une autorité que possède seule l'Église infaillible, ni par conséquent prononcer un jugement définitif, mais, sans sortir des limites de la simple probabilité, serait-il téméraire d'affirmer que Garcia Moreno est mort martyr de la religion? La théologie nous enseigne qu'il y a martyre quand la mort, infligée en haine de la foi ou de quelque autre vertu chrétienne, est acceptée librement par la victime. Or, selon toute probabilité, notre héros fut assassiné en haine de ses principes religieux et de sa conduite en tout conforme à ses principes, c'est-à-dire de sa vie chrétienne. Qu'il ait librement accepté la mort, cela paraît indubitable, car il la prévoyait depuis longtemps, il en parlait fréquemment, il savait pourquoi ses ennemis l'avaient condamné, et néanmoins il persistait dans sa manière

d'agir. Je me permets donc, sauf l'obéissance due à l'Église, de placer provisoirement la palme du martyre dans les nobles mains de Garcia Moreno. »

Un autre panégyriste prononca des paroles plus éloquentes et plus élogieuses, si c'est possible[1]. « Il n'est pas mort comme meurent les lâches, ainsi que parle l'Écriture. Héros et Martyr, il appartient à la race de ces géants qui s'appellent Constantin, Charlemagne, saint Louis, Thomas Morus, O' Connell, nés pour tirer de son tombeau l'humanité déchue et la faire monter, à l'ombre de la croix, dans la voie du progrès. Le nom de Garcia Moreno apparaîtra désormais aux générations de l'Équateur en lettres de sang : Voici, dira-t-on, le héros rédempteur de sa patrie, voici son berceau et voici sa tombe, toutes deux glorieuses, l'une par la foi qui le fit chrétien, l'autre par la croix qui le fit martyr. Le monde entier l'a proclamé le héros par excellence, le défenseur de la grande famille, de la patrie commune. Quand un chef d'État s'élance au combat contre les ennemis de l'Église, tous les catholiques doivent jeter des fleurs sur son passage ; quand il proteste contre les oppresseurs des papes, ils doivent lui crier : Frère, merci : vous avez été notre interprète à tous ! Seul de tous les souverains, Garcia Moreno a pris en main la cause de l'Église, notre mère : honneur à sa mémoire ! »

De Buenos-Ayres, de Lima, des villes de l'Amérique centrale, les populations catholiques saluèrent du nom glorieux de martyr le héros tombé sous les coups des sectaires. Dans l'Amérique du Nord, les manifestations furent plus éclatantes encore. « Si les États-Unis possèdaient un homme de cette valeur, disaient les journaux, on ne trouverait pas sur leur immense territoire un

1. Don Salvator Donoso, curé del Espiritu Santo, Chili.

autre homme pour l'assassiner. » De fait, aucune insulte, aucun blasphème ne se mêla aux hymnes de louange. Le *Freeman*, de New-York, publia les résolutions suivantes, prises par l'association de Saint-Michel : « Considérant que le président de l'Équateur vécut et mourut en confesseur de la foi catholique ; qu'avant de succomber sous les coups de la franc-maçonnerie, cette peste des républiques américaines, il se recommanda au souverain pontife, implorant sa bénédiction à l'effet d'obtenir la grâce de verser son sang pour la foi catholique ; enfin, qu'il mourut de la mort héroïque ambitionnée par lui, victime de son glorieux attachement pour l'Église : l'association de Saint-Michel, brûlant de rendre les plus grands honneurs à cet *illustre* martyr de la foi, sans anticiper sur les droits de notre mère la sainte Église, décide qu'elle célèbrera chaque année le glorieux anniversaire du 6 août par une messe solennelle à laquelle assisteront les membres de la société. L'intention sera de demander à Dieu, par l'intercession du défunt, que son héroïsme pénètre les cœurs des catholiques d'un bout de l'Amérique à l'autre. »

L'ancien monde, pourtant si blasé sur les révolutions et les assassinats, se réveilla de sa torpeur en apprenant la mort de Garcia Moreno. L'Europe tressaillit comme l'Amérique à la pensée qu'un homme avait pu, de nos jours, sacrifier sa vie pour défendre les droits de Dieu et de son Église. Les journaux catholiques d'Espagne, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie célébrèrent à l'envi les œuvres et la gloire de Garcia Moreno, son intrépide défense du pouvoir temporel, la mort plus intrépide encore du héros-martyr. Un Espagnol, Rosello, publia sous la dictée de son cœur et de sa foi *Le Martyr de l'Équateur*, œuvre de poésie et d'éloquence destinée à mettre en lumière l'action civilisatrice et les merveil-

leuses vertus du défunt. En Allemagne et en Suisse, des compositions dramatiques initièrent les foules aux épisodes de sa vie, aux scènes émouvantes de sa mort, aux nobles sentiments de son cœur. Mais c'est surtout en France, où le caractère chevaleresque de Garcia Moreno avait de longue date passionné les âmes restées chrétiennes, que l'impression de sa mort fut plus vivement ressentie. Des obsèques solennelles furent célébrées à Saint-Sulpice, au milieu des notabilités civiles et ecclésiastiques. L'orateur de Notre-Dame[1] de Paris, prêchant sur le naturalisme et sa haine des droits de Dieu, signala le meurtre de Quito : « Regardez, dit-il à ses auditeurs, les deux pôles du monde moderne. A Rome, voici un pape qui proclame les droits de Dieu ; sur le Pacifique, un grand chrétien qui en fait la règle de son gouvernement. Pie IX est prisonnier au Vatican, et le chrétien tombe baigné dans son sang, sous le couteau d'un infâme assassin. Reconnaissez le juste de ce siècle : Garcia Moreno! » Plusieurs mois durant, les journaux catholiques, les *Semaines Religieuses* entretinrent leurs lecteurs des œuvres et des vertus du président de l'Équateur, revenant toujours à cette conclusion déjà formulée en Amérique : « Il faut compulser l'histoire de la souveraineté et du martyre pour rencontrer une figure aussi héroïque et aussi sublime. A l'Église seule de consacrer le martyre et le miracle par sa décision suprême, mais nous pouvons espérer que le sépulcre où sont déposés les restes immortels de Garcia Moreno deviendra un sépulcre glorieux. La postérité verra briller comme un astre au firmament de son Église celui que Dieu a fait grand aux yeux de ses contemporains[2]. »

Nous ne pouvons rappeler les hommages rendus par

1. Le R. P. Roux, S. J.
2. *Semaine Religieuse* de Montpellier.

la France au martyr de l'Équateur sans emprunter quelques pages à un autre chevalier du Christ, dont la plume, vaillante comme l'épée de Moreno, esquissa de lui un portrait si magnifique et si ressemblant qu'il fit le tour des journaux de France et du monde.

« Saluons cette noble figure : elle est digne de l'histoire. Les peuples sont accablés d'éphémères fastueux et chiches dont la minute semble ne s'épuiser jamais. Des séditieux, des intrigants, des avortés, des fantômes vides, viennent insolemment tromper les disettes publiques. Devant chacun d'eux on a crié : « Voici l'homme providentiel ! » On le pèse, il n'a pas le poids; il n'y a point d'homme!.... Telle est l'histoire commune des présidents de république : quelques crimes plats, infiniment de sottises plates, rarement l'honnête et plate vulgarité. Rien pour le présent, rien pour l'avenir. Point d'amour pour ces particuliers sans flamme et sans idée. Ils font des affaires, surtout leurs affaires : ils s'ennuient, ils ennuient. Métier sans fruits, sans fierté, sans force, et dont les suites les plus heureuses ne peuvent être que les suites ordinaires d'un négoce adroit : du pain, de l'oubli, et, si l'on a de la conscience, du remords. Garcia Moreno était d'une autre espèce, et la postérité le connaîtra... Il a été admiré de son peuple. Il a échappé au crime, à la vulgarité, à l'oubli; il aurait échappé même à la haine, si Dieu pouvait permettre que la haine ne suivît pas la vertu. On peut dire qu'il a été le plus antique des modernes, un homme qui faisait honneur à l'homme. Non pas un homme de Plutarque, ce ne serait pas assez. Sur un petit théâtre, il a fait tout ce que Plutarque raconte de ses meilleurs héros. Il l'a fait par un mouvement naturel de son caractère et par un engagement irrécusable de la règle qu'il avait embrassée. Il se fût indigné contre lui-même de n'être qu'un homme de Plutarque. Il avait une notion

plus vaste de la grandeur. Suivant son grand et saint devoir, s'élevant sans cesse, il osa tenter ce que l'époque estime impossible, et il y parvint. Il fut dans le gouvernement du peuple un homme de Jésus-Christ.

« Voilà le trait marqué et suprême qui le met hors de pair : homme de Jésus-Christ dans la vie publique, homme de Dieu. Une petite république du Sud nous a montré cette merveille : un homme assez noble, assez fort et assez intelligent pour persévérer dans le dessein d'être, comme on le dit, « homme de son temps », d'en établir les sciences, d'en accepter les mœurs, d'en connaître et d'en suivre les usages et les lois, et cependant de ne pas cesser d'être un homme de l'Évangile, exact et fidèle, c'est-à-dire un exact et fidèle serviteur de Dieu, bien plus, de faire de son peuple, pareil lorsqu'il en prit la conduite à tous les peuple de la terre, un peuple exact et fidèle dans le service de Dieu.

« ... C'était un chrétien tel que les postes souverains n'en paraissent plus comporter, un chef tel que les peuples ne paraissent plus dignes d'en avoir, un justicier tel que les séditieux et les conspirateurs n'en paraissent plus craindre, un roi tel que les nations en ont perdu le souvenir. On vit en lui du Médicis et du Ximénès : Médicis moins la fourberie, Ximénès moins la pourpre et l'humeur romaines. Il avait de l'un et de l'autre l'étendue du génie, la magnificence, et l'amour de la patrie. Mais on retrouvait davantage dans sa physionomie les traits admirables des rois justes et saints, la bonté, la douceur, la justice, le zèle de la cause de Dieu...

« Dès qu'il fut connu, la secte, si puissante en Amérique, et dont il se déclarait hardiment l'ennemi, le condamna à mort. Il sut que l'arrêt prononcé en Europe avait été ratifié dans les conciliabules d'Amérique et serait exécuté. Il s'en inquiéta peu. Il était catholique

et avait résolu de l'être partout et toujours ; catholique sans remède, de la race aujourd'hui inconnue parmi les chefs officiels des peuples, qui se tourne d'abord vers notre Père qui est aux cieux et lui dit à haute voix : Que votre règne arrive!

« Cet homme de bien, ce véritable grand homme à qui ses ennemis ne reprochaient que de vouloir régénérer son pays et eux-mêmes par un indomptable amour de la lumière et de la justice, n'ignorait pas qu'il était guetté par des assassins. On lui disait de prendre des précautions; il répondait : « Comment se défendre contre des gens qui vous reprochent d'être chrétien? Si je les contentais. je serais digne de mort. Du moment qu'ils ne craignent pas Dieu, ils sont maîtres de ma vie; moi je ne veux pas être maître de Dieu, je ne veux pas m'écarter du chemin qu'il m'a tracé. » Il suivait son droit et rude chemin qui allait à la mort du temps et à la vie éternelle; il répétait son propos accoutumé : Dieu ne meurt pas!

« Il a été tué dans la rue par un homme de rien qu'il avait accueilli, obligé et renvoyé comme indigne ou incapable; l'homme que les sectaires trouvent ordinairement, pour ces coups-là. Il a été tué sur le seuil de l'église et rapporté dans la chapelle de Notre-Dame des Sept-Douleurs, objet de sa dévotion particulière. Il y est mort après quelques instants. Sa dernière parole a été : Dieu ne meurt pas!

« Nous osons dire que Dieu lui devait cette mort. Il devait mourir dans sa force, dans sa vertu, dans sa prière, aux pieds de la Vierge des Sept-Douleurs, martyr de son peuple et de sa foi, pour lesquels il a vécu. Pie IX a publiquement honoré ce fils digne de lui; son peuple, plongé dans un long deuil, le pleure comme l'ancien Israël pleurait ses héros et ses justes. Que manqua-t-il à sa gloire? Il a donné un exemple unique dans le

monde et dans le temps au milieu desquels il a vécu; il a été l'honneur de son pays; sa mort est encore un service, peut-être le plus grand : il a montré à tout le genre humain quels chefs Dieu pourrait lui donner et à quels misérables il se livre lui-même par sa folie [1]. »

Pie IX a publiquement honoré ce fils digne de lui! Terminons cette revue, très incomplète, des manifestations catholiques en l'honneur de Garcia Moreno par l'hommage du Pontife suprême auquel fait allusion l'article magistral que nous venons de citer. Le pape des zouaves, celui qui versa tant de larmes sur les martyrs de Castelfidardo, ne pouvait manquer de pleurer le croisé de l'Église, assassiné par la Révolution. Le pontife-roi devait un éloge qui sanctionnât tant d'éloges funèbres à l'unique chef d'État qui se fût levé pour défendre son trône. Le 20 septembre 1875, dans sa prison du Vatican, Pie IX adressa aux pèlerins de Laval une de ces harangues justicières dont il flagellait quelquefois, lui leur captif, les odieux persécuteurs de l'Église. Il montra la secte maçonnique exerçant ses fureurs contre le Saint-Siège, en France, en Allemagne, en Suisse; dans les républiques américaines, emprisonnant les évêques, expulsant les religieux, confisquant les biens ecclésiastiques; puis, sa voix, indignée jusque-là, se remplit de larmes : « Au milieu de ces gouvernements livrés au délire de l'impiété, la République de l'Équateur, dit-il, se distinguait miraculeusement de toutes les autres par son esprit de justice et par l'inébranlable foi de son président, qui toujours se montra le fils soumis de l'Église, plein de dévouement pour le Saint-Siège, et de zèle pour maintenir au sein de la République la religion et la piété. Et voilà que les impies, dans leur aveugle fureur, regardent comme une

1. Louis Veuillot, *l'Univers*, 27 septembre 1875.

insulte à leur prétendue civilisation moderne l'existence d'un gouvernement qui, tout en se consacrant au bien-être matériel du peuple, s'efforce en même temps d'assurer son progrès moral et spirituel. A la suite de conciliabules ténébreux organisés dans une République voisine, ces vaillants ont décrété le meurtre de l'illustre président. Il est tombé sous le fer d'un assassin, victime de sa foi et de sa charité chrétienne envers sa patrie. » *Victime de sa foi et de sa charité :* Pour Pie IX aussi, la mort de Garcia Moreno fut la mort d'un martyr.

Le pape ne s'en tint pas à des paroles. Quelques jours après, il fit célébrer à ses frais des obsèques solennelles pour l'âme de Garcia Moreno, ainsi que font les pontifes quand Dieu ravit à l'Église un de ses enfants privilégiés. Il alla plus loin encore. Des catholiques italiens avaient conçu l'idée d'ériger à Rome une statue à l'invincible défenseur de l'Église et du pape : Pie IX applaudit à ce noble dessein et contribua lui-même pour une somme considérable à l'exécution du monument, qu'il fit placer dans le collège Pio-Latino-Americano, en mémoire du grand Américain. En costume militaire, debout sur son piédestal, Garcia Moreno prêche encore la croisade contre la Révolution. Sur les quatre faces du monument, quatre mots rappellent ses gloires :

Au gardien fidèle de la religion,
Au zélé promoteur des sciences,
Au serviteur dévoué du Saint-Siège,
Au justicier, vengeur des crimes [1].

Puis le marbre redit son martyre et le deuil du peuple catholique :

1. Religionis integerrimus custos,
Auctor studiorum optimorum,
Obsequentissimus in Christi sedem,
Justitiæ cultor, scelerum vindex.

Gabriel Garcia Moreno
Président de la République de l'Équateur
Traîtreusement assassiné par la main des impie
Le 6 août 1875.
Les hommes de bien dans le monde entier
Ont célébré ses héroïques vertus,
Sa glorieuse mort pour la foi,
Et pleuré le crime qui l'a ravi au monde.
Le Souverain Pontife Pie IX
Par sa munificence
Et les dons d'un grand nombre de catholiques
Éleva ce monument
Au brave défenseur
De l'Église et de la société[1].

Pie IX et Garcia Moreno, tous deux croisés contre la Révolution, l'un martyrisé par elle, l'autre emprisonné; le prisonnier louant le martyr devant l'humanité qui applaudit, et Dieu, qui ne meurt pas, couronnant l'un et l'autre : nous pouvons rester sur ce grand souvenir.

La renommée de ces deux hommes grandira de jour en jour à mesure que la Révolution grandira elle-même abaissant les caractères et ruinant les sociétés. A la vue des hommes d'État, rois, empereurs, présidents de répu-

1. Gabriel Garcia Moreno
Summus Reipublicæ Quitensis
In America Præses
Impia manu
Per proditionem interemptus
Nonis Aug. a. MDCCCLXXV.
Cujus virtutem
Et gloriosæ mortis causam
Admiratione et laudibus
Diri casus atrocitatem
Boni omnes prosecuti sunt.
Pius IX Pont. Max.
Pecunia sua
Et plurim. cathol. collatione
Egregie
De Ecclesia et Republica merito.

blique, ministres, qui sortiront des officines de la franc-maçonnerie, les peuples rediront cette parole qui échappa un jour à deux savants allemands en voyant les œuvres du président de l'Équateur : « L'Europe est trop grande pour ceux qui la gouvernent, et l'Équateur trop petit pour Garcia Moreno. »

A mesure que se développera l'hérésie libérale qui supprime du gouvernement Dieu, Jésus-Christ et son Église, les pontifes, à l'imitation de Léon XIII, rappelleront aux nations la *Constitution chrétienne des États* et foudroieront le libéralisme. Les moins clairvoyants des catholiques seront obligés d'acclamer Pie IX, le docteur du *Syllabus,* et Garcia Moreno, le premier chef d'État catholique depuis 1789. Si, malgré l'enseignement de l'Église, les conservateurs libéraux s'obstinent à vanter l'Église libre dans l'État libre, la souveraineté absolue du peuple et des parlements, ils continueront à ouvrir la porte au radicalisme dans tous les États de l'Europe et de l'Amérique. La France, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, deviendront, fatalement et à bref délai, la proie du socialisme. Alors sonnera le glas des sociétés, et l'on dira en cherchant les causes de cette horrible dissolution : Si l'on avait cru Pie IX, si l'on avait suivi l'exemple de Garcia Moreno !

Quand viendront ces calamités, — ou Dieu suscitera un chef chrétien qui organisera une croisade générale contre les modernes sarrasins pour délivrer la Terre-Sainte, c'est-à-dire les nations chrétiennes, et le tombeau des saints apôtres profané par l'usurpation sacrilège de la Ville éternelle ; en ce cas, sauvé du satanisme révolutionnaire, le monde bénira Pie IX et Garcia Moreno, les initiateurs du mouvement catholique : — ou bien les chrétiens continueront à baisser la tête devant les francs-maçons, les loges remplaceront les églises,

comme les mosquées de Mahomet s'élèvent sur les ruines des temples chrétiens. Alors, les quelques enfants de Dieu, errants sur les ruines de Jérusalem, diront en pleurant : Nos chefs nous ont perdus parce qu'ils ont refusé d'écouter les leçons de Pie IX, le pontife prisonnier, et de marcher sur les pas de Garcia Moreno, le héros-martyr.

ÉPILOGUE

L'ÉQUATEUR APRÈS GARCIA MORENO

I

LE PRÉSIDENT BORRERO

(1875-1876)

Nos lecteurs se demandent sans doute avec quelque anxiété ce que devint, après le crime du 6 août 1875, la République chrétienne de Garcia Moreno : mourut-elle avec lui, et la Révolution, par d'odieuses et sanglantes réactions, donna-t-elle raison aux pronostics de l'opposition libérale? Un coup d'œil sur l'histoire de l'Équateur durant ces dix dernières années suffira pour mettre dans tout son jour la sagesse politique et l'influence posthume du héros-martyr.

Le lendemain de l'assassinat, restait au gouvernail le vice-président Léon qui, dès le premier jour, se déclara trop faible et trop inexpérimenté pour diriger une barque exposée à tant d'écueils. Il consentait cependant à conserver le pouvoir en attendant l'élection d'un nouveau chef. C'était bien le moment pour les radicaux de tenter un bouleversement, puisque le peuple, d'après

leurs dires, exécrait le despote dont ils avaient délivré le pays; mais non : avec une ombre du gouvernement, l'ombre de Garcia Moreno, l'Équateur resta calme et tranquille durant deux mois. Ministres, députés, soldats, citoyens pleuraient le grand homme enlevé à leur amour. Certains révolutionnaires éhontés, comme Montalvo, continuaient à lancer contre leur victime des pamphlets qui ne déshonoraient qu'eux-mêmes, mais ils se gardaient bien d'aucune tentative de rébellion. On les craignait si peu que, six semaines après le drame du 6 août, le gouvernement leva l'état de siège.

Que fallait-il pour maintenir l'ordre existant? Un pouvoir intelligent, qui continuât franchement la politique conservatrice et catholique de Garcia Moreno. Malheureusement les députés et sénateurs dévoués à cette politique ne purent s'entendre sur le choix d'un candidat. La majorité désigna d'abord le docteur Antonio Florès, mais un nouveau scrutin ayant eu lieu à l'instigation des mécontents, les votes se portèrent sur le docteur Luis Antonio Salazar, comme le plus capable de maintenir haut et ferme le drapeau de l'ordre et de la religion. Cette division du parti conservateur enchanta les libéraux plus ou moins catholiques qui, depuis quinze ans, s'efforçaient vainement de se hisser au pouvoir. Ces ambitieux patronnaient Borrero, le sage de Cuenca, l'adversaire obstiné de Garcia Moreno. Avec Borrero, disaient leurs journaux, l'Équateur allait enfin voir régner l'ordre et la liberté, le catholicisme et le libéralisme. L'Église n'avait rien à craindre d'un homme aussi religieux que Borrero, et la civilisation moderne pouvait tout espérer du rédacteur de la *Centinela*. Les radicaux eux-mêmes poussaient Borrero au fauteuil : n'avaient-ils pas combattu avec lui contre le despote? « J'ai renversé Garcia Moreno, écrivait Montalvo, c'est ma gloire ; maintenant je demande qu'on vote pour

Borrero. » Ils avaient besoin de ce cheval de renfort pour monter la côte. Les frères et amis s'en expliquaient clairement entre eux. « Tu n'es donc pas initié à notre plan de campagne, répondait un radical à un effarouché de la bande; sois tranquille sur l'avenir; Borrero n'est qu'un comparse qui disparaîtra quand nous le voudrons. Il ira rejoindre les histrions de son espèce, et nous laissera le champ libre. »

Le gouvernement aurait pu, en éclairant les électeurs, contrebalancer l'influence de cette coalition; aussi les radicaux, soutenus par de coupables ambitions, s'empressèrent-ils de le renverser. Le 2 octobre, un soulèvement populaire, organisé contre le vice-président et ses ministres, amena leur démission et leur remplacement par un ministère libéral. Là-dessus Salazar déclina toute candidature; Florès, qui maintint la sienne, fut grossièrement insulté dans les rues d'Ambato par les partisans de Borrero, sans pouvoir obtenir du gouvernement aucune satisfaction. Ainsi abandonnés, les conservateurs se rallièrent pour la plupart à Borrero, qui, soutenu pas tous les partis, même par les socialistes, obtint trente-huit mille voix. Fier d'un pareil succès, Borrero se crut un moment beaucoup plus populaire que Garcia Moreno.

Le nouveau président arrivait au pouvoir dans les meilleures conditions de sécurité, ainsi que le fit remarquer un journal libéral de Lima. « On pouvait craindre, disait-il, de grands bouleversements à la mort de Garcia Moreno, mais ce chef d'État a su inoculer à son peuple un tel amour de l'ordre qu'on a respecté la légalité, même quand son bras puissant n'était plus là pour l'imposer. Prodige inouï dans les fastes de l'histoire américaine : un tyran qui survit à son œuvre, sans que l'ordre soit un instant troublé par sa chute! Oscillant perpétuellement entre l'action et la réaction, nous ne

pouvions prévoir un pareil dénouement dans un pays qu'on croyait soumis à un despotisme odieux. Ce n'était donc pas un despote vulgaire, ce Garcia Moreno qui passait, nous disait-on, sur notre continent comme une calamité publique, dont l'histoire ne devait offrir aux races futures que des monuments de perversité; mais un vrai grand homme qui laisse après lui tout un ordre de choses capable d'immortaliser sa mémoire, et de plus un gouvernement si populaire, si solidement établi, que le pays se transforme à sa mort sans explosion ni convulsion. En prenant les rênes, le libéral Borrero trouve résolu le problème épineux qui se dresse devant tous les régimes nouveaux : comment maintenir la paix? La paix existe, dans la plus anormale des situations. Nous avons été les ardents adversaires de Garcia Moreno; toutefois ce qui se passe à l'Équateur nous paraît une éloquente apologie d'outre-tombe en faveur de cet éminent personnage. » Le brave Borrero n'a donc qu'à se féliciter avec ses amis : le voilà capitaine du navire, la mer est calme, et le temps splendide! Nous allons assister aux savantes manœuvres du politicien libéral.

Le 7 novembre, appelé à prêter le serment à la constitution en face de ce congrès de 1875 qui venait de voter une statue « au martyr de la civilisation catholique, » Borrero se crut obligé, pour afficher immédiatement son libéralisme, d'invectiver contre la constitution à laquelle il venait de jurer fidélité. « Les devoirs que j'ai à remplir envers le pays, dit-il, sont indiqués par la constitution, mais cette constitution, vicieuse elle-même, a besoin d'être réformée d'après des principes que je crois opportun de vous exposer. Selon certaine école politique, le meilleur système de gouvernement consiste à tenir les peuples en tutelle sous un pouvoir fort et compressif. A mon avis, cette tutelle est inacceptable aussi bien pour les gouvernants que pour les

gouvernés : pour les premiers, c'est une charge trop lourde que la tutelle d'une nation; pour les seconds, c'est une insulte à la dignité humaine, réduite à l'état de machine par un pouvoir absolu. Avec un gouvernement omnipotent, omniscient, infaillible, le suffrage populaire, la presse libre, l'opinion publique, n'ont plus de raison d'être. On arrive à la dictature perpétuelle, à l'avilissement de la nation. » Après un paragraphe obligé sur la répression de la licence, Borrero se vantait, lui l'élu du peuple, de donner enfin un corps à ce pouvoir électif et responsable dont l'Équateur n'avait jusque-là connu que le nom.

Comprend-on ce catholique qui déchire à belles dents la loi fondamentale de l'État, tout en lui jurant fidélité? Sur quoi va-t-il s'appuyer pour réclamer l'obéissance de ses subordonnés? Pas un mot de son illustre prédécesseur, mais un outrage implicite dans cette pauvre déclamation sur les tuteurs de peuples! Les radicaux exultèrent en lisant ce factum; les libéraux trouvèrent que leur homme allait vite en besogne; les conservateurs se confirmèrent dans l'idée qu'avec un tel pilote le navire sombrerait au premier coup de vent. Quelques jours après, dans une adresse à Pie IX, le congrès de 1875 vengeait son grand homme d'État des insultes du pygmée libéral, et manifestait hautement ses craintes pour l'avenir. « Notre premier acte, disaient les représentants, fut d'honorer la mémoire de l'illustre magistrat catholique qu'un crime vient de nous enlever; nous ne voulons pas clore nos sessions sans nous montrer dignes de l'école politique, morale et religieuse, que fonda parmi nous le génie de Garcia Moreno. Catholiques dans la vie politique comme dans la vie privée, nous ne poserons jamais d'actes contradictoires avec notre foi; nous voulons être libres, mais de la liberté des enfants de Dieu; nous voulons que nos lois soient

modelées sur les lois de l'Évangile ; nous pensons que le progrès matériel n'exclut pas le progrès des mœurs. Grâce à l'homme providentiel dont nous déplorons la perte, nous avons échappé jusqu'ici au déluge d'impiété qui s'étend sur toute la terre ; aujourd'hui que ce libérateur nous manque, n'allons-nous pas être envahis à notre tour ? Avant le 6 août, s'ouvraient devant nous de grandes et belles perspectives ; aujourd'hui l'horizon s'assombrit, et le ciel se couvre de nuages. Nous espérons toutefois que le sang du martyr n'aura pas été versé en vain et que Dieu aura pitié de nous. »

Les « nuages » amenèrent bientôt la tempête. De la déclamation officielle du président contre les vices de la constitution, les radicaux conclurent assez logiquement que le gouvernement avait le droit de donner enfin à l'Équateur cette constitution libérale si longtemps prônée et réclamée par Borrero. Ils agitèrent le pays dans ce sens, multiplièrent les pamphlets contre la charte d'esclavage et contre le tyran qui, durant quinze ans, s'était constitué le tuteur de la nation ; sommant Borrero, par des pétitions émanées de certains conseils municipaux, de convoquer au plus tôt une assemblée constituante.

Borrero fit la sourde oreille. L'instinct de conservation, éveillé sans doute par « la concupiscence du pouvoir », sa passion dominante au dire de ses amis, lui montra le danger que les *Conventionalistes* allaient lui faire courir. Au reste, les catholiques vinrent à son aide par des contre-pétitions sans nombre dans lesquelles on lui prouvait péremptoirement qu'il ne pouvait convoquer une convention sans violer ses serments ni trahir ses électeurs : on l'avait nommé pour défendre contre les radicaux la constitution de 1869, et non pour les aider à la détruire. Un vieux guerrier d'Ayacucho dévoila les machinations de la bande rouge, qui voulait porter Pedro Carbo à la présidence et Urbina

au commandement de l'armée pour détruire ensuite les institutions catholiques. « Je plains Borrero, disait le noble vétéran; s'il donne gain de cause à ces politiciens, il se perd et perd la République avec lui. Borrero ne se sauvera qu'en faisant sienne la devise de Garcia Moreno : Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. »

Après avoir consulté son conseil et ses amis, qui naturellement opinèrent pour la négative. Borrero répondit aux conventionalistes « qu'ayant juré de respecter et de faire respecter la constitution, il ne pouvait prêter la main à son renversement; qu'obéir à un millier de pétitionnaires plutôt qu'au vœu général de la nation, ce serait faire acte de dictature ; qu'après tout, personne n'avait à se plaindre de son gouvernement, puisqu'il laissait la presse libre jusqu'à se faire accuser de tolérance excessive, et qu'enfin la constitution étant essentiellement réformable, les futurs congrès pourraient toujours l'améliorer. » Toutefois, pour donner à ses bons amis un semblant de satisfaction, il leur sacrifia ses ministres les plus ouvertement défavorables à la convention.

Battus sur la constituante, les révolutionnaires entreprirent au moins d'annuler la constitution en foulant aux pieds la religion et les lois édictées pour la défendre. De là, recrudescence d'abominations sacrilèges contre l'Église et ses ministres, contre l'enseignement des jésuites, contre la théocratie dont l'Équateur était victime, et même contre la divinité de Jésus-Christ. En vertu des lois constitutionnelles qui l'obligeaient « à faire respecter la religion de l'État », Borrero aurait dû sévir contre ces blasphémateurs, mais pouvait-il violer ses chers principes sur la liberté de la presse et s'exposer à se voir remettre sous les yeux ses articles de la *Centinela?* Il réserva ses colères pour la *Civilisation catholique,*

feuille conservatrice nouvellement fondée pour répondre aux ennemis de l'Église. Le journal officiel traita de brouillons et de perturbateurs, ces écrivains intransigeants dont la politique irritante attire à l'Église une multitude d'ennemis. Par où l'on voit que le libéralisme prêche partout à l'Église la même tactique : se laisser opprimer sans mot dire, pour ne pas exaspérer ses ennemis.

Les évêques de l'Équateur refusèrent de se prêter à ce jeu de dupes. Un journal de Guayaquil, *le Populaire,* se distinguait de tous les autres par l'acharnement et la violence de ses attaques contre le clergé; aussi l'évêque de Riobamba, par sentence motivée, en interdit-il la lecture aux fidèles sous peine d'excommunication. Borrero s'indigna d'une pareille audace; peu s'en fallut qu'il ne poursuivît l'évêque pour attentat à la liberté de la presse; mais, voyant d'autres défenseurs de l'Église entrer en lice et le peuple s'irriter de ses lâches condescendances, il finit par ordonner lui-même des poursuites contre les journalistes et pamphlétaires, coupables d'offense ou d'outrage envers la religion. Toutefois il admettait des circonstances atténuantes en faveur des écrivains irréligieux, car leurs excès provenaient, selon lui, de ce que la presse avait été quinze ans bâillonnée. Évidemment Garcia Moreno était la cause de tout le mal!

A son grand regret, ces agissements étranges et ces raisonnements plus étranges encore ne changeaient pas le cœur du peuple, fidèle au héros-martyr. Le 6 août 1876, anniversaire du drame sanglant, l'Équateur prit spontanément le deuil. Dans toutes les villes on célébra des services funèbres. La capitale, en particulier, affecta des démonstrations d'autant plus pompeuses qu'elle avait à cœur de venger la noble victime des fureurs de la presse et des dédains du gouvernement. Sur presque

toutes les maisons de la ville flottait le drapeau noir, bien que l'autorité eût menacé, dit-on, d'infliger aux manifestants une amende de cinquante piastres. On raconte même qu'une dame, vexée par la police, envoya les cinquante piastres à qui de droit, afin qu'on la laissât arborer son drapeau tout à son aise. Aux obsèques solennelles, le clergé, la noblesse, le corps diplomatique, les sociétés populaires, remplissaient les vastes nefs de l'église métropolitaine. Il n'y manquait que Borrero et son entourage officiel. Du reste, il eût été trop dur pour lui et pour les siens d'entendre résonner sous les voûtes du temple des paroles comme celle-ci : « Constantin fut grand pour avoir donné la paix à l'Église; Théodose pour l'avoir protégée ; Charlemagne, pour l'avoir défendue contre les barbares. Avec plus de foi que le premier empereur chrétien, plus de zèle que Théodose, plus d'énergie que Charlemagne, Garcia Moreno, en plein XIX[e] siècle, se fit le champion de la plus sainte des causes. En présence de deux cent millions de catholiques en deuil, du vénérable Pie IX baigné de larmes, d'une assemblée de rois et de princes apostats, il osa défendre les droits du pontife et remettre sur ses épaules le manteau royal qu'en arrachaient les mains de l'ingrate France, de l'Allemagne athée, et de la parricide Italie. Voilà le grand homme des temps modernes, devant qui disparaissent les Palmerston, les Cavour, et les Bismarck ! La taille de ces colosses d'astuce et de violence diminuera de jour en jour; celle de Garcia Moreno, l'invincible justicier, grandira de siècle en siècle. Pour éclipser tous les héros, il lui a manqué un théâtre vaste comme son génie et un trône en Europe. Sur ces hauteurs, l'éclat de cette grande figure eût fait pâlir les Charles-Quint et les Napoléon[1] ! » L'Équateur

1. *Oracion funebre por D. Miguel Garces.*

applaudit à ce discours, mais on comprend que Borrero se soit peu soucié de l'entendre.

C'eût été cependant le moment de méditer sur la sagesse politique de son prédécesseur. En donnant à son gouvernement une orientation contraire, Borrero avait découragé les conservateurs, déchaîné les révolutionnaires contre l'État et contre l'Église, et reconduit l'Équateur à deux doigts de l'abîme d'où Garcia Moreno l'avait tiré. Tranquilles comme des agneaux durant six ans, les radicaux après six mois de libéralisme, comptaient sur un triomphe prochain. Pour essayer leurs forces et sonder le tolérant Borrero, ils organisèrent à Guayaquil un semblant de révolution sous le couvert de gens de bas étage. La tentative avorta, comme s'y attendaient les meneurs; mais, désireux de leur complaire, le naïf Borrero fit grâce aux insurgés, ce qui les confirma dans l'idée qu'avec un personnage de cette force on pouvait tout oser.

Pour renverser Borrero, la Révolution avait besoin d'un soudard à poigne : elle jeta les yeux sur le général Vintimilla. Le président connaissait Vintimilla, car il s'est amusé plus tard à tracer de lui ce portrait peu flatteur[1] : « Ceux qui ne l'ont pas vu de près, dit-il, s'imaginent trouver en Vintimilla, comme dans toute l'espèce humaine, une âme raisonnable : ils s'aperçoivent bientôt que l'âme est remplacée chez lui par un instinct grossier, moins raffiné que celui des brutes. Nulle idée intellectuelle, morale ou religieuse, ne pénètre cette matière. Ni conservateur ni libéral, Vintimilla accepte tous les régimes qui engraissent leurs adeptes. Ignorant et stupide, ivrogne et joueur, sa science politique consiste à distinguer le rhum du cognac, à s'enivrer la nuit

1. *La Revolucion del 8 de setiembre de 1876*, par A. Borrero, Lima, 1877.

et à dormir le jour. Aussi servit-il avec la même chaleur Roca, Urbina et Garcia Moreno : enthousiaste de ce dernier jusqu'en 1869, il trempa dans la révolution du 19 mars ourdie par son frère Vintimilla, ce qui le força de s'expatrier durant quelques années. » Or, cet Ignacio Vintimilla, que Borrero nous dépeint sous des traits si repoussants, les révolutionnaires de la *Tierra caliente* le réclamèrent comme commandant-général des troupes de Guayaquil. Borrero nous apprend que cette demande le stupéfia : mettre ce radical, cet esclave d'Urbina, ce viveur, ce traître, à la tête de l'armée toujours un peu remuante de Guayaquil, c'était une folie insigne! mais ses bons amis les libéraux le pressaient de faire cette folie, ils répondaient de la fidélité du général : malgré les supplications des conservateurs, Borrero mit les troupes de Guayaquil sous les ordres de Vintimilla.

Arrivé à son poste, Vintimilla, sans presque se donner la peine de dissimuler ses plans, écarta de l'armée les chefs fidèles et les remplaça par ses complices. On avertit Borrero de la trahison dont il allait être victime. Pour en avoir le cœur net, le président s'adressa directement au général, qui naturellement exhala toute son indignation contre de pareils soupçons. « S'il avait éloigné des casernes un commandant et un major, c'est qu'il avait de graves raisons de suspecter la loyauté de ces deux chefs, lesquels avaient servi le *tyran* durant quinze ans. Du moment que le président désapprouvait cet acte de prudence, Vintimilla n'avait plus qu'à se retirer, car, disait-il, le soldat comme la femme n'a que son honneur, et son honneur une fois perdu, c'est pour toujours ! » En lisant cette phrase légendaire, le pauvre Borrero fut au regret, je de dis pas d'avoir soupçonné, mais même d'avoir pu questionner un tel homme sur un tel sujet.

Entouré de partisans fidèles, Vintimilla entreprit alors de désarmer la capitale avant de faire son pronunciamento à Guayaquil. Pour assurer le succès d'une manœuvre qui paraissait impossible, il feignit des inquiétudes sur les dispositions de ses troupes. Des ferments de révolution agitaient les casernes. A l'occasion de la fête prochaine de l'Indépendance, on pouvait craindre une explosion qu'il fallait empêcher à tout prix. Vintimilla demandait à « son bon et cher ami Borrero » de lui expédier de Quito quelques régiments très sûrs, avec lesquels il se faisait fort d'écraser tous les mutins. De Guayaquil on écrivait au président de se tenir sur ses gardes; dans la capitale, on se mit à genoux pour le supplier de ne pas se laisser prendre à une ruse qu'un enfant aurait déjouée : n'écoutant que Vintimilla, Borrero lui envoya de Quito les hommes et les armements demandés.

Tout moyen de défense ainsi enlevé au président, Vintimilla jeta le masque. Le 8 septembre 1876, ses amis les radicaux signèrent l'acte suivant : « Attendu que le docteur Antonio Borrero, traître aux principes proclamés et défendus par lui, gouverne d'une manière absolument contraire aux idées du parti qui l'a élevé au pouvoir; que sa politique absurde perpétue des institutions incompatibles avec un gouvernement démocratique et que par conséquent l'Équateur ne peut, sans une transformation radicale, s'élever à la hauteur de la civilisation moderne : nous refusons obéissance à don Antonio Borrero, et proclamons chef suprême de la République le grand citoyen Ignacio Vintimilla. » En même temps, l'armée se disposait à marcher sur Quito.

Borrero tomba des nues quand le courrier de Guayaquil lui apprit la révolution du 8 septembre. Vite, il prit sa meilleure plume pour réfuter les arguments « de l'Iscariote qui vendait son maître après avoir tant de

fois protesté de sa fidélité et de son dévouement. Vintimilla veut détruire la constitution : mais il lui prêtait serment hier ! La liberté est en péril ! certes, si la liberté fleurit quelque part, c'est bien à l'Équateur, sous le gouvernement d'Antonio Borrero ! Aux armes donc, brave Équatoriens, contre ces ennemis de tout ordre social et politique, ces propagateurs d'athéisme, ces insulteurs de Jésus-Christ, ces sectaires de l'Internationale et de la Commune ! Plutôt mourir sous les décombres de la patrie que d'assister au triomphe de ces criminels ! » Le vrai criminel, n'est-ce pas ce Borrero qui, sous prétexte de liberté de la presse, a laissé le parti révolutionnaire propager les idées qu'il condamne aujourd'hui? N'est-ce pas lui qui, en haine des conservateurs, a casé dans les emplois les insurgés de Guayaquil, y compris leur chef Vintimilla ?

Malgré cette trahison inconsciente du libéral Borrero, le parti conservateur se rangea derrière lui pour résister à l'insurrection. On parvint ainsi à composer une armée qui, bien commandée, aurait pu tenir tête à l'ennemi, mais le malheureux Borrero, toujours défiant à l'endroit des conservateurs, écarta les généraux capables. Les troupes, campées à Guaranda, restèrent un mois dans l'inaction. A ce moment, ayant terminé ses préparatifs d'invasion, Vintimilla s'avança vers Guaranda à la tête d'un corps d'armée, pendant qu'Urbina en dirigeait un second sur Riobamba. Le général Saenz, qui commandait les troupes de Borrero, ne laissa au camp de Guaranda que les forces nécessaires pour le garder, et se porta, ainsi que le gros de son armée, à la rencontre d'Urbina. Celui-ci l'écrasa dans les champs de Galte, tandis que Vintimilla, passant sur le corps des détachements laissés à Guaranda, arrivait triomphalement à Quito. La République tombait aux mains des radicaux. Borrero, jeté en prison, s'y morfondit pendant

deux mois; puis, exilé à Lima, il se consola de ses déboires en vantant les douceurs de son gouvernement et en traçant, pour la postérité, le portrait de Vintimilla, que nos lecteurs ont admiré plus haut.

Et voilà le grand génie qui se trouvait humilié de vivre sous un Garcia Moreno! Hélas! que de Borrero parmi nos modernes politiciens! Que de libéraux français, soi-disant conservateurs et catholiques, en haine de la monarchie chrétienne et par amour des immortels principes, ont jeté leur pays dans les bras de Vintimilla-Gambetta[1].

1. Dans ce chapitre comme dans les précédents, lorsque nous avons critiqué des catholiques politiquement opposés à Garcia Moreno, nous n'avons entendu contester ni leur parfaite honorabilité, ni leurs intentions, ni leur catholicisme, ni leur piété. Nous disons cela de tous, mais en particulier de don Antonio Borrero, dont les sentiments religieux sont connus de tous les Équatoriens. Ceci posé, nous croyons que les catholiques plus ou moins libéralisants ont des idées fausses sur les devoirs des gouvernants, et qu'en pratique, par suite de leurs idées libérales, ils aboutiront au radicalisme. Il faut donc respecter leur vie privée, mais blâmer leur conduite publique comme funeste à la religion et à la patrie.

II

LE DICTATEUR VINTIMILLA

(*1877—1883*)

Sous le nom de *régénération*, Vintimilla apportait à son pays la ruine et la mort. Laissé à lui-même, peut-être se fût-il contenté de manger tranquillement les revenus de l'État, mais ses conseillers intimes, Urbina et Carbo, avaient à se venger de l'Église et des conservateurs.

Un décret du 1er février 1877 sur la sécularisation de l'enseignement inaugura l'ère de persécution. Les athées sont partout les mêmes : une fois maîtres d'un pays, ils n'ont rien de plus pressé que de laïciser les enfants, c'est-à-dire de les rendre athées comme eux. Les pasteurs, l'évêque de Riobamba à leur tête, réclamèrent contre ce décret tyrannique. De quel droit privait-on l'Église, mère des chrétiens, du soin d'instruire et d'élever ses enfants? On leur répondit par un déluge de pamphlets injurieux, dans lesquels les sectaires professaient le libéralisme le plus absolu, demandaient la séparation de l'Église et de l'État, et s'attaquaient même aux fondements du christianisme. Pour marquer son assentiment et donner une plus grande publicité à ces écrits outrageants, le gouvernement les reproduisait dans les colonnes du journal officiel, ce qui

n'empêcha pas les évêques de les condamner ni les prédicateurs de les flétrir. Indigné d'une pareille audace, Vintimilla décréta, le 2 mars, que « les ecclésiastiques convaincus d'avoir, par mandements, sermons, ou autres moyens, alarmé les consciences et poussé à la rébellion, seraient bannis de la République. » Là-dessus, l'archevêque de Quito, Mgr Chéca, qui jusque-là avait cru prudent de se taire, entra en lice. « Le décret, disait-il, s'appuie sur un faux supposé, car aucun évêque, aucun prêtre n'avait envie de renverser le gouvernement. En tout cas, les causes épiscopales, en matière criminelle, d'après le concile de Trente et le concordat, ne relèvent que du Saint-Siège. » Dans sa réponse, le ministre Pedro Carbo maintint l'accusation de sédition et déclina le recours au Saint-Siège, sous prétexte que la rébellion doit être réprimée sans délai. L'archevêque répliqua qu'avant d'agir il ferait bien de relire la bulle *Apostolicæ Sedis*, laquelle fulmine l'excommunication contre tout homme assez criminel pour chasser un évêque de son diocèse. « D'ailleurs, ajoutait le vénérable prélat, il en sera ce que Dieu voudra, mais je continuerai de toutes mes forces, et par tous les moyens en mon pouvoir, de m'opposer à la propagation de l'erreur. C'est mon devoir : avec la grâce de Dieu, je saurai le remplir. »

Quinze jours après, la secte maçonnique débarrassait le gouvernement de ce sermonneur importun. Le vendredi-saint, 30 mars, Mgr Chéca montait à l'autel pour y remplir les saintes fonctions. A peine eut-il pris le vin des ablutions que, saisi d'horribles souffrances, il s'écria : « Je suis empoisonné! » On l'emporta chez lui : une heure après, il expirait dans de violentes convulsions. Les assassins avaient mêlé douze grammes de strychnine au vin du sacrifice. Le ministre Carbo ordonna des poursuites contre l'auteur d'un crime inouï,

disait-il, dans les annales d'un pays « dont les habitants se sont toujours fait remarquer par leur caractère plein de douceur et de suavité ». Évidemment, Pedro Carbo n'avait jamais entendu parler des monstres qui avaient assassiné Garcia Moreno, jamais il n'avait lu les polémiques de Montalvo ! On devine sans peine que la police ne trouva pas les meurtriers de l'archevêque. Pouvait-il les rechercher sérieusement, ce gouvernement qui favorisait à cette heure-là même deux des assassins du 6 août 1875?

Ce drame sacrilège ameuta le peuple contre Vintimilla, sans pourtant ralentir le feu de la persécution. Un nouveau décret prescrivit que, « pour honorer les martyrs des principes sacro-saints du libéralisme, un service funèbre serait célébré, le 19 avril, dans toutes les églises de l'Équateur, en mémoire des citoyens tombés, depuis le 19 mars 1869 (date de l'insurrection de José Vintimilla), victimes de leur dévouement aux institutions libérales et de leur haine contre la tyrannie. » Chacun sait que, dans l'argot maçonnique, on entend par *tyrannie* tout gouvernement régulier, et par *institutions libérales* toute dictature plus ou moins semblable à celle de Vintimilla. *Les martyrs des principes sacro-saints du libéralisme*, ce sont les scélérats morts, le fusil ou le poignard à la main, en flagrant délit de conspiration contre l'autorité civile ou religieuse. Comme on devait s'y attendre, les évêques refusèrent de prêter leur ministère à cette indigne bouffonnerie. « Les principes du libéralisme, dirent-ils, étant formellement condamnés par l'Église, en les appelant *sacro-saints*, le gouvernement commet un blasphème. On ne peut honorer sans injurier Dieu et l'Église ceux qu'il appelle des *martyrs*, ni procéder à la cérémonie commandée par le décret sans scandaliser tout le peuple catholique. » Ce refus exaspéra Vintimilla, qui dut

étouffer sa colère pour ne pas soulever le peuple, mais jura de se venger.

La victime cette fois fut le docteur Arsenio Andrade, vicaire capitulaire de Quito. En plusieurs circonstances, Andrade avait dû tenir tête au président, et notamment à l'occasion des funérailles de l'archevêque. Vintimilla eût voulu que les obsèques se fissent dans l'église métropolitaine, interdite par suite du crime du vendredi-saint et non encore réconciliée : Andrade s'y opposa énergiquement. Il profita même de cette discussion avec le chef de l'État pour lui reprocher son libéralisme persécuteur. De plus, obligé par devoir de poursuivre les assassins de l'archevêque, il fulmina la sentence d'excommunication contre tous ceux qui refuseraient de les dénoncer, eux et leurs complices. A tout prix il fallait écarter ce prêtre au zèle intolérant et intempestif.

L'occasion ne se fait pas attendre à ceux qui la cherchent. Le 20 mai, se produisit dans les provinces du nord un mouvement insurrectionnel contre l'humiliante dictature que subissait l'Équateur. Des jeunes gens sans armes, décidés à mourir plutôt que de vivre esclaves, se groupèrent dans les environs d'Ibarra pour combiner un plan de résistance ; mais quelques bataillons eurent bientôt anéanti ce que le gouvernement appelait pompeusement « l'armée révolutionnaire de la réaction. »

Fier de ce triomphe, Vintimilla commanda de mettre en branle toutes les cloches de la capitale pour célébrer la gloire des vainqueurs. Il ignorait sans doute, lui aussi, que les cloches sont consacrées au culte et que l'autorité civile n'a aucun droit sur elles. Le vicaire capitulaire lui reprocha cette nouvelle usurpation des droits de l'Église, et défendit aux curés d'exécuter les ordres donnés par le gouvernement. Dans sa fureur, Vintimilla infligea une amende aux curés récalcitrants ainsi qu'au vicaire capitulaire : Andrade défendit de payer cette

amende, à laquelle nul ne pouvait se soumettre sans se rendre complice de la violation des immunités ecclésiastiques. Alors, ne gardant plus de bornes, le dictateur ordonna à ses sbires d'appréhender nuitamment l'intrépide Andrade et de le déporter dans les provinces du nord.

Vintimilla ne s'attendait pas au coup qui allait le frapper. Prévoyant qu'on l'arracherait à son troupeau, Andrade avait laissé dans les mains du chapitre un décret d'interdit sur toutes les églises de la capitale, décret qui devait être publié vingt-quatre heures après son départ, si Vintimilla ne révoquait point ses ordres. A l'heure fixée, l'interdit, promulgué et exécuté, sema dans toute la ville le deuil et la consternation. Quand, les églises fermées, on n'entendit plus les cloches appeler au saint sacrifice, les fidèles se rassemblèrent sur les places publiques en poussant des sanglots, et organisèrent des processions de pénitence pour désarmer la colère de Dieu. Et voilà qu'après deux jours passés dans une désolation voisine du désespoir, le peuple se réveilla tout à coup au bruit de détonations formidables.

Le Cotopaxi faisait entendre sa voix de tonnerre; ses cratères en éruption lançaient des tourbillons de flammes, des avalanches de pierres, des nuées de cendres, qui obscurcissaient l'air à quatre-vingts lieues de distance; de ses flancs déchirés s'échappait une telle quantité d'eau que les ponts s'écroulaient sous la pression des torrents, les vallées se changeaient en lacs, les haciendas et les villages disparaissaient dans ce nouveau déluge. Plusieurs autres volcans mêlaient leurs sourds grondements à la grande voix du Cotopaxi, vomissant comme lui des nuées de cendres. Durant trois jours, d'épaisses ténèbres couvrirent le pays, si bien que de Guayaquil à Quito, et du Carchi au Macara, le peuple épouvanté croyait assister aux préludes du jugement dernier.

Ces calamités vengeresses auraient dû faire trembler ceux qui les avaient provoquées, mais les ennemis de Dieu, comme les démons, tremblent sans cesser de haïr. Encore sous le coup du cataclysme, ils ne craignirent pas de river de nouveau aux mains de l'Église les chaînes brisées par Garcia Moreno : un décret du 28 juin déclara le concordat suspendu et la loi du patronat remise en vigueur. C'était défier l'épiscopat, qui se leva tout entier pour protester. L'évêque de Riobamba prononça l'excommunication contre tous les fidèles de son diocèse, ecclésiastiques ou laïques, qui, méconnaissant les lois concordataires, se soumettraient en matières spirituelles à la loi schismatique du patronat. Andrade avait levé l'interdit par pitié pour son peuple aux abois, et renoncé même à la charge de vicaire capitulaire afin de ne point attirer sur son église de nouvelles vexations; mais, à la lecture du décret, il s'empressa de retirer une démission non encore acceptée, ne voulant pas rejeter sur un autre le devoir de la lutte et les angoisses de la persécution. Caché dans les bois du Pichincha, il y vécut en anachorète et ne cessa de gouverner de sa pauvre hutte la vaillante église de Quito.

Le président prit alors le parti d'affamer ce clergé qu'aucune tribulation ne pouvait réduire. Comme si les biens de l'Église lui eussent appartenu, il décréta « que tous les évêques et prêtres rebelles seraient privés des revenus ecclésiastiques ». Des curés, des chanoines, des évêques, se virent réduits à la mendicité pour la moindre désobéissance aux caprices du tyran. Le 8 septembre, anniversaire de sa révolution *régénératrice*, il lui prit fantaisie de demander à l'évêque de Guayaquil un *Te Deum* d'actions de grâce. « Comment voulez-vous, lui répondit l'évêque, que nous fassions entendre des chants de réjouissance au milieu de l'É-

quateur en deuil, alors que votre révolution n'a procuré que des offenses à Dieu, des larmes à l'Église, et des persécutions à ses ministres! » Le gouvernement lui supprima ses revenus, ce qui amena de nouvelles et plus ardentes protestations. L'évêque de Riobamba notifia une seconde fois au président la sentence d'excommunication qu'il encourait comme sacrilège usurpateur des biens ecclésiastiques. L'évêque de Cuenca, un vénérable vieillard, s'autorisa de son âge pour essayer de faire naître quelques remords dans cette âme endurcie : « Ces biens de l'Église sont des biens sacrés, s'écriait-il, dont vous ne disposez en aucune manière. Vous encourez anathème sur anathème, excommunication sur excommunication. Avez-vous donc oublié, général Vintimilla, que vous avez une âme? Seriez-vous arrivé à ce comble de stupidité de ne plus croire en ce Dieu qui bientôt vous demandera compte de vos actions? Avez-vous fait un pacte avec la mort, ou pensez-vous qu'on ne brûle plus en enfer? Lisez les pages de Lactance *sur la mort des persécuteurs :* que de pages on pourrait de nos jours ajouter à son livre! Évêque et citoyen, je proteste contre tous et chacun de vos attentats. Puisse le Dieu de miséricorde, jetant sur vous un regard de pitié, oublier les iniquités commises par vous contre notre sainte religion! »

Vintimilla fit la sourde oreille, mais le peuple catholique écoutait, frémissant d'indignation. On se rappelait les beaux temps de Garcia Moreno; certains libéraux regrettaient publiquement leur injustifiable opposition à sa politique si chrétienne et si patriotique; en présence des tyrans de l'Équateur, on commentait ces paroles prophétiques du héros-martyr aux conservateurs libéraux qui le menaçaient de lui retirer leurs suffrages : « Je n'ai pas besoin de vous, disait-il, mais vous avez besoin de moi. Quand je ne serai plus là pour vous

protéger, vous deviendrez la proie du radicalisme. » Que n'était-il là, le grand capitaine, pour se mettre à la tête de son peuple et chasser les oppresseurs du pays! Inspirés par son souvenir, les patriotes de Quito, les jeunes gens surtout, se groupèrent autour du général Yépez, et se jetèrent comme des désespérés sur les casernes de Quito. Durant plusieurs heures, patriotes et soldats se battirent dans les rues de la capitale, jusqu'à ce qu'enfin, ayant brûlé leurs dernières cartouches, Yépez et ses braves dussent quitter le champ de bataille.

Cette prise d'armes, qui aurait pu être fatale au gouvernement, exaspéra les radicaux contre les évêques, soupçonnés d'avoir inspiré et favorisé la révolution d'Yépez. Déjà l'évêque de Loja avait passé la frontière pour ne pas tomber dans les mains de Vintimilla; l'évêque de Guayaquil mourut subitement d'une maladie qui ressemblait fort à un empoisonnement; l'évêque de Riobamba, plus détesté que tous les autres à cause de sa guerre au libéralisme et aux usurpations sacrilèges du pouvoir, n'eut que le temps de gagner les montagnes pour échapper aux assassins. Avec ces prélats, des prêtres, des magistrats, des généraux et autres notabilités du parti conservateur, furent condamnés à s'expatrier. On espérait que le peuple, ainsi privé de ses chefs, s'endormirait dans l'esclavage; mais ce peuple catholique, ce peuple de Garcia Moreno, témoigna si haut son indignation, cria d'une voix si forte et si menaçante : « A bas Vintimilla! vivent les évêques! vive la religion! » que le dictateur se vit dans l'alternative ou de virer de bord, ou de sombrer sous le flot grossissant de la réprobation publique. Il s'empressa de virer de bord.

Du reste, Vintimilla ne cherchait qu'une occasion de se réconcilier avec l'Église et les conservateurs. Affamé de pouvoir pour jouir, non pour faire le mal, s'il avait persécuté c'était comme instrument passif d'Ur-

bina et de la bande radicale. Quelques mois auparavant, à Guaranda, dans une conférence avec l'évêque de Riobamba, en présence de deux cents témoins, il avait pris l'engagement « d'interdire dans le journal officiel toute publication injurieuse pour la religion, d'annuler les décrets rendus jusque-là contre les droits de l'Église, et de remettre en vigueur le concordat. » Après une promesse explicite d'user de toute son influence pour empêcher la future convention de légiférer contre l'Église catholique, apostolique et romaine, il jura même devant toute l'assemblée que jamais il n'autoriserait la liberté des cultes. On dit bien qu'en face des frères et amis il nia ses engagements, mais il avait commis sous l'influence d'Urbina des actes de faiblesse bien autrement graves. Toujours est-il que, voyant le terrain s'effondrer sous lui, il prit la résolution de se débarrasser de la tutelle compromettante des Urbina et des Montalvo. Sans être un aigle, il comprenait parfaitement que jamais il ne reconquerrait un grain de popularité, tant qu'on le croirait l'esclave d'Urbina, l'homme le plus exécré de l'Équateur. Les journaux libéraux eux-mêmes lui disaient tous les jours : « Vintimilla ne serait point détesté comme il l'est, s'il ne prenait son mot d'ordre près du chef des Tauras. Il faut qu'il lui enlève à tout prix la direction des affaires. Pour cela, il n'est pas nécessaire de le déporter, mais simplement de lui donner à boire et à manger, plus une bonne solde pour ses menus plaisirs ». Comme Urbina, dans ses accès de violence, menaçait de quitter le pays, une feuille libérale promit, s'il exécutait ses menaces, de lui faire élever une statue avec cette inscription : « Au sauveur de la patrie », et même d'ouvrir une souscription dans ses bureaux pour payer les frais du voyage. « On ne peut trop payer, dit-elle, pour se débarrasser de l'homme qui nous arrivait, l'an dernier,

la besace sur l'épaule et des sandales aux pieds, et qui aujourd'hui mène un train d'empereur... à nos dépens[1] ». Évidemment, si conservateurs et libéraux jugeaient ainsi ses conseillers, il ne restait à Vintimilla d'autre moyen de salut que de se soustraire à leur tutelle.

Il le fit en se plaçant sous l'égide de la convention qu'il venait enfin de réunir, au commencement de 1878, après quinze mois de dictature. Malgré la pression exercée sur les électeurs, la majorité de l'assemblée se composait de libéraux ennemis de toute violence contre l'Église. Certains districts, comme Guayaquil, avaient élu pour les représenter la fine fleur du radicalisme, mais, en revanche, d'autres, comme Cuenca, avaient choisi d'excellents catholiques. Dans son message apologétique, Vintimilla apprit aux députés « qu'à la mort de Garcia Moreno, n'ayant aucun espoir de faire triompher un *Pur*, le parti libéral avait jeté les yeux sur Borrero, comme un naufragé s'attache à la première planche qui flotte sur l'eau, si fragile qu'elle paraisse. La glorieuse révolution du 8 septembre avait dû jeter à la côte ce retardataire obstinément attaché à la charte d'esclavage, et entreprendre la régénération du pays. Cette œuvre, entravée par l'hostilité des partis, la convention allait la mener à bonne fin. » Sauf quelques phrases sur l'abus de l'excommunication, destinées à contenter les radicaux, le message n'avait rien d'agressif.

La convention commença par fabriquer une constitution, la neuvième depuis 1830. Sur la question religieuse, Pedro Carbo proposa de supprimer l'article qui déclare « la religion catholique religion de l'État, à l'exclusion de tout autre culte ». Mais ses amis eux-

1. *La Candela*, avril 1878.

mêmes trouvèrent la proposition souverainement inopportune. « Demander une pareille réforme au peuple équatorien, tel que l'a fait Garcia Moreno, disait *la Candela*, c'est le comble de l'inhabileté parlementaire. » Aussi le vice-président de l'assemblée, Julio Castro, se contenta d'opposer à Carbo ce simple argument de bon sens : « Le gouvernement doit protéger le fait actuel, qui est l'unité de croyance; si un jour les différents cultes ont beaucoup d'adeptes à l'Équateur, la tolérance s'imposera, comme en France, comme à Rome même, où les papes tolèrent la synagogue, qu'ils y ont trouvée. Pourquoi sacrifier sans raison ce bien sans égal de l'unité religieuse? Introduire comme par force dans notre pays ce que les autres nations ont regardé comme un mal nécessaire, c'est faire une besogne antipatriotique. » Les amis de Vintimilla votèrent l'article malgré les cris des radicaux.

Vingt-huit députés s'entendirent ensuite pour proposer l'abrogation du décret suspendant le concordat. Les intimes de la présidence étaient gagnés à ce projet, mais Urbina menaça la majorité de partir pour Guayaquil et d'y faire une nouvelle révolution si l'on rétablissait le concordat. « Qu'au moins, pour l'honneur de la chambre, la motion soit mise en délibération, s'écria un orateur. — Pas même cela! » répondit Urbina en accentuant ses menaces. Par prudence, on ajourna cet acte de justice.

La question de la liberté de la presse mit en émoi tous les orateurs. On fit de magnifiques discours en son honneur, puis on vota, comme toujours, des lois restrictives; ce qui faisait dire à un journaliste libéral que les députés chantaient comme des cygnes et votaient comme des chauves-souris.

En somme cette constitution d'un libéralisme très modéré déplut singulièrement aux radicaux, qui ne lui

ménagèrent ni leurs critiques ni leurs injures. « La constitution que viennent de bâcler les eunuques de Vintimilla, s'écriait l'un d'eux, est plus rétrograde et plus méprisable encore que celle de Garcia Moreno, dont ils ont copié servilement les plus mauvais articles. »

Ils n'étaient point au bout de leurs surprises. A peine élu par la convention président définitif, Vintimilla, devenu subitement conservateur, nomma aux emplois des hommes notoirement hostiles à sa dictature, et qui même avaient combattu contre lui sous les drapeaux d'Yépez. Sa conduite envers les exilés trahit plus encore sa volte-face. Avec son assentiment, la convention avait voté le rappel pur et simple des émigrés, mais Urbina réclama contre cette mesure équitable et obtint que nul expatrié ne rentrerait sans l'autorisation du pouvoir exécutif. Vintimilla s'empressa d'accorder cette autorisation à tous les prêtres qu'il avait expulsés. « Voulant inaugurer son pouvoir en jetant un voile sur le passé, dit le décret du 18 juin 1878, le président daigne ordonner que le docteur Andrade et les autres ecclésiastiques poursuivis pour motifs politiques jouissent d'une pleine et entière liberté. » De sa retraite inconnue, le courageux Andrade répondit « qu'il avait été persécuté, non pour motif politique, mais, tout l'Équateur pouvait l'attester, pour avoir défendu les droits de Dieu et de son Église. En lui attribuant d'autres intentions, le gouvernement se rendait coupable d'injure grave à son égard. Si la fidélité à Dieu, à la religion, au devoir, constitue un crime, disait-il, alors je m'avoue coupable, mais comme les apôtres envers la synagogue, comme les martyrs envers les proconsuls romains ». Cependant il remerciait Dieu d'avoir ramené le président dans la voie de la justice, exprimant l'espoir que, réconcilié avec l'Église, Vintimilla lui restituerait les droits dont il l'avait injustement dépouillée.

Ce retour à la justice, dont les catholiques félicitaient le président, lui attirait de la part des révolutionnaires des bordées d'invectives et de menaces. A de certains indices on pouvait croire qu'une levée de boucliers se préparait contre le « transfuge ». Vintimilla en profita pour se faire donner par la convention des pouvoirs extraordinaires, en d'autres termes, reprendre la dictature, ce qui mit les rouges en fureur. « C'était bien la peine, écrivait Montalvo, de maudire le despotisme de Garcia Moreno, pour marcher ensuite sur ses traces. On pouvait sans rougir se courber devant Garcia Moreno, mais devant Vintimilla! Garcia Moreno! quel homme, quel grand homme si ses instincts ne l'eussent porté vers la tyrannie! Intelligence sublime, bravoure à toute épreuve, génie plein d'ardeur et de fécondité, volonté forte, impérieuse, invincible : Garcia Moreno eût été sans contredit le premier homme de l'Équateur, s'il n'eût mis ses puissantes facultés au service de l'oppression [1] ». Quel éloge dans la bouche d'un Montalvo! Quant à Vintimilla, le pamphlétaire lui exprimait son mépris dans les termes les plus injurieux. A Guayaquil, on organisait contre lui des meetings d'indignation; on assassinait lâchement don Vicente Piedrahita, en qui les patriotes voyaient l'homme de l'avenir; on justifiait par toutes sortes de crimes les pouvoirs dictatoriaux que le président s'arrogea pendant la durée de son mandat.

Au fond, plus fort que ne le pensait Borrero, Vintimilla était arrivé au comble de ses vœux : maître absolu du pays, il pouvait jouir à son aise. Alors commença pour les gouvernants une véritable orgie, pour les gouvernés la ruine matérielle et morale. Durant ces quatre années, les revenus de l'État servirent à enri-

1. *El desperezo del Regenerador*, 12 juin 1878, p. 4.

chir des banqueroutiers devenus hauts dignitaires, à entretenir l'armée nombreuse qui servait de garde au dictateur, surtout à payer ses dépenses et celles de l'insatiable Urbina, de leurs parents, amis et connaissances. Celui-ci réclamait cinquante mille piastres, celui-là cent mille, en compensation des dommages subis sous le règne du *tyran*. Vintimilla faisait payer à la nation cinq mille piastres pour son uniforme et les harnais de ses chevaux, neuf mille pour trois banquets officiels, et vingt-cinq mille pour sa liste civile, tandis que Garcia Moreno se contentait de la moitié, et encore la dépensait-il en charités! La dilapidation des deniers publics fut poussée si loin que jamais ministre des finances n'osa rendre compte des recettes et des dépenses, ni accuser les énormes déficits qui s'ajoutaient chaque année à la dette publique. Naturellement, les travaux commencés restèrent inachevés, faute d'argent. Loin d'ouvrir de nouvelles voies de communication, le gouvernement ne sut pas même entretenir la route nationale de Garcia Moreno. L'instruction publique retomba dans le mépris, comme au temps d'Urbina. L'Université avilie, les professeurs destitués, les élèves opprimés, les collèges fermés, les conservatoires et académies sans objet, et le soudard immoral et indiscipliné remplaçant partout l'homme de science et le lettré : tel était, au commencement de 1882, dernière année de la présidence de Vintimilla, le spectacle navrant qu'offrait l'Équateur.

Les conservateurs se réjouissaient de voir arriver la fin de cette longue et honteuse dictature, et cependant on n'était pas sans crainte. Les radicaux, tenus en bride jusque-là, n'allaient-ils pas profiter du changement de pouvoir pour s'imposer à la nation par un coup de force ou peut-être au moyen de quelque manœuvre électorale? Vintimilla profita de ces inquiétudes, jetées à

dessein dans le public, pour se faire adresser par ses amis des pétitions, absolument inconstitutionnelles, dans lesquelles on le suppliait de ne point abandonner les rênes aux mains des révolutionnaires. Cette ruse exaspéra les conservateurs aussi bien que les radicaux; mais, n'écoutant que son ambition, le président se rendit à Guayaquil où il fit voter par ses amis, sous le nom d'*Acte populaire*, un nouveau système de dictature dans lequel il figurait comme chef suprême. Trois mois après, pour amadouer les conservateurs, il recevait solennellement le nonce apostolique et affirmait « qu'interprète fidèle de la nation, il aurait à cœur, non seulement de conserver, mais de resserrer les liens qui l'unissaient au Saint-Siège. Magistrat et catholique sincère, il protègerait et ferait respecter la religion du Crucifié. » Comme preuve de sa sincérité, il rendait au concordat sa force obligatoire et faisait cesser le long veuvage de l'Église métropolitaine en lui donnant pour pasteur le vaillant évêque de Riobamba, son implacable adversaire d'autrefois. De quoi pouvaient se plaindre les catholiques? Vraiment Borrero a trop cédé à sa mauvaise humeur d'exilé quand il nous présente Vintimilla comme un stupide : c'est un retors des plus madrés.

Mais il avait compté sans la colère du peuple. On avàit supporté le président constitutionnel, on ne trouva pas la force de supporter le dictateur. Conservateurs et libéraux coururent aux armes. Les derniers mois de 1882 se passèrent en escarmouches dans les provinces, mais, le 8 janvier 1883, la capitale elle-même sonna le tocsin. « Aux armes, chers compatriotes, disait-on. Les combats livrés jusqu'ici ont affranchi plusieurs de nos cités. Le tyran ne règne plus qu'à Quito et à Guayaquil. Joignons-nous aux compagnons du nord et du sud pour terminer l'œuvre de notre rédemption. Jetons-nous sur nos bourreaux et donnons un nouveau

jour de gloire à la patrie des Florès, des Ascasubi, des Garcia Moreno. Débarrassons-nous des vandales qui ont scandalisé le monde entier par leurs assassinats et leurs brigandages. Soldats de Vintimilla, autrefois les défenseurs de la patrie, aujourd'hui les assassins de vos frères dont vous avez répandu le sang à Galte, à Ibarra, à Chambo, à Quito, abandonnez le drapeau du tyran, et joignez-vous à nous pour sauver la patrie en deuil. Si vous le faites, nous oublierons le passé ; sinon, nous laverons dans votre sang les hontes de l'Équateur! »

Ce jour-là même, les jeunes gens de la capitale se ruèrent sur le parc d'artillerie, pillèrent l'arsenal, et s'en furent avec leur butin rejoindre l'armée des patriotes, campée dans les environs. Le 10, cette armée pénétra dans la cité et après un combat sanglant de plusieurs heures, força les soldats du dictateur à évacuer la place. Six mois plus tard, le 9 juillet, les patriotes chassaient Vintimilla de Guayaquil, son dernier refuge, comme vingt-cinq ans auparavant Garcia Moreno en avait chassé Franco, le dernier lieutenant d'Urbina.

III

LA RÉPUBLIQUE DU SACRÉ-COEUR

(1883-1888)

L'Équateur était à même de calculer ce que lui avait coûté l'abandon de la politique chrétienne inaugurée par Garcia Moreno. Le libéralisme de Borrero l'avait en huit mois conduit au radicalisme, et le radicalisme en huit ans l'avait jeté dans l'abîme où sombrent les nations. Avant le 6 août 1875, aucun peuple ne suivait l'Équateur, même de loin, sur la route de tous les progrès; aujourd'hui ses chefs, souillés de crimes sans nom, ont asservi l'Église, empoisonné ou exilé ses évêques, ruiné l'instruction et les mœurs. Que sont devenus les trente-deux mille enfants des écoles primaires, les nombreux étudiants des collèges, les élèves de l'École polytechnique, des facultés supérieures, des académies? Et les routes, les voies ferrées, l'agriculture, le commerce, l'industrie? Et les rêves d'avenir, de colonisation, de civilisation jusque dans les parages lointains de la province d'Orient? Hélas! de toutes ces grandes choses il ne reste que le souvenir. Les particuliers sont ruinés, le trésor public est vide. Depuis huit ans, on ne parle que de complots et de guerres fratricides. Le sang coule à Galte, aux Molinos, à Quito, au Carchi, à Ibarra, à Cayambe, à Ambato, à Riobamba,

à Guayaquil, à Manabi, à Esmeraldas! Ainsi se vérifie le mot de l'Écriture : « La justice élève les nations, l'impiété les plonge dans un abîme d'infortunes. »

Trois forces avaient sauvé l'Équateur de cette tourmente. Le clergé, appuyé sur le concordat, avait tenu haut et ferme le drapeau des principes catholiques malgré les revendications et les persécutions du libéralisme; le peuple, attaché de cœur et d'âme à ses évêques, avait forcé les radicaux à reculer; et le Dieu « qui ne meurt pas », le Dieu du héros-martyr, devenu par la consécration au Sacré-Cœur, le protecteur officiel de l'Équateur, l'avait enfin débarrassé des tyrans qui l'opprimaient, selon la prophétie de Garcia Moreno. « Après ma mort, dit-il un jour à ses amis, l'Équateur tombera de nouveau aux mains de la Révolution. Elle gouvernera en despote sous le nom décevant de libéralisme, mais le Cœur de Jésus, à qui j'ai consacré ma patrie, l'en arrachera une fois encore pour la faire vivre, libre et honorée, sous la garde des grands principes catholiques. »

Après ses victoires inespérées sur les révolutionnaires, le peuple du Sacré-Cœur manifesta hautement sa reconnaissance envers son bienfaiteur en revenant à la politique franchement chrétienne de Garcia Moreno. Le gouvernement provisoire, entraîné par ce mouvement d'opinion, lança le décret suivant : « Considérant que les récents triomphes dont se glorifie la patrie sont dus manifestement à la protection du Dieu tout-puissant et que par conséquent il est juste de lui consacrer, au nom de l'Équateur, un immortel monument de notre gratitude, nous décrétons l'érection d'un temple national dédié au Sacré-Cœur, lequel sera élevé aux frais de l'État et avec les contributions volontaires des particuliers. »

Ce projet, pour avoir force de loi, devait être ratifié

par la future convention, laquelle se composa de catholiques, de conservateurs plus ou moins libéraux, et même d'un certain nombre de révolutionnaires qui avaient combattu avec les conservateurs contre Vintimilla. Quand il s'agit d'approuver le décret du gouvernement provisoire et de voter des fonds pour l'érection de la basilique, les Alfaro, les Cardenas et autres radicaux, prétendirent que Dieu n'a pas besoin de monuments extérieurs pour apprécier notre gratitude. La capitale regorgeait d'églises : avec l'argent qu'on allait dépenser, on pourrait percer de nouvelles routes, secourir les pauvres ou civiliser les sauvages du Napo. Au nom du peuple catholique et de la grande majorité de ses collègues, le docteur Matovelle fit justice de ces pauvretés libérales en montrant que le décret, « applaudi par tout l'Équateur et par les catholiques du monde entier, n'avait point pour but d'ajouter un temple à ceux qui existaient déjà, mais de faire une manifestation publique, solennelle, nationale, de foi catholique. »

« Messieurs, s'écria l'orateur, le grand crime de nos jours, c'est la lâche apostasie de toutes les nations de la terre. Tous les gouvernements, en tant que gouvernements, ont cessé de reconnaître les droits sociaux de Jésus-Christ et de son Église. Sans doute, ils ne vont pas jusqu'à blasphémer son saint nom, mais ils nient pratiquement sa royauté et protestent qu'elle n'existe pas pour eux. Eh bien! que prétendons-nous faire en élevant ce temple national? Nous voulons proclamer hautement, à la face du monde entier, que l'Équateur reconnaît Notre-Seigneur Jésus-Christ pour son Dieu et pour son roi, et qu'il lui reconnaît à lui-même, comme au Roi des rois et au Seigneur des seigneurs, une souveraineté sociale sur toutes les nations de la terre.

« Oui, ce que nous désirons, ce que nous prétendons

obtenir, c'est que la convention de 1884 tombe à genoux devant le divin et suprême monarque de toutes les nations, qu'elle renouvelle sa consécration première, qu'elle élève enfin un monument durable attestant aux générations futures que l'*Équateur est la République du Sacré-Cœur de Jésus*, non pas du Dieu idéal des panthéistes, mais du vrai Dieu, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

« Messieurs, l'isthme de Panama va s'ouvrir. On dit que la civilisation européenne débordera chez nous par ce canal et couvrira de ses trésors tous nos océans. C'est le moment d'élever bien haut le flambeau de notre foi pour illuminer de son éclat les eaux du Pacifique et attirer à nos plages ces foules de voyageurs errants. La basilique du Sacré-Cœur, élevée sur le sommet du Pichincha comme le phare lumineux de la civilisation catholique, attirera vers nous les âmes qui cherchent la lumière. Levons les yeux au ciel, messieurs : c'est là que nous trouverons écrits les grands et mystérieux secrets de notre avenir. »

Émus par ces nobles et patriotiques accents, plus des trois quarts des députés votèrent le projet. L'œuvre de Garcia Moreno avait donc porté des fruits, puisque la royauté du Christ faisait tressaillir ainsi cette assemblée catholique. On vit bientôt que le souvenir du héros chrétien était profondément ancré dans le cœur du peuple.

L'honorable José Maria Caamano, un des chefs du parti conservateur, était élevé depuis un an à la présidence de la République quand arriva le dixième anniversaire du drame à jamais lamentable de Quito. Sous ce régime réparateur, le noble martyr, si longtemps calomnié et insulté par les misérables qui tyrannisaient le pays, avait droit à une solennelle glorification. Le 6 août 1885, dès les premières heures de la journée, le

drapeau noir flottait sur presque toutes les maisons de la capitale. A dix heures, devant un superbe catafalque, eut lieu le service funèbre, auquel assistèrent les évêques de l'Équateur, venus à Quito pour la célébration du quatrième concile, le président de la République entouré de hauts dignitaires de l'État, et grand nombre de députés et sénateurs. Tous les yeux se portaient instinctivement sur le jeune Gabriel, alors âgé de quinze ans, qui, pour la première fois, conduisait le deuil de son glorieux père. Autour de lui s'étaient rangés les parents et les amis de Garcia Moreno, le cercle de la « Jeunesse catholique », la noblesse de Quito, les étudiants, les artisans, et des flots de peuple. Le nonce apostolique officiait au milieu des larmes de l'assistance.

L'oraison funèbre fut prononcée par le P. Proano, de la compagnie de Jésus, qui, dès les premières paroles, fit naître dans tous les cœurs une indicible émotion. « C'est à peine, dit-il, si je puis articuler devant vous le nom du héros dont je dois célébrer la gloire, car, depuis le 6 août 1875, je ne puis le redire dans le silence de ma cellule sans verser des larmes. Gabriel Garcia Moreno! Voilà le nom de cet homme que le peuple équatorien a aimé, qu'il aime et qu'il aimera toujours cent fois plus que ses ennemis ne pourront le haïr. Et il ne faut pas lui en faire un crime, car c'est sa gloire de pleurer et de pleurer toujours l'affreux parricide qui nous priva de notre grand chef, de notre bienfaiteur et père. » L'orateur montra dans Garcia Moreno, l'homme de foi, l'homme de Dieu, d'où cette conclusion que, pour mesurer la taille de ce héros chrétien, il faut s'élever sur les hauteurs où il planait lui-même. « Le monde, dit-il, ne peut apprécier Garcia Moreno, parce qu'il envisage sa vie publique au point de vue superficiel et trompeur de ses tribunaux incompétents. Ni les

philosophes de ce siècle ne peuvent le juger, parce que leur sagesse est païenne, tandis que la philosophie de Garcia Moreno est toute chrétienne ; ni les politiques, parce que sa politique est celle du Dieu qu'ils ne connaissent pas ; ni les hommes de guerre parce qu'ils combattent celui dont il fut l'intrépide soldat. De même que les pharisiens, les sadducéens et les prétoriens, s'improvisant juges du Christ, portèrent contre lui une sentence de mort ; de même, proportion gardée, les philosophes, politiques et guerriers de notre siècle, traînent à leur barre Garcia Moreno pour l'accuser et le condamner. Hommes du XIXe siècle, pour redresser vos jugements, écoutez Pie IX, l'oracle de l'infaillible vérité : « Il est tombé victime, dit-il, le chevalier du Christ, il est tombé victime de sa foi et de sa charité chrétienne pour sa patrie ! » Et maintenant cherchez dans les dix-neuf siècles précédents un autre pontife qui, sur le cadavre ensanglanté d'un roi ou d'un empereur, ait prononcé pareil éloge ! »

Après avoir présenté le tableau des vertus chrétiennes et morales du grand magistrat catholique, l'orateur termina par cette saisissante leçon : « Il y a dix ans qu'on nous l'a enlevé, et durant ces dix ans que de pages lugubres et sanglantes ajoutées à notre histoire ! Les meurtriers nous ont dit que la date du 6 août 1875 ouvrirait à la patrie une ère de paix et de prospérité, qu'après avoir brisé nos fers, ils allaient enfin arborer le drapeau de la liberté, que la chute du colosse équatorien donnerait un nouvel essor à la civilisation et au progrès : les insensés ! que sont devenus leurs promesses ?... *Et nunc reges, intelligite !* »

Le président Caamano était digne d'entendre ces grandes leçons. Conservateur et catholique, dévoué à l'Église et au peuple, il n'était point homme à pactiser avec la Révolution. On a dit, je ne sais sur quel fon-

dement, que la veille du jour où il devait jurer solennellement de ne rien entreprendre contre l'Église catholique, apostolique et romaine, il alla trouver la veuve de Garcia Moreno et lui demanda, pour la cérémonie du lendemain, l'écharpe de son illustre époux. « Je veux, aurait-il dit, qu'on me regarde comme le successeur de sa loyale politique. — Je ne vous la prête pas, se serait écriée la noble veuve, je vous la donne : nul plus que vous n'est digne de la porter. » Quoi qu'il en soit de cette légende, le président Caamano se montra toujours dévoué à la religion, bien qu'on puisse lui reprocher peut-être d'avoir trop sacrifié aux idées de tolérance et de fausse modération, si chères aux politiques de nos jours. Dans un pays perverti par l'erreur et l'impiété, on est obligé parfois de tolérer certains faits qu'on ne peut empêcher, ou certains hommes qu'on ne peut écarter des emplois publics; mais quand on a l'honneur de gouverner un peuple catholique, avec la mission constitutionnelle de protéger ses croyances, on ne saurait trop méditer le principe de Garcia Moreno : « Liberté pour tous et pour tout, excepté pour le mal et les malfaiteurs. » On a dit aussi qu'au début de son administration, le président aurait pu économiser pour des travaux plus utiles les sommes employées à l'achèvement et à la décoration d'un théâtre élevé à grands frais dans la capitale par le général Vintimilla. Que le dictateur, homme de plaisir, ait employé les revenus de l'État à divertir ou pervertir les riches et les oisifs, cela se comprend; mais, dans un pays religieux et pauvre, le grand devoir des conservateurs sera toujours de sauvegarder la religion et les mœurs en éloignant les foyers de corruption. Néanmoins, malgré ces concessions regrettables aux partis qui divisent l'opinion, il faut reconnaître que le président Caamano n'a point cessé de s'intéresser aux progrès religieux,

intellectuels et matériels du pays. Les collèges, les écoles primaires, les missions orientales, ont retrouvé en lui un vrai protecteur, et la grande œuvre des travaux publics, si longtemps interrompue, un administrateur assez éclairé pour suivre les traces de Garcia Moreno.

Deux faits, ou plutôt deux grandes scènes religieuses ont illustré, pendant ces quatre dernières années, l'Équateur et son chef. Terminons notre histoire par ce double récit qui laissera dans l'esprit de nos lecteurs l'impérissable souvenir du peuple rendu à Dieu et à l'Église par le héros-martyr.

C'était le 21 juin 1886. Deux cents ans auparavant, à pareil jour, l'Église avait autorisé le culte public du Sacré-Cœur. Pour célébrer dignement ce grand anniversaire, les évêques, les personnages de distinction, les catholiques militants, s'étaient réunis à Quito, dans un congrès eucharistique, à l'effet de promouvoir le règne social de Jésus-Christ. L'avant-veille de la fête, sur l'initiative de quelques-uns de ses membres, le sénat, « considérant que la loi du 8 octobre 1873 a consacré la République au Sacré-Cœur de Jésus et l'a déclaré son patron et son protecteur; que le 21 juin de la présente année ramène le second centenaire du culte public rendu à ce Cœur divin; qu'il est juste et convenable pour les représentants du peuple de témoigner leur foi catholique dans une si grave circonstance; le sénat, dis-je, avait décrété qu'en signe d'adhésion aux sentiments du peuple, il s'abstiendrait de siéger en ce jour. » Ainsi stimulé par l'exemple de ses chefs et par les exhortations de l'autorité ecclésiastique, la population attendait avec impatience la grande fête nationale.

Dès la veille au soir, la capitale se transforma comme par enchantement. Les nuages, qui avaient obscurci le ciel durant toute la journée, avaient subitement disparu.

Et voilà qu'en un instant les rues, les maisons, les palais, les églises, les monuments publics, s'illuminent sous l'azur d'un ciel parsemé d'étoiles : cinquante mille hommes parcourent les rues en tous sens, pleins de joie et d'enthousiasme au milieu de cette ville ruisselante de lumières. Sur la façade des maisons, on aperçoit partout l'image du Sacré-Cœur, entourée de fleurs, de candélabres et de riches draperies. Des aérostats aux couleurs nationales, s'élèvent dans les airs, portant aussi l'effigie du Sacré-Cœur avec ces inscriptions : « l'Équateur à son protecteur divin ! Vive la République du Sacré-Cœur ! » L'oreille est charmée par des concerts ravissants, voix d'enfants, musiques militaires, chœurs joyeux : les passants émerveillés s'arrêtent pour écouter ces cantiques pieux, ces suaves harmonies.

Ainsi le peuple du Sacré-Cœur préludait aux grandes démonstrations du lendemain. Au lever du soleil, des salves d'artillerie éveillèrent la cité. Aussitôt les rues furent envahies par les foules qui se dirigeaient vers les églises pour y faire la communion réparatrice. A sept heures, la vaste nef de l'église métropolitaine s'emplissait d'hommes de tout rang, magistrats, militaires, professeurs, avocats, étudiants, laboureurs, artisans, qui, eux aussi, voulaient s'approcher de la sainte table pour consoler le Cœur de Jésus. A la cathédrale seulement, on distribua plus de dix mille communions. Un peuple entier au banquet eucharistique ! On se croyait, non pas même au moyen âge, mais dans les beaux siècles de l'Église primitive. Quand l'orgue, au moment solennel, remplit le temple de ses pieuses mélodies, et que les chants de ces milliers d'hommes montèrent vers le ciel, des larmes, de douces larmes coulèrent de tous les yeux !

Uni à son Dieu, le peuple équatorien pouvait procéder à l'acte solennel de réparation demandé par l'archevê-

que. Vers le soir, les évêques ou leurs délégués, les autres membres du clergé séculier et régulier, le président de la République entouré de ses ministres, les membres du congrès, la cour de justice, les chefs de l'armée, et la foule, à leur suite, prirent place dans le temple. Alors, au nom des autorités ecclésiastiques et civiles, une voix prononça cet acte sublime de foi nationale que chacun répéta dans son cœur.

« Roi des rois, Seigneur des seigneurs, de qui relèvent tous les empires et toutes les nations de la terre, en reconnaissance de votre aimable et infinie souveraineté, les pouvoirs publics de l'Église et de l'État, prosternés à vos pieds, offrent à votre Cœur divin et lui consacrent pour toujours la République de l'Équateur comme votre propriété exclusive. Daignez faire de ce peuple votre héritage, régner sur lui perpétuellement, le délivrer de ses ennemis et montrer au monde de quelle félicité jouit une nation qui vous a choisi pour son Seigneur et son Dieu. »

Après cet hommage-lige du peuple envers son suzerain, commença, au milieu des sanglots de l'assistance, l'acte d'expiation et d'amende honorable pour toutes les offenses dont l'Équateur avait pu se rendre coupable envers la divine Majesté :

« Seigneur, reprit la voix, notre Dieu, notre créateur, l'unique Maître par qui règnent les rois et légifèrent les puissances de ce monde, à vous nos solennelles actions de grâces pour avoir défendu contre l'ennemi et comblé de vos dons cet Équateur devenu votre nation chérie. Mais, hélas! au lieu de correspondre à tant de bonté, nous avons péché contre vous, nous avons foulé aux pieds vos divines lois, et mérité tous vos châtiments. Ne regardez pas nos iniquités, Seigneur, mais seulement votre miséricorde. »

A ce moment, un dialogue aussi touchant que su-

blime s'établit entre le peuple et son interprète. « Pour toutes nos iniquités! s'écriait le représentant de Dieu. — Pardon! disait l'assemblée. — Pour les péchés des prêtres! — Pardon! pardon! » Et la voix continua, n'épargnant aucune classe de la société. — « Pour les injustices de nos législateurs, disait-elle, les fautes de nos magistrats, les péchés des pères de famille, les crimes du peuple, les impiétés et les blasphèmes, les parjures et les sacrilèges, les révolutions et les guerres fratricides, les attaques contre l'autorité ecclésiastique, les attentats contre l'autorité civile, les horribles forfaits du 6 août et du 30 mars, les excès honteux de la presse, les crimes politiques, les scandales publics, en un mot toutes les iniquités sociales. — Pardon! pardon! » criait avec larmes l'assemblée entière, en entendant ces litanies de forfaits révolutionnaires.

Quelques jours après cet acte de publique expiation, la fête du Sacré-Cœur réunissait une fois encore les représentants de l'Église et de l'État, heureux de renouveler, avant de clore le congrès eucharistique, la consécration solennelle de 1873. Ils furent accueillis par un invitatoire sublime, dans lequel on distinguait des paroles comme celles-ci : « Venez, pieux pontifes, et vous, ministres du sanctuaire, vous jeter aux pieds du divin Pasteur; venez, chef catholique du nouvel Israël, faire acte de vassalité devant le Roi immortel des siècles; venez, juges de la terre, puiser dans le Cœur de Jésus cette parfaite justice que ne connurent ni les scribes ni les pharisiens. » Et les pontifes, et les prêtres, et le chef de l'État, et les ministres, et les magistrats, vinrent tour à tour se consacrer au divin Cœur. Après eux, jusqu'à la fin de ce grand jour, la basilique se remplit des pères et des mères de famille, puis des enfants, puis des jeunes gens, puis des soldats, qui tous, pieusement agenouillés, répétèrent l'acte de consécration au Roi

des rois, au Dieu des armées, au Dieu de bonté qui bénit les pères et les enfants.

Cette scène, digne des beaux siècles de foi, nous met sous les yeux le peuple du Sacré-Cœur; celle qui va suivre nous montre dans tout l'éclat de son dévouement le peuple du Pontife-Roi.

En 1887, l'univers catholique se préparait à célébrer les noces d'or de Sa Sainteté le pape Léon XIII. Les fidèles envoyaient leurs offrandes, les chefs d'État préparaient leurs lettres de félicitations, mais les peuples, en tant que peuples, gardaient le silence. Les parlements, qui prétendent les représenter, se croient trop grands pour se mettre officiellement aux pieds du chef de la chrétienté, dont ils ne reconnaissent, hélas! ni le pouvoir temporel, ni le pouvoir spirituel. Mais de même que Garcia Moreno avait protesté seul, au nom de l'Équateur, contre l'envahissement des États Pontificaux, son peuple se leva seul[1] pour présenter au grand pape Léon XIII un hommage véritablement national. Après avoir entendu le message du président Caamano, message franchement catholique, où se manifestait la plus complète harmonie entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique, les deux chambres réunies en congrès votèrent le décret suivant :

« Art. 1. Au nom du peuple dont il est le représentant, le congrès de l'Équateur présente respectueusement ses félicitations à Sa Sainteté Léon XIII en ce cinquantième anniversaire de sa première messe, et fait des vœux pour qu'on lui rende, avec la liberté, les droits sacrés qui lui appartiennent en sa qualité de successeur de Pierre et de chef visible de l'Église Catholique.

« Art. 2. En son nom et au nom de la nation dont il

1. Saluons cependant en passant le noble peuple de la Colombie, ses représentants, son digne président Rafaël Nunez, qui rivalisèrent avec l'Équateur en cette circonstance.

est l'interprète, le congrès de l'Équateur réitère la protestation faite solennellement de rester fidèle aux enseignements du Saint-Siège, et spécialement aux doctrines des Encycliques *Diuturnum* et *Immortale Dei*[1].

« Art. 3. On inscrira au budget la somme de cinquante mille francs (diez mil sucres) comme part de contribution à l'honoraire que le monde catholique doit offrir à Sa Sainteté pour la messe du Jubilé sacerdotal.

« Art. 4. Le 31 décembre prochain sera pour la nation un jour de fête civique, et le pouvoir exécutif fera célébrer dans toutes les cathédrales une messe solennelle suivie du *Te Deum*, à laquelle assisteront toutes les autorités. »

Le peuple applaudit à ses représentants. Dociles aux exhortations de leurs évêques, les fidèles offrirent chacun leur obole au Pontife bien-aimé, et le pauvre Équateur, pauvre en biens matériels, mais riche en noblesse et en vertu, put ajouter au don national une nouvelle somme de cent mille francs.

En même temps, le vénérable archevêque de Quito concevait l'heureuse idée de présenter au pape, en son nom et au nom des fidèles de son diocèse, un splendide reliquaire qui rappelât aux pèlerins de Rome la foi et la piété du peuple équatorien. Ce monument en argent massif, réduction de la future basilique nationale du Sacré-Cœur, devait renfermer une relique insigne de la bienheureuse Marianne de Jésus, le Lys de Quito. Sur l'une des faces apparaît la statue symbolique de l'Équateur. La République chrétienne tient d'une main

1. L'Encyclique *Diuturnum* traite de l'origine du pouvoir civil, des droits et des devoirs réciproques des gouvernants et des gouvernés. C'est une introduction à l'Encyclique *Immortale Dei* sur la constitution chrétienne des États. La première date de 1881, la seconde de 1885.

sa bannière surmontée de la croix, de l'autre un écusson aux armes de Léon XIII. A ses pieds un condor, aux ailes déployées, porte dans ses serres le blason de la République : le grand soleil équatorial versant ses feux sur les cimes des Andes. Sur le socle Notre-Seigneur, les bras étendus, le cœur ardent, semble prêcher la divine bonté. Près de lui, à droite, le médaillon du président-martyr, du magnanime Garcia Moreno ; à gauche, le blason de l'archevêque de Quito; l'un et l'autre représentent les deux grandes autorités de la République se consacrant au Sacré-Cœur.

C'était bien toujours la nation aux pieds du Pontife-Roi. Pour donner toute leur signification à ces démonstrations du parlement, à ces offrandes du peuple et du clergé, le président de la République adressa au Pape cette lettre autographe, que tous les souverains peuvent lui envier :

« Très Saint Père, au jour de votre jubilé sacerdotal, vous recevrez de tous les peuples civilisés des félicitations et des témoignages de respectueuse déférence qui seront la confession évidente de votre divine suprématie sur toutes les puissances de la terre. Ce sera aussi le gage certain que, sous la houlette placée par Dieu en vos augustes mains, en dépit des erreurs et des prévarications de l'heure présente, le monde doit former un seul troupeau régi par un seul pasteur.

« Au milieu des manifestations d'allégresse qui saluent cet heureux jour, veuillez recevoir aussi, Très Saint Père, mes filiales congratulations et l'humble offrande de notre humble République, offrande à peine perceptible, sinon à vos yeux paternels, mais pourtant d'une inestimable valeur, comme tribut de foi et d'amour de tout un peuple qui, de concert avec ses législateurs, ses magistrats, ses gouvernants, fléchit le genou devant Votre Sainteté, et d'une même voix, d'un

seul cœur, s'écrie de ses lointaines montagnes : Salut, ô Père très saint, Vicaire du Roi des rois, auguste Délégué de la souveraineté sociale de Jésus-Christ sur la terre.

« Daignez donc, Très Saint Père, accepter favorablement de la part de l'Équateur ce témoignage officiel d'un respect qui ne s'est jamais démenti, et nous accorder les bénédictions que j'implore de Votre Sainteté pour la République, pour son gouvernement, et pour celui qui ose se dire, en vous réitérant ses sentiments de respectueuse et cordiale affection, votre fils loyal et dévoué. »

Cette lettre du président Caamano rappelle à chaque phrase les lettres et les messages si profondément chrétiens de Garcia Moreno. Dieu voulut qu'au jour du jubilé pontifical, le héros-martyr se levât pour ainsi dire de sa tombe pour présenter lui-même au Saint-Père les hommages de l'Équateur et de ses représentants. Déjà, parmi les dons offerts au Saint-Père, figurait un magnifique portrait de l'immortel Président tenant dans ses mains sa célèbre protestation contre l'envahissements des États pontificaux; mais, de plus, quand vint le jour de son audience, l'envoyé extraordinaire de l'Équateur, M. Antonio Florès, le fils de l'illustre Florès, remit au pape un précieux coffret en cristal de roche, tout orné de pierreries. C'était un nouveau don de l'Équateur, le plus saisissant et le plus significatif, ainsi qu'il l'explique lui-même :

« Très Saint Père, dit-il, je suis extrêmement touché de l'insigne honneur que Votre Sainteté m'accorde en me permettant de lui présenter mes hommages et de lui remettre la modeste offrande que mon gouvernement ajoute à l'humble obole que j'ai versée entre les mains de Son Éminence le cardinal secrétaire d'État. Dans ce coffret de cristal de roche j'ai pris sur moi de

placer provisoirement le message autographe que le regretté président-martyr Garcia Moreno portait dans ses mains le jour de sa cruelle immolation, et qui est teint de son sang héroïque. Je prie Votre Sainteté d'agréer cette offrande que j'ai l'honneur de faire en mon nom et en celui de l'écrivain catholique, M. Éloy Proano y Vega, qui a ramassé ce document sur le théâtre du crime et qui me l'a envoyé à l'étranger, où je l'ai gardé soigneusement pendant neuf ans. »

Vivement touché à la vue de cette relique, Léon XIII répondit à l'ambassadeur : « Nous faisons les vœux les plus ardents pour la prospérité de l'Équateur et de son Président, auquel nous recommandons encore en cette circonstance les intérêts de la religion catholique, qui sont ceux du peuple dont ils assurent la félicité.

« Nous acceptons aussi avec joie, Monsieur le ministre, le précieux don que vous voulez nous faire en cet heureux anniversaire. Ce message autographe que l'illustre Garcia Moreno se proposait de lire au congrès quand il a été frappé, Nous le conserverons comme le touchant souvenir d'un homme qui a été le champion de la foi catholique, et auquel s'appliquent à juste titre les paroles dont l'Église se sert pour célébrer la mémoire des saint martyrs Thomas de Cantorbéry et Stanislas de Pologne : *pro Ecclesia gladiis impiorum occubuit*[1]. »

Terminons ce récit par cette parole du grand pontife, la plus glorieuse peut-être de toutes celles qui ont été dites en l'honneur de Garcia Moreno. Heureux les peuples de l'ancien comme du nouveau monde, quand on pourra dire de leurs chefs, comme du président de l'Équateur, qu'ils sont prêts à affronter la mort plutôt que de livrer leur patrie et l'Église de Dieu aux fureurs de la Révolution !

1. Il est tombé pour l'Église sous le glaive des impies.

TABLE DES MATIÈRES

DU SECOND VOLUME.

SECONDE PARTIE

LA CROISADE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉTAT CHRÉTIEN.

ÉPILOGUE

L'ÉQUATEUR APRÈS GARCIA MORENO.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Saint Alphonse de Liguori, 2 vol. gr. in-8°. 12 fr. »

Garcia Moreno, le héros martyr, 1 vol. grand in-8°. (Édition abrégée). . . . . 4 fr. »

Récits bibliques, vingt-cinq brochures sur l'ancien et le nouveau Testament. . . . . . . 2 fr. 50

Jésus-Christ, sa vie, sa passion, son triomphe, 1 volume in-8° . . . . 3 fr. 50

Typographie Firmin-Didot et Cie. — Mesnil (Eure).



